

Compte d'Etat

de la République
et canton de Genève
pour l'année 2007



REPUBLIQUE
ET CANTON
DE GENEVE

POST TENEBRAS LUX

SOMMAIRE

	page
Exposé des motifs du Conseil d'Etat à l'appui du compte 2007	I
Explications relatives aux écarts entre budget et compte 2007	
- Compte de fonctionnement.....	3
- Évolution des charges.....	4
- Évolution des revenus.....	15
- Investissements	23
- Fondation de valorisation et Banque cantonale.....	27
- Trésorerie et gestion de la dette	30
- Impacts chiffrés des plans de mesure sur l'exercice 2007	32
Projet de loi approuvant le compte administratif et la gestion du Conseil d'Etat pour l'exercice 2007	39
Comptes administratifs 2007	40
Projet de loi ouvrant au Conseil d'Etat divers crédits supplémentaires et complémentaires pour l'exercice 2007	41
Projet de loi présentant le bouclement de diverses lois d'investissement	51
Tableaux	
Bilan.....	61
Engagements hors bilan.....	63
Modes de financement 2007	70
Mouvement des fonds spéciaux en 2007	72
Mouvement des financements spéciaux en 2007	76
Intérêt de la dette	77
Évolution de l'endettement entre le 31 décembre 2006 et le 31 décembre 2007	78
Échéancier des emprunts publics	79
Effectifs du personnel de l'administration cantonale	80
Le compte de fonctionnement de l'Etat de Genève	82
Le compte de fonctionnement de l'Etat de Genève hors provisions et réserves.....	83
Classification par nature et par département des charges de fonctionnement	84
Classification par nature et par département des revenus de fonctionnement	86
Classification par nature et par département des dépenses d'investissement	88
Classification par nature et par département des recettes d'investissement	90
Comparaison par nature des charges de fonctionnement 2006-2007	91
Comparaison par nature des revenus de fonctionnement 2006-2007	93
Comparaison par nature des dépenses d'investissement 2006-2007.....	95
Comparaison par nature des recettes d'investissement 2006-2007.....	97
Subventions accordées de 2006 à 2007:	
Indemnités accordées (par département-par service)	98
Aides financières accordées (par département-par service)	101
Allocations accordées à des personnes physiques (par département-par service)	108
Subventions non soumises à la LIAF accordées (par département-par service)	110
Détail des subventions accordées n'ayant pas de ligne propre.....	113
Dépenses générales - Reports de budget 2007	122
Financement consolidé	123
Nets-nets des comptes 2007	124
Situation des grands travaux au 31 décembre 2007	125
Impôts de 2002 à 2007.....	131

Compte de fonctionnement

Récapitulation du budget de fonctionnement de l'Etat	135
01. Chancellerie d'Etat	137
02. Finances	145
03. Instruction publique	173
04. Institutions	201
05. Constructions et technologie de l'information.....	229
06. Territoire	261
07. Solidarité et emploi.....	313
08. Économie et santé.....	343
11. Grand - Conseil	371
12. Cour des Comptes	375
14. Pouvoir judiciaire	379

Compte d'investissements

02. Finances	389
03. Instruction publique	392
04. Institutions	404
05. Constructions et technologie de l'information.....	411
06. Territoire	437
07. Solidarité et emploi.....	456
08. Économie et santé.....	460
11. Grand - Conseil	467
12. Cour des Comptes	469
14. Pouvoir judiciaire	471

**Exposé des motifs du Conseil d'Etat
à l'appui du compte d'Etat 2007**

Mesdames et Messieurs les Députés,

Le compte 2007 se solde par un excédent de revenus de 786 millions de francs, qui constitue le meilleur résultat jamais réalisé par l'Etat de Genève.

Ce résultat exceptionnel est la conséquence de la forte croissance économique constatée ces quatre dernières années, d'une très bonne maîtrise des charges au cours de ces mêmes quatre exercices et, enfin, de certains effets induits de la méthode utilisée pour évaluer les recettes fiscales depuis le passage au système "postnumerando".

SOMMAIRE

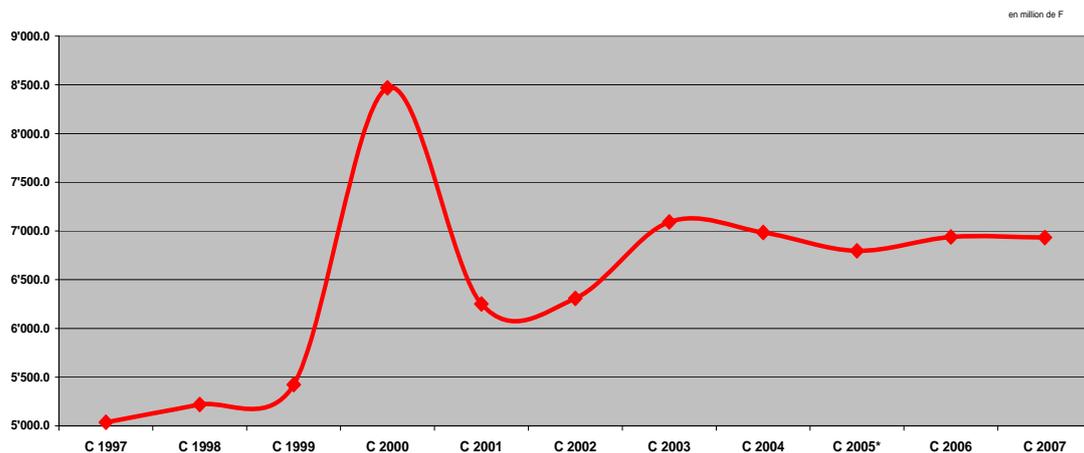
1. Charges toujours bien maîtrisées	p. III
2. Progression des investissements	p. VIII
3. Vigueur inattendue de la croissance économique	p. XI
4. Croissance spectaculaire des recettes fiscales	p. XVI
5. L'utilisation d'estimations fiscales affaiblit la capacité de pilotage	p. XIX
6. Quelles perspectives après un résultat record ?	p. XXII

1. Charges toujours bien maîtrisées

La bonne conjoncture ne fait pas tout. Le résultat de fonctionnement n'aurait évidemment pas atteint un tel niveau sans la poursuite d'un effort constant pour la maîtrise des dépenses publiques. L'assainissement de la situation financière de l'Etat est la conséquence de quatre années de solide croissance économique, et d'un effort d'égale durée pour réduire la croissance des charges à la moitié de ce qu'elle devrait être en années normales.

Premier constat: le total des charges a diminué par rapport aux comptes 2006. Au regard du budget, l'écart demeure extrêmement raisonnable. En particulier, la maîtrise des principaux postes de charges a été tout à fait satisfaisante.

Evolution des charges de fonctionnement

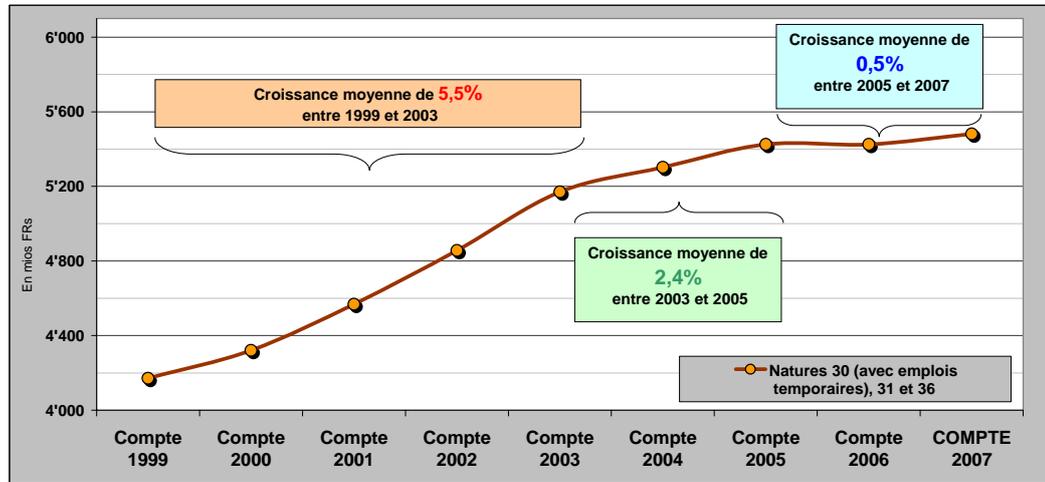


*C2005 hors charges extraordinaires

Principales charges de fonctionnement

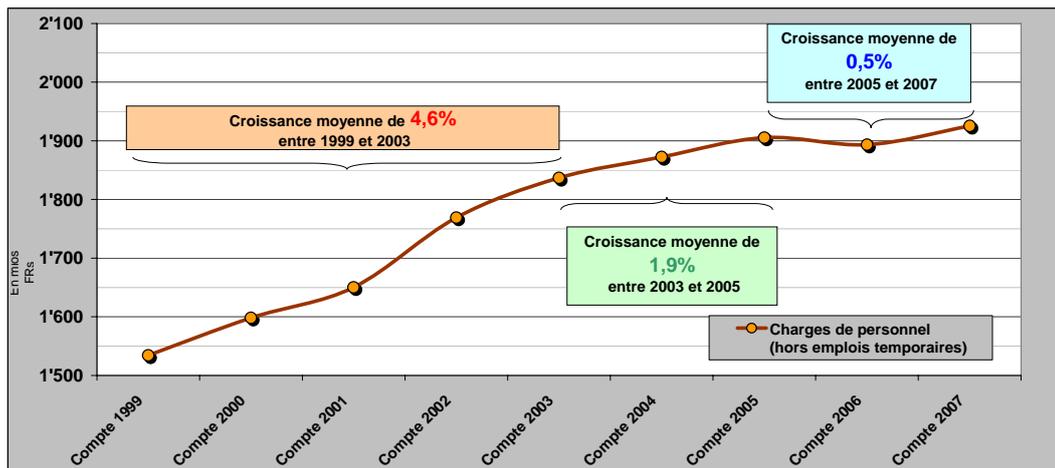
	B 2007	C 2007	C 2007 / B 2007	C 2007 / B 2007 (en %)
Charges de personnel	1'920.4	1'925.2	4.8	0.2%
Dépenses générales	460.1	419.5	-40.6	-8.8%
Subventions accordées	3'037.8	3'021.1	-16.7	-0.5%
Total	5'418.3	5'365.8	-52.5	-1.0%

Evolution des principales charges (personnel, emplois temporaires, dépenses générales et subventions) de 1999 à 2007



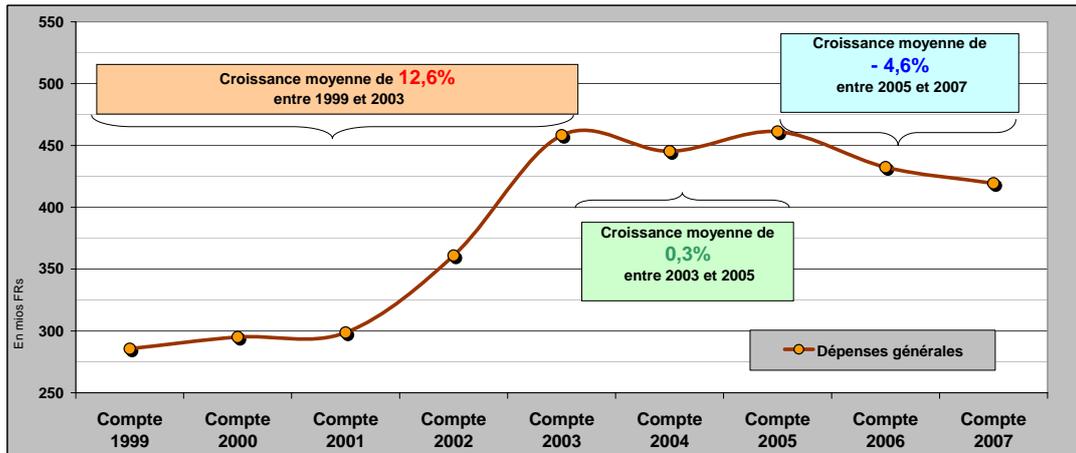
Les **charges de personnel** font apparaître un très léger dépassement par rapport au budget (4,8 millions pour un total de 1,925 milliard). Ce dépassement est imputable à l'indexation complémentaire de 0,2%, au paiement d'heures supplémentaires à la police (7,3 millions) et à une modification de la pratique pour les rappels CIA (paiement immédiat, et non plus échelonné sur cinq ans, de la part assumée par l'employeur, se traduisant par une dépense de 16 millions). Sans ces éléments, le non-dépensé aurait été d'une trentaine de millions.

Evolution des charges de personnel de 1999 à 2007



Fait remarquable, les **dépenses générales** ont baissé par rapport aux comptes de 2006, et sont inférieures de 40,6 millions au budget. Les rabais obtenus par la centrale commune d'achat et la grande retenue qu'a su s'imposer l'administration se traduisent par cette nouvelle et spectaculaire diminution des dépenses générales.

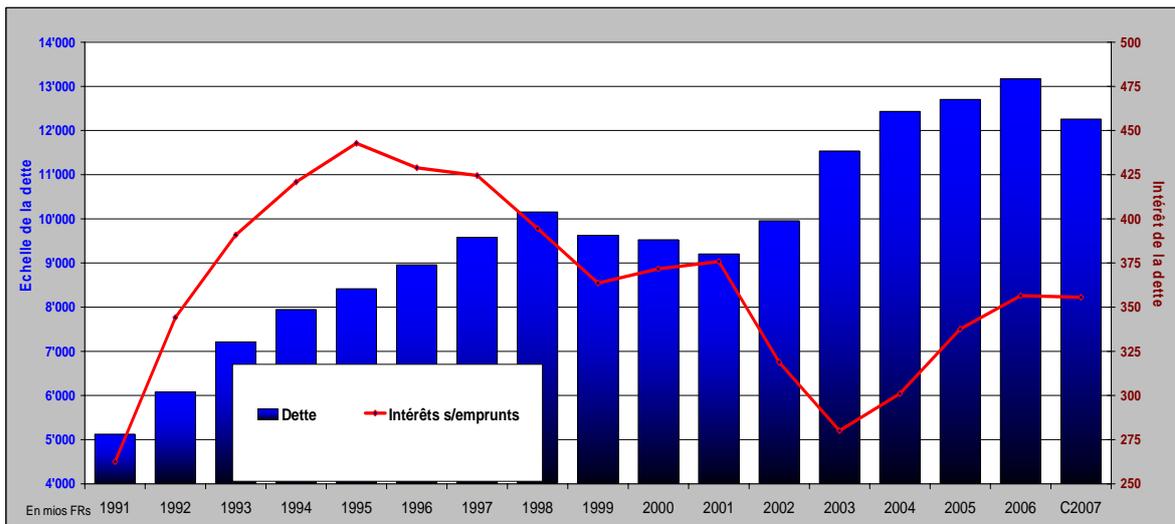
Evolution des dépenses générales de 1999 à 2007



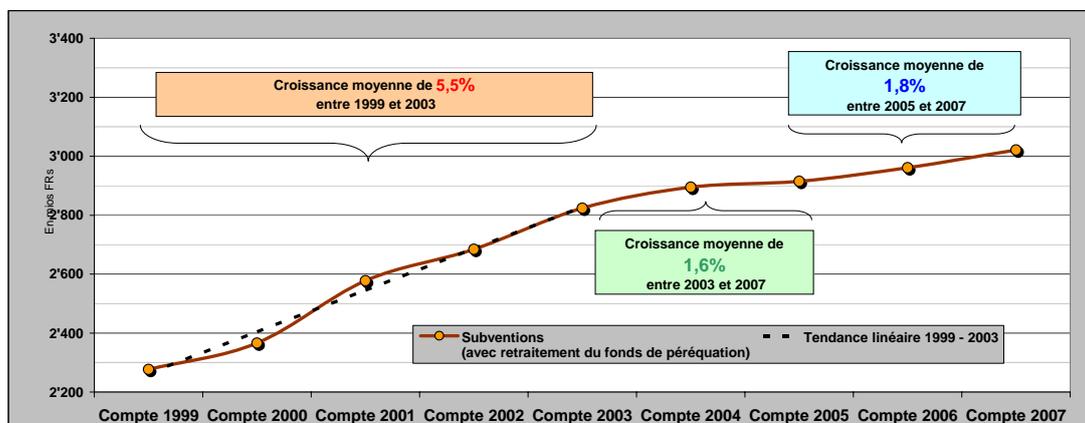
Ce résultat est également la conséquence de l'introduction des « reports budgétaires ». Sachant que le non-dépensé est en partie remis à sa disposition l'année suivante, l'administration ne procède plus à des achats de fin d'année pour épuiser le budget disponible. Il convient encore de souligner que les reports budgétaires de 2006 sur 2007 ont été très peu utilisés, et seront donc remis en partie à disposition.

Les **intérêts de la dette** (355,6 millions) sont en très légère baisse par rapport à 2006, mais dépassent le budget de 15,5 millions. Ce dépassement est dû à une augmentation nettement plus rapide que prévu des taux à court terme, ainsi qu'au report dans le temps des transferts d'actifs, à la suite d'un référendum.

Evolution de la dette et des intérêts sur emprunts entre 1991 et 2007



Maîtrise des subventions



Les **subventions** (3'021 millions) sont restées en-dessous du budget, fait suffisamment rare pour être souligné. Au regard d'autres postes de dépenses, la croissance des **indemnités** (subventions à des entités assurant des tâches publiques) reste toutefois élevée (+2,85% par rapport aux comptes 2006), conséquence des priorités fixées par le Conseil d'Etat pour le développement des HES et des transports publics.

Résultats par catégories de subventions

	B 2007	C 2007	C 2007 / B 2007	C 2007 / B 2007 (en %)
Indemnités	1'736.6	1'735.9	-0.7	0.0%
Aides financières	107.1	104.1	-3.0	-2.8%
Allocations à des personnes physiques	989.4	977.9	-11.5	-1.2%
Non soumises à la LIAF	204.6	203.1	-1.5	-0.7%
Total	3'037.8	3'021.1	-16.7	-0.5%

En revanche, la croissance des **allocations à des personnes physiques** est légèrement inférieure à 1% par rapport à l'an dernier, alors que ces dépenses de nature sociale avaient connu, ces dernières années, une augmentation inquiétante par son ampleur. Dans le même ordre d'idées, les dépenses comptabilisées pour les mesures cantonales contre le chômage sous la rubrique « Dédommagements à des tiers » sont inférieures aux montants inscrits au budget. Les conséquences de quatre années de bonne conjoncture se sont donc finalement fait sentir.

Certains dépassements notables ont été observés par rapport au budget, mais ils concernent en fait la constitution de **provisions** et les **irrécouvrables**.

	C2006	B2007	C2007
Amortissements du patrimoine administratif	288.9	281.8	281.8
Provisions	297.6	79.3	317.6
Créances irrécouvrables	162.8	61.9	130.1

En tant que tels, ces dépassements ne sont pas inquiétants. Ils témoignent même, s'agissant des provisions, d'une meilleure identification des risques, d'une amélioration des pratiques comptables ou de la couverture de risques au cours de l'exercice. De même, le dépassement sur les créances irrécouvrables de l'AFC (110,7 millions, contre 55 millions budgétisés, mais compensés par une dissolution de provisions), témoigne des efforts déployés pour améliorer la gestion du contentieux de l'Administration fiscale et de l'augmentation de la capacité de traitement des offices des poursuites et faillites.

Bons résultats de la Fondation de valorisation des actifs de la BCGE

Enfin, toujours au chapitre des bonnes nouvelles, signalons que la Fondation de valorisation des actifs de la BCGE a pu profiter, une fois encore, de la bonne santé du marché immobilier et conserver un taux de perte très inférieur à ce qui avait été redouté en l'an 2000, lors de sa création. Il n'est pas prévu que le taux de perte final remonte au-dessus de 40%, ce qui devrait engendrer finalement une dépense totale pour l'Etat proche de 2,1 milliards de francs, contre 2,7 milliards prévus à l'origine. La provision pour pertes a pu, une nouvelle fois, être diminuée sans utilisation, ce qui se traduit par un gain comptable de 80 millions.

En terme de désengagements, l'objectif 2007 n'a en revanche été atteint qu'à 68%. Mais ce résultat s'explique par le retard pris dans l'achat de logements à buts sociaux par des fondations de droit public, et par des circonstances particulières. Les nouvelles pertes à couvrir par l'Etat ont été nettement moins importantes que prévu (51,9 millions, par rapport à un budget de 172 millions). Les reventes de biens dont la Fondation s'est rendue propriétaire sont toujours importantes, et souvent bénéficiaires. Elles ont permis à l'Etat d'enregistrer un produit de 71,6 millions en 2007, résultat nettement plus élevé que celui figurant au budget.

2. Progression des investissements

Au cours des années passées, le montant des dépenses d'investissement comptabilisées avait été systématiquement inférieur aux montants inscrits dans les budgets. En 2006, le montant budgétisé n'avait pas encore été tout à fait utilisé et, en 2007, ce montant, bien que revu à la hausse, a été dépassé. Cette évolution, au-delà de son aspect comptable, démontre que l'Etat est désormais en mesure de réaliser les projets qui ont été décidés. Les comptes 2007 montrent en outre que l'évolution des dépenses d'investissements concerne les grands travaux. Cela signifie que l'Etat concentre prioritairement ses efforts sur les nouveaux projets innovants et déterminants, et non sur le renouvellement de "l'outil de travail" administratif.

Par rapport à 2006, l'augmentation de 38% (170 millions) traduit la croissance soutenue des dépenses depuis le début de la législature et le volume très important de projets votés qui sont en cours de réalisation. Les investissements nets ont ainsi atteint 385 millions, soit environ 131 millions de plus que le montant prévu au budget, résultat d'un excédent de dépenses (+92 millions) d'une part, et d'une insuffisance de recettes (-39 millions) d'autre part.

La forte réduction globale de 225 millions sur un budget 2007 de 448 millions (contre 149 millions de réduction l'année précédente) n'a pu être que partiellement absorbée. Ceci est à mettre en lien direct avec le nombre très important de grands travaux en cours de réalisation. Les comptes 2007 font ainsi apparaître la remarquable progression des dépenses relatives à ces nouveaux projets d'investissements (grands travaux).

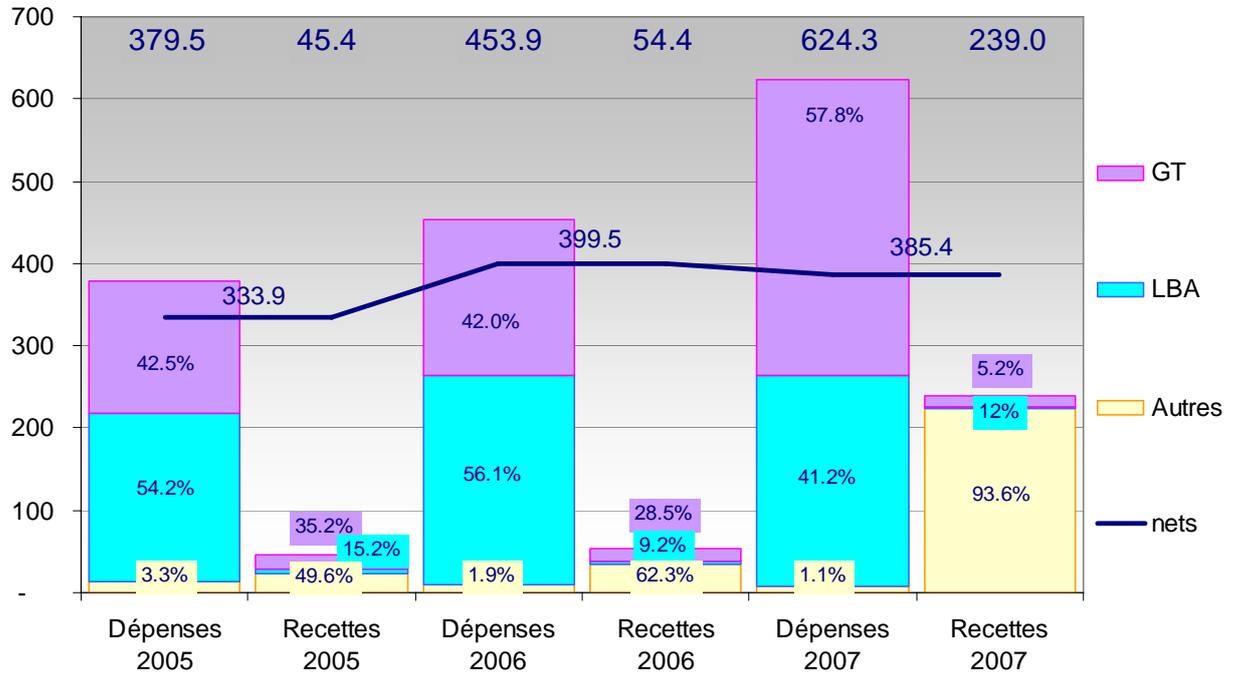
Comparaison des principales catégories d'investissements

(En millions)	C2005	C2006	B2007	C2007	C2007/B2007		C2007/C2006	
Dépenses d'investissements	379.4	453.8	532.1	624.3	92.2	17.3%	170.5	37.6%
Grands Travaux (GT)	161.1	190.7	448.0	360.6	-87.4	-19.5%	170.0	89.1%
Réduction globale (RGI)*	(-170)	(-149)	-225.0	-	225	-	-	-
Loi budgétaire annuelle (LBA)	205.8	254.5	301.2	256.9	-44.3	-14.7%	2.4	1.0%
Autres dépenses	12.6	8.7	7.9	6.8	-1.2	-14.7%	-1.9	-21.9%
Recettes d'investissements	45.5	54.3	277.8	238.9	-38.9	-14.0%	184.6	339.8%
Grands Travaux (GT)	16.0	15.5	5.3	12.4	7.0	131.3%	-3.1	-20.1%
Loi budgétaire annuelle (LBA)	6.9	5.0	33.6	2.9	-30.8	-91.5%	-2.1	-42.4%
Autres recettes	22.5	33.9	238.8	223.7	-15.1	-6.3%	189.8	560.2%
INVESTISSEMENTS NETS	333.9	399.5	254.3	385.4	131.1	51.6%	-14.1	-3.5%
Investissements nets autofinancés	-8.4	-18.0	-57.1	-57.9	-0.8	1.4%	-39.9	221.8%
Investissements nets non amortis	-10.0	-54.0	-74.5	-68.9	5.6	-7.5%	-14.9	27.5%
INVESTISSEMENTS NETS-NETS	315.5	327.5	122.7	258.6	135.9	110.8%	-68.9	-21.0%

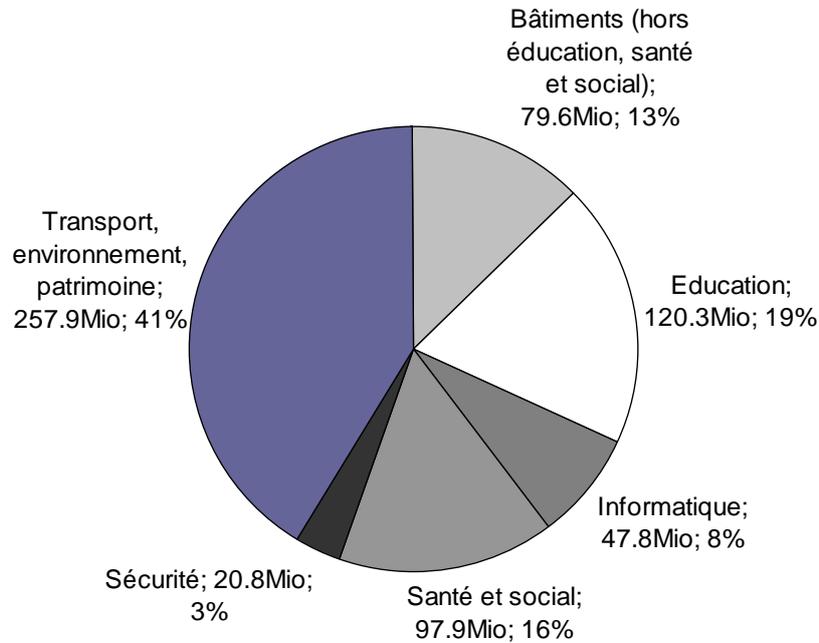
* les montants non dépensés par rapport au budget contribuent à la RGI

Les recettes atteignent 239 millions grâce aux transferts d'actifs (AIG et TPG), soit une augmentation de près de 340% par rapport aux comptes 2006. Le total des investissements nets est ainsi en légère diminution (-3,5%) par rapport à l'année précédente.

Dépenses, recettes et investissements nets
y compris transferts d'actifs et autofinancés, selon les comptes annuels de 2005 à 2007



Répartition des investissements par domaines



Dépenses totales: 624,3 millions

S'agissant des grands travaux, les dépenses réalisées en 2007 concernent des projets de nature stratégique nécessaires au développement harmonieux de notre collectivité, comme le CEVA, la STEP du Bois de Bay, la construction d'EMS, de collèges et cycles d'orientation, ainsi que d'une nouvelle structure de détention. Quant aux dépenses relevant de la loi budgétaire annuelle, elles sont en principe dévolues à des dépenses de renouvellement et de remplacement (bâtiment, mobilier, informatique), à l'exception notable des travaux relatifs au réseau de tramways.

Nouvelle gestion des investissements et perspectives

L'entrée en vigueur de la nouvelle gestion des investissements implique dès 2008, conformément au règlement sur les investissements, la disparition de la loi budgétaire annuelle (LBA), au profit des crédits de programme destinés aux investissements liés, notamment, au renouvellement et au remplacement du patrimoine existant. Les grands travaux ont cédé leur place à des crédits d'ouvrage ou d'acquisition destinés aux nouveaux investissements. Le Grand Conseil pourra ainsi se prononcer sur chaque investissement nouveau ou lié.

Le Conseil d'Etat estime que le montant de la réduction globale des investissements est désormais trop élevé. Parallèlement aux mesures visant à mieux maîtriser ces dépenses, il s'agit de se donner les moyens de favoriser le développement de Genève en investissant, plus que par le passé, dans les infrastructures collectives nécessaires à l'amélioration des conditions-cadres et à l'accomplissement des prestations publiques (*voir sur ce point le chapitre 6 du présent exposé des motifs*).

3. Vigueur inattendue de la croissance économique

L'année 2006 avait déjà été qualifiée d'exceptionnelle par les observateurs, et rares étaient ceux qui s'attendaient à ce que l'année 2007 présente un tel dynamisme. Lors de l'élaboration du budget 2007, le scénario qui prévalait était celui d'une croissance ralentie, d'un atterrissage en douceur (*soft landing*).

La réalité a été bien différente. En dépit de la crise des *subprimes* qui s'est déclarée pendant l'été, l'année 2007 a finalement enregistré des records dans de nombreux domaines: volume de l'emploi, diminution du chômage, masse salariale distribuée, niveau des exportations, nombre de nuitées de l'hôtellerie, ou encore nombre de passagers de l'Aéroport international de Genève.

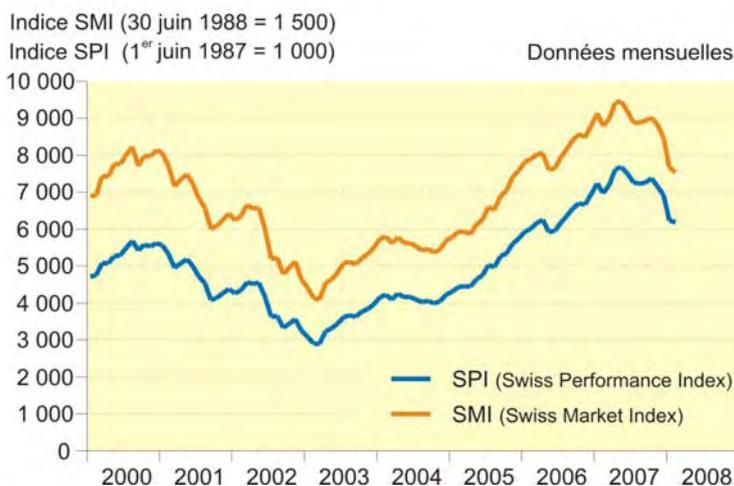
Depuis la seconde moitié de l'année 2003, la croissance de l'économie suisse a été extrêmement vigoureuse, nettement supérieure à son taux moyen à long terme. Elle a dépassé les taux de progression enregistrés dans la zone euro. Au sommet du cycle conjoncturel, le PIB a augmenté de 3,2% en 2006 et, en 2007, sa progression est estimée à 3,1%. Contre toute attente, au quatrième trimestre 2007, le PIB de la Suisse a enregistré son plus fort taux de progression depuis le premier trimestre 2004.

L'évolution conjoncturelle récente s'est caractérisée par une forte poussée des exportations de biens et de services, suivie d'investissements importants en biens d'équipements et, du côté de la production, par le rôle moteur des services financiers.

Ces derniers ont joué un rôle déterminant pour les performances de l'économie suisse et, en particulier, genevoise. Rappelons que la **part du secteur financier** est estimée à 1/7^e dans l'économie suisse et à près d'un quart dans l'économie genevoise. Cette prédominance constitue évidemment une source d'incertitudes majeures quant aux mois à venir, la baisse considérable des valeurs boursières à l'échelle mondiale ne pouvant rester sans effets sur les marges bénéficiaires du secteur bancaire, notamment celles des établissements spécialisés dans la gestion de fortune.

Principaux indices boursiers suisses

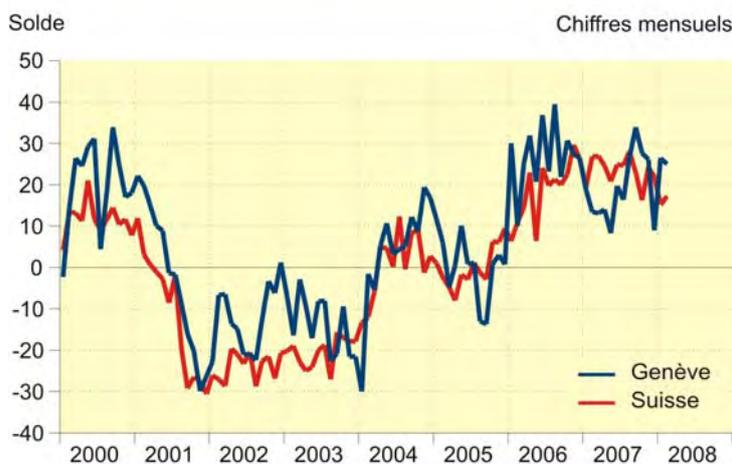
Evolution du SMI et du SPI



Au cours des quatre dernières années, tant l'économie suisse que genevoise ont enregistré l'expansion la plus forte depuis le début des années 1990. Cette croissance a reposé sur des assises particulièrement larges, car la situation conjoncturelle a été favorable pour tous les secteurs d'activité.

Le cycle conjoncturel actuel a suivi un scénario classique : il s'est caractérisé dans un premier temps, dès 2004, par une augmentation marquée des bénéfices des sociétés, accompagnée, avec un léger décalage, par la reprise des investissements. Déterminantes dans notre pays, les exportations se sont inscrites en forte croissance durant toute la phase de l'essor conjoncturel. La poussée de l'emploi a suivi. Conjuguée avec la progression des salaires, elle a entraîné une hausse sensible de la masse salariale.

Indicateur synthétique de la marche des affaires dans l'industrie



Source : Centre de recherches conjoncturelles (KOF - EPFZ) / OCSTAT

Rôle déterminant du secteur bancaire

Favorisées par la baisse momentanée du franc, les exportations du canton ont progressé de 11% en 2007, après une hausse record de 14% l'an précédent. Les exportations horlogères se sont considérablement accrues, celles de la chimie de façon substantielle, alors qu'en revanche les exportations d'appareils électriques-électroniques se sont repliées.

Les exportations vers l'Asie ont augmenté très fortement (+18%); elles ont évolué également très positivement vers l'Europe (+12%), mais ont diminué vers les États-Unis (-5%), reflétant ainsi l'évolution de la demande sur le marché mondial.

Compte tenu des caractéristiques qui lui sont propres, le secteur bancaire et financier a vraisemblablement connu, globalement, une année 2007 encore bonne, quoique moins dynamique que 2006, selon l'enquête conjoncturelle de la Fondation Genève Place Financière réalisée en automne dernier.

Encore une année record pour l'économie genevoise

Pour l'industrie, 2007 a été une très bonne année, bien qu'en léger retrait par rapport aux sommets de 2006. Cette branche s'est caractérisée par un fort dynamisme des commandes et une progression de la production sensible, quoique moins forte que l'année précédente.

Dans la **construction**, la valeur des bâtiments construits a été nettement supérieure à celle enregistrée au cours des années précédentes.

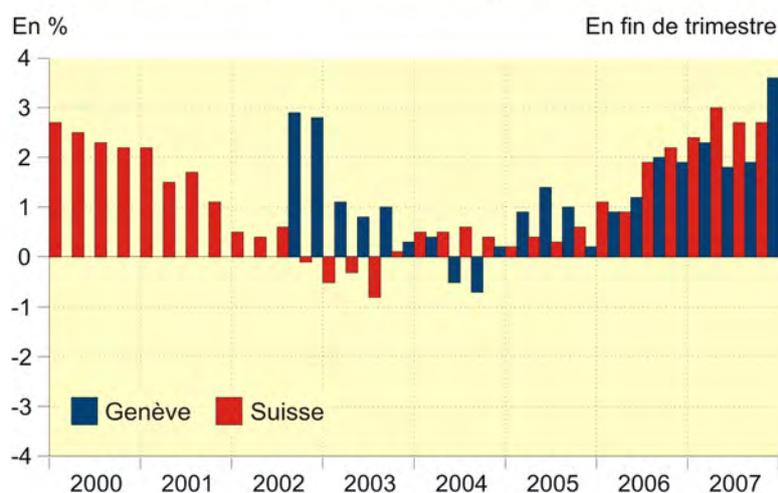
Dans le **commerce de détail**, la marche des affaires a été excellente, et le chiffre d'affaires global a progressé d'environ 6% en un an.

Les années fastes ont continué pour l'**hôtellerie**, qui a enregistré un nombre de nuitées record, en progression de 8% en un an, après une hausse exceptionnelle de 12% en 2006. Notons que, depuis plusieurs années, la progression du nombre de nuitées est plus marquée à Genève que dans l'ensemble du pays.

La barre des dix millions de passagers a été franchie à l'**Aéroport** international de Genève courant décembre. Le taux d'augmentation du nombre de passagers (9,5% en un an) rejoint le précédent record de 2005.

La progression du **volume de l'emploi** s'est accélérée en 2007 : +2,4% en moyenne annuelle, (+1,5% en 2006), ce qui représente environ 9'000 emplois supplémentaires dans le canton.

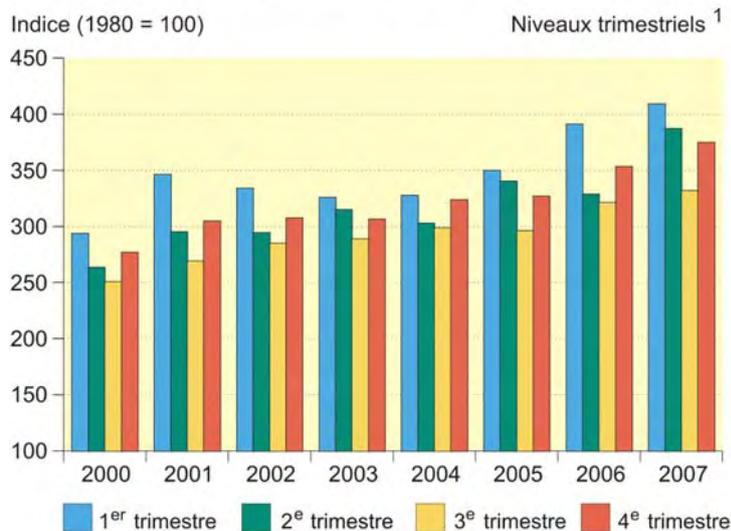
Variation annuelle du nombre d'emplois¹



¹ Emplois dans les secteurs secondaire et tertiaire (sans le secteur public international ni les services domestiques).

La **masse salariale** versée a augmenté de 7,8% en termes nominaux en 2007 par rapport à 2006, en légère accélération par rapport à l'année précédente (+6,1%).

Masse salariale versée dans le canton de Genève

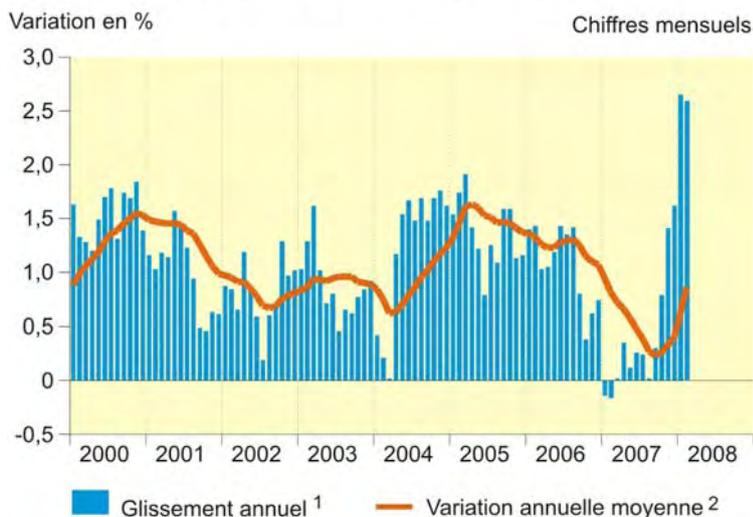


¹ L'indice du 1^{er} trimestre de chaque année enregistre entre autres les versements des primes de fin d'année.
Rupture de série entre 2000 et 2001 après ajustements dus à des changements de réglementation.

Pour la première fois depuis fin 2002, le **taux de chômage** est repassé sous la barre des 6% à fin 2007, année durant laquelle le nombre de chômeurs a diminué plus rapidement qu'en 2006 et 2005.

Resté à peu près nul durant les neuf premiers mois de l'année, le **renchérissement** s'est sensiblement renforcé dès le mois d'octobre, pour atteindre 1,6% en fin d'année, selon l'indice genevois des prix à la consommation.

Indice genevois des prix à la consommation

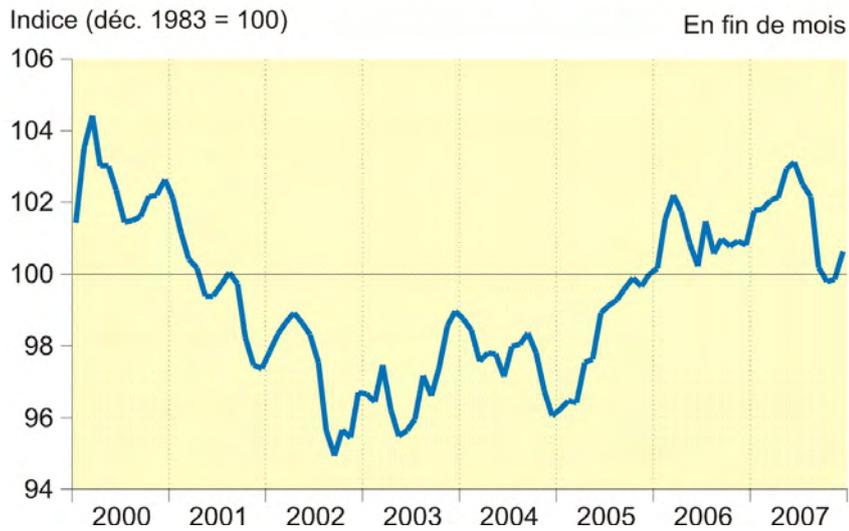


¹ Rapport entre l'indice d'un mois d'une année et l'indice du même mois de l'année précédente.

² Rapport entre la moyenne des indices des douze derniers mois et la moyenne des indices des douze mois qui les précèdent.

L'indicateur avancé **LEA-PICTET-OCSTAT** (LPO), qui anticipe la conjoncture économique à Genève pour les six à neuf prochains mois, est resté très bien orienté pendant la première partie de l'année 2007, avant de connaître une cassure qui laisse présager, pour début 2008, une poursuite de la croissance, mais à un rythme nettement moins rapide qu'en 2007.

Indicateur avancé LEA-PICTET-OCSTAT de l'économie genevoise



4. Croissance spectaculaire des recettes fiscales

La vigueur de la phase haussière du cycle conjoncturel, à l'œuvre depuis 2004, a eu pour conséquence une croissance extraordinairement élevée des recettes fiscales. Qu'on en juge: celles-ci sont en augmentation de 455 millions, soit presque 9%, par rapport aux comptes 2006 pour ce qui est des impôts cantonaux, à quoi s'ajoute une progression de 106 millions pour la part cantonale à l'impôt fédéral, représentant un bond de 38%. L'augmentation est encore plus spectaculaire vis-à-vis des montants inscrits au budget 2007: 755 millions de plus pour les impôts cantonaux, et 158 millions pour la part à l'IFD.

La croissance concerne tous les types d'impôts. Ainsi, l'impôt sur le revenu des personnes physiques atteint 3,23 milliards de francs, en progression de 403 millions ou 14,2% par rapport au budget; l'impôt sur la fortune dépasse le budget de 78 millions (20,2%) et l'impôt sur le bénéfice et le capital des personnes morales le devance de 180 millions, soit 16,9%.

Des augmentations significatives et, dans certains cas, spectaculaires sont encore à signaler sur les impôts fonciers, le produit des successions et le produit des droits d'enregistrement et du timbre.

Evolution des principaux types d'impôts

(en millions de francs)

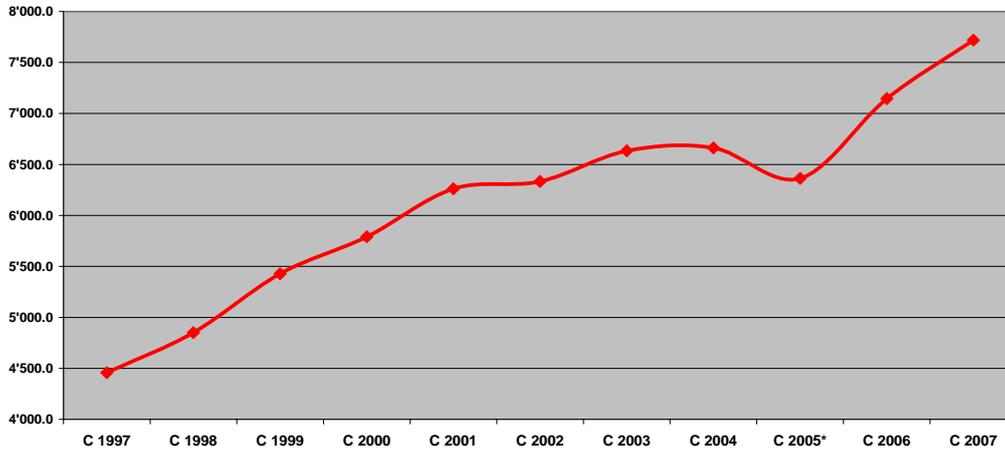
	C-2001	C-2002	C-2003	C-2004	C-2005	C-2006	B-2007	C-2007	Ecart C07/B07	
									Mios	%
IMPOTS SUR LE REV. & FORT. DES PERS. PHYSIQUES	2'934.3	3'006.9	2'898.1	2'966.5	2'994.3	3'232.0	3'219.5	3'699.6	480.1	14.9%
IMPOTS SUR BEN. & CAP. DES PERS. MORALES	1'025.3	903.2	679.9	914.7	1'050.4	1'315.4	1'066.2	1'246.1	179.9	16.9%
TOTAL IMPOTS ORDINAIRES	3'959.6	3'910.1	3'577.9	3'881.3	4'044.7	4'547.4	4'285.7	4'945.7	660.0	15.4%
IMPOTS FONCIERS	87.7	96.1	109.4	101.3	108.7	102.8	108.0	144.0	36.0	33.3%
IMPOTS SPECIAUX	33.5	34.3	23.1	31.5	46.5	70.8	60.0	67.5	7.5	12.5%
PRODUIT ENREGISTR. & TIMBRE	164.7	174.7	190.0	166.2	170.2	178.2	162.0	184.4	22.4	13.8%
PRODUIT DES SUCCESSIONS	205.2	141.0	155.0	248.8	145.2	95.4	74.6	98.5	23.9	32.0%
AUTRES IMPOTS CANTONAUX	82.1	93.9	96.7	105.5	115.8	119.8	123.9	129.1	5.2	4.2%
TOTAL AUTRES IMPOTS	573.1	540.0	574.3	653.3	586.4	567.0	528.5	623.5	94.9	18.0%
TOTAUX IMPOTS	4'532.7	4'450.2	4'152.2	4'534.6	4'631.1	5'114.4	4'814.2	5'569.2	754.9	15.7%

Sauf mention explicite, les chiffres et tableaux sont présentés :

- ◆ hors recette extraordinaire et régularisations comptables (Or BNS, amortissements rattrapés, réconciliation des comptes AFC, etc.)
- ◆ avec intégration des opérations de valorisation BCGe

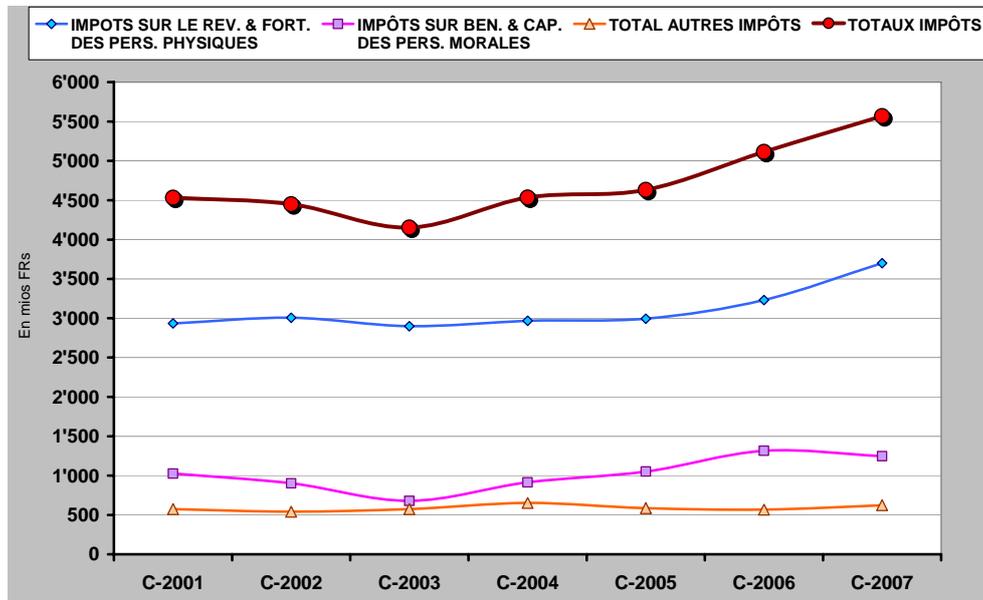
Evolution des revenus de fonctionnement

en million de F



* C2005 hors revenus extraordinaire

Evolution des principaux types d'impôts



Une part d'effet en trompe-l'œil

Ces résultats doivent toutefois être analysés avec soin, parce qu'ils comportent une part d'effet en trompe-l'œil. Pour les impôts sur les personnes physiques et les personnes morales, on sait en effet que les résultats figurant dans les comptes comportent :

1. Une **estimation des recettes** de l'année en cours;
2. des **correctifs** apportés, au fur et à mesure de l'avance de la taxation, aux estimations des trois exercices antérieurs pour les personnes physiques, et des deux exercices antérieurs pour les personnes morales, soit, en 2007, respectivement les exercices 2004 à 2006 et 2005-2006.

Les correctifs ont deux types d'effets: l'un augmente (ou diminue) artificiellement les résultats du compte, en lui imputant des revenus qui appartiennent en fait à des exercices passés; l'autre agit en cascade sur les estimations des exercices antérieurs.

En 2007, l'impact des correctifs sur les estimations des exercices antérieurs est très fort. Il se monte à 209 millions pour les personnes physiques, et à 73 millions pour les personnes morales, auxquels s'ajoutent 68 millions pour l'impôt fédéral direct, et 29 millions pour l'impôt immobilier complémentaire.

Ce ne sont donc pas moins de 379 millions qui améliorent de façon artificielle le résultat de 2007. Cet élément doit être pris en compte pour l'analyse de la situation financière de l'Etat de Genève, en particulier au moment où plane la menace d'une récession.

Si l'on tient compte des **résultats corrigés** (mais à peu près définitifs jusqu'en 2005 seulement), l'on s'aperçoit que la croissance des recettes a été, pour les personnes physiques, de 3% en 2004, de 2,5% en 2005, de 6,4 % en 2006, et qu'elle serait de 5,7% en 2007. Entre 2003 et 2007, le total des impôts sur les personnes physiques a ainsi augmenté de **544 millions (19%), dont 219 millions pour l'impôt à la source (42%)**.

La marge de manœuvre de l'Etat

De cette analyse plus fine ressortent deux constats.

D'une part, la marge de manœuvre de l'Etat de Genève est de l'ordre de **400 à 500 millions de francs**, et non pas de 786 millions.

D'autre part, il apparaît que **le retour à l'équilibre des finances publiques a pris un tour structurel**, et offre ainsi des perspectives nouvelles à moyen terme, au-delà des cycles conjoncturels.

En effet, l'un des problèmes majeurs qu'avait rencontrés Genève pendant les années 1990 était le nombre insuffisant de contribuables permettant de financer des tâches de ville-centre, dont la portée était manifestement régionale (université, hôpital universitaire, transports publics, etc.). Ce problème est aujourd'hui résolu par la forte augmentation du nombre de contribuables résidant en France voisine, dont l'impôt contribue largement à consolider les finances cantonales, ce qui constitue une très bonne nouvelle.

5. L'utilisation d'estimations fiscales affaiblit la capacité de pilotage

Le Conseil d'Etat ne veut pas cacher l'inquiétude que représente pour lui le fait de devoir effectuer le pilotage financier sur des bases incertaines. De ce point de vue, il partage les préoccupations que cet état de fait peut susciter chez les députés. Qu'il y ait un écart, même important, entre le budget et les comptes est à peu près inévitable lorsque les mouvements conjoncturels sont vigoureux, soit à la hausse, soit à la baisse; les écarts enregistrés dans d'autres cantons montrent au demeurant que le risque de différences considérables existe, quelle que soit la méthode utilisée. Par contre, un écart substantiel au niveau des comptes peut poser un véritable problème politique.

L'impact négatif sur la pertinence des décisions prises peut néanmoins être atténué par un suivi mensuel, qui permet d'améliorer les bases sur lesquelles reposent les prises de décisions. C'est ainsi que, tout au long de l'année écoulée, la croissance de l'écart des recettes par rapport aux données inscrites dans le budget a été pratiquement "métronomique", et a pu être communiquée à la commission des finances du Grand Conseil et aux médias.

En juin 2007, il était déjà évident que l'Etat aurait au moins 400 millions de recettes fiscales de plus que prévu au budget. A fin octobre, à la lumière des indications fournies par l'enquête annuelle auprès du panel de personnes morales et des taxations de très importants contribuables pour l'exercice 2005, cet écart grimpait à près de 600 millions.

Cette amélioration du *monitoring*, ces réévaluations successives, qui permettent de se rapprocher de la situation finale au fur et à mesure que les données réelles sont connues par l'administration, constituent un progrès. Elles ne suffisent pourtant de loin pas à corriger les faiblesses fondamentales de notre système fondé sur des évaluations dans les comptes.

Aussi longtemps que nous connaissons ce système, les erreurs sur l'estimation des budgets risquent de demeurer extrêmement importantes, parce que l'établissement de ces budgets repose lui-même sur des données entachées d'erreurs, pendant une période longue. Ainsi, s'agissant de l'exercice 2007, les recettes fiscales resteront encore largement basées sur des estimations jusqu'à la fin de l'année 2009.

Le risque de la surévaluation des recettes

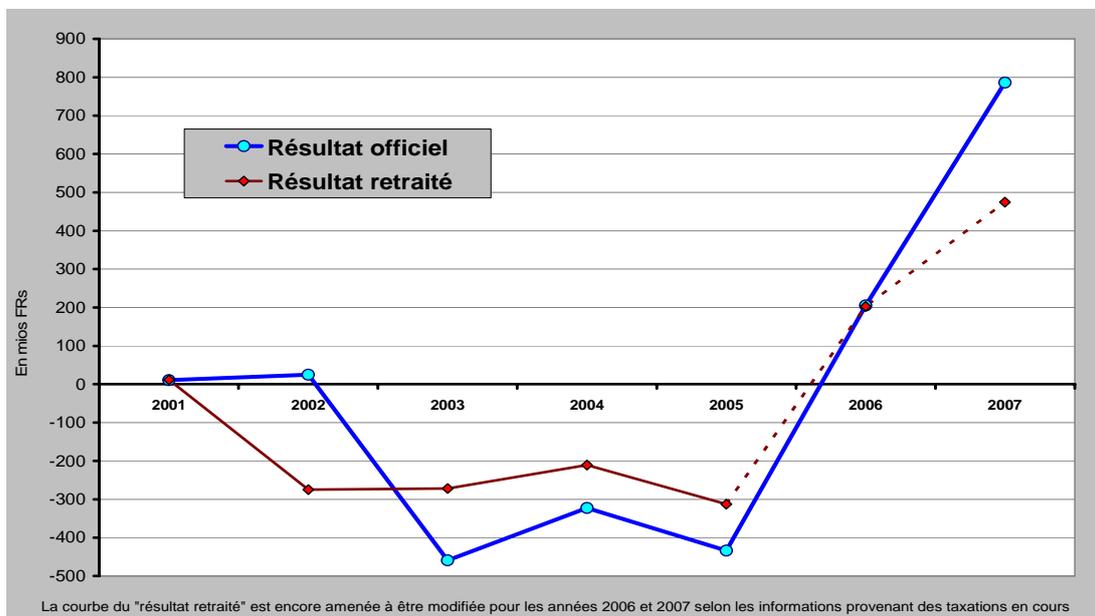
La sous-évaluation des recettes n'a pas de conséquences trop dramatiques, dans la mesure où les correctifs servent à réduire une dette, dont plus personne n'ignore qu'elle constitue un fardeau trop lourd pour l'État de Genève. Il n'en est pas de même lorsqu'il s'agit du phénomène inverse, aboutissant à d'éventuelles surévaluations des recettes, qui peuvent conduire à prendre des décisions inconsidérées avec, à la clé, une nouvelle phase de déficits répétés.

Le problème avait déjà été souligné lors de la présentation des comptes de l'année 2006, mais il a pris entre-temps une dimension encore plus préoccupante, au vu de l'ampleur croissante de ces écarts et du fait que ceux-ci concernent non seulement l'impôt sur les personnes morales (très volatil) mais aussi celui sur les personnes physiques (dont la progression est en principe plutôt régulière et prévisible).

On constate aujourd'hui, à la lumière des comptes 2007, que lorsque l'économie connaît un cycle de croissance, les différentiels positifs se répercutent d'année en année, pour finir par s'accumuler sur le dernier exercice, au moment même où se produit l'inversion du cycle avec, évidemment, un risque d'aveuglement, réel ou simulé, des différentes instances décisionnaires.

Il ne s'agit pas là de considérations abstraites. Les corrections sur les exercices antérieurs ont totalement occulté la gravité de la crise de 2001-2002, empêchant de ralentir à temps la croissance des charges qui atteignait alors des niveaux très élevés. Notre canton est au demeurant plus exposé que d'autres à ce risque, du fait de la très grande volatilité de son économie.

Comparaison entre les résultats des comptes votés et ceux des comptes retraités a posteriori



La comparaison entre les résultats annoncés dans les comptes et les résultats réels pour les années considérées (recalculés après coup) montre que les écarts sont souvent supportables. On observe toutefois la très nette surestimation du résultat 2002, dont les conséquences se sont fait sentir les années suivantes.

Depuis lors, on constatera que les résultats officiels ont toujours donné une image plus pessimiste de la réalité que ce qu'elle n'était, et il en est également ainsi de l'exercice 2006. En revanche, le résultat donne certainement une image déformée de la réalité financière de l'Etat de Genève en 2007, même si l'on ne peut exclure que l'écart actuel entre les deux courbes se resserre.

Quelques mesures correctrices ont été prises depuis la présentation des comptes 2006. La taxation des déclarations des plus gros contribuables du canton, dont les mouvements sont les plus importants, a été accélérée. Parallèlement, l'estimation de l'impôt à la source est faite sur la base de la perception effectuée chaque mois par les entreprises, permettant de limiter l'écart avec l'évolution réelle sans attendre la consolidation de fin d'année. Au fil des ans, l'expérience empirique permettra de mieux appréhender le lien entre l'évolution des diverses recettes fiscales et les différents indices économiques.

Le problème de fond posé par la méthode

Mais ces progrès ne permettront pas de répondre à la question de fond posée par la méthode utilisée actuelle: comment construire des évaluations fiables, lorsque le dernier exercice dont on ait une connaissance à peu près complète remonte à deux ans ? Et, a fortiori, comment établir des budgets sur la base d'une information encore plus décalée par rapport à l'année considérée ?

Ces questions ont été posées aux experts financiers du département des finances. Ceux-ci ont recommandé de conserver le système actuel, en essayant d'en améliorer la fiabilité. Cette position est partagée par l'Inspection cantonale des finances, qui estime que l'utilisation d'estimations dans les comptes demeure la moins mauvaise solution, du point de vue de la pertinence des états financiers.

Il n'en demeure pas moins que l'écart entre les données figurant dans les comptes et la réalité qui apparaît ultérieurement pose un problème institutionnel, dans la mesure où tant le Conseil d'Etat que le Grand Conseil sont amenés, année après année, à devoir prendre des décisions sans pouvoir s'appuyer sur une connaissance fiable de la réalité des comptes de l'Etat.

Ce risque est encore aggravé par les mesures « guillotine » prévues par la loi sur la gestion administrative et financière de l'Etat, qui exige du gouvernement qu'il contraigne le parlement et le peuple genevois à choisir entre des coupes dans les dépenses et des augmentations des revenus en cas de déficit prolongé.

Ce mécanisme démocratique a-t-il encore tout son sens, si le résultat des comptes peut être faussé par des estimations fiscales erronées ?

L'adoption des normes comptables IPSAS offre peut-être une solution alternative, dont il faudra toutefois bien peser les conséquences et vérifier qu'elle apporte vraiment une information offrant une meilleure aide à la décision que ce qui prévaut actuellement.

Cette solution consisterait à retraiter les exercices antérieurs, comme le recommandent les normes IPSAS. Ainsi, **les correctifs apportés aux évaluations ne seraient pas comptabilisés dans l'année en cours, mais dans les années (antérieures) auxquels ils se rapportent.** A ce stade, le plus raisonnable est sans doute de fournir ces deux types d'information, afin que chacun puisse se faire l'idée la plus exacte de la situation financière du canton.

6. Quelles perspectives après un résultat record ?

La seule perspective d'un bénéfice record de 400 millions avait déjà aiguisé les appétits au mois de novembre dernier. Que dire alors d'un montant de 786 millions ? Que faire, se demande-t-on, de ces centaines de millions ? La réponse est, hélas, très simple: on n'en fera rien du tout, simplement parce que ces millions ont déjà été dépensés au cours des années passées, et qu'il nous faut maintenant rembourser les banques auprès desquelles nous les avons empruntés.

La question, correctement reformulée, mérite tout de même un examen approfondi. Après quatre années d'une forte croissance économique, l'Etat de Genève se retrouve avec un excédent de revenu pour l'année en cours de 400 à 500 millions. C'est considérable ! Même si les perspectives économiques laissent présager des jours plus difficiles en 2008 et, surtout, en 2009.

Le premier défi auquel le Conseil d'Etat doit faire face est d'éviter qu'un simple ralentissement de la croissance suffise à faire revenir les déficits d'antan aussi rapidement qu'ils se sont résorbés.

La longue crise financière que nous vivons sur le plan international aura des conséquences très sensibles au niveau des impôts prélevés sur les bénéficiaires du secteur bancaire, avec des répercussions vraisemblables sur le volume de la masse salariale par des bonus moins généreux et, donc, une moindre croissance de l'impôt sur les personnes physiques.

La marge de manœuvre constatée en 2006 et en 2007 doit donc être préservée, afin que notre canton soit en mesure de traverser la période difficile qui s'annonce, sans retomber profondément dans les chiffres rouges.

L'Etat de Genève est revenu à l'équilibre structurel, parce que l'économie a retrouvé son dynamisme et que, depuis quatre ans, une forte discipline est respectée au niveau des dépenses. Il est maintenant temps de revenir de manière réfléchie à une croissance des charges qui soit plus raisonnable, tout en demeurant maîtrisée. Ce rythme de croisière à long terme se situe aux environs de 2%, soit un niveau un peu inférieur à celui que s'autorisent des collectivités publiques suisses urbanisées, comparables à la nôtre. Ce plafond devra être respecté avec constance, si l'Etat de Genève veut revenir à moyen terme à un niveau d'endettement acceptable.

Dans ces conditions, le Conseil d'Etat entend appliquer le programme qu'il avait développé dans le texte accompagnant le **premier plan de mesures**, ni plus ni moins. L'autofinancement des investissements étant atteint pour la deuxième année consécutive, il convient maintenant que l'Etat reprenne un rythme de croisière plus usuel au niveau de la croissance des charges, hors effets comptables de l'introduction des normes IPSAS et de la RPT, soit les 2% annoncés. Étant admis, bien sûr, que si l'autofinancement des investissements ne devait plus être assuré, il conviendrait alors de revenir à une croissance de 1,5% des charges.

**Extrait de la présentation du premier plan de mesures du Conseil d'Etat,
le 30 mars 2006**

Le Conseil d'Etat a défini les principes suivants en matière d'augmentation des charges:

°elles sont plafonnées à 1% tant qu'il n'a pas été constaté un retour à l'équilibre au niveau du compte de fonctionnement de l'Etat;

°elles sont plafonnées à 1,5% lorsque ce retour à l'équilibre est constaté;

°elles sont plafonnées à 2% lorsque l'autofinancement des investissements est garanti.

Ces 2% d'augmentation correspondent, peu ou prou, à l'effet de l'inflation et de la croissance démographique. Ils sont inférieurs à la croissance moyenne des recettes enregistrées depuis le début des années 1990 (soit plus de 3%).

Ce taux permet de normaliser les relations avec le personnel de l'Etat, en indexant régulièrement les salaires et en appliquant les mécanismes salariaux. Un tel taux de croissance ne permet pas, en revanche, de se lancer dans une croissance tous azimuts des effectifs du "grand Etat"; il exige que des choix soient effectués en tout temps, que la réallocation des ressources devienne la norme, et non plus l'exception des ères de budgets déficitaires.

Il faut en outre se souvenir que l'introduction des normes IPSAS et le nouveau système de péréquation fédérale (RPT) représentent pour Genève un coût de quelque 180 millions de francs, qui doit être absorbé dans les budgets et dans les comptes.

Les quatre axes prioritaires de l'action à mener

Le Conseil d'Etat proposera une série de mesures ciblées et échelonnées, en application du principe « **Renoncer pour innover** », dont il a fait son *leitmotiv*. Ces mesures concernent aussi bien les dépenses d'investissements et de fonctionnement que la fiscalité. Après une période de quatre ans, où il a surtout été question de renoncer, il est maintenant temps d'utiliser prudemment les marges de manœuvre dégagées pour innover.

Dans ce contexte, le Conseil d'Etat fixe quatre grands axes prioritaires : l'amélioration des conditions de vie des familles, l'accompagnement du développement économique régional (conditions cadres), les mesures propres à relever le défi du vieillissement, et les réformes indispensables et urgentes de l'Etat.

1. Mesures en faveur de la famille

Au premier rang des priorités du Conseil d'Etat figure des mesures **en faveur de la famille**. On sait aujourd'hui, par plusieurs études effectuées en milieu urbain, que les familles avec enfants sont fortement pénalisées sur le plan financier, même lorsque les revenus du couple sont relativement élevés. Dans ce domaine, notre Conseil est convaincu que la fiscalité est le levier adéquat pour agir.

Il existe aujourd'hui un large consensus sur la **nécessité d'en finir avec l'injustice dont sont victimes les couples mariés** en introduisant le *splitting* ou une solution équivalente. Le Conseil d'Etat avait espéré que les Chambres fédérales adopteraient le

principe de l'imposition séparée des époux (avec ou sans un *splitting* optionnel), solution la plus satisfaisante du point de vue de l'égalité de l'homme et de la femme. Ce projet étant maintenant fortement embourbé, la seule solution praticable au niveau cantonal est le *splitting*, sans limite de revenus, voire l'imposition individuelle.

Il s'agit d'autre part d'améliorer la situation des familles ayant des enfants, par une **augmentation assez sensible des déductions autorisées pour les enfants**, et par une meilleure prise en compte des frais de garde pour la classe moyenne.

2. Accompagner le fort développement de notre région

Innover, c'est aussi **développer les infrastructures pour accompagner le fort développement de notre région**. La mise en œuvre du projet d'agglomération déposé fin 2007 auprès de la Confédération sera cruciale. Elle implique notamment la poursuite de la réalisation du réseau de transports (train, RER via le CEVA, route des Nations, etc.). Il convient donc d'accroître le **volume des investissements**, car les 450 millions nets décidés par le Conseil d'Etat pour cette législature ne suffiront sans doute pas pour réaliser les travaux nécessaires à l'amélioration des conditions cadres.

Toujours dans la même perspective, des ressources supplémentaires seront nécessaires en faveur des services chargés de l'aménagement du territoire et du développement urbain, pour mener à bien conjointement la réalisation de nouveaux quartiers d'habitation et la transformation du périmètre Praille-Acacias-Vernets en un véritable pôle de développement.

On peut également prévoir une action modérée en faveur de l'attractivité fiscale de notre canton, au travers d'un **premier correctif de l'imposition de la fortune**, domaine dans lequel la fiscalité genevoise figure parmi les plus lourdes de Suisse.

Enfin, la constitution d'un pôle économique de la région lémanique, connue aujourd'hui sous le label "Lake Geneva Region", amène le Conseil d'Etat à privilégier également le **renforcement de la société de la connaissance** (recherche, formation, culture) **et de la conscience** (Genève internationale, grandes manifestations). Dans ce cadre, la modernisation de l'infrastructure de Palexpo et l'amélioration de la capacité d'accueil de l'Aéroport international de Genève joueront un rôle stratégique important.

3. Relever le défi du vieillissement

S'agissant des charges de fonctionnement, nous devons être en mesure de faire face, dans le cadre d'une croissance des charges limitées à 2%, aux coûts induits par le **vieillessement de la population**, que ce soit par l'ouverture de nouvelles structures ou par le biais des prestations complémentaires AVS, qui vont continuer à augmenter.

Le Conseil d'Etat reste par ailleurs persuadé qu'il convient de taxer de façon égale les revenus des salariés et des rentiers AVS. Pour que cette mesure n'entraîne pas des conséquences trop lourdes pour les retraités modestes, il convient d'intervenir par le biais d'une **diminution du taux d'imposition sur les premières tranches du barème**, laquelle serait également favorable aux personnes percevant un petit salaire et touchées par les effets de seuil de la politique sociale.

4. Entreprendre les réformes indispensables et urgentes pour l'Etat de Genève

Le passage à l'administration en ligne, dite "administration 2.0", est également un futur pôle d'investissements. L'entrée dans l'ère de la "cyberadministration" a un coût, mais le Conseil d'Etat est persuadé que cet instrument est absolument nécessaire dans un

canton qui prétend être le cœur d'une métropole transfrontalière, une cité internationale et l'une des grandes places financières du monde.

D'autre part, il s'agit de mener à bien les grands chantiers nécessaires que sont, notamment, la réforme du cycle d'orientation et la réorganisation de la police, avec un rôle plus important donné à la police de sécurité internationale.

Enfin, il faut financer la **mise à niveau du système de rémunération** du personnel de l'Etat, incluant le remplacement de la désuète prime de fidélité par un 13^e salaire versé dès l'engagement et prévoyant un nouveau système d'évaluation des fonctions. L'Etat a besoin de cette réforme, s'il veut être en mesure de rester un employeur attrayant pour des personnes compétentes, notamment pour les jeunes, et améliorer de la sorte la qualité des prestations publiques.

Parallèlement, les impératifs de bonne gestion de l'Etat nous imposent d'être capables de dégager des postes nouveaux, de façon ciblée et en petites quantités, afin de renforcer l'action publique dans des domaines stratégiques, tels que l'expertise fiscale.

Mise en œuvre échelonnée

Ces premiers volets doivent être mis en œuvre durant les années 2009, 2010 et 2011. Si l'on souhaite ouvrir d'autres chantiers innovants, ou prendre des mesures plus importantes en vue d'améliorer la compétitivité fiscale de notre canton, il conviendra d'attendre le retour d'une phase de haute conjoncture.

L'ensemble des mesures touchant à la fiscalité ne devrait pas remettre en cause le retour à l'équilibre, si leur mise en vigueur s'échelonne sur les années 2009-2010. Si l'on veut poursuivre une politique volontariste de diminution de la dette, ces mesures doivent s'inscrire dans le cadre d'une enveloppe maximale de 150 millions de francs. Au cas où cette enveloppe ne suffirait pas à réaliser tout ce qui est souhaitable, certaines de ces mesures devraient attendre le retour d'une période de haute conjoncture.

Explications relatives aux écarts entre budget et compte 2007

1) Compte de fonctionnement

Le compte de fonctionnement de l'Etat de Genève présente en 1997 un bénéfice de 786,1 millions de francs. Cela lui permet d'assurer l'autofinancement de ses investissements. Hors provisions, le compte dégage un boni de 743,3 millions. Après résultat, un montant de 393 millions sera affecté à la réserve conjoncturelle. Les charges de fonctionnement (hors imputations internes et subventions redistribuées) s'élèvent à 6'933,1 millions, soit une diminution de - 0,1% par rapport à l'an dernier, alors que les revenus (hors imputations internes et subventions à redistribuer) se montent à 7'719,2 millions (+8% par rapport au compte 2006).

L'autofinancement est positif puisque les investissements sont autofinancés à 266%. Pour rappel, l'autofinancement résulte de la somme du résultat de l'exercice, des amortissements et des dotations à provisions, dont on déduit les dissolutions de provisions. L'excédent de financement (y compris les charges et revenus liées à la Fondation de valorisation des actifs de la Banque cantonale) s'élève à 639,7 millions de francs.

	<u>Compte 2007</u>	<u>Budget 2007</u>	<u>Compte 2006</u>
Fonctionnement			
Revenus (Hors imputations internes et subventions à redistribuer)	7'719'208'861.86	6'562'883'689	7'144'785'005
Charges (Hors imputations internes et subventions à redistribuer)	6'933'126'089.03	6'753'971'454	6'939'435'778
Résultat net	786'082'772.83	-191'087'765	205'349'227
Résultat net hors provisions	743'275'426.84	-422'528'265	127'011'058
Investissement			
Recettes (Hors imputations internes)	238'925'316.90	277'816'873	54'329'620
Dépenses (Hors imputations internes)	624'345'403.29	532'126'068	453'844'840
Investissements nets	385'420'086.39	254'309'195	399'515'221

Comme en 2006, les remarques de l'ICF relatives à des ajustements liés à des exercices précédents ont été prises en compte et intégrées pour l'exercice 2007. Celles-ci entraînent des écritures comptables qui péjorent les charges de 15,9 millions et améliorent les revenus de 39,9 millions. Le tableau ci-dessous décrit ces opérations.

Incidences des régularisations comptables en relation avec des années précédentes affectant l'exercice 2007 (millions de francs)

	Charges	Revenus
Suivi des recommandations de l'ICF (fonctionnement)	15.9	39.9
Ajustement lié à la facturation de la Fondation de valorisation de frais de fonctionnement au lieu de perte de ventes - Ajustement des pertes et dissolution de la provision pour pertes de la Fondation de valorisation	13.7	13.7
Ajustement lié à la facturation de la Fondation de valorisation de frais de fonctionnement au lieu de perte de ventes - dissolution de la provision pour avances de la Fondation de valorisation		6.9
Ajustement lié à la réévaluation de la provision pour avances sur le fonctionnement de la Fondation de Valorisation	2.2	
Ajustement des loyers des immeubles locatifs		4.4
Ajustement des produits des droits de superficie		3.6
Ajustement des loyers des parkings		0.6
Ajustement des loyers des immeubles administratifs		0.4
Ajustement dissolutions provisions DGAS (EMS)		4.1
Ajustement dissolutions provisions OCPA		3.7
Divers ajustements avec influence sur le résultat 2007 (montant net)		2.5
2. Suivi des recommandations de l'ICF (investissements)	15.9	39.9

2) Évolution des charges

Les charges de l'Etat (hors imputations internes et subventions redistribuées) s'élèvent à 6'933,1 millions de francs. Elles dépassent de 179,2 millions le budget soit 2,6%. Hors provisions, les charges n'ont pas atteint le niveau du budget et sont inférieures de 59,1 millions soit -0,9%.

L'écart par rapport aux comptes 2006 est de -6,3 millions ou -0,1%. Hors provisions, cet écart s'établit à -26,3 millions soit -0,4%.

Les charges de personnel (1'925,2 millions) ne dépassent le budget que de 0,2%, ceci malgré l'effet cumulé de l'octroi d'un complément d'indexation de 0,2% (3,4 millions) et d'un changement de pratique pour les rappels (« rattrapage ») CIA entraînant un surcoût de 16 millions autorisé par la Commission des finances.

Les dépenses générales (419,5 millions) sont en baisse de 3% par rapport aux comptes 2006, et de 8,8% par rapport au budget.

Les intérêts passifs dépassent de 15,8 millions le budget (347,3 millions). Cette évolution est due pour partie à l'augmentation des taux d'intérêt et pour une autre partie au versement décalé du produit des transferts d'actifs (AIG, TPG).

Les provisions sont supérieures de 238,3 millions au budget. Elles sont dues pour près de la moitié à la provision pour débiteurs douteux AFC, qui est corrélée à la croissance des recettes fiscales.

Les dédommagements à des tiers sont inférieurs de 128,6 millions au budget. Ce résultat est surtout dû au montant de pertes au titre de la fondation de valorisation des actifs de la BCGe comptabilisé à 51,9 millions, soit 120,1 millions de moins qu'au budget.

Les subventions (3'021 millions) sont inférieures au budget de -0,5% malgré le complément d'indexation de 0,2% et les rappels CIA pour un surcoût de 13,5 millions.

Les charges du compte de fonctionnement de l'Etat de Genève

Nature	Libellés	Compte 2007	Ecart C 2007 / B 2007		Budget 2007	Compte 2006
30	CHARGES DE PERSONNEL	1'925'229'921.01	4'790'351	0.25%	1'920'439'570	1'893'403'728.57
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	419'483'253.81	-40'665'323	-8.84%	460'148'577	432'515'660.68
32	INTÉRÊTS PASSIFS ET FRAIS D'EMPRUNTS	363'067'818.35	15'797'052	4.55%	347'270'766	366'344'205.11
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, RESERVES, IRRECOURVABLES	729'496'866.88	306'591'074	72.50%	422'905'793	761'382'082.69
330	AMORTISSEMENT DU PATRIMOINE FINANCIER	56'732.50	56'733			12'096'517.65
331	AMORTISSEMENTS DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	281'817'525.84	58'333	0.02%	281'759'193	288'881'344.81
335	MOINS-VALUES NON REALISEES SUR PLACEMENTS FINANCIERS	0.00	0			156.00
336	PERTE DE CHANGE	1.65	2			
338	PROVISIONS ET RESERVES	317'552'843.94	238'262'344	300.49%	79'290'500	297'606'663.36
339	CREANCES IRRÉCOUVRABLES	130'069'762.95	68'213'663	110.28%	61'856'100	162'797'400.87
34	PARTS ET CONTRIBUTIONS SANS AFFECTATION	241'431'305.33	19'503'805	8.79%	221'927'500	218'886'653.62
35	DÉDOMMAGEMENTS À DES TIERS	208'426'913.39	-128'624'152	-38.16%	337'051'065	290'328'322.07
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	3'021'138'457.88	-16'698'095	-0.55%	3'037'836'553	2'960'748'000.25
38	ATTRIBUTIONS AUX FINANCEMENTS SPÉCIAUX	24'851'552.38	18'459'922	288.81%	6'391'630	15'827'124.79
	CHARGES SANS IMPUTATIONS INTERNES ET SUBVENTIONS REDISTRIBUÉES	6'933'126'089.03	179'154'635	2.65%	6'753'971'454	6'939'435'777.78
37	SUBVENTIONS REDISTRIBUÉES	552'723'678.59	522'977'679	1758.14%	29'746'000	523'986'695.45
39	IMPUTATIONS INTERNES	370'708'639.82	-29'568'068	-7.39%	400'276'708	348'732'893.60
	CHARGES AVEC IMPUTATIONS INTERNES ET SUBVENTIONS REDISTRIBUÉES	7'856'558'407.44	672'564'245	9.36%	7'183'994'162	7'812'155'366.83

Charges de personnel (nature 30)

Évolution détaillée des charges de personnel

Les charges de personnel de l'administration centrale pour 2007 s'élèvent à 1'925,2 millions, soit une augmentation de 31,8 millions par rapport à 2006. Elles représentent actuellement 27.8 % du total de charges de fonctionnement contre 27,3 % en 2006.

Les comptes font donc état d'un excédent de charges se montant à 4,8 millions par rapport au budget voté. Ce dépassement provient essentiellement de deux demandes de dépassement de crédit acceptées par la Commission des finances qui sont les suivantes :

- les rappels CIA (CH 16'024'131.-)
- le paiement des assurances sociales par le corps de police (CHF 1'545'909.-)

Ces demandes de dépassement ont généré des dépenses supplémentaires de CHF 17'570'040.- qui n'étaient pas prévues au budget. Les comptes hors "dépassements de crédit" se soldent par une économie de l'ordre de 12,8 millions.

De plus, suite à une décision du Conseil d'Etat, une indexation complémentaire a été versée sous forme de prime unique de 0,2% sur le traitement de base annuel en décembre 2007. Le coût de 3,4 millions découlant de ce rattrapage salarial a dû être absorbé par les départements.

Pour rappel, les mécanismes salariaux tels que définis dans le protocole d'accord signé entre le Conseil d'Etat et les organisations représentatives du personnel tiennent compte des éléments salariaux suivants :

- indexation annuelle de 0,4 % décidée lors du vote du budget
- indexation complémentaire de 0,2% au vu des résultats des comptes 2007
- décalage de l'annuité au 1^{er} juillet 2007, à l'exclusion du corps enseignant pour lequel le versement est intervenu au 1^{er} janvier 2008.
- versement de la prime de fidélité sans progression
- allocation unique de vie chère de 0,22 % pour l'année 2007.

Enfin, il faut rappeler que l'amendement relatif aux réévaluations du primaire (3,7 millions), présenté en plénière lors du vote du budget 2007 du département de l'Instruction publique (DIP), avait été refusé par une majorité du Grand Conseil. Néanmoins, le total des charges inscrit dans la loi budgétaire avait ensuite été amendé à hauteur de 3,7 millions. La Commission des Finances du Grand Conseil a, au cours de l'exercice 2007, accepté le dépassement pour un montant de 3,5 millions.

Les normes d'engagement de l'Etat ont été modifiées pour permettre l'engagement dans la classe de fonction. Cette nouvelle politique a constitué, de juin à décembre, une charge de 2,8 millions pour l'administration centrale.

Compte 2006 - Compte 2007 (Chiffres arrondis, en millions)

Rubrique	Libellé	Compte 2006	Compte 2007	Ecart C2007-C2006	Variation
300	Autorités. commissions et juges	29.2	28.9	-0.3	-1.0 %
301	Traitement du pers. adm. et d'exploitation	832.2	842.6	10.4	1.3 %
302	Traitement du pers. Enseignant	664.4	673.1	8.7	1.3 %
303	Assurances sociales	113.6	116.8	3.1	2.8 %
304	Caisses de pension et de prévoyance	183.7	196.7	13.0	7.1 %
305	Assurance maladie et accident	11.8	11.7	-0.1	-0.8 %
306	Prestations en nature	2.2	2.0	-0.2	-7.2 %
307	Prestations au retraités	47.6	47.2	-0.4	-0.8 %
308	Personnel temporaire (ETC)	1.1	1.0	-0.1	-8.4 %
309	Autres charges de personnel	7.6	5.2	-2.3	-30.7 %
Total 30	CHARGES DE PERSONNEL	1893.4	1925.2	31.8	1.68%

Budget 2007 - Compte 2007

Rubrique	Libellé	Budget 2007	Compte 2007	Ecart C2007-B2007	Variation
300	Autorités. commissions et juges	30.2	28.9	-1.3	-4.2 %
301	Traitement du pers. adm. et d'exploitation	841.4	842.6	1.2	0.1 %
302	Traitement du pers. Enseignant	674.5	673.1	-1.4	-0.2 %
303	Assurances sociales	117.5	116.8	-0.7	-0.6 %
304	Caisses de pension et de prévoyance	181.8	196.7	14.9	8.2 %
305	Assurance maladie et accident	12.5	11.7	-0.8	-6.4 %
306	Prestations en nature	2.2	2.0	-0.2	-8.1 %
307	Prestations au retraités	47.5	47.2	-0.3	-0.6 %
308	Personnel temporaire (ETC)	1.7	1.0	-0.7	-42.3 %
309	Autres charges de personnel	7.4	5.2	-2.1	-28.9 %
30X	Amendement réévaluations du primaire	3.7	0.0	-3.7	-
Total 30	CHARGES DE PERSONNEL	1920.4	1925.2	4.8	0.25%

Autorités. commissions et juges (300)

C2006-C2007 : les dépenses sont stables.

B2007-C2007 : un écart de 1,3 million est dû à une surestimation des jetons de présence.

Traitement du personnel administratif et d'exploitation (301)

C2006-C2007 : l'augmentation de 10,4 millions est due en partie à l'annuité décalée, aux indexations de 0,4% et 0,2% (complémentaire), aux réévaluations de fonctions, à l'engagement dans la classe de fonction, à la majoration des heures supplémentaires des cadres et au paiement des heures supplémentaires de la police.

B2007-C2007 : les efforts d'efficacité entrepris par les départements ont permis d'absorber une partie des dépenses non prévues au cours de l'exercice 2007. (Voir les éléments ci-dessus)

Traitement du personnel enseignant (302)

C2006-C2007 : la différence provient essentiellement des réévaluations des enseignants du primaire, de l'engagement dans la classe de fonction, d'une légère augmentation de l'occupation moyenne des postes fixes des enseignants et des indexations de 0,4% et 0,2% (complémentaire).

B2007-C2007 : l'économie provient de l'efficacité de réallocations internes au département. De plus, certaines activités hors enseignement (présidence de groupe, bureau des horaires) ont été réduites.

Assurances sociales (303)

C2006-C2007 : l'écart de 3,1 millions provient en partie du paiement des assurances sociales sur des indemnités perçues par le corps de la police. Cette dépense a fait l'objet d'une demande de dépassement de crédit auprès de la Commission des Finances.

B2007-C2007 : l'économie de 0,7 million est liée en partie à celle réalisée sur les rubriques 300 à 302 à hauteur de 1,5 million.

Caisses de pension et de prévoyance (304)

C2006-C2007 : cette hausse de 13 millions est liée au paiement des rappels CIA (CHF 16'024'131.-) Cette dépense a fait l'objet d'une demande de dépassement de crédit auprès de la Commission des Finances.

B2007-C2007 : l'écart de 14,9 millions s'explique par les rappels CIA.

Assurance maladie et accident (305)

C2006-C2007 : stable.

B2007-C2007 : surestimation des coûts liés aux assurances-accident et aux cotisations auprès des caisses maladie.

Prestation en nature (306)

C2006-C2007 : stable.

B2007-C2007 : stable.

Prestations aux retraités (307)

C2006-C2007: diminution des dépenses liées aux prestations du Plend ainsi qu'aux pensions des *conseillers d'Etat et Chancelier*.

B2007-C2007 : le disponible est lié aux rubriques suivantes :

- adaptation du coût de la vie (rubrique liée aux pensions de la caisse de police, d'anciens magistrats et de conseillers d'Etat);
- pensions de conseillers d'Etat et Chancelier

L'excédent sur la nature 307 a été limité par le dépassement sur les natures liées au Plend et aux prestations aux retraités des enseignants du primaire.

Personnel temporaire ETC (308) :

C2006-C2007 : stable.

B2007-C2007 : surestimation des besoins liés aux agences temporaires.

Autres charges de personnel (309) :

C2006-C2007 : en 2006, un budget de 2,5 millions a été voté pour permettre de poursuivre le déploiement de la CFI.

B2007-C2007 : le disponible provient d'une part d'une surestimation de la rubrique "formation, recrutement et diverses charges", et d'autre part d'une réduction des séminaires proposés aux collaborateurs (catalogue 2007) et du recentrage de la formation sur les compétences métiers.

Dépenses générales (nature 31):

Les dépenses générales comprennent, entre autres, les assurances, les mandats à des tiers, les locations, les frais d'affranchissement, les fluides, les marchandises et les fournitures de bureau, les fournitures scolaires, les frais de licences et l'entretien des bâtiments. En 2007, elles ont poursuivi leur diminution pour atteindre 419,5 millions soit une diminution de 13 millions par rapport aux comptes 2006 (- 3,0%) et de 40,6 millions comparé au budget 2007 (- 8,8%).

Les dépenses provenant des honoraires et des prestations de service sont inférieures de 14,5 millions au montant initialement prévu au budget. Cette économie concerne particulièrement les frais de personnel pour la régie de traitements des eaux et la régie des Cheneviers. Cette catégorie de charges est cependant en augmentation annuelle de 4.4 millions. Les charges liées à l'entretien des immeubles affichent également un écart budgétaire négatif de 8,9 millions dont 4,9 millions en relation avec la facturation du réseau primaire des SIG. Relevons que ces charges affichent une diminution de 12,3 millions comparées aux comptes 2006. De même, les locations auprès de tiers sont inférieures au budget: elles atteignent 48,1 millions contre 51,1 initialement prévus.

Intérêts passifs et frais d'emprunts (nature 32)

Intérêts relatifs à la dette

Les intérêts passifs (hors intérêts fiscaux) se sont élevés à 355.6 millions de francs en 2007, dépassant de 15.5 millions le budget (340 millions), en baisse d'environ 1 million par rapport aux comptes 2006.

Cette évolution est due pour partie à l'augmentation des taux d'intérêt et pour une autre partie au versement décalé du produit des transferts d'actifs (AIG, TPG). Toutefois, des fenêtres d'opportunité ont permis de réaliser à de bonnes conditions pour environ 800 millions de francs d'emprunts à moyen et long terme, permettant ainsi de continuer à consolider la dette de l'Etat de Genève et de réduire le risque de taux.

Intérêts fiscaux

Les intérêts fiscaux comprennent les intérêts rémunérateurs sur impôts ainsi que les intérêts sur impôts à rembourser. Cette nature de charge qui s'élève à 7,5 millions aux comptes 2007 ressort conforme au budget qui avait été établi à 7,2 millions.

Amortissements, provisions, irrécouvrables (nature 33)

L'amortissement est une charge non monétaire, qui a pour but de compenser la dépréciation d'un investissement (par usure, obsolescence, etc.) consécutive à son utilisation et de financer son futur remplacement. L'amortissement concourt à l'autofinancement des investissements.

La provision est une charge non monétaire, correspondant à des pertes ou à des charges probables mais non définitives. Une provision est constituée lorsque le risque est avéré. Son montant est estimé en fonction de l'évaluation du risque (ex. débiteurs douteux, litiges, procès, etc.). Une provision est dissoute lorsque le risque se réalise ou disparaît. L'autofinancement des investissements est amélioré par les dotations et péjoré par les dissolutions. Quant à la réserve, il s'agit d'une charge monétaire ou non qui a pour but d'anticiper ou préfinancer une dépense future. La réserve concourt à l'autofinancement des investissements.

Les irrécouvrables sont des créances ayant fait l'objet d'actes de défauts de biens (ADB). Ils constituent en quelque sorte la "perte sèche" enregistrée sur des factures ou bordereaux d'impôts expédiés à un débiteur ou contribuable. A noter que si celui-ci revient à meilleure fortune, la dette n'est pas définitivement "éteinte".

Amortissements du patrimoine administratif (nature 331)

Les amortissements ordinaires du patrimoine administratif (charges non monétaires) s'élèvent à 281,8 millions de francs, en diminution de 7.1 millions par rapport à l'exercice 2006. Cette diminution s'explique principalement par le transfert d'actifs à l'Aéroport International de Genève au 30 juin 2007.

Le total des amortissements est conforme au budget 2007.

Les taux d'amortissements sont appliqués comme suit :

	Méthode linéaire en %	Nombre d'années
- Génie civil	2,0	50
- Bâtiments administratifs	2,0	50
- Infrastructures spécifiques	3,33	30
- Installations fixes	5,0	20
- Installations fixes	10,0	10
- Camions, remorques et véhicules spéciaux	10,0	10
- Mobilier et « gros progiciels »	12,5	8
- Machines et matériel	20,0	5
- Véhicules	20,0	5
- Informatique (équipement, logiciels et progiciels)	25,0	4
- Etudes non suivies de réalisation	100,0	1

Dès l'exercice 2008, les amortissements seront comptabilisés selon les normes IPSAS.

Dotations et dissolutions de provisions et réserves

Les dotations aux provisions se sont élevées en 2007 à 317,6 millions soit un écart de 238,3 millions au budget 2007 et de 287,8 millions aux comptes 2006. Les dissolutions de provisions totalisent quant à elles 360,4 millions soit un écart au budget de 49,6 millions.

Parmi les principaux écarts se trouvent :

- La provision pour débiteurs douteux de l'AFC, compte tenu des 110,7 millions d'irrecouvrables enregistrés et le niveau de la provision aux comptes 2007 fixé à 471,0 millions de francs, le montant de la dotation de la provision s'élève à 154,7 millions de francs, soit 99,6 millions de plus que prévu. La dissolution est fixée au même niveau que les irrécouvrables, à 110,7 millions de francs, soit un écart au budget de 55,6 millions. Les écarts sont donc directement liées à la croissance des recettes fiscales;
- La provision pour les heures supplémentaires police / prison (+24,1 millions de dotations et +16 de dissolutions);
- La dotation de la provision pour arriérés de paiements concernant la part cantonale AI liée à l'entrée en vigueur de la RPT pour 21,2 millions;
- Les provisions de l'Office cantonal des personnes âgées affichent d'importants écarts au budget avec des dotations supérieures de 15,8 millions (+19,5 millions liés aux prestations complémentaires) et des dissolutions de + 31, 3 millions (+21,2 également liés aux prestations complémentaires);
- Suite à une recommandation de l'ICF, les provisions de l'assurance maladie ont respectivement été dotées et dissoutes en 2007 à hauteur de 53,6 et 42,8 millions. Cette dotation n'avait pas été initialement prévue au budget.

Les provisions consécutives à des régularisations comptables sur les années précédentes (remarques ICF) représentent 2,2 millions de francs sur les charges et 28,8 millions de francs sur les revenus. Ces ajustements sont principalement liés à la fondation de valorisation. Cette dernière a facturé à l'Etat des frais de fonctionnement au lieu de pertes sur ventes. En conséquence, la provision pour pertes pour avances sur charges de fonctionnement a du être dissoute de 6,9 millions et la provision pour pertes sur créance utilisée pour un montant de 13,7 millions. De plus, il a été constaté une insuffisance des avances payées par l'Etat suite à une sous-évaluation effectuée par la BCGe. Il en découle que la provision pour avances doit être augmentée de 2,2 millions soit le 50% du montant des avances. Les 7,7 millions restant font suite à des ajustements de la provision de la direction générale de l'action sociale au titre des EMS pour 4,1 millions et de la provision de l'OCPA pour 3,7 millions.

Concernant la fondation de valorisation, la provision pour les avances faites pour le fonctionnement de la Fondation de valorisation a été dotée, au total, de 7,3 millions et dissoute à hauteur de 6,9 millions pour atteindre 172,9 millions. La provision relative aux pertes en capital de la Fondation de valorisation atteint 266,7 millions de francs après une dissolution de 131,9 millions réalisée en 2007.

Conséquence de ces dotations et dissolutions de provisions, le montant global des provisions figurant au bilan représente 1'330,6 millions de francs, dont le détail figure au tableau suivant.

	Dotations	Dissolutions	Bilan
1. PROVISIONS ET RESERVES ORDINAIRES			
DF Risques sur les débiteurs douteux de l'AFC	154.6	110.7	471.0
DF Gestion de la trésorerie (Terrains SI nord aviation)	-	-	1.5
DF Gestion de la trésorerie (Cité nouvelle)	-	-	11.7
DF Provision pour rattrapage CIA - CEH	3.9	-	33.1
DIP Service médico pédagogique	0.3	0.1	0.7
DI Heures supplémentaires de la Police & Prison	24.1	23.9	35.4
DI Service des automobiles et de la navigation	0.6	-	2.6
DCTI Dépréciation d'actif (Prêt Stade de Genève)	-	-	4.1
DCTI Logements (Loyers)	0.2	-	3.0
DCTI Débiteurs gérance	-	-	1.2
DT Service financier (débiteurs douteux)	0.7	0.0	1.0
DT Ass. Sites contaminés	5.6	-	27.4
DT CEVA (RPLP)	16.2	-	80.4
DSE OCE - part cantonale (débiteurs douteux, litiges)	1.0	0.5	2.0
DSE Fondation Palais des Expositions - Dévaluation des actifs	-	-	23.3
DSE Fondation Palais des Expositions - Halle 6	0.2	-	14.4
DSE SCARPA	2.7	3.7	38.1
DSE Action sociale (arriérés paiements part-cantonale AI) RPT	21.2	-	42.4
DSE Action sociale (EMS)	4.2	-	4.3
DSE OCPA	0.9	0.3	10.4
DSE OCPA (PC, EMS, assistance) (voir également point 2.)	15.4	27.4	18.7
DSE Assurance maladie	53.6	42.8	54.8
DES Autorisations et patentes	0.0	-	1.5
DES Direction générale de la santé (Hospitalisation hors canton)	0.9	0.2	1.8
PJ Pouvoir judiciaire	0.5	0.3	0.8
2. PROVISIONS CONSECUTIVES A DES REGULARISATIONS COMPTABLES SUR ANNEES PRECEDENTES (ICF)			
DSE Action sociale (EMS)	-	4.1	-
DSE OCPA (PC, EMS, assistance)	-	3.7	-
DF Provision avances sur le fonctionnement de la Fondation de Valorisation	2.2	6.9	-
DF Provision pour pertes de la Fondation de valorisation	-	13.7	-
3. PROVISIONS FONDATION DE VALORISATION			
DF Provision avances sur le fonctionnement de la Fondation de Valorisation	5.1	-	172.9
DF Provision pour pertes de la Fondation de valorisation	-	118.2	266.7
	317.6	360.4	1'330.6

Créances irrécouvrables (nature 339)

Les créances irrécouvrables sont pour l'essentiel les créances ayant fait l'objet d'actes de défauts de biens. Elles s'élèvent à 110,7 millions de francs aux comptes 2007 par rapport à 55 millions de franc au budget, soit un dépassement de 55,7 millions de francs. Cet écart très important est lié à un rattrapage du retard pris, aussi bien par l'Administration fiscale que par l'Office des poursuites, dans le traitement des créances douteuses.

Parts et contributions sans affectations (nature 34)

Les parts et contributions sans affectation atteignent 241,4 millions de francs aux comptes 2007, soit une croissance de 19,5 millions par rapport au budget et de 22.5 millions par rapport aux comptes 2006. La compensation financière aux communes françaises, qui représente près des trois quart de la charge, s'élève à 177,9 millions de francs, contre 159,1 millions lors de l'exercice précédent. La rétrocession de ce montant aux communes françaises est calculée sur 3,5% de la masse salariale des frontaliers. La croissance de ce poste de charges est le corollaire des excellentes rentrées fiscales relatives à l'impôt à la source.

S'agissant de l'écart entre le budget et les comptes, il provient essentiellement des deux éléments suivants :

- Versement au fonds d'équipement communal: +12,8 millions
- Compensation financière aux communes françaises: +6,3 millions

Dédommagements à des tiers (nature 35)

Les dédommagements à des tiers s'établissent à 208,4 millions en 2007, soit une nette baisse par rapport au montant budgété (-128,6 millions) et en repli de 81,9 millions par rapport à l'exercice 2006. Cette diminution des dépenses est due en grande partie au montant de pertes au titre des opérations de la fondation de valorisation de 51,9 millions, inférieure de 120,1 millions par rapport au budget. La réduction des pertes ainsi comptabilisées en 2007 s'explique par un désengagement réduit ainsi que par la réalisation d'un nombre important de biens détenus en propre sur lesquels la perte d'acquisition a déjà été enregistrée dans un exercice antérieur.

Hors fondation de valorisation, l'écart résiduel par rapport au budget s'explique principalement par les facteurs suivants :

- Diminution des emplois temporaires cantonaux (ETC): -4,9 millions
- Mesures du marché du travail en faveur des personnes non indemnisées: -3,3 millions
- Participation de la Ville de Genève à l'entretien des routes: -1,5 million
- Frais de détention et placements pénaux des mineurs: -1.3 million
- Service de l'application des peines et mesures: -0,9 million
- Participation cantonale MMT-LACI et prolongation des indemnités chômage: +2,5 millions
- Augmentation des allocations de retour à l'emploi (ARE): +0,9 million

36 Subventions accordées (nature 36)

La liste exhaustive des subventions accordées par département et service selon les catégories de la LIAF (loi sur les indemnités et aides financières) figure en annexe dans le compte d'Etat.

Aux termes de l'article 2 de la loi sur les indemnités et aides financières (LIAF), **l'aide financière** est un avantage pécuniaire ou monnayable accordé à des bénéficiaires étrangers à l'administration cantonale afin de permettre la réalisation des tâches d'intérêt public que ceux-ci se sont librement décidés d'assumer. **L'indemnité** consiste en une prestation financière ou monnayable accordée à des tiers étrangers à l'administration cantonale pour compenser des charges financières découlant de tâches prescrites ou déléguées par le droit cantonal et qu'ils assument (financement de tâches déléguées). Quant à **l'allocation accordée à des tiers**, elle est définie aux articles 35 et 36 de la LGAF et recouvre, notamment, toutes les prestations accordées à une personne physique.

Par rapport à un budget de 3'037,8 millions, les subventions s'élèvent en 2007 à 3'021,1 millions soit une diminution de 16,7 millions (-0,55%). Par rapport au compte 2006, la hausse est de 2,04%.

	C 2006	B 2007	C 2007	C 2007 / B 2007	C 2007 / C 2006
Indemnités	1'687.8	1'736.6	1'735.9	-0.04%	2.85%
Aides financières	102.0	107.1	104.1	-2.80%	2.08%
Allocations à des personnes physiques	968.6	989.4	977.9	-1.16%	0.97%
Non soumises à la LIAF	202.3	204.6	203.1	-0.73%	0.41%
Total	2'960.7	3'037.8	3'021.1	-0.55%	2.04%

Les indemnités sont légèrement au-dessous du budget malgré une dépense de 9,2 millions servant à couvrir les rappels CIA en cours pour les HES et l'Université et une indexation complémentaire de 0.2% (4,3 millions). A contrario, les transports collectifs (-6,6 millions) ainsi que la subvention à la FAE (-4,7 millions) et les droits de superficie (-1,5 millions) sont en diminution.

Les aides financières sont en diminution de 3 millions de francs par rapport au budget.

Les allocations à des personnes physiques, ascendant à 977,9 millions de francs, sont inférieures de 11,5 millions par rapport au budget. Ceci s'explique par des décaissements moins importants que prévu pour les prestations aux personnes âgées (-4,4 millions), les aides allouées pour l'assurance-maladie (-10 millions) ou l'assistance juridique (-1,3 millions). La formation et l'aide au logement augmentent quant à elles de respectivement 2 millions et 2,1 millions.

Les subventions non soumises à la LIAF comprennent une diminution de 15,5 millions de la part du canton à l'AVS/AI, neutralisée par la non-comptabilisation de la charge négative de la subvention prise en charge par le FEC (+17 millions) conformément à la recommandation de l'ICF.

Subventions redistribuées (nature 37)

Les subventions redistribuées - pour lesquelles l'Etat ne joue que le rôle d'intermédiaire - à hauteur de 552,7 millions de francs, sont présentées dans un volet séparé. En effet, leur influence sur le résultat est nulle (montant équivalent en charges comme en revenus). L'Université, les HES ou IUHEI en sont, entre autres, les bénéficiaires.

Attributions aux financements spéciaux (nature 38)

Cette nature de charges est utilisée lorsque dans un financement spécial (dont les charges doivent être équivalentes aux revenus) les revenus sont supérieurs aux charges. Un montant représentant la différence à combler est alors attribué au compte de bilan correspondant. Dès 2008, cette nature disparaîtra car, avec l'introduction des normes IPSAS, les financements spéciaux ne seront plus équilibrés.

Les attributions aux financements spéciaux se montent à 24,9 millions de francs, soit 18,5 millions de plus qu'au budget. Cet écart est principalement dû aux excédents sur le fonds énergie des collectivités publiques (+1,5 million), sur le site de Châtillon (+1,1 million), et sur le fonds cantonal d'assainissement des eaux (+15,3 millions).

Imputations internes (nature 39)

Par imputations internes, on entend la facturation et la répartition des charges entre services de l'administration cantonale. Elles permettent de mieux apprécier le coût des services et d'ajuster en conséquence le montant des prestations et subventions. Elles n'ont pas d'influence sur le résultat.

Ces imputations se montent à 370,7 millions de francs (montant identique en revenus) en 2007 contre 348,7 millions en 2006. Elles sont principalement constituées de la ventilation des charges de bâtiments calculées par le département des constructions et des technologies de l'information (DCTI) sur la base de clés de répartition au prorata de la superficie occupée par chaque service.

3) Évolution des revenus

Les revenus de l'Etat (sans imputations internes et subventions à redistribuer) s'élèvent à 7'719,2 millions de francs, soit un écart positif de 1'156,3 millions ou 17,6% par rapport au budget, et de 574,4 millions ou 8% par rapport aux comptes 2006. Si l'on exclut les revenus liés aux opérations de la fondation de valorisation, les revenus atteignent 7'508,9 millions de francs (sans imputations internes et subventions à redistribuer). Le dépassement budgétaire se monte alors à 1'203 millions.

La forte progression des revenus par rapport au budget est essentiellement due à l'ensemble des impôts dont la croissance a été tirée vers le haut par des conditions économiques très favorables.

Aux comptes 2007, les impôts progressent de 754,9 millions pour atteindre 5'569,2 millions, soit une progression de 15,7% par rapport au budget. Mécaniquement, la part cantonale à l'impôt fédéral direct suit cette tendance et grimpe de 157,6 millions par rapport au budget.

Tirés en particulier par des gains excédentaires sur les placements du patrimoine financier (+47,6 millions) et par des rétrocessions de bénéfices réalisés par l'aéroport supérieurs aux prévisions (+20,2 millions), les revenus des biens croissent de 72 millions par rapport au budget.

De leur côté, les dissolutions de provisions, plus élevées qu'au budget (+ 49.6 millions), sont essentiellement le fait d'éléments non budgétisés tels que les dissolutions inhérentes aux débiteurs douteux de l'AFC (+55,7 millions) ou aux débiteurs de l'assurance maladie (+42,8 millions) par exemple.

Hormis les patentes et concessions (-0,9 million) et les prélèvements sur financement spéciaux (-5,1 millions), les autres natures de revenus de l'Etat dépassent également la cible budgétaire.

Les revenus de fonctionnement de l'Etat de Genève

Nature	Libellés	Compte 2007		Ecart C 2007 / B 2007		Budget 2007	Compte 2006
40	IMPÔTS	5'569'164'621.26	754'938'621	15.68%		4'814'226'000	5'114'392'222.43
	IMPÔTS SUR LE REVENU ET LA FORTUNE	3'699'585'502.72	480'085'503	14.91%		3'219'500'000	3'232'032'033.23
	IMPÔTS SUR LE BÉNÉFICE ET LE CAPITAL	1'246'104'568.93	179'904'569	16.87%		1'066'200'000	1'315'368'476.34
	AUTRES IMPÔTS	623'474'549.61	94'948'550	17.96%		528'526'000	566'991'712.86
41	PATENTES ET CONCESSIONS	12'675'113.67	-869'386	-6.42%		13'544'500	11'803'983.50
42	REVENUS DES BIENS	315'676'682.13	71'955'712	29.52%		243'720'970	340'490'441.87
43	RECETTES DIVERSES	887'294'494.59	147'661'587	19.96%		739'632'908	838'761'719.46
	dont DISSOLUTIONS DE PROVISIONS ET RESERVES	360'360'189.93	49'629'190	15.97%		310'731'000	375'944'832.59
44	PARTS À DES RECETTES SANS AFFECTATION	562'410'249.49	167'443'954	42.39%		394'966'295	448'008'607.38
45	DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBL.	156'693'324.56	13'030'940	9.07%		143'662'385	157'880'979.89
46	SUBVENTIONS ACQUISES	207'494'446.10	7'258'940	3.63%		200'235'506	216'817'443.58
48	PRÉLÈVEMENTS SUR LES FINANCEMENTS SPÉCIAUX	7'799'930.06	-5'095'195	-39.51%		12'895'125	16'629'606.88
	REVENUS SANS IMPUTATIONS INTERNES ET SUBVENTIONS À REDISTRIBUER	7'719'208'861.86	1'156'325'173	17.62%		6'562'883'689	7'144'785'004.99
47	SUBVENTIONS À REDISTRIBUER	552'723'678.59	522'977'679	1758.14%		29'746'000	523'986'695.45
49	IMPUTATIONS INTERNES	370'708'639.82	-29'568'068	-7.39%		400'276'708	348'732'893.60
	REVENUS AVEC IMPUTATIONS INTERNES ET SUBVENTIONS À REDISTRIBUER	8'642'641'180.27	1'649'734'783	23.59%		6'992'906'397	8'017'504'594.04

Impôts (nature 40)

Recettes fiscales en forte progression, marquées par des correctifs importants sur les exercices antérieurs

La vigueur de l'économie genevoise constatée en 2006 n'a pas faibli en 2007 malgré les inquiétudes liées au secteur financier. La reprise conjoncturelle amorcée dès 2004 a fortement influencé l'évolution des recettes fiscales. Ce qui était constaté plus tôt au niveau des personnes morales, en termes de croissance des bénéficiaires, se traduit également par une augmentation des revenus au profit des personnes physiques avec un retard selon un scénario classique de cycle économique.

Comme dans les autres cantons suisses ainsi qu'au niveau de la Confédération, l'année 2007 a été une excellente année et les recettes fiscales ont progressé plus fortement que prévu, notamment pour les personnes physiques. Pour l'ensemble des impôts cantonaux, le résultat 2007 se monte à 5'569,1 millions de francs contre 4'814,2 millions inscrits au budget, soit un dépassement de 755,0 millions de francs (15,7%) par rapport au budget et une augmentation de 454,8 millions (8,9%) comparé aux comptes 2006.

Ce résultat est toutefois fortement marqué par d'importants correctifs qui ont été effectués en 2007 suite à des sous-évaluations des recettes dans les comptes des exercices précédents. L'amélioration de la qualité des données de l'impôt à la source a également eu comme effet d'augmenter fortement les recettes. Les correctifs des années 2004 à 2006 ainsi constitués atteignent les 311,1 millions de francs pour l'ensemble des impôts cantonaux.

Personnes physiques : forte croissance et importants correctifs par rapport aux évaluations 2006

Le résultat 2007 de l'impôt sur le revenu et la fortune des personnes physiques, hors taxe personnelle, s'élève à 3'693,4 millions de francs, donc un excédent de 480,7 millions de francs (15,0%) par rapport au budget et une croissance de 467,8 millions de francs (14,5%) par rapport aux comptes 2006.

Cet écart très important de 480,7 millions par rapport au budget est composé de 283,7 millions d'excédent sur l'année 2007 et de 209,2 millions de correctifs sur les années 2004 à 2006 ainsi que d'un déficit de -12,2 millions sur les années reliquat, les prestations en capital, les amendes et majorations.

Un excédent de 132,7 millions est dû à la réévaluation de l'impôt 2007 des personnes physiques imposées au barème ordinaire. Un surplus de 172,4 millions est lié aux correctifs des années 2005 et 2006 principalement.

Un dépassement de 187,8 millions s'explique, pour l'essentiel, par l'amélioration du système d'information de l'impôt à la source. En effet, lors de l'élaboration du budget 2007, les données de l'impôt à la source ne permettaient pas d'attribuer la perception à un exercice fiscal donné. Ce manque de visibilité au moment du budget a caché une part importante de l'évolution de l'impôt à la source.

Ces 187,8 millions d'excédent de l'impôt à la source sont assignables à l'année 2007 pour 151,0 millions et aux correctifs de l'année 2006 pour 36,8 millions.

Au total, l'impôt sur le revenu et la fortune des personnes physiques présente en 2007 un résultat de 3'693,4 millions de francs, contre 3'212,7 millions de francs au budget.

(Les arrondis peuvent modifier les totaux)	COMPTE	COMPTE	COMPTE	BUDGET	COMPTE	ECARTS			
	2004	2005	2006	2007	2007	C07-B07		C07-C06	
						millions	%	millions	%
millions de francs									
Impôt courant sur le revenu et la fortune	2'353.8	2'429.2	2'512.1	2'561.2	2'693.9	132.7	5.2%	181.8	7.2%
Impôt à la source	584.0	554.9	596.7	608.5	759.5	151.0	24.8%	162.8	27.3%
Sous-total impôt courant	2'937.8	2'984.1	3'108.8	3'169.7	3'453.4	283.7	9.0%	344.6	11.1%
Correctif des estimations (IS, IBO)	-27.7	36.8	62.6		209.2	209.2	///	146.6	234.2%
Impôt sur prestation en capital IBO	26.7	24.1	21.7	23.0	26.3	3.3	14.3%	4.6	21.4%
Rectifications de taxations IBO	7.4	-20.2	17.1	10.0	-6.2	-16.2	///	-23.3	///
Amendes et majorations IBO	16.4	9.4	15.4	10.0	10.7	0.7	7.1%	-4.7	-30.5%
Sous-total autres éléments	50.5	13.2	54.2	43.0	30.8	-12.2	-28.4%	-23.4	-43.2%
Sous-total impôt PP	2'960.5	3'034.1	3'225.6	3'212.7	3'693.36	480.7	15.0%	467.8	14.5%
avant écriture de régularisation									
Ecriture de régularisation reliquat		-139.5							
TOTAL IMPÔT PP	2'960.5	2'894.7	3'225.6	3'212.7	3'693.4	480.7	15.0%	467.8	14.5%

/// : non significatif

Personnes morales : recettes en progression

L'impôt des personnes morales a enregistré un excédent de 179,9 millions de francs (16.9%) par rapport au budget et il est en baisse de 69,3 millions (5,3%) comparé aux comptes 2006. Ce résultat reflète une conjoncture encore favorable en 2007 malgré une baisse en regard des comptes 2006. Cette diminution s'explique par les correctifs importants inscrit dans les comptes 2006.

Le résultat des comptes 2007 présente un écart de 73,4 millions quasi exclusivement dû aux correctifs de l'année 2006. L'excédent de l'impôt 2007 par rapport au budget est principalement une conséquence de la réévaluation de 2006.

Le reste de l'excédent est imputable à la rectification d'anciennes taxations, soit un dépassement de 14,5 millions.

L'impôt des personnes morales atteint ainsi un montant de 1'246,1 millions de francs aux comptes 2007, contre 1'066,2 millions de francs au budget et 1'315,4 millions aux comptes 2006.

(Les arrondis peuvent modifier les totaux)	COMPTE	COMPTE	COMPTE	BUDGET	COMPTE	ECARTS			
	2004	2005	2006	2007	2007	C07-B07		C07-C06	
						millions	%	millions	%
millions de francs									
Impôt courant sur le bénéficiaire	655.8	786.1	910.8	872.4	932.0	59.5	6.8%	21.1	2.3%
Impôt courant sur le capital	178.7	175.4	191.3	188.7	220.6	31.9	16.9%	29.3	15.3%
Sous-total impôt courant	834.5	961.5	1'102.1	1'061.2	1'152.6	91.4	8.6%	50.4	4.6%
Différentiels des estimations	53.1	71.9	159.7		73.4	73.4	///	-86.3	-54.0%
Rectifications de taxations	-19.8	13.4	52.3	5.0	19.5	14.5	289.5%	-32.8	-62.8%
Amendes et majorations	7.3	3.4	1.3		0.7	0.67	///	-0.6	-47.6%
Sous-total autres éléments	-12.5	16.8	53.6	5.0	20.1	15.1	303.0%	-33.4	-62.4%
Ecriture de régularisation reliquat		-14.2							
TOTAL IMPÔT PM	914.7	1'036.0	1'315.4	1'066.2	1'246.1	179.9	16.9%	-69.3	-5.3%

/// : non significatif

Impôts non périodiques : effet direct du marché immobilier

La bonne marche des affaires du secteur immobilier ces dernières années a eu un effet direct sur l'impôt sur les bénéfices et gains immobiliers, l'impôt sur les enregistrements et sur l'impôt immobilier complémentaire.

L'impôt sur le bénéfice et gains immobiliers et l'impôt sur les enregistrements, qui reflètent principalement le volume des affaires et des transactions, ont bénéficié d'une plus forte progression avec, respectivement, des dépassements de 7,5 millions (12,5%) et de 22,4 millions (13,8%) par rapport aux montants inscrits au budget.

L'impôt immobilier complémentaire ou impôt foncier, davantage lié à l'expansion du parc immobilier et à sa valorisation qu'au volume des transactions, a enregistré un excédent de 36,0 millions (33,3%). Ce dépassement important s'explique principalement par les correctifs par rapport aux années 2005 et 2006. Le résultat 2007 se monte à 144 millions (contre 108 millions au budget).

Globalement, le résultat 2007 de ces trois impôts liés principalement au marché immobilier s'élève à 395,9 millions contre 330 millions au budget, produisant un excédent de 65,9 millions de francs (20%). Il est en augmentation de 44,1 millions (12,5%) par rapport aux comptes 2006.

En dépit de la suppression des droits en ligne directe, le résultat 2007 de **l'impôt sur les successions** s'élève à 98,5 millions avec un excédent de 23,9 millions (32,0%) par rapport au budget et une augmentation de 3,0 millions (3,2%) comparé aux comptes 2006.

Quant aux **autres impôts cantonaux**, composés principalement de l'impôt sur les véhicules, ils se montent à 129,1 millions de francs. Ils dépassent le budget de 5,2 millions (4,2%) et croissent de 9,3 millions (7,8%) en regard des comptes 2006.

(Les arrondis peuvent modifier les totaux)	COMPTE 2004	COMPTE 2005	COMPTE 2006	BUDGET 2007	COMPTE 2007	ECARTS			
						C07-B07		C07-C06	
						millions	%	millions	%
millions de francs									
Impôts fonciers	101.3	108.7	102.8	108.0	144.0	36.0	33.3%	41.2	40.1%
Impôts spéciaux	31.5	46.5	70.8	60.0	67.5	7.5	12.5%	-3.3	-4.6%
Produit de l'enregistrement et timbre	166.2	170.2	178.2	162.0	184.4	22.4	13.8%	6.2	3.5%
Produit des successions	248.8	145.3	95.4	74.6	98.5	23.9	32.0%	3.0	3.2%
Autres impôts cantonaux	105.5	115.8	119.8	123.9	129.1	5.2	4.2%	9.3	7.8%
TOTAL AUTRES IMPÔTS	653.3	586.5	567.0	528.5	623.5	95.0	18.0%	56.5	10.0%

Contraintes liées au système "postnumerando"

Le principe "postnumerando" postule que l'on prélève l'impôt de chaque contribuable (personne morale "PM" ou personne physique "PP") sur l'année en cours. Autrement dit, l'impôt de l'année fiscale 2007, qui figure dans les comptes, concerne les revenus et bénéfices de 2007. Tout ceci est certes cohérent mais pose un sérieux problème aux comptables de l'Etat. En effet, au moment du bouclage, on ne dispose pratiquement d'aucune information sur les déclarations fiscales de 2007.

Par conséquent, les revenus fiscaux (PP et PM) qui figurent dans les comptes 2007 sont des revenus estimés.

Qu'en est-il de l'année 2006 ? Lors du bouclage de cet exercice, l'administration avait également procédé à une estimation des rentrées fiscales. Au cours de l'année écoulée, les déclarations 2006 ont été retournées à l'administration et beaucoup d'entre elles ont été notifiées. Il est dès lors possible de confronter l'estimation de 2006 avec la réalité en 2007, telle qu'elle ressort de l'ensemble des déclarations, notifiées ou pas. De cette confrontation ressort le correctif 2006.

Cependant, la taxation complète d'une période fiscale s'écoule sur plusieurs années, en sorte que la situation comptable de cette période varie à chaque bouclage en fonction des résultats des derniers dossiers traités. Ces dernières modifications donnent lieu à des correctifs.

En résumé, les ressources fiscales figurant dans la comptabilité 2007 résultent d'un "empilement" de grandeurs très diverses, soit :

- la production 2007 (estimée) ;
- le correctif 2006 (confrontation de l'estimation 2006 avec les taxations notifiées en 2007) ;
- le correctif 2005 (impact des dossiers 2005 bouclés en 2007) ;
- le correctif 2004 (impact des dossiers 2004 bouclés en 2007).

Patentes et concessions (nature 41)

Les patentes et concessions atteignent 12,7 millions de francs aux comptes 2007, soit un recul de 0,9 million par rapport au 13,5 millions budgétés, mais en progression de 0,9 million par rapport aux comptes 2006. Ce léger recul par rapport au budget s'explique principalement par les éléments suivants :

- Changement de nature comptable à l'office cantonal de l'inspection du commerce: -0,5 million
- Diminution de la redevance versée à la chancellerie par la régie en charge de la commercialisation de la FAO: -0,4 million
- Versements des sociétés de la Loterie Romande et du Sport-Toto supérieurs au budget : +0,2 million

Revenus des biens (nature 42) :

Budgétés à 243,7 millions, les revenus des biens se montent finalement à 315,7 millions de francs dans les comptes 2007. Cette source de revenus, qui comprend notamment les intérêts sur les actifs, les revenus des biens mobiliers et immobiliers, ou encore les bénéfices des établissements autonomes, dégage ainsi un important surplus de 72 millions.

Ce résultat doit toutefois être nuancé par la comptabilisation de revenus supplémentaires provenant d'exercices antérieurs qui génèrent des revenus à hauteur de 28,4 millions de francs dans les comptes 2007 :

- Activation des investissements inférieurs à 5 millions consentis par SIG depuis 2003: +17,6 millions
- Mise en place d'un nouveau système informatique à la gérance en 2006 impliquant que les revenus de juillet à décembre 2006 n'ont été comptabilisés qu'en 2007: + 10,8 millions

Hors revenus supplémentaires provenant d'exercices antérieurs, le surplus sur revenus des biens est la résultante des principaux écarts repris ci-après :

- Gains comptables sur les placements du patrimoine financier : +47.6 millions. Ce revenu résulte des plus-values comptabilisées en fin d'année sur la base de l'évaluation boursière des titres détenus par l'Etat de Genève. Le patrimoine financier est principalement composé des actions nominatives et au porteur de la Banque Cantonale de Genève.
- Rétrocession des bénéfices de l'aéroport supérieur aux prévisions : +20,2 millions
- Intérêts moratoires sur impôts: +11,7 millions
- Produits des droits de superficie: +6,4 millions
- Récupération d'actes de défaut de biens: +6,2 millions
- Loyers des immeubles locatifs du patrimoine financier: +5,5 millions
- Redevances SI pour l'utilisation du domaine public inférieures au budget: -19,2 millions
- Gains comptables sur ventes de terrains : -13,2 millions

Recettes diverses (nature 43)

Les recettes diverses se montent à 887,3 millions aux comptes 2007, soit un dépassement budgétaire de 147,7 millions et une progression de 48,5 millions par rapport aux comptes 2006. Hors dissolutions de provisions, le dépassement budgétaire des recettes diverses s'établit à 98 millions. Les recettes diverses comprennent principalement les dédommagements de tiers, les émoluments administratifs, les redevances, les amendes et les dissolutions de provisions.

S'agissant de l'écart budgétaire de 98 millions sur ces recettes hors dissolutions de provisions, il est principalement expliqué par les éléments suivants :

- Recettes supplémentaires relatives aux opérations de la fondation de valorisation des actions de la BCGe: +56,6 millions
- Croissance du volume des affaires civiles, du remboursement des frais de justice et des confiscations ordonnées par le ministère public: +11,2 millions
- Recettes des amendes d'ordre et contraventions: +9,9 millions
- Prestations à restituer par les bénéficiaires de l'office cantonal des personnes âgées : +7 millions
- Résultat de la FSASD à restituer: +4,7 millions

S'agissant du dépassement budgétaire de 49,7 millions relatif aux dissolutions de provisions, il est expliqué dans la partie consacrée aux provisions.

Parts à des recettes sans affectations (nature 44)

Les parts à des recettes sans affectation culminent à 562,4 millions de francs dans les comptes 2007, en forte progression respective de 167,4 millions par rapport au budget et de 114,4 millions par rapport aux comptes 2006. Les parts à des recettes sans affectation sont principalement composées de la part du canton à l'impôt fédéral direct, de la part cantonale au bénéfice de la BNS, du versement du fonds de péréquation et de la part des communes genevoises à la compensation financière en faveur des communes frontalières françaises.

Cette nette progression par rapport au budget s'inscrit dans le cadre de la forte croissance des recettes fiscales en 2007. A l'instar des impôts cantonaux, la part cantonale à l'impôt fédéral bondit en 2007 pour atteindre 387 millions contre 229,4 millions budgétés, soit une augmentation de 157,6 millions dont près de la moitié (68,2 millions) est expliquée par des correctifs portant essentiellement sur l'année 2006.

Les autres variations significatives des parts à des recettes sans affectation sont les suivantes :

- Versement du fonds de péréquation: +4,7 millions
- Part à l'impôt anticipé: +3,8 millions
- Part des communes genevoises à la compensation financière en faveur des communes frontalières françaises: +2,7 millions

Dédommagements de collectivités publiques (nature 45)

Les dédommagements de collectivités publiques s'établissent à 156,7 millions aux comptes 2007, soit 13 millions de plus que budgété mais en diminution de 1,2 million par rapport à l'exercice 2006. Par définition, les dédommagements de collectivités publiques sont les services rendus par l'Etat pour le compte d'autres collectivités telles que la Confédération, les cantons et les communes. Les principaux éléments venant accroître cette nature de revenus par rapport au budget sont les suivants :

- Retenues aux communes pour la perception d'impôts: +16 millions
- Redevance poids lourds liés aux prestations en hausse: +1,6 million
- Participation de la ville de Genève aux dépenses de circulation: -1,9 million
- Baisse des revenus du SECO liés au financement des charges 2007 en raison du niveau inférieur de celles-ci (couverture intégrale): -1,2 million
- Arsenal cantonal - montant comptabilisé en 2006: -0,9 million

Subventions acquises (nature 46)

Les subventions acquises (207,5 millions de francs) supérieures de 7,3 millions par rapport au budget émanent pour l'essentiel de la Confédération. La variation se décompose ainsi :

- Les prestations complémentaires fédérales (PCF) aux personnes âgées diminuent de -1 million
- Les subventions LFPR pour la formation professionnelle diminuent de -4,5 millions
- La subvention de l'OFAS augmente de +2,7 millions
- Des successions en déshérence pour +1,9 millions
- Comptabilisation de +8,2 millions du FEC comptabilisé dans cette nature à la place d'un montant négatif en subvention (nature 36) conformément à une recommandation ICF.

Subventions à redistribuer (nature 47)

Les subventions à redistribuer sont d'un montant égal aux subventions redistribuées qui figurent dans les charges, soit 552,7 millions de francs. Ces subventions dans lesquelles l'Etat ne joue que le rôle d'intermédiaire sont présentées, comme les imputations internes, dans un volet distinct. En effet, leur influence sur le résultat est nulle (montant équivalent en charges comme en revenus).

Prélèvements sur les financements spéciaux (nature 48)

Pour 2007, les prélèvements sur les financements spéciaux représentent 7,8 millions de francs, inférieurs de 5,1 millions au budget. Cet écart est expliqué par le fonds cantonal d'assainissement des eaux pour -8,4 millions, le fonds du droit des pauvres (-1,1 million), la réalimentation de la nappe de Vessy (+0,8 million) et le sport-toto (+2,9 millions).

Imputations internes (nature 49)

En 2007, les imputations internes figurant aux revenus pour 370,7 millions de francs correspondent à des montants identiques dans les charges. Elles sont principalement constituées par la recette au DCTI de la ventilation à travers les services des charges de bâtiments.

4) Investissements

En 2007, les investissements nets - soit les dépenses diminuées des recettes - se montent à 385 millions, soit environ 131 millions de plus que le montant prévu au budget.

Le résultat net provient d'un excédent de dépenses (+92 millions) d'une part, et d'une insuffisance de recettes (-39 millions) d'autre part. Il convient cependant de le relativiser en raison de la très importante réduction globale des dépenses, soit 225 millions contre 149 l'année précédente, qui n'a pu être que partiellement absorbée, ceci malgré les efforts entrepris pour contenir les dépenses brutes.

Par rapport à 2006, l'augmentation des dépenses s'élève à 170 millions, soit une hausse de 38% qui reflète une croissance soutenue des dépenses depuis le début de la législature. Cette tendance s'explique notamment par le volume très important de projets votés en cours de réalisation ainsi que par la nécessité de renouveler et de maintenir régulièrement le patrimoine de l'Etat. En contrepartie, grâce aux transferts d'actifs, les recettes atteignent 239 millions, soit une augmentation de près de 340% par rapport aux comptes 2006. Le total des investissements nets est ainsi en légère diminution (- 3,5%) par rapport à l'année précédente.

Les investissements dits « nets-nets », soit ceux dont les intérêts et les amortissements sont à la charge de l'impôt (après déduction des investissements autofinancés et de ceux qui n'exigent pas d'amortissement), s'élèvent à 259 millions, soit une baisse de 21% par rapport à 2006.

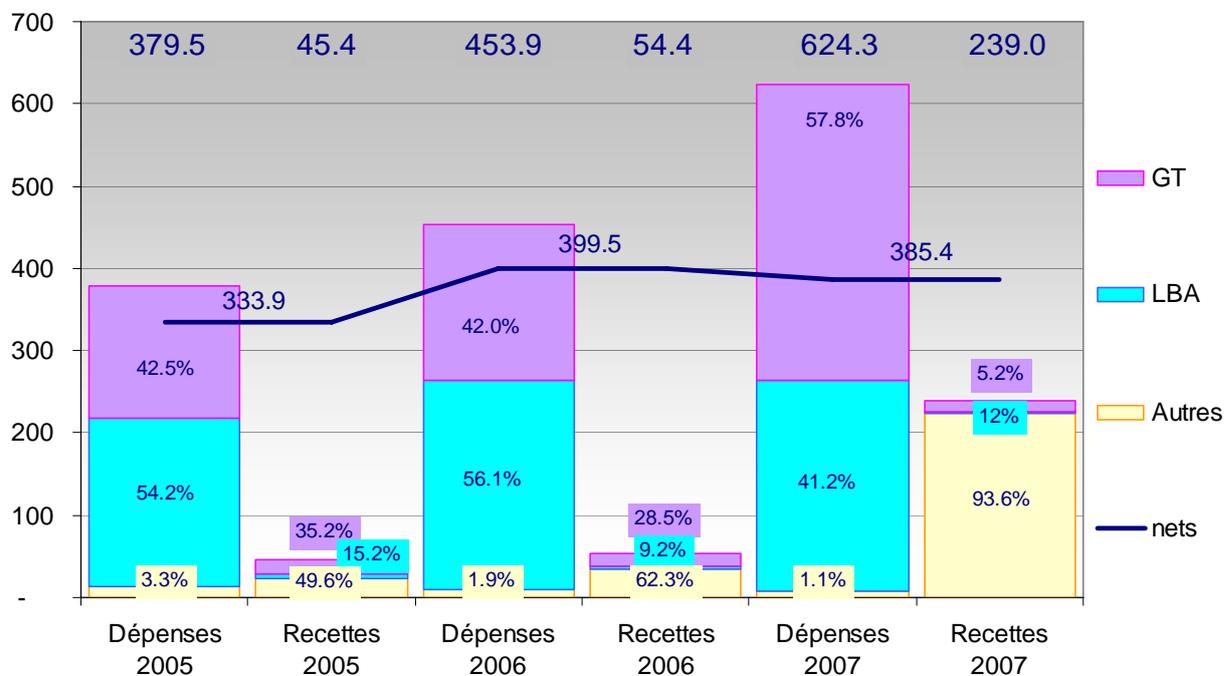
Comparaison des principales catégories d'investissements

(En millions)	C2005	C2006	B2007	C2007	C2007/B2007	C2007/C2006		
Dépenses d'investissements	379.4	453.8	532.1	624.3	92.2	17.3%	170.5	37.6%
Grands Travaux (GT)	161.1	190.7	448.0	360.6	-87.4	-19.5%	170.0	89.1%
Réduction globale (RGI)*	(-170)	(-149)	-225.0	-	225	-	-	-
Loi budgétaire annuelle (LBA)	205.8	254.5	301.2	256.9	-44.3	-14.7%	2.4	1.0%
Autres dépenses	12.6	8.7	7.9	6.8	-1.2	-14.7%	-1.9	-21.9%
Recettes d'investissements	45.5	54.3	277.8	238.9	-38.9	-14.0%	184.6	339.8%
Grands Travaux (GT)	16.0	15.5	5.3	12.4	7.0	131.3%	-3.1	-20.1%
Loi budgétaire annuelle (LBA)	6.9	5.0	33.6	2.9	-30.8	-91.5%	-2.1	-42.4%
Autres recettes	22.5	33.9	238.8	223.7	-15.1	-6.3%	189.8	560.2%
INVESTISSEMENTS NETS	333.9	399.5	254.3	385.4	131.1	51.6%	-14.1	-3.5%
Investissements nets autofinancés	-8.4	-18.0	-57.1	-57.9	-0.8	1.4%	-39.9	221.8%
Investissements nets non amortis	-10.0	-54.0	-74.5	-68.9	5.6	-7.5%	-14.9	27.5%
INVESTISSEMENTS NETS-NETS	315.5	327.5	122.7	258.6	135.9	110.8%	-68.9	-21.0%

* les montants non dépensés par rapport au budget contribuent à la RGI

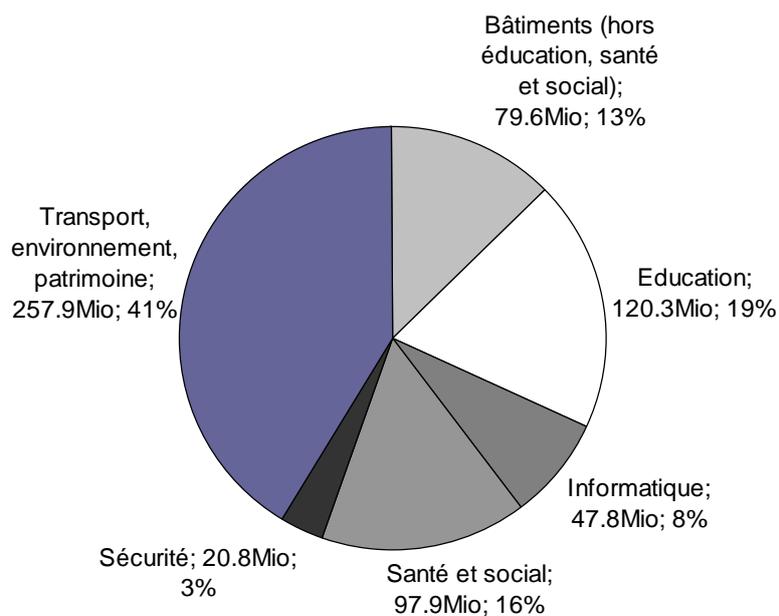
Évolution & tendances

Dépenses, recettes et investissements nets, y compris transferts d'actifs et autofinancés, selon les comptes annuels de 2005 à 2007



En % et millions de francs

Répartition "thématique"



Dépenses totales = 624,3 millions

Grands travaux

Les grands travaux (GT) regroupent les dépenses supérieures à 125'000 francs (hors renouvellement et remplacement d'actifs existants). Ils nécessitent le vote d'un projet de loi et peuvent être soumis à référendum. Contrairement à la loi budgétaire annuelle (LBA), ils ne sont donc pas adoptés globalement avec le budget annuel, mais individuellement tout au long de l'année.

Pour l'année 2007, les dépenses réalisées pour les grands travaux atteignent près de 361 millions de francs, dont près de 58 sont autofinancés, soit une augmentation de 89% par rapport aux comptes 2006. En raison du niveau élevé des dépenses qui résulte du nombre important de grands travaux en cours de réalisation, la réduction globale de 225 millions sur un budget de 448 millions n'a pu être que partiellement absorbée. Quant aux recettes, elles s'élèvent à plus de 12 millions pour un budget de 5 millions.

Les principales dépenses (en millions) réalisées en 2007 concernent les projets suivants :

CEVA*	61.2
STEP du Bois de Bay	31.2
Constructions d'EMS	22.9
Projets informatiques (CTI+DF)	19.6
PO Aimée Stitelmann	19.5
CO Seymaz	18.6
Nouvelle structure de détention	13.0
CO Cayla	11.7
Collège Sismondi	10.8

** dont environ 38 mio. de régularisation comptable et 19 mio. pour la participation cantonale au lot 1, selon convention avec les CFF*

Loi budgétaire annuelle

La loi budgétaire annuelle (LBA) concerne les dépenses entre 60'000 et 125'000 francs ainsi que les remplacements et renouvellements d'investissements, de même que les prêts et participations permanentes qui rentrent également dans cette catégorie. Les montants y relatifs sont votés globalement avec le budget.

Les dépenses atteignent 257 millions sur un budget de 301 millions en 2007, soit une augmentation de 1% par rapport à l'année précédente. Les recettes se montent à un peu moins de 3 millions sur un budget de 33.6 millions, principalement à cause de la non réalisation d'une opération foncière (-30 millions).

Les principales dépenses (en millions) effectuées en 2007 ont été consacrées aux domaines suivants:

Travaux relatifs au réseau de trams*	54.0
Maintenance et rénovation des bâtiments	45.7
Dotations en faveur du logement	43.2
Renouvellement et achat de matériel et logiciels informatiques	26.8
Travaux de génie civil relatifs à l'entretien du réseau routier	24.8
Augmentation du capital de dotation des TPG	24.0

** dont environ 51 millions. pour la construction et l'achèvement de nouvelles lignes*

Autres investissements

Cette catégorie est notamment constituée par les trains annuels de lois composés de tranches annuelles votées les années précédentes et qui ne sont plus réapprovisionnés. Elle comporte également la reprise des amortissements. En 2007, les dépenses y relatives ont atteint 6.8 millions et les recettes 11.8 millions.

Les transferts d'actifs font également partie de cette catégorie d'investissements. Les dépenses liées, qui s'élèvent à 27,1 millions, sont conformes au budget et concernent essentiellement les objets suivants :

DF - Capital de dotation des TPG	24.0
DT - Infrastructures AIG	2.5
DCTI - Terrains TPG	0.5

Les recettes, qui se montent à 211.9 millions, concernent les deux transferts d'actifs suivants :

DSE - Aéroport International de Genève	147.8
DT - Transports publics genevois	64.1

Nouvelle gestion des investissements et perspectives futures

Avec l'entrée en vigueur de la nouvelle gestion des investissements, la loi budgétaire annuelle (LBA) disparaîtra dès 2008 au profit des crédits de programme destinés aux investissements liés, notamment au renouvellement et au remplacement du patrimoine existant. D'autre part, les grands travaux céderont leur place à des crédits d'ouvrage ou d'acquisition destinés aux nouveaux investissements.

Cette manière de procéder, conforme au nouveau règlement des investissements, donne désormais au Grand Conseil la possibilité de se prononcer sur chaque investissement nouveau ou lié. La mise en œuvre de cette nouvelle gestion des investissements s'est concrétisée en 2007 par la préparation d'un train pluriannuel comportant 16 crédits de programme qui ont été adoptés par le Grand Conseil lors du vote du budget 2008.

En outre, le Conseil d'Etat, conscient du montant désormais trop élevé de la réduction globale des investissements et de la nécessité de responsabiliser l'ensemble des services pour la respecter, a entrepris dès 2008 de la réduire progressivement d'une part, et de la répartir entre les différents départements d'autre part.

Par ailleurs, une commission interdépartementale (COPIN) a été constituée pour examiner les nouveaux projets et proposer, sur la base de critères d'analyse pertinents et objectifs, des priorités au Conseil d'Etat en matière d'investissements.

Enfin, un plan décennal, actuellement en cours d'élaboration, permettra prochainement aux autorités politiques de disposer d'une vue à court, moyen et long terme des investissements votés et programmés.

Ces mesures, qui contribueront certainement à une maîtrise accrue des investissements, s'inscrivent dans la mise en œuvre d'une nouvelle politique qui a pour but de favoriser le développement de Genève en investissant plus que par le passé dans les infrastructures collectives nécessaires à l'accomplissement des prestations publiques.

5) La Fondation de valorisation et la Banque cantonale

Rappel historique

La Fondation de valorisation des actifs de la Banque cantonale de Genève (ci-après la Fondation) a été créée par la loi 8194 du 19 mai 2000 pour contribuer à l'assainissement de la Banque cantonale de Genève (ci-après BCGe). Fortement grevée par de nombreuses créances difficilement recouvrables et insuffisamment provisionnées, conséquences de la crise immobilière des années 1990, la BCGE avait un besoin impératif d'assainissement financier. Pour lui permettre de poursuivre son activité et assurer ainsi sa pérennité, l'Etat a créé une fondation pour prendre en charge les créances de la BCGE. Les objectifs de la Fondation sont de gérer, rentabiliser, valoriser et surtout réaliser au mieux les actifs qui lui ont été transférés par la BCGE.

Au terme de la septième année d'activité opérationnelle de la Fondation, voici les faits marquants de l'année 2007.

Désengagement de la Fondation

Budget de désengagement 2007

L'objectif de désengagement de la Fondation était de 750 millions de francs réparti en :

- 300 millions de francs de biens immobiliers de rendement inférieur à 3% et de taux de perte supérieur à 50%;
- 350 millions francs de biens immobiliers de rendement inférieur à 3% et de taux de perte inférieur à 50%;
- 100 millions de francs de biens immobiliers de rendement supérieur à 3%.

Désengagement effectif 2007

Le désengagement atteint par les ventes a été de 443,4 millions de francs de créances relatives à 89 objets. A cela s'ajoutent 64 millions de francs de créances remboursées, soit 507,4 millions de francs de désengagement au total, qui représentent le 68 % de l'objectif. L'écart par rapport au budget s'explique par le report sur l'année 2008 du rachat prévu par l'Etat de Genève d'un lot d'immeubles de logement, par le blocage politique du dossier de l'hôtel Carlton, et par le fait que la Fondation n'a pu formellement attribuer à l'exercice 2007 pour 134 millions de francs d'affaires déjà signées devant notaire, mais en cours de délai légal avant promulgation des projets de loi autorisant la vente, s'agissant de biens immobiliers détenus en propriété directe par la Fondation. La répartition par catégorie de biens immobiliers a été proportionnellement respectée. L'année 2007 se caractérise également par la réalisation de la partie arrière du Noga Hilton, qui fait à lui seul le quart du désengagement annuel. Dix autres objets réalisés ont une créance cédée dépassant 10 millions de francs, le reste se répartissant en un grand nombre de petits et moyens objets.

Pertes et gains enregistrés par l'Etat (natures 353 et 436)

Compte tenu du désengagement réduit et du fait que la Fondation a réalisé un nombre important de biens détenus en propre, sur lesquels la perte d'acquisition a déjà été enregistrée dans un précédent exercice, l'Etat a comptabilisé en charge moins de nouvelles pertes que prévu, réparties en 33,6 millions de francs de pertes exigibles et 18,3 millions de francs de pertes exigibles à terme, soit 51,9 par rapport à un budget de 172 millions de francs. Ces pertes sont à nouveau en net repli par rapport à celles enregistrées en 2006. Parallèlement, les reventes de biens dont la Fondation s'est rendue propriétaire sont toujours plus importantes. Ces reventes, souvent bénéficiaires, ainsi que des

réductions de pertes, ont permis à l'Etat d'enregistrer un produit de 71,6 millions de francs en 2007, nettement plus élevé que les 15 millions de francs prévus, ce qui confirme les bons résultats obtenus à la revente des biens à des tiers, la Fondation continuant à profiter des prix élevés du marché immobilier. Ainsi, la réduction observée des pertes enregistrées est autant le reflet du volume réduit du désengagement que de la diminution du risque final de perte.

Au plan de la trésorerie, l'Etat a effectué pour 186,8 millions de francs de paiement de pertes en 2007. Le 82 % des paiements concerne des pertes exigibles à terme enregistrées dans les exercices antérieurs et devenues exigibles par suite de la revente en 2007 des biens concernés. Cette proportion est particulièrement élevée cette année aussi et démontre que le processus de réalisation des biens acquis par la Fondation est fort avancé. L'encours de 483,3 millions de francs de pertes exigibles à terme dues à la Fondation au 31 décembre 2007, en attente de revente des biens à des tiers, est ainsi en forte réduction depuis deux ans : 701 millions de francs au 31.12.2005 et 618,4 millions de francs au 31.12.2006. Compte tenu des gains de revente précités encaissés, le paiement net des pertes de l'Etat s'est élevé à 114,4 millions F, nettement en-dessous de la prévision de 350 millions de francs. Pourtant, pour la deuxième année consécutive au 31 décembre 2007, le solde des pertes exigibles dues par l'Etat est à zéro. L'Etat poursuit ainsi sa politique d'honorer le paiement des pertes exigibles dans ce dossier tout en restant fidèle à sa stratégie de lisser le poids des paiements dans le temps.

Taux de pertes moyens enregistrés

En 2000, la constitution d'une provision de 2,7 milliards de francs correspondait à un taux de perte global estimé à 53,28%. Fin 2001, ce taux passait à 51% compte tenu des créances complémentaires transférées. Parallèlement, le taux de perte effectif observé en 2001 sur les ventes était de 51,07%, bien dans la cible. Depuis, le taux de perte moyen effectif des ventes réalisées n'a cessé de baisser. Il est passé légèrement sous la barre des 40 % en 2006 avec 39,9%, ce que l'exercice 2007 a confirmé avec un taux de perte moyen de 39,06 %. A fin 2007, la Fondation a désengagé le 76 % du patrimoine cédé par la BCGe. Compte tenu de la visibilité actuelle des projections et de l'état d'avancement de la réalisation du portefeuille résiduel de biens immobiliers, il n'est pas prévu que le taux final de perte remonte au-dessus de la barre des 40 % .

Fin d'activité de la Fondation

La Fondation entre en 2008 dans sa phase finale d'activité. Un projet de loi actuellement en discussion au Grand Conseil prévoit de mettre la Fondation "en dissolution par liquidation" dès le 1er juin 2008, avec la nomination d'un collège de liquidateurs de trois personnes. Il est prévu que la liquidation sera terminée au plus tard le 31 décembre 2009.

Avances de l'Etat

Les avances de l'Etat pour le fonctionnement courant de la Fondation se sont élevées à 13,7 millions de francs en 2007, montant proche du budget prévu. Ce montant a été particulièrement bas cette année compte tenu d'importants paiements de l'Office des Poursuites qui a versé à la Fondation des loyers auparavant bloqués en gérance légale. Il est à relever que l'Etat a inclus dans les comptes 2007 les correctifs prévus sur exercices antérieurs concernant les frais financiers 2000-2001, soit 4,4 millions de francs supplémentaires dus par l'Etat, et les frais de dépenses de réalisation d'immeubles 2000-2003, soit 13,7 millions de francs qui ont été permutés d'avances déjà effectuées en pertes enregistrées, ce en conformité avec le Règlement financier tripartite signé à fin 2003. Ces montants ont fait l'objet de contrôles par les fiduciaires. Le montant total des avances nettes de l'Etat s'élève ainsi à 345,8 millions de francs au 31 décembre 2007.

Remboursement des avances de l'Etat par la BCGe

En vertu de l'accord signé en 2005 relatif au mécanisme de remboursement des avances effectuées par l'Etat à la Fondation, la BCGE a versé à l'Etat, pour la deuxième fois en 2007, dans le cadre de la distribution de son résultat 2006, l'attribution spéciale prévue de 20 % du total des dividendes ordinaires et supplémentaires distribués. Cette somme, qui s'est élevée à 3,6 millions de francs, est venue en réduction des avances de l'Etat.

Provisions de l'Etat

Provision pour pertes : dissolution de 80 millions de francs (nature 439). La progression positive du désengagement effectué par la Fondation dans un contexte de persistance de conditions financières et immobilières favorables, ainsi que la perspective de réaliser l'ensemble du patrimoine résiduel en 2009, soit dans un délai rapproché de moins de deux ans, permettent d'envisager cette année encore une réduction du risque de perte finale, concrétisée par la dissolution précitée. Rappelons que la réévaluation du risque final sur les pertes de réalisation des biens immobiliers est annuelle. Elle a permis de dissoudre un montant complémentaire de provision par rapport à une estimation prudente de la perte finale réduite à 2,130 milliards de francs. Cette dissolution correspond à la couverture d'un taux de perte moyen final de 39,4 %, contre 42,5 % en 2006.

Provision pour avances : dotation nette de 0,4 millions de francs (natures 338 et 439). Cette provision découle du risque de non-remboursement des avances par la BCGe, compte tenu de sa capacité bénéficiaire relativement modeste, et surtout de l'échelonnement du remboursement induit par l'accord conclu. La BCGe a enregistré une progression réjouissante de ses résultats en 2006, progression qui s'est poursuivie en 2007. L'Etat a gardé en 2007 le principe d'un taux de couverture du risque sur les avances de l'Etat de 50 %. La dotation nette correspond donc au 50 % des avances nettes effectuées en 2007, compte tenu des correctifs sur exercices antérieurs mentionnés ci-dessus.

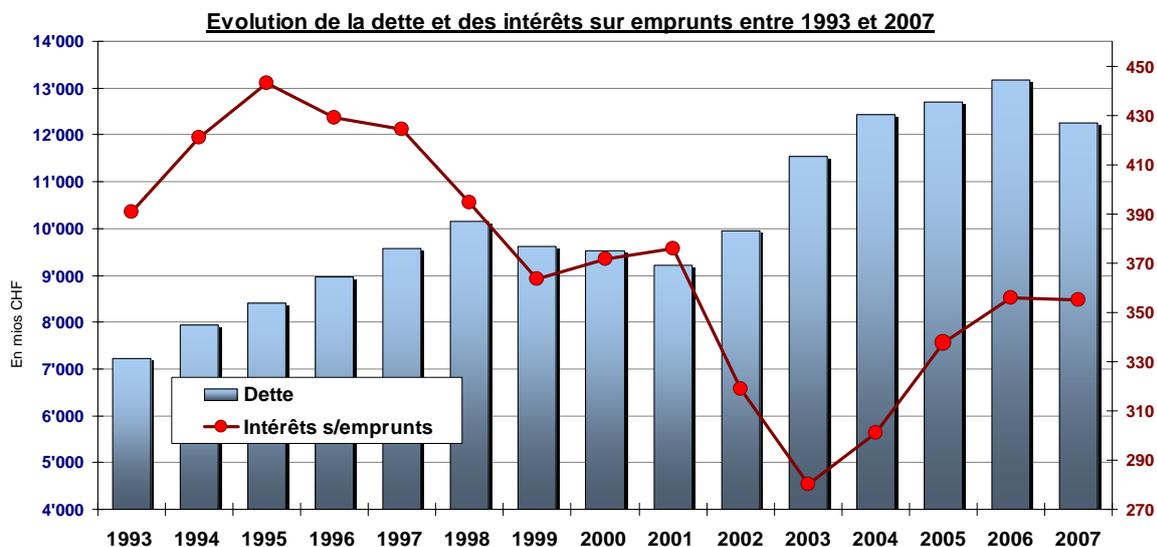
6) Trésorerie et gestion de la dette

Première diminution de la dette du canton de Genève depuis 7 ans

Pour 2007, la Trésorerie générale a reçu du Conseil d'Etat les objectifs suivants en matière de gestion de la dette de l'Etat : maintenir le taux moyen de la dette en dessous de 2,8%; veiller à maintenir la structure de dette entre parts à taux fixe et à taux variable à 70% et 30% (risque de taux); veiller à maintenir le risque de liquidités entre 25% pour le court terme (jusqu'à 12 mois) et 75% pour le moyen et long terme.

Au 31 décembre 2007, l'endettement du canton de Genève se situait à 12,26 milliards de francs, revenant ainsi en-dessous de son niveau de décembre 2004 (12,43 milliards). A fin 2006, le niveau de cette dette culminait à 13,17 milliards de francs. **La dette a donc reculé de près d'un milliard de francs en une année.**

Cette évolution positive résulte essentiellement de l'impact sur les recettes induit par la conjoncture favorable dont a bénéficié notre canton au cours des deux dernières années, conjugué avec la bonne maîtrise des charges de l'Etat au cours de la même période. Une part mineure de la diminution de la dette revient aux transferts d'actifs de l'Aéroport international de Genève (148 millions) et des Transports publics genevois (37 millions).



Evolution de la structure de la dette

Alors qu'à fin 2003, plus de 39 % de la dette de l'Etat reposait sur des financements à court terme, impliquant des risques liés tant aux taux d'intérêts qu'aux liquidités, la Trésorerie générale a résolument opté depuis 2004 pour un rééquilibrage de la structure de la dette, en transformant une bonne partie du court terme en long terme, tout en finançant l'accroissement de la dette. L'année 2007 a cependant été marquée par la baisse du niveau de la dette ainsi que de celle du besoin en financement. Ainsi la Trésorerie générale a procédé à des financements à moyen et long terme à taux fixes pour environ 800 millions de francs, au taux moyen de 2,89 % et pour une durée moyenne de 13 ans.

Risque de taux	31.12.2003	31.12.2004	31.12.2005	31.12.2006	31.12.2007
taux variable	39,3%	35,3%	27,7%	28,4%	23,4%
taux fixe	60,7%	64,7%	72,3%	71,6%	76,6%
total	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
Risque de liquidités	31.12.2003	31.12.2004	31.12.2005	31.12.2006	31.12.2007
court terme (jusqu'à 12 mois)	27,16%	23,25%	16,13%	18,58%	18,0%
moyen et long terme	72,84%	76,75%	83,87%	81,42%	82,0%
total	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,0%

Taux moyen net	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
	3,88 %	3,04 %	2,46 %	2,58 %	2,65 %	2,71%	2,90%
Intérêts bruts	<i>hors int. fiscaux</i>						
(en millions F)	379,5	317,0	278,8	301,9	337,6	365,5	355,6
Dette totale							
(en millions F)	9'203,8	9'957,2	11'536,0*	12'431,9*	12'705,8*	13'170,6*	12'256,9*

* sans les c/c d'Etat, les fonds spéciaux et legs

Commentaires relatifs au tableau précédent:

En matière de risque de taux, la proportion entre taux variables et taux fixes a continué de se développer en faveur de ces derniers, qui représentent désormais plus de 75% du total. En termes de risque de liquidités, la structure a évolué vers un meilleur équilibre grâce à un allongement de la durée de vie de la dette.

S'agissant de l'évolution du taux moyen, il est en progression en 2007, mais a pu être maintenu à 2,90%. Même si ce taux est en dépassement par rapport à l'objectif initialement fixé, il reste à un niveau absolu tout à fait satisfaisant étant donné l'évolution globalement haussière des taux d'intérêts en Suisse - en particulier des taux d'intérêts à court terme - et au vu des turbulences qui ont affecté le marché financier dans son ensemble.

Le service direct de la dette a aussi évolué de manière positive et en lien avec le niveau de la dette. La baisse marquée du niveau d'endettement à fin 2007 était attendue, dans la mesure où les exercices 2005 et 2006 avaient connu une importante hausse de la dette - respectivement 267 et 465 millions - malgré un fort taux d'autofinancement (en 2005, grâce à la vente de l'or de la BNS). Ce décalage de trésorerie s'explique par le fait que les dépenses sont en général payées l'année où elles sont comptabilisées, alors qu'une part non négligeable des recettes fiscales sont effectivement perçues une ou deux années après avoir été estimées.

Principales opérations réalisées en 2007

Les refinancements à moyen et long terme, tous à taux fixe (à une exception près), ont représenté en 2007 un total de 818 millions de francs en 7 transactions. Le taux moyen de ces nouvelles émissions a été de 2,89 % pour une durée moyenne de 13 ans. Les emprunts à court terme ont atteint 5'265 millions de francs en 123 transactions. Les lignes de crédit confirmées en compte-courant ou en compte à vue, soit sous forme d'avances à terme, ont pu être confirmées pour un total de 1'050 millions de francs.

7) Impacts chiffrés des plans de mesure sur l'exercice 2007

Le Conseil d'Etat a publié le 30 mars 2006 la liste des 73 points constituant le premier plan de mesures d'efficience (P1). En septembre 2006, ce plan a été complété par une deuxième série de décisions (P2) comprenant 49 nouvelles mesures. Ces deux trains de mesures constituent un élément central dans la perspective du redressement durable des finances publiques cantonales et de l'amélioration qualitative de l'action publique.

Par extrapolation, le Conseil d'Etat évaluait alors le gain financier attendu sur les comptes de l'exercice 2009 (sur la base des comptes 2005) à environ 150 millions de francs en termes de fonctionnement pour le premier plan de mesures, tandis que le deuxième plan était majoritairement axé sur l'optimisation qualitative des prestations. Entre-temps, les travaux se sont poursuivis au sein de l'administration. Toutes les mesures sont désormais détaillées ou valorisées. Sur cette base, les objectifs de gains financiers obtenus par les deux plans (P1 et P2) dépassent 195 millions de francs et se répartissent sur les périodes 2006 à 2010.

Le bouclage des comptes 2007 laisse apparaître des gains de 80,0 millions pour l'ensemble de l'administration. Ce total est légèrement inférieur aux objectifs initiaux fixés par le Conseil d'Etat pour l'année 2007; toutefois, la part des gains non réalisés en 2007 est automatiquement reportée sur les années suivantes.

Au niveau du fonctionnement, les gains (économies nettes sur les charges de fonctionnement) s'élèvent à 75,7 millions de francs (dont 58,5 millions pour P1 et 17,2 millions pour P2). Quant aux économies sur les dépenses d'investissements, elles sont chiffrées à 4,2 millions de francs pour l'année 2007 (uniquement sur P1).

Les objectifs financiers des plans de mesures (P1 et P2) attendus pour les années suivantes se montent à 53,3 millions pour 2008, 29,2 millions pour 2009 et 3 millions pour 2010.

Liste des mesures (P1) ayant eu un impact sur l'exercice 2007

Mesure n°	Libellés	Fonctionnement (en millions)	Investissement (en millions)
1	Recentrer l'offre de formation continue du personnel sur les matières utiles à l'exercice du métier et répondant aux exigences de l'administration.	1,391	-
2	Développer les synergies et les rapprochements entre les divers centres de formation du «grand Etat».	0,074	-
3	Redéfinir clairement les rôles, missions et responsabilités entre l'office du personnel de l'Etat, les ressources humaines départementales et les services.	0,722	-
8	Rendre obligatoire d'accepter les demandes de travail à temps partiel, sauf dérogation du Conseil d'Etat. La compensation du poste est du ressort du conseiller d'Etat de chaque département.	0,772	-

Mesure n°	Libellés	Fonctionnement (en millions)	Investissement (en millions)
10	Standardiser les organigrammes départementaux, harmoniser et réduire en nombre et en dimension les échelons hiérarchiques des états-majors des départements.	0,150	-
12	Diminuer drastiquement le recours à des consultants externes et s'appuyer davantage sur les compétences d'expertise existant au sein de l'Etat.	5,010	2,300
16	Réduire de 25% en quatre ans les dépenses globales de communication (postes et publications).	1,047	-
17	Limiter le nombre de communiqués et d'annonces que l'Etat publie dans les quotidiens et utiliser la FAO.	0,081	-
24	Lutter contre la surconsommation et l'accroissement de demandes abusives suite aux rabais obtenus.	1,000	-
32	Diminuer de 25% les commissions officielles (CODOF) et le nombre d'observatoires au sein de l'Etat de Genève.	0,500	-
33	Renoncer aux certifications de type ISO non exigées par des dispositions légales, sans renoncer pour autant à une démarche de qualité.	0,023	-
36	Faire disparaître le doublon et regrouper les services d'état-major du département des constructions et des technologies de l'information (DCTI) et du centre des technologies de l'information (CTI).	0,800	-
41	Revoir la teneur des rapports d'accidents et d'expertises pour les policiers (gain de temps).	0,100	-
42	Utiliser le matériel scolaire romand.	0,030	-
43	Rééquilibrer le ratio entre le personnel en charge de prestations publiques par rapport au personnel en charge de prestations de moyens.	5,444	-
44	Constituer un nouveau service de protection des mineurs (intégration tuteur général mineurs et service de protection de la jeunesse) dans le cadre de l'office de la jeunesse.	0,650	-
48	Diminuer le nombre de journées d'hospitalisation inappropriées.	2,200	-
49	Introduire un subventionnement quadriennal 2007-2010 des établissements médico-sociaux (EMS) et des établissements pour handicapés (EPH), garanti et bloqué. Suspendre parallèlement les procédures bureaucratiques des demandes de subventions.	14,150	-
50	Recentrer les activités du Service cantonal d'avance et de recouvrement des pensions alimentaires (SCARPA) sur les avances et le recouvrement des pensions alimentaires pendant une durée de 3 ans.	6,650	-
51	Créer une inspection cantonale du travail regroupant l'office cantonal de l'inspection et des relations du travail (OCIRT) et l'office de la main-d'œuvre étrangère (OME) et élargir sa mission à la lutte contre le travail au noir.	0,450	-
52	Introduire, par étapes successives, le revenu déterminant unifié pour diverses prestations sociales sur la base des déclarations fiscales de l'année précédente.	9,050	-
56	Décloisonner les services (service des autorisations et patentes, office cantonal de l'inspection du commerce, service de protection de la consommation) et reventiler les prestations.	0,050	-
58	Mettre en place un centre unique de gestion du contentieux de l'Etat.	0,190	-

Mesure n°	Libellés	Fonctionnement (en millions)	Investissement (en millions)
60	Centraliser les flux de liquidités au sein de la trésorerie générale (caisse centralisée).	6,000	-
63	Effectuer les remboursements d'impôts par virements bancaires, afin de diminuer les frais de traitement.	0,500	-
66	Percevoir les intérêts financiers pour l'impôt sur les personnes physiques, en application de la loi.	1,500	-
73	Réduire les standards de construction des ouvrages publics.	-	1,990
Total par catégories (fonctionnement et investissements)		58,534	4,290
Total général (fonctionnement + investissement)		62,824	

Liste des mesures (P2) ayant eu un impact sur l'exercice 2007

Mesure n°	Libellés	Fonctionnement (en millions)	Investissement (en millions)
2	Regrouper au sein d'un pool du personnel à disposition du Conseil d'Etat pour des renforts temporaires	0,060	-
4	Facturer les prestations de services fournies par des fonctionnaires selon un taux horaire unifié en fonction du statut de l'intervenant	0,767	-
11	Rationaliser les moyens de déplacements des collaborateurs itinérants	0,010	-
13	Vendre les biens immobiliers que l'intérêt public n'impose pas de conserver	11,000	-
16	Redimensionner l'Inspection cantonale du feu	0,463	-
17	Augmenter l'émolument perçu pour les rapports de police destinés aux assurances	0,012	-
19	Revoir le règlement sur l'assistance juridique (droit civil)	0,634	-
20	Optimiser le recouvrement des contraventions	1,000	-
38	S'assurer que le montant des émoluments couvre les charges réelles (coûts de personnel, dépenses générales et 15 % de frais d'infrastructure)	3,088	-0,050
47	Fusionner le Service sécurité - salubrité de la Police des constructions et le service identique de la Sécurité civile	0,158	-
Total par catégories (fonctionnement et investissements)		17,191	-0,050
Total général (fonctionnement + investissement)		17,141	

NOTES

PROJETS DE LOI

Projet de loi approuvant le compte administratif de l'Etat de Genève et de la gestion du Conseil d'Etat pour l'année 2007

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève
décrète ce qui suit :

vu les articles 80 et 82 de la constitution;

vu la loi établissant le budget administratif de l'Etat de Genève pour l'année 2007, du 15 décembre 2006 ;

vu le compte d'Etat de la République et canton de Genève et le rapport de gestion du Conseil d'Etat pour l'année 2007,

Art. 1 Compte administratif

¹ Le compte administratif de l'Etat de Genève pour 2007 est annexé à la présente loi.

Art. 2 Fonctionnement

¹ Les charges s'élèvent à 6 933 126 089,03 F et les revenus à 7 719 208 861,86 F hors imputations internes et subventions redistribuées.

² L'excédent de revenus s'élève à 786 082 772,83 F et à 743 275 426,84 F avant dotations et dissolutions de provisions.

Art. 3 Investissements

¹ Les dépenses d'investissement sont arrêtées à 624 345 403,29 F et les recettes à 238 925 316,90 F.

² Les investissements nets s'élèvent à 385 420 086,39 F.

Art. 4 Réserve conjoncturelle

Il est attribué à la réserve conjoncturelle, après détermination du résultat, 393 041 386,42 F, soit la moitié de l'excédent des revenus du compte de fonctionnement.

Art. 5 Approbation de la gestion du Conseil d'Etat

La gestion du Conseil d'Etat pour l'année 2007 est approuvée.

Certifié conforme
Le chancelier d'Etat : Robert Hensler

Compte administratif 2007

Compte 2007 Budget 2007 Compte 2006

Fonctionnement

Revenus (Hors imputations
internes et subventions à redistribuer)

7'719'208'861.86 6'562'883'689 7'144'785'004.99

Charges (Hors imputations
internes et subventions à redistribuer)

6'933'126'089.03 6'753'971'454 6'939'435'777.78

Résultat net

786'082'772.83 **-191'087'765** **205'349'227.21**

Résultat net hors provisions

743'275'426.84 -422'528'265 127'011'057.98

Investissement

Recettes

(Hors imputations internes)

238'925'316.90 277'816'873 54'329'619.65

Dépenses

(Hors imputations internes)

624'345'403.29 532'126'068 453'844'840.26

Investissements nets

385'420'086.39 **254'309'195** **399'515'220.61**

Projet de loi ouvrant au Conseil d'Etat divers crédits supplémentaires, complémentaires et extraordinaires pour l'exercice 2007

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève
décrète ce qui suit :

Art. 1

¹ Il est ouvert au Conseil d'Etat pour l'exercice 2007:

a) divers crédits supplémentaires et extraordinaires pour les comptes de fonctionnement pour un montant de :	454'597'872.80 F
b) divers crédits complémentaires et extraordinaires pour les comptes d'investissements pour un montant de :	20'737'098.83 F
soit au total	<u><u>475'334'971.63 F</u></u>

² Les crédits complémentaires ne sont pas ouverts pour les investissements dont les tranches annuelles de trésorerie, prévues au budget, sont dépassées.

Art. 2

Il est justifié de ces crédits supplémentaires, complémentaires et extraordinaires au compte d'Etat 2007.

Certifié conforme

Le chancelier d'Etat: Robert Hensler

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames et
Messieurs les députés,

Nous soumettons à vos délibérations l'ensemble des crédits supplémentaires, complémentaires et extraordinaires.

Il convient de rappeler que les dépassements de crédits tels qu'ils vous sont présentés comprennent toutes les charges y compris les provisions, les amortissements et les irrécouvrables. Les dépassements de crédits atteignent globalement 454,6 millions pour les comptes de fonctionnement et 20,7 millions pour les comptes d'investissements (ces montants s'entendent sans compensation au sein des mêmes natures).

Si l'on soustrait du compte de fonctionnement les dépassements relatifs aux provisions, aux amortissements et aux irrécouvrables - qui sont de l'ordre de 323,9 millions de francs - les dépassements de crédits représentent alors 130,7 millions.

Vous trouverez, ci-après, deux listes séparées :

- la première regroupe les dépassements de crédits ayant fait l'objet d'une acceptation de la commission des finances en cours d'exercice, conformément à la loi sur la gestion administrative et financière de l'Etat . Ces dépassements représentent un montant de 30,8 millions (alors que 58,8 millions avaient été autorisés) pour le fonctionnement et les investissements;

- la seconde est relative aux dépassements de crédits qui n'ont pas été soumis à la commission des finances. Ces dépassements représentent un montant de 444.5 millions pour le fonctionnement et les investissements

- Les principaux dépassements pour les comptes de fonctionnement sont :
 - 44,1 millions pour les intérêts sur emprunts (compensés partiellement sur les emprunts à court terme),
 - 5,3 millions sur les amortissements suite au transfert d'actifs décalé au 31 décembre 2007 des transports collectifs (non monétaire),
 - 6,4 millions sur les amortissements suite au transfert d'actifs décalé au 1^{er} juillet 2007 de l'aéroport international de Genève (non monétaire),
 - 7,3 millions pour la provision sur risques auprès des opérations banque cantonale et fondation de valorisation (non monétaire),
 - 99,6 millions pour la provision sur débiteurs auprès de l'AFC (non monétaire),
 - 22,8 millions pour la provision des heures supplémentaires de la Police (non monétaire),

- 5,6 millions pour la provision des sites contaminés (non monétaire),
 - 25,4 millions pour la provision auprès de la DGAS (non monétaire),
 - 16,3 millions pour la provision à l'OCPA (non monétaire)
 - 53,6 millions pour la provision au SAM (non monétaire),
 - 63,9 millions sur les créances irrécouvrables auprès de l'AFC,
 - 12,8 millions pour la part versée au fonds d'équipement communal,
 - 2,6 millions pour les prestations complémentaires fédérales (PCF) - OCPA,
 - 3,4 millions sur les créances irrécouvrables des assurés à ressources modestes auprès du SAM
 - 17,00 millions pour la subvention au FEC.
- Les principaux dépassements pour les comptes d'investissements sont :
- 4,1 millions pour la nouvelle ligne de tram section Lancy,
 - 3,2 millions pour les travaux du Tramway Cornavin-Meyrin-Cern lot 2,
 - 3,9 millions pour la tranchée couverte de Meyrin du Tramway Cornavin-Meyrin-Cern,
 - 2,8 millions pour les rénovations et transformations des immeubles de l'enseignement secondaire,
 - 2,8 millions pour les frais d'études pour réseau des transports publics.

Il convient par ailleurs de rappeler que les dépassements peuvent être compensés par des revenus ou des économies réalisées sur :

- des natures identiques au sein du département,
- des natures différentes mais appartenant à la même catégorie de charges au sein d'un centre de responsabilité.

Ainsi au niveau des charges de l'Etat, le dépassement sur les comptes de fonctionnement s'élève à 179,2 millions y compris les provisions, les amortissements et les irrécouvrables.

Au bénéfice des explications données, nous vous remercions, Mesdames et Messieurs les députés, d'approuver le présent projet de loi.

Annexes :

- Tableau "Crédits supplémentaires, complémentaires et extraordinaires - soumis et approuvés par la Commission des Finances"
- Tableau "Crédits supplémentaires, complémentaires et extraordinaires - non soumis à la Commission des Finances"

CREDITS SUPPLEMENTAIRES, COMPLEMENTAIRES ET EXTRAORDINAIRES (1)
Soumis et approuvés par la Commission des Finances

C.R.	Nature	Libellé	Budget 2007	Comptes 2007	Dépassement	dont autorisé
		FONCTIONNEMENT (1)			30'305'672.50	58'401'449
ETAT 30		Charges de personnel, rattrapage CIA	1'916'739'570	1'925'229'921.01	8'490'351.01	24'702'306
ETAT 30		Rattrapage de cotisations & intérêts moratoires indemnités Corps de Police				1'545'909
03210000 30		Charges de personnel - le rattrapage CIA se monte à 1.50 mios	331'136'429	338'822'753.36	7'686'324.36	3'499'862
ETAT 31		Dépenses générales - montants des dépassements uniquement	36'150'868	41'604'773.42	5'453'905.42	13'872'988
02080000 31		Dépenses générales - AFC	2'751'034	3'809'311.34	1'058'277.34	1'294'000
08075100 31		Dépenses générales - Service autorisations et patentes	103'798	345'559.17	241'761.17	149'795
02030200 338		Constitution de provisions pour risques et charges	-	31'632.30	31'632.30	31'632
ETAT 36		Subventions accordées - Indexation complémentaire de 0.2%	3'037'836'553	3'021'138'457.88	-	4'259'000
05040000 36507251		Location pour l'office mondial du commerce, 15 rue Rothschild	1'200'000	861'063.00	-	930'360
02030200 36600103		Remise de cotisations AVS	-	158'703.20	158'703.20	156'632
03320000 366		Allocations d'études	38'961'000	39'588'983.32	627'983.32	1'322'000
08075100 36604001		Remboursement taxes	-	720'000.00	720'000.00	680'000
05060000 36607750		Subventions au logement social	37'000'000	37'384'459.45	384'459.45	493'305
05060000 36607950		Allocations de logement du secteur subventionné	10'000'000	10'935'972.45	935'972.45	1'008'000
03310000 36608001		Frais de placements	7'880'000	9'219'789.80	1'339'789.80	1'060'000
05060000 36608150		Subventions pour habitations mixtes	5'000'000	6'158'029.60	1'158'029.60	1'253'000
06035100 36700402		Participation lignes TC Conseil Général 74 (GLCT)	175'000	2'193'483.08	2'018'483.08	2'142'660
		INVESTISSEMENTS (1)			529'022.70	465'031
12010000 51600123		Acquisition de mobilier, matériel	-	58'760.95	58'760.95	55'031
12010000 51604900		Achat de matériel, logiciels et prestations informatiques	-	135'666.75	135'666.75	140'000
03320000 52607100		Prêts aux étudiants et apprentis (écoles diverses)	736'800	1'071'395.00	334'595.00	270'000
		TOTAUX DES DEPASSEMENTS DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENTS (1) SOUMIS ET APPROUVES PAR LA COMMISSION DES FINANCES			30'834'695.20	58'866'480

CREDITS SUPPLEMENTAIRES ET COMPLEMENTAIRES (2)
Non soumis à la Commission des Finances et classés par natures

C. R.	Nature	Libellé	Budget 2007	Comptes 2007	Dépassement
		FONCTIONNEMENT			
02030100	322	Intérêts sur emprunts banques (compensés partiellement sur emprunts à court terme)	287'480'566	331'576'279.34	44'095'713.34
02040000	329	Intérêts rémunérateurs sur impôts - AFC	7'200'000	7'483'886.39	283'886.39
		AMORTISSEMENT DU PATRIMOINE FINANCIER			
03210000	330	Amortissements du patrimoine financier	-	49'076.88	49'076.88
03220000	330	Amortissements du patrimoine financier	-	43'363.63	43'363.63
				5'713.25	5'713.25
		AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF			
03110000	331	Amortissements ordinaires du patrimoine administratif	44'893'137	57'884'019.93	12'990'882.93
05020000	331	Amortissements ordinaires du patrimoine administratif - LDTR loi n°7292 du 25.01.96	-	26'000.00	26'000.00
05080000	331	Amortissements ordinaires du patrimoine administratif	2'000'000	2'686'382.00	686'382.00
06035100	331	Amortissements ordinaires du patrimoine administratif - Transports collectifs	41'767'824	41'946'324.00	178'500.00
06045700	331	Amortissements ordinaires du patrimoine administratif	-	5'341'000.00	5'341'000.00
07099200	331	Amortissements ordinaires du patrimoine administratif - AIGe, suite transfert actif du 1.07.07	1'125'313	1'456'813.93	331'500.93
			-	6'427'500.00	6'427'500.00
		PROVISIONS ET RESERVES			
02010200	338	Provisions - Secrétariat général	55'927'000	297'568'723.65	241'641'723.65
02030300	338	Provisions - Opération BCGe & Fondation de valorisation	-	150'000.00	150'000.00
02040000	338	Provisions - Impôts Etat	-	7'260'537.53	7'260'537.53
02050000	338	Provisions - Personnel Etat	55'000'000	154'598'112.15	99'598'112.15
02094500	338	Provisions - SIRH	-	4'057'061.90	4'057'061.90
02110000	338	Provisions - OSI	-	64'549.12	64'549.12
03110000	338	Provisions - Secrétariat général	-	17'827.62	17'827.62
03210000	338	Provisions - Enseignement primaire	-	7'514.10	7'514.10
03220000	338	Provisions - Cycle d'orientation	-	15'001.50	15'001.50
03230000	338	Provisions - Enseignement secondaire postobligatoire	-	396'000.00	396'000.00
03310000	338	Provisions - Office de la jeunesse	421'000	42'771.04	42'771.04
04010300	338	Provisions - Direction départementale des finances	-	572'748.33	151'748.33
04030500	338	Provisions - SAN	-	13'250.00	13'250.00
04040000	338	Provisions - Corps de police	-	600'000.00	600'000.00
04050200	338	Provisions - Prisons de Champ-Dollon	-	22'783'011.45	22'783'011.45
05060000	338	Provisions - Logement	-	1'457'998.60	1'457'998.60
06010300	338	Provisions - Service financier	-	205'000.00	205'000.00
06035100	338	Provisions - Transports collectifs	2'000	719'970.73	719'970.73
06045700	338	Provisions - Service cantonal de géologie	-	414'963.00	414'963.00
06050400	338	Provisions - Domaine nature & paysage	-	5'606'000.00	5'606'000.00
07010000	338	Provisions - Présidence, secrétariat général	10'000	165'170.95	155'170.95
			50'000	384'864.00	334'864.00

C.R.	Nature	Libellé	Budget 2007	Comptes 2007	Dépassement
		(suite de provisions et réserves)			
07030000	338	Provisions - OCIRT	-	22'500.00	22'500.00
07040100	338	Provisions - OCE Part cantonale	-	1'013'976.55	1'013'976.55
07099000	338	Provisions - Fondation du Palais des expositions	-	200'000.00	200'000.00
07141100	338	Provisions - Direction générale de l'action sociale	-	25'420'833.00	25'420'833.00
07143300	338	Provisions - OCPA	-	16'338'842.00	16'338'842.00
07145100	338	Provisions - SAM	-	53'612'005.00	53'612'005.00
08051100	338	Provisions - Direction générale de la santé	-	932'138.34	932'138.34
14010000	338	Provisions - Administration du pouvoir judiciaire	444'000	496'076.74	52'076.74
339		CREANCES IRRECOURVABLES	58'566'000	127'848'825.30	69'282'825.30
02030200	339	Créances irrécouvrables - Gestion de la trésorerie sur H.G.	5'000	2'364'801.57	2'359'801.57
02040000	339	Créances irrécouvrables - Impôts Etat	55'000'000	118'920'309.09	63'920'309.09
03230000	339	Créances irrécouvrables - Enseignement secondaire postobligatoire	-	11'694.29	11'694.29
05060000	339	Créances irrécouvrables - Logement	715'000	1'392'517.26	677'517.26
06021300	339	Créances irrécouvrables - Direction cantonale de la mensuration officielle	-	6'734.86	6'734.86
06050400	339	Créances irrécouvrables - Domaine nature & paysage	5'000	148'163.95	143'163.95
06060000	339	Créances irrécouvrables - Agriculture	5'000	10'608.25	5'608.25
07030000	339	Créances irrécouvrables - OCIRT	-	136'340.97	136'340.97
07040100	339	Créances irrécouvrables - OCE Part cantonale	-	1'268'833.09	1'268'833.09
07100600	339	Créances irrécouvrables - SCARPA	2'500'000	2'969'629.61	469'629.61
07141100	339	Créances irrécouvrables - Direction générale de l'action sociale	-	50'000.00	50'000.00
08055100	339	Créances irrécouvrables - Service de la protection de la consommation	-	17'412.88	17'412.88
08075100	339	Créances irrécouvrables - Service des autorisations & patentes	45'000	205'217.64	160'217.64
14010000	339	Créances irrécouvrables - Administration du pouvoir judiciaire	291'000	346'561.84	55'561.84
340		PART DES COMMUNES AUX RECETTES	100'000	184'178.50	84'178.50
02040000	340	Part des communes aux recettes	-	45'212.00	45'212.00
06045700	340	Part des communes aux recettes	100'000	138'966.50	38'966.50
02040000	341	CONTRIBUTIONS A DES COMMUNES	-	225'895.05	225'895.05
02040000	343	PART DES COMMUNES TAXES ASSURANCES INCENDIE	3'080'000	3'159'071.60	79'071.60
02040000	344	PART POMPIERS TAXES D'ASSURANCE CONTRE L'INCENDIE	3'080'000	3'159'071.59	79'071.59
02040000	346	COMPENSATION FINANCIERE AUX COMMUNES FRANCAISES	171'661'500	177'934'555.00	6'273'055.00
349		AUTRES PARTS	39'706'000	52'729'492.94	13'023'492.94
02040000	349	Autres parts - Part au fonds d'équipement communal - AFC	33'130'000	45'933'267.29	12'803'267.29
04040000	349	Autres parts	6'576'000	6'796'225.65	220'225.65
07040100	350	CONFEDERATION - OCE, loi sur assurance chômage et indemnité en cas d'insolvabilité	12'550'000	15'051'599.10	2'501'599.10

C.R.	Nature	Libellé	Budget 2007	Comptes 2007	Dépassement
	351	CANTONS	3'643'000	4'470'254.35	827'254.35
03220000	351	Cantons	-	11'1060.00	11'1060.00
03230000	351	Cantons	680'000	693'655.00	13'655.00
03320000	351	Cantons	2'153'000	2'479'805.20	326'805.20
04050100	351	Cantons	580'000	605'053.25	25'053.25
04050200	351	Cantons	230'000	580'680.90	350'680.90
07040900	355	DEDOMMAGEMENTS A DES INSTITUTIONS PIVEES	4'536'000	5'485'201.50	949'201.50
	362	COMMUNES	68'000	82'950.00	14'950.00
05110000	36207011	Service de la protection civile - Instruction	68'000	82'950.00	14'950.00
	363	PROPRES ETABLISSEMENTS	98'900'020	99'875'598.00	975'578.00
07141100	36300101	EPH-établissements socio-éducatifs - personnes handicapées mentales - epse - fonctionnement	12'629'475	12'679'045.00	49'570.00
07142900	36300119	Hospice Général - Fonctionnement	81'170'545	81'324'247.00	153'702.00
05060000	36308050	Subventions tacites - interets dotations fipc- 56-1530101 / 56-4268001	4'000'000	4'697'940.00	697'940.00
05060000	36308051	Subventions tacites - interets dotations fipc- 56-1530201 / 56-4268002	1'000'000	1'044'366.00	44'366.00
07905000	36309910	Fonds de lutte contre la drogue - Actions sociales et ponctuelles	100'000	130'000.00	30'000.00
	364	SOCIETES D'ECONOMIE MIXTE	-	14'464.10	14'464.10
07040200	36400121	Subventions en faveur de la politique du marché du travail	-	14'464.10	14'464.10
	365	INSTITUTIONS PIVEES	113'484'994	118'443'250.33	4'958'256.33
01000100	36500131	Subventions associations diverses - selon demande ICF et compensé par moins-value s/31	-	100'000.00	100'000.00
07141100	36500134	EMS - subvention d'exploitation	85'495'000	85'930'167.50	435'167.50
07141100	36500232	EPH-centre espoir (armée du salut)	1'292'000	1'305'511.00	13'511.00
07141100	36500405	EPH-fondation aigues vertes	5'664'273	5'685'533.00	21'260.00
07141100	36500603	EPH-fondation ensemble	3'085'482	3'098'002.00	12'520.00
07141100	36500702	EPH-foyer handicap	4'475'946	4'502'870.00	26'924.00
07141100	36500802	EPH-association la corolle - communauté de l'arche	486'000	491'183.00	5'183.00
07141100	36500902	EPH-fondation trajets pour l'intégration sociale	1'776'804	1'788'244.00	11'440.00
06010200	36501014	Subventions CGN	1'200'000	1'561'673.65	361'673.65
07141100	36502002	EPH - société genevoise de l'intégration professionnelle d'adolescents et d'adultes - SGJPA	6'934'289	6'953'915.00	19'626.00
05900100	36507012	Associations et sociétés sportives, subventions ordinaires	2'300'000	2'685'100.00	385'100.00
05010000	36507150	Assoc. handicapes architecture urbanisme (hau)	20'000	29'302.00	9'302.00
05900100	36507214	Subventions pour des projets sportifs de moyenne et grande envergure	500'000	4'000'000.00	3'500'000.00
06050400	36508311	Subventions relatives à l'éducation à la nature	10'000	31'210.00	21'210.00
05900100	36508811	Associations et sociétés sportives, aide en faveur des sélections sportives cantonales	200'000	206'500.00	6'500.00
08909800	36509702	Action prévention du jeu	45'200	74'039.18	28'839.18

C.R.	Nature	Libellé	Budget 2007	Comptes 2007	Dépassement
	366	PERSONNES PHYSIQUES	289'150'878	297'720'639.25	8'569'761.25
07100600	36600102	Hospice Général - Prestations	-	700'960.00	700'960.00
07143300	36600114	Prest. complém. fédér. (PCF) - OCPA	248'895'066	251'454'338.10	2'559'272.10
07141100	36600200	Instance d'indemnisation LAVI	990'000	1'095'134.80	105'134.80
14010000	36600215	Traducteurs, témoins experts AJ	124'812	474'911.62	350'099.62
07145100	36600313	Créances irrécouvrables des assurés à ressources modestes	34'500'000	37'910'391.22	3'410'391.22
03310000	36600501	Appui social	191'000	214'723.05	23'723.05
07110500	36600502	Subsides partiels aux assurés à ressources modestes	-	18'671.20	18'671.20
07143300	36600512	Prestations d'assistance	4'450'000	5'851'509.26	1'401'509.26
	367	ETRANGER	1'250'000	1'559'635.00	309'635.00
06027000	36700214	Interreg III	250'000	471'871.00	221'871.00
04900200	36700310	Aide aux missions des pays les moins avancés (PMA)	1'000'000	1'087'764.00	87'764.00
06010200	36900101	SUBVENTIONS PRISES EN CHARGE PAR LE FEC	-17'000'000	-	17'000'000.00
		AUTRES DEPASSEMENTS (inférieurs à F 5'000.-)	4'241'855	4'304'482.50	62'627.50
		TOTAL DES DEPASSEMENTS DES COMPTES DE FONCTIONNEMENT NON SOUMIS A LA COMMISSION DES FINANCES (2)			424'292'200.30

C.R.	Nature	Libellé	Budget 2007	Comptes 2007	Dépassement
		INVESTISSEMENTS - loi budgétaire annuelle (2)			
	511	OUVRAGES DE GENIE CIVIL	16'032'500	28'133'756.70	12'101'256.70
05050500	51107650	Moderation du trafic-participation cantonale	-	14'640.15	14'640.15
05050500	51107655	Travaux divers	150'000	159'237.72	9'237.72
05050300	51107850	Aménagement promenades & pistes cyclables-terrains	-	11'718.80	11'718.80
05050500	51107951	Autoroute construction et travaux lies-travaux	770'000	987'773.47	217'773.47
05050500	51107952	Autoroute construction et travaux lies-terrains	12'500	248'396.85	235'896.85
05050200	51108052	Etudes	-	15'045.55	15'045.55
05050200	51108054	Lancy	-	31'444.00	31'444.00
05050200	51108056	Nouvelle ligne de tram-section Lancy	200'000	4'334'649.91	4'134'649.91
05050200	51108062	Section Acacias	100'000	344'827.14	244'827.14
05050200	51108063	Section Secheron	-	73'772.45	73'772.45
05050200	51108064	TMC-CMS	-	13'000.00	13'000.00
05050200	51108066	TMC-lot 2	14'800'000	17'983'151.95	3'183'151.95
05050200	51108068	TMC-tranchée couverte de Meyrin	-	3'916'098.71	3'916'098.71
	513	BATIMENTS	17'580'000	22'144'975.62	4'564'975.62
05040300	51307250	Rénov. & transformations imm.enseignement primaire	700'000	993'327.75	293'327.75
05040300	51307251	Rénov. & transformations imm.enseignement secondaire	7'500'000	10'338'748.42	2'838'748.42
05040300	51307253	Rénov. & transformations immeubles Universitaires	3'500'000	4'343'877.25	843'877.25
05040300	51307450	Rénovation des façades & toitures-imm. publics	2'870'000	3'290'793.10	420'793.10
05040300	51308150	Construction, aménagement-immeubles locatifs	710'000	784'279.65	74'279.65
05040300	51308250	Rénovation et transformations-immeubles locatifs	2'000'000	2'015'713.75	15'713.75
05040300	51308350	Rénovation chaufferies-immeubles locatifs	300'000	378'235.70	78'235.70
	514	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENTS	4'000'000	4'637'609.00	637'609.00
08063000	51400102	Propres établissements	-	360'000.00	360'000.00
05040300	51407150	Subventions construction batim.scolaires communaux	4'000'000	4'277'609.00	277'609.00
	516	MOBILIER, MACHINES, VEHICULES ET EQUIPEMENTS	224'400	327'149.55	102'749.55
04050500	51603100	Remplacement de matériel, machines	29'650	41'173.00	11'523.00
03210000	51603200	Remplacement de matériel et machines pédagogiques	139'750	173'876.70	34'126.70
07040200	51600301	Acquisition de matériel	55'000	105'305.10	50'305.10
11010100	51604900	Achat de matériel, logiciels et prestations informatiques	-	6'794.75	6'794.75

C.R.	Nature	Libellé	Budget 2007	Comptes 2007	Dépassement
	518	ETUDES			
06035000	51807152	Frais d'études pour réseau des transports publics	3'000'000	5'788'795.31	2'788'795.31
		AUTRES DEPASSEMENTS (inférieurs à F 5'000.-)	1'093'300	1'105'989.95	12'689.95
		TOTAL DES DEPASSEMENTS DES COMPTES D'INVESTISSEMENTS NON SOUMIS A LA COMMISSION DES FINANCES (2)			20'208'076.13
		TOTAL GENERAL (2)			444'500'276.43

TOTAL GENERAL DU FONCTIONNEMENT (1) + (2)

454'597'872.80

TOTAL GENERAL DES COMPTES D'INVESTISSEMENTS (1) + (2)

20'737'098.83

TOTAL GENERAL DES CREDITS SUPPLEMENTAIRES, COMPLEMENTAIRES ET EXTRAORDINAIRES

475'334'971.63

Projet de loi présentant le bouclage de diverses lois d'investissements

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève
décrète ce qui suit :

Art. 1 Bouclage

Les lois énumérées ci-après relevant du train annuel de lois d'investissement sont bouclées avec effet au 31 décembre 2007.

Rubrique	Libellé	Budget 2007	N° de la loi	Date	Montant voté	Cumul des dépenses au 31.12.2007	Disponible
03.23.11.00 (anc.34.11.00)	Ecole des arts décoratifs						
536.00201	Projet de loi ouvrant un crédit d'investissement pour l'acquisition d'équipement pédagogique et administratif nécessaires au projet CMM		8605	28.06.2002	320'000	316'660.50	3'339.50
05.08.00.00	CTI						
536.04900	Projet de loi ouvrant un crédit d'investissement pour l'acquisition d'équipement pédagogique et administratif nécessaires au projet CMM		8605	28.06.2002	750'000	607'637.13	142'362.87
05.04.03.00	Division de la maintenance						
513.07251	Projet de loi ouvrant un crédit d'investissement pour l'acquisition d'équipement pédagogique et administratif nécessaires au projet CMM		8605	28.06.2002	330'000	222'531.00	107'469.00
03.26.00.00 (anc.35.00.00)	Université de Genève						
553.00300	Programme tripartite arc lémanique "Science-vie-société"	750'000	8323	15.12.2000	12'000'000	12'000'000.00	0.00
03.26.00.00 (anc.35.00.00)	Université de Genève						
553.00400	Mise en œuvre de la comptabilité analytique	425'000	8324	15.12.2000	2'255'000	2'626'392.00	-371'392.00
05.08.00.00	CTI						
538.04901	Projet "Cyber-administration-élaboration d'un concept global de l'Etat de Genève"		8593	10.08.2002	600'000	590'760.57	9'239.43
05.08.00.00	CTI						
536.04900	Projet d'inventaire cantonal des déchets	7'464	8598	20.09.2002	400'000	395'975.90	4'024.10
06.02.13.00	Service de la mensuration officielle						
539.07101	Accélération du renouvellement des mensurations officielles et du plan d'ensemble		7139	16.12.1994	11'000'000	10'990'452.27	9'547.73
Total		1'182'464			27'655'000	27'750'409.37	-95'409.37

Art. 2 Loi sur la gestion administrative et financière de l'Etat

La présente loi est soumise aux dispositions de la loi sur la gestion administrative et financière de l'Etat de Genève, du 7 octobre 1993.

Certifié conforme

Le chancelier d'Etat : Robert Hensler

EXPOSÉ DES MOTIFS

Mesdames et
Messieurs les députés,

Conformément aux vœux exprimés par la commission des finances, vous trouverez, ci-après, un bref exposé des motifs présenté dans le cadre de l'utilisation des crédits votés pour chacune des lois proposées au bouclement.

PL 8605 : Projet de loi ouvrant un crédit d'investissement de 1'400'000 F, pour l'acquisition d'équipements pédagogiques et des travaux d'aménagements nécessaires au projet concepteur-trice multimédia, niveau CFC avec maturité professionnelle intégrée (école d'arts appliqués de l'école des arts décoratifs).

Rubrique	Libellé	Budget 2007	N° de la loi	Date	Montant voté	Cumul des dépenses au 31.12.2007	Disponible
03.23.11.00 (anc.34.11.00)	Ecole des arts décoratifs						
536.00201	Projet de loi ouvrant un crédit d'investissement pour l'acquisition d'équipement pédagogique et administratif nécessaires au projet CMM		8605	28.06.2002	320'000	316'660.50	3'339.50
05.08.00.00	CTI						
536.04900	Projet de loi ouvrant un crédit d'investissement pour l'acquisition d'équipement pédagogique et administratif nécessaires au projet CMM		8605	28.06.2002	750'000	607'637.13	142'362.87
05.04.03.00	Division de la maintenance						
513.07251	Projet de loi ouvrant un crédit d'investissement pour l'acquisition d'équipement pédagogique et administratif nécessaires au projet CMM		8605	28.06.2002	330'000	222'531.00	107'469.00

Sur mandat de la Direction générale de l'enseignement postobligatoire, le groupe de travail de l'école des arts décoratifs a élaboré un concept pour l'apprentissage plein temps école débouchant sur l'obtention d'un certificat fédéral de capacité de concepteur-trice en multimédia.

Basé sur les prescriptions du règlement provisoire de la formation datée de janvier 1998 et entré en vigueur à Genève à la rentrée scolaire 2001, la formation de conception multimédia a permis à une quinzaine d'élèves par année d'obtenir leur certificat fédéral de capacité.

Le canton de Genève à la suite des cantons de Vaud et Fribourg qui ont démarré cette formation à l'automne 2000, maintient depuis cet apprentissage plein temps dans son offre de formation.

Cette formation, précédée d'une année de classe préparatoire et initialement prévue en 4 ans, ne se déroule à Genève que sur 3 ans de formation professionnelle pour des raisons conjoncturelles négociées par les directions successives de l'établissement scolaire et en accord avec la Direction générale. S'appuyant entre autre sur la possibilité offerte par un maître d'apprentissage, en l'occurrence la direction de l'école des arts décoratifs, de faire gagner une année de formation si jugé pertinent par celle-ci. Ainsi, sur les 750'000 F prévus initialement pour l'équipement informatique, seuls 608'000 F ont été utilisés.

Transformation et aménagement des locaux rue Necker

Pour accueillir les apprenants de ces classes et pour tenir compte de l'augmentation du nombre d'apprenants concepteur-trices multimédia constatée à ce jour, de nouveaux locaux étaient nécessaires.

La Loi 8605 a permis la transformation et l'aménagement de locaux situés au 2, rue Necker, 1201 Genève. 4 ateliers et laboratoires informatiques et audio-visuels ont été créés offrant une capacité d'accueil de 54 apprenants à plein temps école.

Le montant final des travaux réalisés par le DCTI est de 222'531 F. Des simplifications d'exécution lors des travaux a permis une économie de 107'469 F par rapport à une estimation initiale de 330'000 F.

Equipements et mobilier

L'aménagement en mobilier a été effectué successivement pour l'ensemble des locaux.

La loi 8605 a permis ainsi de mettre à disposition des utilisateurs, un mobilier fonctionnel et uniforme.

Pour couvrir les domaines professionnels décrits dans le règlement et répondre aux exigences fixées, l'acquisition de nouveaux équipements informatiques a été nécessaire.

Ceux-ci ont pu être commandés régulièrement, au fur et à mesure de l'occupation des locaux, grâce à la Loi 8605. Ces acquisitions progressives ont permis de disposer de matériel performant, correspondant aux derniers développements de la technologie.

Subventions

Cette loi a permis d'inscrire 185'620 F. aux recettes de l'Etat au titre des subventions OFFT.

PL 8323 : Projet de loi ouvrant un crédit au titre de subvention cantonale d'investissement de 12'000'000 F pour la mise en œuvre à l'Université de Genève du programme arc lémanique entre l'Université de Genève, l'Université de Lausanne et l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne.

Rubrique	Libellé	Budget 2007	N° de la loi	Date	Montant voté	Cumul des dépenses au 31.12.2007	Disponible
03.26.00.00 (anc.35.00.00)	Université de Genève						
553.00300	Programme tripartite arc lémanique "Science-vie-société"	750'000	8323	15.12.2000	12'000'000	12'000'000.00	0.00

Le programme « Sciences-Vie-Société »

Lancé le 3 juillet 2001 par un accord entre l'Université de Genève, L'Université de Lausanne et l'EPFL, le programme de collaboration lémanique *Sciences, Vie, Société* (SVS) est le plus important projet de coopération et de restructuration interuniversitaire de Suisse. Il a été signé le 3 juillet 2001 par les responsables des trois institutions et s'achèvera en juillet 2008. On rappelle ci-dessous les principales réalisations du projet, notamment pour ce qui concerne l'université de Genève.

Au préalable, il convient de rappeler que le projet de loi définissant la participation financière du Canton de Genève au projet (PL 8323) a été voté par le parlement le 15 décembre 2000. Il fixe un crédit de 12 millions de francs réparti sur plusieurs années et qui prend fin en décembre 2007. D'autres contributions ont permis au projet SVS de se développer, notamment celle de la Conférence universitaire suisse (CUS) pour 18 millions de francs, celle du Conseil des écoles polytechniques fédérales pour 62 millions, ou encore celle du Canton de Vaud qui a mis à disposition du programme le budget libéré par les restructurations internes entreprises. Les fondations Louis-Jeantet et Leenaards ont également injecté 10 millions de francs dans le projet. Les moyens conséquents accordés au programme porté par les trois hautes écoles lémaniques ont contribué au développement de réalisations universitaires ambitieuses dont voici les principaux aspects concernant l'Université de Genève :

Dans le domaine des sciences de la vie (Médecine, Biologie, Pharmacie) :

- Avec le Pôle de génomique fonctionnelle (PGF), les trois Hautes écoles universitaires lémaniques ont développé un programme scientifique commun pour promouvoir des retombées positives des récentes découvertes en génétique pour la société, notamment pour la lutte contre les maladies.
- Dans le cadre du PGF ; une plateforme d'analyse des gènes (*DNA array facility*) est installée au CMU à Genève pour les chercheurs de Genève et de Lausanne.
- Les trois Hautes écoles universitaires se sont associées aux deux hôpitaux universitaires pour créer le Centre d'imagerie biomédicale (CIBM). Réparti entre Lausanne et Genève, ce centre est le plus moderne d'Europe. Il est destiné à la fois à la recherche scientifique et aux soins des malades dans les hôpitaux.
- L'école romande de pharmacie répartie précédemment entre Genève et Lausanne a été regroupée à Genève (Sciences II) à partir de la rentrée académique 2004-2005. Sous le nom d'École de pharmacie Genève-Lausanne, elle devient en la matière l'une des dix écoles les plus importantes d'Europe.

Dans les sciences humaines et sociales :

- Le pôle de recherche et d'enseignement « Intégration, régulation et innovation sociale » (IRIS) créé entre Genève et Lausanne apporte les nouvelles connaissances nécessaires à la compréhension et à la maîtrise des bouleversements suscités par le progrès technologique rapide et la globalisation. Il a permis de créer une dizaine de nouvelles formations académiques. A Genève, le programme IRIS a par exemple contribué à la création du Centre universitaire de droit international humanitaire et du Centre inter facultaire de bioéthique. Ces deux centres ont d'ores et déjà acquis une grande renommée.
- L'Université de Genève a également apporté ses compétences pour la création du Collège des humanités (CDH) à l'EPFL, un programme d'études en sciences humaines et sociales intégré au cursus de tous les étudiants durant leurs trois années de bachelor et leur première année de master.

Le programme SVS a obtenu la meilleure évaluation de tous les programmes de ce type en Suisse selon une étude menée par des experts mandatés par la Confédération.

PL 8324 : Projet de loi ouvrant un crédit au titre de subvention cantonale d'investissement de 2'255'000 F pour la mise en œuvre du modèle fédérale de comptabilité analytique (MCA).

Rubrique	Libellé	Budget 2007	N° de la loi	Date	Montant voté	Cumul des dépenses au 31.12.2007	Disponible
03.26.00.00 (anc.35.00.00)	Université de Genève						
553.00400	Mise en œuvre de la comptabilité analytique	425'000	8324	15.12.2000	2'255'000	2'626'392.00	-371'392.00

Avec ce projet de loi, l'Université est dotée de deux outils:

- La comptabilité analytique permettant de suivre les projets dans l'ERP financier. Ces projets peuvent être transversaux entre diverses structures et diverses natures comptables.
- La comptabilité analytique visant à mesurer les coûts par étudiant et par diplôme. Elle permet de faire des comparaisons entre toutes les écoles suisses.

En parallèle, ce projet de loi nous a tout d'abord permis d'adapter l'ERP financier au passage aux normes IAS, puis IPSAS et DiCo-GE, notamment sur le paramétrage de la gestion des biens et leurs activations et également d'effectuer toutes les autres adaptations et évolutions nécessaires à l'évolution de l'ERP.

La Confédération a alloué un crédit additionnel de 451'175 frs. Ce crédit a permis à l'Université de couvrir les 371'392 frs de dépenses supérieures à celles initialement prévues dans le projet.

PL 8593 : Projet de loi ouvrant un crédit d'investissement de 600'000 F, pour le projet "Cyber-administration-élaboration d'un concept global de l'Etat de Genève".

Rubrique	Libellé	Budget 2007	N° de la loi	Date	Montant voté	Cumul des dépenses au 31.12.2007	Disponible
05.08.00.00	CTI						
538.04901	Projet "Cyber - administration - élaboration d'un concept global de l'Etat de Genève"		8593	10.08.2002	600'000	590'760.57	9'239.43

Le projet d'administration en ligne (cyberadministration) constitue un projet de société pour le service public devant permettre de franchir une étape déterminante : permettre aux citoyens et aux entreprises d'initier et de recevoir à distance - par internet - des procédures de l'administration (par exemple un changement d'adresse, une demande d'autorisation, un extrait officiel, etc.). La chancellerie, en étroite collaboration avec le centre des technologies de l'information (ci-après CTI) a conduit ses travaux en vue de réaliser une étude globale et un pilote illustrant de quelle manière l'administration en ligne est en mesure de répondre aux attentes des citoyens, des entreprises et du gouvernement.

Le concept s'est orienté autour des axes suivants :

- développer l'accès aux prestations de l'administration par la mise en œuvre du guichet universel et d'un guichet virtuel accessible en ligne,
- définir une architecture transversale, basée sur la plateforme de vote par internet, qui puisse recevoir l'ensemble des applications futures,
- définir un mécanisme de gouvernance qui permette à chacun des acteurs (Conseil d'Etat, départements, CTI, usagers de l'AeL) d'être représenté et de définir l'ordre de priorité dans la mise en œuvre des prestations.

Pour ce faire cette étude a dégagé les points suivants :

- inventorier les services pouvant être offerts,
- identifier les bases légales à adapter pour pouvoir offrir des prestations en ligne,
- identifier les moyens de consultation pour les différents publics-cibles de l'AeL et permettre l'utilisation d'internet à tous (y compris les personnes malvoyantes, âgées),
- identifier les moyens à mettre en œuvre pour assurer la sécurité des transactions réalisées dans le cadre de l'administration en ligne,
- évaluer les impacts organisationnels de la mise en œuvre d'une administration en ligne,
- évaluer, sur la base d'exemples suisses ou étrangers, les retours sur investissement possible sous forme soit d'économie de fonctionnement, de dépenses évitées, soit encore de recettes nouvelles.

Sur la base des résultats de cette étude, un projet de loi a été élaboré en vue de mettre à disposition des citoyens et des entreprises genevoises diverses prestations en ligne.

PL 8598 : Projet de loi ouvrant un crédit d'investissement de 400'000 F, pour le projet d'inventaire cantonal des déchets

Rubrique	Libellé	Budget 2007	N° de la loi	Date	Montant voté	Cumul des dépenses au 31.12.2007	Disponible
05.08.00.00	CTI						
536.04900	Projet d'inventaire cantonal des déchets	7'464	8598	20.09.2002	400'000	395'975.90	4'024.10

Le projet de loi 8598 avait pour objectif de développer le système d'information des déchets du canton qui repose principalement sur les trois applications suivantes :

- l'inventaire cantonal des déchets qui constitue le "socle" du système,

- la gestion des déchets de chantier,
- le suivi et le monitoring du programme "écologie au travail".

L'inventaire cantonal des déchets

Le service des déchets dispose d'un outil permettant d'établir d'une part, des rapports statistiques conformes notamment aux exigences fédérales et cantonales et, d'autre part, de mieux contrôler les filières d'élimination des déchets.

L'application inventaire des déchets (APLID) permet la collecte et l'exploitation informatisée des données statistiques sur les déchets produits dans le canton de Genève. Elle permet une simplification du travail tant de l'administration que des fournisseurs d'information (entreprises privées et communes) en offrant la possibilité de transmettre leurs données directement via Internet et d'y accéder en tout temps plutôt que de remplir des formulaires papier qui devaient ensuite être saisis dans le système informatique par le service de géologie, sols et déchets (GESDEC). L'application offre également la possibilité à chaque fournisseur de données de disposer de rapports récapitulatifs concernant sa propre situation.

L'application de gestion des déchets de chantier

Ce volet de l'application permet de suivre :

- les intervenants de la filière (transporteurs de déchets de chantier, repreneurs de déchets),
- les chantiers en cours de réalisation,
- les prévisions de production de déchets des chantiers,
- les statistiques réelles de production de déchets d'un chantier.

Le suivi et le monitoring du programme "écologie au travail"

Le système permet :

- d'avoir un référentiel pour l'équipe d'écologie au travail et les personnes de contact dans tous les départements de l'administration,
- de mettre à disposition un site de renseignements pour les statistiques d'achat et/ou de consommation des indicateurs (piles, papiers...) (Gestion des indicateurs),
- de répertorier les collaborateurs (Gestion des acteurs), les entités administratives (Gestion des entités administratives) et les bâtiments (Gestion des bâtiments) de l'Etat.

7139 : Loi ouvrant un crédit d'investissement de 11'000'000 F destiné à financer le renouvellement des mensurations cadastrales officielles et du plan d'ensemble du service du cadastre.

Rubrique	Libellé	Budget 2007	N° de la loi	Date	Montant voté	Cumul des dépenses au 31.12.2007	Disponible
06.02.13.00	Service de la mensuration officielle						
539.07101	Accélération du renouvellement des mensurations officielles et du plan d'ensemble		7139	16.12.1994	11'000'000	10'990'452.27	9'547.73

Cette loi a permis de réaliser les objectifs suivants :

- numériser la totalité du canton, seul 61 % du territoire était en base de données en 1994;
- réactualiser le Plan d'ensemble, certains plans n'avaient plus été mis à jour depuis plus de 25 ans;
- réaliser des premiers relevés des zones graphiques Dufour;
- renouveler les réseaux de points fixes non conformes aux exigences fédérales;
- acquérir les orthophotographies pour la mise à jour périodique des données cadastrales (notamment de la couverture du sol);
- numériser les données des mensurations semi-graphiques.

Au bénéfice de ces explications, nous vous remercions, Mesdames et Messieurs les députés, de réserver un bon accueil au présent projet de loi.

TABLEAUX

BILAN

ACTIF		31 décembre 2007		31 décembre 2006	
PATRIMOINE FINANCIER		14'237'007'691.55		12'837'610'076.09	
10	DISPONIBILITES	211'897'470.50		58'610'799.03	
	100 Caisse		2'621'022.97		4'997'799.76
	101 Chèques postaux		106'485'718.75		15'965'219.65
	102 Banques		102'790'728.78		37'647'779.62
11	AVOIRS	3'085'554'581.94		3'296'893'272.65	
	110 Accréditifs		49'684.80		47'642.00
	111 Comptes courants		24'877'798.92		89'198'319.06
	112 Impôts à encaisser		2'045'752'426.49		2'214'046'031.81
	114 Subventions de collectivités publ.		17'117.90		146'052.60
	115 Autres débiteurs		601'937'855.38		497'540'251.20
	117 Comptes d'ordre		3'631'567.27		2'540'331.10
	119 Autres créances		409'288'131.18		493'374'644.88
12	PLACEMENTS	1'569'177'758.55		1'514'731'390.08	
	120 Valeurs à revenu fixe		20'981'018.69		20'305'558.60
	121 Actions et parts sociales		326'013'240.25		276'931'697.65
	122 Prêts		57'433'154.98		56'981'544.34
	123 Immeubles et terrains		1'153'109'639.00		1'149'096'471.35
	125 Marchandises et approv.		4'464'610.43		4'140'022.94
	129 Autres placements		7'176'095.20		7'276'095.20
13	ACTIFS TRANSITOIRES	9'370'377'880.56		7'967'374'614.33	
	130 Intérêts		4'823'111.84		23'840'606.80
	131 Loyers, fermages et redevances		0.00		541'345.29
	137 TVA impôt préalable		723'208.71		0.00
	138 Estimations fiscales		9'247'320'967.87		7'845'042'540.32
	139 Autres comptes transitoires		117'510'592.14		97'950'121.92
PATRIMOINE ADMINISTRATIF		4'909'909'071.65		4'806'306'511.10	
14	INVESTISSEMENTS	3'266'091'262.46		3'353'716'765.99	
	140 Terrains non bâtis		65'743'100.90		64'096'286.90
	141 Ouvrages de génie civil		791'291'219.24		866'826'652.66
	143 Terrains bâtis		1'816'048'173.54		1'845'717'372.69
	144 Autres investissements		158'331'991.30		158'251'925.95
	145 Forêts		10'017'657.11		9'772'898.71
	146 Mobilier, machines, véhicules		325'667'204.01		331'514'217.53
	148 Etudes		93'334'782.55		71'998'610.19
	149 Autres biens		5'657'133.81		5'538'801.36
15	PRETS/PART. PERM., DOT.	1'158'762'084.24		1'070'339'405.17	
	153 Propres établissements		977'923'977.84		889'346'083.14
	154 Sociétés d'économie mixte		157'696'442.03		157'875'510.73
	155 Institutions privées		15'704'491.77		16'428'213.65
	156 Personnes physiques		7'366'017.45		6'689'597.65
	159 Corporations de droit public		71'155.15		0.00
16	SUBV. D'INVEST. ACCORDEES	457'994'466.95		354'834'867.64	
	161 Cantons		107'250.00		110'250.00
	162 Communes		29'767'989.95		30'457'989.95
	163 Propres établissements		250'342'931.63		169'706'653.72
	164 Sociétés d'économie mixte		8'676'049.70		8'875'903.75
	165 Institutions privées		162'303'817.57		138'723'642.12
	166 Personnes physiques		6'796'428.10		6'960'428.10
17	AUTRES DEPENSES A AMORTIR	27'061'258.00		27'415'472.30	
	173 Fds développ. énerg. renouvelables		20'000'000.00		20'000'000.00
	175 Fds de compensation agricole		6'400'000.00		3'200'000.00
	176 Indemnités		661'258.00		4'215'472.30
FINANCEMENTS SPECIAUX		1'493'711.73		4'230'839.71	
18	AVANCES AUX FIN. SPECIAUX	1'493'711.73		4'230'839.71	
DECOUVERT		6'544'083'261.79		6'937'124'648.20	
	191 Découvert à amortir		6'544'083'261.79		6'937'124'648.20
TOTAL		25'692'493'736.72		24'585'272'075.10	

BILAN

PASSIF		<i>31 décembre 2007</i>		<i>31 décembre 2006</i>	
ENGAGEMENTS		25'075'060'817.04		24'372'372'534.62	
20	ENGAGEMENTS COURANTS	10'996'285'359.30		9'338'237'606.78	
200	Créanciers		628'376'034.97		339'370'502.31
201	Dépôts		117'616'988.86		114'149'865.89
203	Dédommagements à des collectivités		93'882'055.00		75'042'869.50
204	Subventions à verser		1'226'724.64		2'515'846.28
205	Subventions à redistribuer		26'033'682.86		21'737'518.26
206	Comptes courants		574'786'061.30		398'352'935.19
207	Comptes d'ordre		31'903'516.72		94'678'328.47
208	Communes		1'776'003.19		7'003'331.39
209	Autres engagements		9'520'684'291.76		8'285'386'409.49
21	DETTES A COURT TERME	719'900'000.00		1'156'396'673.49	
210	Prêts à court terme et banques		719'900'000.00		1'156'396'673.49
22	DETTES A MOYEN ET LONG TERMES	11'426'600'500.00		11'876'600'500.00	
221	Reconnaissances de dettes		9'726'600'500.00		9'676'600'500.00
222	Bons de caisse		0.00		100'000'000.00
223	Emprunts par obligations		1'700'000'000.00		2'100'000'000.00
23	ENGAGEMENTS ENVERS DES ENTITES PARTICULIERES	210'652'379.84		216'467'269.20	
231	Caisses de pensions		110'400'000.00		137'600'000.00
233	Fonds et fondations		100'252'379.84		78'867'269.20
24	PROVISIONS	1'330'576'541.47		1'373'383'887.46	
240	Compte de fonctionnement		859'576'541.47		946'383'887.46
242	Débiteurs contributions publiques		471'000'000.00		427'000'000.00
25	PASSIFS TRANSITOIRES	391'046'036.43		411'286'597.69	
250	Intérêts		193'465'991.00		204'957'906.06
257	TVA due		731'352.73		663'955.65
259	Autres comptes transitoires		196'848'692.70		205'664'735.98
FINANCEMENTS SPECIAUX		121'716'919.66		110'224'926.88	
28	ENGAGEMENTS ENVERS LES FINANCEMENTS SPECIAUX	121'716'919.66		110'224'926.88	
FONDS PROPRES		495'716'000.02		102'674'613.60	
29	AUTRES FONDS PROPRES	495'716'000.02		102'674'613.60	
298	Réserve conjoncturelle		495'716'000.02		102'674'613.60
TOTAL		25'692'493'736.72		24'585'272'075.10	

ENGAGEMENTS HORS BILAN

Au 31 décembre 2007

(Francs)

Cautionnements		Bases légales	Motifs de la garantie	Dpts	Engagement bru au 31.12.2007	a), b) ou d)	Engagement net au 31.12.2007	Engagement net au 31.12.2006
Banque Cantonale de Genève (BCGe)	D 2 05 (art. 4)	Capital et intérêts de certains types (selon règlement du Conseil d'Etat) de dépôts d'épargne et de prévoyance	DF	4'100'715'000	d) 4'100'715'000	0	0	0
Fondation de valorisation des actifs de la Banque Cantonale de Genève	Loi 8194 du 19.05.2000 (art. 14)	Remboursement des prêts en faveur de la Fondation d'un montant maximum de 5 milliards par caution simple.	DF	1'436'997'084	a) 280'434'008	1'156'563'076	1'354'173'887	
Caisse de prévoyance du personnel enseignant de l'instruction publique et des fonctionnaires de l'administration du canton de Genève (CJA)	Statuts (art. 1)	Paiement des prestations	DF	8'863'000'000	c) 6'395'000'000	2'468'000'000	2'355'000'000	f)
Caisse de prévoyance du personnel des établissements publics médicaux du canton de Genève (CEH)	Statuts (art. 3)	Paiement des prestations	DF	3'063'000'000	c) 2'664'000'000	399'000'000	381'000'000	f)
Caisse de prévoyance des fonctionnaires de police et de la prison (CP)	Statuts (art. 4)	Paiement des prestations	DF	1'102'000'000	c) 1'351'000'000	0	0	
Fondation de prévoyance en faveur du personnel des transports publics genevois	Statuts	Paiement des prestations	DF	452'000'000	c) 313'000'000	139'000'000	130'000'000	f)
Pensions et indexations à charge de l'Etat - Caisse de pension de la police (CP)	Statuts	Paiement des prestations	DF	90'656'640	c)	90'656'640	85'287'900	
Pensions et indexations à charge de l'Etat - Magistrats du pouvoir judiciaire	Loi E 2 40	Paiement des prestations	DF	51'534'410	c)	51'534'410	40'489'101	c)
Magistrats , actifs	Loi E 2 40	Paiement des prestations	DF	56'564'794		56'564'794	61'981'502	
Pensions et indexations à charge de l'Etat - Conseillers d'Etat	Loi B 1 20	Paiement des prestations	DF	26'828'914	c)	26'828'914	26'687'232	c)

ENGAGEMENTS HORS BILAN

	Bases légales	Motifs de la garantie	Dpts	Engagement bru au 31.12.2007	a), b) ou d)	Engagement net au 31.12.2007	Engagement net au 31.12.2006
Conseil d'Etat et Chancellerie, actifs	Loi B 1 20	Paiement des prestations	DF	7'978'086		7'978'086	7'410'859
Pensions et indexations à charge de l'Etat - Pensionnés Etat		Paiement des prestations	DF	c) 1'548'783		1'548'783	c) 1'541'200
Pensions et indexations à charge de l'Etat - Pensionnés ancienne caisse de pension de la police (CP)	Statuts	Paiement des prestations	DF	c) 22'821		22'821	c) 23'001
Magistrats de la Cour des comptes, actifs		Paiement des prestations	DF	495'930		495'930	0
Pensions payées par la CIA mais à la charge de l'Etat		Convention	DF	2'070'186		2'070'186	0
Rentes genevoises	J 7 35 (art. 3)	Paiement des rentes	DF	c) 962'000'000	b) 1'127'000'000	0	0
Mesures d'encouragement à la retraite anticipée	Loi B 5 20	Paiement des prestations	DF	107'813'646	39'631'729	68'181'917	79'280'237
Ville de Carouge	Art. 751 CO	Reprise des actifs et passifs de la S.I. Val d'Arve S.A.	DF	3'050'000		3'050'000	3'050'000
Fondation pour l'Expression Associative	PL 8266 A	Garanties d'emprunts	DF	3'600'000		2'863'706	3'007'911
Fondation pour l'étude des relations internationales et du développement (IHEID)	PL 7410 (art. 1)	1 emprunt	DIP	1'025'000		1'025'000	1'025'000
Fondation de l'école internationale de Genève	PV Conseil d'Etat du 18.12.84	1 emprunt	DIP	10'000'000		10'000'000	10'000'000
Fondation Cité Universitaire	Lettre du Conseil d'Etat du 24.11.99	1 emprunt	DIP	1'000'000		1'000'000	1'000'000
Haute école de travail social	PL 8789	Garantie d'un prêt	DIP	13'400'000		13'400'000	13'400'000
Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI)	Lettre du Conseil d'Etat du 30.10.91	Cautionnement d'un emprunt FCIG auprès de l'OMPI	DCTI	9'000'000		9'000'000	9'000'000
Prêts hypothécaires selon la loi générale sur le logement	I 4 05 (art. 45)	Divers cautionnements	DCTI	257'649'750		257'649'750	250'955'750

ENGAGEMENTS HORS BILAN

	Bases légales	Motifs de la garantie	Dpts	Engagement bru au 31.12.2007	a), b) ou d)	Engagement net au 31.12.2007	Engagement net au 31.12.2006
Transports publics genevois (TPG)	PL 9324 du 29.10.2004	Emprunt en vue de l'acquisition d'investissements selon contrat de prestations 2003-2006	DT	167'496'707		167'496'707	174'358'377
Fondation pour la construction et l'exploitation de parcs de stationnement	PL 7662 du 04.12.1997	Divers emprunts	DT	24'000'000		24'000'000	27'000'000
Fondation pour la construction et l'exploitation de parcs de stationnement	PL 8183 du 08.06.2000	Emprunt pour la construction du P+R Etoile	DT	14'000'000		14'000'000	14'000'000
Fondation pour la construction et l'exploitation de parcs de stationnement	PL 8184 du 08.06.2000	Emprunt pour la construction du P+R Sous-Moulin	DT	8'000'000		8'000'000	8'000'000
Fondation pour la construction et l'exploitation de parcs de stationnement	PL 8185 du 08.06.2000	Emprunt pour la construction du P+R Genève-Plage	DT	28'000'000		28'000'000	33'000'000
Fondation pour la construction et l'exploitation de parcs de stationnement	PL 9071 du 24.12.2003	Emprunt pour la construction du P+R Genève-Plage	DT	13'000'000		13'000'000	13'000'000
Fondation pour la construction et l'exploitation de parcs de stationnement	PL 8678 du 26.04.2002	Emprunt pour l'acquisition du Parking des Alpes	DT	11'000'000		11'000'000	11'000'000
Service cantonal de géologie	LPE 814.01 du 7.10.1083	Assainissements déchargés et autres sites pollués	DT	40'000'000		40'000'000	0
Fondation pour la halle 6	Loi 8139 du 21.01.2000	Divers emprunts liés à la construction de la halle 6	DSE	57'000'000		57'000'000	57'000'000
Fondation d'aide aux entreprises	Loi sur l'aide aux entreprises - art. 14	Cautiionnements	DES	11'378'346	a)	5'771'479	2'984'609
		Total cautiionnements		20'997'826'097	16'276'387'604	5'134'702'200	5'154'656'566
Divers							
Logements d'urgence - évacuations judiciaires	Convention Direction logement avec FIDP	Garanties de loyer	DCTI	547'894		547'894	523'249
Loi sur les démolitions, transformations et rénovations de maisons d'habitation (LDTR)	PL 7292 et 7592, 8883	Subventions promises non versées	DCTI	16'073'881		16'073'881	14'062'797
Subventions à la restauration de bâtiments à vocation d'habitation	Loi 7937 L 4 05.LPMNS	Subventions promises non versées	DCTI	4'183'500		4'183'500	3'740'400

ENGAGEMENTS HORS BILAN

	Bases légales	Motifs de la garantie	Dpts	Engagement brut au 31.12.2007	a), b) ou d)	Engagement net au 31.12.2007	Engagement net au 31.12.2006
Subventions à l'exploitation selon loi générale sur le logement	I 4 05 Arrêté du CE	Engagements de subventions HLM, HBM, HCM	DCTI	279'844'140		279'844'140	307'213'518
Couverture en cas de changement d'affectation de bâtiments ou allévation avant l'échéance de la durée d'affectation	PL 7578 et 8065	Remboursement conditionnel de subventions fédérales	DCTI	20'037'000		20'037'000	20'037'000
Raccordement ferrovière la Praille - Eaux-Vives	Convention Confédération - Etat de Genève du 7 mai 1912	Convention de moratoire du 24 janvier 1964 concernant l'avance des CFF pour les 1ère et 2ème étapes des travaux	DCTI	0		0	9'223'593
TOTAL DES ENGAGEMENTS HORS BILAN		Total divers		320'686'415	0	320'686'415	354'800'557
				21'318'512'512	16'276'387'604	5'455'388'615	5'509'457'123

Légende

- a) Provision dans les comptes de l'Etat.
b) Réserves de l'entité.
c) Chiffres estimés, ou non validés par l'actuaire, ou en attente d'approbation, ou en attente de vérification...
d) Engagements couverts par les actifs de l'entité
e) Impossibilité de chiffrer de manière fiable le risque encouru
f) Montant définitif

Remarques

Ces engagements hors bilan représentent une sorte de risque "maximum et théorique" pour l'Etat.

En effet, ces chiffres doivent être appréciés en regard:

- des réserves et provisions constituées par les entités concernées (par exemple BCG, CIA, Rentes genevoises, etc.);
- de la probabilité de survenance ou de non survenance du risque;
- de la valeur des actifs (nature 14, 15, 16, 17 du bilan) après réévaluation extra comptable (base 1982) pour 15.2 milliards auxquels se rajoute le patrimoine financier (nature 10, 11, 12, 13 du bilan) pour 14.2 milliards déduction faite du passif du bilan pour 25.3 milliards.

Réévaluation du bilan de l'Etat (milliards de francs)

	2007	2006
Actifs réévalués	29.5	27.9
Passifs	-25.3	-24.5
Fortune	4.2	3.4
Engagements hors bilan	-5.5	-5.5
Excédent des engagements	1.3	2.1

ENGAGEMENTS HORS BILAN

Garanties des caisses de pension :

L'Etat de Genève garantit le paiement des prestations statutaires de quatre caisses de pension publiques, la Caisse de prévoyance du personnel enseignant de l'instruction publique et des fonctionnaires de l'administration du canton de Genève (CIA), la caisse de prévoyance du personnel des établissements publics médicaux du canton de Genève (CEH), la caisse de prévoyance des fonctionnaires de police et de la prison (CP) et la Fondation de prévoyance en faveur du personnel des transports publics genevois (FTPG).

Les caisses de pension publiques dérogent au principe du bilan en caisse fermée, conformément aux articles 69, alinéa 2 LPP et 45, alinéa 1 OPP2, et appliquent des systèmes financiers mixtes (capitalisation et répartition). La garantie des prestations intervient après que les caisses de pension aient pris toutes les mesures nécessaires ou jugées raisonnables pour maintenir leur équilibre financier.

Les montants inscrits dans le tableau des engagements hors bilan de l'Etat de Genève ci-dessus sont équivalents aux engagements maximum, et correspondent à la différence entre la fortune disponible et les engagements correspondants des caisses de pension (déficit technique), calculée selon l'art. 44 OPP2. Les principales hypothèses actuarielles utilisées, ainsi que les degrés de couverture à la date de clôture sont les suivants :

	2007		2006	
	Taux technique	Degré de couverture	Taux technique	Degré de couverture
CIA	4.5%	72.2%	4.5%	72.4%
CEH	4.5%	87.0%	4.5%	86.8%
CP	4.5%	122.6%	4.5%	122.6%
FTPG	4.5%	69.3%	4.5%	70.1%

Hypothèses actuarielles utilisées et degrés de couverture à la date de clôture

ENGAGEMENTS HORS BILAN

Les caisses de pension publiques établissent également des degrés de couverture à 20 ans pour juger de la pérennité de leur équilibre financier à long terme. Les degrés de couverture à 20 ans en situation de liquidation (art. 44 OPP2), sur la base d'effectifs constants, calculés par les caisses de pension et leurs actuaIRES conseils sont les suivants :

Hypothèses actuarielles utilisées et degrés de couverture à 20 ans

	Date dernière évaluation	Taux technique	Taux d'indexation (salaires et rentes)	Degré de couverture à 20 ans
CIA	2006	4.5%	1.0%	57.9%
CEH (1)	2006	4.5%	1.0%	75.0%
CP	2006	4.5%	1.0%	140.2%
FTPG	2003	4.5%	1.5%	72.9%

(1) Le taux de couverture de la CEH est projeté avec une augmentation des cotisations à 24% du traitement déterminant (contre 21% aujourd'hui). Cette augmentation fait partie d'un projet de loi actuellement examiné par le Grand Conseil.

ENGAGEMENTS HORS BILAN

L'Etat de Genève n'est toutefois pas l'unique employeur des collaborateurs assurés auprès de ces caisses de pension. En cas de difficultés d'une caisse de pension, l'engagement de l'employeur doit être distingué de celui, subsidiaire, de la collectivité publique offrant sa garantie à la caisse de pension. Le tableau ci-dessous indique, pour chaque caisse de pension, le montant d'engagements liés aux employés de l'Etat de Genève, par rapport au montant total garanti.

Montant d'engagements liés aux employés de l'Etat de Genève, par rapport au montant total garanti

(En millions de francs)	2007		2006	
	Employés Etat de Genève	Montant total garanti	Employés Etat de Genève	Montant total garanti
CIA (2)	1'913	2'468	2'108	2'355
CEH	0	399	0	380
CP	0	0	0	0
FTPG	0	139	0	130

(2) La CIA ne dispose pas des données historiques concernant les pensionnés pour déterminer s'il s'agit d'anciens employés de l'Etat de Genève ou d'anciens employés des autres entités affiliées. La répartition est effectuée sur la base de la proportion entre les prestations de sortie des employés de l'Etat et les prestations de sortie de tous les salariés affiliés.

Aux vues des conclusions des actuaire-conseils des caisses de pension, l'Etat de Genève estime qu'une sortie de ressources n'est pas probable pour remplir ses obligations de garantie envers les caisses de pension publiques. De plus, au 31.12.2007, aucune liquidation partielle des caisses de pension susmentionnées n'est ni annoncée, ni prévue. En conséquence, aucune dette ni provision ne doivent être enregistrées selon les principes comptables de l'Etat de Genève.

MODES DE FINANCEMENT 2007

Les modes de financement 2007 permettent d'établir un lien entre les bilans à fin 2006 et fin 2007, le compte de fonctionnement 2007 et le compte des investissements 2007.

Le tableau des modes de financement (tableau des provenances et emplois de moyens) se décompose en trois parties :

1. La première partie renseigne sur l'autofinancement ¹ et les investissements nets de l'Etat, permettant d'établir l'excédent ou l'insuffisance de financement ² de ceux-ci.
2. La deuxième partie renseigne sur l'évolution des dettes à court, moyen et long termes, y compris la variation des disponibilités, de l'Etat.
3. La troisième partie renseigne sur la variation des postes de la colonne de provenance des moyens trouvant leur corollaire dans la variation des postes de la colonne de l'emplois des moyens.

¹ L'autofinancement est établi de la façon suivante :

Résultat du compte de fonctionnement
+
Amortissements du patrimoine administratif
+
Dotations à provisions
-
Dissolutions de provisions).

² L'excédent ou l'insuffisance de financement est établi de la façon suivante :

Autofinancement (voir ci-dessus)
-
Investissements nets.

MODES DE FINANCEMENT 2007

	Emploi des moyens	Provenance des moyens
Flux financiers liés aux comptes de fonctionnement et d'investissement		Autofinancement lié aux opérations courantes de l'Etat (selon compte administratif) 1'005'378'635.27
		Autofinancement lié aux opérations relatives aux créances transférées à la Fondation de valorisation (selon compte administratif) 19'714'317.41
		Autofinancement consolidé (selon compte administratif) 1'025'092'952.68
	Dépenses d'investissements (selon compte administratif) 624'345'403.29	Recettes d'investissements (selon compte administratif) 238'925'316.90
Investissements nets (selon compte administratif) 385'420'086.39	Excédent de financement du compte des investissements (selon compte administratif) 639'672'866.29	
	0.00	
	Emploi des moyens	Provenance des moyens
Flux financiers liés à la gestion des dettes et des liquidités	10 + Augmentation des disponibilités 116 (y compris Avoirs à terme fixe) 153'286'671.47	
	21 Diminution des dettes à court terme 436'496'673.49	
	22 Diminution des dettes à moyen et long termes + 231 (y compris Caisses de pensions) 477'200'000.00	
	Variation positive des dettes, y compris la variation des disponibilités, de l'Etat de Genève 1'066'983'344.96	0.00
	Emploi des moyens	Provenance des moyens
Flux financiers consolidés		Excédent de financement du compte des investissements (selon compte administratif) 639'672'866.29
		0.00
	12 Augmentation des placements 54'446'368.47	11 Diminution des avoirs / 116 (sans Avoirs à terme fixe) 211'338'690.71
	13 Augmentation des actifs transitoires 1'403'003'266.23	18 Diminution des avances aux financements spéciaux 2'737'127.98
	25 Diminution des passifs transitoires 20'240'561.26	20 Augmentation des engagements courants 1'658'047'752.52
		23 Augmentation des engagements envers des entités particulières / 231 (sans Caisses de pensions) 21'385'110.64
		28 Augmentation des engagements envers les financements spéciaux 11'491'992.78
	Variation positive des dettes, y compris la variation des disponibilités, de l'Etat de Genève 1'066'983'344.96	0.00
TOTAL 2'544'673'540.92	TOTAL 2'544'673'540.92	

MOUVEMENT DES FONDS SPECIAUX 2007 (selon situation au bilan, nature 233)

	Fortune au 1er janvier 2007	Comptes de 2007		Fortune au 31 décembre 2007		
		Espèces ou autres valeurs dont achats et ventes de titres		Espèces ou autres valeurs	Titres	Total
		Charges	Revenus			
Fonds Telecom	0	145'000.00	290'000.00	145'000.00		145'000.00
Chancellerie	0.00	145'000.00	290'000.00	145'000.00	0.00	145'000.00
Dotation Eynard	1'612'763.48		19'063.45	1'631'826.93		1'631'826.93
Fonds Langland-Aubert	41'600.68	316.39	315.66	41'599.95		41'599.95
Legs de Rothschild	128'976.80	976.79	975.01	128'975.02		128'975.02
Fonds Louis Eckert	5'820'279.19	1'820'279.19	70'276.96	4'070'276.96		4'070'276.96
Finances	7'603'620.15	1'821'572.37	90'631.08	5'872'678.86	0.00	5'872'678.86
Fonds Vivre Ensemble	1'257'459.32	199'282.30	17'088.61	1'075'265.63		1'075'265.63
Fonds de soutien à l'édition	2'608'238.59	187'500.00	30'590.81	2'451'329.40		2'451'329.40
Fonds Herbier-Boissier	106'007.04	1'576.97	1'266.58	105'696.65		105'696.65
Fonds C. Ehrhardt-Hornung	4'957'796.83	294'315.43	368'673.22	-264'162.38	5'296'317.00	5'032'154.62
Legs Bouchet	49'495.71		376.37	49'872.08		49'872.08
Fonds Schaub	180'539.57		1'914.92	182'454.49		182'454.49
Fonds Hoirie Pons	193'525.29	131.40	2'194.03	195'587.92		195'587.92
Fonds Reynold Rychner	11'946.29		90.84	12'037.13		12'037.13
Fonds Emma Scherer	9'040.23	100.00	68.35	9'008.58		9'008.58
Legs de Moroy Elie	57'370.18	900.00	431.57	56'901.75		56'901.75
Collège Calvin, prix Marc Birkigt	2'011.37		15.29	2'026.66		2'026.66
Fonds A. Raviola, collège Calvin	29'701.16		225.85	29'927.01		29'927.01
Fonds Jean Besse	1'461.74		11.12	1'472.86		1'472.86

MOUVEMENT DES FONDS SPECIAUX 2007
(selon situation au bilan, nature 233)

	Fortune au 1er janvier 2007	Comptes de 2007		Fortune au 31 décembre 2007		
		Espèces ou autres valeurs dont achats et ventes de titres		Espèces ou autres valeurs	Titres	Total
		Charges	Revenus			
Collège Calvin, Prix M-A Lesemann	DIP			5'500.00		5'500.00
Fonds Bauquis (Collège de Candolle)	DIP	50.00	10.37	1'345.50		1'345.50
Fonds Colette Kaestli	DIP		8.40	1'113.06		1'113.06
Fonds Emma Scherer (Collège Voltaire)	DIP	250.00	100.00	-250.00		-250.00
Fonds Galland	DIP	200.00	33.76	4'380.83		4'380.83
Fonds F. Reymond, école de commerce	DIP	100.00	1.36	134.30		134.30
Fonds Holzer	DIP	1'680.00	4'123.74	356'101.39		356'101.39
Fonds Marie Jeanprêtre	DIP	720.00	119.78	15'769.10		15'769.10
CEPTA, dons & legs	DIP	65'739.31	12'214.40	0.00		0.00
Construction - CEPTA, dons et legs	DIP	296.01	25'895.77	25'599.76		25'599.76
Technique - CEPTA, dons & legs	DIP	1'700.00	27'500.97	25'800.97		25'800.97
Fondation anciens élèves école de mécanique	DIP	6'386.55	6'435.11	6'435.11		6'435.11
Fondation sté anciens élèves école de mécanique, prix Birkigt	DIP	25'494.29		0.00		0.00
Fondation Lecomte	DIP	384'605.60	387'996.16	387'526.91		387'526.91
Fonds bourses Marc Birkigt	DIP	99'204.63	151'141.44	125'647.15		125'647.15
CEPTA, prix école d'horlogerie	DIP	31'139.64	31'376.43	31'376.43		31'376.43
Ecole d'enseignement technique, don et legs	DIP	60'254.61	458.19	60'712.80		60'712.80
Fonds Luc Perelet	DIP	13'471.58	13'574.02	13'574.02		13'574.02
Fonds Gourfein-Welt	DIP	9'575.43	10'875.43	8'345.75		8'345.75
Ecole de laborantines médicales	DIP	0.00	1'000.00	1'000.00		1'000.00

MOUVEMENT DES FONDS SPECIAUX 2007 (selon situation au bilan, nature 233)

	Fortune au 1er janvier 2007	Comptes de 2007		Fortune au 31 décembre 2007		
		Espèces ou autres valeurs dont achats et ventes de titres		Espèces ou autres valeurs	Titres	Total
		Charges	Revenus			
Service de protection des mineurs - Fonds social	106'843.80	286.69	2'838.60	109'395.71		109'395.71
Service de protection des mineurs - Fonds Lombard	133'484.58	0.04	1'662.31	135'146.85		135'146.85
Fonds Laurens	7'064.42		53.72	7'118.14		7'118.14
Instruction publique	10'777'870.88	1'351'500.16	1'099'137.84	5'229'191.56	5'296'317.00	10'525'508.56
Héritage Mme Lancoux	8'155'730.10			8'155'730.10		8'155'730.10
Rothschild-Donation	5'133'042.15		39'032.51	5'172'074.66		5'172'074.66
Legs Eckert (Bâtiments divers)	978'009.66	16'465.92	131'725.84	1'093'269.58		1'093'269.58
Fonds des communes pour la lutte contre l'incendie	2'087'394.95	668'828.30	987'866.35	2'406'433.00		2'406'433.00
Construction et technologie de l'information	16'354'176.86	685'294.22	1'158'624.70	16'827'507.34	0.00	16'827'507.34
Fonds d'équipement communal	20'902'694.72	22'546'291.00	47'462'817.29	45'819'221.01		45'819'221.01
Fonds Schaub	1'223.98		9.31	1'233.29		1'233.29
Entretien des lignes de tir	2'445'865.24	19'968.00	18'474.38	2'444'371.62		2'444'371.62
Fonds pour développement énergies renouvelables	14'516'581.10	12'392'417.68	7'821'205.78	9'945'369.20		9'945'369.20
Prêt AEP, part cantonale	34'722.21	248'600.00	444'507.75	230'629.96		230'629.96
Prêts cantonaux CI	1'873'637.00	1'692'181.95	3'342'986.00	3'524'441.05		3'524'441.05
Subvention	2'580'946.00	446'914.00	1'055'080.00	3'189'112.00		3'189'112.00
Fonds de promotion	576'036.92	2'784'953.83	2'732'481.95	523'565.04		523'565.04

MOUVEMENT DES FONDS SPECIAUX 2007
(selon situation au bilan, nature 233)

	Fortune au 1er janvier 2007	Comptes de 2007		Fortune au 31 décembre 2007		
		Espèces ou autres valeurs dont achats et ventes de titres		Espèces ou autres valeurs	Titres	Total
		Charges	Revenus			
Territoire	42'931'707.17	40'131'326.46	62'877'562.46	65'677'943.17	0.00	65'677'943.17
Service des tutelles d'adultes - Fonds social	323'665.75	2'815.22		320'850.53		320'850.53
Fonds succession B. Peney	876'228.39		6'662.99	882'891.38		882'891.38
Solidarité et emploi	1'199'894.14	2'815.22	6'662.99	1'203'741.91	0.00	1'203'741.91
TOTAL	78'867'269.20	44'137'508.43	65'522'619.07	94'956'062.84	5'296'317.00	100'252'379.84

MOUVEMENT DES FINANCEMENTS SPECIAUX 2007 (Nature Bilan 180/280)

	Fortune au 1er janvier 2007	Comptes de 2007		Fortune au 31 décembre 2007		Total
		Espèces ou autres valeurs dont achats et ventes de titres		Espèces ou autres valeurs	Titres	
		Charges	Revenus			
Fonds loterie à numéros	30'225.47	30'225.47		0.00		0.00
Fonds de lutte contre la drogue	273'889.35	42'979.00	27'702.50	258'612.85		258'612.85
Solidarité Internationale	518'645.92		72'763.66	591'409.58		591'409.58
Fonds logements temporaires	2'816'626.32	427'873.21	458'376.86	2'847'129.97		2'847'129.97
Fonds cantonal d'arts contemporains	-28'710.00			-28'710.00		-28'710.00
Fonds cantonal des monuments de la nature et des sites	1'746'619.97	3'413'022.88	3'709'622.53	2'043'219.62		2'043'219.62
Commission cantonale du sport Toto	5'870'746.97	4'145'950.41	714'589.88	2'439'386.44		2'439'386.44
Taxe équipement part Etat	1'383'524.04	351'015.70	202'888.78	1'235'397.12		1'235'397.12
Réalimentation de la Nappe de vessy	2'415'138.32	3'080'823.38	2'499'896.43	1'834'211.37		1'834'211.37
Fonds énergie collectivités publiques	17'808'114.98		2'137'933.50	19'946'048.48		19'946'048.48
Fonds pour la gestion des déchets	707'533.13	1'099'390.10	200'126.00	-191'730.97		-191'730.97
Site de Châtillon	7'361'946.99	508'269.77	2'752'926.78	9'606'604.00		9'606'604.00
Fonds assainissement	26'743'978.20	507'716.58	15'313'382.20	42'057'360.40		42'057'360.40
Fonds cantonal de renaturation	6'830'749.70			6'323'033.12		6'323'033.12
Fonds des épizooties	2'946'137.84		429'817.25	3'375'955.09		3'375'955.09
Fonds de la faune	78'055.62	273'057.22		-195'001.60		-195'001.60
Fonds piscicole	180'911.54		22'169.52	203'081.06		203'081.06
Fonds forestier	1'141'568.25	19'957.17		1'121'611.08		1'121'611.08
Fonds pour la réalisation de mesures compensatoires	1'496'615.15		178'669.01	1'675'284.16		1'675'284.16
Fonds de lutte contre la drogue	654'857.04	133'109.70		521'747.34		521'747.34
Fonds du droit des pauvres	18'526'487.42	33'792.52		18'492'694.90		18'492'694.90
Prévention du jeu	390'000.00		127'425.62	517'425.62		517'425.62
Autorisations et patentes	5'068'367.05	406'385.15	1'1'537.50	4'673'519.40		4'673'519.40
Dime de l'alcool - Fonds de réserve	1'032'057.90	157'139.00		874'918.90		874'918.90
Total	105'994'087.17	14'630'707.26	28'859'828.02	120'223'207.93	0.00	120'223'207.93

Intérêt de la dette

	Type	C 2006	C 2007	C 2007/C 2006	%	B 2007	C 2007/B 2007	%
Publics	<i>fixes</i>	84'309'028	60'402'778	-23'906'250	-28.4%	94'020'000	-33'617'222	-35.8%
Banques	<i>fixes</i>	191'036'717	207'578'568	16'541'851	8.7%	139'887'366	67'691'202	48.4%
Banques	<i>variables</i>	28'238'712	39'082'024	10'843'312	38.4%	33'603'200	5'478'824	16.3%
Cies d'assurances	<i>fixes</i>	17'415'748	16'772'109	-643'639	-3.7%	16'040'000	732'109	4.6%
Cies d'assurances	<i>variables</i>	3'390'693	5'475'799	2'085'106	61.5%	3'480'000	1'995'799	57.4%
Caisses de pensions	<i>fixes</i>	5'785'900	6'578'450	792'550	13.7%	7'509'000	-930'550	-12.4%
Emprunts à court terme	<i>variables</i>	12'312'131	11'796'061	-516'070	-4.2%	30'259'500	-18'463'439	-61.0%
Lignes de crédits	<i>variables</i>	1'471'879	1'824'188	352'309	23.9%	745'000	1'079'188	144.9%
Dette en compte		1'520'253	1'983'180	462'927	30.5%	2'245'500	-262'320	-11.7%
SWAPS		9'169'922	2'518'289	-6'651'633	-72.5%	10'300'000	-7'781'711	-75.6%
CAPS		-	-	-		224'200	-224'200	-100.0%
Frais et coûts financiers		1'856'678	1'571'310	-285'368	-15.4%	1'750'000	-178'690	-10.2%
INTÉRÊTS DE LA DETTE		356'507'661	355'582'756	-924'905	-0.3%	340'063'766	15'518'990	4.6%

Evolution de l'endettement entre le 31.12.2006 et le 31.12.2007

(en millions de francs)

Type d'emprunts	Capital au 31.12.2006	rembts d'emprunts	nouveaux emprunts	Capital au 31.12.2007	Ecart
Emprunts publics	2'100.0	400.0	0.0	1'700.0	-400.0
Emprunts privés fixes	7'159.6	200.0	790.0	7'749.6	590.0
Emprunts privés variables	1'720.0	640.0	0.0	1'080.0	-640.0
Compagnies d'assurances fixes	607.3	0.0	0.0	607.3	0.0
Compagnies d'assurances variables	214.7	0.0	0.0	214.7	0.0
Caisse de pensions	212.6	62.2	35.0	185.4	-27.2
Emprunts à court terme	1'092.5	5'815.3	5'442.7	719.9	-372.6
Crédits en comptes courants	63.9	63.9	0.0	0.0	-63.9
Total dettes à court, moyen et long terme	13'170.6	7'181.4	6'267.7	12'256.9	-913.7

Remarque :

Le calcul de la dette n'intègre pas les comptes courants des caisses de pension, des fonds spéciaux et legs depuis l'année 2001

ECHÉANCIER DES EMPRUNTS PUBLICS

	31 déc. 2006		DATE			31 déc. 2007	
	montant	taux	<i>emprunt</i>	<i>rembour- sement</i>	<i>rembt anticipé</i>	montant	taux
1997	250.0	4.00%	10.02.1997	10.02.2007		-	4.00%
1997	150.0	4.00%	24.02.1997	10.02.2007		-	4.00%
1998	400.0	3.63%	02.02.1998	02.02.2008		400.0	3.63%
1999	250.0	3.25%	14.01.1999	14.01.2009		250.0	3.25%
2001	750.0	4.00%	22.02.2001	22.02.2011		750.0	4.00%
2002	200.0	2.00%	12.02.2003	12.02.2008		200.0	2.00%
2003	100.0	2.00%	24.02.2003	12.02.2008		100.0	2.00%
2007	-					-	
Total	2'100.0	3.55%				1'700.0	3.45%

Effectifs du personnel de l'administration cantonale

DEPARTEMENTS	Budget 2006		31 décembre 2006		Postes non occupés au 31 décembre 2006		Budget 2007		31 décembre 2007		Postes non occupés au 31 décembre 2007	
	Nombre de postes	en % du budget 2006	Nombre de personnes employées	Nombre de postes occupés	Nombre de postes	en % du budget 2006	Nombre de postes	en % du budget 2007	Nombre de personnes employées	Nombre de postes occupés	Nombre de postes	en % du budget 2007
Chancellerie stricto sensu	61.93	-1.66%	66	60.90	-1.03	-1.66%	60.43	62	57.41	-3.02	-5.00%	
Finances	783.75	-4.06%	814	751.95	-31.80	-4.06%	769.85	829	746.62	-23.23	-3.02%	
Apprenti-e-s centre de formation			(173)	(173)				(177)	(177)			
Stagiaires Maturité professionnelle et FCPM ¹⁾			(24)	(24)				(26)	(26)			
Instruction publique	7'062.06	0.13%	8'790	7'045.09	9.00	0.13%	7'091.66	8'852	7'034.07	-57.59	-0.81%	
Personnel administratif et technique	1'664.10		2'119	1'641.48			1'657.68	2'141	1'646.27			
Corps enseignants primaire	2'285.72		2'721	2'278.47			2'281.98	2'725	2'269.29			
Corps enseignant secondaire	3'040.64		3'848	3'054.00			3'152.01	3'986	3'118.51			
Corps enseignant du centre de form. profess. santé-social ²⁾	71.60		102	71.15								
Institutions	2'697.95	-1.73%	2'765	2'651.17	-46.78	-1.73%	2'741.03	2'876	2'689.63	-51.40	-1.88%	
Personnel administratif	1'181.95		1'248	1'147.59			20.00	1'352	1'174.88			
EM Police	15.00		15	15.00			783.00	20	20.00			
Gendarmerie	784.00		780	776.05			293.00	775	772.85			
Police judiciaire	285.00		287	281.90			197.00	292	290.40			
Police sécurité internationale	198.00		196	193.23			234.00	205	202.50			
Prison	234.00		239	237.40				232	229.00			
Stagiaires police ¹⁾			(76)	(75.50)				(79)	(79)			
Constructions et technologies de l'information	1'141.21	-3.69%	1'166	1'099.06	-42.15	-3.69%	1'116.89	1'131	1'068.97	-47.92	-4.29%	
Territoire	525.50	-3.21%	570	508.61	-16.89	-3.21%	518.60	548	500.84	-17.76	-3.42%	
Social et Emploi	696.69	-5.57%	725	657.86	-38.83	-5.57%	688.41	718	647.54	-40.88	-5.94%	
Economie et Santé	307.92	-6.65%	295	287.45	-20.47	-6.65%	216.31	223	192.76	-23.55	-10.89%	
Grand Conseil	19.97	-8.16%	23	18.34	-1.63	-8.16%	20.97	26	20.60	-0.37	-1.76%	
Pouvoir Judiciaire	391.52	-0.73%	436	387.93	-2.87	-0.73%	412.92	458	410.43	-2.87	-0.70%	
Magistrats	83.00	0.00%	86	83.00	0.00	0.00%	87.00	89	87.00	0.00	0.00%	
Personnel administratif	308.52	-1.16%	350	304.93	-3.59	-1.16%	325.92	369	323.43	-2.49	-0.76%	
Total général Etat	13'688.50	-1.41%	15'650	13'468.36	-193.45	-1.41%	13'637.07	15'723	13'368.87	-268.59	-1.97%	

Nota :

La statistique a été établie uniquement en considération du nombre des personnes employées par les services, à l'exclusion des auxiliaires et du personnel temporaire, selon les informations transmises par l'office du personnel et le département de l'instruction publique.

1) Non compris dans le total général

2) Les effectifs du DIP ne prennent en compte ni l'Université, ni les HES. Les postes au budget 2006 et 2007 sont ceux du budget voté. Des réallocations internes au DIP ont été effectuées. Le CEFOPS est intégré à l'enseignement secondaire postobligatoire dès 2007.

Effectifs du personnel de l'administration cantonale

DEPARTEMENTS	Budget 2006		31 décembre 2006		Postes non occupés au 31 décembre 2006		Budget 2007		31 décembre 2007		Postes non occupés au 31 décembre 2007		
	Nombre de postes	61.93	Nombre de personnes employées	66	Nombre de postes occupés	60.90	Nombre de postes	769.85	Nombre de personnes employées	62	Nombre de postes occupés	Nombre de postes	en % du budget 2007
Chancellerie stricto sensu													
Finances													
Apprenti-e-s centre de formation	783.75		814		751.95								
Stagiaires Maturité professionnelle et FCPM ¹⁾			(173)		(173)								
			(24)		(24)								
Instruction publique													
Personnel administratif et technique	7'062.06		8'790		7'045.09								
Corps enseignants primaire	1'664.10		2'119		1'641.48								
Corps enseignant secondaire	2'285.72		2'721		2'278.47								
Corps enseignant du centre de form. profess. santé-social ²⁾	3'040.64		3'848		3'054.00								
	71.60		102		71.15								
Institutions													
Personnel administratif	2'697.95		2'765		2'651.17								
EM Police	1'181.95		1'248		1'147.59								
Gendarmerie	15.00		15		15.00								
Police judiciaire	784.00		780		776.05								
Police sécurité internationale	285.00		287		281.90								
Prison	198.00		196		193.23								
Stagiaires police ¹⁾	234.00		239		237.40								
			(76)		(75.50)								
Constructions et technologies de l'information													
	1'141.21		1'166		1'099.06								
Territoire													
	525.50		570		508.61								
Social et Emploi													
	696.69		725		657.86								
Economie et Santé													
	307.92		295		287.45								
Secrétariat Général du Grand Conseil													
	19.97		23		18.34								
Pouvoir Judiciaire													
Magistrats	391.52		436		387.93								
Personnel administratif	83.00		86		83.00								
	308.52		350		304.93								
Total général Etat													
	13'688.50		15'650		13'468.36								

Nota :

La statistique a été établie uniquement en considération du nombre des personnes employées par les services, à l'exclusion des auxiliaires et du personnel temporaire, selon les informations transmises par l'office du personnel et le département de l'instruction publique.

1) Non compris dans le total général

2) Les effectifs du DIP ne prennent en compte ni l'Université, ni les HES. Les postes au budget 2006 et 2007 sont ceux du budget voté. Des réallocations internes au DIP ont été effectuées. Le CEFOPS est intégré à l'enseignement secondaire postobligatoire dès 2007.

Le compte de fonctionnement de l'Etat de Genève

Nature	Libellés	Compte 2007	Ecart C 2007 / B 2007	Budget 2007	Ecart C 2007 / C 2006	Compte 2006
30	CHARGES DE PERSONNEL	1'925'229'921.01	4790'351	1'920'439'570	31826192	1'893'403'728.57
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	419'483'253.81	-40665'323	460'148'577	-13'032'407	432'515'660.68
32	INTÉRÊTS PASSIFS ET FRAIS D'EMPRUNTS	363'067'818.35	15797'052	347'270'766	-3'276'387	366'344'205.11
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, RESERVES, IRRECOUVRABLES	729'496'866.88	306591'074	422'905'793	-31'885'216	761'382'082.69
330	AMORTISSEMENT DU PATRIMOINE FINANCIER	56'732.50	56'733			NS
331	AMORTISSEMENTS DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	281'817'525.84	58'333	281'759'193	-7063'819	288'881'344.81
334	RÉDUCTION DES AMORTISSEMENTS					
335	MOINS-VALEURS NON RÉALISÉES SUR PLACEMENTS FINANCIERS		0		-156	156.00
336	PERTE DE CHANGE	1.65	2		2	
338	PROVISIONS ET RESERVES	317'552'843.94	2'382'23'44	792'900'500	199'46'181	297'606'663.36
339	CRÉANCES IRRECOUVRABLES	130'069'762.95	682'13'663	61'856'100	-32'727'638	162'797'400.87
34	PARTS ET CONTRIBUTIONS SANS AFFECTATION	241'431'305.33	19'503'905	221'927'500	22'544'652	218'886'653.62
35	DÉDOMMAGEMENTS À DES TIERS	208'426'913.39	-128'624'152	337'051'065	-81'901'409	290'328'322.07
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	3'021'138'457.88	-16'688'095	3'037'836'553	60'390'458	2'960'748'000.25
38	ATTRIBUTIONS AUX FINANCEMENTS SPÉCIAUX	24'851'552.38	18'459'922	6'391'630	9'024'428	15'827'124.79
	CHARGES SANS IMPUTATIONS INTERNES ET SUBVENTIONS REDISTRIBUÉES	6'933'126'089.03	179'154'635	6'753'971'454	-6'309'689	6'939'435'777.78
37	SUBVENTIONS REDISTRIBUÉES	552'723'678.59	522'977'679	29'746'000	287'36'983	523'986'695.45
39	IMPUTATIONS INTERNES	370'708'639.82	-29'588'068	400'276'708	21'975'746	348'732'893.60
	CHARGES AVEC IMPUTATIONS INTERNES ET SUBVENTIONS REDISTRIBUÉES	7'856'558'407.44	672'564'245	7'183'994'162	44'403'041	7'812'155'366.83
40	IMPÔTS	5'569'164'621.26	75'493'821	4'814'226'000	454'772'399	5'114'392'222.43
	IMPÔTS SUR LE REVENU ET LA FORTUNE	3'699'585'502.72	480'085'503	32'19'500'000	487'553'489	32'32'032'033.23
	IMPÔTS SUR LE BÉNÉFICE ET LE CAPITAL	1'246'104'568.93	179'904'569	1'066'200'000	-69'263'907	1'315'368'476.34
	AUTRES IMPÔTS	623'474'549.61	94'948'550	528'526'000	56'482'837	566'991'712.86
41	PATENTES ET CONCESSIONS	12'675'113.67	-869'386	13'544'500	871'130	11'803'983.50
42	REVENUS DES BIENS	315'676'682.13	71'955'712	243'720'970	-24'813'760	340'490'441.87
43	RECETTES DIVERSES	887'294'494.59	147'661'587	739'632'908	48'532'775	838'761'719.46
	DISSOLUTIONS DE PROVISIONS ET RESERVES	360'360'189.93	49'629'190	310'731'000	-15'584'643	375'944'832.59
44	PARTS À DES RECETTES SANS AFFECTATION	562'410'249.49	167'443'954	394'966'295	114'401'642	448'008'607.38
45	DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBL.	156'693'324.56	1'303'940	143'662'385	-1'187'655	157'890'979.89
46	SUBVENTIONS ACQUISES	207'494'446.10	7'288'940	200'235'506	-9'322'997	216'817'443.58
48	PRÉLÈVEMENTS SUR LES FINANCEMENTS SPÉCIAUX	7'799'930.06	-5'095'195	12'895'125	-8'829'677	16'629'606.88
	REVENUS SANS IMPUTATIONS INTERNES ET SUBVENTIONS À REDISTRIBUER	7'719'208'861.86	11'563'251'73	6'562'883'689	574'423'857	7'144'785'004.99
47	SUBVENTIONS À REDISTRIBUER	552'723'678.59	522'977'679	29'746'000	287'36'983	523'986'695.45
49	IMPUTATIONS INTERNES	370'708'639.82	-29'588'068	400'276'708	21'975'746	348'732'893.60
	REVENUS AVEC IMPUTATIONS INTERNES ET SUBVENTIONS À REDISTRIBUER	8'642'641'180.27	1'649'734'783	6'992'906'397	625'136'586	8'017'504'594.04
	RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT	7'86'082'772.83	977'170'538	-191'087'765	580'733'546	205'349'227.21
			-51.37%		282.80%	

Le compte de fonctionnement de l'Etat de Genève hors provisions et réserves

Nature	Libellés	Compte 2007	Ecart C 2007 / B 2007	Budget 2007	Ecart C 2007 / C 2006	Compte 2006
30	CHARGES DE PERSONNEL	1'925'229'921.01	4'790'351	1'920'439'570	31'926'192	1'893'403'728.57
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	419'483'253.81	-40'665'323	460'148'577	-13'032'407	432'515'660.68
32	INTÉRÊTS PASSIFS ET FRAIS D'EMPRUNTS	363'067'818.35	15'797'052	347'270'766	-3'276'387	366'344'205.11
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, RESERVES, IRRECOURVABLES hors dotations de provisions et réserves	411'944'022.94	68'328'730	343'615'293	-51'831'396	463'775'419.33
330	AMORTISSEMENT DU PATRIMOINE FINANCIER	56'732.50	56'733	0	-12'039'785	12'096'517.65
331	AMORTISSEMENTS DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	281'817'525.84	58'333	281'759'193	-7'063'819	288'881'344.81
334	REDUCTION DES AMORTISSEMENTS	0.00	0	0	-156	156.00
335	MOINS-VALUES NON REALISEES SUR PLACEMENTS FINANCIERS	0.00	0	0	-156	156.00
336	PERTE DE CHANGE	1.65	2	2	2	2
339	CREANCES IRRECOURVABLES	130'069'762.95	682'136.63	61'856'100	-32'727'636	162'797'400.87
34	PARTS ET CONTRIBUTIONS SANS AFFECTATION	241'431'305.33	19'503'805	221'927'500	22'544'652	218'886'653.62
35	DÉDOMMAGEMENTS À DES TIERS	208'426'913.39	-12'862'415.2	337'051'065	-81'901'409	290'328'322.07
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	3'021'138'457.88	-16'698'095	3'037'836'553	60'390'458	2'960'748'000.25
38	ATTRIBUTIONS AUX FINANCEMENTS SPÉCIAUX	24'851'552.38	18'459'922	6'391'630	9'024'428	15'827'124.79
	CHARGES SANS IMPUTATIONS INTERNES ET SUBVENTIONS REDISTRIBUÉES hors provisions et réserves	6'615'573'245.09	-59'107'709	6'674'680'954	-26'255'869	6'641'929'114.42
37	SUBVENTIONS REDISTRIBUÉES	552'723'678.59	522'977'679	29'746'000	28'736'983	523'986'695.45
39	IMPUTATIONS INTERNES	370'708'639.82	-29'568'068	400'276'708	21'975'746	348'732'893.60
	CHARGES AVEC IMPUTATIONS INTERNES ET SUBVENTIONS REDISTRIBUÉES hors provisions et réserves	7'539'005'563.50	434'301'902	7'104'703'662	24'456'860	7'514'548'703.47
40	IMPÔTS	5'569'164'621.26	754'938'621	4'814'226'000	454'772'399	5'114'392'222.43
	IMPÔTS SUR LE REVENU ET LA FORTUNE	3'699'585'502.72	480'085'503	3'219'500'000	467'553'468	3'232'032'033.23
	IMPÔTS SUR LE BÉNÉFICE ET LE CAPITAL	1'246'104'568.93	179'904'589	1'066'200'000	-69'263'907	1'315'368'476.34
	AUTRES IMPÔTS	623'474'549.61	94'948'550	528'526'000	56'482'837	566'991'712.86
41	PATENTES ET CONCESSIONS	12'675'113.67	-869'366	13'544'500	871'130	11'803'983.50
42	REVENUS DES BIENS	315'676'682.13	71'955'712	243'720'970	-24'813'760	340'490'441.87
43	RECETTES DIVERSES hors dissolutions de provisions et réserves	526'934'304.66	98'032'397	428'901'908	64'117'418	462'816'886.87
44	PARTS À DES RECETTES SANS AFFECTATION	562'410'249.49	167'443'954	394'966'295	114'407'642	448'008'607.38
45	DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBL.	156'693'324.56	13'030'940	143'662'385	-1'187'655	157'880'979.89
46	SUBVENTIONS ACQUISES	207'494'446.10	7'258'940	200'235'506	-9'322'997	216'817'443.58
48	PRÉLÈVEMENTS SUR LES FINANCEMENTS SPÉCIAUX	7'799'930.06	-5'095'195	12'895'125	-8'828'677	16'629'606.88
	REVENUS SANS IMPUTATIONS INTERNES ET SUBVENTIONS À REDISTRIBUER hors provisions et réserves	7'358'848'671.93	1'106'695'983	6'252'152'689	590'008'500	6'768'840'172.40
47	SUBVENTIONS À REDISTRIBUER	552'723'678.59	522'977'679	29'746'000	28'736'983	523'986'695.45
49	IMPUTATIONS INTERNES	370'708'639.82	-29'568'068	400'276'708	21'975'746	348'732'893.60
	REVENUS AVEC IMPUTATIONS INTERNES ET SUBVENTIONS À REDISTRIBUER hors provisions et réserves	8'282'280'990.34	1'600'105'593	6'682'175'397	640'721'229	7'641'559'761.45
	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT hors provisions et réserves	7'43'275'426.84	1'165'803'692	-422'528'265	6'162'643'969	127'011'057.98
338	PROVISIONS ET RESERVES	317'552'843.94	238'262'344	79'290'500	19'946'180.58	297'606'663.36
439	DISSOLUTIONS DE PROVISIONS ET RESERVES	360'360'189.93	49'629'190	310'731'000	-15'984'642.66	375'944'832.59
	IMPACT PROVISIONS ET RESERVES	42'807'345.99	-188'633'154	231'440'500	-355'018'233.24	78'338'169.23
	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT	786'082'772.83	977'170'538	-191'087'765	580'733'545.62	205'349'227.21

**CLASSIFICATION PAR NATURE ET PAR DÉPARTEMENT DES CHARGES DE FONCTIONNEMENT
COMPTE 2007**

LIBELLÉ	ÉTAT DE GENÈVE	CHANCELLERIE	FINANCES	INSTRUCTION PUBLIQUE	INSTITUTIONS	CONSTRUCTIONS ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	TERRITOIRE	SOLIDARITE ET EMPLOI	ECONOMIE ET SANTE	GRAND CONSEIL	COUR DES COMPTES	POUVOIR JUDICIAIRE
30 CHARGES DE PERSONNEL	1 925 229 921.03	10 367 867.08	146 063 877.33	1 018 229 157.71	364 593 755.89	134 389 775.65	68 665 260.43	84 049 170.30	28 464 291.18	6 609 031.63	2 167 194.78	61 430 539.03
300 AUTORITES, COMMISSIONS ET JUGES	28 934 257.43	1 952 580.90	181 424.70	315 683.60	165 848.75	308 533.33	332 345.90	144 296.75	280 221.75	3 669 336.65	680 774.00	20 883 209.10
301 TRAITEMENTS DU PERSONNEL	842 590 316.94	6 858 890.35	79 505 046.05	179 000 403.11	282 822 675.24	111 113 623.19	56 211 780.70	68 622 530.85	22 786 223.25	2 282 503.10	1 171 873.60	32 154 767.50
302 TRAITEMENT DU CORPS ENSEIGNANT	673 092 189.45			673 092 189.45								
303 ASSURANCES SOCIALES	116 759 725.99	648 215.97	5 964 530.69	64 118 325.01	22 215 725.99	8 304 911.23	4 227 421.95	5 190 709.45	17 174 867.43	335 055.06	1 347 533.20	3 905 210.01
304 CAISSE DE PENSION ET DE PRÉVOYANCE	196 714 689.75	887 096.48	10 270 814.87	97 414 731.20	48 758 079.06	14 022 918.72	7 586 296.09	9 505 205.22	3 563 363.85	295 534.72	159 014.15	4 221 635.39
305 ASSURANCE MALADIE ET ACCIDENTS	11 741 115.02	21 083.38	223 481.83	2 414 171.15	8 223 387.06	308 204.81	156 637.88	201 248.48	61 093.50	6 602.10	3 668.90	121 080.93
306 PRESTATIONS EN NATURE	2 011 681.86		10 000.00	1 383.95	17 874 24.78	97 089.72	115 783.41					
307 PRESTATIONS AUX RETRAITÉS	47 163 776.05		46 337 898.75	825 877.30								
308 PERSONNEL TEMPORAIRE, CHÔMEURS	979 074.60		429 071.50	9 265.60		228 357.25	233 427.95	23 771.55	10 037.85			45 142.90
309 FORMATION, RECRUTEMENT, DIV. CHARGES	5 243 093.92		3 570 670.44	616 774.44	551 349.41	6 137.40	1 666.55	361 408.00	18 483.55		17 110.93	99 493.20
31 DÉPENSES GÉNÉRALES	419 483 253.81	5 060 367.16	14 596 928.05	40 795 691.74	48 277 477.30	196 995 678.48	93 902 094.67	3 772 362.13	4 943 891.10	2 025 861.32	105 397.23	9 007 504.63
310 FOURN. BUREAU, IMPRIMES, MATÉRIEL	22 544 922.57	633 257.31	1 377 925.61	13 500 709.36	2 949 988.75	1 086 506.77	919 426.18	538 892.24	312 365.45	448 877.90	22 689.63	754 293.37
311 MOBILIER, MACHINES ET VÉHICULES	3 491 418.34	69 259.10	122 993.05	984 001.34	52 373 80.00	47 410.94	958 777.47	68 730.61	104 972.15	47 161.58	14 833.15	122 849.95
312 EAU, ÉNERGIE, COMBUSTIBLES	36 192 208.69		33 564.00	4 761 254.94	7 248 348.95	35 371 672.75	820 535.94		787 348.21			7 165.40
313 MARCHANDISES	16 526 648.06	8 182.80				2 283 353.06	1 388 239.15					
314 ENTRETIEN DES IMMEUBLES	102 686 898.32					35 694 312.78	67 002 585.54					
315 ENTRETIEN DE MOBILIER PAR DES TIERS	20 980 637.21	1 031 930	11 154.10	980 090.62	2 251 352.93	16 599 451.96	973 363.94	38 182.05	47 896.17	50 481.44	2 575.85	15 762.25
316 LOYERS, FERMAGES, REDEVANCES	56 050 683.16	11 201 485	170 451.90	2 642 725.90	706 620.01	51 434 678.63	429 965.32	195 121.45	99 908.90	19 971.25		239 224.95
317 DÉBOURS	13 945 689.07	41 007 628	411 078.20	2 211 449.85	7 318 297.14	1 322 333.24	943 584.43	437 708.51	279 151.36	312 101.46	6 217.21	293 691.39
318 HONORAIRES, PREST. DE SERVICE DE TIERS	146 934 022.39	3 817 256.92	12 469 761.19	15 715 459.73	27 279 151.52	52 609 191.35	20 465 610.70	2 484 535.72	3 312 248.86	1 147 267.69	59 071.39	7 574 517.32
319 REPORTS DE CREDIT	120 076.00					120 076.00						
32 INTÉRÊTS PASSIFS ET FRAIS D'EMPRUNTS	363 067 818.35	-	363 067 255.15	-	-	-	-	563.20	-	-	-	-
320 ENGAGEMENTS COURANTS	363 521.84		363 521.84									
321 DETTES À COURT TERME	13 845 839.21		13 845 839.21									
322 DETTES À MOYEN ET LONG TERME	331 576 279.34		331 576 279.34									
323 DETTES ENVERS DES ENTITES PARTIC.	5 708 130.08		5 708 130.08									
328 FRAIS ET COUTS FINANCIERS	1 571 309.69		1 571 309.69									
329 AUTRES INTÉRÊTS PASSIFS	10 002 738.19		10 002 174.99					563.20				
33 AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	729 496 966.88	-	297 558 857.23	29 405 904.15	29 034 290.09	134 410 630.88	78 639 216.20	115 830 153.79	43 508 061.46	199 979.50	-	909 773.58
330 AMORTISSEMENTS DU PATRIMOINE FINANCIER	56 732.50		3 643.95	53 088.55								
331 AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	281 817 525.84		10 090 382.00	28 034 310.00	3 968 139.45	132 908 646.10	54 436 982.79	9 886 850.00	42 325 101.00	199 979.50		67 135.00
336 PERTES DE CHANGE	1 65						1 65					
338 PROVISIONS ET RESERVES	317 552 843.94		166 179 720.62	1 034 034.97	24 854 280.05	205 000.00	24 028 126.47	99 813 532.21	942 082.88			486 076.74
339 CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	130 069 762.95		121 285 110.66	284 470.63	211 890.59	1 396 984.78	174 106.94	6 129 769.93	240 867.58			346 561.84
34 PARTS ET CONTRIBUTIONS SANS AFFECTATION	241 431 305.33	-	230 257 237.73	-	6 796 225.65	-	4 377 841.95	-	-	-	-	-
340 PART DES COMMUNES AUX RECETTES	4 423 053.95		45 212.00				4 377 841.95					
341 CONTRIBUTIONS À DES COMMUNES	225 895.05		225 895.05									
342 PART DES COMMUNES AUX IMPÔTS SPÉCIAUX	-129 385.00		-129 385.00									
343 PART DES COMMUNES TAXES ASSUR. INC.	3 159 071.60		3 159 071.60									
344 PART POMPIERS TAXES D'ASSURANCE CONTRE L'INCENDIE	3 159 071.59		3 159 071.59									
346 COMPENSATION FINANCIÈRE AUX COMMUNES FRANÇAISES	177 934 555.00		177 934 555.00									
347 PART DES COMM. À L'IMPÔT S/LA DISSOLUTION DES RÉSERVES ET PROVISIONS	-70 439.80		-70 439.80									
349 AUTRES PARTS	52 729 492.94		45 933 267.29		6 796 225.65							

**CLASSIFICATION PAR NATURE ET PAR DÉPARTEMENT DES CHARGES DE FONCTIONNEMENT
COMPTE 2007**

LIBELLÉ	É T A T D E G E N È V E	CHANCELIERIE	FINANCES	INSTRUCTION PUBLIQUE	INSTITUTIONS	CONSTRUCTIONS ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	TERRITOIRE	SOLIDARITE ET EMPLOI	ECONOMIE ET SANTÉ	GRAND CONSEIL	COUR DES COMPTES	POUVOIR JUDICIAIRE
35 DÉDOMMAGEMENTS À DES TIERS	208'426'913.39	-	51'891'322.45	5'373'753.45	12'377'298.84	13'691'050.35	4'622'353.45	115'336'214.25	-	-	-	5'134'920.60
350 CONFÉDÉRATION	20'242'180.75				940'118.60		4'250'463.05	15'051'599.10				
351 CANTONS	21'694'945.54			5'373'753.45	11'078'680.24		107'591.25					5'134'920.60
352 COMMUNES	14'313'849.50				358'500.00	13'691'050.35	264'299.15					
353 PROPRES ÉTABLISSEMENTS	51'891'322.45		51'891'322.45									
355 DEDOMMAGEMENT A DES INSTITUTIONS PRIVEES	5'485'201.50							5'485'201.50				
356 DEDOMMAGEMENT A DES PERSONNES PHYSIQUES	94'799'413.65							94'799'413.65				
36 SUBVENTIONS ACCORDÉES	3'021'138'457.88	394'398.00	959'303.20	590'552'209.59	16'968'710.35	81'341'533.32	165'516'277.83	1'273'960'969.36	881'569'983.21	-	-	9'975'073.02
360 CONFÉDÉRATION	189'567'567.50	20'1698.00					23'337.50	189'329'532.00	13'000.00			
361 CANTONS	3'827'763.70			2'686'012.55			330'213.40	795'79.00	737'958.75			
362 COMMUNES	19'218'474.90			14'888'250.00		1292'528.35	1'423'746.55		1'613'950.00			
363 PROPRES ÉTABLISSEMENTS	1'394'379'364.20		608'600.00	376'533'722.92	921'700.00	7034'345.90	139'569'356.10	100'838'593.10	768'873'046.18			
364 SOCIÉTÉS D'ÉCONOMIE MIXTE	37'425'293.14	92'700.00		35'290'200.00	254'825.00		1'590'209.29	14'464.10	182'894.75			
365 INSTITUTIONS PRIVÉES	387'982'546.53	100'000.00	192'000.00	109'531'639.40	7'809'777.00	8'588'837.00	18'110'246.80	136'808'490.20	106'841'556.13			
366 PERSONNES PHYSIQUES	977'379'311.72		158'703.20	51'622'384.72	1072'440.35	64'425'822.07	21'000.00	846'796'310.96	3'307'577.40			9'975'073.02
367 ÉTRANGER	11'358'136.19				6'909'988.00		4'448'168.19					
38 ATTRIBUTIONS AUX FINANCEMENTS SPÉCIAUX	24'851'552.38	-	-	-	72'763.66	2'693'644.15	21'957'718.95	-	127'425.62	-	-	-
380 VERSEMENT SUR FINANCEMENTS SPÉCIAUX	24'151'552.38				72'763.66	2'693'644.15	21'257'718.95		127'425.62			
381 DOTATION AUX FONDS SPÉCIAUX	700'000.00						700'000.00					
TOTALX INTERMÉDIAIRES	6'933'126'089.03	15'822'632.24	1'104'394'781.14	1'684'356'716.64	478'120'521.78	563'522'312.83	437'880'763.48	1'592'849'433.03	958'613'652.57	8'834'872.45	2'272'592.01	86'457'810.86
37 SUBVENTIONS REDISTRIBUÉES	552'723'678.59	-	-	528'137'468.49	-	250'660.00	23'974'046.10	361'504.00	-	-	-	-
370 CONFÉDÉRATION	95'800.00			95'800.00								
371 CANTONS	1'527'303.17			220'656.67			1'306'646.50					
372 COMMUNES	611'550.00			83'750.00		224'560.00	303'240.00					
373 PROPRES ÉTABLISSEMENTS	513'534'030.69			513'353'278.69			180'752.00					
375 INSTITUTIONS PRIVÉES	35'972'278.73			13'898'465.13		26'100.00	21'866'961.60	180'752.00				
376 PERSONNES PHYSIQUES	982'716.00			485'518.00			497'198.00					
39 IMPUTATIONS INTERNES	370'708'639.82	451'712.76	28'050'238.94	76'477'374.30	62'794'057.61	127'118'239.08	37'818'374.11	15'062'249.74	19'757'551.43	130'293.63	1738.57	3'046'809.65
390 IMPUTATIONS INTERNES	3'460'620.00						3'460'620.00					
391 FRAIS DE BÂTIMENTS	179'515'447.59	445'587.56	4'562'300.09	68'929'667.35	23'665'571.46	63'886'372.18	2'913'557.89	9'485'630.74	2'755'630.08	105'268.63	1'738.57	2'764'123.02
392 INTÉRÊTS DE LA DETTE	109'024'928.90		2'115'281.90	7'424'000.00	491'000.00	59'950'000.00	17'805'647.00	4'336'000.00	16'876'000.00	20'000.00		7'000.00
394 RÉTROCESSIONS DE RECETTES	59'635'217.06		14'403'306.79		36'434'539.28		8'797'370.99					
395 INFORMATIQUE	300'000.00							300'000.00				
396 SUBVENTIONS	3'925'374.00				70'374.00		3'855'000.00					
397 FACTURATION INTERNE	14'827'052.27	6'125.20	6'969'350.16	103'706.95	2'132'572.85	3'281'866.90	986'176.23	940'619.00	125'921.35	5'025.00		275'686.63
399 AUTRES IMPUTATIONS INTERNES	20'000.00			20'000.00								
TOTALX GÉNÉRAUX	7'856'558'407.44	16'274'345.00	1'132'445'020.08	2'288'971'559.43	540'914'579.39	690'891'211.91	499'673'183.69	1'608'273'186.77	978'371'204.00	8'965'166.08	2'274'330.58	89'504'620.51

**CLASSIFICATION PAR NATURE ET DÉPARTEMENT DES REVENUS DE FONCTIONNEMENT
COMpte 2007**

LIBELLÉ	É T A T D E G E N È V E	CHANCELLERIE	FINANCES	INSTRUCTION PUBLIQUE	INSTITUTIONS	CONSTRUCTIONS ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	TERRITOIRE	SOLIDARITE ET EMPLOI	ECONOMIE ET SANTÉ	GRAND CONSEIL	COUR DES COMPTES	POUVOIR JUDICIAIRE
45 DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES	156'693'324.56	-	64'744'194.66	5'291'840.35	22'857'976.07	3'361'998.60	18'380'443.60	42'056'871.28	-	-	-	-
450 CONFÉDÉRATION	71'344'148.18		54'000.00		7'858'777.87	3'058'794.00	18'304'547.50	42'068'028.81				
451 CANTONS	6'595'925.95			4'960'399.05	1'574'446.15		61'080.75					
452 COMMUNES	78'743'250.43		64'690'194.66	331'441.30	13'424'752.05	293'204.60	14'815.35	-11'157.53				
453 PROPRES ÉTABLISSEMENTS	10'000.00					10'000.00						
46 SUBVENTIONS ACQUISES	207'494'446.10	-	2'206'314.16	44'334'015.45	6'330'301.00	3'437'940.70	9'278'372.84	140'479'023.00	1'428'478.95	-	-	-
460 CONFÉDÉRATION	191'552'912.20			40'388'967.50	6'330'301.00	1'909'511.00	1'016'630.75	140'479'023.00	1'428'478.95			
461 CANTONS	5'000.00						5'000.00					
462 COMMUNES	120'000.00		120'000.00									
463 PROPRES ÉTABLISSEMENTS	1'346'946.95			1'346'946.95								
466 PERSONNES PHYSIQUES	1'528'429.70					1'528'429.70						
467 SUBVENTIONS ÉTRANGERS	71'742.09						71'742.09					
469 AUTRES SUBVENTIONS	12'869'415.16		2'086'314.16	2'598'101.00			8'185'000.00					
48 PRÉLÈVEMENTS SUR LES FINANCEMENTS SPÉCIAUX	7'799'930.06	-	33'008.37	-	15'276.50	3'998'290.28	3'034'466.04	166'902.22	551'986.65	-	-	-
480 PRÉLÈVEMENTS SUR FINANCEMENTS SPÉCIAUX	7'799'930.06		33'008.37		15'276.50	3'998'290.28	3'034'466.04	166'902.22	551'986.65			
TOTAUX INTERMÉDIAIRES	771'920'861.86	2'805'949.51	6'631'280'644.74	79'333'753.83	202'563'836.24	122'040'617.08	222'213'111.25	375'128'937.39	48'879'464.72	22'180.10	703.00	34'939'664.00
47 SUBVENTIONS À REDISTRIBUER	552'723'678.59	-	-	528'137'468.49	-	250'660.00	23'974'046.10	361'504.00	-	-	-	-
470 CONFÉDÉRATION	162'566'533.15			137'980'323.05		250'660.00	23'974'046.10	361'504.00				
471 CANTONS	388'949'549.41			388'949'549.41								
472 COMMUNES	83'750.00			83'750.00								
473 PROPRES ÉTABLISSEMENTS	455'760.00			455'760.00								
475 INSTITUTIONS PRIVÉES	667'887.13			667'887.13								
476 PERSONNES PHYSIQUES	198.90			198.90								
49 IMPUTATIONS INTERNES	370'708'639.82	517'063.04	108'893'681.68	4'040'263.00	61'490'822.18	175'738'728.52	16'719'059.86	795'599.14	1'252'194.96	33'452.47	-	1'227'774.97
490 IMPUTATIONS INTERNES	3'460'620.00						3'460'620.00					
491 REVENUS DES BÂTIMENTS	179'515'447.59	497'063.04	113'034.68	4'040'263.00	3'362'777.16	169'934'611.18	191'952.19	504'159.14	628'305.06	33'452.47		209'829.67
492 CHARGES ET INTÉRÊTS	109'024'928.90		108'780'647.00		244'281.90							
494 PARTS À DES RECETTES	59'635'217.06				48'904'270.28	1'579'535.79	8'859'970.99	291'440.00				
495 INFORMATIQUE	300'000.00					300'000.00						
496 SUBVENTIONS	3'925'374.00				70'374.00		3'855'000.00					
497 FACTURATIONS INTERNES	14'827'052.27				8'909'118.84	3'924'581.55	351'516.68		623'889.90			10'17'945.30
499 AUTRES IMPUTATIONS INTERNES	20'000.00	20'000.00										
TOTAUX GÉNÉRAUX	8'642'641'180.27	3'323'012.55	67'40'174'326.42	611'511'485.32	264'054'658.42	298'030'005.60	262'906'217.21	376'286'040.53	501'311'659.68	55'632.57	703.00	361'674'438.97

**CLASSIFICATION PAR NATURE ET PAR DÉPARTEMENT DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT
COMPTE 2007**

	LIBELLÉ	É T A T D E G E N É V E	CHANCELLERIE	FINANCES	INSTRUCTION PUBLIQUE	INSTITUTIONS	CONSTRUCTIONS ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	TERRITOIRE	SOLIDARITE ET EMPLOI	ECONOMIE ET SANTÉ	GRAND CONSEIL	COUR DES COMPTES	POUVOIR JUDICIAIRE
56	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENTS ACCORDÉES (GRANDS TRAVAUX)	142'673'727.50	-	-	-	-	90'380'241.80	313'745.95	1'874'000.00	50'105'739.75	-	-	-
563	PROPRES ÉTABLISSEMENTS	107'491'177.10					57'385'437.35			50'105'739.75			
564	SOCIÉTÉS D'ÉCONOMIE MIXTE	313'745.95					30'308'422.45	313'745.95	1'874'000.00				
565	INSTITUTIONS PRIVÉES	32'182'422.45					2'686'382.00						
568	RELANCE ÉCONOMIQUE	2'686'382.00											
57	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENTS REDISTRIBUÉES (LOI BUDGÉTAIRE ANNUELLE)	82'000.00	-	-	-	-	-	82'000.00	-	-	-	-	-
574	SOCIÉTÉS D'ÉCONOMIE MIXTE	82'000.00						82'000.00					
58	AUTRES DÉPENSES À PORTER À L'ACTIF	3'708'285.70	-	-	-	-	508'285.70	3'200'000.00	-	-	-	-	-
585	INSTITUTIONS PRIVÉES	3'200'000.00					508'285.70	3'200'000.00					
586	PERSONNES PHYSIQUES	508'285.70											
	TOTAUX INTERMÉDIAIRES	624'345'403.29	-	30'337'172.65	22'890'778.08	6'068'995.11	428'825'986.68	82'829'170.06	2'394'412.45	50'797'665.81	6'794.75	194'427.70	-
59	IMPUTATIONS INTERNES	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	TOTAUX GÉNÉRAUX	624'345'403.29	-	30'337'172.65	22'890'778.08	6'068'995.11	428'825'986.68	82'829'170.06	2'394'412.45	50'797'665.81	6'794.75	194'427.70	-

**CLASSIFICATION PAR NATURE ET PAR DÉPARTEMENT DES RECETTES D'INVESTISSEMENTS
COMPTE 2007**

	LIBELLÉ	É T A T D E G E N È V E	CHANCELLERIE	FINANCES	INSTRUCTION PUBLIQUE	INSTITUTIONS	CONSTRUCTIONS ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	TERRITOIRE	SOLIDARITE ET EMPLOI	ECONOMIE ET SANTÉ	GRAND CONSEIL	COUR DES COMPTES	POUVOIR JUDICIAIRE
60	TRANSFERTS AU PATRIMOINE FINANCIER (HORS GRANDS TRAVAUX)	211'907'667.00	-	-	-	-	-	64'086'520.00	147'821'147.00	-	-	-	-
601	OUVRAGES DE GÉNIE CIVIL	147'821'147.00						64'086'520.00	147'821'147.00				
603	BÂTIMENTS	64'086'520.00											
61	CONTRIBUTIONS DE TIERS (LOI BUDGÉTAIRE ANNUELLE)	818'382.95	-	-	60'981.00	-	254'507.85	372'481.65	130'412.45	-	-	-	-
610	CONFÉDÉRATION	86'088.35		60'981.00					25'107.35				
611	OUVRAGES DE GÉNIE CIVIL	23'000.00				23'000.00							
615	INSTITUTIONS PRIVÉES	372'481.65					372'481.65						
616	MOBILIER, MACHINES, VÉHICULES, ÉQUIPEMENTS	336'812.95				231'507.85			105'305.10				
62	REMBOURSEMENTS DE PRÊTS ET DE PARTICIPATIONS PERMANENTES (LOI BUDGÉTAIRE ANNUELLE)	1'960'378.08	-	-	683'075.20	-	973'721.88	216'296.00	87'285.00	-	-	-	-
624	SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE	287'581.00						200'296.00	87'285.00				
625	INSTITUTIONS PRIVÉES	1'073'721.88		100'000.00		973'721.88							
626	PERSONNES PHYSIQUES	599'075.20		583'075.20			16'000.00						
63	FACTURATION À DES TIERS (LOI BUDGÉTAIRE ANNUELLE)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
64	RECETTES AFFECTÉES PROVENANT DE FINANCEMENTS SPÉCIAUX	1'361.48	-	-	-	-	-	1'361.48	-	-	-	-	-
642	COMMUNES	1'361.48						1'361.48					
65	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENTS ACQUISES (TRAIN ANNUEL DE LOI)	7731'653.24	-	-	172'457.75	-	7'509'231.79	49'963.70	-	-	-	-	-
650	CONFÉDÉRATION	7'045'759.12					7'027'195.42	49'963.70					
651	CANTONS	257'453.80		-31'400.00			257'453.80						
652	COMMUNES	224'582.57					224'582.57						
653	PROPRES ÉTABLISSEMENTS	203'857.75		203'857.75									
66	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENTS ACQUISES (GRANDS TRAVAUX)	12'361'374.15	-	-	737'893.00	-	11'623'481.15	-	-	-	-	-	-
660	CONFÉDÉRATION	10'911'344.00		737'893.00			10'173'451.00						
663	PROPRES ÉTABLISSEMENTS	300'000.00					300'000.00						
664	SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE	307'099.60					307'099.60						
665	INSTITUTIONS PRIVÉES	842'930.55					842'930.55						
67	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENTS À REDISTRIBUER (LOI BUDGÉTAIRE ANNUELLE)	82'000.00	-	-	-	-	-	82'000.00	-	-	-	-	-
670	CONFÉDÉRATION	82'000.00						82'000.00					
68	REPRISE DES AMORTISSEMENTS	4'062'500.00	-	-	-	-	4'062'500.00	-	-	-	-	-	-
683	DECOUVERT	4'062'500.00					4'062'500.00						
	TOTAUX INTERMÉDIAIRES	238'925'316.90	-	-	1'654'406.95	-	24'423'442.67	64'808'622.83	148'038'844.45	-	-	-	-
69	IMPUTATIONS INTERNES	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	TOTAUX GÉNÉRAUX	238'925'316.90	-	-	1'654'406.95	-	24'423'442.67	64'808'622.83	148'038'844.45	-	-	-	-

COMPARAISON PAR NATURE DES CHARGES DE FONCTIONNEMENT 2007/2006

Nature	Libellés	Compte 2007	Écart par rapport au Budget 2007		Budget 2007	Compte 2006
30	CHARGES DE PERSONNEL	1'925'229'921.01	8'490'351.01	0.44%	1'916'739'570	1'893'403'728.57
300	AUTORITÉS, COMMISSIONS ET JUGES	28'934'257.43	-1'505'272.57	-4.95%	30'439'530	29'236'381.80
301	TRAITEMENTS DU PERSONNEL	842'590'316.94	1'424'602.94	0.17%	841'165'714	832'182'655.94
302	TRAITEMENTS DU CORPS ENSEIGNANT	673'092'189.45	-1'437'632.55	-0.21%	674'529'822	664'429'033.52
303	ASSURANCES SOCIALES	116'759'725.99	-727'393.01	-0.62%	117'487'119	113'621'535.88
304	CAISSE DE PENSION ET DE PRÉVOYANCE	196'714'689.75	14'870'966.75	8.18%	181'843'723	183'723'730.58
305	ASSURANCE MALADIE ET ACCIDENTS	11'741'115.02	-803'969.98	-6.41%	12'545'085	11'840'022.28
306	PRESTATIONS EN NATURE	2'011'681.86	-178'318.14	-8.14%	2'190'000	2'168'524.15
307	PRESTATIONS AUX RETRAITÉS	47'163'776.05	-300'423.95	-0.63%	47'464'200	47'565'342.40
308	PERSONNEL TEMPORAIRE, CHÔMEURS	979'074.60	-716'775.40	-42.27%	1'695'850	1'069'302.90
309	FORMATION, RECRUTEMENT, DIV. CHARGES	5'243'093.92	-2'135'433.08	-28.94%	7'378'527	7'567'199.12
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	419'483'253.81	-40'665'323.19	-8.84%	460'148'577	432'515'660.68
310	FOURN. BUREAU, IMPRIMÉS, MATÉRIEL	22'544'922.57	-2'966'141.43	-11.63%	25'511'064	24'108'073.37
311	MOBILIER, MACHINES ET VÉHICULES	3'491'418.34	-1'726'121.66	-33.08%	5'217'540	4'122'058.78
312	EAU, ÉNERGIE, COMBUSTIBLES	36'192'208.69	-1'703'691.31	-4.50%	37'895'900	39'989'250.41
313	MARCHANDISES	16'526'648.06	-1'728'222.94	-9.47%	18'254'871	16'873'159.95
314	ENTRETIEN DES IMMEUBLES	102'696'898.32	-8'890'601.68	-7.97%	111'587'500	115'026'137.18
315	ENTRETIEN DE MOBILIER PAR DES TIERS	20'980'637.21	-3'877'937.79	-15.60%	24'858'575	21'046'262.41
316	LOYERS, FERMAGES, REDEVANCES	56'050'683.16	-5'270'946.84	-8.60%	61'321'630	55'262'328.58
317	DÉBOURS	13'945'689.07	-1'109'614.93	-7.37%	15'055'304	13'563'858.34
318	HONORAIRES, PREST. DE SERVICE DE TIERS	146'934'072.39	-14'530'168.61	-9.00%	161'464'241	142'524'524.91
319	REPORTS DE CREDIT	120'076.00	1'138'124.00	-111.79%	-1'018'048	6.75
32	INTÉRÊTS PASSIFS ET FRAIS D'EMPRUNTS	363'067'818.35	15'797'052.35	4.55%	347'270'766	366'344'205.11
320	ENGAGEMENTS COURANTS	363'521.84	-363'478.16	-50.00%	727'000	1'321'699.71
321	DETTES À COURT TERME	13'845'839.21	-17'458'660.79	-55.77%	31'304'500	13'970'651.91
322	DETTES À MOYEN ET LONG TERME	331'576'279.34	44'095'713.34	15.34%	287'480'566	326'423'398.16
323	DETTES ENVERS DES ENTITÉS PARTIC.	5'708'130.08	-2'376'369.92	-29.39%	8'084'500	4'746'750.40
328	FRAIS ET COÛTS FINANCIERS	1'571'309.69	-178'690.31	-10.21%	1'750'000	1'856'678.58
329	AUTRES INTÉRÊTS PASSIFS	10'002'738.19	-7'921'461.81	-44.19%	17'924'200	18'025'026.35
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	729'496'866.88	306'591'073.88	72.50%	422'905'793	761'382'082.69
330	AMORTISSEMENTS DU PATRIMOINE FINANCIER	56'732.50	56'732.50		-	12'096'517.65
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	281'817'525.84	58'332.84	0.02%	281'759'193	288'881'344.81
336	PERTES DE CHANGE	1.65	1.65		-	-
335	MOINS-VALUE NON RÉALISÉES SUR PLACEMENTS FINANCIERS	-	-		-	156.00
338	PROVISIONS ET RESERVES	317'552'843.94	238'262'343.94	300.49%	79'290'500	297'606'663.36
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	130'069'762.95	68'213'662.95	110.28%	61'856'100	162'797'400.87
34	PARTS ET CONTRIBUTIONS SANS AFFECTATION	241'431'305.33	19'503'805.33	8.79%	221'927'500	218'886'653.62
340	PART DES COMMUNES AUX RECETTES	4'423'053.95	23'053.95	0.52%	4'400'000	4'078'020.40
341	CONTRIBUTIONS À DES COMMUNES	225'895.05	225'895.05		-	223'616.35
342	PART DES COMMUNES AUX IMPÔTS SPÉCIAUX	-129'395.00	-129'395.00		-	54'568.40
343	PART DES COMMUNES TAXES ASSUR. INC.	3'159'071.60	79'071.60	2.57%	3'080'000	3'077'477.03
344	PART POMPIERS TAXES D'ASSURANCE CONTRE L' INCENDIE	3'159'071.59	79'071.59	2.57%	3'080'000	3'077'477.03
346	COMPENSATION FINANCIÈRE AUX COMMUNES FRANÇAISES	177'934'555.00	6'273'055.00	3.65%	171'661'500	159'094'601.55
347	PART DES COMM. À L'IMPÔT S/ LA DISSOLUTION DES RÉSERVES ET PROVISIONS	-70'439.80	-70'439.80		-	-177'562.20
349	AUTRES PARTS	52'729'492.94	13'023'492.94	32.80%	39'706'000	49'458'455.06

COMPARAISON PAR NATURE DES CHARGES DE FONCTIONNEMENT 2007/2006

Nature	Libellés	Compte 2007	Écart par rapport au Budget 2007		Budget 2007	Compte 2006
35	DÉDOMMAGEMENTS À DES TIERS	208'426'913.39	-128'624'151.61	-38.16%	337'051'065	290'328'322.07
350	CONFÉDÉRATION	20'242'180.75	2'333'180.75	13.03%	17'909'000	20'054'132.35
351	CANTONS	21'694'945.54	-1'876'919.46	-7.96%	23'571'865	21'011'876.63
352	COMMUNES	14'313'849.50	-1'661'150.50	-10.40%	15'975'000	20'686'246.55
353	PROPRES ÉTABLISSEMENTS	51'891'322.45	-120'108'677.55	-69.83%	172'000'000	104'952'740.72
355	DEDOMMAGEMENT A DES INSTITUTIONS PRIVEES	5'485'201.50	949'201.50	20.93%	4'536'000	4'899'673.30
356	DEDOMMAGEMENT A DES PERSONNES PHYSIQUES	94'799'413.65	-8'259'786.35	-8.01%	103'059'200	118'723'652.52
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	3'021'138'457.88	-16'698'095.12	-0.55%	3'037'836'553	2'960'748'000.25
360	CONFÉDÉRATION	189'567'567.50	-15'590'932.50	-7.60%	205'158'500	195'088'901.50
361	CANTONS	3'827'763.70	-1'801'404.30	-32.00%	5'629'168	4'098'267.05
362	COMMUNES	19'218'474.90	-1'305'475.10	-6.36%	20'523'950	18'550'084.45
363	PROPRES ÉTABLISSEMENTS	1'394'379'364.20	-412'923.80	-0.03%	1'394'792'288	1'365'664'331.21
364	SOCIÉTÉS D'ÉCONOMIE MIXTE	37'425'293.14	-117'931.86	-0.31%	37'543'225	47'699'968.81
365	INSTITUTIONS PRIVÉES	387'982'546.53	-5'101'355.47	-1.30%	393'083'902	358'231'208.89
366	PERSONNES PHYSIQUES	977'379'311.72	-11'401'208.28	-1.15%	988'780'520	967'932'731.59
367	ÉTRANGER	11'358'136.19	2'033'136.19	21.80%	9'325'000	8'482'506.75
369	SUBVENTIONS REMBOURSEES	-	17'000'000.00	-100.00%	-17'000'000	-5'000'000.00
38	ATTRIBUTIONS AUX FINANCEMENTS SPÉCIAUX	24'851'552.38	18'459'922.38	288.81%	6'391'630	15'827'124.79
380	VERSEMENT SUR FINANCEMENTS SPÉCIAUX	24'151'552.38	20'459'922.38	554.22%	3'691'630	12'127'124.79
381	DOTATION AUX FONDS SPÉCIAUX	700'000.00	-2'000'000.00	-74.07%	2'700'000	3'700'000.00
	TOTAUX INTERMÉDIAIRES	6'933'126'089.03	182'854'635.03	2.71%	6'750'271'454	6'939'435'777.78
37	SUBVENTIONS REDISTRIBUÉES	552'723'678.59	522'977'678.59	1758.14%	29'746'000	523'986'695.45
370	CONFÉDÉRATION	95'800.00	95'800.00		-	222'428.90
371	CANTONS	1'527'303.17	-702'096.83	-31.49%	2'229'400	1'684'145.50
372	COMMUNES	611'550.00	247'150.00	67.82%	364'400	359'030.00
373	PROPRES ÉTABLISSEMENTS	513'534'030.69	512'934'030.69	85489%	600'000	485'684'802.15
374	SOCIÉTÉS D'ÉCONOMIE MIXTE	-	-34'400.00	-100.00%	34'400	-
375	INSTITUTIONS PRIVÉES	35'972'278.73	9'898'878.73	37.97%	26'073'400	35'683'623.90
376	PERSONNES PHYSIQUES	982'716.00	538'316.00	121.13%	444'400	352'665.00
39	IMPUTATIONS INTERNES	370'708'639.82	-29'568'068.18	-7.39%	400'276'708	348'732'893.60
390	IMPUTATIONS INTERNES	3'460'620.00	-1'371'910.00	-28.39%	4'832'530	4'090'110.74
391	FRAIS DE BÂTIMENTS	179'515'447.59	-30'303'302.41	-14.44%	209'818'750	164'356'871.33
392	INTÉRÊTS DE LA DETTE	109'024'928.90	1'925'183.90	1.80%	107'099'745	110'953'071.43
394	RÉTROCESSIONS DE RECETTES	59'635'217.06	-2'590'765.94	-4.16%	62'225'983	50'332'732.41
395	INFORMATIQUE	300'000.00	150'000.00	100.00%	150'000	300'000.00
396	SUBVENTIONS	3'925'374.00	-82'626.00	-2.06%	4'008'000	4'009'549.00
397	FACTURATION INTERNE	14'827'052.27	2'705'352.27	22.32%	12'121'700	14'670'558.69
399	AUTRES IMPUTATIONS INTERNES	20'000.00	-	0.00%	20'000	20'000.00
	TOTAUX GÉNÉRAUX	7'856'558'407.44	676'264'245.44	9.42%	7'180'294'162	7'812'155'366.83

COMPARAISON PAR NATURE DES REVENUS DE FONCTIONNEMENT 2007/2006

Nature	Libellés	Compte 2007	Écart par rapport au Budget 2007		Budget 2007	Compte 2006
40	IMPÔTS	5'569'164'621.26	754'938'621.26	15.68%	4'814'226'000	5'114'392'222.43
400	IMPÔTS SUR LE REVENU ET LA FORTUNE	3'699'585'502.72	480'085'502.72	14.91%	3'219'500'000	3'232'032'033.23
401	IMPÔTS SUR LE BÉNÉFICE ET CAPITAL	1'246'104'568.93	179'904'568.93	16.87%	1'066'200'000	1'315'368'476.34
402	IMPÔTS FONCIERS	144'007'621.60	36'007'621.60	33.34%	108'000'000	102'802'466.10
403	IMPÔTS SPÉCIAUX	67'518'617.95	7'518'617.95	12.53%	60'000'000	70'808'675.45
404	PRODUIT DE L'ENREGISTREMENT ET TIMBRE	184'392'381.32	22'386'381.32	13.82%	162'006'000	178'190'701.24
405	PRODUIT DES SUCCESSIONS	98'453'470.94	23'853'470.94	31.98%	74'600'000	95'415'287.33
406	AUTRES IMPÔTS CANTONAUX	129'102'457.80	5'182'457.80	4.18%	123'920'000	119'774'582.74
41	PATENTES ET CONCESSIONS	12'675'113.67	-869'386.33	-6.42%	13'544'500	11'803'983.50
410	PATENTES	11'998'143.97	-496'356.03	-3.97%	12'494'500	11'088'998.85
411	CONCESSIONS	676'969.70	-373'030.30	-35.53%	1'050'000	714'984.65
42	REVENUS DES BIENS	315'676'682.13	71'955'712.13	29.52%	243'720'970	340'490'441.87
420	BANQUES	444'621.61	377'621.61	563.61%	67'000	179'621.95
421	CRÉANCES	34'808'730.99	11'671'900.99	50.45%	23'136'830	28'321'244.86
422	CAPITAUX DU PATRIMOINE FINANCIER	9'382'628.41	-1'631'197.59	-14.81%	11'013'826	5'694'131.89
423	IMMEUBLES DU PATRIMOINE FINANCIER	47'120'774.49	7'664'984.49	19.43%	39'455'790	27'003'673.43
424	GAINS COMPTABLES SUR LES PLACEMENTS DU PATRIMOINE FINANCIER	89'081'073.63	59'621'073.63	202.38%	29'460'000	77'050'423.91
425	PRÊTS DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	1'485'868.07	-174'131.93	-10.49%	1'660'000	1'910'501.84
426	PART. PERM. DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	51'483'100.50	9'967'147.50	24.01%	41'515'953	45'668'810.95
427	IMMEUBLES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	76'632'373.66	-15'548'913.34	-16.87%	92'181'287	119'400'969.09
429	AUTRES REVENUS	5'237'510.77	7'226.77	0.14%	5'230'284	35'261'063.95
43	RECETTES DIVERSES	887'294'494.59	147'661'586.59	19.96%	739'632'908	838'761'719.46
431	ÉMOLUMENTS ADMINISTRATIFS	146'057'369.61	22'930'419.61	18.62%	123'126'950	131'869'889.06
432	PENSIONS D'ÉTABLISSEMENTS SPÉCIALISÉS	8'402'357.98	-433'072.02	-4.90%	8'835'430	7'788'587.27
433	ÉCOLAGES	922'617.72	73'617.72	8.67%	849'000	1'068'478.10
434	REDEVANCES D'UTIL. ET PREST. DE SERVICE	107'024'407.52	7'999'697.52	8.08%	99'024'710	99'713'627.69
435	VENTES DE MARCHANDISES	6'158'159.02	-1'200'341.98	-16.31%	7'358'501	7'105'558.46
436	DÉDOMMAGEMENTS DE TIERS	202'795'760.11	57'390'443.11	39.47%	145'405'317	170'899'657.33
437	AMENDES	54'377'813.35	10'975'813.35	25.29%	43'402'000	43'208'919.11
438	REMBOURSEMENT FRAIS ADMINISTRATIFS	1'195'819.35	295'819.35	32.87%	900'000	1'162'169.85
439	DISSOLUTIONS DE PROVISIONS	360'360'189.93	49'629'189.93	15.97%	310'731'000	375'944'832.59
44	PARTS À DES RECETTES SANS AFFECTATION	562'410'249.49	167'443'954.49	42.39%	394'966'295	448'008'607.38
440	PART À DES RECETTES FÉDÉRALES	490'893'007.16	160'575'007.16	48.61%	330'318'000	383'857'990.53
442	PART À L'IMPÔT ANTICIPÉ	12'205'724.00	4'205'724.00	52.57%	8'000'000	11'119'083.00
445	PART À LA COMPENSATION FINANCIÈRE EN FAVEUR DES COMMUNES FRANÇAISES	59'311'518.33	2'663'223.33	4.70%	56'648'295	53'031'533.85
45	DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES	156'693'324.56	13'030'939.56	9.07%	143'662'385	157'880'979.89
450	CONFÉDÉRATION	71'344'148.18	-792'986.82	-1.10%	72'137'135	72'229'667.90
451	CANTONS	6'595'925.95	-837'324.05	-11.26%	7'433'250	6'233'740.05
452	COMMUNES	78'743'250.43	14'661'250.43	22.88%	64'082'000	79'407'571.94
453	PROPRES ÉTABLISSEMENTS	10'000.00	-	0.00%	10'000	10'000.00
46	SUBVENTIONS ACQUISES	207'494'446.10	7'258'940.10	3.63%	200'235'506	216'817'443.58
460	CONFÉDÉRATION	191'552'912.20	-3'715'593.80	-1.90%	195'268'506	191'416'616.46
461	CANTONS	5'000.00	5'000.00	-	-	299'281.45
462	COMMUNES	120'000.00	-	0.00%	120'000	120'000.00
463	PROPRES ÉTABLISSEMENTS	1'346'946.95	12'946.95	0.97%	1'334'000	1'370'956.30
466	PERSONNES PHYSIQUES	1'528'429.70	138'429.70	9.96%	1'390'000	1'821'091.70
467	SUBVENTIONS ÉTRANGERS	71'742.09	21'742.09	43.48%	50'000	26'117.86
469	AUTRES SUBVENTIONS	12'869'415.16	10'796'415.16	520.81%	2'073'000	21'763'379.81
48	PRÉLÈVEMENTS SUR LES FINANCEMENTS SPÉCIAUX	7'799'930.06	-5'095'194.94	-39.51%	12'895'125	16'629'606.88
480	PRÉLÈVEMENTS SUR FINANCEMENTS SPÉCIAUX	7'799'930.06	-5'095'194.94	-39.51%	12'895'125	16'629'606.88
	TOTAUX INTERMÉDIAIRES	7'719'208'861.86	1'156'325'172.86	17.62%	6'562'883'689	7'144'785'004.99

COMPARAISON PAR NATURE DES REVENUS DE FONCTIONNEMENT 2007/2006

Nature	Libellés	Compte 2007	Écart par rapport au Budget 2007		Budget 2007	Compte 2006
47	SUBVENTIONS À REDISTRIBUER	552'723'678.59	522'977'678.59	1758.14%	29'746'000	523'986'695.45
470	CONFÉDÉRATION	162'566'533.15	133'780'533.15	464.74%	28'786'000	178'252'724.70
471	CANTONS	388'949'549.41	388'949'549.41		-	343'956'425.31
472	COMMUNES	83'750.00	-476'250.00	-85.04%	560'000	633'662.00
473	PROPRES ETABLISSEMENTS	455'760.00	55'760.00	13.94%	400'000	204'280.00
475	INSTITUTIONS PRIVEES	667'887.13	667'887.13		-	913'843.14
476	PERSONNES PHYSIQUES	198.90	198.90		-	25'760.30
49	IMPUTATIONS INTERNES	370'708'639.82	-29'568'068.18	-7.39%	400'276'708	348'732'893.60
490	IMPUTATIONS INTERNES	3'460'620.00	-1'371'910.00	-28.39%	4'832'530	4'090'110.74
491	REVENUS DES BÂTIMENTS	179'515'447.59	-30'303'302.41	-14.44%	209'818'750	164'356'871.33
492	CHARGES ET INTÉRÊTS	109'024'928.90	1'925'183.90	1.80%	107'099'745	110'953'071.43
494	PARTS À DES RECETTES	59'635'217.06	-2'590'765.94	-4.16%	62'225'983	50'332'732.41
495	INFORMATIQUE	300'000.00	150'000.00	100.00%	150'000	300'000.00
496	SUBVENTIONS	3'925'374.00	-82'626.00	-2.06%	4'008'000	4'009'549.00
497	FACTURATIONS INTERNES	14'827'052.27	2'705'352.27	22.32%	12'121'700	14'670'558.69
499	AUTRES IMPUTATIONS INTERNES	20'000.00	-	0.00%	20'000	20'000.00
	TOTAUX GÉNÉRAUX	8'642'641'180.27	1'649'734'783.27	23.59%	6'992'906'397	8'017'504'594.04

COMPARAISON PAR NATURE DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT 2007/2006

Nature	Libellés	Compte 2007	Écart par rapport au Budget 2006		Budget 2007	Compte 2006
50	PROPRES INVESTISSEMENTS (GRANDS TRAVAUX)	160'055'851.32	142'191'815	795.97%	17'864'036.00	127'292'635.50
500	TERRAINS NON BÂTIS	1'644'393.00	-57'930	-3.40%	1'702'323	15'459'122.95
501	OUVRAGES DE GÉNIE CIVIL	5'165'939.84	-16'441'060	-76.09%	21'607'000	1'422'060.58
503	BÂTIMENTS	102'089'147.52	-29'500'852	-22.42%	131'590'000	64'787'243.75
506	MOBILIER, MACHINES, VÉHICULES, ÉQUIPEMENTS	31'857'066.81	-28'900'810	-47.57%	60'757'877	26'940'043.16
508	ÉTUDES	19'299'304.15	-7'907'532	-29.06%	27'206'836	18'684'165.06
509	AUTRES INVESTISSEMENTS	-	225'000'000	-100.00%	-225'000'000	-
51	AUTRES INVESTISSEMENTS (LOI BUDGÉTAIRE ANNUELLE)	187'283'201.81	-40'109'936	-17.64%	227'393'138.00	183'633'779.21
510	TERRAINS NON BÂTIS	2'421.00	-997'579	-99.76%	1'000'000.00	393'498.75
511	OUVRAGES DE GÉNIE CIVIL	78'470'788.06	-16'474'712	-17.35%	94'945'500	67'756'882.01
513	BÂTIMENTS	49'014'516.98	-7'358'983	-13.05%	56'373'500	48'044'976.20
514	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	5'495'815.35	-3'894'185	-41.47%	9'390'000	15'288'281.25
515	FORÊTS	105'328.25	-4'672	-4.25%	110'000	103'855.05
516	MOBILIER, MACHINES, VÉHICULES, ÉQUIPEMENTS	45'034'723.21	-13'354'415	-22.87%	58'389'138	46'954'605.55
518	ÉTUDES	8'727'930.06	2'067'930	31.05%	6'660'000	4'664'565.59
519	AUTRES BIENS	431'678.90	-93'321	-17.78%	525'000	427'114.81
52	PRÊTS ET PARTICIPATIONS PERMANENTES (LOI BUDGÉTAIRE ANNUELLE)	69'561'691.00	-3'925'109	-5.34%	73'486'800	70'746'506.38
523	PROPRES ÉTABLISSEMENTS	67'936'196.00	936'196	1.40%	67'000'000	48'328'037.00
524	SOCIÉTÉS D'ÉCONOMIE MIXTE	-	-150'000	-100.00%	150'000	20'542'175.38
525	INSTITUTIONS PRIVÉES	350'000.00	-4'950'000	-93.40%	5'300'000	1'000'000.00
526	PERSONNES PHYSIQUES	1'275'495.00	238'695	23.02%	1'036'800	876'294.00
53	INVESTISSEMENTS (TRAIN ANNUEL DE LOI)	2'271'084.71	-290'372	-11.34%	2'561'457	2'864'549.26
535	FORÊTS	139'430.15	-10'570	-7.05%	150'000	177'896.90
536	MOBILIER, MACHINES, VÉHICULES, ÉQUIPEMENTS	1'031'857.86	38'135	3.84%	993'723	1'285'024.76
538	ÉTUDES	162'583.60	-255'150	-61.08%	417'734	270'433.50
539	AUTRES INVESTISSEMENTS	937'213.10	-62'787	-6.28%	1'000'000	1'131'194.10
54	INVESTISSEMENTS EFFECTUÉS PAR FINANCEMENTS SPÉCIAUX (GRANDS TRAVAUX)	57'915'345.84	415'346	0.72%	57'500'000	18'342'737.16
540	TERRAINS NON BÂTIS	-	-2'100'000	-100.00%	2'100'000	-
541	OUVRAGES DE GÉNIE CIVIL	56'783'356.44	3'583'356	6.74%	53'200'000	17'420'242.56
543	BÂTIMENTS	206'117.75	-93'882	-31.29%	300'000	110'198.85
548	ÉTUDES	854'716.50	-745'284	-46.58%	1'600'000	785'869.20
549	AUTRES BIENS	71'155.15	-228'845	-76.28%	300'000	26'426.55
55	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENTS ACCORDÉES (TRAIN ANNUEL DE LOI)	794'215.41	-380'785	-32.41%	1'175'000	4'115'227.75
553	PROPRES ÉTABLISSEMENTS	794'215.41	-380'785	-32.41%	1'175'000	4'115'227.75
56	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENTS ACCORDÉES (GRANDS TRAVAUX)	142'673'727.50	-4'971'910	-3.37%	147'645'637	45'040'589.15
563	PROPRES ÉTABLISSEMENTS	107'491'177.10	34'386'865	47.04%	73'104'312	20'760'626.16
564	SOCIÉTÉS D'ÉCONOMIE MIXTE	313'745.95	-86'254	-21.56%	400'000	189'895.50
565	INSTITUTIONS PRIVÉES	32'182'422.45	-39'958'903	-55.39%	72'141'325	22'959'181.89
568	RELANCE ÉCONOMIQUE	2'686'382.00	686'382	34.32%	2'000'000	1'130'885.60

COMPARAISON PAR NATURE DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT 2007/2006

Nature	Libellés	Compte 2007	Écart par rapport au Budget 2006		Budget 2007	Compte 2006
57	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENTS REDISTRIBUÉES (LOI BUDGÉTAIRE ANNUELLE)	82'000.00	-218'000	-72.67%	300'000	118'644.15
572	COMMUNES	-	-		-	9'686.15
574	SOCIÉTÉS D'ÉCONOMIE MIXTE	82'000.00	-218'000	-72.67%	300'000	108'958.00
58	AUTRES DÉPENSES À PORTER À L'ACTIF	3'708'285.70	-491'714	-11.71%	4'200'000	1'690'171.70
585	INSTITUTIONS PRIVÉES	3'200'000.00	-	0.00%	3'200'000	1'600'000.00
586	PERSONNES PHYSIQUES	508'285.70	-491'714	-49.17%	1'000'000	90'171.70
	TOTAUX INTERMÉDIAIRES	624'345'403.29	92'219'335	17.33%	532'126'068	453'844'840.26
59	IMPUTATIONS INTERNES	-	-		-	-
	TOTAUX GÉNÉRAUX	624'345'403.29	92'219'335	17.33%	532'126'068	453'844'840.26

COMPARAISON PAR NATURE DES RECETTES D'INVESTISSEMENT 2007/2006

Nature	Libellés	Compte 2007	Écart par rapport au Budget 2006		Budget 2007	Compte 2006
60	TRANSFERTS AU PATRIMOINE FINANCIER (HORS GRANDS TRAVAUX)	211'907'667.00	-11'768'500	-5.26%	223'676'167	29'029'341.00
601	OUVRAGES DE GÉNIE CIVIL	147'821'147.00	-6'427'500	-4.17%	154'248'647	-
603	BÂTIMENTS	64'086'520.00	-5'341'000	-7.69%	69'427'520	17'029'341.00
609	AUTRES BIENS	-	-	-	-	12'000'000.00
61	CONTRIBUTIONS DE TIERS (LOI BUDGÉTAIRE ANNUELLE)	818'382.95	-30'623'617	-97.40%	31'442'000	3'536'778.25
610	CONFÉDÉRATION	86'088.35	-30'544'912	-99.72%	30'631'000	197'791.00
611	OUVRAGES DE GÉNIE CIVIL	23'000.00	23'000	-	-	22'005.75
615	INSTITUTIONS PRIVÉES	372'481.65	-293'518	-44.07%	666'000	2'599'464.00
616	MOBILIER, MACHINES, VÉHICULES, ÉQUIPEMENTS	336'812.95	221'813	192.88%	115'000	717'517.50
618	ÉTUDES	-	-30'000	-100.00%	30'000	-
62	REMBOURSEMENTS DE PRÊTS ET DE PARTICIPATIONS PERMANENTES (LOI BUDGÉTAIRE ANNUELLE)	1'960'378.08	69'878	3.70%	1'890'500	1'160'847.70
624	SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE	287'581.00	287'581	-	-	247'160.00
625	INSTITUTIONS PRIVÉES	1'073'721.88	-126'278	-10.52%	1'200'000	427'701.00
626	PERSONNES PHYSIQUES	599'075.20	-91'425	-13.24%	690'500	485'986.70
63	FACTURATION À DES TIERS (LOI BUDGÉTAIRE ANNUELLE)	-	-	-	-	149'673.50
633	BÂTIMENTS	-	-	-	-	149'673.50
64	RECETTES AFFECTÉES PROVENANT DE FINANCEMENTS SPÉCIAUX	1'361.48	-398'639	-99.66%	400'000	346'236.00
640	CONFÉDÉRATION	-	-400'000	-100.00%	400'000	341'691.00
642	COMMUNES	1'361.48	1'361	-	-	-
645	INSTITUTIONS PRIVÉES	-	-	-	-	4'545.00
65	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENTS ACQUISES (TRAIN ANNUEL DE LOI)	7'731'653.24	-3'431'553	-30.74%	11'163'206	795'223.80
650	CONFÉDÉRATION	7'045'759.12	-3'856'947	-35.38%	10'902'706	-3'113'054.10
651	CANTONS	257'453.80	257'454	-	-	-
652	COMMUNES	224'582.57	224'583	-	-	2'091'678.50
653	PROPRES ÉTABLISSEMENTS	203'857.75	-56'642	-21.74%	260'500	1'816'599.40
66	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENTS ACQUISES (GRANDS TRAVAUX)	12'361'374.15	7'416'374	149.98%	4'945'000	15'130'375.25
660	CONFÉDÉRATION	10'911'344.00	6'216'344	132.40%	4'695'000	8'376'573.00
662	COMMUNES	-	-	-	-	499'384.20
663	PROPRES ÉTABLISSEMENTS	300'000.00	50'000	20.00%	250'000	-
664	SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE	307'099.60	307'100	-	-	6'230'011.45
665	INSTITUTIONS PRIVÉES	842'930.55	842'931	-	-	-
669	AUTRES SUBVENTIONS	-	-	-	-	24'406.60
67	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENTS À REDISTRIBUER (LOI BUDGÉTAIRE ANNUELLE)	82'000.00	-218'000	-72.67%	300'000	118'644.15
670	CONFÉDÉRATION	82'000.00	-218'000	-72.67%	300'000	118'644.15
68	REPRISE DES AMORTISSEMENTS	4'062'500.00	62'500	1.56%	4'000'000	4'062'500.00
683	DECOUVERT	4'062'500.00	62'500	1.56%	4'000'000	4'062'500.00
	TOTAUX INTERMÉDIAIRES	238'925'316.90	-38'891'556	-14.00%	277'816'873	54'329'619.65
69	IMPUTATIONS INTERNES	-	-	-	-	-
	TOTAUX GÉNÉRAUX	238'925'316.90	-38'891'556	-14.00%	277'816'873	54'329'619.65

INDEMNITES ACCORDEES DE 2006 A 2007 PAR DEPARTEMENT ET PAR SERVICE

L'historique est retraité (en italique) pour faciliter la comparaison entre les exercices

SERVICE	NATURE	SOUS-NATURE	LIBELLÉ	Loi cadre	LIAF	COMPTE 2007	VARIATION C 2007 / B 2007	BUDGET 2007	COMPTE 2006
TOTAL ETAT									
						1'735'937'146.83	-712'170.17	1'736'649'317	1'687'840'541.01
2. FINANCES									
02.01.02.00	363 00100		FONDATION EVE EDMOND KAISER (CRÉCHE HOFIN)	L 8198	IND	608'600.00	-	608'600	608'600.00
3. INSTRUCTION PUBLIQUE									
03.11.00.00	365 00106		CONSERVATOIRE DE MUSIQUE DE GENÈVE	C 1 10	IND	10'190'990.00	19'000.00	10'171'990	10'733'990.00
03.11.00.00	365 00205		INSTITUT J.AQUES DALCROZE	C 1 10	IND	3'564'020.00	8'000.00	3'556'020	3'556'020.00
03.11.00.00	365 00301		CONSERVATOIRE POPULAIRE DE MUSIQUE	C 1 10	IND	13'404'000.00	27'000.00	13'377'000	13'377'000.00
03.11.00.00	365 03701		INSTITUT UNIVERSITAIRE DE HAUTES ÉTUDES INTERNATIONALES (IUHEI)	LF 414.20	IND	7'260'000.00	-	7'260'000	7'260'000.00
03.11.00.00	365 03801		INSTITUT UNIVERSITAIRE ÉTUDES DU DÉVELOPPEMENT (IUED)	LF 414.20	IND	4'585'290.00	-	4'585'290	4'585'290.00
03.11.00.00	365 09201		RÉSEAU UNIVERSITAIRE INTERNATIONAL DE GENÈVE	LF 420.1	IND	1'194'000.00	-	1'194'000	1'194'000.00
03.21.00.00	362 00601		GROUPEMENT INTERCOMMUNAL ANIMATION PARASCOLAIRE (GIAP)	C 1 10	IND	12'650'000.00	-	12'650'000	13'575'000.00
03.25.00.00	361 02901		CONTRIB. HAUTE ECOLE DE THEATRE DE SUISSE ROMANDE (HETSR)	C 1 23	IND	284'247.00	-35'753.00	320'000	311'972.00
03.25.00.00	363 03001		HAUTE ECOLE SPECIALISEE DE SUISSE OCCIDENTALE (HES-SO)	C 1 26 / C 1 27	IND	35'588'639.15	889'639.15	34'699'000	33'496'800.00
03.25.00.00	363 03101		ÉCOLE SUPÉRIEURE D'INFORMATIQUE ET DE GESTION (ESIG)	C 1 26	IND	1'487'443.53	9'343.53	1'478'100	1'478'100.00
03.25.00.00	363 03201		ÉCOLE SUPÉRIEURE DES BEAUX ARTS DE GENÈVE	C 1 10	IND	7'105'609.33	191'309.33	6'914'300	6'914'300.00
03.25.00.00	363 03401		HES / SANTE SOCIAL	C 1 26 / C 1 29	IND	31'661'214.62	1'679'214.62	29'982'000	29'446'600.00
03.25.00.00	363 03501		HAUTE ECOLE DE MUSIQUE	C 1 10	IND	11'731'000.00	23'000.00	11'708'000	11'146'000.00
03.26.00.00	363 00102		ALLOCATIONS AU FONCTIONNEMENT DE L'UNIVERSITÉ	C 1 30	IND	285'909'816.29	7'052'816.29	278'857'000	270'084'000.00
03.31.00.00	364 03101		FONDATION GENEVOISE POUR L'ANIMATION SOCIOCULTURELLE	J 6 11	IND	18'477'200.00	29'000.00	18'448'200	18'115'200.00
03.31.00.00	365 02001		FONDATION SGIPA	J 6 35	IND	2'367'411.00	6'000.00	2'361'411	10'495'700.00
03.31.00.00	365 05701		FOYER RÉSIDENCE LE VOLTAIRE	J 6 15 / C 2 05	IND	215'980.00	1'000.00	214'980	214'980.00
03.31.00.00	365 07101		FONDATION OFFICIELLE DE LA JEUNESSE (FOJ)	J 6 15 / J 6 35	IND	14'017'600.00	28'000.00	13'989'600	13'989'600.00
03.31.00.00	365 07201		ASSOCIATION MONTRILLANT COMMUNICATION SURDITÉ	J 6 35	IND	-	-330'400.00	330'400	330'400.00
03.31.00.00	365 07301		FONDATION ENSEMBLE	J 6 35	IND	3'664'806.00	8'000.00	3'656'806	
03.31.00.00	365 07402		FONDATION CLAIR-BOIS	J 6 35	IND	9'515'677.00	25'000.00	9'490'677	
03.31.00.00	365 07501		FOYER LA CARAVELLE	J 6 35	IND	829'880.00	2'000.00	827'880	827'880.00
03.31.00.00	365 07601		ASTURAL	J 6 35	IND	6'512'200.00	18'000.00	6'494'200	6'494'200.00
03.31.00.00	365 07701		ÉCOLE PROTESTANTE D'ALTITUDE (EPA)	J 6 35	IND	1'263'350.00	7'000.00	1'256'350	1'256'350.00
03.31.00.00	365 07801		HOSPICE GÉNÉRAL	J 6 35	IND	6'702'070.00	14'000.00	6'688'070	6'688'070.00
03.31.00.00	365 07901		ATELIER X	J 6 35	IND	342'190.00	1'000.00	341'190	341'190.00
03.31.00.00	365 08001		ASSOCIATION CATHOLIQUE D'ACTION SOCIALE (ACAS)	J 6 35	IND	5'083'720.00	10'000.00	5'073'720	5'073'720.00
03.32.00.00	365 08501		FONDATION POUR LA FORMATION DES ADULTES - GENEVE "IFAGE"	C 2 08	IND	1'293'500.00	-	1'293'500	1'293'500.00
03.32.00.00	365 08701		ÉCOLE HÔTELIÈRE DE GENÈVE	C 2 05	IND	427'850.00	-	427'850	427'850.00
03.32.00.00	365 09101		SUBVENTION QUALIFICATION + (CFC POUR ADULTES) *	C 2 05 / C 2 08	IND	917'865.00	-375'635.00	1'293'500	788'163.50
4. INSTITUTIONS						1'107'000.00	-	1'107'000	1'107'000.00
04.03.12.00	364 00119		CENTRE D'ACCUEIL POUR LA GENÈVE INTERNATIONALE (CAGI)	A 2 65	IND	185'300.00	-	185'300	185'300.00
04.05.01.00	363 00412		FONDATION OFFICIELLE DE LA JEUNESSE - FOYER LE PERTUIS	J 6 15	IND	921'700.00	-	921'700	921'700.00

INDEMNITES ACCORDEES DE 2006 A 2007 PAR DEPARTEMENT ET PAR SERVICE
L'historique est retraité (en italique) pour faciliter la comparaison entre les exercices

SERVICE	NATURE	SOUS-NATURE	LIBELLÉ	Loi cadre	LIAF	COMPTE 2007	VARIATION C 2007 / B 2007	BUDGET 2007	COMPTE 2006
5. CONSTRUCTION ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION									
05.06.00.00	363 08050		SUBVENTION NON MONETAIRE - INTERETS SUR DOTATIONS FIDP	14.05	IND	5'782'356.00	-786'644.00	6'569'000	5'435'598.00
05.06.00.00	363 08051		SUBVENTION NON MONETAIRE - INTERETS SUR DOTATIONS FPLC	14.05	IND	4'637'940.00	697'940.00	4'000'000	4'351'182.00
05.06.00.00	365 08050		SUBVENTION NON MONETAIRE - INTERETS SUR DOTATIONS FPLC	14.05	IND	1'044'366.00	44'366.00	1'000'000	1'044'366.00
05.06.00.00	365 08050		SUBVENTION NON MONETAIRE - PRÊT FONDATION LOGEMENT DES ETUDIANTS (FULE)	14.05	IND	40'050.00	-9'950.00	50'000	40'050.00
05.06.00.00	365 08150		INDEMNITE POUR RENTE DROIT SUPERFICIE + COUVERTURE BUD. EXPL. CITE U	14.05	IND		-819'000.00	819'000	
05.06.00.00	365 08151		SUBVENTION NON MONETAIRE - INDEMNITE POUR INTERET + RENTE DROIT SUPERFICIE + COUV. BUD EXPL. EXTENSION CITE U	14.05	IND		-700'000.00	700'000	
6. TERRITOIRE									
06.03.51.00	363 00107		AUGMENTATION SUBVENTION AUX TPG DUE AU TRANSFERT D'ACTIF		IND	146'241'664.70	-6'620'962.30	152'862'627	133'709'863.35
06.03.51.00	363 00114		ENVELOPPE BUDGETAIRE TPG POUR LE TRAFIC D'AGGLOMERATION	H1.50	IND	131'986'236.70	-5'300'936.00	5'300'936	116'015'342.70
06.03.51.00	363 00212		SUBVENTION SPECIALE POUR LE RENOUVELLEMENT DU MATERIEL ROULANT	9886	IND		-619'454.30	132'605'691	12'000'000.00
06.03.51.00	363 00601		RESTITUTION RESULTAT		IND		-		1'848'409.00
06.03.51.00	365 00124		SOCIETE DES MOUETTES GENEVOISES NAVIGATION S.A.	H1.50	IND	1'736'000.00	-	1'736'000	1'834'997.65
06.03.51.00	365 05002		FRAIS COMMUNAUTE TARIFAIRE	H1.50	IND	10'849'428.00	-572.00	10'850'000	321'114.00
06.03.51.00	365 06602		GARANTIE POUR DIMINUTION DES CONTRIBUTIONS FEDERALES (PAB)	PAB 2004	IND		-700'000.00	700'000	20'000.00
06.06.00.00	365 00320		PROMOTION AGRICOLE	M.2.05	IND	1'670'000.00	-	1'670'000	1'670'000.00
7. SOLIDARITE ET EMPLOI									
07.14.11.00	363 00101		EPH-ETABLISSEMENTS SOCIO-EDUCATIFS POUR PERSONNES HANDICAPÉES MENTALES - EPSE - FONCTIONNEMENT	LOI K1.40	IND	12'679'045.00	49'570.00	12'629'475	12'550'000.00
07.14.11.00	363 00201		EPH-ETABLISSEMENTS SOCIO-EDUCATIFS POUR PERSONNES HANDICAPÉES MENTALES - EPSE - UTILISATION IMMEUBLE	K1.36	IND	3'020'710.00	-	3'020'710	3'020'710.00
07.14.11.00	363 00301		EPH-CENTRE D'INTEGRATION PROFESSIONNELLE - FONCTIONNEMENT	LOI K1.35	IND	3'572'836.00	-84'185.00	3'657'021	3'490'000.00
07.14.11.00	363 00401		EPH-CENTRE D'INTEGRATION PROFESSIONNELLE - IMMEUBLE	LOI K1.35	IND	60'620.00	-	60'620	60'620.00
07.14.11.00	365 00134		EMS - SUBVENTION D'EXPLOITATION *	J7.20	IND	85'930'167.50	435'167.50	85'495'000	81'661'746.00
07.14.11.00	365 00232		EPH-CENTRE E SPOIR (ARMÉE DU SALUT)	K1.36	IND	1'305'511.00	13'511.00	1'292'000	1'292'000.00
07.14.11.00	365 00304		EPH-FHP FONDATION POUR L'HÉBERGEMENT PERSONNES HANDICAPÉES PSYCHIQUES	K1.36	IND	3'497'512.63	-307'487.37	3'805'000	3'805'000.00
07.14.11.00	365 00405		EPH-FONDATION AIGUES VERTES	K1.36	IND	5'685'533.00	21'260.00	5'664'273	5'537'000.00
07.14.11.00	365 00504		EPH-CLAIR-BOIS FONDATION EN FAVEUR DES PERSONNES POLYHANDICAPÉES	K1.36	IND	6'611'284.00	-474'285.00	7'085'569	15'459'000.00
07.14.11.00	365 00603		EPH-FONDATION ENSEMBLE	K1.36	IND	3'098'002.00	12'520.00	3'085'482	6'342'080.00
07.14.11.00	365 00610		LAVI - ASSOCIATION DU CENTRE GENEVOIS DE CONSULTATION POUR LES VICTIMES D'INFRACTIONS	J4.10	IND	800'000.00	-	800'000	800'000.00
07.14.11.00	365 00702		EPH-FOYER HANDICAP	K1.36	IND	4'502'870.00	26'924.00	4'475'946	4'405'000.00
07.14.11.00	365 00802		EPH-ASSOCIATION LA COROLLE - COMMUNAUTE DE L'ARCHE	K1.36	IND	491'183.00	5'183.00	486'000	486'000.00
07.14.11.00	365 00902		EPH-FONDATION TRAJETS POUR L'INTEGRATION SOCIALE	K1.36	IND	1'788'244.00	11'440.00	1'776'804	1'724'000.00
07.14.11.00	365 01002		EPH-LA MAISON DES CHAMPS	K1.36	IND	1'104'947.00	3'004.00	1'101'943	1'101'943.00
07.14.11.00	365 01102		FONDATION POUR L'EXPLOITATION DE PENSIONS POUR PERSONNES ÂGÉES LA VESPERALE (TERRAIN)	J7.20	IND	416'000.00	-	416'000	416'000.00
07.14.11.00	365 02002		EPH - SOCIETE GENEVOISE POUR L'INTEGRATION PROFESSIONNELLE D'ADOLESCENTS ET D'ADULTES - SGIPA	K1.36	IND	6'953'915.00	19'626.00	6'934'289	2'800'000.00
07.14.11.00	365 06010		ARGOS - ASSOCIATION SPÉCIALISÉE DANS L'AIDE À L'ABSTINENCE ET À L'INSERTION DES PERSONNES TOXICO-DÉPENDANTES	K1.75.03	IND	2'800'000.00	-	2'800'000	2'800'000.00
07.14.11.00	365 07910		ASSOCIATION ARCADE 84	K1.36	IND	94'006.00	544.00	93'462	90'000.00
07.14.11.00	365 09610		ASSOCIATION RÉALISE	K1.36	IND	354'904.00	4'904.00	350'000	350'000.00
07.14.29.00	363 00119		HOSPICE GÉNÉRAL : FONCTIONNEMENT	J4.05	IND	81'324'247.00	153'702.00	81'170'545	74'112'000.00

INDEMNITES ACCORDEES DE 2006 A 2007 PAR DEPARTEMENT ET PAR SERVICE

L'historique est retraité (en italique) pour faciliter la comparaison entre les exercices

SERVICE	NATURE	SOUS-NATURE	LIBELLÉ	Loi cadre	LIAF	COMPTE 2007	VARIATION C 2007 / B 2007	BUDGET 2007	COMPTE 2006
07.90.52.00	365	04501	ASSOCIATION POUR L'APPARTEMENT DE JOUR	K 1 36	IND	200'827.00	827.00	200'000	200'000.00
8. ECONOMIE ET SANTE							-2'503'323.92	860'160'917	853'780'505.16
08.03.21.00	365	00117	FSASD (Fondation des services d'aide et de soins à domicile) - INDEMNITE DE FONCTIONNEMENT	K 1 05	IND	85'184'289.00	252'000.00	84'932'289	83'458'000.00
08.03.21.00	365	00141	FSASD - SUBVENTION EN NATURE, MISE A DISPOSITION DE PERSONNEL	K 1 05	IND	233'799.90	-5'980.10	239'780	
08.03.21.00	365	00142	FSASD - SUBVENTION EN NATURE, MISE A DISPOSITION DE MATERIEL INFORMATIQUE	K 1 05	IND	1'891'458.00	-	1'891'458	
08.05.11.00	363	00216	HUG - CENTRALE 144	K 1 21	IND	1'757'000.00	-	1'757'000	1'757'000.00
08.06.20.00	363	00117	INDEMNITE DE FONCTIONNEMENT HÔPITAUX UNIVERSITAIRES DE GENEVE (HUG)	K 2 05	IND	673'780'000.00	1'935'000.00	671'845'000	668'795'000.00
08.06.20.00	363	00209	INDEMNITE RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT HÔPITAUX UNIVERSITAIRES DE GENEVE (HUG)	K 2 05	IND	75'000'000.00	-	75'000'000	75'000'000.00
08.06.30.00	363	00117	INDEMNITE DE FONCTIONNEMENT CLINIQUE DE JOLIMONT ET MONTANA	K 2 05	IND	15'791'000.00	46'000.00	15'745'000	15'975'000.00
08.06.30.00	363	00202	INDEMNITE NON MONETAIRE UTILISATION TERRAINS ET BATIMENTS CLINIQUE JOLIMONT ET MONTANA	K 2 05	IND	1'575'390.00	-	1'575'390	1'575'390.00
08.07.11.00	365	00315	FONDATION POUR LE TOURISME	I 1 60	IND	485'000.00	-	485'000	485'000.00
08.07.21.00	363	00103	SUBVENTION FAE - FONDATION AIDE AUX ENTREPRISES	I 1 37	IND	969'656.18	-4'730'343.82	5'700'000	5'745'115.16
08.07.11.00	365	01302	SUBVENTION OPI		IND	990'000.00	-	990'000	990'000.00

AIDES FINANCIERES ACCORDEES DE 2006 A 2007 PAR DEPARTEMENT ET PAR SERVICE
L'historique est retraité (en italique) pour faciliter la comparaison entre les exercices

SERVICE	NATURE	SOUS-NATURE	LIBELLÉ	Loi cadre	LIAF	COMPTE 2007	VARIATION C 2007 / B 2007	BUDGET 2007	COMPTE 2006
TOTAL ETAT						104'134'591.41	-3'007'006.59	107'135'598	101'715'254.24
1. CHANCELIERIE						192'700.00	100'000.00	92'700	120'450.00
01.00.01.00	365 00131		SUBVENTIONS ASSOCIATIONS DIVERSES *		AF	100'000.00	100'000.00		92'700.00
01.02.02.00	364 00413		MANDAT INTERNATIONAL (CENTRE D'ACCUEIL POUR LES DELEGATIONS ET ONG)	A 2 65	AF	92'700.00	-	92'700	27'750.00
01.02.02.00	364 00509		SERVICE D'INFORMATION ANTI-RACISME (ARIS)	A 2 65	AF	-	-	-	
2. FINANCES						192'000.00	-165'000.00	357'000	376'600.00
02.09.20.00	365 00104		PRESTATIONS DU FONDS DE LA LOTERIE SUISSE À NUMÉROS	Dissolution par arrêté du CE 20.06.07	AF	192'000.00	-165'000.00	357'000	376'600.00
3. INSTRUCTION PUBLIQUE						35'104'093.95	-510'946.05	35'615'040	34'980'154.59
03.11.00.00	362 00501		FONDATION ARTS DE LA SCÈNE ET DE L'IMAGE - ST.GERVAIS	C 3 05	AF	295'000.00	-	295'000	285'000.00
03.11.00.00	363 01301		INSTITUT NATIONAL GENEVOIS	C 3 10	AF	75'000.00	-15'000.00	90'000	90'000.00
03.11.00.00	364 00201		THÉÂTRE DE CAROUGE ET ATELIER	C 3 05	AF	2'500'000.00	-	2'500'000	2'500'000.00
03.11.00.00	364 00601		CENTRE D'ANIMATION CINÉMATOGRAPHIQUE	C 3 05	AF	371'000.00	-	371'000	371'000.00
03.11.00.00	364 00801		ORCHESTRE DE LA SUISSE ROMANDE	C 3 05	AF	8'500'000.00	-	8'500'000	8'500'000.00
03.11.00.00	364 00901		MARIONNETTES DE GENÈVE	C 3 05	AF	600'000.00	-	600'000	600'000.00
03.11.00.00	364 01101		AM STRAM GRAM	C 3 05	AF	912'000.00	-	912'000	912'000.00
03.11.00.00	364 01201		FONDATION BODMER	C 3 05	AF	500'000.00	-	500'000	500'000.00
03.11.00.00	364 01401		FONDATION D'ART DRAMATIQUE	C 3 05	AF	2'250'000.00	-	2'250'000	2'250'000.00
03.11.00.00	364 03401		CENTRE INTERCANTONAL D'INFORMATION SUR LES CROYANCES	Pl. en cours	AF	180'000.00	-20'000.00	200'000	180'000.00
03.11.00.00	364 06001		FONDAMCO	C 3 05	AF	1'000'000.00	-	1'000'000	995'000.00
03.11.00.00	365 00403		ONDINE GENEVOISE	C 1 10	AF	260'000.00	-	260'000	260'000.00
03.11.00.00	365 00501		CADETS DE GENÈVE	C 1 10	AF	337'300.00	-	337'300	337'300.00
03.11.00.00	365 00601		CONCOURS DE GENEVE	C 3 05	AF	248'750.00	-	248'750	248'750.00
03.11.00.00	365 00701		AIDE AUX FORMATIONS INDÉPENDANTES *	C 3 05	AF	490'000.00	-	490'000	462'500.00
03.11.00.00	365 00801		ORCHESTRE DE CHAMBRE DE GENÈVE	C 3 05	AF	560'000.00	-	560'000	497'500.00
03.11.00.00	365 00901		FONCTION : CINÉMA	C 3 05	AF	99'500.00	-	99'500	99'500.00
03.11.00.00	365 01001		THÉÂTRE DU GRUTLI	C 3 05	AF	149'250.00	-	149'250	149'250.00
03.11.00.00	365 01301		THEATRE DU LOUP	C 3 05	AF	300'000.00	-	300'000	298'500.00
03.11.00.00	365 01601		FONDATION ETM	C 1 10	AF	735'000.00	-	735'000	689'530.00
03.11.00.00	365 01701		ASSOCIATION ESPACE MUSICAL	C 1 10	AF	129'350.00	-	129'350	129'350.00
03.11.00.00	365 01901		CONTRECHAMPS	C 3 05	AF	400'000.00	-	400'000	398'000.00
03.11.00.00	365 02301		GRANDES MANIFESTATIONS *	C 3 05	AF	385'000.00	-12'500.00	397'500	397'500.00
03.11.00.00	365 02601		RENCONTRES INTERNATIONALES DE GENÈVE	C 3 05	AF	62'680.00	-	62'680	62'680.00
03.11.00.00	365 02701		AIDE PONCTUELLE A LA CULTURE *	C 3 05	AF	1'295'000.00	-	1'295'000	1'295'000.00
03.11.00.00	365 03001		MUSÉE INTERNATIONAL DE LA CROIX-ROUGE ET CROISSANT-ROUGE	LF 402.41	AF	554'210.00	-	554'210	554'210.00
03.11.00.00	365 03301		ASSOCIATION MONDIALE POUR ÉCOLE INSTRUMENT DE PAIX	C 1 10	AF	32'830.00	-	32'830	32'830.00
03.11.00.00	365 05901		ASSOCIATION POUR L'ENCOURAGEMENT DE LA MUSIQUE IMPROVISÉE (AMR)	C 1 10	AF	238'800.00	-	238'800	238'800.00
03.11.00.00	365 06401		UNIVERSITÉ DU 3 ÈME ÂGE		AF	69'650.00	-	69'650	69'650.00
03.11.00.00	365 06601		AIDE AUX COMPAGNIES INDÉPENDANTES *	C 3 05	AF	590'000.00	-	590'000	572'120.00
03.11.00.00	365 06701		DIFFUSION ET ÉCHANGES CULTURELS *	C 3 05	AF	524'869.00	-1.00	524'870	580'080.00

AIDES FINANCIERES ACCORDEES DE 2006 A 2007 PAR DEPARTEMENT ET PAR SERVICE
L'historique est retraité (en italique) pour faciliter la comparaison entre les exercices

SERVICE	NATURE	SOUS-NATURE	LIBELLÉ	Loi cadre	LIAF	COMPTE 2007	VARIATION C 2007 / B 2007	BUDGET 2007	COMPTE 2006
03.11.00.00	365 06801		CONTRIBUTION À LA PROMOTION DE LA PAIX *		AF	163'073.00	-55'827.00	218'900	130'825.10
03.11.00.00	365 06801		FONDATION GIPRI		AF	199'000.00	-	199'000	199'000.00
03.11.00.00	365 09301	C 3 05	ATELIERS D'ETHNOMUSICOLOGIE		AF	129'350.00	-	129'350	129'350.00
03.11.00.00	365 09401	C 3 05	CINEMA TOUT ECRAN		AF	149'250.00	-	149'250	149'250.00
03.11.00.00	365 09501	C 3 05	FESTIVAL DE LA BATTIE		AF	450'000.00	-	450'000	450'000.00
03.11.00.00	365 09601		PROJETS REGIONAUX ET TRANSFRONTALIERS		AF	81'295.00	-43'075.00	124'370	17'124.94
03.11.00.00	365 09801		SUBVENTIONS PONCTUELLES *		AF	23'000.00	-76'500.00	99'500	22'000.00
03.21.00.00	365 02801	C 1 10.21	GROUPEMENT D'ASSOCIATIONS DE PARENTS D'ÉLÈVES (GAPP / FAPECO)		AF	19'900.00	-	19'900	19'900.00
03.22.00.00	365 02801	C 1 10.24	GROUPEMENT D'ASSOCIATIONS DE PARENTS D'ÉLÈVES (GAPP / FAPECO)		AF	10'000.00	-	10'000	10'000.00
03.22.00.00	365 03201	C 1 10	ÉCOLE ET QUARTIER VERSOIX		AF	60'000.00	-	60'000	59'700.00
03.23.00.00	365 02901	C 1 10	CULTURE ET RENCONTRE		AF	98'500.00	-	98'500	98'500.00
03.31.00.00	365 03101	J 6 05	ÉCOLE DES PARENTS		AF	316'410.00	-	316'410	316'410.00
03.31.00.00	365 04401	J 6 05	GROUPEMENT LIAISON GENEVOIS DES ASSOCIATIONS DE JEUNESSE (GLAJ)		AF	130'000.00	-	130'000	129'350.00
03.31.00.00	365 04701	J 6 05	COLONIES DE VACANCES *		AF	1'211'036.00	-32'714.00	1'243'750	1'230'853.00
03.31.00.00	365 04801	J 6 05	UNIONS CHRÉTIENNES		AF	90'000.00	-	90'000	89'550.00
03.31.00.00	365 04901	J 6 05	ASSOCIATION DU SCOUTISME GENEVOIS		AF	195'000.00	-	195'000	194'020.00
03.31.00.00	365 05001	J 6 05	FONDATION SUISSE DU SERVICE SOCIAL INTERNATIONAL		AF	348'250.00	-	348'250	348'250.00
03.31.00.00	365 05301	J 6 05 / C 2 08	GROUPEMENT GENEVOIS CENTRE ENTRAIDE AUX MÉTHODES ACTIVES (CEMEA)		AF	129'350.00	-	129'350	129'350.00
03.31.00.00	365 05401	B 6 15	SPORT - ENCADREMENT ET ENTRAÎNEMENT DES JEUNES (7-9 ANS)		AF	189'584.00	-416.00	190'000	
03.31.00.00	365 05801	J 6 05 / J 6 25	SOUTIEN A L'ENFANCE *		AF	316'660.00	-	316'660	316'660.00
03.31.00.00	365 07001	Convention intercantonale relative aux institutions sociales (CIS)	INSTITUTIONS HORS CANTON ACCUEILLANT DES MINEURS		AF	124'115.30	-54'984.70	179'100	455'818.95
03.32.00.00	361 02201	C 2 05	SUBVENTION CANTONALE POUR LA FORMATION DE BASE - COURS INTERENTREPRISES HORS CANTON		AF	67'407.85	-160'592.15	228'000	158'544.20
03.32.00.00	363 02401	C 2 05	SUBVENTION CANTONALE ORDINAIRE AU FFPP		AF	1'875'000.00	-	1'875'000	1'950'000.00
03.32.00.00	363 02501	C 2 08	SUBVENTION CANTONALE EXTRAORDINAIRE AU FFPP		AF	1'100'000.00	-	1'100'000	1'100'000.00
03.32.00.00	365 03501	Loi du 14.10.1944 portant une modification à la loi du 18 juin 1921 accordant une allocation à la Fondation pour l'Avenir	FONDATION POUR L'AVENIR		AF	12'000.00	-	12'000	12'000.00
03.32.00.00	365 03901	C 1 10 / C 2 05	UNIVERSITÉ OUVRIÈRE DE GENÈVE (UOG)		AF	983'060.00	-	983'060	983'060.00
03.32.00.00	365 05501	C 1 10 / C 2 05	UNIVERSITÉ POPULAIRE DE GENÈVE		AF	145'000.00	-	145'000	80'590.00
03.32.00.00	365 08801	C 2 05 / C 2 08	COURS À DIVERS ORGANISMES *		AF	598'074.80	-11'525.20	609'600	595'057.40
03.32.00.00	365 08901	C 2 05	SUBVENTION CANTONALE POUR LA FORMATION DE BASE - COURS INTERENTREPRISES *		AF	821'589.00	-288'11.00	850'400	627'441.00
03.32.00.00	365 09001	C 2 05	ASSOCIATION DES RÉPÉTITOIRES - ARA		AF	423'000.00	1'000.00	422'000	421'500.00

AIDES FINANCIERES ACCORDEES DE 2006 A 2007 PAR DEPARTEMENT ET PAR SERVICE

L'historique est retraité (en italique) pour faciliter la comparaison entre les exercices

SERVICE	NATURE	SOUS-NATURE	LIBELLÉ	Loi cadre	LIAF	COMPTE 2007	VARIATION C 2007 / B 2007	BUDGET 2007	COMPTE 2006
4. INSTITUTIONS									
04.01.01.00	365 00215		FONDATION ROMANDE DE DETENTION ADMINISTRATIVE	F 2.12.04	AF	14'789'270.00	-550'862.00	15'340'132	14'806'119.00
04.01.01.00	365 00319		SECTIONS GENEVOISES DE SAUVETAGE SUR LE LAC LÉMAN		AF	32'338.00	-300'000.00	300'000	220'430.00
04.01.01.00	365 00416		MUSIQUE DE LA POLICE		AF	42'984.00	-	42'984	32'338.00
04.01.01.00	365 00711		COMMISSION INTERNATIONALE DES JURISTES		AF	22'385.00	-	22'385	42'984.00
04.01.01.00	365 00915		PRESIDENCE : SUBVENTIONS DIVERSES *		AF	19'900.00	-19'900.00	19'900	22'385.00
04.01.01.00	365 01010		ASSOCIATION WIRES		AF	230'000.00	-	230'000	8'000.00
04.01.01.00	365 01112		CLUB ALPIN SUISSE	B 6 15	AF	7'950.00	-50.00	8'000	228'850.00
04.03.01.00	365 08013		PARTICIPATION DE L'ETAT AUX FRAIS ELECTORAUX	A 5 05	AF	289'000.00	-31'000.00	320'000	7'950.00
04.03.10.00	365 00103		F-INFORMATION - FILIGRANE	A 2 00	AF	515'000.00	-	515'000	80'000.00
04.03.10.00	365 00300		DIVERSES ASSOCIATIONS FEMININES *	A 2 00	AF	70'000.00	-	70'000	515'000.00
04.03.11.00	365 00616		CENTRE DE CONTACT SUISSE-IMMIGRES	A 2 55	AF	300'000.00	-	300'000	69'400.00
04.03.11.00	365 00810		SUBVENTIONS PROJETS ANTIRACISTES	A 2 55	AF	100'000.00	-	100'000	300'000.00
04.03.11.00	365 00916		SUBVENTIONS LIEES A DES MANDATS DE PRESTATIONS *	A 2 55	AF	23'000.00	-	23'000	100'000.00
04.03.11.00	365 01016		UNIVERSITE POPULAIRE ALBANAISE	A 2 55	AF	210'000.00	-	210'000	30'000.00
04.03.11.00	365 01115		UNIVERSITE POPULAIRE ALBANAISE (OCE FORMATION CHOMEURS)	A 2 55	AF	87'000.00	-	87'000	210'000.00
04.03.11.00	365 01201		ASSOCIATION D'ENTRAIDE AUX RÉFUGIÉS CAMARADA	A 2 55	AF	240'000.00	-	240'000	87'000.00
04.03.11.00	365 01303		ASSOCIATION MAISON KULTURA	A 2 55	AF	30'000.00	-	30'000	240'000.00
04.03.11.00	365 09813		SUBVENTIONS LIEES AUX SUBVENTIONS COMM. FED. DES ETRANGERS	A 2 55	AF	31'800.00	-8200.00	40'000	30'000.00
04.03.11.00	365 09912		BUREAU DE L'INTEGRATION : AUTRES SUBVENTIONS *	A 2 55	AF	78'320.00	-1'680.00	80'000	40'000
04.03.12.00	364 00212		CLUB SUISSE DE LA PRESSE	A 2 65	AF	69'525.00	-	69'525	64'364.00
04.90.01.00	367 00113		COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT DANS LE TIERS-MONDE	E 4 70	AF	273'889.00	-226'111.00	500'000	69'525.00
04.90.02.00	365 00229		FEDERATION GENEVOISE DE COOPERATION	D 1 06	AF	2'500'000.00	-	2'500'000	381'960.00
04.90.02.00	365 00303		COMITE INTERNATIONAL CROIX-ROUGE (CICR)	D 1 06	AF	3'000'000.00	-	3'000'000	2'499'615.00
04.90.02.00	367 00112		AIDE AUX PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT	D 1 06	AF	5'548'315.00	-51'685.00	5'600'000	3'000'000.00
04.90.02.00	367 00310		AIDE AUX MISSIONS DES PAYS LES MOINS AVANCES (PMA)	D 1 06	AF	1'087'764.00	87'764.00	1'000'000	5'566'556.00
5. CONSTRUCTION ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION						10'482'870.25	2'393'508.25	8'089'362	6'201'368.45
05.01.00.00	365 07150		ASSOCIATION HANDICAPES ARCHITECTURE URBANISME (HAU)		AF	29'302.00	9'302.00	20'000	20'000.00
05.04.00.00	363 00151		FONDATION DU STADE DE GENEVE - DROIT DE SUPERFICIE (PART OFF)	7263 - 7568	AF	324'919.90	-80.10	325'000	324'920.00
05.04.00.00	365 06150		COUVERTURE DEFICIT EXPLOITATION DE GENEVE-PLAGE	B 6 15	AF	750'000.00	-30'000.00	780'000	750'414.00
05.04.00.00	365 07350		ECOLE INTERNATIONALE (DIFF. S/DROIT DE SUPERFICIE)	A 2 65	AF		-423'212.00	423'212	
05.06.00.00	365 07151		SUBVENTION AU RASSEMBLEMENT EN FAVEUR D'UNE POLITIQUE SOCIALE DU LOGEMENT	I 4 05	AF	50'000.00	-	50'000	50'000.00
05.07.00.00	365 06151		FRAIS D'ENTRETIEN DU MUSÉE HABITAT RURAL DE BALLEMBERG		AF	32'000.00	-	32'000	32'000.00
05.07.00.00	365 06250		FRAIS D'ENTRETIEN CATHÉDRALE ST-PIERRE		AF	108'000.00	-	108'000	108'000.00
05.09.00.00	363 00350		SUBVENTION NON MONÉTAIRE - FONDATION DU STADE DE GENEVE - INTERETS SUR LE CAPITAL DE DOTATION, contrepartie 426.02	7263 - 7568	AF	657'120.00	-1'660.00	658'780	669'120.00
05.09.00.00	363 00450		SUBVENTION NON MONÉTAIRE - FONDATION DU STADE DE GENEVE - DROIT DE SUPERFICIE PART ETAT, contrepartie 427.52	7263 - 7568	AF	310'000.00	-14'920.00	324'920	310'000.00
05.11.01.00	362 07011		INSTRUCTION	G 2 05	AF	82'950.00	14'950.00	68'000	84'007.25
05.11.02.00	362 07015		SUBVENTION MATÉRIEL ET ÉQUIPEMENT	D 3 06/F 4 05	AF	163'657.10	-10'342.90	174'000	193'882.90
05.11.01.00	362 07211		MATERIEL	G 2 05	AF	29'921.25	-83'078.75	113'000	63'559.30
05.11.01.00	365 07015		INSTRUCTION	G 2 05	AF		-650.00	650	100.00
05.11.02.00	365 07111		ASSOCIATION POUR LA FORMATION DE JEUNES SAPEURS-POMPIERS	F 4 05	AF	1'000.00	-	1'000	2'200.00

AIDES FINANCIERES ACCORDEES DE 2006 A 2007 PAR DEPARTEMENT ET PAR SERVICE
L'historique est retraité (en italique) pour faciliter la comparaison entre les exercices

SERVICE	NATURE	SOUS-NATURE	LIBELLÉ	Loi cadre	LIAF	COMPTE 2007	VARIATION C 2007 / B 2007	BUDGET 2007	COMPTE 2006
05.11.01.00	365 07212		SERVICE CANTONAL DE LA PROTECTION CIVILE : MATÉRIEL (INSTITUTIONS. PRIVÉES)	G 2 05	AF		-2'400.00	2'400	-
05.11.02.00	365 07711		FÉDÉRATION DES CORPS DE SAPEURS-POMPIERS	F 4 05	AF	4'000.00	-	4'000	6'400.00
05.11.01.00	365 09915		DIVERSES SUBVENTIONS	G 2 05	AF	4'400.00	-	4'400	8'900.00
05.90.01.00	362 07016		COMMISSION CANTONALE DU SPORT-TOTO : SUBVENTIONS ORDINAIRES - COMMUNES	I 3 15.09	AF	946'000.00	-554'000.00	1'500'000	800'000.00
05.90.01.00	362 07110		COMMISSION CANTONALE DU SPORT-TOTO : SUBVENTIONS CONDITIONNELLES - COMMUNES	I 3 15.09	AF	70'000.00	-130'000.00	200'000	10'000.00
05.90.01.00	362 07212		SUBVENTION DE PROJETS SPORTIFS DE MOYENNE ET GRANDE ENVERGURE - COMMUNES	I 3 15.09	AF		-200'000.00	200'000	-
05.90.01.00	365 07012		ASSOCIATIONS ET SOCIÉTÉS SPORTIVES - SUBVENTIONS ORDINAIRES	I 3 15.09	AF	2'685'100.00	365'100.00	2'300'000	2'479'865.00
05.90.01.00	365 07112		ASSOCIATIONS ET SOCIÉTÉS SPORTIVES - SUBVENTIONS CONDITIONNELLES	I 3 15.09	AF	28'000.00	-72'000.00	100'000	113'000.00
05.90.01.00	365 07214		SUBVENTION DE PROJETS SPORTIFS DE MOYENNE ET GRANDE ENVERGURE	I 3 15.09	AF	4'000'000.00	3'500'000.00	500'000	-
05.90.01.00	365 08811		ASSOCIATIONS ET SOCIÉTÉS SPORTIVES - AIDE EN FAVEUR DES SÉLECTIONS SPORTIVES CANTONALES	I 3 15.09	AF	206'500.00	6'500.00	200'000	175'000.00
6. TERRITOIRE						14'073'021.21	-92'978.79	14'166'000	12'781'253.80
06.01.02.00	365 00131		PRESIDENCE ET SECRETARIAT GENERAL : SUBVENTIONS ASSOCIATIONS DIVERSES *		AF	68'000.00	-22'000.00	90'000	72'500.00
06.01.02.00	365 01014		SUBVENTION CGN (COMPAGNIE GÉNÉRALE DE NAVIGATION SUR LE LAC LÉMAN)		AF	1'561'673.65	361'673.65	1'200'000	1'348'602.00
06.02.52.00	365 00312		CÉRÉMONIE À LA MÉMOIRE DES SOLDATS MORTS AU SERVICE DU PAYS (MON-REPOS)		AF	500.00	-	500	500.00
06.02.52.00	365 00614		MUSÉE MILITAIRE GENEVOIS		AF	54'000.00	-	54'000	54'000.00
06.02.52.00	365 00716		VIEUX-ARTILLEURS (ENTRETIEN DES UNIFORMES)		AF	2'000.00	-	2'000	2'000.00
06.02.70.00	365 09602		GLCT - RECTANGLE D'OR	PL en cours	AF		-80'000.00	80'000	-
06.02.70.00	365 09814		GLCT - TELEPHERIQUE DU SALEVE	PL 10162	AF	242'118.42	-57'881.58	300'000	150'000.00
06.02.70.00	365 09912		SERVICE DES AFFAIRES EXTERIEURES : AUTRES SUBVENTIONS *		AF	29'000.00	-61'000.00	90'000	47'800.00
06.03.51.00	363 00511		INDEMNITES AUX TPG POUR LE TRAFIC REGIONAL	9898	AF	7'357'340.00	-2'142'660.00	9'500'000	9'203'400.00
06.03.51.00	365 00404		INDEMNITES AUX TPN POUR LE TRAFIC REGIONAL	H 1 50	AF	160'797.00	-19'203.00	180'000	96'531.50
06.03.51.00	367 00114		INDEMNITES A LA SNCF POUR LES TRAINS REGIONAUX	H 1 50	AF	546'260.58	-143'739.42	690'000	529'460.51
06.03.51.00	367 00402		PARTICIPATION LIGNES TC CONSEIL GENERAL 74 (GLCT)	H 1 50	AF	2'193'483.08	2'018'483.08	1'750'000	
06.05.04.00	365 08213		SUBVENTIONS RELATIVES À LA NATURE ET AUX SITES NATURELS	M 5 35	AF		-38'000.00	38'000	11'250.00
06.05.04.00	365 08311		SUBVENTIONS RELATIVES A L'EDUCATION A LA NATURE	M 2 05	AF	31'210.00	2'12'10.00	10'000	35'024.00
06.06.00.00	364 07510		AGRI GENEVE - VULGARISATION	M 2 05	AF	163'000.00	-	163'000	163'000.00
06.06.00.00	364 07610		UNION MARAICHERE DE GENEVE, VULGARISATION	M 2 05	AF	91'000.00	-	91'000	91'000.00
06.06.00.00	364 09911		AGRICULTURE : SUBVENTIONS DIVERSES *	M 2 05	AF		-5'000.00	5'000	-
06.06.00.00	365 07813		SOCIÉTÉS ET ORGANISATIONS AGRICOLES	M 2 05	AF	10'300.00	-1'200.00	11'500	10'365.50
06.06.00.00	365 08212		SUBVENTION À L'AOVG (ASSOCIATION DES ORGANISATIONS VITICOLES GENEVOISES)	M 2 05	AF	32'000.00	-	32'000	32'000.00
06.06.00.00	365 09912		AGRICULTURE : AUTRES SUBVENTIONS *	M 2 05	AF	3'000.00	-	3'000	-
06.08.11.00	367 00211		CIPEL (COMMISSION INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION DU LÉMAN)	Accord du 20.11.1980 sur la déphosphatation des eaux du Lac Léman	AF	95'549.15	-14'450.85	110'000	96'943.25
06.10.00.00	363 07150		UNIVERSITE POUR JOURNAL D'ARCHITECTURES (FACES)		AF	-	-	-	20'000.00
06.90.66.00	365 00231		SUBVENTION A L'AOVG (ASSOCIATION DES ORGANISATIONS VITICOLES GENEVOISES)		AF	53'535.25	-464.75	54'000	52'314.85
06.90.66.00	365 00406		SUBVENTION A LA COMMUNAUTE INTERPROF. DES VINS DE GENEVE (CIVG)	M 2 50	AF	5'400.00	5'400.00	-	5'400.00

AIDES FINANCIERES ACCORDEES DE 2006 A 2007 PAR DEPARTEMENT ET PAR SERVICE
L'historique est retraité (en italique) pour faciliter la comparaison entre les exercices

SERVICE	NATURE	SOUS-NATURE	LIBELLÉ	Loi cadre	LIAF	COMPTE 2007	VARIATION C 2007 / B 2007	BUDGET 2007	COMPTE 2006
06.90.85.00	364	08511	SUBVENTIONS MANŒUVRE DU BARRAGE DU SEUJET	L 2.15.03 Conv. SIG	AF	167'000.00	-3'000.00	170'000	165'000.00
06.90.85.00	367	07010	FONDS CANTONAL DE RENATURATION : PARTICIPATION DANS LE CADRE DES CONTRATS DE RIVIÈRES TRANSFRONTALIERS	L 2.05.27	AF	1'141'004.38	141'004.38	1'000'000	543'564.99
08.05.51.00	365	00107	SUBVENTIONS SUITE A DES EPIZOOTIES	M 3.25	AF	<i>14'000.00</i>	<i>-14'000.00</i>	<i>14'000</i>	-
06.90.92.00	365	08312	SUBVENTIONS RELATIVES À LA FAUNE	M 5.05	AF	49'849.70	-10'150.30	60'000	35'597.20
06.90.94.00	365	07018	FONDS FORESTIER : SUBVENTIONS DIVERSES *	M 5.10	AF	15'000.00	5'000.00	10'000	-
06.90.94.00	365	07117	FONDS FORESTIER : SUBVENTIONS DIVERSES (LIEES AUX SUBVENTIONS FEDERALES) *	M 5.10	AF		-33'000.00	33'000	15'000.00
7. SOLIDARITE ET EMPLOI									
07.04.01.00	365	05005	PROGRAMME D'OCCUPATION	J 2.20	AF	5'599.12	-194'400.88	200'000	-
07.04.01.00	365	05910	ASSOCIATION LE TRIALOGUE	Pas d'arrêté valide	AF	80'000.00	-	80'000	80'000.00
07.09.51.00	365	09910	FONDS DE PREVENTION DE LA VIOLENCE : ACTIONS PONCTUELLES	J 4.10.04 - Pas d'arrêté valide	AF	-	-	-	400'000.00
07.14.11.00	361	00410	FEDERATION KUMONDE ET CONJUGAL		AF	1'125.00	-3'375.00	4'500	2'250.00
07.14.11.00	365	05512	LE RACARD - CENTRE D'HÉBERGEMENT ET LIEU DE VIE AVEC SOUTIEN PSYCHOSOCIAL	K 1.36	AF	375'000.00	-	375'000	375'000.00
07.14.11.00	365	08812	CROIX ROUGE GENEVOISE		AF	850'000.00	-	850'000	850'000.00
07.14.11.00	365	01811	FONDATION TRANSPORT HANDICAP - MOBILITÉ POUR TOUS	K 1.36	AF	150'000.00	-	150'000	150'000.00
07.14.11.00	365	02010	PRO JUVENTUTE - CARTE FAMILLE GIGOGNE	J 5	AF	180'000.00	-	180'000	180'000.00
07.14.11.00	365	02110	ASSOCIATION DES FAMILLES MONOPARENTALES	J 5	AF	58'500.00	-	58'500	58'500.00
07.14.11.00	365	02211	COMPAGNA	J 5	AF	25'000.00	-	25'000	25'000.00
07.14.11.00	365	02312	PRO-FILIA GENÈVE	J 5	AF	20'250.00	-	20'250	20'250.00
07.14.11.00	365	02410	FÉDÉRATION GENEVOISE DE SERVICES PRIVÉS DE CONSULTATIONS CONJUGALES ET FAMILIALES	J 5	AF	230'000.00	-	230'000	230'000.00
07.14.11.00	365	03210	FONDATION PHENIX	K 1.75.03	AF	370'000.00	-	370'000	370'000.00
07.14.11.00	365	03410	FORUM SANTE		AF	40'000.00	-	40'000	20'000.00
07.14.11.00	365	03810	ASSJAS - ASSOCIATION SUISSE DES ASSURÉS		AF	40'000.00	-	40'000	40'000.00
07.14.11.00	365	04010	CGV - CENTRE GENEVOIS DU VOLONTARIAT		AF	80'000.00	-	80'000	40'000.00
07.14.11.00	365	04310	TÉL. 143 LA MAIN TENDUE		AF	103'500.00	-	103'500	103'500.00
07.14.11.00	365	04410	LE CARE (CARITAS ACCUEIL RENCONTRE ECHANGE)		AF	55'000.00	-55'000.00	110'000	55'000.00
07.14.11.00	365	04510	LA COULOU - ABRRI POUR SANS ABRRI		AF	100'000.00	-	100'000	200'000.00
07.14.11.00	365	04610	CENTRE SOCIAL PROTESTANT GENÈVE - ATELIER GALIFFE	K 1.36	AF	300'000.00	-	300'000	300'000.00
07.14.11.00	365	04710	CARITAS-GENÈVE		AF	240'000.00	-60'000.00	300'000	300'000.00
07.14.11.00	365	04910	ARMÉE DU SALUT - ACCUEIL DE NUIT		AF	145'000.00	-	145'000	145'000.00
07.14.11.00	365	05110	PLURIELS - CENTRE DE CONSULTATION ET D'ÉTUDES ETHNOPSYCHOLOGIQUES POUR MIGRANTS	A 2.55	AF	220'000.00	-	220'000	220'000.00
07.14.11.00	365	06110	ASSOCIATION POUR LE BATEAU GENÈVE		AF	200'000.00	-	200'000	200'000.00
07.14.11.00	365	06210	ASSOCIATION POUR LE PATRIMOINE INDUSTRIEL - API	J 2.20	AF	151'000.00	-	151'000	151'000.00
07.14.11.00	365	06302	ASSOCIATION ANYTAS POUR PERSONNES MENTALEMENT HANDICAPÉES	K 1.36	AF	40'000.00	-	40'000	20'000.00
07.14.11.00	365	06500	HELLOS - ACTIONS SOUTIEN INTÉGRATION PERSONNES HANDICAPÉES	K 1.36	AF	304'907.75	-195'092.25	500'000	90'319.60
07.14.11.00	365	06610	INSIEME GENÈVE - ASSOCIATION GENEVOISE DE PARENTS ET D'AMIS DE PERSONNES MENTALEMENT HANDICAPÉES	K 1.36	AF	24'000.00	-36'000.00	60'000	60'000.00
07.14.11.00	365	07215	FONDATION TRANSPORT HANDICAP	K 1.36	AF	626'500.00	-	626'500	626'500.00
07.14.11.00	365	07411	FÉDÉRATION SUISSE DE CONSULTATION EN MOYENS AUXILIAIRES POUR PERSONNES HANDICAPÉES - FSCMA	K 1.36	AF		-2'500.00	2'500	
						11'154'709.07	-2'245'370.93	13'400'080	12'111'799.65

AIDES FINANCIERES ACCORDEES DE 2006 A 2007 PAR DEPARTEMENT ET PAR SERVICE
L'historique est retraité (en italique) pour faciliter la comparaison entre les exercices

SERVICE	NATURE	SOUS-NATURE	LIBELLÉ	Loi cadre	LIAF	COMPTE 2007	VARIATION C 2007 / B 2007	BUDGET 2007	COMPTE 2006
07.14.11.00	365 07512		DIVERSES ACTIONS SOCIALES PONCTUELLES		AF	37'200.00	-712'800.00	750'000	18'900.00
07.14.11.00	365 07612		PRO-INFORMIS	K 1 36	AF	140'000.00	-	140'000	140'000.00
07.14.11.00	365 07810		FONDATION CAP LOISIRS	K 1 36	AF	975'000.00	-	975'000	975'000.00
07.14.11.00	365 08310		ANTENNE DROGUE FAMILLE - ASSOCIATION GENEVOISE DES PERSONNES CONCERNÉES PAR LES PROBLÈMES LIÉS À LA DROGUE	K 1 75.03	AF	32'400.00	-3'600.00	36'000	18'000.00
07.14.11.00	365 08812		PROJECT ASSOCIATION	K 1 36	AF	30'400.00	-7'600.00	38'000	38'000.00
07.14.11.00	365 08910		CEFCA - CENTRE DE FORMATION CONTINUE POUR ADULTES	K 1 36	AF	33'750.00	-33'750.00	67'500	67'500.00
07.14.11.00	365 09110		AGIS - ASSOCIATION GENEVOISE D'INSERTION SOCIALE	K 1 36	AF	14'175.00	-14'175.00	28'350	14'175.00
07.14.11.00	365 09310		CLUB EN FAUTEUIL ROULANT GENÈVE		AF	50'000.00	-	50'000	50'000.00
07.14.11.00	365 09710		CARREFOUR-RUE / ORGANISME DE PRÉVENTION ET D'ACTION SOCIALE		AF	182'480.00	-	182'480	182'480.00
07.14.11.00	365 09810		CARREFOUR PRISON		AF	150'000.00	-	150'000	150'000.00
07.14.33.00	366 00601		OFFICE CANTONAL DES PERSONNES AGEES : JOURNAL GENERATIONS		AF	-	-	-	137'500.00
07.90.50.00	363 09910		FONDS DE LUTTE CONTRE LA DROGUE : ACTIONS SOCIALES ET PONCTUELLES *		AF	130'000.00	30'000.00	100'000	70'000.00
07.90.50.00	365 09911		FONDS DE LUTTE CONTRE LA DROGUE : ACTIONS SOCIALES ET PONCTUELLES *		AF	261'722.20	-138'277.80	400'000	520'025.05
07.90.52.00	365 02210		AU CŒUR DES GROTTES - FOYER POUR FEMMES SEULES OU AVEC LEURS ENFANTS	E 4 70	AF	250'000.00	-	250'000	250'000.00
07.90.52.00	365 02310		PRO MENTE SANA ASSOCIATION ROMANDE	K 1 36	AF	160'000.00	-40'000.00	200'000	200'000.00
07.90.52.00	365 02510		ASSOCIATION PAROLE	K 1 36	AF	115'000.00	-	115'000	115'000.00
07.90.52.00	365 02911		EMMAÛS GENÈVE	Pas d'arrêté valide	AF	-	-	-	50'000.00
07.90.52.00	365 03100		FONDATION HEALTH ON THE NET		AF	479'000.00	-206'000.00	685'000	700'000.00
07.90.52.00	365 03200		SOLIDARITE FEMMES	F 1 30	AF	600'000.00	-	600'000	600'000.00
07.90.52.00	365 03400		ASSOCIATION POUR LA DÉFENSE DES PERSONNES ÂGÉES EN ÉTABLISSEMENTS MÉDICO-SOCIAUX (EMS) ET DE LEURS FAMILLES (APAF)	J 7 20	AF	140'000.00	-60'000.00	200'000	75'500.00
07.90.52.00	365 03500		AVVO - ASSOCIATION DE DÉFENSE ET DE DÉTENTE DE TOUS LES RETRAITÉS ET FUTURS RETRAITÉS		AF	75'000.00	-	75'000	75'000.00
07.90.52.00	365 03600		ASSOCIATION VIOL SECOURS	F 1 30	AF	255'000.00	-	255'000	240'000.00
07.90.52.00	365 03700		ASSOCIATION CÉRÉBRAL GENÈVE	K 1 36	AF	80'000.00	-	80'000	40'000.00
07.90.52.00	365 03800		LESTIME		AF	80'000.00	-20'000.00	100'000	100'000.00
07.90.52.00	365 03900		ASSOCIATION AUTREMENT AUJOURD'HUI	K 1 36	AF	70'000.00	-	70'000	70'000.00
07.90.52.00	365 04000		ASSOCIATION LA PÂQUERETTE DES CHAMPS	E 4 05	AF	205'000.00	-	205'000	205'000.00
07.90.52.00	365 04602		ASPASIE		AF	347'000.00	-	347'000	347'000.00
07.90.52.00	365 04702		ENTREPRISE SOCIALE L'ORANGERIE		AF	171'000.00	-	171'000	171'000.00
07.90.52.00	365 04802		SOS FEMMES	F 1 30	AF	280'000.00	-	280'000	280'000.00
07.90.52.00	365 04902		ARABELLE FOYER D'HÉBERGEMENT AVEC CRÈCHE		AF	500'000.00	-	500'000	500'000.00
07.90.52.00	365 05002		IPF FONDATION INTÉGRATION POUR TOUS	F 1 30	AF	128'000.00	-32'000.00	160'000	160'000.00
07.90.52.00	365 05101		MAISON GENEVOISE DES MÉDIATIONS		AF	115'200.00	-12'800.00	128'000	64'000.00
07.90.52.00	365 09913		BÉNÉFICIAIRES DU DROIT DES PAUVRES *	D 3 05	AF	52'000.00	-448'000.00	500'000	175'400.00

AIDES FINANCIERES ACCORDEES DE 2006 A 2007 PAR DEPARTEMENT ET PAR SERVICE
L'historique est retraité (en italique) pour faciliter la comparaison entre les exercices

SERVICE	NATURE	SOUS-NATURE	LIBELLÉ	Loi cadre	LIAF	COMPTE 2007	VARIATION C 2007 / B 2007	BUDGET 2007	COMPTE 2006
8. ECONOMIE ET SANTE									
08.01.11.00	365 00116		FONDATION IRIS	8815	AF	-	-	-	861'000.00
08.01.15.00	365 00221		PRIX CANTONAL DU DEVELOPPEMENT DURABLE	A 2 60	AF	40'000.00	-	40'000	40'000.00
08.02.12.00	365 00114		SERVICE FINANCIER : RESERVE POUR DECISIONS CE ET GC	Conseil d'Etat	AF	348'929.00	-801'071.00	1'150'000	927'907.00
08.03.21.00	365 00204		DIR GEN. DES CASS - AUTRES INSTITUTIONS - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT *	K 1 05	AF	3'826'542.00	-3'16'400.00	4'142'942	3'733'300.00
08.05.11.00	361 00113		INTERASSOCIATION DE SAUVETAGE	K 1 03	AF	29'917.70	-82.30	30'000	30'000.00
08.05.11.00	365 00138		ACTION DE PREVENTION DE LA SANTE *	K 1 03	AF	353'949.05	-309'442.95	663'392	612'454.50
08.05.11.00	365 02112		LIGUE PULMONAIRE GENEVOISE	K 1 03	AF	12'150.00	-	12'150	12'150.00
08.05.11.00	365 02212		LIGUE GENEVOISE CONTRE LE RHUMATISME	K 1 03	AF	81'000.00	-10'000.00	91'000	81'000.00
08.05.11.00	365 07014		GROUPE SIDA-GENÈVE	K 1 03	AF	1'520'000.00	-250'000.00	1'770'000	1'520'000.00
08.05.11.00	365 07115		DIALOGAI	K 1 03	AF	680'000.00	-25'000.00	705'000	680'000.00
08.05.11.00	365 07209		PVA (PERSONNES VIVANT AVEC)	K 1 03	AF	200'000.00	-10'000.00	210'000	200'000.00
08.05.11.00	365 07401		PREMIERE LIGNE	K 1 03	AF	2'500'000.00	-60'000.00	2'560'000	2'500'000.00
08.05.11.00	365 07610		ASH-GENEVE ASSOCIATION SUISSE DES INFIRMIERS-INFIRMIERS SECTION DE GENEVE	K 2 05	AF	150'000.00	-	150'000	150'000.00
08.05.11.00	365 07911		ASSOCIATION POUR LA PRÉVENTION DU TABAGISME	K 1 03	AF	500'000.00	-	500'000	500'000.00
08.05.11.00	365 08210		FONDATION GENEVOISE POUR LE DEPISTAGE DU CANCER DU SEIN	K 1 03	AF	1'000'000.00	-	1'000'000	1'000'000.00
08.05.11.00	365 08513		FEGEMS (FEDERATION GENEVOISE DES EMS)	J 7 20	AF	2'500'000.00	-	2'500'000	2'300'000.00
08.05.11.00	365 08601		ASFAG	K 1 03	AF	100'000.00	-	100'000	100'000.00
08.05.41.00	365 07211		ASSOCIATION DES PHARMACIENS	K 3 05	AF	-	-	-	14'000.00
08.07.11.00	360 00114		SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT ACCORDEE À L'OFFICE NATIONAL DU TOURISME		AF	13'000.00	-	13'000	13'000.00
08.07.11.00	365 02027		PRIX MICHEL BAETTIG		AF	5'000.00	-	5'000	5'000.00
08.07.11.00	365 00314		LEONARDO		AF	25'000.00	-	25'000	25'000.00
08.07.11.00	365 00506		BIO ALPS		AF	60'000.00	-	60'000	60'000.00
08.07.11.00	365 00604		FFSRT (FONDATION FRANCO-SUISSE POUR RECHERCHES ET TECHNOLOGIES)		AF	35'000.00	-	35'000	35'000.00
08.07.21.00	364 00202		BIODATA	I 1 37	AF	15'000.00	-35'000.00	50'000	15'000.00
08.07.21.00	364 00302		BIO ALPS - ADM.		AF	35'000.00	-60'000.00	60'000	35'000.00
08.07.21.00	364 00401		PRIX INDUSTRIE ET HORLOGERIE	I 1 37	AF	35'000.00	4'000.00	31'000	19'400.00
08.07.21.00	365 00514		OFFICE GENEVOIS DE CAUTIONNEMENT MUTUEL POUR COMMERCANTS ET ARTISANS	pas de base légitime formelle	AF	-	-	-	1'310'697.25
08.07.21.00	365 00903		SUBVENTION LAPMI		AF	2'300'000.00	-	2'300'000	2'176'000.00
08.07.21.00	365 01212		INCUBATEUR - E-CLOSION	I 1 37	AF	15'600.00	-	15'600	15'600.00
08.07.31.00	365 00115		FEDERATION ROMANDE DES CONSOMMATRICES, SECTION GENEVOISE		AF	154'800.00	-	154'800	10'000.00
08.90.98.00	365 04311		RIEN NE VA PLUS - CENTRE DE PREVENTION DES PROBLEMES DU JEU EXCESSIF	K 1 03	AF	74'039.18	28'839.18	45'200	-
08.90.98.00	365 09702		ACTION PRÉVENTION DU JEU *	K 1 03	AF	1'071'000.00	-29'000.00	1'100'000	1'071'000.00
08.90.99.00	365 00110		DIME DE L'ALCOOL : ACTIONS DE PRÉVENTIONS *	K 1 03	AF	430'000.00	-16'200.00	446'200	430'000.00
08.90.99.00	365 00206		FEPGA - FEDERATION GENEVOISE POUR LA PREVENTION DE L'ALCOOLISME	K 1 03	AF	70'000.00	-40'000.00	110'000	70'000.00
08.90.99.00	365 00302		CROIX-BLEUE GENEVOISE	K 1 03	AF	-	-	-	70'000.00

ALLOCATIONS ACCORDEES A DES PERSONNES PHYSIQUES DE 2006 A 2007 PAR DEPARTEMENT ET PAR SERVICE

L'historique est retraité (en italique) pour faciliter la comparaison entre les exercices

SERVICE	NATURE	SOUS-NATURE	LIBELLÉ	Loi cadre	LIAF	COMPTE 2007	VARIATION C 2007 / B 2007	BUDGET 2007	COMPTE 2006
TOTAL ETAT									
2. FINANCES									
02.03.02.00	366 00103		REMISE DE COTISATIONS AVS			977'931'745.02	-11'486'774.98	989'418'520	968'581'269.84
					PP	158'703.20	158'703.20	-	326'743.20
					PP	158'703.20	158'703.20		326'743.20
3. INSTRUCTION PUBLIQUE									
03.11.00.00	365 04601		SUBVENTION A LA RESTAURATION COLLECTIVE	C 1 10	PP	227'817.30	-22'182.70	250'000	315'535.80
03.11.00.00	365 06501		SFCAC - SUBVENTIONS DIVERSES	L 4 30.04	PP	110'816.00	2'816.00	108'000	188'790.45
03.11.00.00	366 00701		FONDS ANIMATION JEUNESSE		PP	278'740.00	-51'260.00	330'000	339'381.00
03.11.00.00	366 00901		AIDE AUX JEUNES CRÉATEURS (CINÉMA + VIDÉO)	C 3 05	PP	600'000.00	-	600'000	525'000.00
03.22.00.00	366 06001		EXCURSIONS SCOLAIRES, CLASSES MULTICOLORS (CYCLE D'ORIENTATION)	J 6 05	PP	313'746.00	-6'254.00	320'000	301'371.85
03.23.00.00	366 06001		EXCURSIONS SCOLAIRES, CLASSES MULTICOLORS (POST-OBLIGATOIRE)	J 6 05	PP	656'402.55	-50'597.45	707'000	584'396.55
03.31.00.00	365 04201		POUR ENSEIGNEMENT MINEURS INVALIDES PLACES EN INSTITUTIONS PRIVÉES	J 3 55.03	PP	234'800.00	-95'200.00	330'000	319'960.00
03.31.00.00	366 00501		APPUI SOCIAL	J 6 05	PP	214'723.05	23'723.05	191'000	177'687.10
03.31.00.00	366 06001		EXCURSIONS SCOLAIRES / CLASSES MULTICOLORS	J 6 05 / C 1 10.21	PP	750'000.00	-	750'000	750'000.00
03.31.00.00	366 08001		FRAIS DE PLACEMENTS	E 4 30 / J 6 05	PP	9'219'789.80	1'339'789.80	7'880'000	7'589'793.55
03.32.00.00	366 00101		ALLOCATIONS D'APPRENTISSAGE	C 2 05	PP	3'482'258.00	-6'19'742.00	4'102'000	4'012'995.00
03.32.00.00	366 00201		REMBOURSEMENT DE TAXES POUR APPRENTIS	C 2 05	PP	305'558.80	42'558.80	263'000	246'338.25
03.32.00.00	366 00301		ALLOCATIONS POUR LE PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNEL	C 2 05	PP	3'240.00	-18'760.00	22'000	21'667.00
03.32.00.00	366 00401		REMBOURSEMENT DE TAXES POUR LE PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNEL	C 1 20 / C 2 05	PP	786'999.00	-246'001.00	1'033'000	1'097'608.00
03.32.00.00	366 01001		ALLOCATIONS ÉTUDES AUTOMATIQUES	C 1 20	PP	21'862'034.82	309'034.82	21'553'000	21'763'954.50
03.32.00.00	366 02001		ALLOCATIONS ÉTUDES SPÉCIALES	C 1 20	PP	390'829.00	21'829.00	369'000	385'356.00
03.32.00.00	366 02101		CONVERSIONS DE PRÊTS EN ALLOCATIONS	C 1 20	PP	995'233.00	216'233.00	779'000	739'293.00
03.32.00.00	366 03001		ALLOCATIONS D'ENTRAIDE	C 1 30	PP	534'000.00	-	534'000	550'000.00
03.32.00.00	366 04001		REMBOURSEMENT TAXES	C 1 20	PP	421'893.00	-201'107.00	623'000	532'766.00
03.32.00.00	366 04201		REMBOURSEMENT DES ECOLAGES DE MUSIQUE	C 1 20	PP	353'479.00	-108'521.00	462'000	502'302.00
03.32.00.00	366 05001		ALLOCATIONS D'ENCOURAGEMENT A LA FORMATION	C 1 20 / C 2 05	PP	7'408'985.10	524'985.10	6'884'000	7'418'711.95
03.32.00.00	366 05201		CHEQUES FORMATION	C 2 05 / C 2 08	PP	3'044'473.60	707'473.60	2'337'000	2'366'717.10
4. INSTITUTIONS									
04.05.02.00	366 00213		PRISON DE CHAMP-DOLLON : PECULE ET VETEMENTS	F 1 50.04	PP	648'850.55	-36'149.45	685'000	670'031.65
04.05.04.00	366 00117		RECLASSEMENT DES DETENUS LIBERES	E 4 50.15	PP	177'109.30	-0.70	177'110	177'923.00
04.05.05.00	366 00213		PECULE ET VETEMENTS	F 1 50.12	PP	246'480.50	-82'41.50	254'722	247'136.65
5. CONSTRUCTION ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION									
05.06.00.00	366 07750		SUBVENTION AU LOGEMENT SOCIAL	I 4 05	PP	37'384'459.45	384'459.45	37'000'000	39'836'482.40
05.06.00.00	366 07850		CHARGES DES PRÊTS SANS INTÉRÊTS ET À TAUX RÉDUITS (HCM-HLM)	I 4 05	PP	10'935'972.45	-100'000.00	100'000	10'728'512.19
05.06.00.00	366 07950		ALLOCATIONS DE LOGEMENT "SECTEUR SUBVENTIONNÉ"	I 4 05	PP	9'952'810.32	147'189.68	10'100'000	9'823'868.75
05.06.00.00	366 08050		ALLOCATIONS DE LOGEMENT "SECTEUR LIBRE"	I 4 05	PP	6'158'029.60	1'158'029.60	5'000'000	5'056'738.70
05.06.00.00	366 08150		SUBVENTION EN FAVEUR DES HABITATIONS MIXTES	I 4 05	PP	-5'449.75	-10'000.00	10'000	
05.06.00.00	366 08250		SUBVENTION EPARGNE LOGEMENT	I 4 55	PP		-85'449.75	80'000	14'589.80
05.06.00.00	366 08850		PRISES EN CHARGE DES LOYERS IMPAYÉS DE PERSONNES ÉVACUÉES ET RELOGÉES	I 4 05	PP				

ALLOCATIONS ACCORDEES A DES PERSONNES PHYSIQUES DE 2006 A 2007 PAR DEPARTEMENT ET PAR SERVICE

L'historique est retraité (en italique) pour faciliter la comparaison entre les exercices

SERVICE	NATURE	SOUS-NATURE	LIBELLÉ	Loi cadre	LIAF	COMPTE 2007	VARIATION C 2007 / B 2007	BUDGET 2007	COMPTE 2006
7. SOLIDARITE ET EMPLOI									
07.10.06.00	366 00102		HOSPICE GENERAL - PRESTATIONS			846'796'310.96	-13'933'377.04	860'729'688	836'426'610.62
07.11.05.00	366 00501	J 6 05	APPUI SOCIAL		PP	700'960.00	700'960.00	-	19'001.00
07.11.05.00	366 00502		SUBSIDES PARTIELS AUX ASSURES A RESSOURCES MODESTES		PP	6'139.65	-43'860.35	50'000	17'251.30
07.14.11.00	366 00112	J 4 10 02	LAVI - ASSOCIATION DU CENTRE GENEVOIS DE CONSULTATION POUR LES VICTIMES D'INFRACTIONS (PRESTATIONS DESTINEES AUX VICTIMES)		PP	18'671.20	18'671.20	581'000	581'000.00
07.14.11.00	366 00200	J 4 10 02	INSTANCE D'INDEMNISATION LAVI		PP	523'754.55	-57'245.45	990'000	1'109'534.50
07.14.11.00	366 01002		CONTRIBUTION AU PLACEMENT HORS CANTON DANS LE CADRE DE LA CIIS		PP	1'095'134.80	105'134.80	180'000	170'632'388.00
07.14.29.00	366 00102	J 4 05	HOSPICE GENERAL : PRESTATIONS AUX PERSONNES PHYSIQUES		PP	161'332'388.00	-180'000.00	161'332'388	8'300'000.00
07.14.29.00	366 00415		HOSPICE GENERAL : SUBVENTION COMPLEMENTAIRE OCAI		PP	251'454'338.10	2'559'272.10	248'895'066	249'903'345.28
07.14.33.00	366 00114	J 7 10	PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES FEDERALES (PCF) - OCPA		PP	6'262'187.00	-301'813.00	6'564'000	6'185'261.00
07.14.33.00	366 00214	J 7 15	ABONNEMENTS TPG - OCPA		PP	2'864.90	-7'135.10	10'000	1'490.00
07.14.33.00	366 00314	J 7 15	OFFICE CANTONAL DES PERSONNES AGEES : SERVICE SOCIAL		PP	167'912'955.00	-8'064'279.00	175'977'234	167'568'882.33
07.14.33.00	366 00412	J 7 15	PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES CANTONALES (PCC) - OCPA		PP	5'851'509.26	1'401'509.26	4'450'000	5'024'425.71
07.14.51.00	366 00512	J 3 05	OFFICE CANTONAL DES PERSONNES AGEES : PRESTATIONS D'ASSISTANCE		PP	163'463'869.28	-12'636'130.72	176'100'000	143'551'079.10
07.14.51.00	366 00118	J 3 05	SUBSIDES AUX ASSURES A RESSOURCES MODESTES OU DEBITEURS		PP	37'910'391.22	3'410'391.22	34'500'000	27'244'868.25
07.14.51.00	366 00313	J 3 05	CREANCE IRRECOURABLES DES ASSURES A RESSOURCES MODESTES		PP	50'261'148.00	-838'852.00	51'100'000	56'288'084.15
07.14.51.00	366 00502	J 3 05	SUBSIDES PARTIELS AUX ASSURES A RESSOURCES MODESTES		PP	3'307'577.40	-292'422.60	3'600'000	4'361'254.60
8. ECONOMIE ET SANTE									
08.05.11.00	366 00212	J 3 05	HOSPITALISATION HORS CANTON		PP	2'587'577.40	-1'012'422.60	3'600'000	4'361'254.60
08.07.51.00	366 04001		REMBOURSEMENTS TAXES		PP	720'000.00	720'000.00		
14. POUVOIR JUDICIAIRE									
14.01.00.00	366 00110	E 2 05	EMOLUMENTS DE L'ASSISTANCE JURIDIQUE		PP	1'106'644.00	-563'356.00	1'670'000	1'286'253.90
14.01.00.00	366 00215	E 2 05	TRADUCTIONS, TÉMOINS, EXPERTISES AJ		PP	474'911.62	350'099.62	124'812	509'896.50
14.01.00.00	366 00311	E 2 05	FRAIS D'ASSISTANCE JURIDIQUE		PP	8'393'517.40	-1'066'670.60	9'460'188	8'385'566.78
14.01.00.00	366 00312	E 2 05	FRAIS D'ASSISTANCE JURIDIQUE (FRAIS D'ENQUETES)		PP		-		36.00

SUBVENTIONS NON SOUMISES A LA LIAF ACCORDEES DE 2006 A 2007 PAR DEPARTEMENT ET PAR SERVICE

L'historique est retraité (en italique) pour faciliter la comparaison entre les exercices

SERVICE	NATURE	SOUS-NATURE	LIBELLÉ	Loi cadre	LIAF	COMPTE 2007	VARIATION C 2007 / B 2007	BUDGET 2007	COMPTE 2006
TOTAL ETAT									
1. CHANCELIERIE						203'364'974.62	-1'268'143.38	204'633'118	202'380'935.16
01.01.02.00	360 001.10		CONFÉRENCE DES GOUVERNEMENTS CANTONAUX			201'698.00	-19'802.00	221'500	200'222.00
01.01.02.00	360 002.10		FONDATION POUR LA COLLABORATION CONFÉDÉRALE		NS	165'231.00	-9'769.00	175'000	163'755.00
01.01.02.00	360 003.11		CONTRIBUTION À LA BADAC		NS	27'245.00	-9'755.00	37'000	27'245.00
3. INSTRUCTION PUBLIQUE						5'004'728.70	-285'171.30	5'289'900	4'655'958.85
03.11.00.00	361 005.01		CONFÉRENCE INTERCANTONALE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE (SR/II)	C 1 05	NS	1'232'787.00	-2'13.00	1'233'000	1'232'787.00
03.11.00.00	361 006.01		CONFÉRENCE SUISSE DES DIRECTEURS CANTONAUX DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE	C 1 05	NS	643'839.00	-19'161.00	663'000	667'257.00
03.11.00.00	361 007.01		COMMISSION PUBLICATION COLLECTION CH	C 1 05	NS	4'604.00	-396.00	5'000	4'604.00
03.11.00.00	361 008.01		CONTRIBUTIONS INTERCANTONALES DIVERSES	C 1 05	NS	95'420.00	-54'580.00	150'000	57'543.00
03.11.00.00	361 009.01		CROIX-ROUGE, SOINS INFIRMIERS		NS	-	-	-	297'935.00
03.11.00.00	361 011.01		CONFÉRENCE UNIVERSITAIRE SUISSE	C 1 33	NS	300'999.00	-2'001.00	303'000	323'586.00
03.11.00.00	361 026.01		COTISATIONS INTERCANTONALES	C 1 05	NS	56'708.70	-23'291.30	80'000	56'625.85
03.11.00.00	362 061.50		SFCAC - SUBVENTIONS AUX COMMUNES	L 4.30.04	NS	30'000.00	-10'000.00	40'000	-
03.25.00.00	365 063.01		CCSO GENEVE (CIM)		NS	727'121.00	-88'779.00	815'900	727'121.00
03.31.00.00	362 006.01		CONTRIBUTION DE L'ETAT AU FINANCEMENT DES CRECHES *	J 6 29, transféré aux Communes dès 2008	NS	1'913'250.00	-86'750.00	2'000'000	1'288'500.00
5. CONSTRUCTION ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION						880'485.00	-491'515.00	1'372'000	962'361.00
05.04.00.00	365 072.50		LOCATION AUPRÈS DE TIERS POUR ONG	Accord Conf-canton-OMC, accord siège OMC annexe L PMA du 27.1.95	NS	19'422.00	-152'578.00	172'000	
05.04.00.00	365 072.51		LOCATION AUPRÈS DE TIERS POUR PMA ET OMC	A 2.65	NS	861'063.00	-338'937.00	1'200'000	962'361.00
6. TERRITOIRE						5'201'591.92	15'092'991.92	-9'891'400	-1'066'442.95
06.01.02.00	367 003.11		FORUM ENGELBERG	Débat des chambres fédérales du 11 sept. 1989	NS	-	-	-	11'250.00
02.01.02.00	369 001.01		SUBVENTIONS PRISES EN CHARGE PAR LE FEC	B 6 10	NS	-	17'000'000.00	-17'000'000	-5'000'000.00
06.02.59.00	363 001.05		HABILLEMENT ET ÉQUIPEMENT DES MUSIQUES CANTONALES	G 1.25.03	NS	5'934.10	-65.90	6'000	-
06.02.59.00	363 002.03		SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT AUX MUSIQUES CANTONALES	G 1.25.03	NS	60'000.00	-	60'000	60'000.00
06.02.59.00	363 003.02		RÉTRIBUTION DES CHEFS DE MUSIQUE	G 1.25.03	NS	159'845.30	-2'154.70	162'000	158'861.80
06.02.70.00	367 002.14		INTERREG IV		NS	471'871.00	221'871.00	250'000	323'010.00
06.04.67.00	360 001.15		SUBVENTIONS ETAT DE GENEVE AU PROGRAMME CONFÉDÉRATION/CANTONS		NS	7'663.00	-20'337.00	28'000	25'083.00
06.04.67.00	360 002.12		SUBVENTIONS DE L'ETAT DE GENEVE AUX CENTRES INFOENERGIE		NS	15'674.50	-14'325.50	30'000	15'674.50
06.04.67.00	364 003.14		SUBVENTIONS POUR L'ENCOUREGEMENT A L'UTILISATION D'ENERGIES RENOUVELABLES ET A L'UTILISATION RATIONNELLE DE L'ENERGIE		NS	999'550.85	-449.15	1'000'000	500'000.00
06.04.67.00	364 004.14		ENCOUREGEMENT AU RECOURS A L'ENERGIE RENOUVELABLE	L 2.30.01	NS	-	-	-	500'000.00
06.05.04.00	365 079.12		INDEMNITÉS AUX PÊCHEURS PROFESSIONNELS POUR L'ÉCOULEMENT DU POISSON BLANC	L 2.30.01 Art 31 du Concordat intercantonal sur la pêche dans le Lac Léman du 7 oct. 1999	NS	-	-2'100.00	2'100	1'600.00

SUBVENTIONS NON SOUMISES A LA LIAF ACCORDEES DE 2006 A 2007 PAR DEPARTEMENT ET PAR SERVICE
L'historique est retraité (en italique) pour faciliter la comparaison entre les exercices

SERVICE	NATURE	SOUS-NATURE	LIBELLÉ	Loi cadre	LIAF	COMPTE 2007	VARIATION C 2007 / B 2007	BUDGET 2007	COMPTE 2006
06.06.00.00	362	08010	LUTTE OBLIGATOIRE CONTRE MALADIES ET RAVAGEURS	M 2.15.06	NS	18'000	-18'000.00	18'000	3'259.00
06.06.00.00	364	07310	AGRIDEA	M 2.05	NS	51'347.00	-1'153.00	52'500	51'347.00
06.06.00.00	364	07410	CENTRALE SUISSE DE CULTURE MARAÎCHÈRE	M 2.05	NS	8'754.00	-246.00	9'000	8'650.00
06.06.00.00	364	07710	RECHERCHE ET VULGARISATION BIOLOGIQUE	M 2.05	NS	-2'900.56	-10'000.00	10'000	-
06.06.00.00	364	08910	SERVICE DE CONSULTATION EN MATIÈRE D'ÉCONOMIE LAITIÈRE	K 5.10.03	NS	5'000.00	-2'900.56	5'000	31'161.10
06.06.00.00	364	09110	CENTRE NATIONAL DU CHEVAL	M 2.05	NS	7'458.00	-542.00	8'000	5'000.00
06.06.00.00	364	09210	OFFICE INTERCANTONAL DE CERTIFICATION	M 2.05	NS	-12'692.90	-12'692.90	300'000	-176'175.40
06.06.00.00	365	00120	MESURES D'URGENCE EN FAVEUR DE L'AGRICULTURE GENEVOISE	M 2.36 / M 2.36.01	NS	300'000.00	-	50'000	300'000.00
06.06.00.00	365	00222	SUBVENTION AU FONDS DE COMPENSATION AGRICOLE	M 2.05	NS	22'664.00	-27'336.00	50'000	20'000.00
06.06.00.00	365	01017	MODES DE PRODUCTION ET MATIÈRES PREMIÈRES RENOUVELABLES	M 2.05	NS	25'837.00	-95'000.00	95'000	-
06.06.00.00	365	01116	PRESERVATION ESPACE RURAL ET RESSOURCES NATURELLES	M 2.05	NS	61'761.45	-14'163.00	40'000	18'725.20
06.06.00.00	365	07210	AMÉLIORATIONS FONCIÈRES	M 1.05	NS	25'000.00	-25'000.00	25'000	-
06.06.00.00	365	08012	LUTTE OBLIGATOIRE CONTRE MALADIES ET RAVAGEURS	M 2.15.06	NS	61'761.45	-382'000.00	100'000	69'054.40
06.06.00.00	365	08711	ENCOURAGEMENT À LA PRODUCTION ANIMALE	M 3.10.03	NS	364'198.00	-235'802.00	600'000	377'038.00
06.06.00.00	365	09311	CONTRIBUTIONS POUR DES PRESTATIONS ÉCOLOGIQUES	M 5.30	NS	433'148.75	-2'851.25	436'000	423'274.90
06.90.66.00	365	00320	SUBVENTION AU FONDS DE PROMOTION AGRICOLE	M 2.50	NS	330'213.40	-1'469'786.60	1'800'000	271'951.25
06.90.67.00	361	00115	FONDS ENERGIE DES COLLECTIVITES PUBLIQUES : SUBVENTIONS ACCORDEES AU CANTON	L 2.40	NS	1'423'746.55	23'746.55	1'400'000	474'600.00
06.90.67.00	362	00113	FONDS ENERGIE DES COLLECTIVITES PUBLIQUES : SUBVENTIONS ACCORDEES AUX COMMUNES	L 2.40	NS	100'000.00	-	100'000	100'000.00
06.90.78.00	364	00117	SOUTIEN AUX ACTIVITÉS D'INFORMATION, DE SENSIBILISATION ET DE FORMATION A LA SADEC	L 1.20	NS	20'000	-20'000.00	20'000	-
06.90.85.00	360	00112	FONDS CANTONAL DE RENATURATION : PARTICIPATION A LA CONFEDERATION	L 2.05.27	NS	200'000	-200'000.00	200'000	135'000.00
06.90.85.00	362	00113	FONDS CANTONAL DE RENATURATION : SUBVENTIONS ACCORDEES AUX COMMUNES	L 2.05.27	NS	21'000.00	-29'000.00	50'000	38'248.00
06.90.85.00	366	07010	FONDS CANTONAL DE RENATURATION : PARTICIPATION À DES PRIVÉS	L 2.05.27	NS	341'518.48	141'518.48	200'000	135'250.85
06.90.92.00	365	08412	SUBVENTIONS SUITE AUX DÉGÂTS CAUSES PAR DES SANGLIERS	M 5.05	NS	52'000.00	-52'000.00	52'000	20'909.45
06.90.92.00	365	08511	SUBVENTIONS SUITE AUX DÉGÂTS DUS A LA FAUNE	M 5.05	NS	189'617'585.20	-15'502'516.80	205'120'102	195'241'100.80
06.90.94.00	362	07014	FONDS FORESTIER : SUBVENTIONS AUX COMMUNES (LIEES AUX SUBVENTIONS FEDERALES)	M 5.10	NS	150'000.00	-	150'000	150'000.00
7. SOLIDARITE ET EMPLOI									
07.04.01.00	365	00219	INTERMITTENTS DU SPECTACLE	J 2.20	NS	14'464.10	14'464.10	-	137'550.25
07.04.02.00	364	00121	SUBVENTION EN FAVEUR DE LA POLITIQUE DU MARCHÉ DU TRAVAIL	831.10 art. 103	NS	79'798'867.00	-2'754'133.00	82'553'000	79'434'100.00
07.14.11.00	360	00111	PART DU CANTON À L'AVS	831.20 art. 78	NS	109'530'665.00	-12'762'335.00	122'293'000	115'400'822.00
07.14.11.00	360	00211	PART DU CANTON À L'AI	Intercantonal	NS	18'396.00	4'396.00	14'000	13'740.00
07.14.11.00	361	00211	CSIAF - CONFÉRENCE SUISSE DES INSTITUTIONS D'ASSISTANCE PUBLIQUE	Intercantonal	NS	54'058.00	-1'544.00	55'602	53'524.00
07.14.11.00	361	00312	CONFÉRENCE DES DIRECTEURS DES AFFAIRES SOCIALES	Intercantonal	NS	1'135.10	-3'364.90	4'500	1'399.55
07.14.11.00	363	00112	COMMISSION MIXTE DE TOXICOMANIE	K 175.03	NS	50'000.00	-	50'000	49'965.00
07.14.11.00	363	00210	COMMISSION CANTONALE DE LA FAMILLE	J 5.03.06	NS	2'458'885.80	-62'130.20	2'521'016	2'387'735.46
8. ECONOMIE ET SANTE									
08.01.11.00	361	00210	CONFÉRENCE DIRECTEURS AFFAIRES SANITAIRES	K 1.03	NS	195'971.60	-0.40	195'972	138'181.00
08.01.11.00	361	00511	OBSERVATOIRE DE LA SANTE	K 1.03	NS	86'600.00	200.00	86'400	3'800.00
08.01.11.00	361	01010	CRASS - CONFÉRENCE ROMANDE AFFAIRES SANITAIRES SOCIALES	K 1.03	NS	331'360.45	-34'333.55	365'694	390'368.75
08.01.15.00	362	00112	SOUTIEN AUX AGENDAS 21 COMMUNAUX	A 2.60	NS	50'000.00	-	50'000	50'000.00

SUBVENTIONS NON SOUMISES A LA LIAF ACCORDEES DE 2006 A 2007 PAR DEPARTEMENT ET PAR SERVICE

L'historique est retraité (en italique) pour faciliter la comparaison entre les exercices

SERVICE	NATURE	SOUS-NATURE	LIBELLÉ	Loi cadre	LIAF	COMPTE 2007	VARIATION C 2007 / B 2007	BUDGET 2007	COMPTE 2006
08.03.21.00	362	00100	LOCAUX MIS A DISPOSITION DES COMMUNES *	K 1 05	NS	1'563'950.00	-	1'563'950	1'563'950.00
08.05.11.00	361	00201	CENTRE DE DOCUMENTATION LAUSANNE	K 1 03	NS	20'000.00	-	20'000	20'000.00
08.05.11.00	361	00301	PIPADES	K 1 03	NS	10'000.00	-	10'000	10'000
08.05.11.00	364	00101	ONEX SANTE	K 1 03	NS	50'000.00	-	50'000	50'000
08.05.41.00	361	00311	CENTRE SUISSE INFORMATION TOXICOLOGIQUE	K 1 03	NS	64'109.00	-891.00	65'000	63'598.00
08.07.21.00	364	00102	MIPIM	I 1 37	NS	82'894.75	-27'105.25	110'000	110'000
08.07.21.00	364	00115	PROMOTION ECONOMIQUE FRAIS DE FONCTIONNEMENT	I 1 36	NS	-	-	-	145'627.46
08.07.21.00	365	00615	OFFICE SUISSE D'EXPANSION COMMERCIALE	I 1 37	NS	4'000.00	-	4'000	4'000.00
08.07.21.00	365	00914	SERVICE DE L'INTERET AUX PMI	I 1 37	NS	-	-	-	8'210.25

DETAIL DES SUBVENTIONS N'AYANT PAS DE LIGNE PROPRE

CR	Nature et sous-nature	Libellé	C 2007
CHA			100'000
01.00.01.00	365.00131	Subventions Associations diverses	100'000
		En 2007, la rubrique <i>actions diverses présidence</i> a été mise à contribution pour des dons à différentes associations humanitaires. Vu la typologie de ces dépenses, elles ont été comptabilisées sur une rubrique de nature 36 (subventions) ouverte pour la circonstance	
		Association pour le Forum "Art, Culture et Création"	15'000
		Tourism for Help	35'000
		C.T.A.S Association Centre de consultation pour les victimes d'abus sexuels	40'000
		Association Refuge	10'000
DIP			9'249'417
03.11.00.00	365.00701	Aide aux formations indépendantes	490'000
		Alias Compagnie / Guilherme Botelho	160'000
		Cie 100% Acrylique / Evelyne Castellino	120'000
		Association de danse contemporaine	200'000
		Ensemble Vocal Sequence	10'000
03.11.00.00	365.02301	Grandes manifestations	385'000
		Archipel - Musique d'aujourd'hui / Bastien Gallet	52'500
		Association pour y Croire	10'000
		Festival Amadeus	20'000
		Fondation concours suisse de musique pour la jeunesse	10'000
		Fondation pour l'écrit / Pierre-Marcel Favre	250'000
		Festival Black Movie / Mmes Watzlawick et V. Bercher	50'000
		Théâtre du Grütli	5'000
		Ecriture de correction	-12'500
03.11.00.00	365.02701	Aide ponctuelle à la culture	1'295'000
		Théâtre des Amis	100'000
		Theaso - Association... / Jean Natto	20'000
		Cie H+M / Patrick Heller	10'000
		Cie Tout Terrain / Marie-Laure Danalet	15'000
		Pannalal's Puppets / Michel Perrret-Gentil	10'000
		Théâtre en Flammes / Pierre-Louis Chantre	20'000
		Association Cie STT / Dorian Rossel	20'000
		Cie BG-GB / Lili Auderset	20'000
		Attila Entertainment / José Lillo	10'000
		Cie des Ombres / Jérôme Richer	10'000
		Odyssée Théâtre / Didier Carrier	20'000
		Le Ciel Productions / Marcela San Pedro	8'000
		Théâtre de Séraphin / Marcel Robert	20'000
		Théâtre des Beaux jours / Christine-Laure Hirsig	15'000
		Le Club des Arts / Julien Basler	25'000
		Cie de Théâtre "Les Associés de l'Ombre" / Dominique Ziegler	20'000
		Cie 94 / Eric Salama	15'000
		Cie La Fourmilière / Sarah Marcuse	10'000
		Atelier Sphinx / Frédéric Polier	25'000
		Théâtre du Coin / Juliette Ryser	10'000
		Association du Théâtre de la Ville / Béatrice Cazorla	15'000
		Cie Baraka / Vincent Babel	40'000
		Théâtre en Cavale / Miguel Fernandez-V	15'000
		Sturmfrei / Maya Bösch	30'000
		Cie à suivre / Patricia Bopp	25'000
		Compagnie 03 / Laurence Calame	25'000
		Compagnie du TARDS / Thierry Piguet	10'000
		Le Troisième spectacle / Lorenzo Malaguerra	20'000
		Association Teatro due Punti / Simon Soutter	12'000

DETAIL DES SUBVENTIONS N'AYANT PAS DE LIGNE PROPRE

CR	Nature et sous-nature	Libellé	C 2007
		Les Bamboches / Claude Grin	15'000
		Centre International du Travail de l'Acteur (CITA) / Gabriel Alvarez	25'000
		Cie Calao Bicorne / Francine Wohnlich	10'000
		Cie En Déroute / Jean-Louis Johannides	15'000
		Korpüs Animüs / Yann Joly	20'000
		Théâtre en Flammes Genève / Denis Maillefer	20'000
		Cie Atelier 17 / Magali Fouchault	5'000
		Association Le projet T / Thibaud Saadi	6'000
		Atelier Sphinx / Frédéric Polier	20'000
		Cie en l'Air / Mauro Bellucci	10'000
		Théâtre et Cie / Erik Desfosses	10'000
		Association Los Arnacos / Fabrizio Chiovetta	10'000
		Teatro Mapa / Dominique Rémy	10'000
		Cie Labiscou / Philippe Campiche	18'000
		Cie Marielle Pinsard / Cristina Martinoni	15'000
		Association Sturmfrei	8'000
		CIP - Centre international de percussions	60'000
		Gli Angeli Genève / Stephan MacLeod	30'000
		Fanfare du Loup / Philippe Clerc	15'000
		Ensemble Cantatio / Frédéric Bétrisey	15'000
		Association Polhymnia / Francine Novel	5'000
		Association Mapping festival / Boris Edelstein	8'000
		Association Concerts de la Madeleine / Jean-Christophe Aubert	5'000
		Mathias Aubert	3'000
		Association Amarcordes	10'000
		Cie Jozsef Trefeli	8'000
		Liquid Crystal Dance Company / Corina Pia	10'000
		Cie Yata Danse Association / Anouk Demeure	7'000
		Cie Laura Tanner / Laura Tanner	20'000
		Ballet Junior Genève / Patrice Delay	15'000
		ALMA / Patrick Steffen	8'000
		Association Cie Takikardi / Pauline Wassermann	3'000
		Association Sam-Hester / Perrine Valli	10'000
		Cie Greffe / Sandra Piretti	15'000
		Association Quivala / Mme Prisca Harsch	20'000
		Dans-Habile / Marc Berthon	5'000
		Alva Film / Britta Rindelaub	5'000
		Association Vertical Danse / Simon Soutter	20'000
		Association So Close / Paulo Dos Santos	20'000
		Association Foofwa	30'000
		Théâtre de l'Usine	50'000
		Melk Prod / Anne-Lise Gobin	15'000
		Théâtre Le Galpon / Sandra Gaspar	15'000
		Rapière - Théâtre de la / Antony Mettler	15'000
		Association C4 / Isabelle Sbrissa	5'000
		Théâtre les montreurs d'image / Nicholas Palffy	20'000
		Association Dreams Come True / Yann Duyvendak	15'000
		Association romande de Graffiti de Qualité / Frédéric Steck	1'000
03.11.00.00	365.06601	Aide aux compagnies indépendantes	590'000
		Helvetic Shakespeare Company / Valentin Rossier	120'000
		Théâtre Spirale / Patrick Mohr	120'000
		Compagnie Confiture / Philippe Cohen	100'000
		Teatro Malandro	150'000
		Fondation Compagnie Gilles Jobin	100'000

DETAIL DES SUBVENTIONS N'AYANT PAS DE LIGNE PROPRE

CR	Nature et sous-nature	Libellé	C 2007
03.11.00.00	365.06701	Diffusion et échanges culturels	524'869
		Teatro Due Punti / M. Simon Soutter	2'000
		Pocket Prod / M. Didier Nkebereza	6'000
		Cie Un Air de rien	10'000
		Cie l'Alakran / Mme Barbara Giongo	30'000
		Théâtre de Saint-Gervais / M. Philippe Macasdar	20'000
		Théâtre de l'Esquisse	5'000
		FSSTA	500
		Compagnie des Cris	4'000
		Cie Angledange / Mme Catherine Cuany	15'000
		Cie Apsara	2'500
		Teatro Due Punti / M. Simon Soutter	4'000
		Théâtre Argot	10'212
		Cie STT / Dorian Rossel	10'000
		Makrokosmos / François Volpé	5'000
		Association NK music / Manuel Gesseney	5'000
		Aloan / Alain Frey	5'000
		Eric Kolo	5'000
		laneq / Salvo Yanneck	5'000
		Les Traverses musicales	3'000
		Suisse diagonale jazz - Mme A. Wetter	3'000
		Fondation CMA / M. Marc Ridet	20'000
		Association Djembé-Faré / Maciré Sylla	5'000
		Swiss Chamber Concerts / Daniel Haefliger	40'000
		Lola de Valence / Ivan Gaillard	5'000
		A.S.M.V. - Chat Noir - M. Le Blévenec	50'000
		Association Suisse des Musiciens	3'000
		Sinner DC / Association Pro Sinner	2'000
		Yves Cerf	2'000
		Sarclo	5'000
		Orchestre de chambre de Genève	10'000
		Léo Tardin	5'000
		Association n-Fondation 3	5'000
		Ensemble vocal Jessé Genevensis	4'000
		Orchestre symphonique suisse de Jeunes	1'000
		Compagnie de l'Estuaire / Nathalie Tacchella	1'814
		Vertical Danse	6'500
		Cie 7273 / Mme Cécile Buclin	15'000
		Cie Greffe / Mme Sandra Pirelli	7'000
		Association Danse Habile	3'000
		Perceuse Productions / Mme Thuy-San Dinh	10'000
		Cie Jozsef Trefeli	3'000
		Association La Ribot	10'000
		Perceuse Productions / Mme Thuy-San Dinh	2'113
		KTV-ATP - Association artistes-théâtre-promotion Suisse / M. Peter Bissegger	3'306
		Corodis - Commission romande diffusion spectacles / T. Luisier	60'000
		ARTOS - Association Romande Technique Organisation Spectacles / C. Farine	15'000
		Association Bureau Culturel / Patricia Nydegger	30'000
		Délégation à la langue française	5'000
		Kulturhallen Dampfzentrale	5'000
		Bonlieu Annecy	11'400
		Association romande de littérature pour l'enfance et la jeunesse - AROLE	2'500
		Nouvelle Association du Courrier	2'000
		Plans-Fixes / Mme Michelle Deschenaux	8'000

DETAIL DES SUBVENTIONS N'AYANT PAS DE LIGNE PROPRE

CR	Nature et sous-nature	Libellé	C 2007
		Road Movie / M. John Wäfler	2'000
		CDAC	9'024
		Editions La Joie de Lire / Mme Francine Bouchet	6'000
03.11.00.00	365.06801	Contribution à la promotion de la paix	163'073
		Saint-Gervais Genève	8'000
		UNHCR - Haut Commissariat aux réfugiés des Nations Unies	5'000
		FIFDH - Festival international du film sur les droits humains	30'000
		Campagne suisse contre les mines antipersonnel	51'273
		Mandat International	60'000
		Association pour l'étude de l'histoire du mouvement ouvrier	8'800
03.11.00.00	365.09801	Subventions ponctuelles	23'000
		Revue de théologie et de philosophie	8'000
		Groupement cantonal genevois des associations de parents d'élèves des écoles primaires et enfantine - GAPP (Pedibus)	7'500
		Tour des jeunes	2'500
		Fédération genevoise d'échecs	5'000
03.31.00.00	362.00801	Contribution de l'Etat au financement des crèches	1'913'250
		Commune d'Aire-la-Ville	3'750
		Commune d'Avusy	4'000
		Commune de Bardonnex	3'000
		Commune de Bernex	213'500
		Ville de Carouge	32'750
		Commune de Chêne-Bougeries	3'750
		Commune de Chêne-Bourg	45'000
		Commune de Confignon	52'500
		Ville de Genève	737'750
		Commune du Grand-Saconnex	25'000
		Commune de Lancy	135'750
		Commune de Meyrin	22'500
		Commune d'Onex	111'500
		Commune de Plan-les-Ouates	30'000
		Commune de Thônex	10'000
		Commune de Troinex	2'500
		Commune de Vernier	428'500
		Commune de Versoix	45'000
		Commune de Veyrier	6'500
03.31.00.00	365.04701	Colonies de vacances	1'211'036
		Centre protestant de vacances	310'000
		Caritas jeunesse	192'500
		Vacances Nouvelles	95'000
		Association du scoutisme genevois	75'000
		Mouvement de la jeunesse Suisse romande	70'000
		Chalet Suisse	5'160
		La Cézille	12'279
		La Ruche	11'928
		Saint-Gervais	15'775
		Arc-en-Ciel	7'435
		Plainpalais	34'505
		Sainte-Croix/Carouge	6'061
		La Cordée	8'074
		St-François	10'001
		La Joie de Vivre	12'637
		Caecilia	7'698
		Pt-Lancy La Foully	27'844
		Camp de Vaumarcus	1'209

DETAIL DES SUBVENTIONS N'AYANT PAS DE LIGNE PROPRE

CR	Nature et sous-nature	Libellé	C 2007
		La Rencontre-Arzier	2'337
		A.J.E.G.	6'020
		Enfants du Monde	889
		Salvan (A.C.A.S.E.)	3'863
		Musijeunes	3'470
		Jatur	186
		Juskila	911
		Horizon Ferme	6'262
		Insième	3'430
		Comité français colo.	1'738
		Ass. Belle-Toile	6'362
		Contact-Jeunes	4'598
		Scoutisme européen	13'920
		Scoutisme Aventure	3'850
		La Gavotte	24'149
		La Bulle d'Air	10'835
		Fédération laïque des colonies de vacances	74'344
		Fédération catholique des colonies de vacances	58'694
		Fédération protestante des colonies de vacances	6'962
		Groupement genevoise pour la qualité dans les organismes de vacances	50'000
		Diverses aides à la formation des moniteurs	25'110
03.31.00.00	365.05801	Soutien à l'enfance	316'660
		Pro Juventute	167'160
		Fédération Genève enfants	39'800
		Bureau genevois d'adoption	50'000
		Espace adoption	59'700
03.32.00.00	365.08801	Cours à divers organismes	598'075
		Voie F	197'500
		Association Lire et Ecrire	44'800
		CEBIG	117'550
		ISFB - Institut Supérieur de Formation Bancaire	119'452
		VIRGILE	17'793
		FOCAL	10'000
		REUSSIC	8'507
		SFB Bildungszentrum	4'194
		Richemont Fachschule	3'156
		UPSA - Centre de formation de l'Union Vaudoise des Garagistes	3'427
		VSSM	109
		ARTOS	1'332
		PROCOM - Perfectionnement Professionnel ERACOM	2'283
		CFMS - Centre de Formation aux Métiers du Son	10'825
		Association Suisse pour la Technique du Soudage	1'402
		SEC - Société Suisse des Employés de Commerce	339
		IREF - Institut Romand d'Etudes Fiduciaires	12'458
		Fédération Vaudoise des Entrepreneurs	4'283
		Centre de formation géomatique	1'593
		FRM Féd.rom. menuiserie	1'080
		IFCAM	5'981
		Interieur Suisse	744
		AGAP - Association Genevoise des Assistantes en Pharmacie	1'361
		Association Paritaire de Formation Professionnelle UAPG-CGAS	13'759
		Commission Paritaire des Métiers du Bâtiment Second Œuvre, Genève	2'898
		ALPDS	748
		Association Suisse des Professionnels de l'Equitation et Propriétaires de Manèges	10'501

DETAIL DES SUBVENTIONS N'AYANT PAS DE LIGNE PROPRE

CR	Nature et sous-nature	Libellé	C 2007
03.32.00.00	365.08901	Subv. cantonale pour la formation de base - Cours interentreprise	821'589
		Association des Médecins-Dentistes de Genève	4'454
		Association des Pharmacies du canton de Genève	11'053
		Commission Genevoise des Cours d'Introduction pour Techniciens Dentistes	9'335
		UIG - UNIA pour la gestion du Centre d'Enseignement Professionnel (CEP)	336'313
		AMFIS - Association des Maîtres Ferblantiers et Installateurs Sanitaires du canton de Genève	292'005
		AGEMEL - Association Genevoise pour les Métiers de Laboratoire	71'570
		Union des Fabricants d'Horlogerie de Genève, Vaud et Valais	5'698
		Fondation officielle de la jeunesse - Le Voltaire	27'947
		Centre de Formation de l'Etat de Genève (administration)	16'368
		Communauté d'Intérêts pour la Formation Commerciale de Base (CIFC-GE)	33'192
		Association des Transitaires de Genève (transport)	4'933
		Association Genevoise de Formation Professionnelle en Assurances (assurances privées)	4'872
		Association Genevoise des Agences de Voyages	3'849
03.32.00.00	365.09101	Subvention Qualification+	917'865
		CEBIG	209'400
		IFAGE	502'485
		Manutention & Chariots SA	2'900
		CEFOPS	187'275
		ISEIG - Institut suisse d'informatique de gestion	4'500
		Divers	11'305
DI			171'320
04.01.01.00	365.00915	Conseil d'Etat et Secrétariat général "Subventions diverses"	0
		Pas de dépenses en 2007	
04.03.10.00	365.00300	Service pour la promotion de l'égalité entre hommes et femmes "Diverses associations féminines"	70'000
		Association pour les archives de la vie privée	30'000
		Centre de liaison des associations féminines Genevoises	30'000
		Association Culture Nord-Sud	2'000
		Association Etre femme aujourd'hui	1'500
		Association Lab-Elle	4'000
		Association Le Mouvement Féministe Suisse - Journal L'Emilie	2'500
04.03.11.00	365.00916	Bureau de l'intégration "Subventions liées à des mandats de prestations"	23'000
		Association Maison Kultura	23'000
04.03.11.00	365.09912	Bureau de l'intégration "Subventions diverses"	78'320
		Association des parents d'élèves Cité des Avanchets	5'000
		Association Couleurs Afrique	5'000
		Jeune chambre économique de Genève	2'000
		Association Camarada	21'320
		Association Tambour battant	10'000
		Association CEFAM	15'000
		Association Geneva-Link	15'000
		Centre F-Information	5'000
DT			115'000
06.01.00.00	365.00131	Présidence et secrétariat général : subventions diverses associations	68'000
		Association pour le droit à l'environnement	5'000
		Genève Roule	50'000
		Zig Zag Zoug - Chasse au trésor 2007	5'000
		Institut d'architecture	5'000
		Le Respect	3'000

DETAIL DES SUBVENTIONS N'AYANT PAS DE LIGNE PROPRE

CR	Nature et sous-nature	Libellé	C 2007
06.02.00.00	365.09912	Service des affaires extérieures : Autres subventions	29'000
		Agedri	-10'000
		Festival JazzcontreBand 2007	9'000
		Midis de l'Europe	30'000
06.06.10.00	365.09912	Service de l'agriculture : Autres subventions	3'000
		Société genevoise d'apiculture	3'000
06.90.94.00	365.07018	Fonds Forestier: subventions diverses	15'000
		Association de l'Arboretum national du Vallon de l'Aubonne-AANVA	15'000
DSE			86'373'890
07.14.11.00	363.09910	FONDS DE LUTTE CONTRE LA DROGUE : ACTIONS SOCIALES ET PONCTUELLES	130'000
		SERVICE DE LA SANTE DE LA JEUNESSE	130'000
07.14.11.00	365.00134	EMS - SUBVENTION D'EXPLOITATION	85'930'168
		RESIDENCE AMITIE	1'386'329
		RESIDENCE LES ARENIERES	1'470'981
		RESIDENCE BEAUREGARD	1'006'117
		FOYER BETHEL	586'753
		RESIDENCE DE BON-SEJOUR	2'166'849
		LES BRUYERES	1'740'032
		BUTINI	2'129'788
		RESIDENCE DE LA CHAMPAGNE	1'414'990
		LES CHARMETTES	2'674'367
		LES CHARMILLES	2'386'892
		LES CHATAIGNIERS	3'092'334
		LA COCCINELLE	998'482
		EYNARD-FATIO	2'459'417
		RESIDENCE FORT-BARREAU	1'535'372
		RESIDENCE DES FRANCHISES	1'733'266
		LES GENEVRIERS	618'475
		RESIDENCE D'HANNA	1'755'649
		RESIDENCE HAPPY DAYS	453'900
		RESIDENCE LES JARDINS DE CHOULEX	586'187
		RESIDENCE JURA	1'155'811
		LES LAURIERS	1'575'234
		LE LEMAN	709'013
		DOMAINE DE LA LOUVIERE	1'599'354
		RESIDENCE MANDEMENT	1'131'083
		FONDATION LES MARRONNIERS	793'721
		LA MERIDIENNE	486'980
		LES MIMOSAS	841'153
		VILLA MONA	1'071'690
		MAISON DE RETRAITE DU PETIT-SACONNEX	4'559'225
		RESIDENCE DU NANT D'AVRIL	899'841
		NOTRE-DAME	1'088'540
		LE NOUVEAU KERMONT	2'229'218
		LES PERVENCHES	1'610'047
		LA PETITE-BOISSIERE	1'693'505
		MAISON DE PRESSY	709'520
		LE PRIEURE	2'692'360
		LA PROVVIDENZA	1'123'036
		LA RHODANIENNE	397'889
		RESIDENCE DE SACONNAY	1'228'668
		FOYER SAINT-PAUL	2'375'003
		RESIDENCE LES SAPINS	482'592
		LA TERRASSIERE	1'872'207

DETAIL DES SUBVENTIONS N'AYANT PAS DE LIGNE PROPRE

CR	Nature et sous-nature	Libellé	C 2007
		RESIDENCE LES TILLEULS	1'705'968
		MAISON DE LA TOUR	1'006'586
		VAL FLEURI	6'755'735
		FOYER DU VALLON	1'568'786
		RESIDENCE LA VENDEE	1'966'658
		MAISON DE VESSY	5'235'270
		RESIDENCE VILLEREUSE	852'060
		EMS "LES PINS"	1'320'182
		EMS LA Châtelaine	1'893'493
		Résidence de la RIVE	1'103'560
07.14.11.00	365.09911	FONDS DE LUTTE CONTRE LA DROGUE : ACTIONS SOCIALES ET PONCTUELLES	261'722
		LAOLA JEUNESSE ET SPORTS	41'722
		ASSOCIATION PREMIERE LIGNE	105'000
		ASSOCIATION POUR LE BATEAU GENEVE	50'000
		FEDERATION GENEVOISE DE PREVENTION DE L'ALCOOLISME	25'000
		ASSOCIATION MAMAJAH	40'000
07.14.11.00	365.09913	BÉNÉFICIAIRES DU DROIT DES PAUVRES	52'000
		ASSOCIATION ARAIGNEES ARTISANES DE LA PAIX	2'000
		MOUVEMENT DES AINES	5'000
		LES AIGLES MEYRIN	5'000
		ASSOCIATION BIEN ETRE ET PERFORMANCE	7'500
		CROIX BLEUE GENEVOISE	7'500
		FONDATION SANTE BONHEUR	7'500
		TRANSPLANT CUP	5'000
		ASSOCIATION LE MOUVEMENT DE GENEVE	3'000
		ASSOCIATION ESPACE 360	9'500
DES			6'889'480
08.03.21.00	362.00100	LOCAUX MIS A DISPOSITION DES COMMUNES	1'563'950
		Bernex	551'562
		Grand-Saconnex	18'200
		Lancy	32'500
		Vernier	810'641
		Ville de Genève	393'904
		Téléalarme	9'953
		Signalisation	450
		Variation des transitoires 2006-2007	-253'261
08.03.21.00	365.00204	DGCASS : Foyes de jour - autres institutions	3'826'542
		Foyer de jour Aux 5 Colosses	379'500
		Foyer de jour Butini	405'000
		Foyer de jour Le Caroubier	387'700
		Foyer de jour Livada	397'450
		Foyer de jour Soubeyran	397'450
		Foyer de jour Oasis	382'500
		Foyer de jour Relais Dumas	369'200
		Foyer De La Rive	346'000
		Sages-femmes à domicile	497'100
		Coopérative de soins infirmiers	340'500
		Service d'ergothérapie ambulatoire	35'300
		Variation des transitoires 2006-2007	-111'158

DETAIL DES SUBVENTIONS N'AYANT PAS DE LIGNE PROPRE

CR	Nature et sous-nature	Libellé	C 2007
08.05.11.00	365.00138	DGS : Actions de prévention de la santé	353'949
		Stop-Suicide	50'000
		Fourchette verte	150'000
		FEGEMS : projet formation des aides-soignantes	93'449
		Pédibus	7'500
		Réseau Cancer du sein	28'000
		Association sant"e"scalade	25'000
08.90.98.00	365.00970	Prévention du jeu : action de prévention du jeu	74'039
		Groupement romand d'études des addictions : programme intercantonal	74'039
08.90.99.00	365.00110	Dime de l'alcool : actions de prévention	1'071'000
		CIPRET	500'000
		FEGPA	500'000
		Fondation officielle de la jeunesse	10'000
		Institut suisse de prévention de l'alcoolisme	30'000
		Groupement romand d'études des addictions	31'000

**Dépenses générales
Reports de budget 2007**

Rappel : Report de crédit (Mesure 23 du premier plan de mesure du Conseil d'Etat)

"Reporter sur l'exercice suivant tout ou partie des sommes non dépensées pour éviter les achats inutiles de fin d'année"

Les montants non-dépensés pour les dépenses générales (nature 31) sont reportés, **après accord du Conseil d'Etat et de la Commission des finances par la voie d'une demande de crédit supplémentaire**, à raison de 50 % sur le centre de responsabilité (niveau publié) concerné et 25 % au secrétariat général du département.

<i>Départements</i>	<i>Budget 2007</i>	<i>Reports de crédit et dépassements autorisés</i>	<i>Dépenses autorisées 2007</i>	<i>Comptes 2007</i>	<i>Ecart Comptes / Dépenses autorisées</i>
Total	460'148'577	15'316'785	475'465'362	419'483'253.81	-55'982'108
Cha	6'129'127	526'337	6'655'464	5'060'367.16	-1'595'097
DF	16'360'415	4'614'518	20'974'933	14'596'928.05	-6'378'005
DIP	43'981'308	454'215	44'435'523	40'795'691.74	-3'639'831
DI	50'564'013	3'844'761	54'408'774	48'277'477.30	-6'131'297
DCTI	212'437'862	-	212'437'862	196'995'678.48	-15'442'184
DT	104'655'228	1'900'812	106'556'040	93'902'094.67	-12'653'945
DSE	6'065'620	1'583'531	7'649'151	3'772'362.13	-3'876'789
DES	8'151'062	2'002'864	10'153'926	4'943'891.10	-5'210'035
GC	2'615'827	337'400	2'953'227	2'025'861.32	-927'366
CDC	189'092	52'347	241'439	105'397.23	-136'042
PJ	8'999'023	-	8'999'023	9'007'504.63	8'482

Pour l'année 2007, les reports de crédit accordés totalisent 13,8 millions et les dépassements de crédit autorisés 1.4 millions.

La liste des centres de responsabilités ayant effectivement eu, même partiellement, recours aux dépassements de crédits autorisés par la Commission des finances est présentée ci-dessous :

	Dépassements autorisés (y.c. transferts secrétariat général /autres CR)	Dépassements réalisés
02 Finances		
02.02.00 Administration des finances de l'Etat	311'382	73'884
02.08.00 Administration fiscale cantonale	1'487'986	1'058'277
02.09.10 Inspection cantonale des finances - ICF	40'341	5'949
02.09.41 Caisse centralisée	197'402	31'634
02.09.45 Système d'information ressource humaine (SIRH)	11'242	27'625
04 Institutions		
04.01.01 Conseil d'Etat et secrétariat général - DI	949'581	172'235
04.03.01 Service des votations et élections	461'869	461'869
04.07.01 Direction générale des offices des poursuites et des faillites	15'336	5'338
06 Territoire		
06.02.52 Administration militaire	39'122	21'102
08 Economie et Santé		
08.05.61 Commission de surveillance	22'951	42'538
08.07.31 Office cantonal de l'inspection du commerce	42'626	52'707
08.07.51 Service des autorisations et patentes	176'845	241'761

Financement consolidée

	C 2007			B 2007			C 2006		
	Dépenses et recettes d'investissement	Financement des investissements	Excédent/Insuffisance de financement courant	Dépenses et recettes d'investissement	Financement des investissements	Excédent/Insuffisance de financement courant	Dépenses et recettes d'investissement	Financement des investissements	Excédent/Insuffisance de financement courant
Total des dépenses d'investissement (sans imputations internes)	624.3			532.1			453.8		
Total des recettes d'investissement (sans imputations internes)	238.9			277.8			54.3		
Investissements nets	385.4			254.3			399.5		
Résultat de fonctionnement		786.1			-191.1			205.3	
Amortissements PA		281.8			281.8			288.9	
Mouvement net des provisions		-42.8			-231.4			-78.3	
Autofinancement		1'025.1			-140.8			415.9	
Degré d'autofinancement des investissements nets		266.0%			-55.4%			104.1%	
Excédent ou insuffisance de financement		639.7			-395.1			16.4	

(en millions de francs)

INVESTISSEMENTS "NETS-NETS"

(Investissements à amortir dans le compte de fonctionnement)
COMPTES 2007

Comptes 2007	Budget 2007	Comptes 2006	
Hors impacts transfert AIG et TPG			
232'926'892.81	277'179'938	254'498'929.74	Loi budgétaire annuelle (LBA) (natures 51, 52 et 57)
3'065'300.12	3'736'457	6'979'777.01	Train annuel des lois (TA) (natures 53 et 55)
357'569'604.66	444'882'823	190'675'961.81	Grands Travaux (GT) (natures 50, 54 et 56)
	-225'000'000		Réduction globale des investissements
3'708'285.70	4'200'000	1'690'171.70	Autres dépenses portées à l'actif (nature 58)
597'270'083.29	504'999'218	453'844'840.26	Dépenses d'investissements (hors i.i.)
2'860'761.03	33'632'500	4'965'943.60	Loi budgétaire annuelle (LBA) (natures 61, 62, 63 et 67)
7'731'653.24	11'163'206	795'223.80	Train annuel des lois (TA) (nature 65)
12'362'735.63	5'345'000	15'476'611.25	Grands Travaux (GT) (natures 64 et 66)
		29'029'341.00	Autres recettes (FAE, transfert Halle 7)
4'062'500.00	4'000'000	4'062'500.00	Reprise des amortissements (nature 68)
27'017'649.90	54'140'706	54'329'619.65	Recettes d'Investissements (hors i.i.)
570'252'433.39	450'858'512	399'515'220.61	INVESTISSEMENTS NETS
Impacts transfert AIG et TPG			
24'000'000.00	24'000'000		Dépenses d'investissements (LBA)
3'075'320.00	3'126'850		Dépenses d'investissements (GT)
211'907'667.00	223'676'167		Recettes d'investissements (GT)
385'420'086.39	254'309'195	399'515'220.61	INVESTISSEMENTS NETS
-57'913'984.36	-57'100'000	-17'996'501.16	Investissements nets autofinancés
-68'893'912.62	-74'498'623	-54'036'611.08	Investissements nets non-amortis (natures 500+510+52+58-62-68)
258'612'189.41	122'710'572	327'482'108.37	INVESTISSEMENTS NETS-NETS TOTAL

SITUATION DES GRANDS TRAVAUX PAR LOI ET PAR CENTRE DE RESPONSABILITE AU 31 DECEMBRE 2007

No loi	No CR	Libellé CR	Date Loi	Crédit voté	Budget 2007	Dépenses 2007	Dépenses Cumulées
317 - FRAIS DETUDES	05.01.	DCTI - Secrétariat général	11.01.1964	3000000	3'000'000	1'694'290.90	1'694'290.90
6092 - SUBV.INVEST.RESTAURATION TEMPLE DE SAINT-GERVAIS	05.07.	Patrimoine et sites	15.04.1988	5'461'500	0	123'955.80	5'715'378.50
6255 - SAINT-PIERRE CATHEDRALE AMENAGEMENT DU SITE ARCHEOLOGIQUE	05.07.	Patrimoine et sites	27.01.1989	3'731'950	0	408'345.50	3'731'950.00
7289 - STATION NAPPE EAU VESSY -DEPLACEMENT PRISE D'EAU -D.I.E.R.	06.90.	Financements spéciaux	24.05.1996	1'300'000	300'000	206'117.75	724'601.50
7292 - BONUS CONJONCTUREL A LA RENOVATION LDTR LOI COMPL. 8883 20 MIOS	05.02.	Police des constructions	25.01.1996	500000000	2'000'000	2'686'382.00	34'112'609.45
7502 - RACORDMT E.U.FERNEY ET GD-SACONNEX S/STATION EPURATION D/AIRE	06.90.	Financements spéciaux	05.12.1996	3'180'450	0	32'401.45	7'920'299.35
7613 - HOPITAL CANTONAL- HOPITALDES ENFANTS - CONSTR. CRED.COMP. 8508	05.04.	Direction des Bâtiments	26.09.1997	40'009'000	0	14'943.00	38'191'884.65
7618 - Passerelle sur l'arve/nph + chaleur force	05.05.	Génie civil	28.03.2003	4017'000	2'800'000	0.00	254'47.10
7657 - SE PLAINE DE L'AIRE & ST JULIENFRANCE	06.90.	Financements spéciaux	26.09.1997	27'36'000	0	6'030.15	9'009'853.15
7659 - DARDAGNY - LA PLAINE- RACCORDEMENT	06.90.	Financements spéciaux	26.09.1997	3'378'200	0	385'791.20	4'783'238.10
7808 - AMENAGEMENT TEPPE'SVERE", "BIOLAY"& "VERBOIS"-FONDS RENATURATION-698501.50101	06.90.	Financements spéciaux	26.06.1998	4'860'000	100'000	617'767.53	3'671'544.38
7852 - RENATURATION DE LA SEYMAZ FONDS DE RENATURATION 698501.501.01	06.90.	Financements spéciaux	03.12.1998	9'500'000	1'000'000	140'940.00	3'510'422.90
7937 - SUBV.INVEST.RESTAURATION BATIMENTS MNS	05.07.	Patrimoine et sites	02.05.2002	20'000'000	2'000'000	886'400.90	3'195'925.95
8050 - Pistes cyclables	05.05.	Génie civil	16.12.1999	6'400'000	3'000'000	0.00	2'920'300.45
8053 - HOTEL-DE-VILLE-6-TOITURE ET FACADES	05.04.	Direction des Bâtiments	27.08.2004	3'375'201	0	1'024'740.00	3'757'080.75
8130 - SYST.INFO ENVIRONNEMENT &ENERGIE SIENG	06.90.	Financements spéciaux	21.09.2000	16'46'450	300'000	71'155.15	905'144.35
8131 - CO MONTBRILLANT-CONSTR.	03.22.	Cycle d'orientation	16.03.2000	4'244'000	0	1'458.20	3'808'148.08
8191 - ETUDE LIAISON FERROVAIRECORNAVIN-ANNEMASSE-LA PRAILLE-GARE EAUX-VIVES	05.01.	DCTI - Secrétariat général	14.04.2000	36'000'000	5'000'000	4'751'218.28	32'366'982.50
8212 - FEDERATION CENTRE TRAIT. INFO. ETAT CTI	05.08.	Centre des technologies de l'info.	22.09.2000	9'000'000	1'070'395	713'462.57	7'695'513.96
8216 - MODERNISATION ET REFOnte APPLIC. INFO. JUGES	05.08.	Centre des technologies de l'info.	27.10.2000	7'650'000	1'150'000	944'608.65	4'293'154.30
8218 - REFOnte SYSTEME INTEGRAT. DONNEESPOLICE 2000	05.08.	Centre des technologies de l'info.	17.11.2000	7'343'775	1'231'342	253'387.45	6'123'629.35
8289 - NOUVELLE DECHARGE-ETUDE	06.90.	Financements spéciaux	23.03.2001	780'000	200'000	204'23.75	187'851.35
8316 - REFOnte APPLIC. AMENDES D'ORDRES/CONTRAVENTIONS	05.08.	Centre des technologies de l'info.	15.12.2000	2'434'000	192'513	137'190.00	2'335'282.05
8390 - ETUDES ET RECENSEMENTS POUR MESURES PROTECTION DU PATRIMOINE	05.07.	Patrimoine et sites	17.05.2001	1'000'000	120'000	153'964.00	545'818.20
8479 - APPLICATION RESSOURCES HUMAINES SIRH-REALISA- TION	02.09.	DF - Organismes rattachés au département	17.05.2001	25'231'000	4'850'000	5'055'399.86	19'518'456.01
8490 - Loi 8490 - 1	06.90.	Financements spéciaux	30.08.2001	2'923'400	100'000	-32'565.15	2'835'351.85
8490 - Loi 8490 - 2	06.90.	Financements spéciaux	30.08.2001	2'494'600	400'000	276'608.60	2'258'565.95
8518 - ES ART VISUEL - ETUDE - BD HELVETIQUE.9	05.04.	Direction des Bâtiments	05.10.2001	524'012	0	86'702.00	215'701.00
8519 - EFFACEMENT DES TAGS S/DIV BATIMENTS ETAT	05.04.	Direction des Bâtiments	23.01.2004	5'179'324	1'200'000	997'36.50	2'710'189.00
8522 - SEYMAZ 2EME ETAPE -TRAVAUX FONDS RENATURATION	06.90.	Financements spéciaux	26.04.2002	9'937'210	200'000	1'072'975.80	6'247'949.60
8557 - MONTFLEURY BATIMENT DETENTION POUR MINEURS-CONSTR.& ADAPT.BAT.VENEL/PINCHAT	05.04.	Direction des Bâtiments	21.02.2002	6'865'485	0	38'922.00	8'182'461.56
8565 - SUBVENTION INVEST-ETUDE . PARC-RELAIS PIR SECHERON ET PARKING OMC	05.04.	Direction des Bâtiments	14.06.2002	1'936'800	400'000	65'437.60	1'260'271.75
8590 - EXTENSION EQUIPEMENT 600 CLASSES PRIM.	05.08.	Centre des technologies de l'info.	26.04.2002	2'714'000	50'000	327'49.30	1'683'713.23
8599 - PROJET REMPLACEMENT PROGICIEL GERANCE	05.08.	Centre des technologies de l'info.	16.05.2003	500'000	128'776	45'192.00	416'675.70
8617 - PROGICIEL AIDE ENGAGEMENT POLICE "DISPATCH"	05.08.	Centre des technologies de l'info.	26.04.2002	5'268'000	0	532'728.80	5'135'090.40
8632 - COLLEGE SISMONDI - ETUDE	05.04.	Direction des Bâtiments	27.02.2002	3'024'000	0	15'472.85	2'425'720.20
8632 - COLLEGE SISMONDI - ETUDE	05.04.	Direction des Bâtiments	27.02.2002	3'000'000	900'000	15'071'6.25	3'935'888.85
8644 - MESURES OPB	05.05.	Génie civil	28.03.2003	85'000'000	5'800'000	688'796.60	3'069'267.03
8662 - TRAVERSEE DE VESENAZ - PART CANTONALE	05.05.	Génie civil	04.04.2003	2'500'000	0	93'600.00	93'600.00

SITUATION DES GRANDS TRAVAUX PAR LOI ET PAR CENTRE DE RESPONSABILITE AU 31 DECEMBRE 2007

No loi	No CR	Libellé CR	Date Loi	Crédit voté	Budget 2007	Dépenses 2007	Dépenses Cumulées
8662 - TRAVERSEE DE VESENAZ - PART CANTONALE	05.05.	Génie civil	04.04.2003	32870652	0	1945790	38837045
8709 - HUG-HOSPITAL DES ENFANTS - BATIMENT HAUT-ZEME ETAPE-CONSTRUCTION	05.04.	Direction des Bâtiments	14.06.2002	25960000	0	8191875	2191638270
8719 - LIASON FERROVIAIRE CORNAVIN-ANNEMASSE- SUBVENTION INVESTISSEMENT	05.01.	DCTI - Secrétariat général	28.06.2002	400800000	30'000'000	5647579260	6098056815
8757 - RTE DES NATIONS ET ADAPTATION JONCTION FERNEY - ETUDE	05.05.	Génie civil	18.02.2005	5488000	2'300'000	841'064.10	1426'099.27
8788 - LA PASTORALE-RTE DE FERNEY - ETUDE	05.04.	Direction des Bâtiments	31.01.2003	650000	0	6'000.00	261'397.50
8795 - PASSERELLE DES SPORTS A LA PRAILLE	05.05.	Génie civil	21.09.2006	8981696	6'000'000	4'308'783.46	4445'772.16
8804 - PLAN REGIONAL EVACUATION DES EAUX PREE	06.90.	Financements spéciaux	23.10.2003	4500000	1'600'000	854'716.50	2'180'906.51
8805 - HALTE FERROVIAIRE SECHERON-NATIONS	05.04.	Direction des Bâtiments	15.11.2002	9692877	0	-308'051.25	871'4619.05
8817 - H.U.G.-RENOUVELLEMENT DE L'EQUIPEMENT INFORMATIQUEZEME PROGRAMME DASS	08.06.	Direction générale des hôpitaux	13.12.2002	40000000	10'900'000	10'900'000.00	40'000'000.00
8818 - H.U.G.-RENOUVELLEMENT DES EQUIPEMENTS MEDICAUX - SEME CREDIT DASS	08.06.	Direction générale des hôpitaux	13.12.2002	40'000'000	6'000'000	6'000'000.00	40'000'000.00
8821 - SERVICE SCIENTIFIQUE ENV. REEMPL. STATION "ROPAG"	06.04.	Protection de l'environnement	24.10.2003	460000	0	19486.47	460'000.00
8822 - HUG - SECURITE INCENDIE DES BATIMENTS	05.04.	Direction des Bâtiments	31.01.2003	25837000	12'000'000	2'075'643.00	11'291'815.30
8845 - CREATION D'UN ESPACE DE RECUPERATION	06.90.	Financements spéciaux	23.01.2004	3733000	0	38'290.30	292'1074.13
8863 - SERVICE AGRICULTURE - AMELIORATIONS FONCIERES	06.06.	Agriculture	04.04.2003	1500000	400'000	313'745.95	1'174'509.05
8889 - CO SEYMAZ - ETUDE	05.04.	Direction des Bâtiments	16.05.2003	3142000	0	94591.80	2819610.85
8906 - GENEVE-PLAGE - ETUDE	05.04.	Direction des Bâtiments	04.04.2003	351000	0	297'196.00	853643.06
8908 - ENV-REG SERVICES-ETUDE	05.04.	Direction des Bâtiments	16.05.2003	2387'000	0	110'960.60	1'988'173.30
8950 - PRISON DE CHAMP-DOLLON - SECURITE	05.04.	Direction des Bâtiments	16.05.2003	2973'272	0	75'000.00	2'977'227.35
8951 - PAVILLONS ECOLE ROMANDE DE PHARMACIE	05.04.	Direction des Bâtiments	16.05.2003	22'659'000	0	10'966.00	19'326'153.45
8961 - EQUIPEMENTS INFORMATIQUES MOBILES ENSEIGNEMENT SECONDAIRE	05.08.	Centre des technologies de l'info.	16.05.2003	1696000	360'000	107'606.85	1'030'478.23
8964 - ACQUISITION-INSTALLATION MATERIEL INFO CEPTA	05.08.	Centre des technologies de l'info.	16.05.2003	1034'000	0	84'380.75	1'010'509.73
9015 - C.SISMOND-DEMOL-RECONSTR	03.23.	Enseignement secondaire postobligatoire	24.10.2003	6599'000	400'000		
9015 - C.SISMOND-DEMOL-RECONSTR	05.04.	Direction des Bâtiments	24.10.2003	66616'000	9'000'000	10'797'251.65	12'685'217.15
9018 - REAM BERGES VERSOIX	06.90.	Financements spéciaux	13.02.2004	2861'210	200'000	21'898.75	2'275'786.75
9038 - CO CAYLA - CONSTRUCTION	03.22.	Cycle d'orientation	19.12.2003	4860'000	1'300'000	368'979.23	2'613'358.43
9038 - CO CAYLA - CONSTRUCTION	05.04.	Direction des Bâtiments	19.12.2003	63'001'000	12'000'000	11'714'603.30	40'394'081.92
9075 - DEPOT POUR OTC V/697841	06.90.	Financements spéciaux	22.04.2004	2'212'000	500'000	-4'688.90	4473'399.35
9093 - Almée Stitelmann Rte de Base PLAN-LES-OUATES-ETUDE	05.04.	Direction des Bâtiments	19.12.2003	4'360'000	0	-37'530.10	3'602'171.88
9181 - PAVILLONS PROVISOIRES DRIZE - EQUIPEM. INFO.- V/330360	03.22.	Cycle d'orientation	14.05.2004	12'19'000	100'000	11'457.25	967'182.84
9196 - RENOVATION BUREAU DES AUTOS - ETUDE	05.04.	Direction des Bâtiments	17.02.2006	800'000	200'000	271'440.00	320'764.70
9277 - EMS-CONSTRUC. DE 3 EMS - SUBVENTION	05.04.	Direction des Bâtiments	24.09.2004	35'326'000	9'700'000	13'285'710.00	34'754'000.00
9279 - CMU-5EME ETAPE - ETUDE	05.04.	Direction des Bâtiments	21.01.2005	7786'000	0	1'263'758.50	7'513'029.55
9294 - C.O. FLORENCE - ETUDE	05.04.	Direction des Bâtiments	22.10.2004	16'78'560	0	530'811.70	1'600'970.10
9295 - CO FLORENCE - EXTENSION-EQUIPEMENT - VOIR SOUS 330327	05.04.	Direction des Bâtiments	27.08.2004	6'067'839	500'000	-40'181.00	4'030'205.15
9329 - Acquisition de mobilier, équipement et matériel pour les services de l'Office de la Jeunesse	03.31.	Office de la jeunesse	26.04.2005	888'000	225'000	272'493.75	884'448.05
9330 - PRISON DE CHAMP-DOLLON - ETUDE	05.04.	Direction des Bâtiments	18.02.2005	1'275'060	500'000	1'237'685.80	1'674'876.95
9332 - GESTION ELECTRONIQUE DES DOSSIERS-O.C.P. V/430456	04.03.	DI - Services généraux	22.10.2004	500'000	250'000	221'372.23	497'500.38
9332 - GESTION ELECTRONIQUE DES DOSSIERS-O.C.P. V/430456	05.08.	Centre des technologies de l'info.	22.10.2004	2'102'827	200'000	209'602.87	1'551'832.06
9334 - POLICE-EXTENSION INFRASTR.BUREAUTIQUE	05.08.	Centre des technologies de l'info.	22.10.2004	1'400'000	117'686	77'798.23	1'265'840.95

SITUATION DES GRANDS TRAVAUX PAR LOI ET PAR CENTRE DE RESPONSABILITE AU 31 DECEMBRE 2007

No loi	No CR	Libellé CR	Date Loi	Crédit voté	Budget 2007	Dépenses 2007	Dépenses Cumulées
9354 - REMPL. & ACOUIS. MATERIEL SCIENTIF. PR DIV. SERV. PROT. ENVIRONN. ET EAU	06.04.	Protection de l'environnement	21.01.2005	1'250'000	300'000	99'922.84	61'0008.72
9411 - CO-DRIZE - ETUDE	05.04.	Direction des Bâtiments	18.03.2005	2'647'000	0	3'785.35	2'343'046.25
9421 - HOPONTE AFG SUITE DE LA LOI 8713 - 240009	05.08.	Centre des technologies de l'info.	26.04.2005	19'000'000	5'000'000	4'341'759.97	12'865'902.97
9422 - HOPITAL CANTONAL - MATERNITE 3EME ETAPE - CONSTR.	05.04.	Direction des Bâtiments	20.05.2005	741'19'000	15'000'000	7'357'793.00	14'498'099.30
9463 - ENVIRONNEMENT-REGROUP. SERVICES	05.04.	Direction des Bâtiments	26.01.2007	1'100'000	1'100'000	1'000'000.00	1'000'000.00
9484 - ECG HENRY-DUNANT - ETAGE SUPERIEUR-CONSTRUCTION	03.23.	Enseignement secondaire postobligatoire	21.04.2005	766'500	200'000	299'20.35	756'510.20
9484 - ECG HENRY-DUNANT - ETAGE SUPERIEUR-CONSTRUCTION	05.04.	Direction des Bâtiments	21.04.2005	8'580'000	900'000	499'986.40	6'953'237.45
9484 - ECG HENRY-DUNANT - ETAGE SUPERIEUR-CONSTRUCTION	05.08.	Centre des technologies de l'info.	21.04.2005	346'500	50'000	527'97.50	324'853.90
9485 - SED - TUTEUR & PROTECTION JEUNESSE	04.07.	Centre des technologies de l'info.	06.10.2005	6849'000	2'800'000	1'598'076.25	2'318'399.55
9473 - Equipement Stand + Arquebuse OPF	04.07.	Office des poursuites et faillites	22.04.2005	2'018'563	0	32'260.85	1'710'021.90
9485 - EQ PAV PROV CHAVANNE + GOURD	03.23.	Enseignement secondaire postobligatoire	20.05.2005	10'14'000	70'000	28'666.40	965'380.40
9486 - Equipement pavillon provisoire PO Rolliet (PLO)	03.23.	Enseignement secondaire postobligatoire	20.05.2005	1'396'000	300'000	55'156.55	1'012'439.40
9486 - Equipement pavillon provisoire PO Rolliet (PLO)	05.08.	Centre des technologies de l'info.	25.05.2005	669'000	0	12'534.15	318'945.60
9497 - FOND.AIGUES-VERTES-RENOV.-SUBVENTION	05.04.	Direction des Bâtiments	17.03.2005	13'000'000	4'800'000	4'034'119.30	10'966'851.59
9498 - Subvention pour acquisition IRM 1.5 tesla - radiologie	08.06.	Direction générale des hôpitaux	27.06.2005	2'200'000	0	855'265.34	2'200'000.00
9503 - Etude pour construction bâtiment pour HEG à Battelle	05.04.	Direction des Bâtiments	02.12.2005	2'237'000	1'500'000	965'965.00	1'851'777.25
9504 - CO Seymaz - Construction	03.22.	Cycle d'orientation	20.05.2005	3'886'000	3'500'000	2'318'297.20	2'317'011.50
9504 - CO Seymaz - Construction	05.04.	Direction des Bâtiments	20.05.2005	53'861'000	16'000'000	16'336'107.91	46'349'035.88
9504 - CO Seymaz - Construction	05.08.	Centre des technologies de l'info.	20.05.2005	574'000	574'000	347'577.05	347'577.05
9509 - Palais de Justice-étude	05.04.	Direction des Bâtiments	17.02.2006	1'556'972	500'000	0.00	0.00
9522 - Aire - Travaux de rénovation	06.90.	Financements spéciaux	16.03.2006	2'1878'000	3'000'000	520'043.95	687'792.40
9548 - Etude pour construction nouveau bât des IIS (BDL 2) de l'hôpital cantonal	05.04.	Direction des Bâtiments	02.12.2005	53'861'000	6'000'000	3'870'851.70	5'385'249.44
9573 - Refonte système d'information du SAN	05.08.	Centre des technologies de l'info.	26.01.2006	5'956'000	3'100'000	1'875'304.35	2'146'080.05
9574 - Accélérateur linéaire haute énergie pour radio-oncologie des HUG	08.06.	Direction générale des hôpitaux	02.12.2005	3'300'000	0	3'300'000.00	3'300'000.00
9581 - OGIMI 2e étape	05.08.	Centre des technologies de l'info.	07.04.2006	180'000	180'000	0.00	0.00
9582 - Construction de la STEP de Bois-de-Bay	06.90.	Financements spéciaux	27.01.2006	132'485'300	43'000'000	31'188'217.41	40'021'669.17
9585 - Projet I-CH au CEPTA	03.23.	Enseignement secondaire postobligatoire	02.12.2005	258'000	50'000	254'73.35	254'836.50
9594 - Refonte SI DGS	05.08.	Centre des technologies de l'info.	07.04.2006	852'000	452'000	196'779.85	196'779.85
9596 - Subv. Clair-Bois - création de nouveaux foyers	05.04.	Direction des Bâtiments	16.03.2006	4'000'000	3'000'000	1'280'000.00	2'280'000.00
9610 - Subvention pour la construction de 3 EMS	05.04.	Direction des Bâtiments	15.12.2005	37'567'000	12'900'000	6'783'000.00	11'273'200.00
9616 - Portail énergie	05.08.	Centre des technologies de l'info.	22.02.2007	1'200'000	383'333	261'429.00	261'429.00
9618 - Subvention pour renouvellement équipements de la CTL	08.06.	Direction générale des hôpitaux	02.12.2005	3'100'000	0	3'099'958.59	3'099'958.59
9622 - Prison de Champ-Dollon - Etude (ex-Curabills)	05.04.	Direction des Bâtiments	02.12.2006	3'530'000	3'000'000	1'799'819.47	1'865'269.67
9661 - HUG-Subvention-Renov. instal. froid bâtiment C-Cluse-Roserate	08.06.	Direction générale des hôpitaux	09.06.2006	7'570'000	0	7'338'290.43	7'338'290.43
9668 - ETUDE RDU	05.08.	Centre des technologies de l'info.	17.03.2006	400'000	120'000	235'114.65	391'488.70
9708 - Aîmée Sittelmann Rte de Base (PLAN-LES OUATES)-CONSTRUCTION	05.04.	Direction des Bâtiments	17.02.2006	64'223'000	14'000'000	19'532'720.53	32'720'935.43
9727 - Gaz réfrigérant - mise en conformité	05.04.	Direction des Bâtiments	16.11.2006	2'738'770	0	385'199.85	385'199.85
9729 - Assainissement Site contaminé - Tannerie 3	06.04.	Protection de l'environnement	09.06.2006	2'820'000	200'000	148'901.83	182'669.05
9730 - HUG-Subvention-Remplacement centrale thermique Gériatrie	08.06.	Direction générale des hôpitaux	23.06.2006	3'855'000	0	2'736'503.31	2'736'503.31

SITUATION DES GRANDS TRAVAUX PAR LOI ET PAR CENTRE DE RESPONSABILITE AU 31 DECEMBRE 2007

No loi	No CR	Libellé CR	Date Loi	Crédit voté	Budget 2007	Dépenses 2007	Dépenses Cumulées
9733 - Ancienne école de médecine, étude	05.04.	Direction des Bâtiments	21.01.2005	839 280	500 000	205 622.00	205 622.00
9734 - GESTION CENTRALISEE LIQUIDITES	02.09.	DF - Organismes rattachés au département	17.03.2006	3940 000	1 940 000	1 281 772.79	1 793 813.81
9736 - SPCO-renouvellement équipement	08.05.	Direction générale de la santé	21.09.2006	11 700 000	400 000	331 926.11	714 003.43
9751 - Subv. cant. pour crédit étude regroupement labo Cluse Roseraie	05.04.	Direction des Bâtiments	08.06.2006	1 548 000	1 000 000	242 417.15	263 637.90
9803 - HES EAD-équip.	03.25.	Haute école spécialisée de Genève	19.05.2006	109 000	97 000	81 221.40	109 288.85
9804 - étude transformation et aménagement Hôpital des enfants 3e étape	05.04.	Direction des Bâtiments	19.05.2006	1 493 000	600 000	880 299.55	992 314.55
9815 - Remplacement de vota	05.08.	Centre des technologies de l'info.	19.05.2006	405 000	155 000	164 309.20	377 726.25
9860 - Genève Plage : rénovation	05.04.	Direction des Bâtiments	21.09.2006	9 184 068	4 600 000	2 173 674.30	2 173 674.30
9864 - Constr + eq. nouvelle struct. détention à Puplinge	04.05.	Office pénitentiaire	21.06.2006	736 600	0	2 424.65	2 424.65
9864 - Constr + eq. nouvelle struct. détention à Puplinge	05.04.	Direction des Bâtiments	21.06.2006	1 764 380	12 000 000	12 985 375.13	13 027 298.78
9864 - Constr + eq. nouvelle struct. détention à Puplinge	05.08.	Centre des technologies de l'info.	21.06.2006	42 600	42 600	25 500.40	25 500.40
9867 - HUG - SUBVENTION RENOVATION CENTRALE THERMIQUE SITE CLUSE-ROSERAIE	08.06.	Direction générale des hôpitaux	23.03.2007	2 400 000	1 400 000	2 400 000.00	2 400 000.00
9871 - RE-INFORMATISATION GESTION BIBLIOTHEQUES DU DIP	05.08.	Centre des technologies de l'info.	21.06.2006	7 151 128	416 000	446 511.83	446 511.83
9873 - Adaptation des bâtiments et équipement - Chancy 88 divers services DI	04.03.	DI - Services généraux	16.10.2006	1 766 805	1 913 903	1 133 540.75	1 133 540.75
9873 - Adaptation des bâtiments et équipement - Chancy 88 divers services DI	05.04.	Direction des Bâtiments	16.10.2006	2 012 922	2 400 000	2 010 506.70	2 010 506.70
9873 - Adaptation des bâtiments et équipement - Chancy 88 divers services DI	05.08.	Centre des technologies de l'info.	16.10.2006	405 000	442 015	312 886.30	312 886.30
9889 - CEFOPS - équipement de l'école d'aides familiales	03.24	Centre de formation professionnelle	22.02.2007	207 000	96 000	107 795.60	204 611.25
9889 - CEFOPS - équipement de l'école d'aides familiales	05.08.	Centre des technologies de l'info.	22.02.2007	88 000	47 000	45 033.20	45 033.20
9891 - Fond. Aigues-Vertes - 3ème étape	05.04.	Direction des Bâtiments	17.11.2006	7 000 000	2 000 000	1 003 524.70	1 003 524.70
9897 - C.O. Dirze-construction	05.04.	Direction des Bâtiments	17.11.2006	5 102 100	7 000 000	5 395 457.70	5 395 457.70
9906 - REFONTE APPLICATION SERVICE METROLOGIE	05.08.	Centre des technologies de l'info.	14.06.2007	249 000	189 000	20 454.00	20 454.00
9919 - P.O.pav. Prov. 3 x 12 classes-constr.	03.23.	Enseignement secondaire postobligatoire	01.12.2006	10 720 000	1 072 000	815 904.34	815 904.34
9919 - P.O.pav. Prov. 3 x 12 classes-constr.	05.04.	Direction des Bâtiments	01.12.2006	10 530 000	7 000 000	9 732 319.25	10 021 667.20
9919 - P.O.pav. Prov. 3 x 12 classes-constr.	05.08.	Centre des technologies de l'info.	01.12.2006	219 000	218 000	159 877.15	159 877.15
9928 - Evolution structure informatique de l'Université	03.26.	Université	04.05.2007	2 339 000	1 339 000	1 258 290.77	1 258 290.77
9948 - Dispositifs médicaux section médecine dentaire	03.26.	Université	22.02.2007	1 550 000	1 290 000	1 549 999.97	1 549 999.97
9956 - RENATURATION - PONT DE LULLY	06.90.	Financements spéciaux	23.03.2007	811 200	4 100 000	576 692.60	576 692.60
9961 - APPLICATION DE GESTION POUR PRESTATIONS CANTONALES EN CAS DE MALADIE	05.08.	Centre des technologies de l'info.	22.03.2007	547 000	400 000	8700.00	8700.00
9971 - AFC Tourisme	05.08.	Centre des technologies de l'info.	23.03.2007	322 800	322 800	0.00	0.00
9977 - entretien et rénovation bâtiments et installation HUG	08.06.	Direction générale des hôpitaux	03.05.2007	7 000 000	7 000 000	5 534 136.09	5 534 136.09
9978 - rénovation salle op cluse roseraie HUG	08.06.	Direction générale des hôpitaux	03.05.2007	6 240 000	3 240 000	1 923 607.61	1 923 607.61
9979 - Renouvellement bombe cobalt	08.06.	Direction générale des hôpitaux	03.05.2007	4 350 000	2 500 000	2 800 000.00	2 800 000.00
9980 - Rénovation réseau d'alimentation en eau clinique psychiatrie	08.06.	Direction générale des hôpitaux	03.05.2007	3 567 000	3 467 000	2 979 78.38	2 979 78.38
9981 - ACQUISITION 2EME CAMERA PET	08.06.	Direction générale des hôpitaux	03.05.2007	2 600 000	0	2 600 000.00	2 600 000.00
9982 - Remplacement stations ROPAG	06.04.	Protection de l'environnement	14.06.2007	181 300	200 000	172 308.60	172 308.60
9995 - UNI - CONSTRUCTION 5EME ETAPE CMU	05.04.	Direction des Bâtiments	24.05.2007	177 887 000	4 000 000	1 054 919.50	1 054 919.50
10006 - CONSTRUCTION BATIMENT POUR PRE-ADOLESCENTS ET HANDICAPES - SENTIER DE LA ROS	05.04.	Direction des Bâtiments	14.06.2007	4 809 560	2 000 000	883 688.00	883 688.00
10006 - CREER 2 - Sentier Roseraie - informatique	05.08.	Centre des technologies de l'info.	15.06.2007	120 000	120 000	0.00	0.00
10006 - CREER 2 -sentier roseraie-équipement	03.31.	Office de la jeunesse	14.06.2007	304 000	300 000	0.00	0.00

SITUATION DES GRANDS TRAVAUX PAR LOI ET PAR CENTRE DE RESPONSABILITE AU 31 DECEMBRE 2007

No loi	No CR	Libellé CR	Date Loi	Crédit voté	Budget 2007	Dépenses 2007	Dépenses Cumulées
10025 - collège calvin-toiture et facades	05.04.	Direction des Bâtiments	15.06.2007	9962781	2'000'000	0.00	0.00
10043 - Subv. reconstruction EMS Butini	05.04.	Direction des Bâtiments	20.09.2007	23405'000	8'700'000	2'856'650.00	2'856'650.00
10045 - SUBV. EXTENSION EPI THONEX II	05.04.	Direction des Bâtiments	11.10.2007	8'597'000	1'000'000	601'790.00	601'790.00
10056 - Bâtiments - maintenance	08.06.	Direction générale des hôpitaux	12.10.2007	360'000	680'000	320'000.00	320'000.00
10102 - Fondation Clair-Bois Pinchat et Lancy	05.04.	Direction des Bâtiments	30.11.2007	800'000	500'000	0.00	0.00
10113 - Maison vigneronne - construction	05.04.	Direction des Bâtiments	30.11.2007	4212'000	0	220.00	220.00
Acquisition de matériel NRBC (événements Nucléaires Radiologiques Chimiques)	04.04.	Corps de police			75'000		
Agrandissement de la fourrière cantonale	06.06.	Agriculture			140'000		
Ascenseurs-rénov. parc	05.04.	Direction des Bâtiments			1'000'000		
Bibliothèque inst. univ. hautes études intern. (IUHE)-étude	05.04.	Direction des Bâtiments			700'000		
CO Florence-Rénovation	05.04.	Direction des Bâtiments			3'000'000		
CYCLOPE	05.08.	Centre des technologies de l'info.			2'000'000		
EMS - Constr. EMS Prieuré - Subvention	05.04.	Direction des Bâtiments			5'000'000		
EMS-construc. de 17 EMS -subvention	05.04.	Direction des Bâtiments			13'500'000		
EQUIPEMENTS RESPONSABLES ECOLES PRIMAIRES	05.08.	Centre des technologies de l'info.			357'730		
ESBA helvétique-équip.	03.25.	Haute école spécialisée de Genève			300'000		
Etude de déploiement e-administration	05.08.	Centre des technologies de l'info.			300'000		
Etude Rte Suisse à Versoix RC8	05.05.	Génie civil			366'836		
Fondation foyer-handicap	05.04.	Direction des Bâtiments			50'000		
Fouilles génie civil Cyclope	05.05.	Génie civil			2'507'000		
Fouilles génie civil Sycofrin	05.05.	Génie civil			1'300'000		
GED Police	05.08.	Centre des technologies de l'info.			300'000		
Hospice général - Plan directeur 2007-2010	07.14.	Direction générale de l'action sociale			5'517'312		
HUG - Hôpital des enfants transformation 3e étape - Construction	05.04.	Direction des Bâtiments			500'000		
Investissement de moins de 5 millions	06.90.	Financements spéciaux			0	17'590'027.00	17'590'027.00
Investissement de moins de 5 millions	06.90.	Financements spéciaux			0	4'332'502.00	4'332'502.00
La pastorale-rte de Ferney-travaux	05.04.	Direction des Bâtiments			1'000'000		
Mobilier, machines, équipement, Palais de justice	14.01.	Administration du Pouvoir judiciaire			76'357		
Nouvelles institutions du SMP	05.08.	Centre des technologies de l'info.			117'000		
PO toilette-frontenex-étude	05.04.	Direction des Bâtiments			700'000		
Police-bat.administratif-2ème étape-étude	05.04.	Direction des Bâtiments			1'500'000		
Raccordement sorai-Laconnex	06.90.	Financements spéciaux			2'500'000		
REFONTE DE L'APPLICATION SAEA	05.08.	Centre des technologies de l'info.			400'000		
Refonte SI Logement	05.08.	Centre des technologies de l'info.			200'000		
Refonte SMP	05.08.	Centre des technologies de l'info.			1'300'000		
Rebgerment des forains a Versoix	05.04.	Direction des Bâtiments			700'000		
Remplacement réseau radio police - réalisation	04.04.	Corps de police			10'000'000		
Rénovation de l'école supérieure des beaux-arts (ESBA)	05.08.	Centre des technologies de l'info.			83'000		
Rocade CEVA - aménagements divers	05.04.	Direction des Bâtiments			2'000'000		

SITUATION DES GRANDS TRAVAUX PAR LOI ET PAR CENTRE DE RESPONSABILITE AU 31 DECEMBRE 2007

No loi	No CR	Libellé CR	Date Loi	Crédit voté	Budget 2007	Dépenses 2007	Dépenses Cumulées
Sécurité communications	04.05.	Office pénitentiaire			950'000		
Services généraux-études	04.04.	Corps de police			300'000		
SI de l'office des faillites	05.08.	Centre des technologies de l'info.			1'810'000		
SMP-ouverture nouveaux centres de jour et renforcement de structures existantes	03.21.	Enseignement -primaire			180'000		
SMP-ouverture nouveaux centres de jour et renforcement de structures existantes	03.31.	Office de la jeunesse			249'000		
Subvention pour informatique de la FSASD	08.03.	Direction générale des CASS			9'291'325		
Sycotrin	05.08.	Centre des technologies de l'info.			1'300'000		
Travaux d'investissements pour assainissement énergétique	05.04.	Direction des Bâtiments			800'000		
GRANDS TRAVAUX - HORS TRANSFERTS D'ACTIFS							
GRANDS TRAVAUX - TOTAL HORS AUTOFINANCES					387'382'823	299'654'258.82	
GRANDS TRAVAUX - TOTAL AUTOFINANCES					57'500'000	57'915'345.84	
GRANDS TRAVAUX - TOTAL GENERAL					444'882'823	357'569'604.66	
GRANDS TRAVAUX - TRANSFERTS D'ACTIFS SEULS							
9845 - TA entre Etat de Genève et TPG	05.04.	Direction des Bâtiments	16.11.2006	550'793	550'793	550'793.00	550'793.00
9845 - TA entre Etat de Genève et TPG	06.03.	DT - Transports	16.11.2006	2'524'527	2'524'527	2'524'527.00	2'524'527.00
9827 - TA entre Etat de Genève et AIG	07.09.	DSE - Organismes rattachés au département	16.11.2006	51'530	51'530		0.00
GRANDS TRAVAUX - TOTAL TRANSFERTS D'ACTIFS					3'126'850	3'075'320.00	
GRANDS TRAVAUX - TOTAL Y COMPRIS TRANSFERTS D'ACTIFS							
GRANDS TRAVAUX - TOTAL HORS AUTOFINANCES					390'509'673	302'729'578.82	
GRANDS TRAVAUX - TOTAL AUTOFINANCES					57'500'000	57'915'345.84	
GRANDS TRAVAUX - TOTAL GENERAL					448'009'673	360'644'924.66	

Impôts de 2002 à 2007

(en millions de francs)

	C-2002	C-2003	C-2004	C-2005	C-2006	B-2007	C-2007	Ecart C07/C06		Ecart C07/B07	
								Mios	%	Mios	%
Impôt sur le revenu des pers. physiques IBO	2'163.4	1'983.3	2'041.9	2'139.1	2'186.6	2'220.8	2'436.1	249.5	11.4%	215.2	9.7%
Impôt sur le revenu des pers. physiques IS	509.0	557.2	584.0	488.6	605.8	608.5	796.3	190.5	31.5%	187.8	30.9%
Impôt sur la fortune des pers. physiques	329.0	352.0	334.6	360.6	433.2	383.4	461.0	27.8	6.4%	77.6	20.2%
Taxe personnelle	5.5	5.5	6.0	6.0	6.4	6.8	6.2	-0.2	-3.6%	-0.6	-8.8%
IMPOTS SUR LE REV. & FORT. DES PERS. PHYSIQUES	3'006.9	2'898.1	2'966.5	2'994.3	3'232.0	3'219.5	3'699.6	467.6	14.5%	480.1	14.9%
Impôt sur le bénéfice	715.1	470.4	711.8	873.3	1'096.6	871.9	988.0	-108.7	-9.9%	116.1	13.3%
Impôt sur le capital	182.9	205.3	198.1	171.7	211.7	188.7	251.5	39.7	18.8%	62.8	33.3%
Centime additionnel s/bénéfice et le capital halle 6	5.2	4.2	4.8	5.4	7.0	5.7	6.7	-0.4	-5.0%	1.0	17.1%
IMPÔTS SUR BEN. & CAP. DES PERS. MORALES	903.2	679.9	914.7	1'050.4	1'315.4	1'066.2	1'246.1	-69.3	-5.3%	179.9	16.9%
TOTAL IMPÔTS ORDINAIRES	3'910.1	3'577.9	3'881.3	4'044.7	4'547.4	4'285.7	4'945.7	398.3	8.8%	660.0	15.4%
IMPÔTS FONCIERS	96.1	109.4	101.3	108.7	102.8	108.0	144.0	41.2	40.1%	36.0	33.3%
IMPÔTS SPECIAUX	34.3	23.1	31.5	46.5	70.8	60.0	67.5	-3.3	-4.6%	7.5	12.5%
PRODUIT ENREGISTR. & TIMBRE	174.7	190.0	166.2	170.2	178.2	162.0	184.4	6.2	3.5%	22.4	13.8%
PRODUIT DES SUCCESSIONS	141.0	155.0	248.8	145.2	95.4	74.6	98.5	3.0	3.2%	23.9	32.0%
AUTRES IMPÔTS CANTONAUX	93.9	96.7	105.5	115.8	119.8	123.9	129.1	9.3	7.8%	5.2	4.2%
TOTAL AUTRES IMPÔTS	540.0	574.3	653.3	586.4	567.0	528.5	623.5	56.5	10.0%	94.9	18.0%
TOTAUX IMPÔTS	4'450.2	4'152.2	4'534.6	4'631.1	5'114.4	4'814.2	5'569.2	454.8	8.9%	754.9	15.7%

Sauf mention explicite, les chiffres et tableaux sont présentés :

- ◆ hors recette extraordinaire et régularisations comptables (Or BNS, amortissements rattrapés, réconciliation des comptes AFC, etc.)
- ◆ avec intégration des opérations de valorisation BCGE

COMPTE DE FONCTIONNEMENT

Légende :

ND, division par zéro

NS, variation supérieure à + 1000% et - 1000%

Récapitulation du COMPTE de Fonctionnement de l'État

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
	RÉCAPITULATION DU COMPTE DE L'ÉTAT						
3	CHARGES	7.856.558.407,44		676.264.245	9,4	7.180.294.162	7.812.155.366,83
4	REVENUS		8.642.641.180,27	1.649.734.783	23,6	6.992.906.397	8.017.504.594,04
	COUVERTURE en F	786.082.772,83		973.470.538		-187.387.765	205.349.227,21
	COUVERTURE en %	110,01%			12,6	97,39%	102,63%
30	CHARGES DE PERSONNEL	1.925.229.921,01		8.490.351	0,4	1.916.739.570	1.893.403.728,57
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	419.483.253,81		-40.665.323	-8,8	460.148.577	432.515.660,68
32	INTÉRÊTS PASSIFS ET FRAIS D'EMPRUNTS	363.067.818,35		15.797.052	4,5	347.270.766	366.344.205,11
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	729.496.866,88		306.591.074	72,5	422.905.793	761.382.082,69
34	PARTS ET CONTRIBUTIONS SANS AFFECTATION	241.431.305,33		19.503.805	8,8	221.927.500	218.886.653,62
35	DÉDOMMAGEMENTS À DES TIERS	208.426.913,39		-128.624.152	-38,2	337.051.065	290.328.322,07
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	3.021.138.457,88		-16.698.095	-0,5	3.037.836.553	2.960.748.000,25
37	SUBVENTIONS REDISTRIBUÉES	552.723.678,59		522.977.679	NS	29.746.000	523.986.695,45
38	ATTRIBUTIONS AUX FINANCEMENTS SPÉCIAUX	24.851.552,38		18.459.922	288,8	6.391.630	15.827.124,79
39	IMPUTATIONS INTERNES	370.708.639,82		-29.568.068	-7,4	400.276.708	348.732.893,60
40	IMPÔTS		5.569.164.621,26	754.938.621	15,7	4.814.226.000	5.114.392.222,43
41	PATENTES ET CONCESSIONS		12.675.113,67	-869.386	-6,4	13.544.500	11.803.983,50
42	REVENUS DES BIENS		315.676.682,13	71.955.712	29,5	243.720.970	340.490.441,87
43	RECETTES DIVERSES		887.294.494,59	147.661.587	20,0	739.632.908	838.761.719,46
44	PARTS À DES RECETTES SANS AFFECTATION		562.410.249,49	167.443.954	42,4	394.966.295	448.008.607,38
45	DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES		156.693.324,56	13.030.940	9,1	143.662.385	157.880.979,89
46	SUBVENTIONS ACQUISES		207.494.446,10	7.258.940	3,6	200.235.506	216.817.443,58
47	SUBVENTIONS À REDISTRIBUER		552.723.678,59	522.977.679	NS	29.746.000	523.986.695,45
48	PRÉLÈVEMENTS SUR LES FINANCEMENTS SPÉCIAUX		7.799.930,06	-5.095.195	-39,5	12.895.125	16.629.606,88
49	IMPUTATIONS INTERNES		370.708.639,82	-29.568.068	-7,4	400.276.708	348.732.893,60

Récapitulation du département CHANCELLERIE

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
01.00.00.00	CHANCELLERIE						
3	CHARGES	16.274.345,00		-1.457.892	-8,2	17.732.237	14.916.583,27
4	REVENUS		3.323.012,55	-16.087	-0,5	3.339.100	3.076.652,65
	COUVERTURE en F	-12.951.332,45		1.441.805		-14.393.137	-11.839.930,62
	COUVERTURE en %	20,42%			1,6	18,83%	20,63%
30	CHARGES DE PERSONNEL	10.367.867,08		-123.393	-1,2	10.491.260	10.087.606,60
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	5.060.367,16		-1.068.760	-17,4	6.129.127	4.029.454,91
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	394.398,00		80.198	25,5	314.200	320.672,00
39	IMPUTATIONS INTERNES	451.712,76		-345.937	-43,4	797.650	478.849,76
41	PATENTES ET CONCESSIONS		676.969,70	-373.030	-35,5	1.050.000	714.984,65
42	REVENUS DES BIENS		45,93	-4	-8,1	50	56,23
43	RECETTES DIVERSES		2.128.933,88	245.584	13,0	1.883.350	2.078.179,60
46	SUBVENTIONS ACQUISES						645,65
49	IMPUTATIONS INTERNES		517.063,04	111.363	27,4	405.700	282.786,52

01. CHANCELLERIE D'ETAT

FONCTIONNEMENT

Charges

En 2007, les dépenses de la chancellerie s'élèvent à 16'274'345 F, soit 92 % de son budget. Hors imputations internes, les dépenses se montent à 15'822'632 et correspondent à 93 % du budget. S'agissant des charges de personnel il est à relever que la chancellerie a renoncé à repourvoir 1,6 poste en cours d'année, à la suite de départs naturels, et a ainsi atteint la diminution de ses effectifs de 5% telle qu'ordonnée par le Conseil d'Etat dans le cadre des plans de mesures. Cette diminution qui correspond à 3,1 postes a nécessité une restructuration significative des services ainsi qu'une redéfinition des tâches en fonction des prestations. Il convient de relever les efforts d'adaptation et l'engagement exemplaire de l'ensemble du personnel qui a à cœur de maintenir un haut niveau de qualité des différentes prestations délivrées par la chancellerie, tant à l'externe qu'à l'interne.

Les dépenses générales sont tributaires dans une large mesure du nombre et de l'importance des événements dont la chancellerie est en charge. Outre l'application stricte du plan de mesures du Conseil d'Etat, les services de la chancellerie procèdent depuis plusieurs années par engagements analysant chaque dépense avant décision. Cette procédure a permis de faire face à de nombreuses tâches, dont certaines ne pouvaient pas être planifiées, sans aucun dépassement budgétaire. Ce souci d'économie des deniers publics est constant même, comme c'est le cas en 2007, lorsqu'un disponible est constaté.

La différence qui ressort de la rubrique subventions est uniquement le résultat d'une opération comptable réalisée dans un but de conformité avec les normes financières. Elle est expliquée ci-dessous, sous Conseil d'Etat.

Revenus

Hors imputations internes, les revenus 2007 de la chancellerie se montent à 2'805'950, soit 96 % du budget. A la rubrique patentes et concessions les montants encaissés représentent le 64% du budget. Il s'agit de la redevance de la Feuille d'Avis Officielle (FAO) qui est versée à la chancellerie par la régie en charge de sa commercialisation. Nous avons constaté qu'au moment où nombre de titres de la presse locale, voire régionale connaissent des difficultés, les ventes de la FAO se maintiennent et que son rendement publicitaire continue à évoluer favorablement. En revanche la pratique des services de l'Etat, qui renoncent à faire insérer des avis dans la FAO pour les faire publier sur internet se généralise. Cette mesure permet de réaliser des économies dans les différents départements qui l'appliquent mais a pour effet de diminuer les recettes de l'affermage perçues par la chancellerie. Globalement, cette nouvelle pratique est positive pour les finances de l'Etat.

01.00.01.00

CONSEIL D'ETAT

31	Dépenses générales	-109'756
-----------	---------------------------	----------

En 2007, la rubrique *actions diverses présidence* a été mise à contribution pour des dons à différentes associations humanitaires. Vu la typologie de ces dépenses, elles ont été comptabilisées sur une rubrique de nature 36 (subventions) ouverte pour la circonstance.

36	Subventions	100'000
-----------	--------------------	---------

Voir explication sous rubrique 31 (dépenses générales).

01.01.02.00

SECRETARIAT GENERAL

30 Charges de personnel 501'825

Un transfert intra-départemental de 3 postes a été réalisé en 2007 entre le secrétariat général de la chancellerie et la direction des affaires juridiques. Ce transfert concerne des personnes œuvrant dans le secteur de la législation genevoise et a été réalisé pour optimiser l'identification des coûts par prestations.

Par ailleurs, dans le cadre de la réduction globale des effectifs de 5%, la chancellerie a renoncé à repourvoir 1,6 poste au secrétariat général.

31 Dépenses générales 200'850

Le secrétariat général a limité au strict minimum le recours à des mandataires externes. Les dépenses dans ce domaine dépendent pour partie d'obligations difficilement prévisibles (s'agissant par exemple des frais de justice). L'affranchissement du courrier est également sujet à des fluctuations qui ne sont pas totalement prévisibles.

41 Patentes et concessions -373'030

Il est constaté que, par mesure d'économie, les services de l'Etat renoncent à faire publier des avis sur la Feuille d'Avis Officielle (FAO) et privilégient leur publication sur l'internet. Cette nouvelle pratique, globalement positive pour les finances de l'Etat, a pour effet de diminuer la redevance versée à la chancellerie par la régie en charge de la commercialisation de la FAO.

43 Recettes diverses 381'792

Les marchandises acquises en gros afin d'obtenir des prix avantageux font l'objet d'inventaires rigoureusement tenus et présentés chaque année à l'inspection cantonale des finances (ICF). Afin d'être en totale conformité avec les normes IPSAS, ces marchandises ont été valorisées et portées au débit d'un compte de bilan qui sera lui aussi régulièrement contrôlé par l'ICF.

Cette opération comptable a généré une recette exceptionnelle.

01.02.02.00

SERVICE DU PROTOCOLE

31 Dépenses générales -437'027

Le budget de cette rubrique est destiné aux réceptions et manifestations protocolaires de l'ensemble de l'Etat de Genève. Il est établi en tenant compte des événements annoncé par les départements et a été fortement diminué en application de la mesure 35 du premier plan d'économies du Conseil d'Etat (- 960'000 F). La chancellerie veille cependant à limiter les dépenses protocolaires au strict nécessaire et préavise chaque demande après examen portant sur l'opportunité et le coût.

01.02.07.00	CENTRE DE DOCUMENTATION ET DE PUBLICATIONS	
	31 Dépenses générales	-260'043
	<p>Outre le respect du plan de mesures dont la stricte application a eu pour effet de limiter le nombre de publications et de brochures d'information au profit de leur mise à disposition sur internet (par exemple le projet de budget, le budget, le compte d'Etat et le rapport de gestion du Conseil d'Etat), la consultation de la législation en ligne a eu pour effet de diminuer la demande et de réduire le volume de texte à imprimer.</p> <p>Les frais d'impression ont par ailleurs sensiblement diminué à la suite de la réalisation d'un certain nombre d'opérations en interne et par le recours systématique à des appels d'offre pour l'attribution de travaux d'impression, en collaboration avec la centrale commune d'achats.</p>	
	43 Recettes diverses	-137'341
	<p>La mise à disposition en ligne des publications officielles a sensiblement réduit les dépenses (voir rubrique 31) mais a également eu pour effet, dans une moindre proportion, de réduire le produit de leur vente.</p>	
01.02.08.00	DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES	
	30 Charges de personnel	
	<p>Un transfert intra-départemental de 3 postes a été réalisé en 2007 entre le secrétariat général de la chancellerie et la direction des affaires juridiques. Ce transfert concerne des personnes œuvrant dans le secteur de la législation genevoise et a été réalisé pour optimiser l'identification des coûts par prestations.</p> <p>Au dépassement constaté à la direction des affaires juridiques correspond une non-dépense au secrétariat général.</p>	375'197
01.09.51.00	DEPOUILLEMENT CENTRALISE DES ELECTIONS	
	31 Dépenses générales	
	<p>Le budget total pour le dépouillement centralisé de trois élections (Conseils municipaux, exécutifs communaux et Chambres fédérales) qui ont eu lieu en 2007 atteint 1,6 million.</p> <p>Une gestion rigoureuse et une organisation appropriée de ces opérations de grande envergure ont permis de respecter strictement le cadre budgétaire prévu.</p>	-58'431

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
01.00.00.00	CHANCELLERIE						
3	CHARGES	16.274.345,00		-1.457.892	-8,2	17.732.237	14.916.583,27
4	REVENUS		3.323.012,55	-16.087	-0,5	3.339.100	3.076.652,65
	COUVERTURE en F	-12.951.332,45		1.441.805		-14.393.137	-11.839.930,62
	COUVERTURE en %	20,42%			1,6	18,83%	20,63%
01.00.01.00	CONSEIL D'ETAT ET CHANCELIER						
3	CHARGES	2.535.495,74		-68.350	-2,6	2.603.846	2.516.458,82
4	REVENUS		101.486,98	-6.463	-6,0	107.950	94.308,71
	COUVERTURE en F	-2.434.008,76		61.887		-2.495.896	-2.422.150,11
	COUVERTURE en %	4,00%			-0,1	4,15%	3,75%
30	CHARGES DE PERSONNEL	2.084.781,90		-18.338	-0,9	2.103.120	2.073.079,65
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	303.669,28		-109.757	-26,5	413.426	401.283,00
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	100.000,00		100.000	ND		
365	INSTITUTIONS PRIVÉES	100.000,00		100.000	ND		
0131	SUBVENTIONS ASSOCIATIONS DIVERSES	100.000,00		100.000	ND		
39	IMPUTATIONS INTERNES	47.044,56		-40.255	-46,1	87.300	42.096,17
43	RECETTES DIVERSES		85.429,80	430	0,5	85.000	84.918,30
49	IMPUTATIONS INTERNES		16.057,18	-6.893	-30,0	22.950	9.390,41
01.01.02.00	SECRETARIAT GÉNÉRAL						
3	CHARGES	7.209.868,40		-891.541	-11,0	8.101.409	7.296.744,14
4	REVENUS		1.938.971,38	-48.909	-2,5	1.987.880	1.938.137,73
	COUVERTURE en F	-5.270.897,02		842.632		-6.113.529	-5.358.606,41
	COUVERTURE en %	26,89%			2,4	24,54%	26,56%
30	CHARGES DE PERSONNEL	5.502.604,29		-501.826	-8,4	6.004.430	5.581.526,70
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	1.312.628,90		-200.850	-13,3	1.513.479	1.284.776,59
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	201.698,00		-19.802	-8,9	221.500	200.222,00
360	CONFÉDÉRATION	201.698,00		-19.802	-8,9	221.500	200.222,00
0110	CONFÉRENCE DES GOUVERNEMENTS CANTONAUX	165.231,00		-9.769	-5,6	175.000	163.755,00
0210	FONDATION POUR LA COLLABORATION CONFÉDÉRALE	27.245,00		-9.755	-26,4	37.000	27.245,00
0311	CONTRIBUTIONS À LA BADAC	9.222,00		-278	-2,9	9.500	9.222,00
39	IMPUTATIONS INTERNES	192.937,21		-169.063	-46,7	362.000	230.218,85
41	PATENTES ET CONCESSIONS		676.969,70	-373.030	-35,5	1.050.000	714.984,65

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
01.01.02.00	SECRETARIAT GENERAL (Suite)						
411	CONCESSIONS		676.969,70	-373.030	-35,5	1.050.000	714.984,65
42	REVENUS DES BIENS		30,08	0	0,3	30	39,23
43	RECETTES DIVERSES		1.230.142,50	381.793	45,0	848.350	1.202.520,00
49	IMPUTATIONS INTERNES		31.829,10	-57.671	-64,4	89.500	20.593,85
01.02.02.00	SERVICE DU PROTOCOLE						
3	CHARGES	2.783.067,64		-500.460	-15,2	3.283.528	3.025.572,02
4	REVENUS		438.407,38	197.207	81,8	241.200	225.719,07
	COUVERTURE en F	-2.344.660,26		697.668		-3.042.328	-2.799.852,95
	COUVERTURE en %	15,75%			8,4	7,35%	7,46%
30	CHARGES DE PERSONNEL	1.063.444,13		2.354	0,2	1.061.090	1.077.287,85
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	1.466.260,80		-437.027	-23,0	1.903.288	1.677.210,72
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	92.700,00		0	0,0	92.700	120.450,00
364	SOCIÉTÉS D'ÉCONOMIE MIXTE	92.700,00		0	0,0	92.700	120.450,00
0413	SUBVENTIONS POUR LE MANDAT INTERNATIONAL	92.700,00		0	0,0	92.700	92.700,00
0509	SERVICE D'INFORMATION ANTI-RACISME						27.750,00
39	IMPUTATIONS INTERNES	160.662,71		-65.787	-29,1	226.450	150.623,45
43	RECETTES DIVERSES		703,00	703	ND		
46	SUBVENTIONS ACQUISES						645,65
469	AUTRES SUBVENTIONS						645,65
49	IMPUTATIONS INTERNES		437.704,38	196.504	81,5	241.200	225.073,42
01.02.07.00	CENTRE DE DOCUMENTATION ET PUBLICATIONS						
3	CHARGES	727.341,16		-262.471	-26,5	989.812	817.590,15
4	REVENUS		842.041,12	-141.329	-14,4	983.370	816.236,04
	COUVERTURE en F	114.699,96		121.142		-6.442	-1.354,11
	COUVERTURE en %	115,77%			16,4	99,35%	99,83%
30	CHARGES DE PERSONNEL	230.560,54		18.431	8,7	212.130	204.891,30
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	466.738,20		-260.044	-35,8	726.782	589.306,60
39	IMPUTATIONS INTERNES	30.042,42		-20.858	-41,0	50.900	23.392,25
42	REVENUS DES BIENS		15,85	-4	-20,8	20	17,00
43	RECETTES DIVERSES		812.658,58	-137.341	-14,5	950.000	790.741,30

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
01.02.07.00	CENTRE DE DOCUMENTATION ET PUBLICATIONS (Suite)						
49	IMPUTATIONS INTERNES		29.366,69	-3.983	-11,9	33.350	25.477,74
01.02.08.00	DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES						
3	CHARGES	1.476.959,53		322.574	27,9	1.154.386	1.214.008,29
4	REVENUS		2.105,69	-16.594	-88,7	18.700	2.251,10
	COUVERTURE en F	-1.474.853,84		-339.168		-1.135.686	-1.211.757,19
	COUVERTURE en %	0,14%			-1,5	1,62%	0,19%
30	CHARGES DE PERSONNEL	1.420.527,82		375.198	35,9	1.045.330	1.150.821,10
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	35.405,85		-2.650	-7,0	38.056	30.668,15
39	IMPUTATIONS INTERNES	21.025,86		-49.974	-70,4	71.000	32.519,04
49	IMPUTATIONS INTERNES		2.105,69	-16.594	-88,7	18.700	2.251,10
01.09.51.00	DÉPOUILLEMENT CENTRALISÉ DES ÉLECTIONS						
3	CHARGES	1.541.612,53		-57.643	-3,6	1.599.256	46.209,85
	COUVERTURE en F	-1.541.612,53		57.643		-1.599.256	-46.209,85
	COUVERTURE en %						
30	CHARGES DE PERSONNEL	65.948,40		788	1,2	65.160	
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	1.475.664,13		-58.432	-3,8	1.534.096	46.209,85

Récapitulation du département FINANCES

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
02.00.00.00	FINANCES						
3	CHARGES	1.132.445.020,08		93.175.233	9,0	1.039.269.787	1.191.366.418,61
4	REVENUS		6.740.174.326,42	992.001.326	17,3	5.748.173.000	6.247.525.636,90
	COUVERTURE en F	5.607.729.306,34		898.826.093		4.708.903.213	5.056.159.218,29
	COUVERTURE en %	595,19%			42,1	553,10%	524,40%
30	CHARGES DE PERSONNEL	146.063.877,33		-265.026	-0,2	146.328.903	147.302.493,98
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	14.596.928,05		-1.763.487	-10,8	16.360.415	16.146.976,76
32	INTÉRÊTS PASSIFS ET FRAIS D'EMPRUNTS	363.067.255,15		15.803.489	4,6	347.263.766	366.343.228,11
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	297.558.857,23		177.451.475	147,7	120.107.382	319.144.722,63
34	PARTS ET CONTRIBUTIONS SANS AFFECTATION	230.257.237,73		19.305.738	9,2	210.951.500	207.695.620,38
35	DÉDOMMAGEMENTS À DES TIERS	51.891.322,45		-120.227.678	-69,9	172.119.000	104.772.948,87
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	959.303,20		-6.297	-0,7	965.600	1.311.943,20
39	IMPUTATIONS INTERNES	28.050.238,94		2.877.018	11,4	25.173.221	28.648.484,68
40	IMPÔTS		5.529.898.222,31	752.472.222	15,8	4.777.426.000	5.077.935.120,97
41	PATENTES ET CONCESSIONS		539.044,13	-136.956	-20,3	676.000	623.026,60
42	REVENUS DES BIENS		119.806.556,83	41.121.074	52,3	78.685.483	164.620.805,79
43	RECETTES DIVERSES		351.643.054,79	12.248.528	3,6	339.394.527	386.827.543,82
44	PARTS À DES RECETTES SANS AFFECTATION		562.410.249,49	167.443.954	42,4	394.966.295	448.008.607,38
45	DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES		64.744.194,66	16.366.195	33,8	48.378.000	58.264.842,69
46	SUBVENTIONS ACQUISES		2.206.314,16	1.826.314	480,6	380.000	329.194,00
48	PRÉLÈVEMENTS SUR LES FINANCEMENTS SPÉCIAUX		33.008,37	33.008	ND		72.878,10
49	IMPUTATIONS INTERNES		108.893.681,68	626.987	0,6	108.266.695	110.843.617,55

02. DÉPARTEMENT DES FINANCES

FONCTIONNEMENT

02.01.02.00

SECRETARIAT GENERAL

3	Charges	+ 1'494'275
30	Charges de personnel	+ 2'277'848
301	Traitements du personnel	+ 1'724'051

Comme en 2006, le Secrétariat Général a décidé d'inscrire la réduction technique linéaire départementale calculée sur la rubrique 301.01 sous une ligne unique identifiée, soit la 301.11. Le montant calculé était de Frs 2'482'950 et n'a pu être que partiellement respecté dès lors que, s'il est exact que les réductions de poste permettant d'atteindre cette cible sont exécutées, la date à laquelle les départs ont été enregistrés n'ont pas permis d'atteindre financièrement le total escompté.

Chaque direction du département a été toutefois imputée des charges sociales proportionnelles à sa direction selon un calcul traité directement et transversalement par l'Office du Personnel.

Pour rappel, les résultats positifs enregistrés sous la ligne budgétaire 301 dans les directions générales du DF servent justement à compenser la ligne budgétaire propre à la RTL et isolée sous le SG.

31	Dépenses générales	- 914'497
-----------	---------------------------	-----------

Remarque générale :

Le poste 31 des dépenses générales fait apparaître une excellente maîtrise des charges courantes et respecte intégralement les décisions du Conseil d'Etat visant à diminuer progressivement la consommation.

311	Mobiliers, machines, véhicules	+ 48'080
-----	--------------------------------	----------

Par décision du Conseil d'Etat, les états major des départements ont été progressivement centralisés en Vieille Ville. Pour le DF, cette opération se déroule en phases successives puisqu'intimement liée à la libération des locaux par d'autres départements. Pour cette raison et parce qu'il a été possible d'accélérer ce processus, le DF a fait l'acquisition de mobilier en fin d'année 2007.

316	Loyers, fermages et redevances	+ 14'492
-----	--------------------------------	----------

Ce poste est en dépassement du fait de l'enregistrement de contrats de location de photocopieuses, lesquels ont été plus élevés en 2007 mais également pour cause de taxe unitaire de la photocopie et le nombre réalisé par le SG.

317	Débours	- 54'300
	<p>On relèvera que la bonne gestion de cette rubrique a permis de minimiser les dépenses en responsabilisant d'avantage les différentes personnes pouvant impacter cette nature comptable.</p>	
318	Honoraires, prestations de service de tiers	- 808'779
	<p>Comme en 2006, le DF continue à respecter une politique stricte en matière de recours à des tiers externes. Toutefois, la limite de cet exercice semble désormais atteinte dès lors qu'il reste nécessaire de respecter certains contrats pluriannuels signés ou le recours à certains spécialistes notamment dans le domaine juridique. Par ailleurs, cette rubrique enregistre également les frais d'affranchissement pour tout l'Etat, lesquels se soldent cette année par un montant négatif de Frs 202'464, lesquels ont fort heureusement pu être absorbés par la bonne gestion des autres postes.</p>	
	33 Amortissements, provisions, irrécouvrables	+ 150'000
338	Provisions et réserves	
	<p>Les comptes 2007 enregistrent sur cette rubrique une provision pour frais d'étude de l'utilisation des locaux par les collaborateurs au niveau transversal Etat, étude pilotée conjointement avec le DCTI et menée en 2007, mais dont le DF n'a pas reçu les factures définitives en fin d'année. Les frais de mise en œuvre ont été prévus au budget 2008 sous le DCTI.</p>	
	4 Revenus	
	43 Recettes diverses	- 510'974
436	Dédommagements de tiers	
02.01.03.00	CAFETERIA	
	3 Charges	- 859'577
	<p>La gestion de la cafétéria a été passée sous contrat privé et il y a donc eu arrêt de cette activité. Afin d'assurer une transition douce, quelques emplois temporaires ont été maintenus en cours d'année. Le budget 2008 ne prévoit plus de dépenses pour ce poste.</p>	
	4 Revenus	- 1'214'148
	<p>Du fait de l'arrêt de l'activité, le chiffre d'affaires a été enregistré par la société tierce, conformément au contrat signé. Les revenus enregistrés de Frs 13'052 correspondent à des remboursements AI de la fondation de prévoyance, versés en 2007</p>	

02.01.08.00	EXPEDITION ET COURRIER	
	3 Charges	- 35'629
	30 Charges de personnel	+ 5'550
	Le dépassement enregistré sur la nature 301, Traitement du personnel, correspond à une sous-estimation du budget 2007.	
	31 Dépenses générales	- 17'292
	Conformément à la politique décidée par le Conseil d'Etat, un contrôle strict des dépenses a été appliqué à la nature 31 de ce centre de responsabilité, permettant de générer Frs 17'292 d'économies, principalement sur la nature 311.31 Remplacement de matériel et machines	
	4 Revenus	- 17'206
	43 Recettes diverses	+ 537
	Le montant de Frs 537 enregistré en recettes diverses correspond à des remboursements d'assurance accident perçus en 2007.	
02.02.00.00	DIRECTION GENERALE DES FINANCES DE L'ETAT (DGFE)	
	3 Charges	+ 682'522
	30 CHARGES DE PERSONNEL	+ 854'615
	L'écart budgétaire sur les charges de personnel est la conséquence du décalage entre la conception du budget 2007 et la mise en œuvre effective de la centralisation de la fonction finances à la Comptabilité générale de l'Etat; des économies équivalentes sont constatées dans les départements ayant transféré des ressources.	
	31 DEPENSES GENERALES	+ 73'884
	L'excédent de dépenses (couvert par les crédits reportés) provient d'une part de l'impression de brochures supplémentaires liée au budget et aux comptes et d'autre part au papier timbré filigrané de la Trésorerie générale (compensé par une recette équivalente).	

02.03.01.00

GESTION DE LA DETTE

3	Charges	+ 16'039'287
32	Intérêts passifs et frais d'emprunt	+16'150'412

Le budget 2007 prévoyait que les retombées du projet de Caisse centralisée (CCE) se traduisent par une réduction de 11 millions F de charges d'intérêts. Pour rappel : la loi 9734 sur la CCE (dont l'objectif principal est d'optimiser les flux et les coûts financiers par une centralisation optimale et maximale des liquidités, permettant ainsi la diminution des volumes d'emprunt) a été votée en mars 2006. Les travaux ont démarré en juin 2006 et se sont poursuivis durant l'année 2007. L'économie escomptée n'a pu être réalisée que très partiellement en 2007.

Globalement, le dépassement peut être résumé ainsi (en millions F) :

- 11.0 économies non réalisées par la mise en œuvre retardée de la CCE
- 5.15 surcoût lié d'une part à la hausse des taux d'intérêt et, d'autre part, aux versements différés des montants des transferts d'actifs (AIG, TPG)

16.15 total

02.03.02.00

GESTION DE LA TRESORERIE

3	Charges	+1'706'095
33	Amortissements, provisions, irrécouvrables	+2'395'078
339	Créances irrécouvrables	+2'359'802
	Les intérêts facturés à l'Hospice Général concernant les avances de trésorerie consenties à cette institution tout au long de l'année 2006 pour Frs 2,0 millions ont été contestés et donc provisionnés dans les comptes de l'exercice 2006. En 2007 ces intérêts sont définitivement considérés comme irrécouvrables. Il est à noter par ailleurs que l'Hospice général a rejoint la Caisse centralisée, la problématique des avances est donc réglée désormais dans ce cadre. Voir aussi la rubrique 439 en lien avec la dissolution de la provision ad-hoc. De plus, s'ajoutent Frs 280'000.- de pertes sur les engagements en pied de bilan facturés aux caisses de pension. Il s'agit d'un rattrapage d'exercices antérieurs.	
4	Revenus	+27'039'116
42	Revenus des biens	+ 23'638'879
422	Capitaux du patrimoine financier Il s'agit du revenu des placements des liquidités excédentaires en 2007, inférieur aux prévisions.	- 1'931'559

424.	Gains comptables sur les placements du patrimoine financier	+ 47'650'151
	Plus-values comptabilisées en fin d'année sur la base de l'évaluation boursière des titres (en millions F) :	
	24.9 actions nominatives B de la BCGe	
	22.6 actions au porteur de la BCGe	
	0.1 autres titres	
	<hr/>	
	47.6 total	
427.	Redevances SIG pour l'utilisation du domaine public	- 19'281'894
	Le budget 2007 prévoyait l'enregistrement de redevances pour l'utilisation du domaine public par les SIG dues pour l'année 2006. Les SIG ont procédé au versement des deux années 2005 et 2006 au cours de l'exercice 2006, ce qui a généré un produit supplémentaire sur l'exercice 2006 et un écart sur l'exercice comptable 2007. Le montant perçu sur l'exercice 2007 résulte de la régularisation du décompte final.	
43	Recettes diverses	+ 3'090'634
436	Dédommagements de tiers	+ 82'693
	Il s'agit de plusieurs dossiers de "consignations" datant de 1977 qui, après l'échéance de la prescription de 30 ans, sont virés en recettes de l'Etat.	
439	Dissolutions et provisions	+ 3'007'941
	Il s'agit de diverses dissolutions, notamment :	
	Dissolution de provision pour remise de cotisations AVS/AI/APG 2006 (+ 156'632) et	
	Dissolution de la provision liée aux intérêts facturés à l'Hospice général - voir aussi la rubrique 339 (Frs + 2'000'608)	
02.03.05.00	FONDATION DE VALORISATION BCGE	
	L'exposé des motifs relatif à ce CR est intégré dans l'exposé des motifs général.	
02.03.06.00	CENTRE DE RECouvreMENT ET DE CONTENTIEUX DE L'ETAT	
4	Revenus	- 2'270'248
424	Récupérations d'actes de défaut de biens	
	L'activité du centre de recouvrement a bien débuté en 2007, toutefois les actions de relance n'ont pas pu être engagées de manière suivie en raison d'une mise en place plus longue que prévu des moyens techniques	
02.04.00.00	IMPÔTS ETAT	
	Se référer à l'exposé des motifs du Conseil d'Etat sous "Impôts (nature 40)"	

02.05.00.00

PERSONNEL ETAT

Les dépenses enregistrées sur ce CR sont de nature "transversale Etat"; elles concernent l'ensemble du personnel de l'administration (tous départements confondus).

30 Charges de personnel - 1'362'725

300 Autorités, commissions et juges +30'086

Jetons de présence destinés aux participants des groupes de travail dans le projet de fusion CIA-CEH-CP

307 Prestations aux retraités - 396'301

Malgré un excédent de charges lié aux pensions de magistrats de l'ordre judiciaire et des retraités de police ainsi qu'au "pont AVS Plend", la rubrique enregistre une économie grâce aux effets compensatoires d'écritures relevant de l'adaptation aux coûts de la vie et aux pensions diverses.

309 Formation, recrutement, div. charges - 1'006'080

Le disponible provient essentiellement de la réduction des séminaires proposés aux collaborateurs (catalogue 2007) et du recentrage de la formation sur les compétences métiers.

31 Dépenses générales - 120'096

L'économie sur les dépenses générales est en partie due à une diminution des dépenses liées aux prestations de tiers.

02.06.00.00

OFFICE DU PERSONNEL DE L'ETAT

Ce CR enregistre les charges et recettes liées au fonctionnement de l'OPE (y.c. le service de santé de l'Etat, et le centre de formation).

30 Charges de personnel - 761'003

Dans le cadre du projet "efficience", une économie a été réalisée sur le personnel administratif. De plus, les charges sur les auxiliaires mensualisés ont diminué.

31 Dépenses générales - 99'057

L'économie réalisée est issue essentiellement de l'utilisation partielle du budget alloué pour l'achat de fournitures de bureau, imprimés et matériel ainsi qu'aux honoraires et prestations de service de tiers.

02.07.00.00	CENTRALE COMMUNE D'ACHATS	
	3 Charges	- 135'280
	30 Charges du personnel	+ 131'270
	Un contrat d'auxiliaire a été réalisé pour suppléer à l'absence de longue durée d'une collaboratrice ne pouvant revenir travailler à la CCA.	
	31 Dépenses générales	- 47'459
	Bonne maîtrise globale des dépenses.	
02.08.00.00	ADMINISTRATION FISCALE CANTONALE	
	3 Charges	
	30 Charges de personnel	- 203'124
	Les charges de personnel tant en nombre qu'en Frs a été respectée enregistrant même un non dépensé de Frs 203'124.	
	31 Dépenses générales	+ 1'058'277
	310 Fournitures de bureau, imprimés, matériel	+ 168'133
	Supplément de Frs 168'133 provenant de la diminution budgétaire imposée sur les imprimés (mesure P1) qui n'a pas pu être répercutée dans les faits. La presque totalité du montant relevant de la conception et impression des déclarations fiscales et CD GeTax, la marge de manœuvre de l'AFC sur cette rubrique est quasi nulle.	
	318 Honoraires, prestations de services de tiers	+ 920'510
	Le supplément de Frs 920'510 provient :	
	<ul style="list-style-type: none"> • D'une augmentation des frais postaux et bancaires (+ Frs 737'447) inconnue au moment de l'établissement du budget, due à un nombre supérieur de BVR encaissés. • D'un important dépassement du budget prévu pour les frais de poursuites hors canton. Cette situation est en rapport avec de l'évolution des actions entreprises tant en matière fiscale qu'en gestion des ADB. • D'un supplément de dépenses juridiques en relation avec les actions entreprises pour les recouvrements. 	
	43 Recettes diverses	+ 635'680
	Le supplément de recettes de Frs 635'680 est lié aux remboursements d'assurances liées aux absences du personnel (assurance maternité, assurance accident LAA et militaire etc.) dont le montant ne peut être budgété.	

	44	Parts à des recettes sans affectation	- 1'700'000
		La rubrique prenait en compte l'enregistrement du produit de la taxe d'exemption de servir nouvellement transférée auprès de l'AFC. Pour améliorer la lecture comptable la comptabilisation des recettes a été centralisée sous le CR transversal 02040000. (BU 2007 : Frs 328'332'295 Comptabilisé 2007 : Frs 497'347'059)	
02.09.01.00		COMMISSION EXTERNE D'EVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES - CEPP	
		Globalement, le budget a été respecté (solde positif de 186'857). Ce solde s'explique par deux retards pris dans la planification en raison des discussions avec le Conseil d'Etat. L'un concerne un projet en autosaisine sur l'évaluation de la Loi sur l'information du public et l'accès aux documents administratifs (LIPAD), l'autre sur un mandat du Conseil d'Etat pour réaliser un inventaire des mesures d'intégration des étrangers. Les mandats internes et externes liés à ces deux projets ont été interrompus ou reportés, ce qui explique le solde positif des jetons de présence des commissaires et des mandats à des tiers. Enfin, un report budgétaire issu des comptes 2006 n'a pas été utilisé.	- 186'857
	30	Charges de personnel	- 58'694
	300	Les jetons des commissaires sont payés par cette rubrique. Selon leur assiduité aux séances, leur implication personnelle et leur disponibilité à effectuer des mandats internes, l'utilisation de ce budget peut déboucher sur un solde positif. De plus, au moment du remplacement de membres démissionnaires, il peut arriver qu'un temps de vacance soit observé avant l'arrivée de leurs successeurs, ce qui vient accentuer cette variation.	- 49'211
	31	Dépenses générales	- 128'605
	318	Cette rubrique est utilisée pour des mandats à des tiers (enquêtes, sondages, expertises juridiques, etc.). Le solde positif s'explique par l'abandon ou le report de certains projets budgétés.	- 123'245
02.09.10.00		INSPECTION CANTONALE DES FINANCES	
	30	Charges de personnel	
		Les charges de salaires sont beaucoup moins importantes que budgétées car certains postes sont restés ouverts pendant plusieurs mois (retard à l'engagement de nouveaux réviseurs). En outre, l'absence de nomination d'un successeur au directeur sortant durant l'année 2007 a aussi eu un effet important sur les charges de salaires.	- 384'601

	31	Dépenses générales	+ 5'949
		Le budget relatif aux dépenses générales est légèrement dépassé. Cette différence provient des charges liées au déménagement de l'ICF qui avoisinent les F 45'000. A noter que le déménagement a été couvert en très grande majorité par les reports de l'exercice alors qu'il n'était pas budgété.	
	45	Dédommagements de collectivités publiques	+ 36'000
		La différence positive de revenu provient de la facturation de nos contrôles sur les routes nationales. Nous avons finalement effectués plusieurs contrôles dans ce domaine qui sont en partie payés par la Confédération.	
02.09.11.00		SURVEILLANCE DES FONDATIONS ET DES INSTITUTIONS DE PREVOYANCE - SSF	
	3	Charges	- 144'766
	30	Charges de personnel	- 110'646
		Diminution des charges due à une diminution de l'effectif	
	4	Revenus	+ 591'699
	43	Recettes diverses	+ 603'159
	431	Le budget 2007 n'a pas été adapté au constat pratiqué en 2006 qui relevait une augmentation des recettes assez importante. De ce fait, les comptes 2007 enregistrent un supplément alors même qu'ils sont en faible augmentation par rapport aux comptes 2006.	+ 579'163
02.09.20.00		FONDS LOTERIE SUISSE À NUMÉROS	
	3	Charges	- 284'000
	35	Dédommagement à des collectivités publiques	- 119'000
	36	Subventions accordées	- 165'000
		Conformément à la décision du CE, le solde de ce fonds a été transféré au DES en date du 30 juin 2007 ce qui a stoppé l'enregistrement des charges liées à la gestion de ce fonds.	

	4 Revenus	- 284'000
	41 Patentes et concessions	- 317'369
	Du fait du transfert du fonds, la perception des patentes correspondantes a été limitée à 6 mois de l'année.	
	42 Revenus des biens	+ 361
	Des dividendes ont été perçus, à hauteur de Frs 361.	
	48 Prélèvements sur les financements spéciaux	+ 33'008
	Selon les termes du transfert d'activité du fonds, des prélèvements sur financements spéciaux ont été perçus, s'élevant à Frs 33'008.	
02.09.41.00	Caisse Centralisée	
	3 Charges	- 434'124
	30 Charges de personnel	- 465'759
	Seul un engagement d'agent spécialisé a été réalisé, ce qui a permis de générer une économie sur les charges de personnel.	
	31 Dépenses générales	+ 31'634
	Le dépassement correspond à des frais d'expertise technique pour les connexions à distance, prestation qui est pilotée par le CTI pour le compte du projet Caisse Centralisée. Ces frais ont été couverts par le report de crédit de 2006.	
02.09.45.00	SYSTÈME D'INFORMATION DES RESSOURCES HUMAINES - SIRH	
	30 Charges de personnel	- 34'109
	L'économie a été générée sur les traitements du personnel ainsi que sur les frais de formation liés au projet SIRH.	
	31 Dépenses générales	+ 27'625
	Dépassement sur étude de cadrage du déploiement de la gestion des postes.	

02.10.00.00	OFFICE CANTONAL DE LA STATISTIQUE	
30	Charges de personnel	+ 18'721
300	Autorités, commissions et juges	- 1'890
	Economie de Frs 1'890. La C2S3 ayant été supprimée, il n'y a plus de jetons de présence	
301	Traitements du personnel	- 57'744
	Les économies réalisées sur les postes des auxiliaires prévus pour effectuer l'enquête sur les logements vides, ainsi que le non-engagement de personnel auxiliaire ou engagements plus courts, ont pu compenser le versement d'une indemnité de décès et les effets de la décision du CE de doubler le pourcentage accordé pour les heures supplémentaires des cadres supérieurs.	
304	Caisse de pension et de prévoyance	+ 83'766
	Dépassement de Frs 84'820.-. Mise en compte, sans budget, du total des rattrapages à payer à la CIA (décision du Conseil d'Etat).	
31	Dépenses générales	- 127'716
310	Fournitures générales	- 22'046
	Diverses mesures d'économie ont permis de générer un gain au budget sur les dépenses de fournitures générales. On relèvera la suppression de divers supports pour les publications ou enquêtes "papier" de l'OCSTAT.	
317	Débours	- 24'119
	Ce type de frais a été particulièrement suivi, il en résulte une économie sur les différentes natures. On notera également que le strict respect de la spécialité qualitative suite aux remarques de l'ICF a généré des modifications de comptabilisation sur certains postes budgétaires.	
318	Honoraires, prestations de service de tiers	- 80'369
	Un strict contrôle des engagements a été appliqué tout au long de l'année. On relèvera particulièrement une diminution des frais d'affranchissements suite à la suppression de publications "papier" au profit d'Internet, mais également la prise en charge de l'enquête suisse sur la santé par le DES, comme principaux contributeurs à l'économie générée sur ce poste.	

	43	Recettes diverses	+ 54'099
	435	Ventes de marchandises	-25469
		Il s'agit des ventes d'informations statistiques et d'annuaires. Les ventes des publications de l'OCSTAT baissent sensiblement. Depuis 2007, la totalité des publications produites par l'office, sauf l'Annuaire statistique, est mise en ligne et téléchargeable sur Internet.	
	436	Dédommagements de tiers	+ 79'568
		Augmentation des recettes diverses de Frs 66'783.-. Encaissement non-budgété de Frs 40'000.- relatif au solde de la subvention Interreg IIIa pour l'Observatoire statistique transfrontalier. Encaissement de Frs 6'000.- de la Ville de Genève pour la participation de l'OCSTAT à l'audit urbain. Encaissement de Frs 18'400.- de l'Office fédéral de la statistique comme contribution à la tenue du registre des bâtiments et des logements. Encaissement en 2007 de l'indemnité 2006 et 2007.	
02.11.00.00		UNITE DES SYSTEMES D'INFORMATION - USI	
	3	Charges	- 696'080
	30	Charges de personnel	- 184'925
		Deux postes non renouvelés suite à leur départ courant 2007 au titre de l'efficience.	
	31	Dépenses générales	- 523'291
		Réduction significative du recours aux mandats de tiers au titre des évolutions de la CFI, combiné à un suivi très fin des consommables.	

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
02.00.00.00	FINANCES						
3	CHARGES	1.132.445.020,08		93.175.233	9,0	1.039.269.787	1.191.366.418,61
4	REVENUS		6.740.174.326,42	992.001.326	17,3	5.748.173.000	6.247.525.636,90
	COUVERTURE en F	5.607.729.306,34		898.826.093		4.708.903.213	5.056.159.218,29
	COUVERTURE en %	595,19%			42,1	553,10%	524,40%
02.01.02.00	SECRETARIAT GÉNÉRAL						
3	CHARGES	10.451.725,40		1.494.275	16,7	8.957.450	8.938.895,47
4	REVENUS		196.410,89	-624.489	-76,1	820.900	898.266,68
	COUVERTURE en F	-10.255.314,51		-2.118.765		-8.136.550	-8.040.628,79
	COUVERTURE en %	1,88%			-7,3	9,16%	10,05%
30	CHARGES DE PERSONNEL	4.006.371,28		2.277.848	131,8	1.728.523	3.092.364,65
309	FORMATION, RECRUTEMENT, DIV. CHARGES	28.996,60		28.997	ND		
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	4.876.630,13		-914.497	-15,8	5.791.127	4.225.251,67
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	459.000,00		150.000	48,5	309.000	309.000,00
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	309.000,00		0	0,0	309.000	309.000,00
338	PROVISIONS ET RÉSERVES	150.000,00		150.000	ND		
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	608.600,00		0	0,0	608.600	608.600,00
363	PROPRES ÉTABLISSEMENTS	608.600,00		0	0,0	608.600	608.600,00
0100	FONDATION EVE EDMOND KAISER (CRÈCHE HOFIN)	608.600,00		0	0,0	608.600	608.600,00
39	IMPUTATIONS INTERNES	501.123,99		-19.076	-3,7	520.200	703.679,15
42	REVENUS DES BIENS		108.000,00	0	0,0	108.000	108.000,00
43	RECETTES DIVERSES		77.125,87	-510.874	-86,9	588.000	789.489,59
439	DISSOLUTIONS ET PROVISIONS						10.187,00
49	IMPUTATIONS INTERNES		11.285,02	-113.615	-91,0	124.900	777,09

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
02.01.03.00	CAFETERIA						
3	CHARGES	313.804,87		-859.577	-73,3	1.173.382	1.193.221,96
4	REVENUS		13.052,15	-1.214.148	-98,9	1.227.200	987.660,85
	COUVERTURE en F	-300.752,72		-354.571		53.818	-205.561,11
	COUVERTURE en %	4,16%			-100,4	104,59%	82,77%
30	CHARGES DE PERSONNEL	313.804,87		12.555	4,2	301.250	329.664,08
31	DÉPENSES GÉNÉRALES			-772.132	-100,0	772.132	793.183,78
39	IMPUTATIONS INTERNES			-100.000	-100,0	100.000	70.374,10
43	RECETTES DIVERSES		13.052,15	-1.187.948	-98,9	1.201.000	987.315,05
49	IMPUTATIONS INTERNES			-26.200	-100,0	26.200	345,80
02.01.06.00	DIRECTION DU BUDGET DE L'ETAT ET DE LA PLANIFICATION FINANCIÈRE						
3	CHARGES						1.110.981,08
4	REVENUS						837,78
	COUVERTURE en F						-1.110.143,30
	COUVERTURE en %						0,08%
30	CHARGES DE PERSONNEL						1.062.995,75
31	DÉPENSES GÉNÉRALES						38.043,00
39	IMPUTATIONS INTERNES						9.942,33
43	RECETTES DIVERSES						800,00
49	IMPUTATIONS INTERNES						37,78
02.01.08.00	EXPÉDITION ET COURRIER						
3	CHARGES	1.508.197,42		-35.629	-2,3	1.543.826	2.436.932,14
4	REVENUS		3.594,06	-17.206	-82,7	20.800	274,34
	COUVERTURE en F	-1.504.603,36		18.423		-1.523.026	-2.436.657,80
	COUVERTURE en %	0,24%			-1,1	1,35%	0,01%
30	CHARGES DE PERSONNEL	1.121.060,18		5.550	0,5	1.115.510	1.794.449,62
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	69.992,85		-17.292	-19,8	87.285	312.535,20
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	241.781,00		0	0,0	241.781	240.000,00
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	241.781,00		0	0,0	241.781	240.000,00
39	IMPUTATIONS INTERNES	75.363,39		-23.887	-24,1	99.250	89.947,32

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
02.01.08.00	EXPÉDITION ET COURRIER (Suite)						
43	RECETTES DIVERSES		537,00	537	ND		
49	IMPUTATIONS INTERNES		3.057,06	-17.743	-85,3	20.800	274,34
02.02.00.00	ADMINISTRATION DES FINANCES DE L'ETAT						
3	CHARGES	7.779.845,07		682.522	9,6	7.097.323	11.790.217,20
4	REVENUS		1.947.812,42	1.653.212	561,2	294.600	74.988,03
	COUVERTURE en F	-5.832.032,65		970.690		-6.802.723	-11.715.229,17
	COUVERTURE en %	25,04%			20,9	4,15%	0,64%
30	CHARGES DE PERSONNEL	6.642.764,82		854.615	14,8	5.788.150	6.456.963,98
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	266.257,16		73.884	38,4	192.373	4.041.914,03
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES						98.000,00
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF						98.000,00
39	IMPUTATIONS INTERNES	870.823,09		-245.977	-22,0	1.116.800	1.193.339,19
42	REVENUS DES BIENS		1.263,35	1.263	ND		
43	RECETTES DIVERSES		53.234,44	50.734	NS	2.500	57.438,64
439	DISSOLUTIONS ET PROVISIONS						53.359,00
46	SUBVENTIONS ACQUISES		1.884.060,16	1.884.060	ND		
469	AUTRES SUBVENTIONS		1.884.060,16	1.884.060	ND		
49	IMPUTATIONS INTERNES		9.254,47	-282.846	-96,8	292.100	17.549,39
02.03.01.00	GESTION DE LA DETTE						
3	CHARGES	355.503.882,22		16.039.287	4,7	339.464.595	356.572.251,77
4	REVENUS		108.780.647,00	2.060.902	1,9	106.719.745	112.028.323,95
	COUVERTURE en F	-246.723.235,22		-13.978.385		-232.744.850	-244.543.927,82
	COUVERTURE en %	30,60%			-0,8	31,44%	31,42%
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	509.265,80		-111.563	-18,0	620.829	583.015,00
32	INTÉRÊTS PASSIFS ET FRAIS D'EMPRUNTS	354.994.177,78		16.150.412	4,8	338.843.766	355.989.236,77
321	DETTES À COURT TERME	13.620.170,07		-17.384.330	-56,1	31.004.500	13.792.487,35
322	DETTES À MOYEN ET LONG TERME	331.576.279,34		44.095.713	15,3	287.480.566	326.423.398,16
323	DETTES ENVERS DES ENTITÉS PARTIC.	5.708.130,08		-2.376.370	-29,4	8.084.500	4.746.750,40
328	FRAIS ET COÛTS FINANCIERS	1.571.309,69		-178.690	-10,2	1.750.000	1.856.678,58
329	AUTRES INTÉRÊTS PASSIFS	2.518.288,60		-8.005.911	-76,1	10.524.200	9.169.922,28

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
02.03.01.00	GESTION DE LA DETTE (Suite)						
39	IMPUTATIONS INTERNES	438,64		439	ND		
42	REVENUS DES BIENS						17.937,50
43	RECETTES DIVERSES						1.213.855,00
439	DISSOLUTIONS ET PROVISIONS						1.213.855,00
49	IMPUTATIONS INTERNES		108.780.647,00	2.060.902	1,9	106.719.745	110.796.531,45
02.03.02.00	GESTION DE LA TRÉSORERIE						
3	CHARGES	4.118.094,98		1.706.095	70,7	2.412.000	10.081.325,69
4	REVENUS		142.776.599,02	27.039.116	23,4	115.737.483	206.762.454,26
	COUVERTURE en F	138.658.504,04		25.333.021		113.325.483	196.681.128,57
	COUVERTURE en %	3.467,05%			NS	4.798,40%	2.050,95%
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	726.347,13		-80.653	-10,0	807.000	593.690,93
32	INTÉRÊTS PASSIFS ET FRAIS D'EMPRUNTS	588.684,93		-631.315	-51,7	1.220.000	1.475.257,77
320	ENGAGEMENTS COURANTS	363.015,79		-356.984	-49,6	720.000	1.297.093,21
321	DÉTTES À COURT TERME	225.669,14		-74.331	-24,8	300.000	178.164,56
329	AUTRES INTÉRÊTS PASSIFS			-200.000	-100,0	200.000	
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	2.400.077,82		2.395.078	NS	5.000	6.990.665,24
330	AMORTISSEMENTS DU PATRIMOINE FINANCIER	3.643,95		3.644	ND		
335	MOINS-VALUES NON RÉALISÉES SUR PLACEMENTS FINANCIERS						156,00
338	PROVISIONS ET RÉSERVES	31.632,30		31.632	ND		2.325.608,24
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	2.364.801,57		2.359.802	NS	5.000	4.664.901,00
35	DÉDOMMAGEMENTS À DES COLLECTIVITÉS PUBLIQUES						537.769,90
353	PROPRES ÉTABLISSEMENTS						537.769,90
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	158.703,20		158.703	ND		326.743,20
366	PERSONNES PHYSIQUES	158.703,20		158.703	ND		326.743,20
0103	REMISE DE COTISATIONS AVS	158.703,20		158.703	ND		326.743,20
39	IMPUTATIONS INTERNES	244.281,90		-135.718	-35,7	380.000	157.198,65
41	PATENTES ET CONCESSIONS		380.413,45	180.413	90,2	200.000	218.064,05
410	PATENTES		380.413,45	180.413	90,2	200.000	218.064,05
42	REVENUS DES BIENS		74.241.361,78	23.638.879	46,7	50.602.483	136.184.824,10
43	RECETTES DIVERSES		3.091.633,79	3.090.634	NS	1.000	5.560.225,11

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
02.03.02.00	GESTION DE LA TRÉSORERIE (Suite)						
439	DISSOLUTIONS ET PROVISIONS		3.007.940,54	3.007.941	ND		4.652.500,00
44	PARTS À DES RECETTES SANS AFFECTATION		65.063.190,00	129.190	0,2	64.934.000	64.799.341,00
440	PART À DES RECETTES FÉDÉRALES		65.063.190,00	129.190	0,2	64.934.000	64.799.341,00
02.03.03.00	OPÉRATION BANQUE CANTONALE ET FONDATION DE VALORISATION						
3	CHARGES	7.260.537,53		7.260.538	ND		22.982.982,80
4	REVENUS		6.867.251,50	6.867.252	ND		
	COUVERTURE en F	-393.286,03		-393.286			-22.982.982,80
	COUVERTURE en %	94,58%			94,6		
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	7.260.537,53		7.260.538	ND		22.982.982,80
338	PROVISIONS ET RÉSERVES	7.260.537,53		7.260.538	ND		22.982.982,80
43	RECETTES DIVERSES		6.867.251,50	6.867.252	ND		
439	DISSOLUTIONS ET PROVISIONS		6.867.251,50	6.867.252	ND		
02.03.05.00	OPÉRATION BANQUE CANTONALE ET FONDATION DE VALORISATION						
3	CHARGES	51.891.322,45		-120.108.678	-69,8	172.000.000	104.133.938,32
4	REVENUS		203.496.962,31	-53.503.038	-20,8	257.000.000	208.812.440,06
	COUVERTURE en F	151.605.639,86		66.605.640		85.000.000	104.678.501,74
	COUVERTURE en %	392,16%			242,7	149,42%	200,52%
35	DÉDOMMAGEMENTS À DES COLLECTIVITÉS PUBLIQUES	51.891.322,45		-120.108.678	-69,8	172.000.000	104.133.938,32
353	PROPRES ÉTABLISSEMENTS	51.891.322,45		-120.108.678	-69,8	172.000.000	104.133.938,32
43	RECETTES DIVERSES		203.496.962,31	-53.503.038	-20,8	257.000.000	208.812.440,06
439	DISSOLUTIONS ET PROVISIONS		131.891.322,45	-110.108.678	-45,5	242.000.000	184.133.938,32

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
02.03.06.00	CENTRE DE RECOUVREMENT ET DE CONTENTIEUX DE L'ETAT DE GENÈVE						
4	REVENUS		189.752,50	-2.270.248	-92,3	2.460.000	
	COUVERTURE en F	189.752,50		-2.270.248		2.460.000	
	COUVERTURE en %	ND					
42	REVENUS DES BIENS		189.752,50	-2.270.248	-92,3	2.460.000	
02.04.00.00	IMPÔTS ETAT						
3	CHARGES	525.663.358,20		183.180.687	53,5	342.482.671	509.328.461,59
4	REVENUS		6.268.164.508,31	1.016.301.213	19,4	5.251.863.295	5.709.401.133,96
	COUVERTURE en F	5.742.501.150,11		833.120.526		4.909.380.624	5.200.072.672,37
	COUVERTURE en %	1.192,43%			-341,0	1.533,47%	1.120,97%
32	INTÉRÊTS PASSIFS ET FRAIS D'EMPRUNTS	7.484.392,44		284.392	3,9	7.200.000	8.878.733,57
320	ENGAGEMENTS COURANTS	506,05		506	ND		24.606,50
329	AUTRES INTÉRÊTS PASSIFS	7.483.886,39		283.886	3,9	7.200.000	8.854.127,07
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	273.518.421,24		163.518.421	148,7	110.000.000	278.177.386,13
338	PROVISIONS ET RÉSERVES	154.598.112,15		99.598.112	181,1	55.000.000	131.648.206,60
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	118.920.309,09		63.920.309	116,2	55.000.000	146.529.179,53
34	PARTS ET CONTRIBUTIONS SANS AFFECTATION	230.257.237,73		19.305.738	9,2	210.951.500	207.695.620,38
340	PART DES COMMUNES AUX RECETTES	45.212,00		45.212	ND		-248.695,10
341	CONTRIBUTIONS À DES COMMUNES	225.895,05		225.895	ND		223.616,35
342	PART DES COMMUNES AUX IMPÔTS SPÉCIAUX	-129.395,00		-129.395	ND		54.568,40
343	PART DES COMMUNES TAXES ASSUR. INC.	3.159.071,60		79.072	2,6	3.080.000	3.077.477,03
344	PART POMPIERS TAXES D'ASSURANCE CONTRE L'INCENDIE	3.159.071,59		79.072	2,6	3.080.000	3.077.477,03
346	COMP. FIN. AUX COMMUNES FRANÇAISES	177.934.555,00		6.273.055	3,7	171.661.500	159.094.601,55
347	PART DES COMM. À L'IMPÔT S/ LA DISSOLUTION DES RÉSERVES ET PROVISIONS	-70.439,80		-70.440	ND		-177.562,20
349	AUTRES PARTS	45.933.267,29		12.803.267	38,6	33.130.000	42.594.137,32
39	IMPUTATIONS INTERNES	14.403.306,79		72.136	0,5	14.331.171	14.576.721,51
40	IMPÔTS		5.529.898.222,31	752.472.222	15,8	4.777.426.000	5.077.935.120,97
400	IMPÔTS SUR LE REVENU ET LA FORTUNE		3.693.382.247,47	480.682.247	15,0	3.212.700.000	3.225.599.597,53
11	IMPÔTS SUR LE REVENU (PP) AS-AFC		2.178.484.604,49	271.684.604	14,2	1.906.800.000	1.883.524.351,33
12	IMPÔT SUPPLÉMENTAIRE SUR LE REVENU (PP) AS-AFC		150,00	150	ND		1.506,60
13	CENTIMES ADDITIONNELS ORDINAIRES SUR LE REVENU (PP) AS-AFC		1.053.917.979,94	131.417.980	14,2	922.500.000	908.847.373,10

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
02.04.00.00	IMPÔTS ETAT (Suite)						
21	IMPÔTS SUR LA FORTUNE (PP) AS-AFC		268.771.958,91	45.671.959	20,5	223.100.000	252.028.990,80
22	IMPÔTS SUPPLÉMENTAIRES SUR LA FORTUNE (PP) AS-AFC		61.852.506,09	9.752.506	18,7	52.100.000	58.959.410,95
23	CENTIMES ADDITIONNELS ORDINAIRES SUR LA FORTUNE (PP) AS-AFC		130.355.048,04	22.155.048	20,5	108.200.000	122.237.964,75
401	IMPÔTS SUR LE BÉNÉFICE ET CAPITAL		1.246.104.568,93	179.904.569	16,9	1.066.200.000	1.315.368.476,34
11	IMPÔTS SUR LE BÉNÉFICE (PM) AS-AFC		524.609.775,42	62.109.775	13,4	462.500.000	582.541.814,09
13	CENTIMES ADDITIONNELS ORDINAIRES SUR LE BÉNÉFICE (PM) AS-AFC		463.504.038,09	54.204.038	13,2	409.300.000	514.227.270,20
15	CENTIMES ADDITIONNELS SUR LE BÉNÉFICE - HALLE 6 AS-AFC		5.115.035,39	515.035	11,2	4.600.000	5.695.348,65
21	IMPÔTS SUR LE CAPITAL (PM)		141.665.104,71	35.365.105	33,3	106.300.000	119.276.662,25
23	CENTIMES ADDITIONNELS ORDINAIRES SUR LE CAPITAL (PM) AS-AFC		109.784.868,90	27.384.869	33,2	82.400.000	92.436.109,95
25	CENTIMES ADDITIONNELS SUR LE CAPITAL - HALLE 6 AS-AFC		1.425.746,42	325.746	29,6	1.100.000	1.191.271,20
402	IMPÔTS FONCIERS		144.007.621,60	36.007.622	33,3	108.000.000	102.802.466,10
01	IMPÔTS IMMOBILIERS COMPLÉMENTAIRES AS-AFC		144.007.621,60	36.007.622	33,3	108.000.000	102.802.466,10
403	IMPÔTS SPÉCIAUX		67.518.617,95	7.518.618	12,5	60.000.000	70.808.675,45
01	IMPÔT SPÉCIAL SUR BÉNÉFICES IMMOBILIERS AS-AFC		68.685.025,00	8.685.025	14,5	60.000.000	70.971.750,55
02	IMPÔT SPÉCIAL SUR BÉNÉFICES D'ALIÉNATION DE REMISES, DE LIQUIDATIONS DE CERTAINES ENTREPRISES AS-AFC		-856.814,90	-856.815	ND		537.593,05
03	IMPÔTS SUR PRODUIT DE DISSOLUTION DES RÉSERVES ET PROVISIONS AS-AFC		-309.592,15	-309.592	ND		-700.668,15
404	PRODUIT DE L'ENREGISTREMENT ET DU TIMBRE		184.392.381,32	22.386.381	13,8	162.006.000	178.190.701,24
01	ENREGISTREMENTS DES ACTES AS-AFC		159.076.737,32	13.234.737	9,1	145.842.000	155.483.600,69
02	CENTIMES ADDITIONNELS SUR L'ENREGISTREMENT AS-AFC		23.704.369,75	9.028.370	61,5	14.676.000	21.030.340,55
11	TIMBRES AS-AFC		1.611.274,25	123.274	8,3	1.488.000	1.676.760,00
405	PRODUIT DES SUCCESSIONS		98.453.470,94	23.853.471	32,0	74.600.000	95.415.287,33
01	SUCCESSIONS AS-AFC		73.926.486,94	38.326.487	107,7	35.600.000	55.598.750,95
02	CENTIMES ADDITIONNELS SUR LES SUCCESSIONS AS-AFC		39.889.908,00	889.908	2,3	39.000.000	45.588.107,40
13	ACOMPTES SUCCESSIONS AS-AFC		-15.362.924,00	-15.362.924	ND		-5.771.571,02
406	AUTRES IMPÔTS CANTONAUX		96.039.314,10	2.119.314	2,3	93.920.000	89.749.916,98
06	TAXES SUR LES COMPAGNIES D'ASSURANCES CONTRE L'INCENDIE		7.897.678,98	197.679	2,6	7.700.000	7.693.692,57
10	IMPÔTS SUR LES CHIENS		567.123,45	-82.877	-12,8	650.000	609.100,70
11	FONDS DES ÉPIZOOTIES		62.600,00	-7.400	-10,6	70.000	67.324,00
13	IMPÔTS AUTOS		87.511.911,67	2.011.912	2,4	85.500.000	81.379.799,71
42	REVENUS DES BIENS		45.249.368,55	19.739.369	77,4	25.510.000	28.266.537,94
43	RECETTES DIVERSES		130.979.663,30	58.744.663	81,3	72.235.000	161.725.365,98
439	DISSOLUTIONS ET PROVISIONS		110.707.112,15	55.707.112	101,3	55.000.000	138.685.064,60

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
02.04.00.00	IMPÔTS ETAT (Suite)						
44	PARTS À DES RECETTES SANS AFFECTATION		497.347.059,49	169.014.764	51,5	328.332.295	383.209.266,38
440	PART À DES RECETTES FÉDÉRALES		425.829.817,16	162.145.817	61,5	263.684.000	319.058.649,53
442	PART À L'IMPÔT ANTICIPÉ		12.205.724,00	4.205.724	52,6	8.000.000	11.119.083,00
445	PART DES COMM. GEN. À LA COMP. FIN. EN FAVEUR DES COMM. FRONT. FRANC.		59.311.518,33	2.663.223	4,7	56.648.295	53.031.533,85
45	DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES		64.690.194,66	16.330.195	33,8	48.360.000	58.264.842,69
452	COMMUNES		64.690.194,66	16.330.195	33,8	48.360.000	58.264.842,69
02.05.00.00	PERSONNEL ETAT						
3	CHARGES	54.516.001,97		2.574.241	5,0	51.941.761	50.863.149,61
4	REVENUS		4.720.177,38	-2.738.823	-36,7	7.459.000	6.019.282,49
	COUVERTURE en F	-49.795.824,59		-5.313.064		-44.482.761	-44.843.867,12
	COUVERTURE en %	8,66%			-5,7	14,36%	11,83%
30	CHARGES DE PERSONNEL	49.540.475,42		-1.362.725	-2,7	50.903.200	50.205.579,64
307	PRESTATIONS AUX RETRAITÉS	46.337.898,75		-396.301	-0,8	46.734.200	46.799.458,60
309	FORMATION, RECRUTEMENT, DIV. CHARGES	3.152.919,57		-1.006.080	-24,2	4.159.000	3.406.121,04
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	918.464,65		-120.096	-11,6	1.038.561	657.569,97
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	4.057.061,90		4.057.062	ND		
338	PROVISIONS ET RÉSERVES	4.057.061,90		4.057.062	ND		
43	RECETTES DIVERSES		4.517.923,38	-2.681.077	-37,2	7.199.000	5.810.088,49
439	DISSOLUTIONS ET PROVISIONS			-2.700.000	-100,0	2.700.000	1.608.461,34
46	SUBVENTIONS ACQUISES		202.254,00	-57.746	-22,2	260.000	209.194,00
469	AUTRES SUBVENTIONS		202.254,00	-57.746	-22,2	260.000	209.194,00
02.06.00.00	OFFICE DU PERSONNEL DE L'ETAT - OPE						
3	CHARGES	13.635.598,96		-1.114.972	-7,6	14.750.571	12.616.798,58
4	REVENUS		155.499,72	-248.050	-61,5	403.550	17.072,58
	COUVERTURE en F	-13.480.099,24		866.922		-14.347.021	-12.599.726,00
	COUVERTURE en %	1,14%			-1,6	2,74%	0,14%
30	CHARGES DE PERSONNEL	12.469.767,12		-761.003	-5,8	13.230.770	11.416.108,73
309	FORMATION, RECRUTEMENT, DIV. CHARGES	259,90		260	ND		
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	145.093,54		-99.057	-40,6	244.151	163.305,09

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
02.06.00.00	OFFICE DU PERSONNEL DE L'ETAT - OPE (Suite)						
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	21.000,00		0	0,0	21.000	21.000,00
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	21.000,00		0	0,0	21.000	21.000,00
39	IMPUTATIONS INTERNES	999.738,30		-254.912	-20,3	1.254.650	1.016.384,76
43	RECETTES DIVERSES		136.101,50	61.102	81,5	75.000	11.104,90
49	IMPUTATIONS INTERNES		19.398,22	-309.152	-94,1	328.550	5.967,68
02.07.00.00	CENTRALE COMMUNE D'ACHATS						
3	CHARGES	4.455.586,23		-135.280	-2,9	4.590.866	4.785.518,44
4	REVENUS		35.182,08	-230.018	-86,7	265.200	56.113,82
	COUVERTURE en F	-4.420.404,15		-94.738		-4.325.666	-4.729.404,62
	COUVERTURE en %	0,79%			-5,0	5,78%	1,17%
30	CHARGES DE PERSONNEL	3.620.019,80		131.270	3,8	3.488.750	3.971.078,85
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	52.406,59		-47.459	-47,5	99.866	53.755,05
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES			-12.000	-100,0	12.000	369,61
330	AMORTISSEMENTS DU PATRIMOINE FINANCIER						369,60
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF			-12.000	-100,0	12.000	
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES						0,01
39	IMPUTATIONS INTERNES	783.159,84		-207.090	-20,9	990.250	760.314,93
42	REVENUS DES BIENS		16.445,55	11.446	228,9	5.000	43.503,00
43	RECETTES DIVERSES		12.963,35	12.963	ND		
49	IMPUTATIONS INTERNES		5.773,18	-254.427	-97,8	260.200	12.610,82
02.08.00.00	ADMINISTRATION FISCALE CANTONALE						
3	CHARGES	70.512.741,29		4.803.446	7,3	65.709.295	68.355.272,83
4	REVENUS		693.298,22	-1.361.652	-66,3	2.054.950	4.959,93
	COUVERTURE en F	-69.819.443,07		-6.165.098		-63.654.345	-68.350.312,90
	COUVERTURE en %	0,98%			-2,1	3,13%	0,01%
30	CHARGES DE PERSONNEL	54.460.835,85		-203.124	-0,4	54.663.960	52.058.083,23
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	3.809.311,34		1.058.277	38,5	2.751.034	3.071.867,31
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	3.554.601,00		0	0,0	3.554.601	4.816.412,00

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
02.08.00.00	ADMINISTRATION FISCALE CANTONALE (Suite)						
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	3.554.601,00		0	0,0	3.554.601	4.816.412,00
39	IMPUTATIONS INTERNES	8.687.993,10		3.948.293	83,3	4.739.700	8.408.910,29
43	RECETTES DIVERSES		642.679,55	635.680	NS	7.000	424,35
44	PARTS À DES RECETTES SANS AFFECTATION			-1.700.000	-100,0	1.700.000	
440	PART À DES RECETTES FÉDÉRALES			-1.700.000	-100,0	1.700.000	
49	IMPUTATIONS INTERNES		50.618,67	-297.331	-85,5	347.950	4.535,58
02.09.01.00	COMMISSION EXTERNE D'ÉVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES						
3	CHARGES	544.055,94		-186.857	-25,6	730.913	623.368,08
4	REVENUS						16.140,00
	COUVERTURE en F	-544.055,94		186.857		-730.913	-607.228,08
	COUVERTURE en %						2,59%
30	CHARGES DE PERSONNEL	452.615,74		-58.694	-11,5	511.310	471.447,80
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	90.997,60		-128.605	-58,6	219.603	151.339,03
39	IMPUTATIONS INTERNES	442,60		443	ND		581,25
43	RECETTES DIVERSES						16.140,00
439	DISSOLUTIONS ET PROVISIONS						16.140,00
02.09.10.00	INSPECTION CANTONALE DES FINANCES - ICF						
3	CHARGES	3.550.936,69		-432.036	-10,8	3.982.973	3.675.791,59
4	REVENUS		82.146,00	19.896	32,0	62.250	4.556,05
	COUVERTURE en F	-3.468.790,69		451.932		-3.920.723	-3.671.235,54
	COUVERTURE en %	2,31%			0,8	1,56%	0,12%
30	CHARGES DE PERSONNEL	3.298.448,55		-384.601	-10,4	3.683.050	3.450.682,05
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	137.421,79		5.949	4,5	131.473	80.316,35
39	IMPUTATIONS INTERNES	115.066,35		-53.384	-31,7	168.450	144.793,19
43	RECETTES DIVERSES		28.146,00	28.146	ND		
45	DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES		54.000,00	36.000	200,0	18.000	
450	CONFÉDÉRATION		54.000,00	36.000	200,0	18.000	

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
02.09.10.00	INSPECTION CANTONALE DES FINANCES - ICF (Suite)						
49	IMPUTATIONS INTERNES			-44.250	-100,0	44.250	4.556,05
02.09.11.00	SURVEILLANCE DES FONDATIONS ET INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE						
3	CHARGES	1.065.010,30		-144.766	-12,0	1.209.776	1.089.281,46
4	REVENUS		1.571.075,81	591.699	60,4	979.377	1.425.388,01
	COUVERTURE en F	506.065,51		736.465		-230.399	336.106,55
	COUVERTURE en %	147,52%			66,6	80,96%	130,86%
30	CHARGES DE PERSONNEL	989.374,31		-110.646	-10,1	1.100.020	1.030.624,29
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	46.061,80		-18.494	-28,6	64.556	24.791,75
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES						1.906,85
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES						1.906,85
39	IMPUTATIONS INTERNES	29.574,19		-15.626	-34,6	45.200	31.958,57
42	REVENUS DES BIENS						3,25
43	RECETTES DIVERSES		1.570.685,80	603.159	62,3	967.527	1.425.370,45
49	IMPUTATIONS INTERNES		390,01	-11.460	-96,7	11.850	14,31
02.09.20.00	FONDS LOTERIE SUISSE À NUMÉROS						
3	CHARGES	192.000,00		-284.000	-59,7	476.000	477.840,65
4	REVENUS		192.000,00	-284.000	-59,7	476.000	477.840,65
	COUVERTURE en F						
	COUVERTURE en %	100,00%				100,00%	100,00%
35	DÉDOMMAGEMENTS À DES COLLECTIVITÉS PUBLIQUES			-119.000	-100,0	119.000	101.240,65
351	CANTONS			-119.000	-100,0	119.000	101.240,65
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	192.000,00		-165.000	-46,2	357.000	376.600,00
365	INSTITUTIONS PRIVÉES	192.000,00		-165.000	-46,2	357.000	376.600,00
0104	PRÉSTATIONS DU FONDS DE LA LOTERIE SUISSE À NUMÉROS	192.000,00		-165.000	-46,2	357.000	376.600,00
41	PATENTES ET CONCESSIONS		158.630,68	-317.369	-66,7	476.000	404.962,55
410	PATENTES		158.630,68	-317.369	-66,7	476.000	404.962,55
42	REVENUS DES BIENS		360,95	361	ND		
48	PRÉLÈVEMENTS SUR LES FINANCEMENTS SPÉCIAUX		33.008,37	33.008	ND		72.878,10

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
02.09.20.00	FONDS LOTERIE SUISSE À NUMÉROS (Suite)						
480	PRÉLÈVEMENTS SUR FINANCEMENTS SPÉCIAUX		33.008,37	33.008	ND		72.878,10
02.09.40.00	COMPTABILITÉ FINANCIÈRE INTEGRÉE						
3	CHARGES						8.904.789,56
4	REVENUS						150.546,00
	COUVERTURE en F						-8.754.243,56
	COUVERTURE en %						1,69%
30	CHARGES DE PERSONNEL						2.718.967,18
309	FORMATION, RECRUTEMENT, DIV. CHARGES						2.302.149,98
31	DÉPENSES GÉNÉRALES						501.579,72
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES						4.718.000,00
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF						4.718.000,00
39	IMPUTATIONS INTERNES						966.242,66
43	RECETTES DIVERSES						150.546,00
439	DISSOLUTIONS ET PROVISIONS						150.546,00
02.09.41.00	CAISSE CENTRALISÉE						
3	CHARGES	182.085,80		-434.124	-70,5	616.210	
	COUVERTURE en F	-182.085,80		434.124		-616.210	
	COUVERTURE en %						
30	CHARGES DE PERSONNEL	150.451,40		-465.759	-75,6	616.210	
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	31.634,40		31.634	ND		
02.09.42.00	GE-PILOTE						
3	CHARGES						938.605,87
	COUVERTURE en F						-938.605,87
	COUVERTURE en %						
30	CHARGES DE PERSONNEL						739.751,30
31	DÉPENSES GÉNÉRALES			0			196.786,07
39	IMPUTATIONS INTERNES						2.068,50

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
02.09.45.00	SYSTÈME D'INFORMATION RESSOURCE HUMAINE (SIRH)						
3	CHARGES	3.092.127,10		-1.099	0,0	3.093.226	2.783.236,38
4	REVENUS		1.446,16	-22.104	-93,9	23.550	67.116,78
	COUVERTURE en F	-3.090.680,94		-21.005		-3.069.676	-2.716.119,60
	COUVERTURE en %	0,05%			-0,7	0,76%	2,41%
30	CHARGES DE PERSONNEL	1.505.841,47		-34.109	-2,2	1.539.950	1.672.173,10
309	FORMATION, RECRUTEMENT, DIV. CHARGES	388.494,37		-11.506	-2,9	400.000	391.826,45
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	102.401,20		27.625	36,9	74.776	77.559,35
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	1.211.549,12		64.549	5,6	1.147.000	789.000,00
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	1.147.000,00		0	0,0	1.147.000	789.000,00
338	PROVISIONS ET RÉSERVES	64.549,12		64.549	ND		
39	IMPUTATIONS INTERNES	272.335,31		-59.165	-17,8	331.500	244.503,93
43	RECETTES DIVERSES						66.987,00
439	DISSOLUTIONS ET PROVISIONS						66.987,00
49	IMPUTATIONS INTERNES		1.446,16	-22.104	-93,9	23.550	129,78
02.10.00.00	OFFICE CANTONAL DE LA STATISTIQUE						
3	CHARGES	4.856.820,02		-132.761	-2,7	4.989.581	4.662.391,96
4	REVENUS		283.211,25	23.311	9,0	259.900	318.989,50
	COUVERTURE en F	-4.573.608,77		156.072		-4.729.681	-4.343.402,46
	COUVERTURE en %	5,83%			0,6	5,21%	6,84%
30	CHARGES DE PERSONNEL	4.150.921,05		18.721	0,5	4.132.200	3.979.876,20
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	579.815,07		-127.716	-18,1	707.531	544.268,96
39	IMPUTATIONS INTERNES	126.083,90		-23.766	-15,9	149.850	138.246,80
42	REVENUS DES BIENS		4,15	4	ND		
43	RECETTES DIVERSES		154.598,85	54.099	53,8	100.500	198.989,50
46	SUBVENTIONS ACQUISES		120.000,00	0	0,0	120.000	120.000,00
462	COMMUNES		120.000,00	0	0,0	120.000	120.000,00
49	IMPUTATIONS INTERNES		8.608,25	-30.792	-78,2	39.400	

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
02.11.00.00	UNITÉ DES SYSTÈMES D'INFORMATION (USI)						
3	CHARGES	11.351.287,64		-696.080	-5,8	12.047.368	3.021.165,58
4	REVENUS		3.699,64	-41.500	-91,8	45.200	1.251,18
	COUVERTURE en F	-11.347.588,00		654.580		-12.002.168	-3.019.914,40
	COUVERTURE en %	0,03%			-0,3	0,38%	0,04%
30	CHARGES DE PERSONNEL	3.341.125,47		-184.925	-5,2	3.526.050	2.851.683,53
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	2.234.827,00		-523.291	-19,0	2.758.118	36.204,50
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	4.834.827,62		17.828	0,4	4.817.000	
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	4.817.000,00		0	0,0	4.817.000	
338	PROVISIONS ET RÉSERVES	17.827,62		17.828	ND		
39	IMPUTATIONS INTERNES	940.507,55		-5.692	-0,6	946.200	133.277,55
43	RECETTES DIVERSES		496,00	-17.504	-97,2	18.000	963,70
49	IMPUTATIONS INTERNES		3.203,64	-23.996	-88,2	27.200	287,48

Récapitulation du département INSTRUCTION PUBLIQUE

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
03.00.00.00	INSTRUCTION PUBLIQUE						
3	CHARGES	2.288.971.559,43		508.773.295	28,6	1.780.198.264	2.223.328.515,58
4	REVENUS		611.511.485,32	501.407.504	455,4	110.103.981	604.294.541,72
	COUVERTURE en F	-1.677.460.074,11		-7.365.791		-1.670.094.283	-1.619.033.973,86
	COUVERTURE en %	26,72%			20,5	6,18%	27,18%
30	CHARGES DE PERSONNEL	1.018.229.157,71		9.480.586	0,9	1.008.748.572	995.772.187,05
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	40.795.691,74		-3.185.616	-7,2	43.981.308	42.714.373,25
32	INTÉRÊTS PASSIFS ET FRAIS D'EMPRUNTS						559,00
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	29.405.904,15		398.594	1,4	29.007.310	28.944.013,17
35	DÉDOMMAGEMENTS À DES TIERS	5.373.753,45		190.753	3,7	5.183.000	4.782.853,65
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	590.552.209,59		10.279.236	1,8	580.272.974	563.861.614,04
37	SUBVENTIONS REDISTRIBUÉES	528.137.468,49		525.802.468	NS	2.335.000	499.232.493,75
39	IMPUTATIONS INTERNES	76.477.374,30		-34.192.726	-30,9	110.670.100	88.020.421,67
42	REVENUS DES BIENS		68.909,20	35.079	103,7	33.830	119.695,21
43	RECETTES DIVERSES		29.638.988,83	-233.512	-0,8	29.872.501	30.034.230,69
45	DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES		5.291.840,35	-421.860	-7,4	5.713.700	4.870.550,50
46	SUBVENTIONS ACQUISES		44.334.015,45	-763.885	-1,7	45.097.900	68.377.708,82
47	SUBVENTIONS À REDISTRIBUER		528.137.468,49	525.802.468	NS	2.335.000	499.232.493,75
49	IMPUTATIONS INTERNES		4.040.263,00	-23.010.787	-85,1	27.051.050	1.659.862,75

03. INSTRUCTION PUBLIQUE

FONCTIONNEMENT

En 2007, les dépenses de personnel du DIP se sont élevées à F 1'018.2 mios, soit **F 9.5 mios** au dessus du budget (+0.94%). Le dépassement est à mettre en lien avec les deux éléments majeurs suivants :

- **Rappels CIA (F 6.1 mios).**
La décision a été prise de payer en une fois les rappels CIA après un calcul mettant en évidence l'avantage financier de cette démarche par rapport à l'ancienne qui reposait sur un lissage sur cinq ans du rattrapage et qui entraînait des frais d'intérêt plus importants. Cette décision a reçu l'accord de la commission des finances le 19 décembre 2007.
- **Réévaluation de fonction des enseignant-e-s du primaire (F 3.5 mios).**
Une demande de dépassement de crédit pour ce montant a été acceptée par la Commission des finances le 12 mars 2008. Elle concerne le montant couvrant la réévaluation de fonction des enseignant-e-s du primaire qui a été retiré du budget du DIP, mais dont la compensation se trouve dans la loi établissant le budget administratif de l'Etat de Genève pour l'exercice 2007.

On constate par ailleurs un disponible sur les dépenses générales, qui concerne en premier lieu le transport d'élèves à l'Office de la jeunesse (F 0.65 mio), ainsi que les fournitures et les indemnités aux intervenants.

Quant aux recettes, on note qu'elles ont été légèrement inférieures au budget (- 1.7%, hors subventions à redistribuer et imputation internes, soit F 1.4 mio). Cet écart s'explique notamment par des frais de pension et des dédommagement des autres cantons inférieurs à ceux prévus. Les subventions reçues de la Confédération sont également en dessous de ce qui était escompté.

Le tableau détaillé des subventions par domaine d'activités figure à la fin du présent document.

Le DIP explicite ci-après les écarts les plus significatifs de ses comptes 2007.

Légende du tableau : les rubriques commençant par :

3xx (charges) : + = dépassement / - = non dépense

4xx (revenus) : + = excédent / - = déficit

03.11.00.00

SECRETARIAT GENERAL

301

Traitements du personnel

1'034'683

Le dépassement est expliqué par les réallocations internes au SG (pour le renforcement du système de contrôle interne, de la gestion de projets stratégiques, des affaires juridiques, etc.), en référence au nouvel organigramme du DIP, par l'engagement de personnel auxiliaire pour le remplacement d'absences maladie de longue durée, par des mandats du SG (p. ex. commission externe en charge de l'élaboration du projet de loi sur l'Université), et par le versement unique de l'indexation complémentaire de 0.2% en 2007.

Ce dépassement est à mettre en relation avec la réorganisation des services généraux du DIP et la suppression des ex-SAFS. La nouvelle organisation a en effet généré un disponible qui compense en partie le dépassement (cf. rubrique 301 ex-SAFS).

Par ailleurs, les maladies longues durées ont également généré des revenus (remboursements des assurances), compensant ainsi les frais de remplacement (cf. rubrique 43).

304	Caisse de pensions & prévoyance Le dépassement est dû pour moitié au versement unique en 2007 du montant des rappels CIA en cours. Cette opération a fait l'objet d'une demande en autorisation de dépassement de crédit, votée par la commission des finances en décembre 2007.	438'151
31	Dépenses générales Des dépenses ont été moins importantes que prévues, notamment pour les frais de justice et d'expertise et pour l'organisation d'expositions. Certaines dépenses ont par ailleurs été limitées (frais de déplacement, impression de documents, frais d'affranchissement, frais de photocopies), par souci d'économie et également en raison de publications non réalisées cette année et d'enquêtes menées par entretiens plutôt que par questionnaires.	- 170'044
331	Amortissements ordinaires du patrimoine administratif Le budget est centralisé aux ex-SAFS pour l'ensemble des services généraux.	26'000
361	Cantons Les dépenses au titre de participation du canton de Genève aux conférences intercantionales et autres contributions intercantionales ont été inférieures aux prévisions budgétaires.	- 99'642
36506801	Contribution à la promotion de la paix Le nombre de dossiers reçus et les montants effectivement payés dans le champ de la promotion de la paix et des droits de l'Homme et présentant un impact pédagogique sur la population scolaire ont été inférieurs aux prévisions.	- 55'827
36509601	Coopération transfrontalière Deux tiers du budget ont été dépensés dans le cadre de projets régionaux et transfrontaliers pour la jeunesse, principalement dans le domaine des arts de la scène et de la musique. Le non-dépensé s'explique par le fait qu'un certain nombre de projets sont dorénavant financés directement par le budget du Conseil du Léman. D'une manière générale, il y a eu en 2008 moins de projets auxquels le CRFG a accordé un financement.	- 43'075
36509801	Subventions ponctuelles En 2007, seules quatre aides financières ont été octroyées pour des projets par le biais de cette ligne générique. Les demandes ont été moins importantes que les années antérieures.	- 76'500
43	Recettes diverses	222'764

Ces recettes s'expliquent par les remboursements d'assurances (maladie, maternité, AI). Par définition, les prévisions dans ce domaine sont complexes car ces événements sont peu prévisibles.
En 2007, ces remboursements ont été supérieurs au budget.

03.12.00.00

(EX-) SERVICES ADMINISTRATIFS ET FINANCIERS

301	Traitements du personnel Dans le cadre des plans de mesures (centralisation des finances), les effectifs des ex-SAFS ont diminué générant des gains d'efficacité. La suppression de la Direction Générale des ex-SAFS et la réorganisation du service a ainsi induit un décalage des engagements et le processus doit encore être achevé. Ceci explique le disponible constaté.	- 338'373
304	Caisse de pensions & prévoyance Le dépassement est dû au versement unique en 2007 du montant des rappels CIA en cours. Cette opération a fait l'objet d'une demande en autorisation de dépassement de crédit, votée par la commission des finances en décembre 2007. Le dépassement est entièrement compensé sur la totalité des charges de personnel (rubrique 30).	58'895
309	Formation, recrutement, div. Charges Le disponible s'explique par le regroupement du budget sur les ex-SAFS, pour l'année 2007 et la ventilation des charges de formation sur les services utilisateurs.	- 70'987
31	Dépenses générales La réorganisation des ex-SAFS et les déménagements relatifs ont freiné le rythme habituel des dépenses.	- 68'608
331	Amortissements ordinaire du patrimoine administratif Le budget est centralisé aux ex-SAFS pour l'ensemble des services généraux.	- 26'000
43	Recettes diverses L'écart s'explique par les remboursements d'assurances (maladie, maternité, AI). Par définition, les prévisions dans ce domaine sont complexes car ces événements sont peu prévisibles. En 2007, ces remboursements ont été inférieurs au budget.	- 65'953
451	Cantons Les 3% de l'impôt à la source prélevés ont été enregistrés à l'OPE suite au transfert du service des paies au DF.	- 400'000
469	Autres subventions Il s'agit ici essentiellement des retours de subventions. Le budget de cette rubrique est centralisé aux ex-SAFS mais les revenus sont imputés dans les unités concernées (cf. rubrique 469 de l'OFPC, pour F 1.9 mio).	- 1'000'000

03.21.00.00

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE

- | | | |
|------------|---|-----------|
| 301 | <p>Traitements du personnel</p> <p>Il a été nécessaire d'engager des éducateurs pour augmenter la capacité d'accueil de l'enseignement spécialisé et pour les nouvelles écoles du réseau d'enseignement prioritaire (REP).
Il a fallu en outre intégrer au sein de l'enseignement spécialisé les éducateurs et collaborateurs en Langue des signes de l'institution privée Espace Vincy qui a fermé ses portes en cours d'année.
Par ailleurs, comme en 2006, des ressources d'auxiliaires ont dû être affectées à l'Ecole climatique de Boveau afin de respecter les normes du Département fédéral de justice et police.
Enfin, une partie du dépassement est également expliquée par le versement unique de l'indexation complémentaire de 0.2% en 2007.</p> | 1'816'445 |
| 302 | <p>Traitement du corps enseignant</p> <p>Le montant couvrant la réévaluation de fonction des enseignant-e-s du primaire a été retiré du budget du DIP, mais la compensation se trouve dans la loi établissant le budget administratif de l'Etat de Genève pour l'exercice 2007. Concernant cette réévaluation, une demande de dépassement de crédit de F 3.5 mio a été acceptée par la Commission des finances en mars 2008.
Par ailleurs, il a été nécessaire d'engager des enseignants pour les six écoles du réseau d'enseignement prioritaire (REP).
Enfin, une partie du dépassement est expliquée par le versement unique de l'indexation complémentaire de 0.2% en 2007.
Le dépassement représente 1% du budget.</p> | 2'703'190 |
| 304 | <p>Caisse de pension et de prévoyance</p> <p>Le dépassement est dû pour moitié au versement unique en 2007 du montant des rappels CIA en cours (hors réévaluation collective du personnel enseignant). Cette opération a fait l'objet d'une demande en autorisation de dépassement de crédit, votée par la commission des finances en décembre 2007.</p> | 2'829'292 |
| 307 | <p>Prestations aux retraités</p> <p>Suite à l'augmentation de l'âge légal de la retraite des femmes, des prestations complémentaires ont dû être versées entre la fin de l'activité professionnelle (à 62 ans) et le nouvel âge légal de la retraite (64 ans). Ces demandes sont intervenues dans le courant de l'année et n'étaient pas encore connues au moment de l'élaboration du budget 2007.</p> | 95'877 |
| 330 | <p>Amortissement du patrimoine financier</p> <p>Cela concerne la nature perte comptable sur stock. Il s'agit d'une écriture de correction entre le coût moyen d'un article et son coût réel.</p> | 43'364 |

338	Provisions Il s'agit d'une provision pour débiteurs relative à l'école climatique de Boveau. Cette écriture est générée par le service de l'OJ, une fois par an en fonction de l'état des débiteurs.	15'002
42	Revenus des biens Cela concerne la nature perte comptable sur stock. Il s'agit d'une écriture de correction entre le coût moyen d'un article et son coût réel.	48'909
43	Recettes diverses L'écart s'explique par les remboursements d'assurances (maladie, maternité, AI). Par définition, les prévisions dans ce domaine sont complexes car ces événements sont peu prévisibles. En 2007, ces remboursements ont été inférieurs au budget.	- 194'391
451	Dédommagements de collectivités publiques / Cantons Les écolages intercantonaux ont été moins importants que prévus.	-183'000
460	Subventions acquises / Confédération Les subventions du département fédéral de justice et police pour l'école climatique de Boveau ont été supérieures par rapport au budget. Il s'agit d'une augmentation du nombre de journées prise en charge.	49'441
03.22.00.00	CYCLE D'ORIENTATION	
301	Traitements du personnel Le dépassement représente 1.7% du budget. Il est entièrement compensé sur la totalité des charges de personnel du CO (rubrique 30). Des postes ont été attribués pour l'ouverture du CO de la Seymaz et proviennent principalement de réallocations internes au DIP. Par ailleurs, une partie du dépassement est expliquée par le versement unique de l'indexation complémentaire de 0.2% en 2007.	375'274
302	Traitement du corps enseignant Le non-dépensé ne représente que 1.4 % du budget. Des réallocations internes au DIP ont été effectuées. Des activités hors enseignement ont été réduites (recherche et développement, présidence de groupe, orchestre du CO).	- 2'436'456
304	Caisse de pension et de prévoyance Le dépassement est dû au versement unique en 2007 du montant des rappels CIA en cours. Cette opération a fait l'objet d'une demande en autorisation de dépassement de crédit, votée par la commission des finances en décembre 2007. Le dépassement est entièrement compensé sur la totalité des charges de personnel (rubrique 30).	592'677

31	<p>Dépenses générales Il s'agit d'une diminution des factures pour les frais de transports et des recours aux intervenants externes.</p>	- 229'230
338	<p>Provisions Une provision pour le paiement des indemnités d'un départ exceptionnel a été constituée.</p>	396'000
351	<p>Dédommagement à des collectivités publiques / Cantons Les écolages pour cours des élèves hors du canton ont été plus importants que prévus. Ceci est compensé partiellement par des revenus provenant des autres cantons plus élevés que budgétés (cf. rubrique 451).</p>	111'060
43	<p>Recettes diverses Le taux de remboursement des prestations AI, LAA et maladie a été plus faible que ce qui avait été budgété. Par définition, les prévisions dans ce domaine sont complexes car ces événements sont peu prévisibles.</p>	- 740'773
451	<p>Dédommagements de collectivités publiques / Cantons L'écart concerne la participation de l'Etat de Vaud aux écolages. Des différences peuvent survenir d'une année sur l'autre (et sans possibilité de prévision) en fonction du nombre d'élèves d'âge du CO qui font une scolarité hors de Genève et pour lesquels le CO paie, comme l'inverse se produit aussi.</p>	99'600
03.23.00.00	<p>ENSEIGNEMENT SECONDAIRE POSTOBLIGATOIRE</p>	
301	<p>Traitements du personnel Le dépassement représente 2.8% du budget. Il est partiellement compensé sur la totalité des charges de personnel pour sa moitié. Pour le solde, il s'agit essentiellement des auxiliaires dont une partie est remboursée par les assurances maladie, accidents et maternité.</p>	1'101'578
302	<p>Traitements du corps enseignant Des activités hors enseignement ont été réduites (p. ex. SMOG, bureaux horaires). Le non dépensé exprimé en francs est légèrement inférieur aux montants budgétés. Il représente 0.7% du budget.</p>	-1'704'366
304	<p>Caisse de pension et de prévoyance Le dépassement est dû au versement unique en 2007 du montant des rappels CIA en cours. Cette opération a fait l'objet d'une demande en autorisation de dépassement de crédit, votée par la commission des finances en décembre 2007.</p>	1'770'823
309	<p>Formation, recrutement, div. charges</p>	- 108'116

Les frais d'annonce pour les inscriptions des élèves ont été diminués.

31	Dépenses générales Le non dépensé est notamment lié au SEM et s'explique en premier lieu par des achats différés en 2008, en ce qui concerne du matériel audiovisuel (MAV) et des logiciels informatiques pour les écoles. Parallèlement, un contrat de location de MAV a été annulé. Des projets devant entraîner des dépenses de droits d'auteurs ont été décalés sur la fin de l'année 2007 et l'année 2008 (communication interne).	- 778'592
338	Provisions Les provisions dans les Centres de formation professionnelle ont été plus importantes que celles budgétées pour palier aux risques sur les débiteurs irrécouvrables.	42'771
43	Recettes diverses Une facture exceptionnelle a été faite à l'IFAGE pour l'utilisation de locaux / équipements.	159'620
451	Dédommagements de collectivités publiques / Cantons Le canton de Genève a accueilli 6 élèves extracantonaux de plus que prévu initialement, principalement en maturité spécialisée.	78'215
460	Subventions acquises / Confédération Lors de la mise en œuvre de la nouvelle loi sur la formation professionnelle, la Confédération a décidé officiellement de ne pas établir de décomptes de subventions pour 2007. Il n'y a donc pas eu la possibilité d'obtenir le solde d'exploitation des subventions 2007, d'où l'insuffisance de revenus. Le montant encaissé en 2007 est de 40% inférieur à celui prévu. En ce qui concerne le SEM plus particulièrement, la différence s'explique par la modification et la diminution de la formation F3Mitic.	- 5'384'907
469	Subventions acquises / Autres subventions Les subventions ont été moins importantes que les montants inscrits au budget.	-132'760
03.25.00.00	HAUTE ECOLE SPECIALISEE DE GENEVE	
351	Dédommagements / Cantons Il s'agit de la ligne budgétaire relative aux accords AHES. Le montant attribué pour honorer les dépenses générées par l'envoi d'étudiants genevois dans les écoles HES autres que celles appartenant à la HES-SO est reconduit chaque année. Il est, en effet, très difficile de pouvoir estimer de manière précise le nombre d'étudiants genevois qui choisiront de suivre leurs études en dehors du réseau HES-SO et ce d'autant plus que la contribution facturée varie selon l'école choisie et le degré des études.	- 260'767

	363 Propres établissements	2'792'507
	Le dépassement est dû au versement unique en 2007 du montant des rappels CIA en cours. Cette opération a fait l'objet d'une demande en autorisation de dépassement de crédit, votée par la commission des finances en décembre 2007.	
03.26.00.00	UNIVERSITE	
	36300102 Fonctionnement de l'Université Genève	7'052'816
	Le dépassement est dû au versement unique en 2007 du montant des rappels CIA en cours. Cette opération a fait l'objet d'une demande en autorisation de dépassement de crédit, votée par la commission des finances en décembre 2007. Par ailleurs, un dépassement de crédit a été adopté par la commission des finances le 28 novembre 2007 au titre de couverture de l'indexation complémentaire en 2007 de 0.2% pour les institutions subventionnées conventionnées.	
03.31.00.00	OFFICE DE LA JEUNESSE	
	301 Traitements du personnel	1'144'744
	Une partie du dépassement est expliquée par le versement unique de l'indexation complémentaire de 0.2% en 2007. Le dépassement représente 2% du budget.	
	304 Caisse de pension et de prévoyance	1'219'646
	Les trois quarts du dépassement sont expliqués par le versement unique en 2007 du montant des rappels CIA en cours. Cette opération a fait l'objet d'une demande en autorisation de dépassement de crédit, votée par la commission des finances en décembre 2007.	
	309 Formation, recrutement, div. Charges	- 93'672
	Les frais de formation ont été moins importants que prévu au budget.	
	31 Dépenses générales	- 1'488'577
	Ce non-dépensé concerne principalement les frais de transports pour les élèves. Au 1er semestre 2007, l'application stricte de certaines règles mises en place (âge des enfants, éloignement) a permis de maintenir le budget transport au même niveau qu'en 2006 malgré l'ouverture de 3 nouvelles institutions. Ainsi, pour les enfants de plus de 10 ans, l'utilisation des transports publics a été privilégiée et la prise en charge en transport ne s'est pas effectuée quand l'institution se trouve dans un rayon de 500 mètres.	
	338 Provisions	151'748
	Les provisions pour débiteurs ont été supérieures afin de palier aux risques sur les débiteurs irrécouvrables.	

339	<p>Créances irrécouvrables Des changements d'applications informatiques et des réorganisations ont amené par priorité à réduire le rythme de traitement des créanciers irrécouvrables. Un plan d'action est lancé par les services pour revenir à une situation normale.</p>	- 160'227
36507201	<p>Association Montbrillant Communication Surdité Suite à la cessation des activités et la faillite de l'association début 2007, les prestations ont été reprises par le Service médico-pédagogique. Aucune subvention n'a donc été versée durant l'année.</p>	- 330'400
36608001	<p>Frais de placement Un dépassement de crédit de F 1'060'000 a été adopté par la commission des finances le 12 décembre 2007 au titre de la participation à l'augmentation significative en 2007 du prix de journée de deux institutions hors canton accueillant actuellement 17 enfants genevois et à l'augmentation du nombre de placements en familles d'accueil avec et sans mandat tutélaire en 2007. La situation effective à fin décembre 2007 a engendré un dépassement supplémentaire de F 0.3 mio, soit 26%.</p>	1'339'790
460	<p>Subventions acquises / Confédération Les subventions de l'OFAS pour l'AI ont été plus importantes qu'estimées.</p>	2'738'838
03.32.00.00	<p>OFFICE POUR L'ORIENTATION, LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET CONTINUE</p>	
300	<p>Autorités, commissions et juges L'année 2007 a été une année de transition avec l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur la formation professionnelle et la création des p�les nécessitant une réorganisation complète des commissions d'apprentissage. Dans l'attente de son application en 2008, un nombre moins important de commissions que prévu au budget a eu lieu en 2007.</p>	- 183'230
301	<p>Traitements du personnel Le non-dépensé s'explique par d'importants efforts d'économie réalisés pour remplir les conditions de la réduction technique linéaire. Des postes vacants n'ont pas été immédiatement renouvelés, et certains postes ont été supprimés. Par ailleurs, des économies ont pu être réalisées par les congés sans traitement et les PLEND. Le non-dépensé représente 2% du budget.</p>	- 379'220
304	<p>Caisse de pension et de prévoyance Le dépassement est dû au versement unique en 2007 du montant des rappels CIA en cours. Cette opération a fait l'objet d'une demande en autorisation de dépassement de crédit, votée par la commission des finances en décembre 2007. Le dépassement est entièrement compensé sur la totalité des charges de personnel (rubrique 30).</p>	97'842

31	Dépenses générales Des économies ont pu être réalisées sur l'acquisition pour le matériel d'examens intermédiaires et finaux, sur les achats de marchandises, sur les déplacements, les repas et le logement des collaborateurs de l'OFPC, sur les indemnités aux intervenants (en particulier pour les experts et les commissaires d'apprentissage), sur les travaux d'impression, ainsi que sur les frais d'affranchissement. Par ailleurs, le renouvellement des contrats de photocopieuses a permis de diminuer le coût par copie.	- 363'724
338	Provisions Cette provision n'a pas été utilisée car la situation de débiteurs ne le justifiait pas.	- 65'000
351	Dédommagements à des collectivités publiques / Cantons Le nombre des écolages pour les cours professionnels pour les apprentis duals et plein temps ont été légèrement supérieurs à ceux budgétés. Par ailleurs, le remboursement aux entreprises et associations professionnelles des taxes de cours pour les cours interentreprises hors canton ont été comptabilisés sur ce compte.	326'805
36102201	Subv. formation de base - CIE hors canton Les décomptes finaux d'organiseurs de cours interentreprises d'autres cantons ont été peu importants cette année. Par ailleurs, les taxes de cours pour les cours interentreprises hors canton ont été comptabilisées sur le compte 35107501, écolages pour cours hors canton, ce qui explique le disponible important en comparaison avec les années précédentes.	- 160'592
36509101	Subvention Qualification + (CFC pour adultes) Il y a eu toujours très peu de CFC pour adultes dans le domaine de la santé et du social malgré le fait que les professions d'assistant en santé et soins communautaires pouvaient bénéficier des validations d'acquis dès 2006. Les formations CFC suivies à l'Ifage ont été en outre inférieures au montant budgétisé, notamment grâce au travail du CEBIG qui a réussi à encore mieux définir les besoins de formation.	- 375'635
366	Allocations d'études et d'apprentissage Un dépassement de crédit de F 1'322'000 a été adopté par la commission des finances le 12 décembre 2007 pour couvrir la hausse des allocations (augmentation des demandes d'allocations d'encouragement à la formation et de chèques de formation). La situation effective à fin décembre 2007 n'a engendré que F 600'000 de dépassement.	627'983
43	Recettes diverses Les revenus supplémentaires concernent essentiellement le remboursement des allocations d'encouragement à la formation par les Caisses d'Allocations Familiales, qui ont été supérieures au budget prévu.	483'763

460	Subventions acquises / Confédération Les subventions fédérales, selon la loi fédérale et l'ordonnance fédérale sur les contributions à la formation du 19 mars 1965, pour les allocations d'apprentissage et pour la formation professionnelle ont été sous-estimées.	1'034'695
469	Subventions acquises / Autres subventions Ces produits supplémentaires sont principalement dus à la restitution du solde de la subvention extraordinaire 2006 non utilisée du FFPP ainsi que des remboursements de subvention de l'ifage pour 2005 et 2006 suite à des exercices excédentaires après subventions.	1'907'745

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
03.00.00.00	INSTRUCTION PUBLIQUE						
3	CHARGES	2.288.971.559,43		508.773.295	28,6	1.780.198.264	2.223.328.515,58
4	REVENUS		611.511.485,32	501.407.504	455,4	110.103.981	604.294.541,72
	COUVERTURE en F	-1.677.460.074,11		-7.365.791		-1.670.094.283	-1.619.033.973,86
	COUVERTURE en %	26,72%			20,5	6,18%	27,18%
03.11.00.00	SECRETARIAT GÉNÉRAL						
3	CHARGES	95.885.897,54		11.680.295	13,9	84.205.603	93.628.286,73
4	REVENUS		11.138.795,47	10.823.945	NS	314.850	10.835.591,94
	COUVERTURE en F	-84.747.102,07		-856.349		-83.890.753	-82.792.694,79
	COUVERTURE en %	11,62%			11,2	0,37%	11,57%
30	CHARGES DE PERSONNEL	13.590.270,92		1.569.918	13,1	12.020.353	11.313.249,72
309	FORMATION, RECRUTEMENT, DIV. CHARGES	19.566,73		17.567	878,3	2.000	-454,60
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	1.419.696,49		-170.044	-10,7	1.589.740	1.085.948,31
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	33.514,10		33.514	ND		
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	26.000,00		26.000	ND		
338	PROVISIONS ET RÉSERVES	7.514,10		7.514	ND		
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	69.620.188,00		-349.172	-0,5	69.969.360	70.053.409,34
361	CANTONS	2.334.357,70		-99.642	-4,1	2.434.000	2.640.337,85
0501	CONFÉRENCE INTERCANTONALE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE SR / TI	1.232.787,00		-213	0,0	1.233.000	1.232.787,00
0601	CONFÉRENCE SUISSE DIRECTEURS CANTONAUX INSTRUCTION PUBLIQUE	643.839,00		-19.161	-2,9	663.000	667.257,00
0701	COMMISSION PUBLICATION COLLECTION " CH "	4.604,00		-396	-7,9	5.000	4.604,00
0801	CONTRIBUTIONS INTERCANTONALES DIVERSES	95.420,00		-54.580	-36,4	150.000	57.543,00
0901	CROIX-ROUGE, SOINS INFIRMIERS						297.935,00
1101	CONFÉRENCE UNIVERSITAIRE SUISSE	300.999,00		-2.001	-0,7	303.000	323.586,00
2601	COTISATIONS INTERCANTONALES	56.708,70		-23.291	-29,1	80.000	56.625,85
362	COMMUNES	325.000,00		-10.000	-3,0	335.000	285.000,00
0501	SAINTE - GERVAIS, FONDATION ARTS DE LA SCÈNE ET DE L'IMAGE	295.000,00		0	0,0	295.000	285.000,00
6150	SUBVENTIONS AUX COMMUNES	30.000,00		-10.000	-25,0	40.000	
363	PROPRES ÉTABLISSEMENTS	75.000,00		-15.000	-16,7	90.000	90.000,00
1301	INSTITUT NATIONAL GENEVOIS	75.000,00		-15.000	-16,7	90.000	90.000,00
364	SOCIÉTÉS D'ÉCONOMIE MIXTE	16.813.000,00		-20.000	-0,1	16.833.000	16.808.000,00
0201	THÉÂTRE DE CAROUGE ET ATELIER	2.500.000,00		0	0,0	2.500.000	2.500.000,00
0601	CENTRE D'ANIMATION CINÉMATOGRAPHIQUE	371.000,00		0	0,0	371.000	371.000,00

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
03.11.00.00	SECRETARIAT GÉNÉRAL (Suite)						
0801	ORCHESTRE DE LA SUISSE ROMANDE	8.500.000,00		0	0,0	8.500.000	8.500.000,00
0901	MARIONNETTES DE GENÈVE	600.000,00		0	0,0	600.000	600.000,00
1101	AM STRAM GRAM	912.000,00		0	0,0	912.000	912.000,00
1201	FONDATION BODMER	500.000,00		0	0,0	500.000	500.000,00
1401	FONDATION D'ART DRAMATIQUE	2.250.000,00		0	0,0	2.250.000	2.250.000,00
3401	CENTRE INTERCANTONAL D'INFORMATION SUR LES CROYANCES	180.000,00		-20.000	-10,0	200.000	180.000,00
6001	FONDAMCO	1.000.000,00		0	0,0	1.000.000	995.000,00
365	INSTITUTIONS PRIVÉES	49.194.090,30		-153.270	-0,3	49.347.360	49.365.690,49
0106	CONSERVATOIRE DE MUSIQUE DE GENÈVE	10.190.990,00		19.000	0,2	10.171.990	10.733.990,00
0205	INSTITUT JAQUES - DALCROZE	3.564.020,00		8.000	0,2	3.556.020	3.556.020,00
0301	CONSERVATOIRE POPULAIRE DE MUSIQUE	13.404.000,00		27.000	0,2	13.377.000	13.377.000,00
0403	ONDINE GENEVOISE	260.000,00		0	0,0	260.000	260.000,00
0501	CADETS DE GENÈVE	337.300,00		0	0,0	337.300	337.300,00
0601	CONCOURS DE GENÈVE	248.750,00		0	0,0	248.750	248.750,00
0701	AIDE AUX FORMATIONS INDÉPENDANTES	490.000,00		0	0,0	490.000	462.500,00
0801	ORCHESTRE DE CHAMBRE DE GENÈVE	560.000,00		0	0,0	560.000	497.500,00
0901	FONCTION : CINÉMA	99.500,00		0	0,0	99.500	99.500,00
1001	THÉÂTRE DU GRÜTLI	149.250,00		0	0,0	149.250	149.250,00
1301	THÉÂTRE DU LOUP	300.000,00		0	0,0	300.000	298.500,00
1601	FONDATION ETM	735.000,00		0	0,0	735.000	689.530,00
1701	ASSOCIATION ESPACE MUSICAL	129.350,00		0	0,0	129.350	129.350,00
1901	CONTRECHAMPS	400.000,00		0	0,0	400.000	398.000,00
2301	GRANDES MANIFESTATIONS	385.000,00		-12.500	-3,1	397.500	397.500,00
2601	RENCONTRES INTERNATIONALES	62.680,00		0	0,0	62.680	62.680,00
2701	AIDE PONCTUELLE À LA CULTURE	1.295.000,00		0	0,0	1.295.000	1.295.000,00
3001	MUSÉE INTERNATIONAL CROIX - ROUGE ET CROISSANT - ROUGE	554.210,00		0	0,0	554.210	554.210,00
3301	ASSOCIATION MONDIALE POUR L'ÉCOLE INSTRUMENT DE PAIX	32.830,00		0	0,0	32.830	32.830,00
3701	INSTITUT UNIVERSITAIRE DE HAUTES ÉTUDES INTERNATIONALES (IUHEI)	7.260.000,00		0	0,0	7.260.000	7.260.000,00
3801	INSTITUT UNIVERSITAIRE D'ÉTUDES DU DÉVELOPPEMENT (IUED)	4.585.290,00		0	0,0	4.585.290	4.585.290,00
4601	SUBVENTION À LA RESTAURATION COLLECTIVE	227.817,30		-22.183	-8,9	250.000	
5901	ASSOCIATION POUR L'ENCOURAGEMENT DE LA MUSIQUE IMPROVISÉE	238.800,00		0	0,0	238.800	238.800,00
6401	UNIVERSITÉ DU 3 ÈME ÂGE	69.650,00		0	0,0	69.650	69.650,00
6501	SFCAC - SUBVENTIONS DIVERSES	110.816,00		2.816	2,6	108.000	188.790,45
6601	AIDE AUX COMPAGNIES INDÉPENDANTES	590.000,00		0	0,0	590.000	572.120,00
6701	DIFFUSION ET ÉCHANGES CULTURELS	524.869,00		-1	0,0	524.870	580.080,00
6801	CONTRIBUTION À LA PROMOTION DE LA PAIX	163.073,00		-55.827	-25,5	218.900	130.825,10
6901	FONDATION GIPRI	199.000,00		0	0,0	199.000	199.000,00
9201	RÉSEAU UNIVERSITAIRE INTERNATIONAL DE GENÈVE	1.194.000,00		0	0,0	1.194.000	1.194.000,00
9301	ATELIERS D'ETHNOMUSICOLOGIE	129.350,00		0	0,0	129.350	129.350,00
9401	CINÉMA TOUT ÉCRAN	149.250,00		0	0,0	149.250	149.250,00
9501	FESTIVAL DE LA BATIE	450.000,00		0	0,0	450.000	450.000,00
9601	PROJETS RÉGIONAUX ET TRANSFRONTALIERS	81.295,00		-43.075	-34,6	124.370	17.124,94
9801	SUBVENTIONS PONCTUELLES	23.000,00		-76.500	-76,9	99.500	22.000,00

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
03.11.00.00	SECRETARIAT GENERAL (Suite)						
366	PERSONNES PHYSIQUES	878.740,00		-51.260	-5,5	930.000	864.381,00
0701	FONDS ANIMATION JEUNESSE	278.740,00		-51.260	-15,5	330.000	339.381,00
0901	AIDE AUX JEUNES CREATEURS (CINEMA ET VIDEO)	600.000,00		0	0,0	600.000	525.000,00
37	SUBVENTIONS REDISTRIBUEES	10.718.985,10		10.718.985	ND		10.741.168,36
370	CONFEDERATION	95.800,00		95.800	ND		222.428,90
371	CANTONS	11.700,00		11.700	ND		28.875,00
372	COMMUNES	83.750,00		83.750	ND		52.750,00
375	INSTITUTIONS PRIVEES	10.527.735,10		10.527.735	ND		10.437.114,46
39	IMPUTATIONS INTERNES	503.242,93		-122.907	-19,6	626.150	434.511,00
43	RECETTES DIVERSES		380.364,48	222.764	141,3	157.600	54.024,90
46	SUBVENTIONS ACQUISES		10.115,90	10.116	ND		34.000,00
469	AUTRES SUBVENTIONS		10.115,90	10.116	ND		34.000,00
47	SUBVENTIONS A REDISTRIBUER		10.718.985,10	10.718.985	ND		10.741.168,36
470	CONFEDERATION		3.325.937,20	3.325.937	ND		2.991.679,85
471	CANTONS		7.307.927,90	7.307.928	ND		7.305.504,81
472	COMMUNES		83.750,00	83.750	ND		52.750,00
475	INSTITUTIONS PRIVEES		1.370,00	1.370	ND		391.233,70
49	IMPUTATIONS INTERNES		29.329,99	-127.920	-81,3	157.250	6.398,68
03.12.00.00	SERVICES ADMINISTRATIFS ET FINANCIERS						
3	CHARGES	6.540.435,42		-733.891	-10,1	7.274.326	8.779.724,66
4	REVENUS		31.669,99	-1.584.930	-98,0	1.616.600	765.400,56
	COUVERTURE en F	-6.508.765,43		-851.039		-5.657.726	-8.014.324,10
	COUVERTURE en %	0,48%			-21,7	22,22%	8,72%
30	CHARGES DE PERSONNEL	5.544.961,98		-462.891	-7,7	6.007.853	6.740.123,83
309	FORMATION, RECRUTEMENT, DIV. CHARGES	18.012,90		-70.987	-79,8	89.000	32.835,20
31	DEPENSES GENERALES	290.414,91		-68.608	-19,1	359.023	640.853,02
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	276.000,00		-26.000	-8,6	302.000	276.000,00
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	276.000,00		-26.000	-8,6	302.000	276.000,00
36	SUBVENTIONS ACCORDEES						315.535,80
365	INSTITUTIONS PRIVEES						315.535,80
4601	SUBVENTION A LA RESTAURATION COLLECTIVE						315.535,80
37	SUBVENTIONS REDISTRIBUEES						96.425,00

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
03.12.00.00	SERVICES ADMINISTRATIFS ET FINANCIERS (Suite)						
375	INSTITUTIONS PRIVÉES						96.425,00
39	IMPUTATIONS INTERNES	429.058,53		-176.391	-29,1	605.450	710.787,01
42	REVENUS DES BIENS		476,62	-32.323	-98,5	32.800	966,11
43	RECETTES DIVERSES		31.146,93	-65.953	-67,9	97.100	169.145,22
45	DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES			-400.000	-100,0	400.000	498.473,15
451	CANTONS			-400.000	-100,0	400.000	498.473,15
46	SUBVENTIONS ACQUISES			-1.000.000	-100,0	1.000.000	
469	AUTRES SUBVENTIONS			-1.000.000	-100,0	1.000.000	
47	SUBVENTIONS À REDISTRIBUER						96.425,00
470	CONFÉDÉRATION						96.425,00
49	IMPUTATIONS INTERNES		46,44	-86.654	-99,9	86.700	391,08
03.13.00.00	SERVICES PARTAGÉS ET LOGISTIQUES						
3	CHARGES	-55.510,98		-55.511	ND		-23.834,74
4	REVENUS		9.676,45	9.676	ND		19.279,38
	COUVERTURE en F	65.187,43		65.187			43.114,12
	COUVERTURE en %	-17,43%			-17,4		-80,89%
30	CHARGES DE PERSONNEL	270,00		270	ND		
309	FORMATION, RECRUTEMENT, DIV. CHARGES	270,00		270	ND		
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	-55.780,98		-55.781	ND		-24.052,74
39	IMPUTATIONS INTERNES						218,00
42	REVENUS DES BIENS		9.676,45	9.676	ND		19.279,38
03.21.00.00	ENSEIGNEMENT PRIMAIRE						
3	CHARGES	359.373.788,23		7.157.041	2,0	352.216.747	351.067.715,98
4	REVENUS		4.709.303,67	-638.366	-11,9	5.347.670	4.707.303,05
	COUVERTURE en F	-354.664.484,56		-7.795.408		-346.869.077	-346.360.412,93
	COUVERTURE en %	1,31%			-0,2	1,52%	1,34%
30	CHARGES DE PERSONNEL	338.822.753,36		7.686.324	2,3	331.136.429	329.168.017,36
307	PRESTATIONS AUX RETRAITÉS	825.877,30		95.877	13,1	730.000	765.883,80
309	FORMATION, RECRUTEMENT, DIV. CHARGES	139.181,66		23.130	19,9	116.052	85.796,70

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
03.21.00.00	ENSEIGNEMENT PRIMAIRE (Suite)						
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	6.715.056,98		-31.061	-0,5	6.746.118	6.603.360,55
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	242.365,13		58.365	31,7	184.000	200.676,29
330	AMORTISSEMENTS DU PATRIMOINE FINANCIER	43.363,63		43.364	ND		59.676,29
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	184.000,00		0	0,0	184.000	141.000,00
338	PROVISIONS ET RÉSERVES	15.001,50		15.002	ND		
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	12.669.900,00		0	0,0	12.669.900	13.594.900,00
362	COMMUNES	12.650.000,00		0	0,0	12.650.000	13.575.000,00
0601	GROUPEMENT INTERCOMMUNAL POUR L'ANIMATION PARASCOLAIRE	12.650.000,00		0	0,0	12.650.000	13.575.000,00
365	INSTITUTIONS PRIVÉES	19.900,00		0	0,0	19.900	19.900,00
2801	GROUPEMENT D'ASSOCIATION DES PARENTS D'ÉLÈVES (GAPP / FAPECO)	19.900,00		0	0,0	19.900	19.900,00
39	IMPUTATIONS INTERNES	923.712,76		-556.587	-37,6	1.480.300	1.500.761,78
42	REVENUS DES BIENS		48.928,80	48.909	NS	20	63.767,74
43	RECETTES DIVERSES		3.761.809,33	-194.391	-4,9	3.956.200	3.704.770,54
45	DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES		418.441,30	-201.559	-32,5	620.000	493.976,20
451	CANTONS		87.000,00	-183.000	-67,8	270.000	189.750,00
452	COMMUNES		331.441,30	-18.559	-5,3	350.000	304.226,20
46	SUBVENTIONS ACQUISES		449.441,00	49.441	12,4	400.000	438.135,00
460	CONFÉDÉRATION		449.441,00	49.441	12,4	400.000	438.135,00
49	IMPUTATIONS INTERNES		30.683,24	-340.767	-91,7	371.450	6.653,57
03.22.00.00	CYCLE D'ORIENTATION						
3	CHARGES	244.708.627,13		-10.977.547	-4,3	255.686.174	249.349.070,76
4	REVENUS		2.439.012,57	-4.779.547	-66,2	7.218.560	2.791.536,95
	COUVERTURE en F	-242.269.614,56		6.197.999		-248.467.614	-246.557.533,81
	COUVERTURE en %	1,00%			-1,8	2,82%	1,12%
30	CHARGES DE PERSONNEL	226.571.131,16		-1.857.951	-0,8	228.429.082	226.450.568,12
309	FORMATION, RECRUTEMENT, DIV. CHARGES	60.621,25		-33.379	-35,5	94.000	76.941,65
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	6.443.131,94		-229.230	-3,4	6.672.362	7.041.215,98
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	2.482.493,25		401.713	19,3	2.080.780	1.929.744,55

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
03.22.00.00	CYCLE D'ORIENTATION (Suite)						
330	AMORTISSEMENTS DU PATRIMOINE FINANCIER	5.713,25		5.713	ND		6.139,55
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	2.080.780,00		0	0,0	2.080.780	1.923.605,00
338	PROVISIONS ET RÉSERVES	396.000,00		396.000	ND		
35	DÉDOMMAGEMENTS À DES COLLECTIVITÉS PUBLIQUES	111.060,00		111.060	ND		
351	CANTONS	111.060,00		111.060	ND		
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	383.746,00		-6.254	-1,6	390.000	371.071,85
365	INSTITUTIONS PRIVÉES	70.000,00		0	0,0	70.000	69.700,00
2801	GROUPEMENT D'ASSOCIATION DES PARENTS D'ÉLÈVES (GAPP / FAPECO)	10.000,00		0	0,0	10.000	10.000,00
3201	ECOLE ET QUARTIER VERSOIX	60.000,00		0	0,0	60.000	59.700,00
366	PERSONNES PHYSIQUES	313.746,00		-6.254	-2,0	320.000	301.371,85
6001	EXCURSIONS SCOLAIRES	313.746,00		-6.254	-2,0	320.000	301.371,85
39	IMPUTATIONS INTERNES	8.717.064,78		-9.396.885	-51,9	18.113.950	13.556.470,26
42	REVENUS DES BIENS		5.017,45	5.007	NS	10	16.945,83
43	RECETTES DIVERSES		1.768.827,48	-740.773	-29,5	2.509.600	2.487.275,82
45	DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES		129.600,00	99.600	332,0	30.000	111.880,00
451	CANTONS		129.600,00	99.600	332,0	30.000	111.880,00
49	IMPUTATIONS INTERNES		535.567,64	-4.143.382	-88,6	4.678.950	175.435,30
03.23.00.00	ENSEIGNEMENT SECONDAIRE POSTOBLIGATOIRE						
3	CHARGES	383.608.062,25		-9.615.158	-2,4	393.223.220	371.843.676,43
4	REVENUS		22.077.396,44	-11.956.055	-35,1	34.033.451	23.603.327,84
	COUVERTURE en F	-361.530.665,81		-2.340.897		-359.189.769	-348.240.348,59
	COUVERTURE en %	5,76%			-2,9	8,66%	6,35%
30	CHARGES DE PERSONNEL	340.920.941,98		552.656	0,2	340.368.286	317.918.487,13
309	FORMATION, RECRUTEMENT, DIV. CHARGES	221.859,05		-108.116	-32,8	329.975	275.698,25
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	13.619.019,84		-778.592	-5,4	14.397.612	13.019.586,56
32	INTÉRÊTS PASSIFS ET FRAIS D'EMPRUNTS						559,00
329	AUTRES INTÉRÊTS PASSIFS						559,00
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	4.765.399,00		58.477	1,2	4.706.922	5.351.715,42

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
03.23.00.00	ENSEIGNEMENT SECONDAIRE POSTOBLIGATOIRE (Suite)						
330	AMORTISSEMENTS DU PATRIMOINE FINANCIER	4.011,67		4.012	ND		30.332,21
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	4.706.922,00		0	0,0	4.706.922	5.288.133,00
338	PROVISIONS ET RÉSERVES	42.771,04		42.771	ND		32.544,90
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	11.694,29		11.694	ND		705,31
35	DÉDOMMAGEMENTS À DES COLLECTIVITÉS PUBLIQUES	693.655,00		13.655	2,0	680.000	257.215,00
351	CANTONS	693.655,00		13.655	2,0	680.000	257.215,00
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	754.902,55		-50.597	-6,3	805.500	11.178.596,55
364	SOCIÉTÉS D'ÉCONOMIE MIXTE						10.495.700,00
2001	SGIPA						10.495.700,00
365	INSTITUTIONS PRIVÉES	98.500,00		0	0,0	98.500	98.500,00
2901	CULTURE ET RENCONTRES	98.500,00		0	0,0	98.500	98.500,00
366	PERSONNES PHYSIQUES	656.402,55		-50.597	-7,2	707.000	584.396,55
6001	EXCURSIONS SCOLAIRES	656.402,55		-50.597	-7,2	707.000	584.396,55
37	SUBVENTIONS REDISTRIBUÉES	1.122.476,03		722.476	180,6	400.000	522.609,44
375	INSTITUTIONS PRIVÉES	666.716,03		666.716	ND		522.609,44
376	PERSONNES PHYSIQUES	455.760,00		55.760	13,9	400.000	
39	IMPUTATIONS INTERNES	21.731.667,85		-10.133.232	-31,8	31.864.900	23.594.907,33
42	REVENUS DES BIENS		416,92	417	ND		16.972,26
43	RECETTES DIVERSES		6.006.420,79	159.620	2,7	5.846.801	6.095.585,95
439	DISSOLUTIONS ET PROVISIONS		20.200,00	20.200	ND		9.000,00
45	DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES		3.927.715,00	78.215	2,0	3.849.500	1.501.565,00
451	CANTONS		3.927.715,00	78.215	2,0	3.849.500	1.501.565,00
46	SUBVENTIONS ACQUISES		10.202.679,65	-5.504.720	-35,0	15.707.400	14.876.182,30
460	CONFÉDÉRATION		8.802.092,70	-5.384.907	-38,0	14.187.000	13.505.226,00
463	PROPRES ÉTABLISSEMENTS		1.346.946,95	12.947	1,0	1.334.000	1.370.956,30
469	AUTRES SUBVENTIONS		53.640,00	-132.760	-71,2	186.400	
47	SUBVENTIONS À REDISTRIBUER		1.122.476,03	722.476	180,6	400.000	522.609,44
473	PROPRES ÉTABLISSEMENTS		455.760,00	55.760	13,9	400.000	
475	INSTITUTIONS PRIVÉES		666.517,13	666.517	ND		522.609,44
476	PERSONNES PHYSIQUES		198,90	199	ND		
49	IMPUTATIONS INTERNES		817.688,05	-7.412.062	-90,1	8.229.750	590.412,89

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
03.24.00.00	CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE SANTÉ-SOCIAL						
3	CHARGES						16.064.793,48
4	REVENUS						2.911.234,60
	COUVERTURE en F						-13.153.558,88
	COUVERTURE en %						18,12%
30	CHARGES DE PERSONNEL			0			13.461.532,65
309	FORMATION, RECRUTEMENT, DIV. CHARGES						38.229,58
31	DÉPENSES GÉNÉRALES			0			1.097.884,55
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES						185.000,00
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF						185.000,00
35	DÉDOMMAGEMENTS À DES COLLECTIVITÉS PUBLIQUES						253.634,00
351	CANTONS						253.634,00
37	SUBVENTIONS REDISTRIBUÉES						208.040,30
375	INSTITUTIONS PRIVÉES						3.760,30
376	PERSONNES PHYSIQUES						204.280,00
39	IMPUTATIONS INTERNES						858.701,98
42	REVENUS DES BIENS						0,50
43	RECETTES DIVERSES						811.980,75
45	DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES						1.439.750,00
451	CANTONS						1.439.750,00
46	SUBVENTIONS ACQUISES						447.043,40
460	CONFÉDÉRATION						441.701,00
469	AUTRES SUBVENTIONS						5.342,40
47	SUBVENTIONS À REDISTRIBUER						208.040,30
473	PROPRES ÉTABLISSEMENTS						204.280,00
476	PERSONNES PHYSIQUES						3.760,30
49	IMPUTATIONS INTERNES						4.419,65

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
03.25.00.00	HAUTE ÉCOLE SPÉCIALISÉE DE GENÈVE						
3	CHARGES	212.145.677,58		117.661.931	124,5	94.483.747	208.885.147,83
4	REVENUS		116.113.673,29	114.640.123	NS	1.473.550	119.055.230,68
	COUVERTURE en F	-96.032.004,29		-3.021.807		-93.010.197	-89.829.917,15
	COUVERTURE en %	54,73%			53,2	1,56%	57,00%
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	546.297,00		0	0,0	546.297	
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	546.297,00		0	0,0	546.297	
35	DÉDOMMAGEMENTS À DES COLLECTIVITÉS PUBLIQUES	2.089.233,25		-260.767	-11,1	2.350.000	2.249.215,35
351	CANTONS	2.089.233,25		-260.767	-11,1	2.350.000	2.249.215,35
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	88.585.274,63		2.667.975	3,1	85.917.300	83.520.893,00
361	CANTONS	284.247,00		-35.753	-11,2	320.000	311.972,00
2901	CONTRIBUTION HAUTE ECOLE DE THEATRE DE SUISSE ROMANDE (HETSR)	284.247,00		-35.753	-11,2	320.000	311.972,00
363	PROPRES ÉTABLISSEMENTS	87.573.906,63		2.792.507	3,3	84.781.400	82.481.800,00
3001	HAUTE ÉCOLE SPÉCIALISÉE DE SUISSE OCCIDENTALE	35.588.639,15		889.639	2,6	34.699.000	33.496.800,00
3101	ECOLE SUPÉRIEURE D'INFORMATIQUE ET DE GESTION	1.487.443,53		9.344	0,6	1.478.100	1.478.100,00
3201	ECOLE SUPÉRIEURE DES BEAUX - ARTS DE GENÈVE	7.105.609,33		191.309	2,8	6.914.300	6.914.300,00
3401	HES, SANTÉ - SOCIAL	31.661.214,62		1.679.215	5,6	29.982.000	29.446.600,00
3501	HAUTE ÉCOLE DE MUSIQUE	11.731.000,00		23.000	0,2	11.708.000	11.146.000,00
365	INSTITUTIONS PRIVÉES	727.121,00		-88.779	-10,9	815.900	727.121,00
6301	CENTRE CIM DE SUISSE OCCIDENTALE - GENÈVE (CCSO)	727.121,00		-88.779	-10,9	815.900	727.121,00
37	SUBVENTIONS REDISTRIBUÉES	115.893.026,82		115.893.027	ND		117.874.754,35
373	PROPRES ÉTABLISSEMENTS	115.893.026,82		115.893.027	ND		117.874.754,35
39	IMPUTATIONS INTERNES	5.031.845,88		-638.304	-11,3	5.670.150	5.240.285,13
46	SUBVENTIONS ACQUISES						1.000.000,00
469	AUTRES SUBVENTIONS						1.000.000,00
47	SUBVENTIONS À REDISTRIBUER		115.893.026,82	115.893.027	ND		117.874.754,35
470	CONFÉDÉRATION		24.672.562,70	24.672.563	ND		36.392.954,35
471	CANTONS		91.220.464,12	91.220.464	ND		81.481.800,00
49	IMPUTATIONS INTERNES		220.646,47	-1.252.904	-85,0	1.473.550	180.476,33

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
03.26.00.00	UNIVERSITÉ						
3	CHARGES	734.988.894,45		394.575.458	115,9	340.413.436	690.555.358,02
4	REVENUS		398.756.981,87	389.406.682	NS	9.350.300	383.251.581,80
	COUVERTURE en F	-336.231.912,58		-5.168.777		-331.063.136	-307.303.776,22
	COUVERTURE en %	54,25%			51,5	2,75%	55,50%
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	19.745.836,00		-51.000	-0,3	19.796.836	19.400.582,00
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	19.745.836,00		-51.000	-0,3	19.796.836	19.400.582,00
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	285.909.816,29		7.052.816	2,5	278.857.000	270.084.000,00
363	PROPRES ÉTABLISSEMENTS	285.909.816,29		7.052.816	2,5	278.857.000	270.084.000,00
0102	ALLOCATION AU FONCTIONNEMENT DE L'UNIVERSITÉ	285.909.816,29		7.052.816	2,5	278.857.000	270.084.000,00
37	SUBVENTIONS REDISTRIBUÉES	397.460.251,87		397.460.252	ND		367.788.047,80
373	PROPRES ÉTABLISSEMENTS	397.460.251,87		397.460.252	ND		367.788.047,80
39	IMPUTATIONS INTERNES	31.872.990,29		-9.886.610	-23,7	41.759.600	33.282.728,22
46	SUBVENTIONS ACQUISES						15.000.000,00
469	AUTRES SUBVENTIONS						15.000.000,00
47	SUBVENTIONS À REDISTRIBUER		397.460.251,87	397.460.252	ND		367.788.047,80
470	CONFÉDÉRATION		107.248.051,15	107.248.051	ND		112.704.047,80
471	CANTONS		290.212.200,72	290.212.201	ND		255.084.000,00
49	IMPUTATIONS INTERNES		1.296.730,00	-8.053.570	-86,1	9.350.300	463.534,00
03.31.00.00	OFFICE DE LA JEUNESSE						
3	CHARGES	171.798.157,65		-2.084.090	-1,2	173.882.248	154.131.286,47
4	REVENUS		38.081.005,60	1.300.206	3,5	36.780.800	40.455.323,85
	COUVERTURE en F	-133.717.152,05		3.384.296		-137.101.448	-113.675.962,62
	COUVERTURE en %	22,17%			1,0	21,15%	26,25%
30	CHARGES DE PERSONNEL	70.485.296,44		2.534.248	3,7	67.951.048	68.537.264,42
309	FORMATION, RECRUTEMENT, DIV. CHARGES	136.827,65		-93.672	-40,6	230.500	116.432,60
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	10.175.219,12		-1.488.577	-12,8	11.663.796	10.345.236,46
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	1.124.521,66		-8.478	-0,7	1.133.000	1.089.249,13
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	279.000,00		0	0,0	279.000	311.003,00
338	PROVISIONS ET RÉSERVES	572.748,33		151.748	36,0	421.000	321.202,35
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	272.773,33		-160.227	-37,0	433.000	457.043,78

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
03.31.00.00	OFFICE DE LA JEUNESSE (Suite)						
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	84.375.052,15		912.048	1,1	83.463.004	66.667.792,60
362	COMMUNES	1.913.250,00		-86.750	-4,3	2.000.000	1.288.500,00
0801	CONTRIBUTION DE L'ETAT AU FONCTIONNEMENT DES CRÈCHES	1.913.250,00		-86.750	-4,3	2.000.000	1.288.500,00
364	SOCIÉTÉS D'ÉCONOMIE MIXTE	18.477.200,00		29.000	0,2	18.448.200	18.115.200,00
3101	FONDATION GENEVOISE POUR L'ANIMATION SOCIOCULTURELLE	18.477.200,00		29.000	0,2	18.448.200	18.115.200,00
365	INSTITUTIONS PRIVÉES	53.800.089,30		-393.715	-0,7	54.193.804	38.746.611,95
2001	FONDATION SGIPA	2.367.411,00		6.000	0,3	2.361.411	
3101	ECOLE DES PARENTS	316.410,00		0	0,0	316.410	316.410,00
4201	POUR ENSEIGNEMENT AUX MINEURS, INVALIDES PLACÉS EN INSTITUTIONS PRIVÉES	234.800,00		-95.200	-28,8	330.000	319.960,00
4401	GROUPEMENT LIAISON GENEVOIS ASSOCIATION JEUNESSE (GLAJ)	130.000,00		0	0,0	130.000	129.350,00
4701	COLONIES DE VACANCES	1.211.036,00		-32.714	-2,6	1.243.750	1.230.853,00
4801	UNIONS CHRÉTIENNES	90.000,00		0	0,0	90.000	89.550,00
4901	ASSOCIATION DU SCOUTISME GENEVOIS	195.000,00		0	0,0	195.000	194.020,00
5001	FONDATION SUISSE DU SERVICE SOCIAL INTERNATIONAL	348.250,00		0	0,0	348.250	348.250,00
5301	GROUPEMENT GENEVOIS CENTRES D'ENTRAÎNEMENT AUX MÉTHODES ACTIVES (CEMEA)	129.350,00		0	0,0	129.350	129.350,00
5401	SPORT - ENCADREMENT ET ENTRAÎNEMENT DES JEUNES (7-9) ANS	189.584,00		-416	-0,2	190.000	
5701	FOYER RÉSIDENCE " LE VOLTAIRE "	215.980,00		1.000	0,5	214.980	214.980,00
5801	SOUTIEN À L'ENFANCE	316.660,00		0	0,0	316.660	316.660,00
7001	INSTITUTIONS HORS CANTON ACCUEILLANT DES MINEURS	124.115,30		-54.985	-30,7	179.100	455.818,95
7101	FONDATION OFFICIELLE DE LA JEUNESSE	14.017.600,00		28.000	0,2	13.989.600	13.989.600,00
7201	ASSOCIATION MONTBRILLANT COMMUNICATION SURDITE			-330.400	-100,0	330.400	330.400,00
7301	FONDATION ENSEMBLE	3.664.806,00		8.000	0,2	3.656.806	
7402	FONDATION CLAIR-BOIS	9.515.677,00		25.000	0,3	9.490.677	
7501	FOYER LA CARAVELLE	829.880,00		2.000	0,2	827.880	827.880,00
7601	ASTURAL	6.512.200,00		18.000	0,3	6.494.200	6.494.200,00
7701	ECOLE PROTESTANTE D'ALTITUDE (EPA)	1.263.350,00		7.000	0,6	1.256.350	1.256.350,00
7801	HOSPICE GÉNÉRAL	6.702.070,00		14.000	0,2	6.688.070	6.688.070,00
7901	ATELIER X	342.190,00		1.000	0,3	341.190	341.190,00
8001	ASSOCIATION CATHOLIQUE D'ACTION SOCIALE (ACAS)	5.083.720,00		10.000	0,2	5.073.720	5.073.720,00
366	PERSONNES PHYSIQUES	10.184.512,85		1.363.513	15,5	8.821.000	8.517.480,65
0501	APPUI SOCIAL	214.723,05		23.723	12,4	191.000	177.687,10
6001	EXCURSIONS SCOLAIRES	750.000,00		0	0,0	750.000	750.000,00
8001	FRAIS DE PLACEMENTS	9.219.789,80		1.339.790	17,0	7.880.000	7.589.793,55
37	SUBVENTIONS REDISTRIBUÉES	238.714,67		228.715	NS	10.000	122.240,50
371	CANTONS	208.956,67		208.957	ND		85.120,50
373	PROPRES ÉTABLISSEMENTS						22.000,00
376	PERSONNES PHYSIQUES	29.758,00		19.758	197,6	10.000	15.120,00

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
03.31.00.00	OFFICE DE LA JEUNESSE (Suite)						
39	IMPUTATIONS INTERNES	5.399.353,61		-4.262.046	-44,1	9.661.400	7.369.503,36
42	REVENUS DES BIENS		813,49	813	ND		797,93
43	RECETTES DIVERSES		10.309.756,89	-98.543	-0,9	10.408.300	9.310.248,08
439	DISSOLUTIONS ET PROVISIONS		272.273,20	122.273	81,5	150.000	403.866,98
46	SUBVENTIONS ACQUISES		26.613.838,45	2.738.838	11,5	23.875.000	30.803.403,51
460	CONFÉDÉRATION		26.613.838,45	2.738.838	11,5	23.875.000	27.011.653,51
469	AUTRES SUBVENTIONS						3.791.750,00
47	SUBVENTIONS À REDISTRIBUER		238.714,67	228.715	NS	10.000	122.240,50
470	CONFÉDÉRATION		29.758,00	19.758	197,6	10.000	15.120,00
471	CANTONS		208.956,67	208.957	ND		85.120,50
476	PERSONNES PHYSIQUES						22.000,00
49	IMPUTATIONS INTERNES		917.882,10	-1.569.618	-63,1	2.487.500	218.633,83
03.32.00.00	OFPC - OFFICE POUR L'ORIENTATION, LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET CONTINUE						
3	CHARGES	79.977.530,16		1.164.767	1,5	78.812.763	79.047.289,96
4	REVENUS		18.153.969,97	4.185.770	30,0	13.968.200	15.898.731,07
	COUVERTURE en F	-61.823.560,19		3.021.003		-64.844.563	-63.148.558,89
	COUVERTURE en %	22,70%			5,0	17,72%	20,11%
30	CHARGES DE PERSONNEL	22.293.531,87		-541.989	-2,4	22.835.521	22.182.943,82
309	FORMATION, RECRUTEMENT, DIV. CHARGES	20.435,20		-2.565	-11,2	23.000	17.794,90
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	2.188.933,44		-363.724	-14,2	2.552.657	2.904.340,56
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	189.478,01		-67.997	-26,4	257.475	511.045,78
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	189.475,00		0	0,0	189.475	356.900,95
338	PROVISIONS ET RÉSERVES			-65.000	-100,0	65.000	154.140,85
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	3,01		-2.997	-99,9	3.000	3,98
35	DÉDOMMAGEMENTS À DES COLLECTIVITÉS PUBLIQUES	2.479.805,20		326.805	15,2	2.153.000	2.022.789,30
351	CANTONS	2.479.805,20		326.805	15,2	2.153.000	2.022.789,30
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	48.253.329,97		52.420	0,1	48.200.910	48.075.414,90
361	CANTONS	67.407,85		-160.592	-70,4	228.000	158.544,20
2201	SUBVENTION CANTONALE POUR LA FORMATION DE BASE - COURS INTERENTREPRISES HORS CANTON	67.407,85		-160.592	-70,4	228.000	158.544,20

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
03.32.00.00	OFFPC - OFFICE POUR L'ORIENTATION, LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET CONTINUE (Suite)						
363	PROPRES ÉTABLISSEMENTS	2.975.000,00		0	0,0	2.975.000	3.050.000,00
2401	SUBVENTION CANTONALE AU FFPP	1.875.000,00		0	0,0	1.875.000	1.950.000,00
2501	SUBVENTION CANTONALE EXTRAORDINAIRE AU FFPP	1.100.000,00		0	0,0	1.100.000	1.100.000,00
365	INSTITUTIONS PRIVÉES	5.621.938,80		-414.971	-6,9	6.036.910	5.229.161,90
3501	FONDATION POUR L'AVENIR	12.000,00		0	0,0	12.000	12.000,00
3901	UNIVERSITÉ OUVRIÈRE	983.060,00		0	0,0	983.060	983.060,00
5501	UNIVERSITÉ POPULAIRE DE GENÈVE	145.000,00		0	0,0	145.000	80.590,00
8501	INSTITUT DE FORMATION DES ADULTES - GENÈVE	1.293.500,00		0	0,0	1.293.500	1.293.500,00
8701	SUBVENTIONS À L'ÉCOLE HOTELIÈRE	427.850,00		0	0,0	427.850	427.850,00
8801	SUBVENTIONS POUR COURS À DIVERS ORGANISMES	598.074,80		-11.525	-1,9	609.600	595.057,40
8901	SUBVENTION CANTONALE POUR LA FORMATION DE BASE - COURS INTERENTREPRISES	821.589,00		-28.811	-3,4	850.400	627.441,00
9001	ASSOCIATION DES RÉPÉTITOIRES ARA	423.000,00		1.000	0,2	422.000	421.500,00
9101	SUBVENTION QUALIFICATION+ (CFC POUR ADULTES)	917.865,00		-375.635	-29,0	1.293.500	788.163,50
366	PERSONNES PHYSIQUES	39.588.983,32		627.983	1,6	38.961.000	39.637.708,80
0101	ALLOCATIONS D'APPRENTISSAGE	3.482.258,00		-619.742	-15,1	4.102.000	4.012.995,00
0201	REMBOURSEMENTS DE TAXES POUR APPRENTIS	305.558,80		42.559	16,2	263.000	246.338,25
0301	ALLOCATION POUR PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNEL	3.240,00		-18.760	-85,3	22.000	21.667,00
0401	REMBOURSEMENTS DE TAXES POUR PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNEL	786.999,00		-246.001	-23,8	1.033.000	1.097.608,00
1001	ALLOCATIONS ÉTUDES - AUTOMATIQUES	21.862.034,82		309.035	1,4	21.553.000	21.763.954,50
2001	ALLOCATIONS ÉTUDES - SPÉCIALES	390.829,00		21.829	5,9	369.000	385.356,00
2101	CONVERSION DE PRÊTS EN ALLOCATIONS	995.233,00		216.233	27,8	779.000	739.293,00
3001	ALLOCATIONS D'ENTRAIDE	534.000,00		0	0,0	534.000	550.000,00
4001	REMBOURSEMENT TAXES	421.893,00		-201.107	-32,3	623.000	532.766,00
4201	REMBOURSEMENT DES ÉCOLAGES DE MUSIQUE	353.479,00		-108.521	-23,5	462.000	502.302,00
5001	ALLOCATIONS D'ENCOURAGEMENT À LA FORMATION	7.408.985,10		524.985	7,6	6.884.000	7.418.711,95
5201	CHÈQUES FORMATION	3.044.473,60		707.474	30,3	2.337.000	2.366.717,10
37	SUBVENTIONS REDISTRIBUÉES	2.704.014,00		779.014	40,5	1.925.000	1.879.208,00
375	INSTITUTIONS PRIVÉES	2.704.014,00		779.014	40,5	1.925.000	1.879.208,00
39	IMPUTATIONS INTERNES	1.868.437,67		980.238	110,4	888.200	1.471.547,60
42	REVENUS DES BIENS		3.579,47	2.579	257,9	1.000	965,46
43	RECETTES DIVERSES		7.380.662,93	483.763	7,0	6.896.900	7.401.199,43
439	DISSOLUTIONS ET PROVISIONS			-130.000	-100,0	130.000	123.140,85
45	DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES		816.084,05	1.884	0,2	814.200	824.906,15

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
03.32.00.00	OFPC - OFFICE POUR L'ORIENTATION, LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET CONTINUE (Suite)						
451	CANTONS		816.084,05	1.884	0,2	814.200	824.906,15
46	SUBVENTIONS ACQUISES		7.057.940,45	2.942.440	71,5	4.115.500	5.778.944,61
460	CONFÉDÉRATION		4.523.595,35	1.034.695	29,7	3.488.900	4.056.496,85
469	AUTRES SUBVENTIONS		2.534.345,10	1.907.745	304,5	626.600	1.722.447,76
47	SUBVENTIONS À REDISTRIBUER		2.704.014,00	779.014	40,5	1.925.000	1.879.208,00
470	CONFÉDÉRATION		2.704.014,00	779.014	40,5	1.925.000	1.879.208,00
49	IMPUTATIONS INTERNES		191.689,07	-23.911	-11,1	215.600	13.507,42

Récapitulatif du département INSTITUTIONS

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
04.00.00.00	INSTITUTIONS						
3	CHARGES	540.914.579,39		33.545.225	6,6	507.369.354	508.538.066,56
4	REVENUS		264.054.658,42	32.770.338	14,2	231.284.320	233.992.439,60
	COUVERTURE en F	-276.859.920,97		-774.887		-276.085.034	-274.545.626,96
	COUVERTURE en %	48,82%			3,2	45,59%	46,01%
30	CHARGES DE PERSONNEL	364.593.755,89		1.350.769	0,4	363.242.987	348.831.743,68
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	48.277.477,30		-2.286.536	-4,5	50.564.013	42.570.024,39
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	29.034.290,09		24.572.150	550,7	4.462.140	26.219.814,30
34	PARTS ET CONTRIBUTIONS SANS AFFECTATION	6.796.225,65		220.226	3,3	6.576.000	6.864.317,74
35	DÉDOMMAGEMENTS À DES TIERS	12.377.298,84		-856.901	-6,5	13.234.200	11.765.374,25
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	16.968.710,35		-595.254	-3,4	17.563.964	17.008.210,30
38	ATTRIBUTIONS AUX FINANCEMENTS SPÉCIAUX	72.763,66		72.764	ND		353.788,29
39	IMPUTATIONS INTERNES	62.794.057,61		11.068.008	21,4	51.726.050	54.924.793,61
42	REVENUS DES BIENS		36.635,91	-9.464	-20,5	46.100	57.524,61
43	RECETTES DIVERSES		173.323.646,76	22.792.668	15,1	150.530.979	147.015.413,24
45	DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES		22.857.976,07	-1.670.894	-6,8	24.528.870	29.652.979,30
46	SUBVENTIONS ACQUISES		6.330.301,00	56.301	0,9	6.274.000	6.166.175,00
48	PRÉLÈVEMENTS SUR LES FINANCEMENTS SPÉCIAUX		15.276,50	-234.724	-93,9	250.000	108.141,90
49	IMPUTATIONS INTERNES		61.490.822,18	11.836.451	23,8	49.654.371	50.992.205,55

04. DEPARTEMENT DES INSTITUTIONS

FONCTIONNEMENT

Tous les écarts significatifs, tant en charges qu'en revenus, font l'objet d'un commentaire dans le présent exposé des motifs. Les écarts présentés avec un signe positif (+) signifient que le compte est en dépassement par rapport au budget 2007, alors que le signe négatif (-) veut dire que le compte n'a pas atteint les prévisions budgétaires.

Charges et revenus

Hors imputations internes, les charges du DI présentent un dépassement de F 22,5 millions. Ce dépassement est entièrement imputable à la rubrique 33, qui comptabilisent notamment les mouvements des heures supplémentaires de la police et de la prison (pour plus de détails, se référer aux commentaires sur ces deux CR).

En ce qui concerne les revenus (hors imputations internes), le DI présente un dépassement de F 20,9 millions. Ce dépassement est dû à deux facteurs: d'une part, les écritures liées à la dissolution des heures supplémentaires de la police et de la prison et, d'autre part, aux recettes du service des contraventions (pour plus de détails, se référer aux commentaires sur ces deux CR).

Charges de personnel

Afin de bénéficier de plus de souplesse dans la gestion de ses ressources humaines et de permettre une allocation des postes au plus près des besoins des services, le département des institutions gère depuis plusieurs années ses effectifs au plan départemental. Cela signifie que certains services sont autorisés à dépasser leur budget (en postes et/ou en francs) et que ce dépassement est couvert par des économies dans d'autres services. Ainsi, l'enveloppe globale est respectée au niveau du département.

Au niveau du département, les charges de personnel présentent un dépassement de F 1,35 million. Toutefois, ce dépassement a fait l'objet d'une demande en autorisation de dépassement de crédit pour couvrir les charges sociales liées aux heures de nuit de la police pour la période 2002 à 2007 (voir aussi CR 04.04.00.00 ci-dessous).

Dépenses générales

A l'échelle du département, les dépenses générales font apparaître un non-dépensé de F 2,2 millions. Ce montant n'intègre pas les reports budgétaires 2006 (F 3,8 millions), qui ont fait l'objet, en octobre 2007, d'une procédure d'autorisation devant la commission des finances centralisée par le DF pour l'ensemble de l'Etat.

Ainsi, les chiffres présentés ci-dessous pour les dépenses générales ne tiennent pas compte de l'éventuelle utilisation des reports budgétaires. Celle-ci est mentionnée dans le texte.

Plan de mesures

Le plan de mesures du Conseil d'Etat intègre désormais les mesures P1 et les mesures P2. Le DI a ainsi réalisé sur P1 une économie de F 617'000 pour un objectif annoncé de F 686'000. Le différentiel de F 69'000 concerne la mesure 3 (redéfinir les rôles et responsabilités entre l'office du personnel et les ressources humaines départementales) et a été décalé au budget 2008. Pour P2, l'ensemble des mesures ont permis une économie (réduction des charges et/ou augmentation de recettes), de F 3'657'300 en conformité avec les objectifs fixés.

Au total, pour l'exercice 2007, les économies réalisées grâce au plan de mesures se chiffrent ainsi à F 4'274'300.

04.01.01.00

CONSEIL D'ETAT ET SECRETARIAT GENERAL

30 Charges de personnel + 6'078'839

En 2007, le secrétariat général du département centralise la réduction technique linéaire pour l'ensemble du département. Cela représente un montant de F 5'295'850 (+ charges sociales) en négatif à son budget et explique en grande partie le dépassement sur cette rubrique.

Par ailleurs, ce dépassement est couvert à l'échelle du département sur la rubrique 30 (gestion départementale des effectifs), ce qui signifie que le département a tenu la réduction technique linéaire sur les charges de personnel qui lui était imposée.

31 Dépenses générales + 172'235

Le dépassement sur cette rubrique est dû principalement aux mandats. A ce sujet, il est à relever que, dans le cadre de la mesure 12 du plan de mesures P1 visant à limiter le recours à des mandataires externes, une économie de F 100'000 avait été annoncée pour l'ensemble du DI. Au niveau budgétaire, cette économie avait été centralisée au secrétariat général.

Cela étant, l'objectif annoncé pour la mesure 12 a été respecté au niveau global du département et, par ailleurs, le présent dépassement est couvert par les reports budgétaires (dont la part enregistrée au niveau du secrétariat général s'élève à F 949'581).

36 Subventions accordées

363 FONDATION ROMANDE DE DETENTION - 300'000
0215 ADMINISTRATIVE

En vertu de l'article 33, alinéa 2, du Concordat sur l'exécution de la détention administrative à l'égard des étrangers (F 2 12), les cantons concordataires participent à un éventuel déficit de la Fondation romande de détention administrative.

Compte tenu des avances déjà versées par le canton de Genève et du fait qu'aucune prévision de déficit de la Fondation pour l'exercice 2007 n'était disponible au moment du bouclage des comptes, il a été décidé de ne pas passer d'écriture et de ne provisionner aucun montant sur 2007 pour une éventuelle couverture de déficit.

43 Recettes diverses - 3'763'817

L'écart sur cette rubrique est dû aux remboursements de l'assurance accidents et de l'assurance maternité. En effet, jusqu'en 2006, les remboursements pour l'ensemble du département étaient centralisés au secrétariat général. Or, en 2007, ces recettes sont imputées directement sur les centres de responsabilité les plus fins.

04.01.03.00	DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES	
30	Charges de personnel	+ 162'401
	Le dépassement sur cette rubrique est globalement couvert à l'échelle du département sur la rubrique 30 (gestion départementale des effectifs).	
43	Recettes diverses	+ 675'743
	Depuis début mai 2007, le service des légalisations a été transféré du service des passeports et de la nationalité à la direction départementale des finances. Les recettes générées par cette activité depuis cette date se sont élevées à environ F 800'000.	
04.01.04.00	ORGANISATION, PLANIFICATION ET SYSTEME D'INFORMATION	
30	Charges de personnel	+ 544'094
	Le dépassement sur cette rubrique est globalement couvert à l'échelle du département sur la rubrique 30 (gestion départementale des effectifs).	
04.03.01.00	SERVICE DES VOTATIONS ET ELECTIONS	
31	Dépenses générales	+ 461'869
	Le budget 2007 du service a été élaboré sur la base de trois votations, les élections municipales, les élections administratives et celles des chambres fédérales. Or, le peuple a accepté l'initiative 120 "Pour la sauvegarde et le renforcement des droits des locataires et des habitant-e-s de quartier" en automne 2006, soit après l'élaboration du budget. En conséquence, le Conseil d'Etat a organisé une votation supplémentaire le 20 mai 2007. Toutefois, cette votation ne nécessitait pas de budget particulier, le Conseil fédéral ayant décidé de supprimer la votation fédérale de novembre 2007. Cela étant, le Conseil d'Etat a décidé, lors de sa séance du 29 août 2007, de fixer une votation cantonale supplémentaire le 16 décembre 2007, ce qui explique le dépassement constaté sur la présente rubrique. Ce dépassement peut être couvert par la part de reports budgétaires à disposition du secrétariat général (25 %).	

04.03.02.00	SERVICE DES PASSEPORTS ET DE LA NATIONALITE	
	30 Charges de personnel	+ 9'540
	Le dépassement sur cette rubrique est globalement couvert à l'échelle du département sur la rubrique 30 (gestion départementale des effectifs).	
	43 Recettes diverses	- 1'290'480
	45 Dédommagement de collectivités publiques	
	452 COMMUNES	+ 290'903
	La rubrique 43 enregistre principalement les émoluments du service. Or, les émoluments relatifs aux légalisations ont été enregistrés, dès le mois de mai, au niveau de la direction départementale des finances (voir aussi CR 04.01.03.00 ci-dessus). Cela explique en grande partie le différentiel sur cette rubrique. Pour le surplus, une autre partie de l'écart s'explique par un "transfert" de revenus entre la rubrique 43 et la nature 452. En effet, le compte 452 enregistre la part des émoluments qui revient au canton sur les passeports délivrés par les communes. Ainsi, la répartition des émoluments entre les comptes 43 et 452 dépend de la proportion de documents d'identité émis par le service des passeports et de la nationalité, respectivement par les communes.	
04.03.05.00	SERVICE DES AUTOMOBILES ET DE LA NAVIGATION	
	33 Amortissements, provisions, irrécouvrables	
	338 PROVISIONS ET RESERVES	+ 600'000
	Depuis l'exercice 2006, le service comptabilise une provision pour couvrir le risque relatif aux débiteurs du service qui présentent une faible probabilité de recouvrement. Le montant sur cette rubrique correspond à l'ajustement de la provision pour 2007.	
04.03.10.00	SERVICE DE PROMOTION DE L'EGALITE ENTRE HOMMES ET FEMMES	
	30 Charges de personnel	+ 43'504
	Le dépassement sur cette rubrique est globalement couvert à l'échelle du département sur la rubrique 30 (gestion départementale des effectifs).	

04.03.11.00	BUREAU DE L'INTEGRATION	
	31 Dépenses générales	- 211'238
	<p>En 2007, le service n'a eu que très peu de dépenses générales. Cette situation s'explique principalement par le départ du délégué à l'intégration à la fin du 1^{er} semestre et le fait que le bureau a été dirigé par intérim pendant près de 6 mois. Dans ce contexte, ses activités ont tourné quelque peu au ralenti. Par ailleurs, certaines publications ont également été retardées, pour permettre une meilleure préparation par rapport au public cible.</p>	
04.03.12.00	DELEGUE A LA GENEVE INTERNATIONALE	
	30 Charges de personnel	+ 33'644
	<p>Le dépassement sur cette rubrique est globalement couvert à l'échelle du département sur la rubrique 30 (gestion départementale des effectifs).</p>	
04.04.00.00	CORPS DE POLICE	
	30 Charges de personnel	+ 364'402
	<p>Suite au rapport de l'ICF sur les comptes 2006 et à une demande de la Cour des comptes, le DF et le DI ont procédé à la régularisation des indemnités pour heures de nuit de la police. Dès 2008, ces indemnités sont ainsi payées par l'office du personnel de l'Etat (et non plus en direct par la police), soumises à charges sociales et imposées.</p> <p>Par ailleurs, en 2007, l'Etat a payé à la caisse de compensation les créances correspondant aux arriérés de cotisations sociales pour la période 2002-2007. A cet effet, une demande en autorisation de dépassement de crédit de F 1'545'909 a été faite.</p>	
	31 Dépenses générales	+ 2'908'853
	<p>Le dépassement sur cette rubrique est principalement dû aux débours divers payés au personnel, aux frais d'analyse IUML (alcoolémie sanguine et ADN), aux frais d'affranchissement et à d'autres frais non maîtrisables tels que le coût du dépannage des véhicules en fourrière ou les frais de rapatriements et de transports des détenus.</p> <p>Afin d'avoir un meilleur contrôle du budget de la police et d'anticiper les dépassements, notamment sur les rubriques non maîtrisables, la direction départementale des finances et le service étudient la mise sur pied d'un système de suivi budgétaire conjoint.</p>	
	33 Amortissements, provisions, irrécouvrables	
	338 PROVISIONS ET RESERVES	+ 22'783'011

43 Recettes diverses + 14'900'000
 439 DISSOLUTIONS ET PROVISIONS

Ces comptes enregistrent les mouvements liés aux heures supplémentaires du personnel policier. Les heures supplémentaires effectuées sont enregistrées sur le compte 338, alors que les heures rendues ou payées sont comptabilisées sur le compte 439.

Ces mouvements sont extrêmement difficiles à prévoir, raison pour laquelle il y a chaque année de très gros écarts entre le budget et les comptes.

A fin 2007, des heures supplémentaires ont été payées pour un montant de F 6,6 millions.

Par ailleurs, les comptes 2007 enregistrent aussi le fait le tarif horaire utilisé pour déterminer le montant à provisionner a été revu. En effet, ce tarif se situait à F 60 par heure depuis plusieurs années et il a été augmenté à F 65, ce qui représente une revalorisation de la provision (part police) de F 2,6 millions.

Par ailleurs, un montant de F 183'011 a été porté en provision pour couvrir les débiteurs douteux de la police.

34 Parts et contributions sans affectation + 220'226
 349 AUTRES PARTS

Ce compte enregistre les rétrocessions d'amendes d'ordre et contraventions par le service des contraventions à des entités externes à l'Etat (Ville de Genève, communes, autres cantons, Confédération, tiers divers).

Depuis plusieurs années, le montant des rétrocessions était en constante augmentation, notamment en raison des rétrocessions à la Ville de Genève.

En 2007, la situation s'est stabilisée par rapport aux comptes 2006. Toutefois, le budget n'était pas encore à la hauteur des besoins. Cette situation devrait être rétablie en 2008.

43 Recettes diverses + 27'438'846

Outre les F 14,9 millions traités ci-dessus (voir rubrique 439), le dépassement sur cette rubrique est dû, à hauteur de F 9,9 millions, aux recettes des amendes d'ordre et contraventions.

Le solde de la différence est principalement dû aux remboursements des assurances accidents et maternité perçu par le service, alors que le budget avait été prévu au niveau du secrétariat général du département (voir aussi CR 04.01.01.00 ci-dessus).

45 Dédommagements de collectivités publiques - 1'874'106
 452 COMMUNES

Ce compte enregistre la participation de la Ville de Genève aux dépenses de la circulation. Le mécanisme de cette opération est géré par le DCTI, qui transmet au DI aussi bien les montants à inscrire au budget que dans les comptes.

04.05.01.00	DIRECTION DE L'OFFICE PENITENTIAIRE	
	30 Charges de personnel	+ 31'675
	Le dépassement sur cette rubrique est globalement couvert à l'échelle du département sur la rubrique 30 (gestion départementale des effectifs).	
	35 Dédommagements de collectivités publiques S	
	351 CANTONS	+ 25'053
	Le dépassement sur cette rubrique est principalement dû à des cotisations au Centre suisse de formation pénitentiaire supérieures aux prévisions budgétaires.	
04.05.02.00	PRISON DE CHAMP-DOLLON	
	33 Amortissements, provisions, irrécouvrables	
	338 PROVISIONS ET RESERVES	+ 1'457'999
	43 Recettes diverses	
	439 DISSOLUTIONS ET PROVISIONS	+ 1'050'000
	Ces comptes enregistrent les mouvements liés aux heures supplémentaires effectuées par le personnel gardien de la prison de Champ-Dollon (compte 338) et celles qui lui sont rendues (compte 439). Ces mouvements sont très difficiles à estimer, raison pour laquelle aucun budget n'avait été prévu. L'augmentation nette de la provision constatée en 2007 est due, d'une part, à un nombre d'heures supplémentaires en augmentation (+ 4'800 heures) et, d'autre part, au fait que le tarif horaire pour la détermination du montant à provisionner a été revu. En effet, ce tarif se situait à F 60 par heure depuis plusieurs années et il a été augmenté à F 65, ce qui représente une revalorisation de la provision (part prison) de F 100'000.	
	35 Dédommagements de collectivités publiques	
	351 CANTONS	+ 350'681
	En 2007, un budget de F 230'000 a été inscrit au niveau du service pour financer les frais de pension des détenues transférées à la prison de la Tuilière pour faire face à la surpopulation de Champ-Dollon. Or, outre cela, Champ-Dollon a dû assumer tous les frais de détentions provisoires réalisées hors canton, qui étaient auparavant pris en charge par le SAPEM. En effet, suite à des discussions entre ces deux services, la direction départementale des finances du DI et le Pouvoir judiciaire, il a été décidé d'imputer dans les comptes de Champ-Dollon l'intégralité de la détention préventive, y compris hors canton.	

04.05.03.00	SERVICE DE L'APPLICATION DES PEINES ET MESURES	
30	Charges de personnel	+ 37'320
	Le dépassement sur cette rubrique est globalement couvert à l'échelle du département sur la rubrique 30 (gestion départementale des effectifs).	
04.05.04.00	SERVICE DE PROBATION ET D'INSERTION	
30	Charges de personnel	+ 96'037
	Le dépassement sur cette rubrique est globalement couvert à l'échelle du département sur la rubrique 30 (gestion départementale des effectifs).	
43	Recettes diverses	+ 157'027
	Le dépassement sur cette rubrique est principalement dû aux remboursements des assurances accidents et maternité perçu par le service, alors que le budget avait été prévu au niveau du secrétariat général du département (voir aussi CR 04.01.01.00 ci-dessus).	
04.05.05.00	SERVICE DES ETABLISSEMENTS DE DETENTION	
43	Recettes diverses	+ 131'893
	Le dépassement sur cette rubrique est principalement dû à des recettes de pension supérieures aux prévisions (participation des détenus à leurs frais de pension).	
45 451	Dédommagements de collectivités publiques CANTONS	- 331'550
	Cette rubrique enregistre les recettes de pension pour les détenus placés dans des établissements de détention genevois par d'autres cantons. Les encaissements réels sont inférieurs aux prévisions budgétaires, car, afin de décharger Champ-Dollon, priorité est donnée à l'accueil des détenus genevois, qui ne génèrent pas de recettes de placement.	

04.07.01.00

**DIRECTION GENERALE DES OFFICES DES
POURSUITES ET DES FAILLITES**

30 Charges de personnel + 1'641'246

En 2007, suite à la suppression de la direction générale des offices des poursuites et des faillites par voie légale, les charges de personnel (et les collaborateurs) de la direction ont été ventilées entre l'office des poursuites et l'office des faillites.

Cependant, certains collaborateurs, appartenant à des services généraux (par exemple économat ou service du courrier), sont restés rattachés à la direction générale, ce qui explique la présence de montants aux comptes. Le dépassement sur cette rubrique est toutefois compensé par des non-dépenses au niveau de l'office des poursuites et, dans une moindre mesure, de l'office des faillites.

04.07.02.00

OFFICE DES POURSUITES

30 Charges de personnel - 3'382'451

Outre un non-dépensé devant couvrir le dépassement de la direction générale des OPF (voir CR 04.07.01.00 ci-dessus), la différence sur cette rubrique s'explique principalement par le fait que l'office des poursuites a peu dépensé sur son budget de personnel auxiliaire. En effet, l'office des poursuites a favorisé l'engagement de personnes en ETC.

31 Dépenses générales - 1'374'820

43 Recettes diverses - 2'632'188

Depuis l'année 2002, suite à une recommandation de l'ICF, les offices des poursuites et des faillites comptabilisent au brut les charges et revenus liés aux dossiers. Cela implique d'enregistrer dans des comptes de charges les paiements de factures liées aux dossiers et, parallèlement, dans un compte de revenus l'imputation de ces frais sur les dossiers. Ce mode de fonctionnement a pour effet de gonfler les charges et revenus des offices, mais est neutre sur le résultat de fonctionnement de l'Etat. La budgétisation de ces rubriques est très difficile à établir, car elle dépend du volume et du type de dossiers que l'office aura à traiter, paramètres qui ne sont pas connus à l'avance. Cela explique le gros écart constaté, tant en charges qu'en revenus, sur les comptes de l'office.

04.07.03.00

OFFICE DES FAILLITES

30 Charges de personnel - 830'178

La différence sur cette rubrique s'explique principalement par le fait que l'office des faillites présente un important non-dépensé sur son budget de personnel auxiliaire. En effet, l'office des faillites a favorisé l'engagement de personnes en ETC, plutôt que du personnel auxiliaire.

31 Dépenses générales - 2'545'465

43 Recettes diverses - 1'747'900

Depuis l'année 2002, suite à une recommandation de l'ICF, les offices des poursuites et des faillites comptabilisent au brut les charges et revenus liés aux dossiers. Cela implique d'enregistrer dans des comptes de charges les paiements de factures liées aux dossiers et, parallèlement, dans un compte de revenus l'imputation de ces frais sur les dossiers. Ce mode de fonctionnement a pour effet de gonfler les charges et revenus des offices, mais est neutre sur le résultat de fonctionnement de l'Etat. La budgétisation de ces rubriques est très difficile à établir, car elle dépend du volume et du type de dossiers que l'office aura à traiter, paramètres qui ne sont pas connus à l'avance. Cela explique le gros écart constaté, tant en charges qu'en revenus, sur les comptes de l'office.

04.90.02.00

SOLIDARITE INTERNATIONALE

36 Subventions accordées

367 Le DCTI met des locaux à disposition des pays les moins
0310 avancés, en prenant en charge les loyers, de manière à ce que ces pays puissent avoir une représentation à Genève, auprès des organisations internationales. Une fois par année, le DCTI vire le coût de ces loyers dans les comptes de la Solidarité internationale. + 87'764
Il arrive parfois que ce coût dépasse les prévisions budgétaires, ce qui a été le cas en 2007.

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
04.00.00.00	INSTITUTIONS						
3	CHARGES	540.914.579,39		33.545.225	6,6	507.369.354	508.538.066,56
4	REVENUS		264.054.658,42	32.770.338	14,2	231.284.320	233.992.439,60
	COUVERTURE en F	-276.859.920,97		-774.887		-276.085.034	-274.545.626,96
	COUVERTURE en %	48,82%			3,2	45,59%	46,01%
04.01.01.00	CONSEIL D'ETAT ET SECRÉTARIAT GÉNÉRAL - DI						
3	CHARGES	7.328.703,62		5.680.265	344,6	1.648.439	6.925.613,92
4	REVENUS		4.611.751,29	-1.168.349	-20,2	5.780.100	7.470.099,09
	COUVERTURE en F	-2.716.952,33		-6.848.613		4.131.661	544.485,17
	COUVERTURE en %	62,93%			-287,7	350,64%	107,86%
30	CHARGES DE PERSONNEL	4.569.540,30		6.078.839	-402,8	-1.509.299	3.906.470,06
309	FORMATION, RECRUTEMENT, DIV. CHARGES	13.539,10		-71.461	-84,1	85.000	3.745,45
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	1.491.676,99		172.235	13,1	1.319.442	1.401.078,15
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	92.389,00		0	0,0	92.389	79.244,00
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	92.389,00		0	0,0	92.389	79.244,00
35	DÉDOMMAGEMENTS À DES COLLECTIVITÉS PUBLIQUES	277.708,60		-102.291	-26,9	380.000	285.342,55
351	CANTONS	277.708,60		-102.291	-26,9	380.000	285.342,55
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	335.657,00		-319.950	-48,8	655.607	562.937,00
363	PROPRES ÉTABLISSEMENTS			-300.000	-100,0	300.000	220.430,00
0215	FONDATION ROMANDE DE DÉTENTION ADMINISTRATIVE			-300.000	-100,0	300.000	220.430,00
365	INSTITUTIONS PRIVÉES	335.657,00		-19.950	-5,6	355.607	342.507,00
0319	SUBVENTIONS AUX SECTIONS GENEVOISES DE SAUVETAGE SUR LE LAC LÉMAN	32.338,00		0	0,0	32.338	32.338,00
0416	SUBVENTIONS À LA MUSIQUE DE LA POLICE	42.984,00		0	0,0	42.984	42.984,00
0711	COMMISSION INTERNATIONALE DES JURISTES	22.385,00		0	0,0	22.385	22.385,00
0915	SUBVENTIONS DIVERSES			-19.900	-100,0	19.900	8.000,00
1010	ASSOCIATION VIRES	230.000,00		0	0,0	230.000	228.850,00
1112	CLUB ALPIN SUISSE	7.950,00		-50	-0,6	8.000	7.950,00
39	IMPUTATIONS INTERNES	561.731,73		-148.568	-20,9	710.300	690.542,16
43	RECETTES DIVERSES		136.683,30	-3.763.817	-96,5	3.900.500	3.001.202,95
46	SUBVENTIONS ACQUISES		180.752,00	-19.248	-9,6	200.000	194.010,00

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
04.01.01.00	CONSEIL D'ETAT ET SECRÉTARIAT GÉNÉRAL - DI (Suite)						
460	CONFÉDÉRATION		180.752,00	-19.248	-9,6	200.000	194.010,00
49	IMPUTATIONS INTERNES		4.294.315,99	2.614.716	155,7	1.679.600	4.274.886,14
04.01.02.00	SOMMET DU G8						
3	CHARGES			-2.250	-100,0	2.250	
4	REVENUS			-600	-100,0	600	
	COUVERTURE en F			1.650		-1.650	
	COUVERTURE en %				-26,7	26,67%	
39	IMPUTATIONS INTERNES			-2.250	-100,0	2.250	
49	IMPUTATIONS INTERNES			-600	-100,0	600	
04.01.03.00	DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES						
3	CHARGES	953.933,99		86.107	9,9	867.827	813.164,54
4	REVENUS		1.163.322,82	660.323	131,3	503.000	560.014,76
	COUVERTURE en F	209.388,83		574.216		-364.827	-253.149,78
	COUVERTURE en %	121,95%			64,0	57,96%	68,87%
30	CHARGES DE PERSONNEL	913.890,58		162.401	21,6	751.490	766.525,81
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	8.400,45		-287	-3,3	8.687	5.380,55
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	13.250,00		-36.750	-73,5	50.000	21.397,65
338	PROVISIONS ET RÉSERVES	13.250,00		13.250	ND		
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES			-50.000	-100,0	50.000	21.397,65
39	IMPUTATIONS INTERNES	18.392,96		-39.257	-68,1	57.650	19.860,53
42	REVENUS DES BIENS		544,56	-455	-45,5	1.000	749,43
43	RECETTES DIVERSES		1.162.742,96	675.743	138,8	487.000	559.253,50
49	IMPUTATIONS INTERNES		35,30	-14.965	-99,8	15.000	11,83

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
04.01.04.00	ORGANISATION, PLANIFICATION ET SYSTÈME D'INFORMATION						
3	CHARGES	2.607.957,94		470.652	22,0	2.137.306	2.461.622,84
4	REVENUS		28.241,20	21.041	292,2	7.200	
	COUVERTURE en F	-2.579.716,74		-449.611		-2.130.106	-2.461.622,84
	COUVERTURE en %	1,08%			0,7	0,34%	
30	CHARGES DE PERSONNEL	2.521.143,70		544.094	27,5	1.977.050	2.390.338,15
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	69.685,90		-62.820	-47,4	132.506	53.482,50
39	IMPUTATIONS INTERNES	17.128,34		-10.622	-38,3	27.750	17.802,19
43	RECETTES DIVERSES		28.241,20	28.241	ND		
49	IMPUTATIONS INTERNES			-7.200	-100,0	7.200	
04.03.01.00	SERVICE DES VOTATIONS ET ÉLECTIONS						
3	CHARGES	4.696.181,85		507.124	12,1	4.189.058	3.120.181,63
4	REVENUS		258.130,85	7.431	3,0	250.700	
	COUVERTURE en F	-4.438.051,00		-499.693		-3.938.358	-3.120.181,63
	COUVERTURE en %	5,50%			-0,5	5,98%	
30	CHARGES DE PERSONNEL	1.526.569,46		-53.611	-3,4	1.580.180	1.326.503,74
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	2.624.844,88		461.869	21,4	2.162.976	1.538.151,30
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	9.001,45		-1	0,0	9.002	46.891,00
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	9.001,45		-1	0,0	9.002	46.891,00
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	289.000,00		-31.000	-9,7	320.000	80.000,00
365	INSTITUTIONS PRIVÉES	289.000,00		-31.000	-9,7	320.000	80.000,00
8013	PARTICIPATION DE L'ETAT AUX FRAIS ÉLECTORAUX	289.000,00		-31.000	-9,7	320.000	80.000,00
39	IMPUTATIONS INTERNES	246.766,06		129.866	111,1	116.900	128.635,59
43	RECETTES DIVERSES		258.130,85	38.131	17,3	220.000	
49	IMPUTATIONS INTERNES			-30.700	-100,0	30.700	

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
04.03.02.00	SERVICE DES PASSEPORTS ET DE LA NATIONALITÉ						
3	CHARGES	1.071.828,31		-61.575	-5,4	1.133.403	1.125.837,03
4	REVENUS		1.702.527,99	-1.016.172	-37,4	2.718.700	2.462.137,05
	COUVERTURE en F	630.699,68		-954.597		1.585.297	1.336.300,02
	COUVERTURE en %	158,84%			-81,0	239,87%	218,69%
30	CHARGES DE PERSONNEL	864.780,37		9.540	1,1	855.240	925.672,77
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	170.536,37		-16.627	-8,9	187.163	150.076,50
35	DÉDOMMAGEMENTS À DES COLLECTIVITÉS PUBLIQUES	13.552,60		-6.447	-32,2	20.000	14.827,60
350	CONFÉDÉRATION	13.552,60		-6.447	-32,2	20.000	14.827,60
39	IMPUTATIONS INTERNES	22.958,97		-48.041	-67,7	71.000	35.260,16
43	RECETTES DIVERSES		499.519,80	-1.290.480	-72,1	1.790.000	889.243,65
45	DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES		1.200.902,50	290.903	32,0	910.000	1.570.642,30
452	COMMUNES		1.200.902,50	290.903	32,0	910.000	1.570.642,30
49	IMPUTATIONS INTERNES		2.105,69	-16.594	-88,7	18.700	2.251,10
04.03.03.00	DIRECTION CANTONALE DE L'ÉTAT CIVIL						
3	CHARGES	1.898.007,83		-510.083	-21,2	2.408.091	1.401.729,72
4	REVENUS		720.355,10	-186.845	-20,6	907.200	512.137,08
	COUVERTURE en F	-1.177.652,73		323.238		-1.500.891	-889.592,64
	COUVERTURE en %	37,95%			0,3	37,67%	36,54%
30	CHARGES DE PERSONNEL	1.435.923,34		-256.887	-15,2	1.692.810	967.297,92
309	FORMATION, RECRUTEMENT, DIV. CHARGES	14.814,00		-186	-1,2	15.000	14.000,00
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	54.905,55		-15.575	-22,1	70.481	29.521,44
35	DÉDOMMAGEMENTS À DES COLLECTIVITÉS PUBLIQUES	402.495,45		795	0,2	401.700	210.310,25
351	CANTONS	402.495,45		795	0,2	401.700	210.310,25
39	IMPUTATIONS INTERNES	4.683,49		-238.417	-98,1	243.100	194.600,11
43	RECETTES DIVERSES		278.662,55	-21.337	-7,1	300.000	246.811,40
45	DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES		401.402,55	-1.997	-0,5	403.400	211.580,05
450	CONFÉDÉRATION		3.447,00	47	1,4	3.400	3.218,00
452	COMMUNES		397.955,55	-2.044	-0,5	400.000	208.362,05

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
04.03.03.00	DIRECTION CANTONALE DE L'ÉTAT CIVIL (Suite)						
49	IMPUTATIONS INTERNES		40.290,00	-163.510	-80,2	203.800	53.745,63
04.03.04.00	OFFICE CANTONAL DE LA POPULATION						
3	CHARGES	23.919.937,37		1.674.584	7,5	22.245.353	20.644.205,85
4	REVENUS		9.371.537,75	1.205.688	14,8	8.165.850	6.539.340,54
	COUVERTURE en F	-14.548.399,62		-468.897		-14.079.503	-14.104.865,31
	COUVERTURE en %	39,18%			2,5	36,71%	31,68%
30	CHARGES DE PERSONNEL	17.503.500,04		-860.481	-4,7	18.363.981	17.394.084,44
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	1.000.745,98		-251.876	-20,1	1.252.622	766.077,35
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	1.033,00		33	3,3	1.000	1.000,00
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	1.000,00		0	0,0	1.000	1.000,00
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	33,00		33	ND		
35	DÉDOMMAGEMENTS À DES COLLECTIVITÉS PUBLIQUES	1.415.202,55		-189.797	-11,8	1.605.000	1.451.529,30
350	CONFÉDÉRATION	926.566,00		-123.434	-11,8	1.050.000	942.212,00
351	CANTONS	488.636,55		-66.363	-12,0	555.000	509.317,30
39	IMPUTATIONS INTERNES	3.999.455,80		2.976.706	291,0	1.022.750	1.031.514,76
42	REVENUS DES BIENS						13,46
43	RECETTES DIVERSES		9.017.368,44	1.270.118	16,4	7.747.250	6.319.241,02
45	DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES		218.754,00	68.754	45,8	150.000	179.460,00
450	CONFÉDÉRATION		218.754,00	68.754	45,8	150.000	179.460,00
49	IMPUTATIONS INTERNES		135.415,31	-133.185	-49,6	268.600	40.626,06
04.03.05.00	SERVICE DES AUTOMOBILES ET DE LA NAVIGATION						
3	CHARGES	18.913.054,96		2.229.599	13,4	16.683.456	19.933.314,90
4	REVENUS		29.682.863,23	1.056.463	3,7	28.626.400	28.190.986,95
	COUVERTURE en F	10.769.808,27		-1.173.136		11.942.944	8.257.672,05
	COUVERTURE en %	156,94%			-14,6	171,59%	141,43%
30	CHARGES DE PERSONNEL	12.856.761,73		-540.788	-4,0	13.397.550	12.466.768,46
309	FORMATION, RECRUTEMENT, DIV. CHARGES			-2.000	-100,0	2.000	
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	1.879.755,02		-279.174	-12,9	2.158.929	1.885.040,63

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
04.03.05.00	SERVICE DES AUTOMOBILES ET DE LA NAVIGATION (Suite)						
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	660.427,00		600.000	992,9	60.427	2.072.978,00
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	60.427,00		0	0,0	60.427	72.978,00
338	PROVISIONS ET RÉSERVES	600.000,00		600.000	ND		2.000.000,00
39	IMPUTATIONS INTERNES	3.516.111,21		2.449.561	229,7	1.066.550	3.508.527,81
43	RECETTES DIVERSES		28.461.329,24	1.153.829	4,2	27.307.500	27.064.662,15
45	DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES		606.747,35	8.747	1,5	598.000	597.592,80
450	CONFÉDÉRATION		606.747,35	8.747	1,5	598.000	597.592,80
49	IMPUTATIONS INTERNES		614.786,64	-106.113	-14,7	720.900	528.732,00
04.03.06.00	SERVICE CANTONAL DES NATURALISATIONS						
3	CHARGES	2.484.575,78		-642.359	-20,5	3.126.935	2.510.373,62
4	REVENUS		3.046.662,78	53.713	1,8	2.992.950	2.665.555,40
	COUVERTURE en F	562.087,00		696.072		-133.985	155.181,78
	COUVERTURE en %	122,62%			26,9	95,72%	106,18%
30	CHARGES DE PERSONNEL	2.139.038,65		-414.491	-16,2	2.553.530	2.175.574,77
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	269.852,48		-41.803	-13,4	311.655	220.484,55
39	IMPUTATIONS INTERNES	75.684,65		-186.065	-71,1	261.750	114.314,30
42	REVENUS DES BIENS						290,00
43	RECETTES DIVERSES		2.902.298,90	16.299	0,6	2.886.000	2.508.936,20
45	DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES		141.100,00	66.100	88,1	75.000	152.840,00
450	CONFÉDÉRATION		141.100,00	66.100	88,1	75.000	152.840,00
49	IMPUTATIONS INTERNES		3.263,88	-28.686	-89,8	31.950	3.489,20

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
04.03.07.00	SERVICE CANTONAL DES OBJETS TROUVÉS						
3	CHARGES	702.325,34		-9.043	-1,3	711.368	688.547,40
4	REVENUS		223.841,27	28.791	14,8	195.050	180.139,32
	COUVERTURE en F	-478.484,07		37.834		-516.318	-508.408,08
	COUVERTURE en %	31,87%			4,5	27,42%	26,16%
30	CHARGES DE PERSONNEL	631.590,13		12.160	2,0	619.430	612.147,21
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	25.457,69		-1.530	-5,7	26.988	23.384,05
39	IMPUTATIONS INTERNES	45.277,52		-19.672	-30,3	64.950	53.016,14
43	RECETTES DIVERSES		219.210,95	41.211	23,2	178.000	179.968,45
49	IMPUTATIONS INTERNES		4.630,32	-12.420	-72,8	17.050	170,87
04.03.09.00	ARCHIVES D'ETAT						
3	CHARGES	2.986.940,19		-528.159	-15,0	3.515.099	2.948.684,05
4	REVENUS		43.147,46	-158.453	-78,6	201.600	25.766,36
	COUVERTURE en F	-2.943.792,73		369.706		-3.313.499	-2.922.917,69
	COUVERTURE en %	1,44%			-4,3	5,74%	0,87%
30	CHARGES DE PERSONNEL	1.981.702,50		-127.158	-6,0	2.108.860	1.929.213,80
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	346.031,25		-148.208	-30,0	494.239	343.950,47
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	23.000,00		0	0,0	23.000	
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	23.000,00		0	0,0	23.000	
35	DÉDOMMAGEMENTS À DES COLLECTIVITÉS PUBLIQUES	210.000,00		0	0,0	210.000	210.000,00
352	COMMUNES	210.000,00		0	0,0	210.000	210.000,00
39	IMPUTATIONS INTERNES	426.206,44		-252.794	-37,2	679.000	465.519,78
43	RECETTES DIVERSES		18.662,80	-1.337	-6,7	20.000	16.081,20
46	SUBVENTIONS ACQUISES		3.894,00	-106	-2,7	4.000	4.536,00
460	CONFÉDÉRATION		3.894,00	-106	-2,7	4.000	4.536,00
49	IMPUTATIONS INTERNES		20.590,66	-157.009	-88,4	177.600	5.149,16

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
04.03.10.00	SERVICE DE PROMOTION DE L'ÉGALITÉ ENTRE HOMMES ET FEMMES						
3	CHARGES	1.615.462,63		23.636	1,5	1.591.827	1.553.804,84
4	REVENUS		27.230,60	23.481	626,1	3.750	11.539,20
	COUVERTURE en F	-1.588.232,03		-155		-1.588.077	-1.542.265,64
	COUVERTURE en %	1,69%			1,5	0,24%	0,74%
30	CHARGES DE PERSONNEL	911.254,27		43.504	5,0	867.750	871.326,13
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	110.206,88		-17.370	-13,6	127.577	92.603,50
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	585.000,00		0	0,0	585.000	584.400,00
365	INSTITUTIONS PRIVÉES	585.000,00		0	0,0	585.000	584.400,00
0103	FONDS - INFORMATION - FILIGRANE	515.000,00		0	0,0	515.000	515.000,00
0300	DIVERSES ASSOCIATIONS FÉMININES	70.000,00		0	0,0	70.000	69.400,00
39	IMPUTATIONS INTERNES	9.001,48		-2.499	-21,7	11.500	5.475,21
43	RECETTES DIVERSES		15.515,60	14.816	NS	700	11.489,20
49	IMPUTATIONS INTERNES		11.715,00	8.665	284,1	3.050	50,00
04.03.11.00	BUREAU DE L'INTÉGRATION						
3	CHARGES	2.246.350,37		-294.414	-11,6	2.540.764	2.411.065,87
4	REVENUS		265.604,00	-71.396	-21,2	337.000	272.131,20
	COUVERTURE en F	-1.980.746,37		223.018		-2.203.764	-2.138.934,67
	COUVERTURE en %	11,82%			-1,4	13,26%	11,29%
30	CHARGES DE PERSONNEL	1.039.393,22		-79.367	-7,1	1.118.760	1.190.296,43
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	34.766,30		-211.238	-85,9	246.004	117.761,55
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	1.100.120,00		-9.880	-0,9	1.110.000	1.031.364,00
365	INSTITUTIONS PRIVÉES	1.100.120,00		-9.880	-0,9	1.110.000	1.031.364,00
0616	SUBVENTIONS AU CENTRE DE CONTACT SUISSE, IMMIGRÉS	300.000,00		0	0,0	300.000	300.000,00
0810	SUBVENTIONS PROJETS ANTIRACISTES	100.000,00		0	0,0	100.000	100.000,00
0916	SUBVENTIONS LIÉES À DES MANDATS DE PRESTATIONS	23.000,00		0	0,0	23.000	30.000,00
1016	UNIVERSITÉ POPULAIRE ALBANAISE	210.000,00		0	0,0	210.000	210.000,00
1115	UNIVERSITÉ POPULAIRE ALBANAISE (OCE : FORMATION CHÔMEURS)	87.000,00		0	0,0	87.000	87.000,00
1201	ASSOCIATION D'ENTRAIDE AUX RÉFUGIÉS CAMARADA	240.000,00		0	0,0	240.000	240.000,00
1303	ASSOCIATION MAISON KULTURA	30.000,00		0	0,0	30.000	
9813	SUBVENTIONS LIÉES AUX SUBVENTIONS COMMISSION FÉDÉRALE DES ÉTRANGERS	31.800,00		-8.200	-20,5	40.000	
9912	AUTRES SUBVENTIONS	78.320,00		-1.680	-2,1	80.000	64.364,00
39	IMPUTATIONS INTERNES	72.070,85		6.071	9,2	66.000	71.643,89

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
04.03.11.00	BUREAU DE L'INTÉGRATION (Suite)						
43	RECETTES DIVERSES		15.604,00	15.604	ND		22.131,20
46	SUBVENTIONS ACQUISES		250.000,00	0	0,0	250.000	250.000,00
460	CONFÉDÉRATION		250.000,00	0	0,0	250.000	250.000,00
49	IMPUTATIONS INTERNES			-87.000	-100,0	87.000	
04.03.12.00	DÉLÉGUÉ À LA GENÈVE INTERNATIONALE						
3	CHARGES	1.040.038,24		-20.067	-1,9	1.060.105	867.718,12
4	REVENUS		947,51	-7.452	-88,7	8.400	1.012,98
	COUVERTURE en F	-1.039.090,73		12.614		-1.051.705	-866.705,14
	COUVERTURE en %	0,09%			-0,7	0,79%	0,12%
30	CHARGES DE PERSONNEL	597.593,77		33.644	6,0	563.950	568.263,35
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	174.049,58		-35.180	-16,8	209.230	31.416,15
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	254.825,00		0	0,0	254.825	254.825,00
364	SOCIÉTÉS D'ÉCONOMIE MIXTE	254.825,00		0	0,0	254.825	254.825,00
0119	SUBVENTIONS AU CENTRE D'ACCUEIL POUR LA GENÈVE INTERNATIONALE	185.300,00		0	0,0	185.300	185.300,00
0212	SUBVENTIONS AU CLUB SUISSE DE LA PRESSE	69.525,00		0	0,0	69.525	69.525,00
39	IMPUTATIONS INTERNES	13.569,89		-18.530	-57,7	32.100	13.213,62
49	IMPUTATIONS INTERNES		947,51	-7.452	-88,7	8.400	1.012,98
04.04.00.00	CORPS DE POLICE						
3	CHARGES	336.890.050,45		34.585.069	11,4	302.304.981	313.347.366,46
4	REVENUS		153.518.472,77	34.177.498	28,6	119.340.975	129.144.291,78
	COUVERTURE en F	-183.371.577,68		-407.572		-182.964.006	-184.203.074,68
	COUVERTURE en %	45,57%			6,1	39,48%	41,21%
30	CHARGES DE PERSONNEL	235.191.861,85		364.402	0,2	234.827.460	223.188.514,48
309	FORMATION, RECRUTEMENT, DIV. CHARGES	495.501,26		-545.499	-52,4	1.041.000	483.898,26
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	21.357.609,13		2.908.853	15,8	18.448.756	19.233.874,75
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	25.765.134,65		22.691.770	738,3	3.073.365	22.222.018,32
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	2.983.365,00		0	0,0	2.983.365	3.432.937,00
338	PROVISIONS ET RÉSERVES	22.783.011,45		22.783.011	ND		18.790.000,00
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	-1.241,80		-91.242	-101,4	90.000	-918,68

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
04.04.00.00	CORPS DE POLICE (Suite)						
34	PARTS ET CONTRIBUTIONS SANS AFFECTATION	6.796.225,65		220.226	3,3	6.576.000	6.864.317,74
349	AUTRES PARTS	6.796.225,65		220.226	3,3	6.576.000	6.864.317,74
35	DÉDOMMAGEMENTS À DES COLLECTIVITÉS PUBLIQUES	52.138,09		4.638	9,8	47.500	54.408,50
351	CANTONS	52.138,09		4.638	9,8	47.500	54.408,50
39	IMPUTATIONS INTERNES	47.727.081,08		8.395.181	21,3	39.331.900	41.784.232,67
42	REVENUS DES BIENS		10.108,67	-6.991	-40,9	17.100	11.178,02
43	RECETTES DIVERSES		94.231.051,20	27.438.846	41,1	66.792.205	72.921.988,12
439	DISSOLUTIONS ET PROVISIONS		22.800.000,00	14.900.000	188,6	7.900.000	14.940.000,00
45	DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES		18.988.688,62	-1.833.781	-8,8	20.822.470	25.756.962,70
450	CONFÉDÉRATION		6.888.729,52	195.810	2,9	6.692.920	6.729.076,00
451	CANTONS		274.065,10	-155.485	-36,2	429.550	429.309,70
452	COMMUNES		11.825.894,00	-1.874.106	-13,7	13.700.000	18.598.577,00
46	SUBVENTIONS ACQUISES		5.067.765,00	67.765	1,4	5.000.000	5.057.650,00
460	CONFÉDÉRATION		5.067.765,00	67.765	1,4	5.000.000	5.057.650,00
49	IMPUTATIONS INTERNES		35.220.859,28	8.511.659	31,9	26.709.200	25.396.512,94
04.05.01.00	DIRECTION DE L'OFFICE PÉNITENTIAIRE						
3	CHARGES	2.295.747,39		46.189	2,1	2.249.558	2.211.188,80
4	REVENUS		937,00	937	ND		
	COUVERTURE en F	-2.294.810,39		-45.252		-2.249.558	-2.211.188,80
	COUVERTURE en %	0,04%					
30	CHARGES DE PERSONNEL	698.755,45		31.675	4,7	667.080	676.081,00
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	68.364,00		-12.414	-15,4	80.778	70.070,95
35	DÉDOMMAGEMENTS À DES COLLECTIVITÉS PUBLIQUES	605.053,25		25.053	4,3	580.000	540.797,95
351	CANTONS	605.053,25		25.053	4,3	580.000	540.797,95
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	921.700,00		0	0,0	921.700	921.700,00
363	PROPRES ÉTABLISSEMENTS	921.700,00		0	0,0	921.700	921.700,00
0412	FONDATION OFFICIELLE DE LA JEUNESSE, FOYER LE PERTUIS	921.700,00		0	0,0	921.700	921.700,00
39	IMPUTATIONS INTERNES	1.874,69		1.875	ND		2.538,90
43	RECETTES DIVERSES		937,00	937	ND		

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
04.05.02.00	PRISON DE CHAMP-DOLLON						
3	CHARGES	43.773.481,97		88.424	0,2	43.685.058	43.331.531,17
4	REVENUS		3.357.163,93	671.964	25,0	2.685.200	3.163.586,92
	COUVERTURE en F	-40.416.318,04		583.540		-40.999.858	-40.167.944,25
	COUVERTURE en %	7,67%			1,5	6,15%	7,30%
30	CHARGES DE PERSONNEL	34.835.110,53		-845.694	-2,4	35.680.805	35.306.028,71
309	FORMATION, RECRUTEMENT, DIV. CHARGES	27.495,05		-24.505	-47,1	52.000	25.818,95
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	3.684.069,46		-303.027	-7,6	3.987.096	3.761.578,30
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	1.898.955,60		1.453.999	326,8	444.957	1.482.027,52
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	440.957,00		0	0,0	440.957	437.221,00
338	PROVISIONS ET RÉSERVES	1.457.998,60		1.457.999	ND		1.040.370,20
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES			-4.000	-100,0	4.000	4.436,32
35	DÉDOMMAGEMENTS À DES COLLECTIVITÉS PUBLIQUES	729.180,90		349.181	91,9	380.000	148.500,00
351	CANTONS	580.680,90		350.681	152,5	230.000	
352	COMMUNES	148.500,00		-1.500	-1,0	150.000	148.500,00
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	648.850,55		-36.149	-5,3	685.000	670.031,65
366	PERSONNES PHYSIQUES	648.850,55		-36.149	-5,3	685.000	670.031,65
0213	PÉCULE ET VÊTEMENTS	648.850,55		-36.149	-5,3	685.000	670.031,65
39	IMPUTATIONS INTERNES	1.977.314,93		-529.885	-21,1	2.507.200	1.963.364,99
43	RECETTES DIVERSES		3.045.232,88	1.257.433	70,3	1.787.800	2.959.886,42
439	DISSOLUTIONS ET PROVISIONS		1.050.000,00	1.050.000	ND		1.340.000,00
45	DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES		311.931,05	61.931	24,8	250.000	207.582,50
451	CANTONS		311.931,05	61.931	24,8	250.000	207.582,50
49	IMPUTATIONS INTERNES			-647.400	-100,0	647.400	-3.882,00
04.05.03.00	SERVICE DE L'APPLICATION DES PEINES ET MESURES						
3	CHARGES	10.063.215,67		-1.063.751	-9,6	11.126.967	9.851.162,25
4	REVENUS		2.039,49	-7.261	-78,1	9.300	478,84
	COUVERTURE en F	-10.061.176,18		1.056.491		-11.117.667	-9.850.683,41
	COUVERTURE en %	0,02%			-0,1	0,08%	0,00%
30	CHARGES DE PERSONNEL	1.133.370,36		37.320	3,4	1.096.050	937.880,47
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	243.991,45		-141.426	-36,7	385.417	258.281,62

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
04.05.03.00	SERVICE DE L'APPLICATION DES PEINES ET MESURES (Suite)						
35	DÉDOMMAGEMENTS À DES COLLECTIVITÉS PUBLIQUES	8.671.967,40		-938.033	-9,8	9.610.000	8.568.625,60
351	CANTONS	8.671.967,40		-938.033	-9,8	9.610.000	8.568.625,60
39	IMPUTATIONS INTERNES	13.886,46		-21.614	-60,9	35.500	86.374,56
42	REVENUS DES BIENS						145,23
43	RECETTES DIVERSES		986,65	987	ND		-791,95
49	IMPUTATIONS INTERNES		1.052,84	-8.247	-88,7	9.300	1.125,56
04.05.04.00	SERVICE DE PROBATION ET D'INSERTION						
3	CHARGES	5.067.811,59		-144.169	-2,8	5.211.981	4.906.502,89
4	REVENUS		201.444,70	33.945	20,3	167.500	89.900,55
	COUVERTURE en F	-4.866.366,89		178.114		-5.044.481	-4.816.602,34
	COUVERTURE en %	3,98%			0,8	3,21%	1,83%
30	CHARGES DE PERSONNEL	4.446.937,06		96.037	2,2	4.350.900	4.284.721,57
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	164.363,48		-50.758	-23,6	215.121	160.802,31
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	177.109,30		-1	0,0	177.110	177.923,00
366	PERSONNES PHYSIQUES	177.109,30		-1	0,0	177.110	177.923,00
0117	RECLASSEMENT DES DÉTENU LIBÉRÉS	177.109,30		-1	0,0	177.110	177.923,00
39	IMPUTATIONS INTERNES	279.401,75		-189.448	-40,4	468.850	283.056,01
43	RECETTES DIVERSES		201.427,00	157.027	353,7	44.400	89.900,55
49	IMPUTATIONS INTERNES		17,70	-123.082	-100,0	123.100	
04.05.05.00	SERVICE DES ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION						
3	CHARGES	14.450.751,34		-592.753	-3,9	15.043.504	13.834.589,40
4	REVENUS		2.357.487,65	-338.536	-12,6	2.696.024	2.048.143,60
	COUVERTURE en F	-12.093.263,69		254.216		-12.347.480	-11.786.445,80
	COUVERTURE en %	16,31%			-1,6	17,92%	14,80%
30	CHARGES DE PERSONNEL	11.641.126,04		-277.584	-2,3	11.918.710	10.895.622,18
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	1.969.740,29		-178.082	-8,3	2.147.822	1.967.902,79
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	44.000,00		0	0,0	44.000	24.000,00

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
04.05.05.00	SERVICE DES ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION (Suite)						
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	44.000,00		0	0,0	44.000	24.000,00
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	246.480,50		-8.241	-3,2	254.722	247.136,65
366	PERSONNES PHYSIQUES	246.480,50		-8.241	-3,2	254.722	247.136,65
0213	PÉCULE ET VÊTEMENTS	246.480,50		-8.241	-3,2	254.722	247.136,65
39	IMPUTATIONS INTERNES	549.404,51		-128.845	-19,0	678.250	699.927,78
43	RECETTES DIVERSES		511.266,60	131.893	34,8	379.374	341.813,40
45	DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES		988.450,00	-331.550	-25,1	1.320.000	976.318,95
451	CANTONS		988.450,00	-331.550	-25,1	1.320.000	976.318,95
46	SUBVENTIONS ACQUISES		827.890,00	7.890	1,0	820.000	659.979,00
460	CONFÉDÉRATION		827.890,00	7.890	1,0	820.000	659.979,00
49	IMPUTATIONS INTERNES		29.881,05	-146.769	-83,1	176.650	70.032,25
04.07.01.00	DIRECTION GÉNÉRALE DES OFFICES DES POURSUITES ET DES FAILLITES						
3	CHARGES	4.875.165,36		989.665	25,5	3.885.500	5.122.716,06
4	REVENUS			-926.050	-100,0	926.050	31.016,50
	COUVERTURE en F	-4.875.165,36		-1.915.715		-2.959.450	-5.091.699,56
	COUVERTURE en %				-23,8	23,83%	0,61%
30	CHARGES DE PERSONNEL	1.641.246,22		1.641.246	ND		1.999.865,70
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	5.338,40		5.338	ND		85.502,80
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	314.000,00		0	0,0	314.000	
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	314.000,00		0	0,0	314.000	
39	IMPUTATIONS INTERNES	2.914.580,74		-656.919	-18,4	3.571.500	3.037.347,56
49	IMPUTATIONS INTERNES			-926.050	-100,0	926.050	31.016,50

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
04.07.02.00	OFFICE DES POURSUITES						
3	CHARGES	26.016.987,54		-4.819.927	-15,6	30.836.915	24.959.290,44
4	REVENUS		32.919.811,58	958.212	3,0	31.961.600	31.545.891,75
	COUVERTURE en F	6.902.824,04		5.778.139		1.124.685	6.586.601,31
	COUVERTURE en %	126,53%			22,9	103,65%	126,39%
30	CHARGES DE PERSONNEL	18.169.179,39		-3.382.451	-15,7	21.551.630	16.949.302,31
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	7.784.665,16		-1.374.820	-15,0	9.159.485	7.348.422,96
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	2.474,15		-47.526	-95,1	50.000	24.165,00
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	2.474,15		-47.526	-95,1	50.000	24.165,00
35	DÉDOMMAGEMENTS À DES COLLECTIVITÉS PUBLIQUES						281.032,50
353	PROPRES ÉTABLISSEMENTS						281.032,50
39	IMPUTATIONS INTERNES	60.668,84		-15.131	-20,0	75.800	356.367,67
42	REVENUS DES BIENS		15.335,85	3.336	27,8	12.000	25.124,67
43	RECETTES DIVERSES		24.604.811,89	-2.632.188	-9,7	27.237.000	23.954.530,86
49	IMPUTATIONS INTERNES		8.299.663,84	3.587.064	76,1	4.712.600	7.566.236,22
04.07.03.00	OFFICE DES FAILLITES						
3	CHARGES	11.981.009,66		-3.834.048	-24,2	15.815.058	10.215.235,76
4	REVENUS		7.516.077,45	-1.998.523	-21,0	9.514.600	5.725.650,73
	COUVERTURE en F	-4.464.932,21		1.835.526		-6.300.458	-4.489.585,03
	COUVERTURE en %	62,73%			2,6	60,16%	56,05%
30	CHARGES DE PERSONNEL	6.920.222,04		-830.178	-10,7	7.750.400	6.699.608,23
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	4.684.792,51		-2.545.465	-35,2	7.230.258	2.978.118,97
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	210.625,24		-89.375	-29,8	300.000	246.092,81
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	210.625,24		-89.375	-29,8	300.000	246.092,81
39	IMPUTATIONS INTERNES	165.369,87		-369.030	-69,1	534.400	291.415,75
42	REVENUS DES BIENS		10.646,83	-5.353	-33,5	16.000	20.023,80
43	RECETTES DIVERSES		7.455.350,45	-1.747.900	-19,0	9.203.250	5.655.246,82
49	IMPUTATIONS INTERNES		50.080,17	-245.270	-83,0	295.350	50.380,11

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
04.90.01.00	FONDS DE LUTTE CONTRE LA DROGUE						
3	CHARGES	273.889,00		-226.111	-45,2	500.000	381.960,00
4	REVENUS		273.889,00	-226.111	-45,2	500.000	381.960,00
	COUVERTURE en F						
	COUVERTURE en %	100,00%				100,00%	100,00%
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	273.889,00		-226.111	-45,2	500.000	381.960,00
367	ETRANGER	273.889,00		-226.111	-45,2	500.000	381.960,00
0113	COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT DANS LE TIERS MONDE	273.889,00		-226.111	-45,2	500.000	381.960,00
43	RECETTES DIVERSES		258.612,50	8.613	3,4	250.000	273.818,10
48	PRÉLÈVEMENTS SUR LES FINANCEMENTS SPÉCIAUX		15.276,50	-234.724	-93,9	250.000	108.141,90
480	PRÉLÈVEMENTS SUR FINANCEMENTS SPÉCIAUX		15.276,50	-234.724	-93,9	250.000	108.141,90
04.90.02.00	SOLIDARITÉ INTERNATIONALE						
3	CHARGES	12.761.171,00		-87.380	-0,7	12.848.551	12.970.659,00
4	REVENUS		12.761.171,00	-23.400	-0,2	12.784.571	12.970.659,00
	COUVERTURE en F			63.980		-63.980	
	COUVERTURE en %	100,00%			0,5	99,50%	100,00%
30	CHARGES DE PERSONNEL	423.264,89		-35.405	-7,7	458.670	403.635,99
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	53.628,10		-147.153	-73,3	200.781	47.060,25
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	12.136.079,00		36.079	0,3	12.100.000	12.095.933,00
365	INSTITUTIONS PRIVÉES	5.500.000,00		0	0,0	5.500.000	5.499.615,00
0229	FÉDÉRATION GENEVOISE DE COOPÉRATION	2.500.000,00		0	0,0	2.500.000	2.499.615,00
0303	COMITÉ INTERNATIONAL DE LA CROIX- ROUGE (CICR)	3.000.000,00		0	0,0	3.000.000	3.000.000,00
367	ETRANGER	6.636.079,00		36.079	0,5	6.600.000	6.596.318,00
0112	AIDE AUX PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT	5.548.315,00		-51.685	-0,9	5.600.000	5.566.556,00
0310	AIDE AUX MISSIONS DES PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	1.087.764,00		87.764	8,8	1.000.000	1.029.762,00
38	ATTRIBUTIONS AUX FINANCEMENTS SPÉCIAUX	72.763,66		72.764	ND		353.788,29
380	VERSEMENT SUR FINANCEMENTS SPÉCIAUX	72.763,66		72.764	ND		353.788,29
39	IMPUTATIONS INTERNES	75.435,35		-13.665	-15,3	89.100	70.241,47
49	IMPUTATIONS INTERNES		12.761.171,00	-23.400	-0,2	12.784.571	12.970.659,00

Récapitulation du département

CONSTRUCTIONS ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
05.00.00.00	CONSTRUCTIONS ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION						
3	CHARGES	690.891.211,91		-7.442.138	-1,1	698.333.350	685.195.662,75
4	REVENUS		298.030.005,60	-6.505.758	-2,1	304.535.764	246.607.941,36
	COUVERTURE en F	-392.861.206,31		936.380		-393.797.586	-438.587.721,39
	COUVERTURE en %	43,14%			-0,5	43,61%	35,99%
30	CHARGES DE PERSONNEL	134.389.775,65		1.650.371	1,2	132.739.405	132.901.967,43
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	196.995.678,48		-15.442.184	-7,3	212.437.862	202.269.709,07
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	134.410.630,88		-596.640	-0,4	135.007.271	153.464.163,16
35	DÉDOMMAGEMENTS À DES TIERS	13.691.050,35		-1.480.950	-9,8	15.172.000	20.121.303,10
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	81.341.533,32		3.021.171	3,9	78.320.362	78.289.519,29
37	SUBVENTIONS REDISTRIBUÉES	250.660,00		17.660	7,6	233.000	226.900,00
38	ATTRIBUTIONS AUX FINANCEMENTS SPÉCIAUX	2.693.644,15		101.644	3,9	2.592.000	4.090.399,96
39	IMPUTATIONS INTERNES	127.118.239,08		5.286.789	4,3	121.831.450	93.831.700,74
41	PATENTES ET CONCESSIONS		4.498.064,52	163.065	3,8	4.335.000	4.237.828,64
42	REVENUS DES BIENS		61.698.753,21	-8.300.047	-11,9	69.998.800	29.829.104,01
43	RECETTES DIVERSES		45.045.569,77	160.600	0,4	44.884.970	40.049.083,55
45	DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES		3.361.998,60	44.254	1,3	3.317.745	3.294.906,70
46	SUBVENTIONS ACQUISES		3.437.940,70	-99.059	-2,8	3.537.000	4.024.211,70
47	SUBVENTIONS À REDISTRIBUER		250.660,00	17.660	7,6	233.000	226.900,00
48	PRÉLÈVEMENTS SUR LES FINANCEMENTS SPÉCIAUX		3.998.290,28	2.661.891	199,2	1.336.399	247.399,35
49	IMPUTATIONS INTERNES		175.738.728,52	-1.154.121	-0,7	176.892.850	164.698.507,41

05. DEPARTEMENT DES CONSTRUCTIONS ET DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

FONCTIONNEMENT

Les comptes de fonctionnement consolidés du département se présentent comme suit :

Nature	Budget	Comptes	Ecart	%
30 - Charges de personnel *	132 739 405	134 389 776	1 650 371	+ 1.2%
31 - Dépenses générales	212 437 862	196 995 678	- 15 442 184	- 7.3%
33 - Amortissements, provisions, irrécouvrables	135 007 271	134 410 631	- 596 640	- 0.4%
35 - Dédommagements à des collectivités publiques	15 172 000	13 691 050	- 1 480 950	- 9.8%
36 - Subventions accordées *	78 320 362	81 341 533	3 021 171	+ 3.9%
37 - Subventions redistribuées	233 000	250 660	17 660	+ 7.6%
38 - Attributions aux financements spéciaux	2 592 000	2 693 644	101 644	+ 3.9%
3 - Charges hors ii	576 501 900	563 772 973	- 12 728 927	- 2.2%
39 - Imputations internes (ii)	121 831 450	127 118 239	5 286 789	+ 4.3%
3 - Charges avec ii	698 333 350	690 891 212	- 7 442 138	- 1.1%
41 - Patentes et concessions	4 335 000	4 498 065	163 065	+ 3.8%
42 - Revenus des biens	69 998 800	61 698 753	- 8 300 047	- 11.9%
43 - Recettes diverses	44 884 970	45 045 570	160 600	+ 0.4%
45 - Dédommagements de collectivités publiques	3 317 745	3 361 999	44 254	+ 1.3%
46 - Subventions acquises	3 537 000	3 437 941	- 99 059	- 2.8%
47 - Subventions à redistribuer	233 000	250 660	17 660	+ 7.6%
48 - Prélèvements sur les financements spéciaux	1 336 399	3 998 290	2 661 891	+ 199.2%
4 - Revenus hors ii	127 642 914	122 291 277	- 5 351 637	- 4.2%
49 - Imputations internes (ii)	176 892 850	175 738 729	-1 154 121	- 0.7%
4 - Revenus avec ii	304 535 764	298 030 006	- 6 505 758	- 2.1%

3 - CHARGES CONSOLIDEES

Hors imputations internes, les charges cumulées du DCTI, globalement inférieures de 12 728 927 F (-2.2%) au budget, sont maîtrisées. Ce résultat provient principalement des économies substantielles effectuées sur les dépenses générales et, subsidiairement sur celles réalisées pour les dédommagements à des collectivités publiques ainsi que sur les amortissements du patrimoine administratif. Ces diminutions sont partiellement atténuées par des charges de personnel et des subventions supérieures au budget qui ont fait l'objet de demandes de dépassement de crédit* acceptées par la commission des finances.

30 - Charges de personnel

Le dépassement* de 1 650 317 F (+1,2%) résulte essentiellement du rattrapage CIA.

Rattrapage CIA :

Le dépassement occasionné est de nature technique, puisque l'office du personnel de l'Etat a profité du bouclage des comptes 2007 pour payer le rattrapage de la caisse de compensation des employés de l'Etat (CIA) pour tous les départements.

ORFEM :

La réorganisation des fonctions d'état-major (ORFEM a été réalisée afin d'optimiser et de regrouper les fonctions de soutien au niveau départemental. Une direction de support a été créée en lieu et place de la direction des ressources financières du département. Des effectifs ont été transférés du centre des technologies de l'information, du registre foncier et de la sécurité civile vers la direction de support. D'autres transferts de personnel, dans les deux sens, ont eu lieu entre le secrétariat général et la direction de support. Au total, une soixantaine de postes, soit environ 5% des effectifs du département, a été transférée entre différentes entités dans le cadre de cette réorganisation.

Le budget 2007, élaboré avant le lancement du projet ORFEM, ne prend pas en compte ces transferts de personnel et les dépenses y relatives. La comptabilisation a néanmoins été basée sur la nouvelle organisation qui est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2007. Ainsi, pour les directions concernées, il convient de considérer les charges de façon globale.

Nombre de postes :

Dans le cadre de la diminution des effectifs, le DCTI a réduit son nombre de postes de 22 unités en 2007, poursuivant ainsi les efforts entrepris pour atteindre l'objectif de -5% d'ici 2009.

Réduction technique linéaire:

La réduction globale de près de 4 millions inscrite au budget du secrétariat général, a été absorbée grâce à une gestion stricte des postes vacants tout au long de l'année. A cet effet, trente postes en moyenne annuelle n'ont pas été repourvus au moment où ils devenaient disponibles. Par ailleurs, le recours à du personnel temporaire a été réduit dans toute la mesure du possible.

31- Dépenses générales

Cette catégorie de charges est inférieure de 15 442 184 F (-7,3%) au budget grâce aux efforts entrepris par l'ensemble des directions pour réduire leurs coûts de fonctionnement, notamment en ce qui concerne les dépenses relatives aux bâtiments, à l'informatique et au génie civil. Les économies réalisées concernent toutes les natures, soit :

- 310 - Fournitures générales (- 414 111 F)
- 311 - Mobilier, machines et véhicules (- 739 297 F)
- 312 - Eau, énergie, combustibles (- 1 478 727 F)
- 313 - Marchandises (- 595 729 F)
- 314 - Entretien des immeubles (- 4 136 487 F)
- 315 - Entretien de mobilier par des tiers (- 2 871 683 F)
- 316 - Loyers, fermages, redevances (- 3 058 915 F)
- 317 - Débours (- 199 167 F)
- 318 - Honoraires, prestations de service de tiers (- 2 068 143 F)

33- Amortissements, provisions et irrécouvrables

Globalement, ces charges sont inférieures au budget de 596 640 F (-0,4%). Les augmentations des amortissements du patrimoine administratif du CTI et de la police des constructions ainsi que la hausse des provisions et irrécouvrables dans le domaine du logement sont plus que compensées par les diminutions d'amortissement du patrimoine administratif, en relation avec des lois, dans les secteurs du bâtiment ainsi que des monuments et sites.

35- Dédommagements à des collectivités publiques

La participation à l'entretien des routes de la ville de Genève, qui à été inférieure aux prévisions, explique que les dédommagements soient inférieurs de 1 480 950 F (-9,8%) au budget.

36- Subventions accordées *

Le dépassement de 3 021 171 F (+3,9%) provient principalement de l'augmentation des subventions au logement* ainsi que de celles octroyées au sport. Ces charges supplémentaires ont fait l'objet de demandes de dépassement de crédit* pour un montant total de 3 684 665 F. En outre, la diminution des subventions accordées pour les locations de tiers ainsi que celles octroyées pour les droits de superficie couvrent partiellement les hausses susmentionnées. Compte tenu des crédits supplémentaires accordés par la commission des finances, le résultat final est de - 663 494 F par rapport au budget ajusté.

37- Subventions redistribuées

Le dépassement de 17 660 F (+7,6%) concerne les subventions redistribuées aux communes par la sécurité civile. Ce dépassement technique est couvert par un revenu équivalent (nature 47).

38- Attributions aux financements spéciaux

La différence technique de 101 644 F (+3,9%) résulte d'une modification du mode d'imputation entre le budget et les comptes.

4 – REVENUS CONSOLIDES

Hors imputations internes, les revenus cumulés du DCTI sont inférieurs de 5 351 637 F (-4,2%) aux prévisions pour les raisons indiquées ci-après.

41- Patentes et concessions

Les versements des sociétés de la Loterie Romande et du Sport-Toto, qui dépendent de leurs bénéficiaires, se sont avérés supérieurs de 163 065 F (+3,8%) au budget.

42- Revenus des biens

L'insuffisance de revenus de 8 300 047 F (-11,9%) s'explique par des gains comptables sur le patrimoine financier moindres que ceux espérés. En contrepartie, les revenus de la gérance sont nettement supérieurs au budget grâce au rattrapage d'une partie des loyers 2006 qui ont été comptabilisés en 2007 suite à des problèmes techniques. En outre, les remboursements de travaux consécutifs aux accidents par les assurances ainsi que la refacturation d'heures effectuées par le personnel du génie civil ont été plus importants que prévu. Enfin, les revenus des prêts hypothécaires et des participations permanentes ont également été supérieurs aux estimations.

43- Recettes diverses

Cette catégorie de revenus est supérieure de 160 600 F (+0,4%) au budget grâce aux émoluments du registre foncier et de la police des constructions qui dépassent les prévisions. En contrepartie, les surtaxes liées au logement subventionné sont inférieures au budget en raison du moindre nombre d'objets sous surveillance.

45- Dédommagements de collectivités publiques

Les dédommagements obtenus sont supérieurs de 44 254 F (+1,3%) au budget grâce à la part cantonale liée aux droits d'entrée sur les carburants qui a été plus importante que prévu.

46- Subventions acquises

Les subventions acquises ont été inférieure de 99 059 F (-2,8%) au budget en raison de moindres versement de la Confédération pour les routes nationales. En contrepartie, les remboursements sur les allocations logement sont supérieurs aux prévisions.

47- Subventions à redistribuer

Les subventions à redistribuer ont été supérieures de 17 660 F (+7.6 %) au budget.

48- Prélèvements sur les financements spéciaux

Ce revenu technique, supérieur de 2 661 891 F (+199,2%) aux estimations, sert à équilibrer les comptes des fonds, notamment celui du Sport-Toto.

05.01.00.00 SECRETARIAT GENERAL

30 Charges de personnel 1 425 438

Les charges de personnel s'élèvent à 4 970 933 F par rapport à un budget de 3 545 555 F.

La réduction technique linéaire de près de 4 millions a été budgétisée au secrétariat général alors que les non dépenses ont été effectivement réalisées par différentes directions du département. En réalité, les charges de personnel du secrétariat général ont été inférieures au budget à cause de la réorganisation des fonctions d'état-major et des transferts de postes opérés avec la direction de support (CR 05.09.00.00).

31 Dépenses générales - 26 810

Les dépenses générales se montent à 1 087 151 F par rapport à un budget de 1 113 962 F. Les principaux facteurs d'écart sont:

310 Fournitures bureau, imprimés, matériel (- 21 417)
Dépenses partiellement comptabilisées sur la direction de support (CR 05.09.00.00).

316 Loyer, fermages, redevances (- 106 370)
Une partie des dépenses pour la location et taxes de machines à photocopier a été comptabilisée sous la direction de support (CR 05.09.00.00).

317 Débours (- 45 406)

318 Honoraires, prestations de service de tiers (+ 148 024). Ce dépassement est en grande partie compensé par des non dépenses de même nature prévues pour le comité de sécurité des systèmes d'information (CR 05.13.00.00).

36	Subventions accordées	9 302
	365 Institutions privées	9 302
	36507150 Centre suisse pour la construction adaptée pour les handicapés.	9 302
39	Imputations internes	- 174 985
	391 Frais de bâtiment (- 167 714)	
42	Revenus des biens	- 208 167
	425 Prêts du patrimoine administratif (- 208 167) Remboursement aéroport - intérêts zones NNI concernant la loi 7610	
43	Recettes diverses	- 531 531
	En 2007, le total des recettes diverses s'est élevé à 38 438 F sur un budget de 596 790 F. L'écart s'explique principalement par les indemnités d'assurances qui sont comptabilisées sur les CR effectivement concernés.	
	431 Émoluments administratifs (+ 1 738)	
	434 Redevances d'utilité et prestation de service (+ 16 130)	
	435 Ventes de marchandises (- 8 000)	
	436 Dédommagements de tiers (- 509 139) Indemnités journalières - assurance accident (+ 500 000) Le budget est inscrit au niveau du secrétariat général, mais la comptabilisation s'effectue au niveau des directions concernées par les indemnités.	
49	Imputations internes	105 420
	491 Revenus des bâtiments (- 104 032)	
	497 Facturation interne (+ 209 452) Prestations effectuées pour la collectivité	
05.02.00.00	POLICE DES CONSTRUCTIONS	
30	Charges de personnel	- 139 482
	Les charges de personnel s'élèvent à 7 037 048 F par rapport à un budget de 7 176 530 F. L'économie réalisée contribue à la réduction technique linéaire inscrite au secrétariat général (CR 05.01.00.00).	
31	Dépenses générales	- 54 284
	Les dépenses générales se montent à 149 466 F par rapport à un budget de 203 750 F.	

	317 Débours (- 29 145)	
	318 Honoraires, prestations de service de tiers (- 25 139).	
33	Amortissements, provisions, irrécouvrables	686 382
	331 Amortissements ordinaires du patrimoine administratif Amortissement supplémentaire lié aux versements des subventions de l'année découlant de la LDTR (lois no 7292 et 8883). La dépense d'investissement à amortir a été supérieure à la prévision.	686 382
43	Recettes diverses	480 729
	En 2007, le total des recettes diverses s'est élevé à 3 555 729 F sur un budget de 3 075 000 F. Ce résultat s'explique principalement par des émoluments supérieurs aux attentes.	
	431 Emoluments administratifs (+ 569 920) Augmentation des émoluments liés aux autorisations de construire (+ 458 000) et aux permis d'habiter (+ 93 000). Le nombre de demandes, qui est difficile à prévoir une année à l'avance, est sujet à des fluctuations.	
	436 Dédommagement de tiers (+ 97 814) Revenu exceptionnel de 85 000 F lié à la régularisation de confiscations de gains sur loyers illicites	
	437 Amendes (- 204 580) Diminution tendancielle du nombre et de l'importance des infractions constatées.	
49	Imputations internes	- 63 133
	491 Revenus des bâtiments (- 63 133)	
05.04.00.00	BATIMENTS	
30	Charges de personnel	- 276 112
	Les charges de personnel s'élèvent à 25 122 768 F par rapport à un budget de 25 398 880 F. L'économie réalisée, grâce au gel de postes vacants, contribue à la réduction technique linéaire inscrite au secrétariat général (CR 05.01.00.00).	
31	Dépenses générales	- 8 922 057
	Les dépenses générales se montent à 130 348 386 F par rapport à un budget de 139 270 443 F.	
	312 Eau, énergie, combustibles (- 795 494) Les principaux facteurs d'écarts sont :	

Diminution des frais d'électricité pour immeuble publics et loués (- 1 025 851). Ce disponible provient majoritairement d'une baisse des tarifs d'acheminement de l'électricité.

Malgré l'augmentation des tarifs, les dépenses de combustibles (gaz, mazout, bois, chauffage à distance) ont diminué (- 740 862).

Ces baisses ont été partiellement compensées par une augmentation des frais de chauffage pour locaux loués (+ 704 485).

Des travaux d'assainissement énergétique (+ 296 966) ont permis d'éviter des dépenses supplémentaires estimées à environ 0,8 millions.

313 Marchandises (- 370 197)

Renégociation des contrats d'achat de matériel incendie et installations de sécurité (- 308 839)

314 Entretien des immeubles (- 3 974 616)

Les charges d'entretien des immeubles ont dégagé un disponible de près de 4 millions F car certaines catégories de réparations n'ont pas été effectuées en 2007 (stores, chenaux, toitures, petite menuiserie, etc.).

Ce disponible provient notamment de diminutions sur les entretiens courants des immeubles publics (- 2 529 251), des conduites de chauffage et leur surveillance (- 627 934) des chaufferies, ventilations, façades, toitures et divers (- 630 188) ainsi que des immeubles locatifs (- 1 065 717).

Dans le même temps, les charges d'entretien des immeubles ont été grevées par des dépenses supplémentaires sur les frais induits liés au traitement de l'eau pour les immeubles publics (+ 607 021).

315 Entretien de mobilier par des tiers (- 570 678)

Les contrats d'entretien sur les installations de sécurité contre les incendies ont été renégociés (- 570 678).

316 Loyer, fermages, redevances (- 2 430 270)

Annulation de baux et report de nouvelles locations.

318 Honoraires, prestations de service de tiers (- 796 051). Les principaux facteurs à l'origine de cet écart sont:

- Frais de surveillance et de gestion des parkings (- 1 446 229) : le budget a été prévu au brut alors que la comptabilisation a été faite au net sur les revenus.
- Diminution des frais liés à la levée des déchets industriels pour les immeubles publics (- 327 053) et des frais de blanchissage et nettoyage de tapis et rideaux (- 284 085).
- Externalisation des prestations de nettoyage et d'entretien des immeubles publics (+ 1 337 699).

33 Amortissements, provisions, irrécouvrables - 1 100 264

- 331 Amortissement ordinaire du patrimoine administratif -1 100 264
Amortissement lié aux dépenses effectuées dans l'année sur la loi 5819 inférieur au budget (- 1 100 264).

36	Subventions accordées	- 1 174 807
	365 Institutions privées, diminution des subventions accordées :	- 1 174 727
	36506150 Frais d'exploitation Genève-plate	- 30 000
	36507250 Location auprès de tiers pour o.n.g.	- 152 578
	36507251 Location de tiers pour PMA et OMC	- 338 937
	36507252 Location pour ONUSIDA : montant comptabilisé en transitoire en 2006, mais dont le paiement n'a pas eu lieu.	- 230 000
	36507350 Ecole Internationale (différentiel sur droit de superficie)	-423 212
38	Subventions accordées	17 012
	380 Versements sur financements spéciaux	17 012
39	Imputations internes	17 247 110
	390 Imputations internes (- 850 000)	
	391 Frais de bâtiments (+ 18 116 918)	
42	Revenus des biens	4 316 661
	Le total des revenus des biens s'est élevé à 43 513 381 F sur un budget de 39 196 720 F.	
	423 Immeubles du patrimoine financier (+ 6 528 479). Les principaux facteurs à l'origine de cet écart sont mentionnés ci-dessous: Suite à la mise en place d'un nouveau système informatique à la gérance en 2006, les revenus de juillet à décembre 2006 n'ont pu être comptabilisés qu'en 2007 (+ 9 044 060). Produit des parkings locatifs (- 2 254 597) : le budget a été prévu au brut, alors que la comptabilisation a été faite au net sur cette nature de revenus.	
	427 Immeubles du patrimoine administratif (- 2 211 818).Les principales raisons de cette économie sont les suivantes: Les rentes des droits de superficie de la cité universitaire (- 539 000) et de son extension (- 274 000) n'ont pas été perçues car le PL n'a pas été voté. Il n'y a pas eu de produits des droits de superficie des transports publics genevois puisque le transfert d'actifs a seulement eu lieu à la fin 2007 (- 907 000) Diminution des rétrocessions des redevances selon la loi sur les procédés de réclame (- 302 745).	
43	Recettes diverses	- 575 179
	Le total des recettes diverses s'est élevé à 5 158 721 F sur un budget de 5 733 900 F.	
	435 Vente de marchandises (+ 615 598) Le produit des ventes de chaleur (+ 422 753) et de courant électrique (+ 192 407) a été plus important qu'escompté.	
	436 Dédommagements de tiers (- 1 190 897)	

Le remboursement des services industriels a été comptabilisé en déduction de charges (- 1 600 000)
 Le remboursement des locations auprès de tiers (+ 1 494 558) a été partiellement compensé par des diminution des remboursements des frais de chauffage (- 471 562) et des frais d'exploitation pour les immeubles locatifs (- 395 366).

	48	Prélèvement sur les financements spéciaux	-209 702
	480	Prélèvement sur les financements spéciaux	-209 702
	49	Imputations internes	5 872 488
	491	Revenus des bâtiments (+ 6 016 588)	
05.05.00.00		GENIE CIVIL	
	30	Charges de personnel	- 498 477
		Les charges de personnel s'élèvent à 15 810 393 F par rapport à un budget de 16 308 870 F. L'économie réalisée, grâce au gel de plusieurs postes vacants, contribue à la réduction technique linéaire inscrite au secrétariat général (CR 05.01.00.00).	
	31	Dépenses générales	- 1 323 556
		En 2007, le total des dépenses générales atteint 11 198 115 F sur un budget de 12 521 671 F. L'écart provient d'économies réalisées sur les natures ci-après :	
	311	Mobilier, machines et véhicules (- 157 995) Achat de matériel de salage différé	
	312	Eau, énergie, combustibles (- 618 442) Rabais obtenu sur un nouveau contrat d'électricité Diminution de la consommation pendant les travaux du tunnel de Ferney Halle 6, prise en charge de l'électricité par Orgexpo	
	313	Marchandises (- 202 585) Comptabilisation effectuée dorénavant directement dans les CR clients Diminution des contrats de leasing (Veto)	
	314	Entretien des routes (- 83 086) Augmentation des frais liés à l'entretien des routes et aux travaux consécutifs aux accidents, compensés par des revenus d'assurance (+ 35 000). Diminution des charges pour salage, due à l'hiver clément (- 118 000).	
	315	Entretien de mobilier par des tiers (- 95 996) Comptabilisation effectuée dorénavant directement dans les CR clients	
	316	Loyers, fermages (- 1 977)	

317	Débours (- 11 706)	
318	Honoraires, prestations de service de tiers (- 151 769) Diminution de la quantité de déchets envoyés à l'incinérateur (- 124 000) Diminution des charges au titre de la taxe poids lourd (- 19 000)	
33	Amortissements, provisions, irrécouvrables	2
331	Amortissements ordinaires du patrimoine administratif	2
35	Dédommagements de collectivités publiques	- 1 471 648
352	Communes "Participation à l'entretien des routes de la Ville de Genève" selon convention du 4.3.1936. Calcul basé sur les dépenses effectuées par la ville de Genève pour l'entretien et la construction de son réseau routier. Cette dépense de 13 028 352 F est compensée à raison de 11 825 894 F par la contribution municipale aux dépenses de circulation (CR 04.04.03.00 45200111 au DI)	- 1 471 648
42	Revenus des biens	- 22 100
427	Immeubles du patrimoine administratif Aucune location en 2007	-22 100
43	Recettes diverses	1 123 705
436	Dédommagements de tiers (+ 823 503) Ces recettes directement liées au remboursement des travaux d'entretien et aux travaux consécutifs aux accidents, par définition imprévisibles, sont en augmentation en raison de la hausse du nombre de cas. Ces revenus comprennent également les remboursements des assurances militaire et maternité.	
438	Remboursement frais administratifs (+ 295 819) Le nombre d'heures refacturées par les employés de l'Etat est supérieur aux prévisions.	
45	Dédommagements de collectivités publiques	98 049
450	Confédération La part cantonale liée aux droits d'entrée sur les carburants a été supérieure à la prévision.	98 049
46	Subventions acquises	- 236 168
460	Confédération Les subventions reçues, liées aux routes nationales, ont été inférieures aux prévisions	- 236 168
49	Imputations internes	- 1 517 766
491	Revenus des bâtiments (- 192 695)	

497 Facturations internes (- 1 325 071)

05.06.00.00

DIRECTION DU LOGEMENT

30	Charges de personnel	126 453
	Les charges de personnel atteignent 6 250 063 F par rapport à un budget de 6 123 610 F. L'écart s'explique par une suppression différée de poste liée à un transfert qui n'a pas eu lieu.	
31	Dépenses générales	- 106 469
	Les dépenses générales se montent à 110 966 F par rapport à un budget de 217 435 F. Cette économie globale résulte principalement des variations de charges ci-après.	
	310 Fournitures bureau, imprimés, matériel (- 19 270)	
	312 Eau, énergie, combustibles (- 64 765)	
	314 Entretien des immeubles (+ 22 175)	
	318 Honoraires, prestations de service de tiers (- 43 056)	
33	Amortissements, provisions, irrécouvrables	882 517
	338 Provisions et réserves	205 000
	Le nombre de dossiers en contentieux a augmenté ce qui a généré un ajustement de la provision.	
	339 Créances irrécouvrables	677 517
	Le nombre de débiteurs non solvables est en augmentation depuis 2005.	
36	Subventions accordées	1 349 178
	363 Propres établissements	742 306
	36308050 Subventions tacites - intérêts dotations FIDP Compensé par des revenus sous la nature 426.	697 940
	36308051 Subventions tacites - intérêts dotations FIDP Compensé par des revenus sous la nature 426.	44 366
	365 Institutions privées	-1 528 950
	36508150 Indemnité pour rente de droit de superficie de la cité universitaire. La loi n'a pas été votée	- 819 000
	36508151 Indemnité pour rente de droit de superficie de l'extension de la cité universitaire. La loi n'a pas été votée.	- 700 000
	366 Personnes physiques	2 135 822
	36607750 Subventions au logement social Dépense justifiée par une demande de dépassement de crédit* qui a été déposée pour un montant de 493 305 F..	384 459
	36607850 Charges des prêts sans intérêts et à des taux réduits (HCM/HLM)	- 100 000

36607950	Allocations de logement du secteur subventionné Dépense justifiée par une demande de dépassement de crédit*qui a été déposée pour un montant de 1 008 000 F.	935 972
36608050	Allocation de logement du secteur libre	- 147 189
36608150	Subventions pour habitations mixtes Dépense justifiée par une demande de dépassement de crédit *qui a été déposée pour un montant de 1 253 000 F.	1 158 029
36608850	Prise en charge des loyers impayés de personnes évacuées et relogées	- 85 449
42	Revenus des biens	843 455
	Le total des revenus des biens s'est élevé à 6 124 455 F sur un budget de 5 281 000 F.	
425	Prêts du patrimoine administratif Prêts hypothécaires HLM (+ 241 845)	
426	Participation permanente du patrimoine administratif (+ 586 306) Ce montant compense en partie les subventions tacites des FIDP et le FPLC qui sont comptabilisées sous la nature 363.	
427	Immeubles du patrimoine administratif (- 8 050)	
429	Autres revenus (+ 23 316)	
43	Recettes diverses	- 1 597 842
	Le total des recettes diverses s'est élevé à 9 863 157 F sur un budget de 11 461 000 F.	
431	Émoluments administratifs (- 1 651 398) Baisse des encaissements sur les surtaxes en raison d'une diminution du nombre de logements sous contrôle.	
436	Dédommagements de tiers (+ 53 438)	
46	Subventions acquises	138 429
466	Personnes physiques (+ 138 429) Augmentation des remboursements sur les allocations de logement des secteurs subventionné, libre et mixte.	
49	Imputations internes	- 65 492
491	Revenus des bâtiments (- 65 492)	

05.07.00.00	PATRIMOINE ET SITES	
30	Charges de personnel	+ 363 280
	Les charges de personnel atteignent 4 428 480 F par rapport à un budget de 4 065 200F. L'écart est dû à la suppression différée d'un poste et à l'augmentation de taux d'activité.	
31	Dépenses générales	- 158 407
	Les dépenses générales atteignent 346 128 F en 2007 par rapport à un budget de 504 535 F. Les principaux facteurs d'écart sont :	
	310 Fournitures de bureau, imprimés, matériel (- 36 120) Aucune impression de publication.	
	317 Débours (+ 6 951)	
	318 Honoraires, prestations de service de tiers (- 129 977) Economie principalement due à l'arrêt du projet Musée des cultures (- 75 000) et à la diminution des paiements pour l'inventaire des monuments d'art et d'histoire (- 43 000).	
33	Amortissements, provisions, irrécouvrables	- 1 168 181
	331 Amortissements ordinaires du patrimoine administratif Amortissements liés aux dépenses annuelles sur les lois :	- 1 168 181
	<ul style="list-style-type: none"> • 8390 - Etude et recensement pour les mesures de protection du patrimoine (+ 34 000) • 7937- Subvention à la restauration de bâtiments MNS (- 1 202 000) 	
38	Attributions aux financements spéciaux	0
	380 Versement sur financement spéciaux	2 000 000
	381 Dotation aux fonds spéciaux Modification d'imputation entre le budget et les comptes. Neutre au niveau de la nature 38.	- 2 000 000
43	Recettes diverses	22 976
	436 Dédommagement de tiers (+ 27 625) provenant principalement à des remboursements de l'assurance maternité.	
49	Imputations internes	- 39 568
	491 Revenus des bâtiments (- 39 568)	

05.08.00.00	CENTRE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	
30	Charges de personnel	-3 867 703
	<p>Les charges de personnel s'élèvent à 48 468 347 F sur un budget de 52 336 050 F.</p> <p>Le disponible est dû principalement à la réorganisation des fonctions d'état-major qui a conduit à la dissolution de la direction administrative et financière du CTI et au transfert de 19 postes à la nouvelle direction de support du département (CR 05.09.00.00) ainsi qu'à la suppression de 6 postes dans le cadre d'ORFEM. Le solde de l'économie réalisée, grâce au gel de plusieurs postes vacants et à un moindre recours à du personnel temporaire, contribue à la réduction technique linéaire inscrite au secrétariat général (CR 05.01.00.00).</p>	
31	Dépenses générales	- 4 920 659
	<p>Le total des dépenses générales s'est élevé à 50 736 997 F pour un budget de 55 657 656 F. Cet écart s'explique par plusieurs facteurs d'économie qui concernent tous les types de charges du CTI.</p> <p>Par ailleurs, une partie des sommes non dépensées a servi à couvrir les frais résultant de tâches transférées à la direction de support (CR 05.09.00.00)</p>	
	<p>310 Fournitures bureau, imprimés, matériel (- 214 589)</p> <p>L'économie provient essentiellement de la diminution de la consommation des impressions de formulaires.</p>	
	<p>311 Mobilier, machines et véhicules (- 593 546)</p> <p>Il y a eu moins d'acquisitions de matériels et de machines, de composants et de licences informatiques ainsi que de mobilier qu'initialement prévu dans le budget. Par ailleurs, des équipements réseaux, budgétisés sur cette nature, ont été comptabilisés en investissement car ils ont été considérés comme faisant partie intégrante du câblage.</p>	
	<p>314 Entretien des immeubles (- 88 430)</p> <p>L'économie, qui concerne le domaine des réseaux et télécommunications, résulte d'un moindre recours à des entreprises pour effectuer des modifications de câblage consécutives aux travaux d'entretien dans les bâtiments.</p>	
	<p>315 Entretien de mobilier par des tiers (- 2 187 317)</p> <p>Les économies réalisées ont plusieurs origines :</p> <ul style="list-style-type: none"> • diminution du nombre d'entretiens ponctuels, • renouvellement d'équipements favorisé car moins coûteux que l'entretien, • réduction du nombre de lignes grâce au développement du réseau de fibres optiques de l'Etat. 	
	<p>316 Loyer, fermages, redevances (- 699 629)</p> <p>Le développement du réseau de fibres optiques privé de l'Etat a permis de réduire le nombre de lignes louées et de ce fait les charges de location y relatives.</p>	

	317 Débours (-119 506)	
	La diminution des effectifs ainsi qu'une réduction des déplacements ont permis de réduire cette nature de charges.	
	318 Honoraires, prestations de service de tiers (-1 017 264)	
	Réduction des mandats de prestations auprès de tiers.	
	Frais de communications téléphoniques et de données en diminution grâce à une baisse substantielle des tarifs chez certains opérateurs de téléphonie et à des négociations dans le cadre du <i>consortium Vaud-Genève</i> (- 700 617).	
33	Amortissements, provisions, irrécouvrables	+ 178 500
	331 Amortissement ordinaires du patrimoine administratif	
	Suite à la recommandation de l'inspection cantonale des finances, le CTI a procédé à un amortissement complémentaire concernant la loi 9335 (+ 178 500)	
39	Imputations internes	- 9 803 027
	391 Frais de bâtiments (- 9 799 646)	
43	Recettes diverses	- 227 264
	434 Redevances d'utilisation et prestations de service à des tiers en baisse (- 47 506)	
	436 Dédommagements de tiers (- 180 758)	
	Divers remboursements d'assurances sociales.	
49	Imputations internes	5 224 673
	491 Revenus des bâtiments (+ 5 374 673)	
	495 Informatique (- 150 000)	
05.09.00.00	DIRECTION DE SUPPORT	
30	Charges de personnel	6 034 428
	Les charges de personnel s'élèvent à 9 084 848 F par rapport à un budget de 3 050 420 F.	
	Cet écart est notamment dû à la réorganisation des fonctions d'état-major qui a conduit à un transfert net de 57 postes du secrétariat général, du CTI, de la sécurité civile et du registre foncier à la direction de support. Ce dépassement technique est intégralement compensé par des non dépenses sur les entités concernées (CR 05.01.00.00 / 05.08.00.00 / 05.11.00.00 / 05.12.00.00).	

31	Dépenses générales	341 650
	<p>Les dépenses générales atteignent 1 545 995 F par rapport à un budget de 1 204 345 F. Ce dépassement est intégralement compensé par des non dépenses au secrétariat général (CR 05.01.00.00) et au CTI (CR 05.08.00.00). Les principaux facteurs d'écart sont:</p>	
	<p>316 Loyer, fermages, redevances (+ 151 257) Le budget pour la location et taxes de machines à photocopier est au niveau du secrétariat général.</p>	
	<p>318 Honoraires, prestations de service de tiers (+ 181 335) L'augmentation provient notamment des frais de transport et des déménagements liés à la réorganisation des fonctions d'état-major qui n'avait pas été prévue au budget.</p>	
39	Imputations internes	- 71 436
	391 Frais de bâtiment (- 99 664)	
	397 Facturation interne (+ 28 227)	
42	Revenus des biens	- 13 232 793
	<p>424 Gains comptables sur les placements du patrimoine financier (- 13 231 628). Cet écart important s'explique par des gains moindres que ceux espérés, ceci en raison de ventes prévues en 2007 qui n'ont pas pu être réalisées ou dont la plus-value a été inférieure aux estimations initiales.</p>	
	426 Participation permanente du patrimoine administratif (- 1 660)	
43	Recettes diverses	99 097
	436 Dédommagements de tiers (+ 99 097)	
49	Imputations internes	- 48 902
	491 Revenus des bâtiments (- 48 902)	
05.11.00.00	SECURITE CIVILE	
30	Charges de personnel	- 1 011 977
	<p>Les charges de personnel s'élèvent à 8 915 803 F par rapport à un budget de 9 927 780 F.</p>	

Le disponible est partiellement dû à la réorganisation des fonctions d'état-major qui a conduit au transfert de 4 postes à la nouvelle direction de support du département (CR 05.09.00.00). Le solde de l'économie réalisée, grâce au gel de plusieurs postes vacants, contribue à la réduction technique linéaire inscrite au secrétariat général (CR 05.01.00.00).

31	Dépenses générales	- 124 049
	Les dépenses générales se montent à 1 103 111 F par rapport à un budget de 1 227 160 F. Les principaux facteurs d'écart sont:	
	310 Fournitures bureau, imprimés, matériel (- 13 132)	
	311 Mobilier, machines et véhicules (- 6421)	
	313 Marchandises (- 23 457)	
	314 Entretien des immeubles (- 12 531)	
	315 Entretien de mobilier par des tiers (- 12 922)	
	316 Loyer, fermages, redevances (+ 29 211) Dépassement budgétaire des télécommandes du réseau des sirènes lié à des contrats (+ 29 082)	
	318 Honoraires, prestations de service de tiers (- 77 137) <ul style="list-style-type: none"> • Le nombre de participants aux cours d'instruction à la protection civile, variable d'une année à l'autre, a été inférieur aux prévisions (- 40 841) • Taxes appel local b : moins de pagers pour la protection civile en raison de la dissolution de détachements (- 32 556) 	
36	Subventions accordées	- 81 522
	362 Communes	- 78 472
	36207011 Instruction: augmentation compensée par moins de subventions accordées pour le matériel	14 950
	36207015 Subventions matériel et équipement réduites	- 10 343
	36207211 Matériel : les besoins ont été moindres que prévu	- 83 079
37	Subventions redistribuées	17 660
	372 Communes Diverses subventions (+ 22 760)	23 560
	375 Institutions privées	- 5 900
39	Imputations internes	- 247 138
	391 Frais de bâtiments (- 270 855)	
43	Recettes diverses	193 926

Le total des recettes diverses s'est élevé à 273 826 F sur un budget de 79 900 F. Les principaux facteurs d'écart sont:

434	Redevances d'utilité et prestation de service (+ 116 714) Augmentation de diverses redevances.	
436	Dédommagements de tiers (+ 71 955) Indemnités journalières de l'assurance accident LAA et militaire (+ 64 351)	
45	Dédommagements de collectivités publiques	- 53 795
452	Communes Participation des communes aux frais d'entretien des constructions cantonales (- 61 547) moindre que prévu.	- 53 795
46	Subventions acquises	- 1 321
460	Confédération	- 1 321
49	Imputations internes	- 135 864
491	Revenus des bâtiments (- 215 400)	
494	Parts à des recettes Part des compagnies d'assurance contre l'incendie (+ 79 536)	
05.12.00.00	REGISTRE FONCIER	
30	Charges de personnel	- 515 537
	Les charges de personnel s'élèvent à 3 774 833 F par rapport à un budget de 4 290 370 F. Le disponible est partiellement dû à la réorganisation des fonctions d'état-major qui a conduit au transfert d'un poste à la nouvelle direction de support du département (CR 05.09.00.00). Le solde de l'économie réalisée, grâce au gel de plusieurs postes vacants, contribue à la réduction technique linéaire inscrite au secrétariat général (CR 05.01.00.00).	
31	Dépenses générales	- 15 351
	Le total des dépenses générales atteint 274 871 F sur un budget de 290 222 F. Les économies relativement importantes réalisées sur cette catégorie de charges ont été en grande partie compensées par des remboursements d'émoluments. Les principaux facteurs d'écart sont:	
310	Fournitures bureau, imprimés, matériel (-93 607) L'économie réalisée provient essentiellement de la réduction de la surface de texte d'annonce publiée (- 85 000) et de la diminution des impressions de formules (- 7 000)	

	317 Débours (-4 996)	
	318 Frais de port et d'affranchissement (- 30 000)	
	319 Remboursement du trop perçu sur des émoluments concernant des transactions importantes (+ 120 000)	
43	Recettes diverses	742 415
	Le total des recettes diverses s'est élevé à 20 742 655 F sur un budget de 20 000 200 F. Augmentation des émoluments (+ 676 000) Remboursement d'assurances (+ 67 000)	
49	Imputations internes	- 24 230
	491 Revenus des bâtiments (- 24 230)	
05.13.00.00	COMITE DE SECURITE DES SYSTEMES D'INFORMATION	
30	Charges de personnel	6 208
	Les charges de personnel s'élèvent à 436 408 F en 2007 par rapport à un budget de 430 200 F.	
31	Dépenses générales	- 127 656
	Le total des dépenses générales atteint 82 578 F sur un budget de 210 234 F. Le principal motif de cet écart est:	
	318 Honoraires, prestations de service de tiers (- 120 390) Limitation des mandats d'audit et de conseil concernant la sécurité des systèmes informatiques.	
39	Imputations internes	4 108
	391 Frais de bâtiment (+ 4 108)	
49	Imputations internes	- 12 401
	491 Revenus des bâtiments (- 12 401)	
05.90.00.00	COMMISSION CANTONALE DU SPORT TOTO	
30	Charges de personnel	3 852
	Les charges de personnel s'élèvent à 89 792 F par rapport à un budget de 85 940 F.	

31	Dépenses générales	- 4 534
	Le total des dépenses générales atteint 11 916 F sur un budget de 16 449 F. L'écart résulte de petites économies réalisées sur diverses charges de fonctionnement.	
36	Subventions accordées	2 935 600
	Le total des subventions accordées s'est élevé à 7 935 600 F sur un budget de 5 000 000 F. Le budget est basé sur des prévisions de demandes difficiles à établir en raison de leurs fortes fluctuations.	
	362 Communes	- 884 000
	Les demandes des communes ont été inférieures aux prévisions:	
	36207016 Subventions ordinaires	- 554 000
	36207110 Subventions conditionnelles	- 130 000
	36207212 Subventions pour des projets sportifs de moyenne et grande envergure	- 200 000
	365 Institutions privées	3 819 600
	Les demandes d'associations et sociétés sportives ont été plus importantes que prévu au budget.	
	36507012 Associations et sociétés sportives, subventions ordinaires	385 100
	36507112 Associations et sociétés sportives, subventions conditionnelles	- 72 000
	36507214 Subventions pour des projets sportifs de moyenne et grande envergure	3 500 000
	Subvention à la Fondation du Stade de Genève au titre de participation aux coûts de mise aux normes du stade en vue de l'accueil de l'Euro 2008 (4 000 000)	
	36508811 Associations et sociétés sportives, aide en faveur des sélections sportives cantonales	6 500
38	Attributions aux financements spéciaux	84 632
	380 Versements sur financements spéciaux	385 671
	Cette nature technique sert à équilibrer les comptes du fonds.	
39	Imputations internes	1 534
	391 Frais de bâtiment (+ 1 534)	
41	Patentes et concessions	163 065
	410 Patentes	
	Augmentation des versements des sociétés de la Loterie Romande et du Sport-Toto, en fonction de leur bénéfice.	
48	Prélèvement sur les financements spéciaux	2 871 594
	480 Prélèvements sur financements spéciaux	
	Cette nature technique sert à équilibrer les comptes du fonds.	

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
05.00.00.00	CONSTRUCTIONS ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION						
3	CHARGES	690.891.211,91		-7.442.138	-1,1	698.333.350	685.195.662,75
4	REVENUS		298.030.005,60	-6.505.758	-2,1	304.535.764	246.607.941,36
	COUVERTURE en F	-392.861.206,31		936.380		-393.797.586	-438.587.721,39
	COUVERTURE en %	43,14%			-0,5	43,61%	35,99%
05.01.00.00	CONSEIL D'ETAT, SECRÉTARIAT GÉNÉRAL - DCTI						
3	CHARGES	10.438.718,21		1.232.944	13,4	9.205.774	37.384.142,10
4	REVENUS		522.191,25	-634.279	-54,8	1.156.470	976.295,82
	COUVERTURE en F	-9.916.526,96		-1.867.223		-8.049.304	-36.407.846,28
	COUVERTURE en %	5,00%			-7,6	12,56%	2,61%
30	CHARGES DE PERSONNEL	4.970.993,46		1.425.438	40,2	3.545.555	6.453.982,03
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	1.087.151,59		-26.810	-2,4	1.113.962	951.835,40
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	3.374.457,00		0	0,0	3.374.457	28.683.391,75
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	3.374.457,00		0	0,0	3.374.457	2.847.291,75
338	PROVISIONS ET RÉSERVES						25.836.100,00
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	29.302,00		9.302	46,5	20.000	20.000,00
365	INSTITUTIONS PRIVÉES	29.302,00		9.302	46,5	20.000	20.000,00
7150	ASSOC. HANDICAPES ARCHITECTURE URBANISME (HAU)	29.302,00		9.302	46,5	20.000	20.000,00
39	IMPUTATIONS INTERNES	976.814,16		-174.986	-15,2	1.151.800	1.274.932,92
42	REVENUS DES BIENS		91.832,75	-208.167	-69,4	300.000	221.820,77
43	RECETTES DIVERSES		38.438,40	-531.532	-93,3	569.970	521.211,20
49	IMPUTATIONS INTERNES		391.920,10	105.420	36,8	286.500	233.263,85
05.02.00.00	POLICE DES CONSTRUCTIONS						
3	CHARGES	9.990.946,32		362.016	3,8	9.628.930	10.477.466,27
4	REVENUS		3.557.896,02	417.596	13,3	3.140.300	2.610.956,45
	COUVERTURE en F	-6.433.050,30		55.580		-6.488.630	-7.866.509,82
	COUVERTURE en %	35,61%			3,0	32,61%	24,92%
30	CHARGES DE PERSONNEL	7.037.047,66		-139.482	-1,9	7.176.530	8.978.693,48
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	149.466,25		-54.284	-26,6	203.750	226.301,30

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
05.02.00.00	POLICE DES CONSTRUCTIONS (Suite)						
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	2.686.382,00		686.382	34,3	2.000.000	1.130.885,60
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	2.686.382,00		686.382	34,3	2.000.000	1.130.885,60
39	IMPUTATIONS INTERNES	118.050,41		-130.600	-52,5	248.650	141.585,89
42	REVENUS DES BIENS						0,65
43	RECETTES DIVERSES		3.555.728,85	480.729	15,6	3.075.000	2.610.306,00
49	IMPUTATIONS INTERNES		2.167,17	-63.133	-96,7	65.300	649,80
05.04.00.00	BÂTIMENTS						
3	CHARGES	290.866.087,01		5.790.883	2,0	285.075.204	264.184.968,04
4	REVENUS		212.800.688,35	9.404.268	4,6	203.396.420	178.677.079,47
	COUVERTURE en F	-78.065.398,66		3.613.385		-81.678.784	-85.507.888,57
	COUVERTURE en %	73,16%			1,8	71,35%	67,63%
30	CHARGES DE PERSONNEL	25.122.767,69		-276.112	-1,1	25.398.880	25.572.810,89
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	130.348.386,05		-8.922.057	-6,4	139.270.443	136.824.686,27
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	43.042.305,50		-1.100.264	-2,5	44.142.569	41.922.774,05
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	43.042.305,50		-1.100.264	-2,5	44.142.569	41.922.774,05
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	1.725.404,90		-1.174.807	-40,5	2.900.212	2.267.695,00
363	PROPRES ÉTABLISSEMENTS	324.919,90		-80	0,0	325.000	324.920,00
0151	FONDATION DU STADE DE GENÈVE . DROIT DE SUPERFICIE (PART CFF)	324.919,90		-80	0,0	325.000	324.920,00
365	INSTITUTIONS PRIVÉES	1.400.485,00		-1.174.727	-45,6	2.575.212	1.942.775,00
6150	FRAIS D'EXPLOITATION DE GENÈVE-PLAGE	750.000,00		-30.000	-3,8	780.000	750.414,00
7250	LOCATION AUPRES DE TIERS POUR O.N.G.	19.422,00		-152.578	-88,7	172.000	
7251	LOCATION AUPRES DE TIERS POUR P.M.A. ET O.M.C.	861.063,00		-338.937	-28,2	1.200.000	962.361,00
7252	LOCATION POUR ONUSIDA	-230.000,00		-230.000	ND		230.000,00
7350	ECOLE INTERNATIONALE (DIFF S/DROIT DE SUPERFICIE)			-423.212	-100,0	423.212	
38	ATTRIBUTIONS AUX FINANCEMENTS SPÉCIAUX	219.011,96		17.012	8,4	202.000	72.399,35
380	VERSEMENT SUR FINANCEMENTS SPÉCIAUX	219.011,96		17.012	8,4	202.000	72.399,35
39	IMPUTATIONS INTERNES	90.408.210,91		17.247.111	23,6	73.161.100	57.524.602,48
42	REVENUS DES BIENS		43.513.381,00	4.316.661	11,0	39.196.720	23.093.854,58

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
05.04.00.00	BÂTIMENTS (Suite)						
43	RECETTES DIVERSES		5.158.721,41	-575.179	-10,0	5.733.900	3.511.166,73
48	PRÉLÈVEMENTS SUR LES FINANCEMENTS SPÉCIAUX		-7.702,44	-209.702	-103,8	202.000	72.399,35
480	PRÉLÈVEMENTS SUR FINANCEMENTS SPÉCIAUX		-7.702,44	-209.702	-103,8	202.000	72.399,35
49	IMPUTATIONS INTERNES		164.136.288,38	5.872.488	3,7	158.263.800	151.999.658,81
05.05.00.00	GÉNIE CIVIL						
3	CHARGES	101.075.960,09		-4.602.843	-4,4	105.678.803	107.237.116,09
4	REVENUS		13.300.414,98	-554.280	-4,0	13.854.695	13.647.471,19
	COUVERTURE en F	-87.775.545,11		4.048.563		-91.824.108	-93.589.644,90
	COUVERTURE en %	13,16%				13,11%	12,73%
30	CHARGES DE PERSONNEL	15.810.392,58		-498.477	-3,1	16.308.870	15.287.332,42
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	11.198.114,72		-1.323.556	-10,6	12.521.671	12.337.469,15
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	40.073.613,62		2	0,0	40.073.612	38.978.656,01
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	40.073.612,00		0	0,0	40.073.612	38.978.656,00
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	1,62		2	ND		0,01
35	DÉDOMMAGEMENTS À DES COLLECTIVITÉS PUBLIQUES	13.028.352,00		-1.471.648	-10,1	14.500.000	19.449.311,00
352	COMMUNES	13.028.352,00		-1.471.648	-10,1	14.500.000	19.449.311,00
39	IMPUTATIONS INTERNES	20.965.487,17		-1.309.163	-5,9	22.274.650	21.184.347,51
42	REVENUS DES BIENS		0,05	-22.100	-100,0	22.100	0,15
43	RECETTES DIVERSES		4.779.705,14	1.123.705	30,7	3.656.000	4.454.960,33
45	DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES		3.058.794,00	98.049	3,3	2.960.745	2.996.116,40
450	CONFÉDÉRATION		3.058.794,00	98.049	3,3	2.960.745	2.996.116,40
46	SUBVENTIONS ACQUISES		1.863.832,00	-236.168	-11,2	2.100.000	2.159.052,00
460	CONFÉDÉRATION		1.863.832,00	-236.168	-11,2	2.100.000	2.125.552,00
461	CANTONS						33.500,00
49	IMPUTATIONS INTERNES		3.598.083,79	-1.517.766	-29,7	5.115.850	4.037.342,31

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
05.06.00.00	LOGEMENT						
3	CHARGES	78.486.135,03		2.150.090	2,8	76.336.045	79.030.426,42
4	REVENUS		17.527.300,38	-681.450	-3,7	18.208.750	17.737.255,08
	COUVERTURE en F	-60.958.834,65		-2.831.540		-58.127.295	-61.293.171,34
	COUVERTURE en %	22,33%			-1,5	23,85%	22,44%
30	CHARGES DE PERSONNEL	6.250.063,64		126.454	2,1	6.123.610	6.176.360,28
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	110.965,53		-106.469	-49,0	217.435	133.359,62
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	1.601.517,26		882.517	122,7	719.000	1.491.922,25
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	4.000,00		0	0,0	4.000	3.900,00
338	PROVISIONS ET RÉSERVES	205.000,00		205.000	ND		
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	1.392.517,26		677.517	94,8	715.000	1.488.022,25
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	70.258.178,07		1.349.178	2,0	68.909.000	70.945.789,84
363	PROPRES ÉTABLISSEMENTS	5.742.306,00		742.306	14,8	5.000.000	5.395.548,00
8050	SUBVENTIONS TACITES - INTERETS DOTATIONS FIDP- 56-1530101 / 56-4268001	4.697.940,00		697.940	17,4	4.000.000	4.351.182,00
8051	SUBVENTIONS TACITES - INTERETS DOTATIONS FPLC- 56-1530201 / 56-4268002	1.044.366,00		44.366	4,4	1.000.000	1.044.366,00
365	INSTITUTIONS PRIVÉES	90.050,00		-1.528.950	-94,4	1.619.000	90.050,00
7151	SUBVENTION AU RASSEMBLEMENT EN FAVEUR D'UNE POLITIQUE SOCIALE DU LOGEMENT	50.000,00		0	0,0	50.000	50.000,00
8050	SUBVENTION TACITE - INTERETS -PRET FONDATION LOGEMENT ETUDIANT (FULE)	40.050,00		-9.950	-19,9	50.000	40.050,00
8150	INDEMNITÉ POUR RENTE DROIT SUPERFICIE + COUVERTURE BUD. EXPL. CITÉ U			-819.000	-100,0	819.000	
8151	INDEMNITÉ POUR INT. + RENTE DROIT SUPERFICIE + COUV. BUD EXPL. EXTENSION CITÉ U			-700.000	-100,0	700.000	
366	PERSONNES PHYSIQUES	64.425.822,07		2.135.822	3,4	62.290.000	65.460.191,84
7750	SUBVENTIONS AU LOGEMENT SOCIAL	37.384.459,45		384.459	1,0	37.000.000	39.836.482,40
7850	CHARGES DES PRETS SANS INTERETS ET A TAUX REDUITS (HCM-HLM)			-100.000	-100,0	100.000	
7950	ALLOCATIONS DE LOGEMENT DU SECTEUR SUBVENTIONNE	10.935.972,45		935.972	9,4	10.000.000	10.728.512,19
8050	ALLOCATIONS DE LOGEMENT DU SECTEUR LIBRE	9.952.810,32		-147.190	-1,5	10.100.000	9.823.868,75
8150	SUBVENTIONS POUR HABITATIONS MIXTES	6.158.029,60		1.158.030	23,2	5.000.000	5.056.738,70
8250	SUBVENTIONS EPARGNE LOGEMENT SELON LOI DU 26.9.03			-10.000	-100,0	10.000	
8850	PRISE EN CHARGE DES LOYERS IMPAYES DE PERSONNES EVACUEES ET RELOGEES	-5.449,75		-85.450	-106,8	80.000	14.589,80
39	IMPUTATIONS INTERNES	265.410,53		-101.589	-27,7	367.000	282.994,43

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
05.06.00.00	LOGEMENT (Suite)						
42	REVENUS DES BIENS		6.124.455,27	843.455	16,0	5.281.000	5.808.819,35
43	RECETTES DIVERSES		9.863.157,32	-1.597.843	-13,9	11.461.000	10.106.333,73
439	DISSOLUTIONS ET PROVISIONS						573.320,00
46	SUBVENTIONS ACQUISES		1.528.429,70	138.430	10,0	1.390.000	1.821.091,70
466	PERSONNES PHYSIQUES		1.528.429,70	138.430	10,0	1.390.000	1.821.091,70
49	IMPUTATIONS INTERNES		11.258,09	-65.492	-85,3	76.750	1.010,30
05.07.00.00	PATRIMOINE ET SITES						
3	CHARGES	7.944.065,22		-1.067.420	-11,8	9.011.485	8.773.677,40
4	REVENUS		29.958,30	-16.592	-35,6	46.550	1.570,39
	COUVERTURE en F	-7.914.106,92		1.050.828		-8.964.935	-8.772.107,01
	COUVERTURE en %	0,38%			-0,1	0,52%	0,02%
30	CHARGES DE PERSONNEL	4.428.479,50		363.280	8,9	4.065.200	4.445.827,13
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	346.127,96		-158.407	-31,4	504.535	420.943,60
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	972.819,00		-1.168.181	-54,6	2.141.000	622.157,40
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	972.819,00		-1.168.181	-54,6	2.141.000	622.157,40
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	140.000,00		0	0,0	140.000	140.000,00
365	INSTITUTIONS PRIVÉES	140.000,00		0	0,0	140.000	140.000,00
6151	FRAIS ENTR. MUSEE HABITAT RURAL A BALLENBERG	32.000,00		0	0,0	32.000	32.000,00
6250	FRAIS ENTR. CATHEDRALE ST-PIERRE	108.000,00		0	0,0	108.000	108.000,00
38	ATTRIBUTIONS AUX FINANCEMENTS SPÉCIAUX	2.000.000,00		0	0,0	2.000.000	3.000.000,00
380	VERSEMENT SUR FINANCEMENTS SPÉCIAUX	2.000.000,00		2.000.000	ND		
381	DOTATIONS AUX FONDS SPÉCIAUX			-2.000.000	-100,0	2.000.000	3.000.000,00
39	IMPUTATIONS INTERNES	56.638,76		-104.111	-64,8	160.750	144.749,27
43	RECETTES DIVERSES		27.976,35	22.976	459,5	5.000	755,00
49	IMPUTATIONS INTERNES		1.981,95	-39.568	-95,2	41.550	815,39

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
05.08.00.00	CENTRE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION (CTI)						
3	CHARGES	154.164.940,22		-18.412.890	-10,7	172.577.830	150.138.158,56
4	REVENUS		6.476.090,97	-4.997.409	-43,6	11.473.500	6.982.957,52
	COUVERTURE en F	-147.688.849,25		13.415.481		-161.104.330	-143.155.201,04
	COUVERTURE en %	4,20%			-2,4	6,65%	4,65%
30	CHARGES DE PERSONNEL	48.468.346,69		-3.867.703	-7,4	52.336.050	49.756.900,09
309	FORMATION, RECRUTEMENT, DIV. CHARGES	6.137,40		6.137	ND		
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	50.736.996,57		-4.920.659	-8,8	55.657.656	48.725.897,93
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	41.946.324,00		178.500	0,4	41.767.824	39.762.221,00
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	41.946.324,00		178.500	0,4	41.767.824	39.762.221,00
39	IMPUTATIONS INTERNES	13.013.272,96		-9.803.027	-43,0	22.816.300	11.893.139,54
43	RECETTES DIVERSES		466.263,55	227.264	95,1	239.000	96.635,00
49	IMPUTATIONS INTERNES		6.009.827,42	-5.224.673	-46,5	11.234.500	6.886.322,52
05.09.00.00	DIRECTION DE SUPPORT						
3	CHARGES	11.865.267,88		6.214.403	110,0	5.650.865	5.758.421,43
4	REVENUS		12.067.031,70	-13.182.598	-52,2	25.249.630	1.048.313,50
	COUVERTURE en F	201.763,82		-19.397.001		19.598.765	-4.710.107,93
	COUVERTURE en %	101,70%			-345,1	446,83%	18,20%
30	CHARGES DE PERSONNEL	9.084.848,36		6.034.428	197,8	3.050.420	3.483.879,66
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	1.545.995,34		341.650	28,4	1.204.345	1.101.816,84
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	130.340,50		-73.660	-36,1	204.000	61.462,10
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	126.537,60		-68.462	-35,1	195.000	45.000,00
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	3.802,90		-5.197	-57,7	9.000	16.462,10
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	967.120,00		-16.580	-1,7	983.700	979.120,00
363	PROPRES ÉTABLISSEMENTS	967.120,00		-16.580	-1,7	983.700	979.120,00
0350	SUBVENTION TACITE - FONDATION DU STADE DE GENÈVE - INTÉRÊTS SUR LE CAPITAL DE DOTATION, CONTREPARTIE 426.02	657.120,00		-1.660	-0,3	658.780	669.120,00
0450	SUBVENTION TACITE - FONDATION DU STADE DE GENÈVE - DROIT DE SUPERFICIE PAR ETAT, CONTREPARTIE 427.52	310.000,00		-14.920	-4,6	324.920	310.000,00

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
05.09.00.00	DIRECTION DE SUPPORT (Suite)						
39	IMPUTATIONS INTERNES	136.963,68		-71.436	-34,3	208.400	132.142,83
42	REVENUS DES BIENS		11.925.986,92	-13.232.793	-52,6	25.158.780	669.120,00
43	RECETTES DIVERSES		139.097,70	99.098	247,7	40.000	378.608,68
49	IMPUTATIONS INTERNES		1.947,08	-48.903	-96,2	50.850	584,82
05.11.00.00	SÉCURITÉ CIVILE						
3	CHARGES	12.777.162,70		-1.450.927	-10,2	14.228.090	12.063.059,55
4	REVENUS		2.488.198,47	20.698	0,8	2.467.500	2.304.201,81
	COUVERTURE en F	-10.288.964,23		1.471.626		-11.760.590	-9.758.857,74
	COUVERTURE en %	19,47%			2,1	17,34%	19,10%
30	CHARGES DE PERSONNEL	8.915.803,48		-1.011.977	-10,2	9.927.780	8.080.137,51
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	1.103.110,67		-124.049	-10,1	1.227.160	1.122.663,59
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	529.000,00		-1.600	-0,3	530.600	529.000,00
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	529.000,00		0	0,0	529.000	529.000,00
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES			-1.600	-100,0	1.600	
35	DÉDOMMAGEMENTS À DES COLLECTIVITÉS PUBLIQUES	662.698,35		-2.302	-0,3	665.000	663.109,90
352	COMMUNES	662.698,35		-2.302	-0,3	665.000	663.109,90
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	285.928,35		-81.522	-22,2	367.450	359.049,45
362	COMMUNES	276.528,35		-78.472	-22,1	355.000	341.449,45
7011	INSTRUCTION	82.950,00		14.950	22,0	68.000	84.007,25
7015	SUBVENTIONS MATÉRIEL ET ÉQUIPEMENT	163.657,10		-10.343	-5,9	174.000	193.882,90
7211	MATÉRIEL	29.921,25		-83.079	-73,5	113.000	63.559,30
365	INSTITUTIONS PRIVÉES	9.400,00		-3.050	-24,5	12.450	17.600,00
7015	INSTRUCTION			-650	-100,0	650	100,00
7111	ASSOCIATION POUR LA FORMATION DE JEUNES SAPEURS POMPIERS	1.000,00		0	0,0	1.000	2.200,00
7212	MATÉRIEL			-2.400	-100,0	2.400	
7711	FÉDÉRATION DES CORPS DE SAPEURS - POMPIERS	4.000,00		0	0,0	4.000	6.400,00
9915	DIVERSES SUBVENTIONS	4.400,00		0	0,0	4.400	8.900,00
37	SUBVENTIONS REDISTRIBUÉES	250.660,00		17.660	7,6	233.000	226.900,00
372	COMMUNES	224.560,00		23.560	11,7	201.000	200.800,00
375	INSTITUTIONS PRIVÉES	26.100,00		-5.900	-18,4	32.000	26.100,00
39	IMPUTATIONS INTERNES	1.029.961,85		-247.138	-19,4	1.277.100	1.082.199,10
41	PATENTES ET CONCESSIONS		35.000,00	0	0,0	35.000	35.000,00

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
05.11.00.00	SÉCURITÉ CIVILE (Suite)						
410	PATENTES		35.000,00	0	0,0	35.000	35.000,00
42	REVENUS DES BIENS		292,73	93	46,4	200	155,95
43	RECETTES DIVERSES		273.826,35	193.926	242,7	79.900	160.549,05
45	DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES		303.204,60	-53.795	-15,1	357.000	298.790,30
452	COMMUNES		293.204,60	-53.795	-15,5	347.000	288.790,30
453	PROPRES ÉTABLISSEMENTS		10.000,00	0	0,0	10.000	10.000,00
46	SUBVENTIONS ACQUISES		45.679,00	-1.321	-2,8	47.000	44.068,00
460	CONFÉDÉRATION		45.679,00	-1.321	-2,8	47.000	44.068,00
47	SUBVENTIONS À REDISTRIBUER		250.660,00	17.660	7,6	233.000	226.900,00
470	CONFÉDÉRATION		250.660,00	17.660	7,6	233.000	226.900,00
49	IMPUTATIONS INTERNES		1.579.535,79	-135.864	-7,9	1.715.400	1.538.738,51
05.12.00.00	REGISTRE FONCIER						
3	CHARGES	4.198.012,32		-555.139	-11,7	4.753.151	4.849.629,89
4	REVENUS		20.748.374,70	718.225	3,6	20.030.150	18.173.029,48
	COUVERTURE en F	16.550.362,38		1.273.363		15.276.999	13.323.399,59
	COUVERTURE en %	494,24%			72,8	421,41%	374,73%
30	CHARGES DE PERSONNEL	3.774.833,01		-515.537	-12,0	4.290.370	4.154.488,23
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	274.870,75		-15.351	-5,3	290.222	284.415,25
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	53.872,00		-337	-0,6	54.209	281.693,00
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	53.209,00		0	0,0	53.209	280.204,00
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	663,00		-337	-33,7	1.000	1.489,00
39	IMPUTATIONS INTERNES	94.436,56		-23.913	-20,2	118.350	129.033,41
42	REVENUS DES BIENS						0,45
43	RECETTES DIVERSES		20.742.654,70	742.455	3,7	20.000.200	18.173.029,03
49	IMPUTATIONS INTERNES		5.720,00	-24.230	-80,9	29.950	

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
05.13.00.00	COMITÉ DE SÉCURITÉ DES SYSTÈMES D'INFORMATION						
3	CHARGES	570.443,09		-117.341	-17,1	687.784	599.293,43
4	REVENUS		-1,25	-12.401	-100,0	12.400	95,42
	COUVERTURE en F	-570.444,34		104.940		-675.384	-599.198,01
	COUVERTURE en %	0,00%			-1,8	1,80%	0,02%
30	CHARGES DE PERSONNEL	436.407,53		6.208	1,4	430.200	420.561,85
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	82.577,55		-127.656	-60,7	210.234	137.132,82
39	IMPUTATIONS INTERNES	51.458,01		4.108	8,7	47.350	41.598,76
49	IMPUTATIONS INTERNES		-1,25	-12.401	-100,0	12.400	95,42
05.90.01.00	COMMISSION DU SPORT-TOTO						
3	CHARGES	8.513.473,82		3.014.085	54,8	5.499.389	4.699.303,57
4	REVENUS		8.511.861,73	3.012.463	54,8	5.499.399	4.448.715,23
	COUVERTURE en F	-1.612,09		-1.622		10	-250.588,34
	COUVERTURE en %	99,98%				100,00%	94,67%
30	CHARGES DE PERSONNEL	89.792,05		3.852	4,5	85.940	90.993,86
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	11.915,50		-4.534	-27,6	16.449	3.187,30
35	DÉDOMMAGEMENTS À DES COLLECTIVITÉS PUBLIQUES			-7.000	-100,0	7.000	8.882,20
351	CANTONS			-7.000	-100,0	7.000	8.882,20
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	7.935.600,00		2.935.600	58,7	5.000.000	3.577.865,00
362	COMMUNES	1.016.000,00		-884.000	-46,5	1.900.000	810.000,00
7016	SUBVENTIONS ORDINAIRES	946.000,00		-554.000	-36,9	1.500.000	800.000,00
7110	SUBVENTIONS CONDITIONNELLES	70.000,00		-130.000	-65,0	200.000	10.000,00
7212	SUBVENTIONS POUR DES PROJETS SPORTIFS DE MOYENNE ET GRANDE ENVERGURE			-200.000	-100,0	200.000	
365	INSTITUTIONS PRIVÉES	6.919.600,00		3.819.600	123,2	3.100.000	2.767.865,00
7012	ASSOCIATIONS ET SOCIÉTÉS SPORTIVES, SUBVENTIONS ORDINAIRES	2.685.100,00		385.100	16,7	2.300.000	2.479.865,00
7112	ASSOCIATIONS ET SOCIÉTÉS SPORTIVES, SUBVENTIONS CONDITIONNELLES	28.000,00		-72.000	-72,0	100.000	113.000,00
7214	SUBVENTIONS POUR DES PROJETS SPORTIFS DE MOYENNE ET GRANDE ENVERGURE	4.000.000,00		3.500.000	700,0	500.000	
8811	ASSOCIATIONS ET SOCIÉTÉS SPORTIVES, AIDE EN FAVEUR DES SÉLECTIONS SPORTIVES CANTONALES	206.500,00		6.500	3,3	200.000	175.000,00

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
05.90.01.00	COMMISSION DU SPORT-TOTO (Suite)						
38	ATTRIBUTIONS AUX FINANCEMENTS SPÉCIAUX	474.632,19		84.632	21,7	390.000	1.018.000,61
380	VERSEMENT SUR FINANCEMENTS SPÉCIAUX	474.632,19		84.632	21,7	390.000	1.018.000,61
39	IMPUTATIONS INTERNES	1.534,08		1.534	ND		374,60
41	PATENTES ET CONCESSIONS		4.463.064,52	163.065	3,8	4.300.000	4.202.828,64
410	PATENTES		4.463.064,52	163.065	3,8	4.300.000	4.202.828,64
42	REVENUS DES BIENS		42.804,49	2.804	7,0	40.000	35.332,11
43	RECETTES DIVERSES			-25.000	-100,0	25.000	35.528,80
48	PRÉLÈVEMENTS SUR LES FINANCEMENTS SPÉCIAUX		4.005.992,72	2.871.594	253,1	1.134.399	175.000,00
480	PRÉLÈVEMENTS SUR FINANCEMENTS SPÉCIAUX		4.005.992,72	2.871.594	253,1	1.134.399	175.000,00
49	IMPUTATIONS INTERNES						25,68

Récapitulatif du département TERRITOIRE

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
06.00.00.00	TERRITOIRE						
3	CHARGES	499.673.183,69		22.782.840	4,8	476.890.344	477.496.731,18
4	REVENUS		262.906.217,21	18.765.425	7,7	244.140.792	247.610.670,64
	COUVERTURE en F	-236.766.966,48		-4.017.414		-232.749.552	-229.886.060,54
	COUVERTURE en %	52,62%			1,4	51,19%	51,86%
30	CHARGES DE PERSONNEL	68.865.260,43		860.606	1,3	68.004.654	71.313.145,33
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	93.902.094,67		-10.753.133	-10,3	104.655.228	101.343.753,58
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	78.639.216,20		10.010.092	14,6	68.629.124	75.976.724,31
34	PARTS ET CONTRIBUTIONS SANS AFFECTATION	4.377.841,95		-22.158	-0,5	4.400.000	4.326.715,50
35	DÉDOMMAGEMENTS À DES TIERS	4.622.353,45		-162.447	-3,4	4.784.800	4.691.404,93
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	165.516.277,83		8.379.051	5,3	157.137.227	145.424.674,20
37	SUBVENTIONS REDISTRIBUÉES	23.974.046,10		-2.003.954	-7,7	25.978.000	24.338.295,70
38	ATTRIBUTIONS AUX FINANCEMENTS SPÉCIAUX	21.957.718,95		18.158.089	477,9	3.799.630	10.333.131,92
39	IMPUTATIONS INTERNES	37.818.374,11		-1.683.307	-4,3	39.501.681	39.748.885,71
41	PATENTES ET CONCESSIONS		6.856.822,32	-100.178	-1,4	6.957.000	5.788.789,76
42	REVENUS DES BIENS		88.189.221,12	17.642.714	25,0	70.546.507	69.317.562,87
43	RECETTES DIVERSES		96.473.785,33	3.556.949	3,8	92.916.836	94.341.432,90
45	DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES		18.380.443,60	652.944	3,7	17.727.500	19.666.155,70
46	SUBVENTIONS ACQUISES		9.278.372,84	7.157.373	337,5	2.121.000	2.439.686,26
47	SUBVENTIONS À REDISTRIBUER		23.974.046,10	-2.003.954	-7,7	25.978.000	24.338.295,70
48	PRÉLÈVEMENTS SUR LES FINANCEMENTS SPÉCIAUX		3.034.466,04	-6.601.047	-68,5	9.635.513	15.719.470,58
49	IMPUTATIONS INTERNES		16.719.059,86	-1.539.376	-8,4	18.258.436	15.999.276,87

06. DEPARTEMENT DU TERRITOIRE

FONCTIONNEMENT

Le total des charges pour l'exercice 2007 s'élève à 499'673'184 F contre un budget de 476'890'344 F (non compris le dépassement de crédit de 2'142'660 F pour le GLCT des transports publics transfrontaliers et les reports budgétaires de 1'900'813 F, autorisés par la Commission des finances, au total 4'043'473 F), soit un excédent de charges de 22'782'840 F (4.8%). Cet écart s'explique pour les raisons particulières suivantes:

- 1) Décision FEC d'attribuer directement 6.8 millions de francs à la Fondation du Stade de Genève. D'autre part, 8.18 millions de francs sur les 17 millions inscrits en déduction de subvention (CR 06.01.02.00) ont été comptabilisés en recettes (nature 469) conformément à la recommandation de l'ICF.
- 2) Les amortissements non budgétés des transports collectifs ont été comptabilisés pour 5'755'963 F suite au transfert des actifs TPG finalisé en fin d'année.
- 3) Une augmentation de la provision pour les sites contaminés a été passée pour 5'606'000 F et concerne notamment le site de la Jonction (Artamis) dont les travaux doivent débuter à très court terme.

Sans ces éléments exceptionnels, les charges s'élèvent à 473'331'221 F, soit une diminution de 3'559'123 F par rapport au budget (-0.75%). Plus précisément, les charges financées par l'impôt sont de 309'091'365 F (+3.7% par rapport au budget pour les raisons évoquées ci-avant) et celles découlant des financements spéciaux de 190'581'818 F (+6.57% par rapport au budget).

Par nature à deux positions, les charges de personnel sont supérieures au budget de 860'606 F (+1.26%).

Les dépenses générales sont, quant à elles, en diminution de 10'753'133 F (-10.27%), à savoir - 7'234'021 F pour les financements spéciaux et -3'519'111 F pour les services financés par l'impôt.

Les dédommagements à des collectivités publiques sont inférieurs au budget de 162'446.55 F (-3.4%). Il s'agit pour l'essentiel du service de l'agriculture (-59'000 F) et de l'aménagement du territoire (-130'000 F).

Les subventions accordées sont en excédent de charges de 8'379'050 F. En dehors de la décision FEC, le total des subventions est inférieur au budget de 6'600'949 F (-4.2%), dont 5'300'936 F concernent l'augmentation de la subvention TPG non versée en raison de la réalisation du transfert d'actifs en fin d'année 2007.

Les amortissements, provisions et irrécouvrables sont supérieurs au budget de 10'010'092 F (+14.6%). Hors amortissements extraordinaires liés au transfert d'actifs TPG en fin d'année et à l'augmentation de la provision pour les sites contaminés liée à Artamis, ce poste est inférieur au budget de 1'351'871 F (-1.97%).

Les imputations internes, quant à elles, diminuent de 1'683'307 F (-4.26%).

Quant aux revenus, ils s'élèvent à 262'906'217 F par rapport à des prévisions de 244'140'792 F, soit une augmentation de 18'765'425 F (+7.7%).

Les principaux écarts sont commentés ci-après, centre de responsabilité par centre de responsabilité.

06.01.02.00

PRESIDENCE ET SECRETARIAT GENERAL

30 Charges de personnel

301 Traitements du personnel + 1'544'975.70

Conséquence de la réduction linéaire imposée dans la dernière phase de préparation du budget 2007.

31 Dépenses générales

318 Honoraires, prestations de service de tiers - 377'132.80

Les frais d'honoraires et de prestations de service par des tiers (mandats) ont été fortement limités.

36 Subventions accordées

365 Institutions privées + 339'673.65

Subventions CGN: dépassement en raison d'un budget insuffisant et de décomptes finaux des exercices 2005 et 2006 intervenus en 2007. Le dossier CGN, complété fin 2007 - début 2008, doit faire l'objet du dépôt d'un projet de loi en vue d'encren l'engagement de l'Etat de façon plus précise.

369 Subventions remboursées +17'000'000.0
0

Les subventions prises en charge par le FEC ont été transférées sur une nature de recettes (voir 469 ci-après), suite à une remarque de l'ICF.

37 Subventions redistribuées

375 Institutions privées - 560'000.00

L'utilisation de cette nature pour comptabiliser la participation de la Ville de Genève au déficit de la CGN a été supprimée. Dorénavant, cette participation, limitée par la Ville de Genève à 250'000 F pour 2007, est comptabilisée sur une nature 436.

43 Recettes diverses

436 Dédommagements de tiers + 187'454.10

Voir explication de la rubrique 375.

46 Subventions acquises

469 Autres subventions +8'180'000.00

En application de la décision du FEC, 8'180'000 F ont été versés à l'Etat.

47 Subventions à redistribuer

472 Communes - 560'000.00

Voir rubrique 375.

06.01.03.00

SERVICE FINANCIER

33 Amortissements, provisions, irrécouvrables

338 Provisions et réserves + 717'970.73

Augmentation de provision pour débiteurs douteux gérés par le SF, en particulier celle de la SMGN provisionnée à 100% (693'412 F).

43 Recettes diverses

436 Dédommagements de tiers - 125'918.05

Indemnités journalières de l'assurance accident moins élevées que prévues par le service des assurances de l'Etat.

06.02.13.00

DIRECTION CANTONALE DE LA MENSURATION OFFICIELLE

31 Dépenses générales

318 Honoraires, prestations de service de tiers - 61'851.23

Certains projets planifiés pour 2007 n'ont pas pu être réalisés dans les temps.

43 Recettes diverses

431 Émoluments administratifs - 126'956.31

Les activités du secteur privé ont été en-deçà des prévisions.

06.02.17.00	SERVICE DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION	
	31 Dépenses générales	
	318 Honoraires, prestations de service de tiers	- 73'906.14
	Les actions planifiées pour l'année 2007 en matière de communication (honoraires de tiers liés à l'information) n'ont pas toutes été réalisées.	
06.02.52.01	ADMINISTRATION MILITAIRE	
	31 Dépenses générales	
	318 Honoraires, prestations de service de tiers	+ 43'009.59
	L'écart est lié d'une part à l'augmentation des frais relatifs au recrutement, avec une forte augmentation du nombre de jeunes conscrits devant être informés (essentiellement des naturalisés) avant le recrutement et la réalisation du nouveau matériel pédagogique, et, d'autre part, à la nouvelle répartition des frais d'affranchissement postaux entre le DT et le DF, suite au départ de la taxe militaire au DF. Cette nouvelle répartition des frais s'est montrée nettement plus élevée qu'initialement envisagée.	
06.02.55.00	ARSENAL CANTONAL	
	30 Charges de personnel	
	301 Traitements du personnel	+ 174'226.05
	L'écart provient des auxiliaires de la Confédération, repris au niveau du canton, ainsi que des indemnités pour horaire irrégulier/de nuit (sous-évalué), de l'allocation unique de vie chère (non budgétée) et du paiement d'heures supplémentaires.	
	43 Recettes diverses	
	439 Dissolutions et provisions	- 50'000.00
	La nature "Dissolutions et provisions" n'a pas été utilisée et les recettes budgétées comptabilisées dans les rubriques "Locations" (nature 427.07.010) et "Redevances diverses" (nature 434.07.016), pour un total de près de 75'000 F, soit un tiers de plus que ce qui était prévu.	

45 Dédommagements de collectivités publiques

450 Confédération - 933'181.50

Le montant budgété a été encaissé tout début 2007 (rattrapage extraordinaire et unique de salaires par la Confédération) et comptabilisé sur 2006. Les recettes sont donc conformes (voir légèrement supérieures) à ce qui avait été prévu, mais pas comptabilisées dans l'année où elles avaient été budgétées.

06.02.27.00

SERVICE DES AFFAIRES EXTERIEURES

31 Dépenses générales

310 Fournitures de bureau, imprimés et matériel - 30'476.87

Diminution des dépenses due au recours plus systématique de l'outil informatique pour la diffusion des documents lors de séances transfrontalières, à la limitation de l'impression de brochures et périodiques et au report de certaines commandes en fonction d'un déménagement prévu mais non réalisé.

318 Honoraires, prestations de service de tiers - 154'515.24

Diminution du nombre de mandats et davantage de séances transfrontalières à charge de la France en 2007.

33 Amortissements, provisions, irrécouvrables

331 Amortissements ordinaires du patrimoine administratif - 231'650.00

L'amortissement du solde de créance à l'égard de la Société du Téléphérique du Salève a été effectué postérieurement à l'élaboration du budget 2007. Cette rubrique est devenue caduque.

36 Subventions accordées

365 Institutions privées - 198'881.58

Le projet de Rectangle d'or est resté en suspens en 2007 (80'000 F). Par ailleurs, et en raison d'un retard dans la mise en place du "GLCT Téléphérique du Salève", la dépense est inférieure à celle budgétée pour le Téléphérique du Salève (58'000 F). Enfin, les études et projets se sont concentrés sur le montage du projet d'agglomération, avec peu de demandes pour des projets cofinancés dans le cadre du CRFG, qui devront être réalisés en 2008-2009 (61'000 F).

367 Étranger + 221'871.00
 A des fins de bouclage du programme, et conformément à la loi 8510 du 26 avril 2002, la provision INTERREG III a été dissoute.

43 Recettes diverses

439 Dissolutions et provisions + 224'000.00
 En lien avec la nature 367 ci-dessus.

06.02.79.00

ZONES INDUSTRIELLES

42 Revenus des biens

426 Participations permanentes du patrimoine administratif - 300'000.00
 La part du bénéfice de la Fondation pour les terrains industriels de Genève (FTI) reçue a bien été celle prévue au budget (10'800'000 F). L'écart de 300'000 F correspond à un transitoire passé en début 2007 sur la base des informations communiquées par la FTI sur le bénéfice 2006 prévisible mais surévalué par rapport aux montants versés.

06.03.50.00

OFFICE CANTONAL DE LA MOBILITE (OCM)

31 Dépenses générales

312 Eau, énergie, combustibles - 246'255.40
 Diminution de la consommation de courant due au remplacement des boîtes à feux à ampoules par des Leds.

314 Entretien des immeubles - 348'731.74
 Prise en compte d'une observation de l'ICF en relation avec un mandat d'entretien des signalisations lumineuses dont le montant global a été transféré en charge de personnel.

318 Honoraires, prestations de service de tiers - 558'154.03
 Le montant non dépensé provient, d'une part, du décalage dans le temps de plusieurs études et, d'autre part, du transfert du projet concernant le contournement EST au DCTI.

42 Revenus des biens

427 Immeubles du patrimoine administratif + 308'057.80
Facturation du rétroactif des contrats de location des canalisations des signaux lumineux.

43 Recettes diverses

431 Émoluments administratifs + 179'333.71
Les tarifs ont été adaptés et de nouveaux émoluments ont été perçus.

436 Dédommagements de tiers + 111'877.15
Les accidents avec responsable connu ont été supérieurs aux estimations.

439 Dissolutions et provisions + 84'690.00
Le solde de la facture TPG dû au 31 décembre 2006 ayant été payé par Palexpo, la provision a été dissoute.

06.03.51.00

TRANSPORTS COLLECTIFS

33 Amortissements, provisions, irrécouvrables

331 Amortissements ordinaires du patrimoine administratif + 5'341'000.00
Le transfert d'actifs TPG ayant eu lieu en fin d'année 2007, le DT a continué d'amortir les bâtiments (montant identique à 2006).

338 Provisions et réserves + 414'963.00
Les TPG n'ayant pas pu fournir les détails demandés par l'Office cantonal de la mobilité concernant l'offre complémentaire 2007, un montant de 414'963 F a été retenu sur la subvention (voir nature 363). Une provision a été constituée, étant donné que ce montant sera vraisemblablement versé début printemps 2008.

36 Subventions accordées

363	Propres établissements	- 8'063'050.30
	<p>"Augmentation de la subvention aux TPG due au transfert d'actifs" (nature 363.00.107): le transfert d'actifs ayant eu lieu en décembre 2007, cette nature n'a pas été utilisée (5'300'936 F).</p> <p>"Enveloppe budgétaire TPG pour le trafic d'agglomération" (nature 363.00.114): dans l'attente des détails demandés par l'OCM quant à l'offre complémentaire 2007, un montant de 414'963 F n'a pas été versé. De plus, le contrat de prestations 2007-2010 des TPG n'était pas encore finalisé au moment de l'élaboration du budget 2007, d'où un écart supplémentaire de 204'491.30 F non versé aux TPG.</p> <p>"Indemnités aux TPG pour le trafic régional" (nature 363.00.511): un montant de 2'142'660 F a été transféré à la nature 367.00.402 (voir explication ci-dessous.)</p>	
365	Institutions privées	- 719'775.00
	<p>"Garanties pour diminution des contributions fédérales" (nature 365.00.602): il n'y a pas eu de plan de réduction de dépenses fédérales touchant le trafic régional. Le montant prévu au budget 2007 n'a pas été utilisé (700'000 F).</p> <p>"Indemnités aux TPN pour le trafic régional" (nature 365.00.404): les négociations liées au contrat TPN se sont terminées à fin 2006, soit après l'élaboration du budget 2007, d'où une légère surévaluation.</p>	
367	Étranger	+1'874'743.66
	<p>"Indemnités à la SNCF pour les trains régionaux" (nature 367.00.114): un montant de 143'739.42 F n'a pas été utilisé car l'entretien, refacturé à l'Etat de Genève, a été moins important que prévu.</p> <p>Un dépassement de crédit de 2'142'660 F a été autorisé par la Commission des Finances (transféré à partir de la nature 363.00.511 "Indemnités aux TPG pour le trafic régional) sur la nature 367.00.402. Toutefois, les dépenses du GLCT ont été moins élevées que prévues car l'indemnisation des lignes TC a été inférieure aux estimations.</p>	
42 Revenus des biens		
426	Participations permanentes du patrimoine administratif	- 265'000.00
	<p>Le montant au budget 2007 prenait en compte le transfert d'actifs en début d'année. Comme ce dernier a été réalisé en fin d'année, il n'y a pas eu lieu d'augmenter la rémunération du capital de dotation. Ce sera fait en 2008.</p>	
429	Autres revenus	- 271'784.00
	<p>La rémunération des cautions de l'Etat est, depuis l'exercice 2006, directement encaissée par le département des finances.</p>	

43 Recettes diverses

436 Dédommagements de tiers + 693'412.00

Facture adressée à la SMGN au titre de trop perçu lors des exercices 2004 à 2006 et contestée par celle-ci. La procédure est pendante au Tribunal Administratif.

06.04.11.00

SERVICE ADMINISTRATIF

31 Dépenses générales

310 Fournitures de bureau, imprimés, matériel - 31'764.07

Le non-dépensé concerne pour une partie les cotisations, abonnements de journaux et périodiques (nature 31003100) ainsi qu'une facture concernant des revues scientifiques et autres journaux d'environ 15'000 F, qui n'est jamais parvenue au service administratif.

311 Mobilier, machines et véhicules - 25'562.45

Le non dépensé provient pour l'essentiel de la livraison à fin 2007 du nouveau véhicule-laboratoire utilisé pour le contrôle des mesures dans l'agglomération. Par conséquent, ce véhicule n'a pas pu être équipé et aménagé en 2007 comme prévu.

313 Marchandises - 109'751.70

Les nouvelles techniques de travail à disposition ont réduit considérablement les dépenses de consommables.

06.04.15.00

SERVICE CANTONAL DE PROTECTION CONTRE LE BRUIT ET LES RAYONNEMENTS NON IONISANTS

46 Subventions acquises

460 Confédération - 10'000.00

En 2007, un seul mandat a été réalisé (contrôle des performances de l'enrobé phonoabsorbant posé sur la section 8 de l'autoroute RN 1a) mais n'a toujours pas été honoré par la Confédération.

06.04.24.00	SERVICE DE L'INTERVENTION ENVIRONNEMENTALE	
	31 Dépenses générales	
	318 Honoraires, prestations de service de tiers	- 52'106.60
	Retard pris dans l'introduction du système Polyphone (prestations de tiers pour la téléphonie). Par ailleurs, peu de dépenses liées à l'entraînement à l'intervention ont été effectuées, puisque la cellule ABC est en sous-effectif.	
06.04.57.00	SERVICE DE GEOLOGIE, SOLS ET DECHETS	
	33 Amortissements, provisions, irrécouvrables	
	331 Amortissements ordinaires du patrimoine administratif	+ 331'500.93
	Le dépassement provient de compléments liés à la Tannerie 3 et aux études sur les sites contaminés.	
	338 Provisions et réserves	+5'606'000.00
	Variations de provisions pour sites pollués établies durant l'année 2007.	
06.04.67.00	SERVICE CANTONAL DE L'ENERGIE	
	31 Dépenses générales	
	318 Honoraires, prestations de service de tiers	- 146'560.63
	Des engagements importants ont été faits pour le projet CEVA en 2007, dont la réalisation effective sera pour 2008.	
	37 Subventions redistribuées	
	372 Communes	+ 211'560.00
	Un nombre important de réalisations d'installations bois, solaire et MINERGIE a été réalisé en 2007, ce qui est toujours difficile de prévoir lors de l'élaboration du budget.	
	376 Personnes physiques	+ 462'798.00
	Voir explication précédente.	

46 Subventions acquises

460 Confédération - 540'451.00

Comme chaque année, la Confédération octroie une subvention à répartir entre les comptes 460 et 470 en fonction des dépenses prévues sur les comptes de charges y afférents. Lors du versement de ladite subvention (juin 2007), la presque totalité de cette subvention a été versée sur la nature 470 (rubrique destinée à régler les projets d'installations bois, solaire, MINERGIE - cf. compte de charges 37).

47 Subventions à redistribuer

470 Confédération + 708'286.00

Voir explication précédente.

06.05.04.00

DOMAINE NATURE ET PAYSAGE

31 Dépenses générales

311 Mobilier, machines et véhicules - 121'328.59

Les achats ont été différés sur 2008.

33 Amortissements, provisions, irrécouvrables

338 Provisions et réserves + 155'170.95

Augmentation des provisions pour débiteurs douteux.

339 Créances irrécouvrables + 143'163.95

Irrécouvrable lié à la Fondation Neptune (dégrèvement lié à la facturation des pilotes.)

37 Subventions redistribuées

371 Cantons - 958'561.50

En raison du changement de régime concernant les subventions liées à la Loi fédérale sur la protection de la nature et du paysage, la Confédération n'a pas pu payer entièrement les sommes dues. Le solde sera payé dès l'approbation par le Parlement d'un crédit supplémentaire.

375 Institutions privées + 156'512.00

Le montant perçu sur cette rubrique (346'516 F) correspond aux versements 2007 ainsi que ceux qui n'ont pas pu être versés en 2006.

42 Revenus des biens

427 Immeubles du patrimoine administratif + 2'363'922.70

Il s'agit de la redevance versée à l'Etat de Genève pour la première fois par la Société du Parking du Mont-Blanc (2'350'000 F).

43 Recettes diverses

431 Émoluments administratifs + 241'521.00

Augmentation des émoluments liés aux autorisations d'abattage d'arbres.

47 Subventions à redistribuer

470 Confédération - 816'769.50

Voir explication sous la nature 371.

49 Imputations internes

490 Imputations internes -860'000.00

L'entretien des propriétés de l'Etat n'a pas été facturé au DCTI.

06.06.10.00

SERVICE DE L'AGRICULTURE

36 Subventions accordées

365 Institutions privées - 449'432.45

Le développement des réseaux écologiques s'est avéré inférieur au budget en raison notamment du retard pris dans l'adoption de nouvelles conditions cadres (236'000 F). Les nouvelles aides aux détenteurs de bétail découlant de la récente loi sur la promotion de l'agriculture n'ont pas encore été mises en œuvre et aucune demande d'aides n'a été formulée par les agriculteurs pour des projets visant à préserver l'espace rural et les ressources naturelles, ceci en application de cette même loi. Vu l'absence d'organisme de quarantaine et notamment du feu bactérien, aucune dépense n'a dû être consentie à ce titre. Enfin, les demandes d'aides liées notamment à la mise en place de nouveaux modes de production ont été inférieures à l'enveloppe budgétée.

37 Subventions redistribuées

375 Institutions privées - 1'281'733.40

L'évaluation des dépenses en matière de paiements directs et de contributions à la culture des champs est difficile à établir avec précision puisqu'elles dépendent du type de culture mis en place et des surfaces annoncées par les exploitants. Ces facteurs ainsi que les données fiscales obtenues au sujet des exploitations agricoles ont conduit à des dépenses inférieures aux prévisions.

47 Subventions à redistribuer

470 Confédération -1'318'733.40

Équilibre avec la nature 37 (voir explication sous la nature 375).

06.10.00.00

DOMAINE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

31 Dépenses générales

318 Honoraires, prestations de service de tiers - 581'656.43

Certains mandats n'ont pas été exécutés, d'autres ont été annulés.

33 Amortissements, provisions, irrécouvrables

331 Amortissements ordinaires du patrimoine administratif - 4'888'251.00

Réactivation des études 2005 suivies de réalisation et donc à amortir en même temps que le bien concerné.

35 Dédommagements à des collectivités publiques

352 Communes - 130'000.00

L'utilisation de ce budget dépend de l'avancement des Plans Directeurs Communaux (PDCOM), ces derniers n'ont pas avancé comme le prévoyait le budget.

43 Recettes diverses

436 Dédommagements de tiers + 188'220.53

Clôture du projet "Diagnostic espace agricole transfrontalier".

06.90.50.00	REDEVANCE POIDS LOURDS LIEES AUX PRESTATIONS	
	45 Dédommagements à des collectivités publiques	
	450 Confédération	+ 1'571'651.00
	La recette, estimée plus d'une année à l'avance, s'est avérée inférieure à la réalité.	
06.90.57.00	REALIMENTATION DE LA NAPPE SOUTERRAINE DE VESSY	
	33 Amortissements, provisions, irrécouvrables	
	338 Provisions et réserves	+ 842'000.00
	Rectification de la provision TVA constituée par erreur dans les comptes de l'Etat et dissoute dans le centre de responsabilité (CR) de la nappe souterraine de Vessy.	
06.90.60.00	REGIE TRAITEMENT DES EAUX	
	31 Dépenses générales	
	318 Honoraires, prestations de service de tiers	- 1'856'366.05
	Refacturation du personnel inférieure aux prévisions suite à des transferts aux SIG.	
	42 Revenus des biens	
	427 Immeubles du patrimoine administratif	-1'784'045.40
	Voir explication sous la nature 318.	
06.90.67.00	FONDS ENERGIE DES COLLECTIVITES PUBLIQUES	
	36 Subventions accordées	
	361 Cantons	- 1'469'786.60
	S'agissant dans la plupart des cas de subventions pour de gros projets de réalisations de constructions ou de rénovations de bâtiments, il est difficile de connaître exactement leur date de réalisation (projets réalisés par l'Etat, la Ville de Genève et les cantons).	

06.90.70.00	REGIE USINE DES CHENEVIERS	
	31	Dépenses générales
	318	Honoraires, prestations de service de tiers - 1'434'259.00
		Refacturation du personnel inférieure aux prévisions suite à des transferts aux SIG.
	42	Revenus des biens
	427	Immeubles du patrimoine administratif -1'453'156.97
		Voir explication sous la nature 318.
06.90.78.00	FONDS CANTONAL POUR LA GESTION DES DECHETS	
	31	Dépenses générales
	318	Honoraires, prestations de service de tiers + 193'575.57
		Le dépassement de budget provient de l'augmentation des quantités de déchets récoltés dans les ESREC (transport et élimination).
	48	Prélèvements sur les financements spéciaux
	480	Prélèvements sur financements spéciaux + 342'657.10
		En raison du coût de trois ESREC, il était prévu de dépenser la réserve sur les années 2006 et 2007. Dès 2008, la redevance sur l'incinération passe de 10 à 13 F la tonne et permet de rééquilibrer les comptes.
06.90.79.10	SERVICES GENERAUX DU SITE DE CHATILLON	
	31	Dépenses générales
	312	Eau, énergie, combustibles + 165'834.75
		Ces dépenses ont été ventilées par l'intermédiaire des natures 494/394 sur les CR06907920 et 06907930, où sont inscrits les budgets.
	318	Honoraires, prestations de service de tiers + 140'947.52
		Le dépassement provient de la réduction de la déduction de l'impôt préalable due à la subvention au pôle vert, des études nécessaires liées au transfert d'exploitation et de la mise à disposition d'un peseur en remplacement du titulaire, malade.

49 Imputations internes

494	Parts à des recettes	766'032.87
	Ventilation des coûts des services généraux plus importante que prévue.	

06.90.79.20

POLE DECHARGE

31 Dépenses générales

314	Entretien des immeubles	- 511'046.69
	Suite aux appels d'offres, le montant des soumissions a été inférieur aux estimations.	

315	Entretien de mobilier par des tiers	- 132'380.40
	Les frais ont été moins importants que prévus.	

318	Honoraires, prestations de service de tiers	+ 301'043.28
	Augmentation due au suivi environnemental lié au transfert d'exploitation (nature 318.07227). La modification du processus explique aussi ce dépassement: en effet, les déchets de l'installation de traitement de matière de route sont traités par CRIDEC (nature 318.07413).	

39 Imputations internes

394	Rétrocession de recettes	+ 600'593.28
	Ventilation des coûts des services généraux plus importante que prévue.	

43 Recettes diverses

434	Redevance d'utilisation et prestations de service	+ 146'794.24
	La quantité de déchets pris en charge a été supérieure aux estimations.	

06.90.79.30

POLE VERT

31 Dépenses générales

316	Loyers, fermages et redevances	+ 158'266.00
	Le broyeur prévu en investissement a brûlé. Il s'agit d'une location de remplacement.	

318 Honoraires, prestations de service de tiers + 121'206.87
 Réduction de la déduction de l'impôt préalable due à la subvention au pôle vert.

39 Imputations internes

394 Rétrocession de recettes + 228'668.59
 Ventilation des coûts des services généraux plus importante que prévue.

42 Revenus des biens

424 Gains comptables sur les placements du patrimoine 1'338'569.00
 Il s'agit du gain comptable sur le transfert de l'Esrec au fonds cantonal de gestion des déchets.

06.90.80.10

ASSAINISSEMENT DES EAUX

31 Dépenses générales

314 Entretien des immeubles - 4'978'726.00
 La facture SIG a été moins élevée que prévue.

315 Entretien de mobilier par des tiers - 258'379.25
 350'000 F ont été attribués au Domaine Nature et Paysage.

42 Revenus des biens

424 Gains comptables sur les placements du patrimoine financier +17'590'027.00
 Activation des investissements inférieurs à 5 millions consentis par SIG depuis 2003.

43 Recettes diverses

434 Redevances d'utilisation et prestations de service + 1'178'165.16
 Augmentation de la taxe.

06.90.80.50	SERVICE CANTONAL DE L'EVACUATION DE L'EAU	
	31 Dépenses générales	
	318 Honoraires, prestations de service de tiers	- 221'793.57
	<p>Dépenses inférieures aux prévisions, notamment pour les mandats aux tiers concernant les contrôles de conformité des branchements privés sur les réseaux communaux où certains travaux sont reportés sur 2008 (contrôles liés à l'avancement des chantiers communaux). De plus, la rubrique de la part aux travaux d'office est difficilement prévisible puisqu'elle dépend du nombre et du type de contentieux arrivant en cours d'année. Pour 2007, il y a eu très peu de travaux d'office. Enfin, les frais de téléphone et de fax ont été entièrement imputés sur un autre CR.</p>	
06.90.85.00	SERVICE DE RENATURATION DES COURS D'EAU	
	31 Dépenses générales	
	314 Entretien des immeubles	+ 746'241.70
	<p>Travaux imprévus et urgents sur l'Arve suite à une rupture de digue.</p>	
	318 Honoraires, prestations de service de tiers	+ 482'075.20
	<p>Honoraires supplémentaires liés à l'avancée des travaux de renaturation.</p>	
	36 Subventions accordées	
	362 Communes	- 200'000.00
	<p>Pas de projet intéressant présenté par les communes.</p>	
	367 Étranger	+ 141'004.38
	<p>Participation au doublement de la buse de Vallard (engagement du canton de GE où la participation a passé de 200'000 € à 400'000 €).</p>	
	46 Subventions acquises	
	460 Confédération	- 304'567.00
	<p>Il s'agit d'un acompte. La Confédération doit encore 1'000'000 F, qu'elle doit verser à brève échéance.</p>	

06.90.92.00

FONDS DE LA FAUNE

31 Dépenses générales

318 Honoraires, prestations de service de tiers + 149'114.59

Augmentation des besoins en prestations de prévention et des besoins de recherches liés à l'augmentation de la population du lièvre.

36 Subventions accordées

365 Institutions privées + 131'368.18

Augmentation des indemnisations aux agriculteurs liées aux dégâts lièvres et sangliers.

06.90.94.00

FONDS FORESTIER

31 Dépenses générales

314 Entretien des immeubles + 82'032.93

Augmentation liée à l'exploitation : une demande supplémentaire de la clientèle a généré une augmentation des coûts dans la récolte et la préparation du bois.

Augmentation liée à l'entretien des chemins : besoins en réfections urgentes pour les routes forestières utilisées pour la sortie du bois.

06.90.95.00

**FONDS POUR LA REALISATION DE MESURES
COMPENSATOIRES**

33 Amortissements, provisions, irrécouvrables

338 Provisions et réserves - 100'000.00

La procédure des garanties bancaires pour les valeurs compensatoires explique l'inutilisation de cette rubrique en 2007. La rubrique reste ouverte pour encore 2 ou 3 ans car il existe une possibilité de remboursement pour des chantiers encore en cours.

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
06.00.00.00	TERRITOIRE						
3	CHARGES	499.673.183,69		22.782.840	4,8	476.890.344	477.496.731,18
4	REVENUS		262.906.217,21	18.765.425	7,7	244.140.792	247.610.670,64
	COUVERTURE en F	-236.766.966,48		-4.017.414		-232.749.552	-229.886.060,54
	COUVERTURE en %	52,62%			1,4	51,19%	51,86%
06.01.02.00	PRÉSIDENTE ET SECÉTARIAT GÉNÉRAL						
3	CHARGES	6.389.819,71		17.991.209	-155,1	-11.601.389	1.731.218,77
4	REVENUS		8.573.242,71	7.813.243	NS	760.000	911.231,10
	COUVERTURE en F	2.183.423,00		-10.177.966		12.361.389	-819.987,67
	COUVERTURE en %	134,17%			140,7	-6,55%	52,64%
30	CHARGES DE PERSONNEL	3.854.975,85		1.779.131	85,7	2.075.845	3.624.051,70
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	510.116,31		-324.300	-38,9	834.416	612.816,93
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	134.000,00		0	0,0	134.000	126.000,00
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	134.000,00		0	0,0	134.000	126.000,00
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	1.629.673,65		17.339.674	-110,4	-15.710.000	-3.578.898,00
365	INSTITUTIONS PRIVÉES	1.629.673,65		339.674	26,3	1.290.000	1.421.102,00
0131	SUBVENTIONS ASSOCIATIONS DIVERSES	68.000,00		-22.000	-24,4	90.000	72.500,00
1014	SUBVENTIONS CGN	1.561.673,65		361.674	30,1	1.200.000	1.348.602,00
369	SUBVENTIONS REMBOURSÉES			17.000.000	-100,0	-17.000.000	-5.000.000,00
0101	SUBVENTIONS PRISES EN CHARGE PAR LE FEC			17.000.000	-100,0	-17.000.000	-5.000.000,00
37	SUBVENTIONS REDISTRIBUÉES			-560.000	-100,0	560.000	580.912,00
375	INSTITUTIONS PRIVÉES			-560.000	-100,0	560.000	580.912,00
39	IMPUTATIONS INTERNES	261.053,90		-243.296	-48,2	504.350	366.336,14
42	REVENUS DES BIENS						275.074,00
43	RECETTES DIVERSES		365.677,90	165.678	82,8	200.000	38.820,45
46	SUBVENTIONS ACQUISES		8.180.000,00	8.180.000	ND		
469	AUTRES SUBVENTIONS		8.180.000,00	8.180.000	ND		
47	SUBVENTIONS À REDISTRIBUER			-560.000	-100,0	560.000	580.912,00
472	COMMUNES			-560.000	-100,0	560.000	580.912,00
49	IMPUTATIONS INTERNES		27.564,81	27.565	ND		16.424,65

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
06.01.03.00	SERVICE FINANCIER						
3	CHARGES	2.382.222,58		633.323	36,2	1.748.900	1.820.283,63
4	REVENUS		225.986,68	-122.113	-35,1	348.100	722.418,21
	COUVERTURE en F	-2.156.235,90		-755.436		-1.400.800	-1.097.865,42
	COUVERTURE en %	9,49%			-10,4	19,90%	39,69%
30	CHARGES DE PERSONNEL	1.438.082,91		-76.537	-5,1	1.514.620	1.484.339,70
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	197.173,75		-6.856	-3,4	204.030	205.011,24
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	720.080,03		713.080	NS	7.000	0,12
338	PROVISIONS ET RÉSERVES	719.970,73		717.971	NS	2.000	
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	109,30		-4.891	-97,8	5.000	0,12
39	IMPUTATIONS INTERNES	26.885,89		3.636	15,6	23.250	130.932,57
42	REVENUS DES BIENS		233,70	84	55,8	150	1.220,47
43	RECETTES DIVERSES		225.752,98	-116.897	-34,1	342.650	718.569,65
439	DISSOLUTIONS ET PROVISIONS		9.070,73	9.071	ND		437.600,00
49	IMPUTATIONS INTERNES			-5.300	-100,0	5.300	2.628,09
06.01.04.00	SERVICE DES SYSTÈMES D'INFORMATION ET DE GÉOMATIQUE						
3	CHARGES	2.419.664,80		33.975	1,4	2.385.690	2.189.021,06
4	REVENUS		52.031,00	6.581	14,5	45.450	51.693,80
	COUVERTURE en F	-2.367.633,80		-27.394		-2.340.240	-2.137.327,26
	COUVERTURE en %	2,15%			0,2	1,91%	2,36%
30	CHARGES DE PERSONNEL	2.183.681,72		72.642	3,4	2.111.040	1.934.005,45
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	193.794,35		-49.569	-20,4	243.363	222.030,41
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	13.386,85		0	0,0	13.387	13.162,00
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	13.386,85		0	0,0	13.387	13.000,00
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES						162,00
39	IMPUTATIONS INTERNES	28.801,88		10.902	60,9	17.900	19.823,20
43	RECETTES DIVERSES		52.031,00	11.031	26,9	41.000	51.693,80
49	IMPUTATIONS INTERNES			-4.450	-100,0	4.450	

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
06.01.07.00	SERVICE DE SÉCURITÉ						
3	CHARGES	398.854,96		53.936	15,6	344.919	
	COUVERTURE en F	-398.854,96		-53.936		-344.919	
	COUVERTURE en %						
30	CHARGES DE PERSONNEL	342.072,35		8.172	2,4	333.900	
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	6.779,55		-3.739	-35,5	10.519	
39	IMPUTATIONS INTERNES	50.003,06		49.503	NS	500	
06.02.03.00	SERVICE DE SURVEILLANCE DES COMMUNES						
3	CHARGES	684.623,93		-104.958	-13,3	789.582	664.961,01
4	REVENUS		36.100,00	-29.100	-44,6	65.200	65.000,00
	COUVERTURE en F	-648.523,93		75.858		-724.382	-599.961,01
	COUVERTURE en %	5,27%			-3,0	8,26%	9,78%
30	CHARGES DE PERSONNEL	667.689,28		-83.161	-11,1	750.850	643.316,90
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	15.304,50		-23.428	-60,5	38.732	19.890,95
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	135,00		135	ND		
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	135,00		135	ND		
39	IMPUTATIONS INTERNES	1.495,15		1.495	ND		1.753,16
43	RECETTES DIVERSES		36.100,00	-29.100	-44,6	65.200	65.000,00
06.02.13.00	DIRECTION CANTONALE DE LA MENSURATION OFFICIELLE						
3	CHARGES	2.723.100,06		-334.869	-11,0	3.057.969	2.548.174,79
4	REVENUS		1.206.825,97	-90.145	-7,0	1.296.971	1.250.526,54
	COUVERTURE en F	-1.516.274,09		244.724		-1.760.998	-1.297.648,25
	COUVERTURE en %	44,32%			1,9	42,41%	49,08%
30	CHARGES DE PERSONNEL	2.190.198,05		-126.722	-5,5	2.316.920	2.037.232,70
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	294.631,92		-175.367	-37,3	469.999	369.923,03
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	141.734,86		6.735	5,0	135.000	32.387,56
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	135.000,00		0	0,0	135.000	
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	6.734,86		6.735	ND		32.387,56
39	IMPUTATIONS INTERNES	96.535,23		-39.515	-29,0	136.050	108.631,50

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
06.02.13.00	DIRECTION CANTONALE DE LA MENSURATION OFFICIELLE (Suite)						
42	REVENUS DES BIENS		7,77	8	ND		0,09
43	RECETTES DIVERSES		1.181.468,20	-95.503	-7,5	1.276.971	1.188.390,20
45	DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES		3.500,00	3.500	ND		47.100,00
450	CONFÉDÉRATION		3.500,00	3.500	ND		47.100,00
46	SUBVENTIONS ACQUISES		12.400,00	2.400	24,0	10.000	13.300,00
460	CONFÉDÉRATION		12.400,00	2.400	24,0	10.000	13.300,00
49	IMPUTATIONS INTERNES		9.450,00	-550	-5,5	10.000	1.736,25
06.02.17.00	SERVICE DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION						
3	CHARGES	1.948.752,17		222.962	12,9	1.725.790	
4	REVENUS		5.201,80	4.402	550,2	800	
	COUVERTURE en F	-1.943.550,37		-218.560		-1.724.990	
	COUVERTURE en %	0,27%			0,2	0,05%	
30	CHARGES DE PERSONNEL	1.469.014,31		230.814	18,6	1.238.200	
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	378.112,71		-97.977	-20,6	476.090	
39	IMPUTATIONS INTERNES	101.625,15		90.125	783,7	11.500	
43	RECETTES DIVERSES		5.201,80	4.402	550,2	800	
06.02.52.00	ADMINISTRATION MILITAIRE						
3	CHARGES	1.527.759,22		128.234	9,2	1.399.525	1.554.344,75
4	REVENUS		253.784,60	51.968	25,7	201.817	241.464,98
	COUVERTURE en F	-1.273.974,62		-76.267		-1.197.708	-1.312.879,77
	COUVERTURE en %	16,61%			2,2	14,42%	15,53%
30	CHARGES DE PERSONNEL	1.292.547,98		158.958	14,0	1.133.590	1.306.064,75
309	FORMATION, RECRUTEMENT, DIV. CHARGES	131,35		131	ND		
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	137.136,69		21.102	18,2	116.035	135.413,59
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	305,00		305	ND		
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	305,00		305	ND		
35	DÉDOMMAGEMENTS À DES COLLECTIVITÉS PUBLIQUES	1.944,00		144	8,0	1.800	1.089,00

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
06.02.52.00	ADMINISTRATION MILITAIRE (Suite)						
351	CANTONS	1.944,00		144	8,0	1.800	1.089,00
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	56.500,00		0	0,0	56.500	56.500,00
365	INSTITUTIONS PRIVÉES	56.500,00		0	0,0	56.500	56.500,00
0312	CÉRÉMONIE À LA MÉMOIRE DES SOLDATS MORTS AU SERVICE DU PAYS (MON - REPOS)	500,00		0	0,0	500	500,00
0614	MUSÉE MILITAIRE GENEVOIS	54.000,00		0	0,0	54.000	54.000,00
0716	VIEUX ARTILLEURS (ENTRETIEN DES UNIFORMES)	2.000,00		0	0,0	2.000	2.000,00
39	IMPUTATIONS INTERNES	39.325,55		-52.274	-57,1	91.600	55.277,41
42	REVENUS DES BIENS						13,38
43	RECETTES DIVERSES		253.784,60	51.968	25,7	201.817	241.451,60
06.02.55.00	ARSENAL CANTONAL						
3	CHARGES	2.625.638,94		-46.353	-1,7	2.671.992	2.322.136,33
4	REVENUS		3.394.241,15	-974.359	-22,3	4.368.600	4.151.218,00
	COUVERTURE en F	768.602,21		-928.006		1.696.608	1.829.081,67
	COUVERTURE en %	129,27%			-34,2	163,50%	178,77%
30	CHARGES DE PERSONNEL	2.167.129,26		212.959	10,9	1.954.170	1.839.341,95
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	25.968,85		-12.003	-31,6	37.972	9.442,60
39	IMPUTATIONS INTERNES	432.540,83		-247.309	-36,4	679.850	473.351,78
42	REVENUS DES BIENS		421.877,70	61.878	17,2	360.000	356.107,00
43	RECETTES DIVERSES		803.116,00	-36.884	-4,4	840.000	
439	DISSOLUTIONS ET PROVISIONS			-50.000	-100,0	50.000	
45	DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES		2.056.818,50	-933.182	-31,2	2.990.000	3.772.865,00
450	CONFÉDÉRATION		2.056.818,50	-933.182	-31,2	2.990.000	3.772.865,00
49	IMPUTATIONS INTERNES		112.428,95	-66.171	-37,0	178.600	22.246,00
06.02.59.00	CORPS DE MUSIQUE						
3	CHARGES	225.779,40		-2.221	-1,0	228.000	218.861,80
	COUVERTURE en F	-225.779,40		2.221		-228.000	-218.861,80
	COUVERTURE en %						
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	225.779,40		-2.221	-1,0	228.000	218.861,80
363	PROPRES ÉTABLISSEMENTS	225.779,40		-2.221	-1,0	228.000	218.861,80

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
06.02.59.00	CORPS DE MUSIQUE (Suite)						
0105	HABILLEMENT ET ÉQUIPEMENT DES MUSIQUES CANTONALES	5.934,10		-66	-1,1	6.000	
0203	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT AUX MUSIQUES CANTONALES	60.000,00		0	0,0	60.000	60.000,00
0302	RÉTRIBUTION DES CHEFS DE MUSIQUE	159.845,30		-2.155	-1,3	162.000	158.861,80
06.02.70.00	SERVICE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES						
3	CHARGES	2.091.907,28		-284.437	-12,0	2.376.344	7.047.216,36
4	REVENUS		244.304,00	242.554	NS	1.750	226.755,12
	COUVERTURE en F	-1.847.603,28		526.991		-2.374.594	-6.820.461,24
	COUVERTURE en %	11,68%			11,6	0,07%	3,22%
30	CHARGES DE PERSONNEL	1.109.891,17		127.721	13,0	982.170	1.040.712,70
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	220.409,04		-215.315	-49,4	435.724	230.291,77
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES			-231.650	-100,0	231.650	5.237.713,65
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF			-231.650	-100,0	231.650	4.786.842,65
338	PROVISIONS ET RÉSERVES						450.871,00
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	742.989,42		22.989	3,2	720.000	520.810,00
365	INSTITUTIONS PRIVÉES	271.118,42		-198.882	-42,3	470.000	197.800,00
9602	GLCT - RECTANGLE D'OR			-80.000	-100,0	80.000	
9814	GLCT - TÉLÉPHÉRIQUE DU SALÈVE	242.118,42		-57.882	-19,3	300.000	150.000,00
9912	AUTRES SUBVENTIONS	29.000,00		-61.000	-67,8	90.000	47.800,00
367	ETRANGER	471.871,00		221.871	88,7	250.000	323.010,00
0214	INTERREG IV	471.871,00		221.871	88,7	250.000	323.010,00
39	IMPUTATIONS INTERNES	18.617,65		11.818	173,8	6.800	17.688,24
43	RECETTES DIVERSES		244.304,00	244.304	ND		225.731,00
439	DISSOLUTIONS ET PROVISIONS		224.000,00	224.000	ND		225.731,00
49	IMPUTATIONS INTERNES			-1.750	-100,0	1.750	1.024,12
06.02.79.00	ZONES INDUSTRIELLES						
3	CHARGES	1.788.000,00		-71.000	-3,8	1.859.000	4.990.366,05
4	REVENUS		10.500.000,00	-300.000	-2,8	10.800.000	10.400.000,00
	COUVERTURE en F	8.712.000,00		-229.000		8.941.000	5.409.633,95
	COUVERTURE en %	587,25%			6,3	580,96%	208,40%
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	1.263.000,00		-71.000	-5,3	1.334.000	4.347.366,05

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
06.02.79.00	ZONES INDUSTRIELLES (Suite)						
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	1.263.000,00		-71.000	-5,3	1.334.000	1.334.000,00
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES						3.013.366,05
39	IMPUTATIONS INTERNES	525.000,00		0	0,0	525.000	643.000,00
42	REVENUS DES BIENS		10.500.000,00	-300.000	-2,8	10.800.000	10.400.000,00
06.03.50.00	OFFICE CANTONAL DE LA MOBILITÉ (OCM)						
3	CHARGES	20.703.042,12		-1.258.289	-5,7	21.961.331	18.010.681,22
4	REVENUS		7.023.486,45	687.069	10,8	6.336.417	6.262.642,69
	COUVERTURE en F	-13.679.555,67		1.945.358		-15.624.914	-11.748.038,53
	COUVERTURE en %	33,92%			5,1	28,85%	34,77%
30	CHARGES DE PERSONNEL	7.403.841,73		-16.618	-0,2	7.420.460	6.480.529,95
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	3.685.454,00		-1.175.986	-24,2	4.861.440	3.885.847,15
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	8.594.181,11		0	0,0	8.594.181	6.678.658,10
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	8.594.181,00		0	0,0	8.594.181	6.590.873,00
338	PROVISIONS ET RÉSERVES						84.690,00
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	0,11		0	ND		3.095,10
39	IMPUTATIONS INTERNES	1.019.565,28		-65.685	-6,1	1.085.250	965.646,02
42	REVENUS DES BIENS		6.435.057,80	308.058	5,0	6.127.000	6.000.000,00
43	RECETTES DIVERSES		538.967,86	375.901	230,5	163.067	237.103,85
439	DISSOLUTIONS ET PROVISIONS		84.690,00	84.690	ND		
46	SUBVENTIONS ACQUISES		48.300,00	48.300	ND		25.496,25
460	CONFÉDÉRATION		48.300,00	48.300	ND		
461	CANTONS						25.496,25
49	IMPUTATIONS INTERNES		1.160,79	-45.189	-97,5	46.350	42,59
06.03.51.00	TRANSPORTS COLLECTIFS						
3	CHARGES	164.858.088,36		-1.152.119	-0,7	166.010.207	153.592.943,36
4	REVENUS		1.838.312,00	131.528	7,7	1.706.784	1.193.024,00
	COUVERTURE en F	-163.019.776,36		1.283.647		-164.303.423	-152.399.919,36
	COUVERTURE en %	1,12%			0,1	1,03%	0,78%
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	5.755.963,00		5.755.963	ND		5.341.000,00

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
06.03.51.00	TRANSPORTS COLLECTIFS (Suite)						
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	5.341.000,00		5.341.000	ND		5.341.000,00
338	PROVISIONS ET RÉSERVES	414.963,00		414.963	ND		
35	DÉDOMMAGEMENTS À DES COLLECTIVITÉS PUBLIQUES	4.200.000,00		0	0,0	4.200.000	4.229.688,00
350	CONFÉDÉRATION	4.200.000,00		0	0,0	4.200.000	4.229.688,00
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	154.829.545,36		-6.908.082	-4,3	161.737.627	141.869.255,36
363	PROPRES ÉTABLISSEMENTS	139.343.576,70		-8.063.050	-5,5	147.406.627	139.067.151,70
0107	AUGMENTATION SUBVENTION AUX TPG DUE AU TRANSFERT D'ACTIFS			-5.300.936	-100,0	5.300.936	
0114	ENVELOPPE BUDGÉTAIRE TPG POUR LE TRAFIC D'AGGLOMÉRATION	131.986.236,70		-619.454	-0,5	132.605.691	116.015.342,70
0212	SUBVENTION SPÉCIALE POUR LE RENOUVELLEMENT DU MATÉRIEL ROULANT						12.000.000,00
0511	INDEMNITÉS AUX TPG POUR LE TRAFIC RÉGIONAL	7.357.340,00		-2.142.660	-22,6	9.500.000	9.203.400,00
0601	RESTITUTION RÉSULTAT						1.848.409,00
365	INSTITUTIONS PRIVÉES	12.746.225,00		-719.775	-5,3	13.466.000	2.272.643,15
0124	SOCIÉTÉ DES MOUETTES GENEVOISES NAVIGATION SA	1.736.000,00		0	0,0	1.736.000	1.834.997,65
0404	INDEMNITÉS AUX TPN POUR LE TRAFIC RÉGIONAL	160.797,00		-19.203	-10,7	180.000	96.531,50
0502	FRAIS COMMUNAUTÉ TARIFAIRE	10.849.428,00		-572	0,0	10.850.000	321.114,00
0602	GARANTIE POUR DIMINUTION DES CONTRIBUTIONS FÉDÉRALES (PAB)			-700.000	-100,0	700.000	20.000,00
367	ETRANGER	2.739.743,66		1.874.744	216,7	865.000	529.460,51
0114	INDEMNITÉS À LA SCNF POUR LES TRAINS RÉGIONAUX	546.260,58		-143.739	-20,8	690.000	529.460,51
0402	PARTICIPATION LIGNES TC CONSEIL GÉNÉRAL 74 (GLCT)	2.193.483,08		2.018.483	NS	175.000	
39	IMPUTATIONS INTERNES	72.580,00		0	0,0	72.580	2.153.000,00
42	REVENUS DES BIENS		1.000.000,00	-536.784	-34,9	1.536.784	1.000.000,00
43	RECETTES DIVERSES		693.412,00	693.412	ND		
46	SUBVENTIONS ACQUISES		144.900,00	-25.100	-14,8	170.000	193.024,00
460	CONFÉDÉRATION		144.900,00	-25.100	-14,8	170.000	193.024,00

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
06.03.52.00	FONDATION DES PARKINGS						
3	CHARGES	282.000,00		0	0,0	282.000	258.000,00
	COUVERTURE en F	-282.000,00				-282.000	-258.000,00
	COUVERTURE en %						
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	125.000,00		0	0,0	125.000	114.000,00
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	125.000,00		0	0,0	125.000	114.000,00
39	IMPUTATIONS INTERNES	157.000,00		0	0,0	157.000	144.000,00
06.04.11.00	SERVICE ADMINISTRATIF						
3	CHARGES	1.371.621,52		-351.895	-20,4	1.723.517	1.433.222,92
4	REVENUS			-100.900	-100,0	100.900	2.235,20
	COUVERTURE en F	-1.371.621,52		250.995		-1.622.617	-1.430.987,72
	COUVERTURE en %				-5,9	5,85%	0,16%
30	CHARGES DE PERSONNEL	380.486,71		52.627	16,1	327.860	285.833,45
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	299.159,40		-206.184	-40,8	505.343	297.977,54
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	450.264,00		0	0,0	450.264	577.420,00
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	450.264,00		0	0,0	450.264	577.420,00
39	IMPUTATIONS INTERNES	241.711,41		-198.339	-45,1	440.050	271.991,93
43	RECETTES DIVERSES						2.235,20
49	IMPUTATIONS INTERNES			-100.900	-100,0	100.900	
06.04.12.00	SERVICE JURIDIQUE						
3	CHARGES	311.994,69		-10.255	-3,2	322.250	276.853,85
4	REVENUS			-4.200	-100,0	4.200	
	COUVERTURE en F	-311.994,69		6.055		-318.050	-276.853,85
	COUVERTURE en %				-1,3	1,30%	
30	CHARGES DE PERSONNEL	285.941,90		-2.738	-0,9	288.680	255.888,45
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	10.360,10		-7.310	-41,4	17.670	6.634,80
39	IMPUTATIONS INTERNES	15.692,69		-207	-1,3	15.900	14.330,60
49	IMPUTATIONS INTERNES			-4.200	-100,0	4.200	

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
06.04.13.00	SERVICE ENVIRONNEMENT-INFO						
3	CHARGES	-480,05		-480	ND	0	1.971.219,85
4	REVENUS						3.878,30
	COUVERTURE en F	480,05		480			-1.967.341,55
	COUVERTURE en %						0,20%
30	CHARGES DE PERSONNEL	-480,05		-480	ND		1.364.704,00
31	DÉPENSES GÉNÉRALES						493.681,78
39	IMPUTATIONS INTERNES						112.834,07
43	RECETTES DIVERSES						3.878,30
06.04.14.00	SERVICE CANTONAL DE PROTECTION DE L'AIR						
3	CHARGES	1.996.049,41		509	0,0	1.995.540	1.890.517,05
4	REVENUS		23.121,00	9.121	65,2	14.000	5.225,00
	COUVERTURE en F	-1.972.928,41		8.612		-1.981.540	-1.885.292,05
	COUVERTURE en %	1,16%			0,5	0,70%	0,28%
30	CHARGES DE PERSONNEL	1.830.479,74		41.940	2,3	1.788.540	1.716.454,15
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	123.569,67		-41.430	-25,1	165.000	164.201,25
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	34.000,00		0	0,0	34.000	
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	34.000,00		0	0,0	34.000	
39	IMPUTATIONS INTERNES	8.000,00		0	0,0	8.000	9.861,65
43	RECETTES DIVERSES		23.121,00	9.121	65,2	14.000	4.785,00
49	IMPUTATIONS INTERNES						440,00
06.04.15.00	SERVICE CANTONAL DE PROTECTION CONTRE LE BRUIT ET LES RAYONNEMENTS NON IONISANTS						
3	CHARGES	1.310.512,92		21.318	1,7	1.289.195	1.274.139,13
4	REVENUS		4.705,00	-17.382	-78,7	22.087	1.400,00
	COUVERTURE en F	-1.305.807,92		-38.700		-1.267.108	-1.272.739,13
	COUVERTURE en %	0,36%			-1,4	1,71%	0,11%
30	CHARGES DE PERSONNEL	1.283.570,03		38.830	3,1	1.244.740	1.249.779,85
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	26.942,89		-17.512	-39,4	44.455	24.359,28
43	RECETTES DIVERSES		4.705,00	-7.382	-61,1	12.087	1.400,00

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
06.04.15.00	SERVICE CANTONAL DE PROTECTION CONTRE LE BRUIT ET LES RAYONNEMENTS NON IONISANTS (Suite)						
46	SUBVENTIONS ACQUISES			-10.000	-100,0	10.000	
460	CONFÉDÉRATION			-10.000	-100,0	10.000	
06.04.16.00	SERVICE CANTONAL D'ÉTUDE DE L'IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT						
3	CHARGES	907.114,12		83.426	10,1	823.688	745.323,84
4	REVENUS		17.024,00	12.024	240,5	5.000	
	COUVERTURE en F	-890.090,12		-71.402		-818.688	-745.323,84
	COUVERTURE en %	1,88%			1,3	0,61%	
30	CHARGES DE PERSONNEL	817.722,70		93.673	12,9	724.050	678.776,60
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	89.391,42		-10.247	-10,3	99.638	66.547,24
43	RECETTES DIVERSES		17.024,00	12.024	240,5	5.000	
06.04.18.00	SERVICE CANTONAL DE TOXICOLOGIE INDUSTRIELLE ET PROTECTION CONTRE LES POLLUTIONS INTÉRIEURES						
3	CHARGES	1.210.262,98		-1.861	-0,2	1.212.124	1.192.921,74
4	REVENUS		50.626,00	15.626	44,6	35.000	33.223,30
	COUVERTURE en F	-1.159.636,98		17.487		-1.177.124	-1.159.698,44
	COUVERTURE en %	4,18%			1,3	2,89%	2,79%
30	CHARGES DE PERSONNEL	1.143.387,65		15.038	1,3	1.128.350	1.118.422,55
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	66.875,33		-16.899	-20,2	83.774	74.499,19
43	RECETTES DIVERSES		50.626,00	15.626	44,6	35.000	33.223,30
06.04.24.00	SERVICE DE L'INTERVENTION ENVIRONNEMENTALE						
3	CHARGES	1.147.052,44		44.099	4,0	1.102.953	
4	REVENUS		344,00	-9.656	-96,6	10.000	
	COUVERTURE en F	-1.146.708,44		-53.755		-1.092.953	
	COUVERTURE en %	0,03%			-0,9	0,91%	
30	CHARGES DE PERSONNEL	898.554,10		-28.236	-3,0	926.790	
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	107.899,77		-68.263	-38,8	176.163	
39	IMPUTATIONS INTERNES	140.598,57		140.599	ND		
43	RECETTES DIVERSES		344,00	-9.656	-96,6	10.000	

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
06.04.57.00	SERVICE CANTONAL DE GÉOLOGIE						
3	CHARGES	8.821.711,23		5.969.859	209,3	2.851.852	3.315.300,09
4	REVENUS		376.463,33	35.029	10,3	341.434	320.431,51
	COUVERTURE en F	-8.445.247,90		-5.934.830		-2.510.418	-2.994.868,58
	COUVERTURE en %	4,27%			-7,7	11,97%	9,67%
30	CHARGES DE PERSONNEL	1.172.750,70		36.821	3,2	1.135.930	1.123.801,50
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	224.339,40		-20.870	-8,5	245.209	248.051,45
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	7.062.850,14		5.937.537	527,6	1.125.313	1.621.988,83
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	1.456.813,93		331.501	29,5	1.125.313	1.621.952,80
338	PROVISIONS ET RÉSERVES	5.606.000,00		5.606.000	ND		
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	36,21		36	ND		36,03
34	PARTS ET CONTRIBUTIONS SANS AFFECTATION	138.966,50		38.967	39,0	100.000	126.723,75
340	PART DES COMMUNES AUX RECETTES	138.966,50		38.967	39,0	100.000	126.723,75
39	IMPUTATIONS INTERNES	222.804,49		-22.596	-9,2	245.400	194.734,56
41	PATENTES ET CONCESSIONS		15.346,72	-9.653	-38,6	25.000	27.467,36
410	PATENTES		15.346,72	-9.653	-38,6	25.000	27.467,36
43	RECETTES DIVERSES		331.630,56	27.897	9,2	303.734	292.964,15
45	DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES		26.298,45	26.298	ND		
450	CONFÉDÉRATION		20.578,00	20.578	ND		
452	COMMUNES		5.720,45	5.720	ND		
49	IMPUTATIONS INTERNES		3.187,60	-9.512	-74,9	12.700	
06.04.67.00	SERVICE CANTONAL DE L'ÉNERGIE						
3	CHARGES	5.064.003,42		184.103	3,8	4.879.900	4.907.147,93
4	REVENUS		1.289.200,11	194.580	17,8	1.094.620	729.979,38
	COUVERTURE en F	-3.774.803,31		10.477		-3.785.280	-4.177.168,55
	COUVERTURE en %	25,46%			3,0	22,43%	14,88%
30	CHARGES DE PERSONNEL	2.108.363,79		-173.736	-7,6	2.282.100	2.165.933,85
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	848.576,38		-163.724	-16,2	1.012.300	1.070.725,41
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	78.001,35		1	0,0	78.000	78.010,32
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	78.000,00		0	0,0	78.000	78.000,00
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	1,35		1	ND		10,32

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
06.04.67.00	SERVICE CANTONAL DE L'ÉNERGIE (Suite)						
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	1.022.888,35		-35.112	-3,3	1.058.000	1.040.757,50
360	CONFÉDÉRATION	23.337,50		-34.663	-59,8	58.000	40.757,50
0115	SUBVENTIONS ETAT DE GENÈVE AU PROGRAMME CONFÉDÉRATION / CANTON	7.663,00		-20.337	-72,6	28.000	25.083,00
0212	SUBVENTIONS DE L'ETAT DE GENÈVE AUX CENTRES INFOÉNERGIE	15.674,50		-14.326	-47,8	30.000	15.674,50
364	SOCIÉTÉS D'ÉCONOMIE MIXTE	999.550,85		-449	0,0	1.000.000	1.000.000,00
0314	SUBVENTIONS POUR L'ENCOURAGEMENT À L'UTILISATION D'ÉNERGIES RENOUVELABLES ET À L'UTILISATION RATIONNELLE DE L'ÉNERGIE	999.550,85		-449	0,0	1.000.000	500.000,00
0414	SUBVENTIONS POUR L'ENCOURAGEMENT AU RECOURS À L'ÉNERGIE RENOUVELABLE						500.000,00
37	SUBVENTIONS REDISTRIBUÉES	880.286,00		708.286	411,8	172.000	192.709,00
371	CANTONS	71.208,00		36.808	107,0	34.400	
372	COMMUNES	245.960,00		211.560	615,0	34.400	33.344,00
374	SOCIÉTÉS D'ÉCONOMIE MIXTE			-34.400	-100,0	34.400	
375	INSTITUTIONS PRIVÉES	65.920,00		31.520	91,6	34.400	26.100,00
376	PERSONNES PHYSIQUES	497.198,00		462.798	NS	34.400	133.265,00
38	ATTRIBUTIONS AUX FINANCEMENTS SPÉCIAUX						209.615,05
380	VERSEMENT SUR FINANCEMENTS SPÉCIAUX						209.615,05
39	IMPUTATIONS INTERNES	125.887,55		-151.612	-54,6	277.500	149.396,80
43	RECETTES DIVERSES		215.652,20	38.982	22,1	176.670	217.210,00
46	SUBVENTIONS ACQUISES		174.263,51	-525.736	-75,1	700.000	309.706,25
460	CONFÉDÉRATION		159.549,00	-540.451	-77,2	700.000	309.706,25
461	CANTONS		5.000,00	5.000	ND		
467	SUBVENTIONS ÉTRANGERS		9.714,51	9.715	ND		
47	SUBVENTIONS À REDISTRIBUER		880.286,00	708.286	411,8	172.000	192.709,00
470	CONFÉDÉRATION		880.286,00	708.286	411,8	172.000	192.709,00
49	IMPUTATIONS INTERNES		18.998,40	-26.952	-58,7	45.950	10.354,13

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
06.04.78.00	SERVICE CANTONAL DE GESTION DES DÉCHETS						
3	CHARGES	2.079.278,26		286.789	16,0	1.792.489	1.969.825,65
4	REVENUS		58.774,80	-15.342	-20,7	74.117	26.957,20
	COUVERTURE en F	-2.020.503,46		-302.131		-1.718.372	-1.942.868,45
	COUVERTURE en %	2,83%			-1,3	4,13%	1,37%
30	CHARGES DE PERSONNEL	1.525.711,63		360.172	30,9	1.165.540	1.426.500,05
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	460.632,48		-53.067	-10,3	513.699	439.507,77
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	213,70		-786	-78,6	1.000	13.748,85
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	213,70		-786	-78,6	1.000	13.748,85
39	IMPUTATIONS INTERNES	92.720,45		-19.530	-17,4	112.250	90.068,98
43	RECETTES DIVERSES		58.774,80	6.408	12,2	52.367	26.957,20
49	IMPUTATIONS INTERNES			-21.750	-100,0	21.750	
06.05.04.00	DOMAINE NATURE ET PAYSAGE						
3	CHARGES	16.812.508,75		-1.529.586	-8,3	18.342.095	17.077.310,68
4	REVENUS		7.706.194,42	968.430	14,4	6.737.764	6.861.795,05
	COUVERTURE en F	-9.106.314,33		2.498.017		-11.604.331	-10.215.515,63
	COUVERTURE en %	45,84%			9,1	36,73%	40,18%
30	CHARGES DE PERSONNEL	9.746.108,22		-355.532	-3,5	10.101.640	9.692.462,28
309	FORMATION, RECRUTEMENT, DIV. CHARGES	1.320,00		1.320	ND		
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	2.253.893,29		-33.862	-1,5	2.287.755	2.184.192,12
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	629.334,90		298.335	90,1	331.000	399.180,76
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	316.000,00		0	0,0	316.000	198.610,00
338	PROVISIONS ET RÉSERVES	165.170,95		155.171	NS	10.000	93.575,43
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	148.163,95		143.164	NS	5.000	106.995,33
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	31.210,00		-18.890	-37,7	50.100	47.874,00
365	INSTITUTIONS PRIVÉES	31.210,00		-18.890	-37,7	50.100	47.874,00
7912	INDEMNITÉS AUX PÊCHEURS PROFESSIONNELS POUR L'ÉCOULEMENT DU POISSON BLANC			-2.100	-100,0	2.100	1.600,00
8213	SUBVENTIONS RELATIVES À LA NATURE ET AUX SITES NATURELS			-38.000	-100,0	38.000	11.250,00
8311	SUBVENTIONS RELATIVES À L'ÉDUCATION À LA NATURE	31.210,00		21.210	212,1	10.000	35.024,00
37	SUBVENTIONS REDISTRIBUÉES	1.639.230,50		-816.770	-33,3	2.456.000	1.606.722,00

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
06.05.04.00	DOMAINE NATURE ET PAYSAGE (Suite)						
371	CANTONS	1.235.438,50		-958.562	-43,7	2.194.000	1.570.150,00
372	COMMUNES	57.280,00		-14.720	-20,4	72.000	31.340,00
375	INSTITUTIONS PRIVÉES	346.512,00		156.512	82,4	190.000	5.232,00
38	ATTRIBUTIONS AUX FINANCEMENTS SPÉCIAUX	250.000,00		0	0,0	250.000	250.000,00
380	VERSEMENT SUR FINANCEMENTS SPÉCIAUX	250.000,00		0	0,0	250.000	250.000,00
39	IMPUTATIONS INTERNES	2.262.731,84		-602.868	-21,0	2.865.600	2.896.879,52
41	PATENTES ET CONCESSIONS		280.839,00	-29.161	-9,4	310.000	248.956,00
410	PATENTES		280.839,00	-29.161	-9,4	310.000	248.956,00
42	REVENUS DES BIENS		2.968.970,20	2.363.870	390,7	605.100	1.603.170,63
43	RECETTES DIVERSES		2.722.315,02	508.301	23,0	2.214.014	2.535.378,72
439	DISSOLUTIONS ET PROVISIONS		148.163,95	148.164	ND		106.995,33
46	SUBVENTIONS ACQUISES		59.134,50	-40.866	-40,9	100.000	134.535,00
460	CONFÉDÉRATION		59.134,50	-40.866	-40,9	100.000	134.535,00
47	SUBVENTIONS À REDISTRIBUER		1.639.230,50	-816.770	-33,3	2.456.000	1.606.722,00
470	CONFÉDÉRATION		1.639.230,50	-816.770	-33,3	2.456.000	1.606.722,00
49	IMPUTATIONS INTERNES		35.705,20	-1.016.945	-96,6	1.052.650	733.032,70
06.06.00.00	AGRICULTURE						
3	CHARGES	31.296.718,43		-2.302.384	-6,9	33.599.102	31.461.420,14
4	REVENUS		22.498.857,32	-1.593.311	-6,6	24.092.168	22.907.215,75
	COUVERTURE en F	-8.797.861,11		709.073		-9.506.934	-8.554.204,39
	COUVERTURE en %	71,89%			0,2	71,70%	72,81%
30	CHARGES DE PERSONNEL	4.557.420,38		-95.969	-2,1	4.653.389	4.398.956,70
309	FORMATION, RECRUTEMENT, DIV. CHARGES	215,20		215	ND		
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	729.123,49		-160.440	-18,0	889.563	677.513,75
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	452.095,50		-5.905	-1,3	458.000	423.698,74
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	435.000,00		-3.000	-0,7	438.000	423.695,62
338	PROVISIONS ET RÉSERVES	6.487,25		-8.513	-56,8	15.000	
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	10.608,25		5.608	112,2	5.000	3,12
35	DÉDOMMAGEMENTS À DES COLLECTIVITÉS PUBLIQUES	176.001,95		-58.998	-25,1	235.000	173.827,30

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
06.06.00.00	AGRICULTURE (Suite)						
350	CONFÉDÉRATION	4.520,65		4.521	ND		
351	CANTONS	27.182,15		-7.818	-22,3	35.000	30.001,65
352	COMMUNES	144.299,15		-55.701	-27,9	200.000	143.825,65
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	2.800.725,99		-487.274	-14,8	3.288.000	2.681.882,80
362	COMMUNES			-18.000	-100,0	18.000	3.259,00
8010	LUTTE OBLIGATOIRE CONTRE LES MALADIES ET LES RAVAGEURS			-18.000	-100,0	18.000	3.259,00
364	SOCIÉTÉS D'ÉCONOMIE MIXTE	323.658,44		-19.842	-5,8	343.500	357.616,10
7310	AGRIDEA	51.347,00		-1.153	-2,2	52.500	51.347,00
7410	CENTRALE SUISSE DE CULTURE MARAÎCHÈRE	8.754,00		-246	-2,7	9.000	8.650,00
7510	AGRI GENÈVE, VULGARISATION	163.000,00		0	0,0	163.000	163.000,00
7610	UNION MARAÎCHÈRE DE GENÈVE, VULGARISATION	91.000,00		0	0,0	91.000	91.000,00
7710	RECHERCHE ET VULGARISATION BIOLOGIQUE			-10.000	-100,0	10.000	
8910	SERVICE DE CONSULTATION EN MATIÈRE D'ÉCONOMIE LAITIÈRE	-2.900,56		-2.901	ND		31.161,10
9110	CENTRE NATIONAL DU CHEVAL	5.000,00		0	0,0	5.000	5.000,00
9210	OFFICE INTERCANTONAL DE CERTIFICATION	7.458,00		-542	-6,8	8.000	7.458,00
9911	SUBVENTIONS DIVERSES			-5.000	-100,0	5.000	
365	INSTITUTIONS PRIVÉES	2.477.067,55		-449.432	-15,4	2.926.500	2.321.007,70
0120	MESURES D'URGENCE EN FAVEUR DE L'AGRICULTURE GENEVOISE	-12.692,90		-12.693	ND		-176.175,40
0222	SUBVENTION AU FONDS DE COMPENSATION AGRICOLE	300.000,00		0	0,0	300.000	300.000,00
0320	PROMOTION AGRICOLE	1.670.000,00		0	0,0	1.670.000	1.670.000,00
1017	MODES DE PRODUCTION ET MATIÈRES PREMIÈRES RENOUVELABLES	22.664,00		-27.336	-54,7	50.000	20.000,00
1116	PRÉSERVATION ESPACE RURAL ET RESSOURCES NATURELLES			-95.000	-100,0	95.000	
7210	AMÉLIORATIONS FONCIÈRES	25.837,00		-14.163	-35,4	40.000	18.725,20
7813	SOCIÉTÉS ET ORGANISATIONS AGRICOLES	10.300,00		-1.200	-10,4	11.500	10.365,50
8012	LUTTE OBLIGATOIRE CONTRE LES MALADIES ET LES RAVAGEURS			-25.000	-100,0	25.000	
8212	SUBVENTIONS À L'AOVG	32.000,00		0	0,0	32.000	32.000,00
8711	ENCOURAGEMENT À LA PRODUCTION ANIMALE	61.761,45		-38.239	-38,2	100.000	69.054,40
9311	CONTRIBUTIONS POUR DES PRESTATIONS ÉCOLOGIQUES	364.198,00		-235.802	-39,3	600.000	377.038,00
9912	AUTRES SUBVENTIONS	3.000,00		0	0,0	3.000	
37	SUBVENTIONS REDISTRIBUÉES	21.435.266,60		-1.318.733	-5,8	22.754.000	21.919.141,70
371	CANTONS			-1.000	-100,0	1.000	
372	COMMUNES			-36.000	-100,0	36.000	6.518,00
375	INSTITUTIONS PRIVÉES	21.435.266,60		-1.281.733	-5,6	22.717.000	21.912.623,70
39	IMPUTATIONS INTERNES	1.146.084,52		-175.065	-13,3	1.321.150	1.186.399,15
41	PATENTES ET CONCESSIONS		1.044,00	-956	-47,8	2.000	1.305,00
410	PATENTES		1.044,00	-956	-47,8	2.000	1.305,00

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
06.06.00.00	AGRICULTURE (Suite)						
42	REVENUS DES BIENS		40.000,01	40.000	ND		0,25
43	RECETTES DIVERSES		777.952,66	-65.565	-7,8	843.518	770.718,20
439	DISSOLUTIONS ET PROVISIONS		10.608,25	5.608	112,2	5.000	4.826,80
46	SUBVENTIONS ACQUISES		225.844,05	-88.156	-28,1	314.000	207.513,70
460	CONFÉDÉRATION		225.844,05	-88.156	-28,1	314.000	207.513,70
47	SUBVENTIONS À REDISTRIBUER		21.435.266,60	-1.318.733	-5,8	22.754.000	21.919.141,70
470	CONFÉDÉRATION		21.435.266,60	-1.318.733	-5,8	22.754.000	21.919.141,70
49	IMPUTATIONS INTERNES		18.750,00	-159.900	-89,5	178.650	8.536,90
06.07.21.00	DIRECTION DES EXPLOITATIONS ET DE L'INTERVENTION						
3	CHARGES						4.778.912,11
	COUVERTURE en F						-4.778.912,11
	COUVERTURE en %						
30	CHARGES DE PERSONNEL			0			627.240,60
31	DÉPENSES GÉNÉRALES						7.907,50
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES						266.000,00
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF						266.000,00
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES						11.250,00
367	ETRANGER						11.250,00
0311	FORUM D'ENGELBERG						11.250,00
39	IMPUTATIONS INTERNES						3.866.514,01
06.07.22.00	SERVICE DES CONSTRUCTIONS ENVIRONNEMENTALES						
3	CHARGES						2.082.499,08
	COUVERTURE en F						-2.082.499,08
	COUVERTURE en %						
30	CHARGES DE PERSONNEL						536.819,05
31	DÉPENSES GÉNÉRALES						123.078,90
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES						565.000,00

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
06.07.22.00	SERVICE DES CONSTRUCTIONS ENVIRONNEMENTALES (Suite)						
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF						565.000,00
39	IMPUTATIONS INTERNES						857.601,13
06.07.23.00	SERVICE DE SÉCURITÉ						
3	CHARGES						409.353,02
	COUVERTURE en F						-409.353,02
	COUVERTURE en %						
30	CHARGES DE PERSONNEL						351.405,80
31	DÉPENSES GÉNÉRALES						7.188,30
39	IMPUTATIONS INTERNES						50.758,92
06.07.24.00	SERVICE DE L'INTERVENTION						
3	CHARGES						539.750,15
	COUVERTURE en F						-539.750,15
	COUVERTURE en %						
30	CHARGES DE PERSONNEL						431.267,50
31	DÉPENSES GÉNÉRALES			0			89.756,07
39	IMPUTATIONS INTERNES						18.726,58
06.08.11.00	DIRECTION DU DOMAINE DE L'EAU						
3	CHARGES	333.742,40		-74.158	-18,2	407.900	354.930,34
4	REVENUS		75.000,00	-20.000	-21,1	95.000	75.000,00
	COUVERTURE en F	-258.742,40		54.158		-312.900	-279.930,34
	COUVERTURE en %	22,47%			-0,8	23,29%	21,13%
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES						0,01
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES						0,01
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	95.549,15		-14.451	-13,1	110.000	96.943,25
367	ETRANGER	95.549,15		-14.451	-13,1	110.000	96.943,25
0211	CIPEL	95.549,15		-14.451	-13,1	110.000	96.943,25
39	IMPUTATIONS INTERNES	238.193,25		-59.707	-20,0	297.900	257.987,08
42	REVENUS DES BIENS		75.000,00	0	0,0	75.000	75.000,00

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
06.08.11.00	DIRECTION DU DOMAINE DE L'EAU (Suite)						
43	RECETTES DIVERSES			-20.000	-100,0	20.000	
06.08.12.00	SERVICE CANTONAL DE LA PLANIFICATION DU DOMAINE DE L'EAU						
3	CHARGES	1.322.498,70		-339.301	-20,4	1.661.800	1.309.602,05
4	REVENUS		769.668,60	11.322	1,5	758.347	729.572,00
	COUVERTURE en F	-552.830,10		350.623		-903.453	-580.030,05
	COUVERTURE en %	58,20%			12,6	45,63%	55,71%
39	IMPUTATIONS INTERNES	1.322.498,70		-339.301	-20,4	1.661.800	1.309.602,05
41	PATENTES ET CONCESSIONS		753.442,60	3.443	0,5	750.000	710.061,40
410	PATENTES		753.442,60	3.443	0,5	750.000	710.061,40
43	RECETTES DIVERSES		16.226,00	7.879	94,4	8.347	19.510,60
06.08.14.00	SERVICE CANTONAL DE L'ÉCOLOGIE DE L'EAU						
3	CHARGES	8.839.275,42		-431.314	-4,7	9.270.589	7.700.212,86
4	REVENUS		5.836.050,00	-88.950	-1,5	5.925.000	4.819.460,00
	COUVERTURE en F	-3.003.225,42		342.364		-3.345.589	-2.880.752,86
	COUVERTURE en %	66,02%			2,1	63,91%	62,59%
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	469.165,22		-30.824	-6,2	499.989	426.248,86
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	1.840,20		1.840	ND		
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	1.840,20		1.840	ND		
35	DÉDOMMAGEMENTS À DES COLLECTIVITÉS PUBLIQUES	45.942,40		-39.058	-46,0	85.000	50.945,25
350	CONFÉDÉRATION	45.942,40		-39.058	-46,0	85.000	50.945,25
39	IMPUTATIONS INTERNES	8.322.327,60		-363.272	-4,2	8.685.600	7.223.018,75
41	PATENTES ET CONCESSIONS		5.806.150,00	-63.850	-1,1	5.870.000	4.801.000,00
410	PATENTES		5.806.150,00	-63.850	-1,1	5.870.000	4.801.000,00
43	RECETTES DIVERSES		29.200,00	-20.800	-41,6	50.000	17.960,00
46	SUBVENTIONS ACQUISES			-5.000	-100,0	5.000	
460	CONFÉDÉRATION			-5.000	-100,0	5.000	
49	IMPUTATIONS INTERNES		700,00	700	ND		500,00

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
06.08.15.00	SERVICE CANTONAL DE L'ÉVACUATION DE L'EAU						
3	CHARGES			-143.000	-100,0	143.000	
	COUVERTURE en F			143.000		-143.000	
	COUVERTURE en %						
39	IMPUTATIONS INTERNES			-143.000	-100,0	143.000	
06.08.20.00	SERVICE DES CONSTRUCTIONS ENVIRONNEMENTALES						
3	CHARGES	5.298.373,33		-357.290	-6,3	5.655.663	
	COUVERTURE en F	-5.298.373,33		357.290		-5.655.663	
	COUVERTURE en %						
30	CHARGES DE PERSONNEL	428.535,25		-214.295	-33,3	642.830	
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	92.875,80		-62.957	-40,4	155.833	
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	951.000,00		-2.000	-0,2	953.000	
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	951.000,00		-2.000	-0,2	953.000	
39	IMPUTATIONS INTERNES	3.825.962,28		-78.038	-2,0	3.904.000	
06.10.00.00	DOMAINE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE						
3	CHARGES	9.919.873,51		-5.829.521	-37,0	15.749.395	10.557.034,86
4	REVENUS		264.853,59	193.020	268,7	71.834	317.298,80
	COUVERTURE en F	-9.655.019,92		6.022.541		-15.677.561	-10.239.736,06
	COUVERTURE en %	2,67%			2,2	0,46%	3,01%
30	CHARGES DE PERSONNEL	6.736.409,51		-384.260	-5,4	7.120.670	6.843.547,95
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	1.104.887,07		-562.087	-33,7	1.666.974	1.698.250,66
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	331.000,00		-4.888.251	-93,7	5.219.251	344.500,00
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	331.000,00		-4.888.251	-93,7	5.219.251	331.000,00
338	PROVISIONS ET RÉSERVES						13.500,00
35	DÉDOMMAGEMENTS À DES COLLECTIVITÉS PUBLIQUES	120.000,00		-130.000	-52,0	250.000	71.500,00
352	COMMUNES	120.000,00		-130.000	-52,0	250.000	71.500,00
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES						20.000,00

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
06.10.00.00	DOMAINE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE (Suite)						
363 7150	PROPRES ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITE POUR JOURNAL D'ARCHITECTURES (FACES)						20.000,00 20.000,00
38	ATTRIBUTIONS AUX FINANCEMENTS SPÉCIAUX	700.000,00		0	0,0	700.000	700.000,00
381	DOTATIONS AUX FONDS SPÉCIAUX	700.000,00		0	0,0	700.000	700.000,00
39	IMPUTATIONS INTERNES	927.576,93		135.077	17,0	792.500	879.236,25
43	RECETTES DIVERSES		263.771,64	222.038	532,0	41.734	316.973,90
439	DISSOLUTIONS ET PROVISIONS		13.500,00	13.500	ND		
49	IMPUTATIONS INTERNES		1.081,95	-29.018	-96,4	30.100	324,90
06.90.50.00	REDEVANCE POIDS LOURDS LIÉES AUX PRESTATIONS						
3	CHARGES	16.223.651,00		1.571.651	10,7	14.652.000	15.774.365,50
4	REVENUS		16.223.651,00	1.571.651	10,7	14.652.000	15.774.365,50
	COUVERTURE en F						
	COUVERTURE en %	100,00%				100,00%	100,00%
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	16.223.651,00		1.571.651	10,7	14.652.000	15.774.365,50
338	PROVISIONS ET RÉSERVES	16.223.651,00		1.571.651	10,7	14.652.000	15.774.365,50
45	DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES		16.223.651,00	1.571.651	10,7	14.652.000	15.774.365,50
450	CONFÉDÉRATION		16.223.651,00	1.571.651	10,7	14.652.000	15.774.365,50
06.90.57.00	RÉALIMENTATION DE LA NAPPE SOUTERRAINE DE VESSY						
3	CHARGES	3.963.050,25		864.790	27,9	3.098.260	3.678.032,55
4	REVENUS		3.963.050,25	864.790	27,9	3.098.260	3.678.032,55
	COUVERTURE en F						
	COUVERTURE en %	100,00%				100,00%	100,00%
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	1.486.056,00		40.056	2,8	1.446.000	2.031.000,80
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	1.819.324,85		841.990	86,2	977.335	936.249,85
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	977.324,85		-10	0,0	977.335	936.249,85
338	PROVISIONS ET RÉSERVES	842.000,00		842.000	ND		

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
06.90.57.00	RÉALIMENTATION DE LA NAPPE SOUTERRAINE DE VESSY (Suite)						
38	ATTRIBUTIONS AUX FINANCEMENTS SPÉCIAUX	200.000,00		0	0,0	200.000	221.892,00
380	VERSEMENT SUR FINANCEMENTS SPÉCIAUX	200.000,00		0	0,0	200.000	221.892,00
39	IMPUTATIONS INTERNES	457.669,40		-17.256	-3,6	474.925	488.889,90
43	RECETTES DIVERSES		3.121.050,25	22.790	0,7	3.098.260	3.381.751,65
48	PRÉLÈVEMENTS SUR LES FINANCEMENTS SPÉCIAUX		842.000,00	842.000	ND		296.280,90
480	PRÉLÈVEMENTS SUR FINANCEMENTS SPÉCIAUX		842.000,00	842.000	ND		296.280,90
06.90.60.00	RÉGIE TRAITEMENT DES EAUX						
3	CHARGES	22.324.125,70		-1.837.264	-7,6	24.161.390	23.672.890,52
4	REVENUS		22.324.125,70	-1.837.264	-7,6	24.161.390	23.672.890,52
	COUVERTURE en F						
	COUVERTURE en %	100,00%				100,00%	100,00%
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	2.076.273,95		-1.856.366	-47,2	3.932.640	3.319.666,40
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	13.156.290,55		-76.439	-0,6	13.232.730	13.778.827,87
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	13.156.290,45		-76.440	-0,6	13.232.730	13.778.827,85
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	0,10		0	ND		0,02
39	IMPUTATIONS INTERNES	7.091.561,20		95.541	1,4	6.996.020	6.574.396,25
42	REVENUS DES BIENS		22.280.344,60	-1.784.045	-7,4	24.064.390	23.609.433,47
43	RECETTES DIVERSES		43.781,10	-53.219	-54,9	97.000	63.457,05
06.90.66.00	FONDS VITICOLE						
3	CHARGES	492.084,00		2.084	0,4	490.000	480.989,75
4	REVENUS		492.084,00	2.084	0,4	490.000	480.989,75
	COUVERTURE en F						
	COUVERTURE en %	100,00%				100,00%	100,00%
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	492.084,00		2.084	0,4	490.000	480.989,75
365	INSTITUTIONS PRIVÉES	492.084,00		2.084	0,4	490.000	480.989,75
0231	SUBVENTION À L'AOVG	53.535,25		-465	-0,9	54.000	52.314,85
0320	PROMOTION AGRICOLE	433.148,75		-2.851	-0,7	436.000	423.274,90

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
06.90.66.00	FONDS VITICOLE (Suite)						
0406	SUBVENTION À LA COMMUNAUTÉ INTERPROF. DES VINS DE GENÈVE (CIVG)	5.400,00		5.400	ND		5.400,00
43	RECETTES DIVERSES		492.084,00	2.084	0,4	490.000	480.989,75
06.90.67.00	FONDS ÉNERGIE DES COLLECTIVITÉS PUBLIQUES						
3	CHARGES	3.905.600,00		100	0,0	3.905.500	3.905.600,00
4	REVENUS		3.905.600,00	100	0,0	3.905.500	3.905.600,00
	COUVERTURE en F						
	COUVERTURE en %	100,00%				100,00%	100,00%
30	CHARGES DE PERSONNEL	12.065,65		-20.384	-62,8	32.450	8.197,70
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	1.640,90		-77.320	-97,9	78.961	30.017,95
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	1.753.959,95		-1.446.040	-45,2	3.200.000	746.551,25
361	CANTONS	330.213,40		-1.469.787	-81,7	1.800.000	271.951,25
0115	SUBVENTIONS ACCORDÉES AU CANTON	330.213,40		-1.469.787	-81,7	1.800.000	271.951,25
362	COMMUNES	1.423.746,55		23.747	1,7	1.400.000	474.600,00
0113	SUBVENTIONS ACCORDÉES AUX COMMUNES	1.423.746,55		23.747	1,7	1.400.000	474.600,00
38	ATTRIBUTIONS AUX FINANCEMENTS SPÉCIAUX	2.137.933,50		1.543.845	259,9	594.089	3.120.833,10
380	VERSEMENT SUR FINANCEMENTS SPÉCIAUX	2.137.933,50		1.543.845	259,9	594.089	3.120.833,10
43	RECETTES DIVERSES		3.905.600,00	100	0,0	3.905.500	3.905.600,00
06.90.70.00	RÉGIE USINE DES CHENEVIERS						
3	CHARGES	24.887.624,12		-1.434.259	-5,4	26.321.883	25.341.247,30
4	REVENUS		24.887.624,12	-1.434.259	-5,4	26.321.883	25.341.247,30
	COUVERTURE en F						
	COUVERTURE en %	100,00%				100,00%	100,00%
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	2.063.221,00		-1.434.259	-41,0	3.497.480	2.516.844,30
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	17.425.190,87		188	0,0	17.425.003	17.156.897,15
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	17.425.190,75		188	0,0	17.425.003	17.156.897,15
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	0,12		0	ND		
39	IMPUTATIONS INTERNES	5.399.212,25		-188	0,0	5.399.400	5.667.505,85

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
06.90.70.00	RÉGIE USINE DES CHENEVIERS (Suite)						
42	REVENUS DES BIENS		24.858.725,97	-1.453.157	-5,5	26.311.883	25.337.320,85
43	RECETTES DIVERSES		28.898,15	18.898	189,0	10.000	3.926,45
06.90.78.00	FONDS CANTONAL POUR LA GESTION DES DÉCHETS						
3	CHARGES	3.883.114,47		326.507	9,2	3.556.607	3.388.612,82
4	REVENUS		3.883.114,47	326.507	9,2	3.556.607	3.388.612,82
	COUVERTURE en F	0,00		0			
	COUVERTURE en %	100,00%				100,00%	100,00%
30	CHARGES DE PERSONNEL	5.614,35		-5.196	-48,1	10.810	7.719,15
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	3.255.489,94		324.813	11,1	2.930.677	2.901.321,08
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	255.828,05		17.428	7,3	238.400	155.544,30
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	255.828,05		17.428	7,3	238.400	155.544,30
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	100.000,00		0	0,0	100.000	100.000,00
364	SOCIÉTÉS D'ÉCONOMIE MIXTE	100.000,00		0	0,0	100.000	100.000,00
0117	SOUTIEN AUX ACTIVITÉS D'INFO DE SENSIBILISATION DE FORMATION À LA SADEC	100.000,00		0	0,0	100.000	100.000,00
39	IMPUTATIONS INTERNES	266.182,13		-10.538	-3,8	276.720	224.028,29
43	RECETTES DIVERSES		2.983.850,37	-16.150	-0,5	3.000.000	3.268.106,61
48	PRÉLÈVEMENTS SUR LES FINANCEMENTS SPÉCIAUX		899.264,10	342.657	61,6	556.607	120.506,21
480	PRÉLÈVEMENTS SUR FINANCEMENTS SPÉCIAUX		899.264,10	342.657	61,6	556.607	120.506,21
06.90.79.00	SITE DE CHÂTILLON						
3	CHARGES	13.005.476,11		2.542.255	24,3	10.463.221	10.844.230,75
4	REVENUS		13.005.476,11	2.542.255	24,3	10.463.221	10.844.230,75
	COUVERTURE en F						
	COUVERTURE en %	100,00%				100,00%	100,00%
30	CHARGES DE PERSONNEL	1.453.231,60		-54.818	-3,6	1.508.050	1.531.808,25
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	5.105.513,69		436.883	9,4	4.668.631	2.684.711,83
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	1.298.905,53		13.486	1,0	1.285.420	1.269.988,92

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
06.90.79.00	SITE DE CHÂTILLON (Suite)						
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	1.286.179,25		759	0,1	1.285.420	1.264.636,80
338	PROVISIONS ET RÉSERVES	12.713,14		12.713	ND		
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	13,14		13	ND		5.352,12
38	ATTRIBUTIONS AUX FINANCEMENTS SPÉCIAUX	2.737.127,98		1.108.134	68,0	1.628.994	3.552.150,79
380	VERSEMENT SUR FINANCEMENTS SPÉCIAUX	2.737.127,98		1.108.134	68,0	1.628.994	3.552.150,79
39	IMPUTATIONS INTERNES	2.410.697,31		1.038.571	75,7	1.372.126	1.805.570,96
42	REVENUS DES BIENS		1.338.571,31	1.338.571	ND		1,64
43	RECETTES DIVERSES		6.581.460,78	179.461	2,8	6.402.000	6.883.709,67
439	DISSOLUTIONS ET PROVISIONS		13,14	13	ND		204.900,00
48	PRÉLÈVEMENTS SUR LES FINANCEMENTS SPÉCIAUX		492.470,97	-22.564	-4,4	515.035	
480	PRÉLÈVEMENTS SUR FINANCEMENTS SPÉCIAUX		492.470,97	-22.564	-4,4	515.035	
49	IMPUTATIONS INTERNES		4.592.973,05	1.046.787	29,5	3.546.186	3.960.519,44
06.90.80.00	FONDS CANTONAL D'ASSAINISSEMENT DES EAUX						
3	CHARGES	91.008.325,59		9.357.223	11,5	81.651.103	88.036.523,07
4	REVENUS		91.008.325,59	9.357.223	11,5	81.651.103	88.036.523,07
	COUVERTURE en F	0,00		0			
	COUVERTURE en %	100,00%				100,00%	100,00%
30	CHARGES DE PERSONNEL	9.460.816,86		-498.833	-5,0	9.959.650	14.310.621,10
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	59.964.965,63		-6.033.987	-9,1	65.998.953	69.021.764,58
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	1.721.086,41		688.596	66,7	1.032.490	79.178,98
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	1.719.481,16		687.991	66,7	1.031.490	78.281,45
338	PROVISIONS ET RÉSERVES			-500	-100,0	500	
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	1.605,25		1.105	221,1	500	897,53
34	PARTS ET CONTRIBUTIONS SANS AFFECTATION	4.238.875,45		-61.125	-1,4	4.300.000	4.199.991,75
340	PART DES COMMUNES AUX RECETTES	4.238.875,45		-61.125	-1,4	4.300.000	4.199.991,75
35	DÉDOMMAGEMENTS À DES COLLECTIVITÉS PUBLIQUES	74.019,00		74.019	ND		159.788,38
351	CANTONS	74.019,00		74.019	ND		159.788,38

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
06.90.80.00	FONDS CANTONAL D'ASSAINISSEMENT DES EAUX (Suite)						
38	ATTRIBUTIONS AUX FINANCEMENTS SPÉCIAUX	15.313.382,20		15.313.382	ND		
380	VERSEMENT SUR FINANCEMENTS SPÉCIAUX	15.313.382,20		15.313.382	ND		
39	IMPUTATIONS INTERNES	235.180,04		-124.830	-34,7	360.010	265.178,28
42	REVENUS DES BIENS		17.590.026,98	17.590.027	ND		0,04
43	RECETTES DIVERSES		69.692.724,06	1.257.624	1,8	68.435.100	68.931.351,05
439	DISSOLUTIONS ET PROVISIONS		15.000,00	15.000	ND		7.300,00
48	PRÉLÈVEMENTS SUR LES FINANCEMENTS SPÉCIAUX			-8.422.753	-100,0	8.422.753	15.090.990,17
480	PRÉLÈVEMENTS SUR FINANCEMENTS SPÉCIAUX			-8.422.753	-100,0	8.422.753	15.090.990,17
49	IMPUTATIONS INTERNES		3.725.574,55	-1.067.675	-22,3	4.793.250	4.014.181,81
06.90.85.00	FONDS CANTONAL DE RENATURATION						
3	CHARGES	7.436.435,37		95.667	1,3	7.340.768	6.936.851,00
4	REVENUS		7.436.435,37	95.667	1,3	7.340.768	6.936.851,00
	COUVERTURE en F	0,00		0			
	COUVERTURE en %	100,00%				100,00%	100,00%
30	CHARGES DE PERSONNEL	857.573,40		-192.567	-18,3	1.050.140	736.966,40
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	5.056.763,16		1.187.035	30,7	3.869.728	2.939.506,95
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	-40.957,50		-481.658	-109,3	440.700	437.265,90
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	-40.957,50		-481.658	-109,3	440.700	437.265,90
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	1.329.004,38		-110.996	-7,7	1.440.000	881.812,99
360	CONFÉDÉRATION			-20.000	-100,0	20.000	
0112	PARTICIPATION À LA CONFÉDÉRATION			-20.000	-100,0	20.000	
362	COMMUNES			-200.000	-100,0	200.000	135.000,00
0113	SUBVENTIONS ACCORDÉES AUX COMMUNES			-200.000	-100,0	200.000	135.000,00
364	SOCIÉTÉS D'ÉCONOMIE MIXTE	167.000,00		-3.000	-1,8	170.000	165.000,00
8511	SUBVENTIONS MANOEUVRE DU SEUJET	167.000,00		-3.000	-1,8	170.000	165.000,00
366	PERSONNES PHYSIQUES	21.000,00		-29.000	-58,0	50.000	38.248,00
7010	PARTICIPATION À DES PRIVÉS	21.000,00		-29.000	-58,0	50.000	38.248,00
367	ETRANGER	1.141.004,38		141.004	14,1	1.000.000	543.564,99

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
06.90.85.00	FONDS CANTONAL DE RENATURATION (Suite)						
7010	PARTICIPATION DU CANTON DE GENÈVE DANS LE CADRE DES CONTRATS DE RIVIÈRES TRANSFRONTALIERS	1.141.004,38		141.004	14,1	1.000.000	543.564,99
38	ATTRIBUTIONS AUX FINANCEMENTS SPÉCIAUX						1.687.364,63
380	VERSEMENT SUR FINANCEMENTS SPÉCIAUX						1.687.364,63
39	IMPUTATIONS INTERNES	234.051,93		-306.148	-56,7	540.200	253.934,13
43	RECETTES DIVERSES		66.869,20	62.869	NS	4.000	34.956,25
45	DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES		70.175,65	-14.824	-17,4	85.000	71.825,20
451	CANTONS		61.080,75	-8.919	-12,7	70.000	54.204,60
452	COMMUNES		9.094,90	-5.905	-39,4	15.000	17.620,60
46	SUBVENTIONS ACQUISES		262.460,58	-287.539	-52,3	550.000	1.342.421,06
460	CONFÉDÉRATION		195.433,00	-304.567	-60,9	500.000	1.106.018,00
461	CANTONS						210.285,20
467	SUBVENTIONS ÉTRANGERS		62.027,58	12.028	24,1	50.000	26.117,86
469	AUTRES SUBVENTIONS		5.000,00	5.000	ND		
48	PRÉLÈVEMENTS SUR LES FINANCEMENTS SPÉCIAUX		507.716,58	366.599	259,8	141.118	
480	PRÉLÈVEMENTS SUR FINANCEMENTS SPÉCIAUX		507.716,58	366.599	259,8	141.118	
49	IMPUTATIONS INTERNES		6.529.213,36	-31.437	-0,5	6.560.650	5.487.648,49
06.90.91.00	FONDS DES ÉPIZOOTIES						
3	CHARGES	479.181,70		-16.318	-3,3	495.500	484.608,60
4	REVENUS		479.181,70	-16.318	-3,3	495.500	484.608,60
	COUVERTURE en F						
	COUVERTURE en %	100,00%				100,00%	100,00%
30	CHARGES DE PERSONNEL	8.172,45		-11.298	-58,0	19.470	9.304,75
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	36.745,90		-23.254	-38,8	60.000	75.053,70
35	DÉDOMMAGEMENTS À DES COLLECTIVITÉS PUBLIQUES	4.446,10		-8.554	-65,8	13.000	4.567,00
350	CONFÉDÉRATION			-4.000	-100,0	4.000	3.699,00
351	CANTONS	4.446,10		-4.554	-50,6	9.000	868,00
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES			-14.000	-100,0	14.000	
365	INSTITUTIONS PRIVÉES			-14.000	-100,0	14.000	
0107	SUBVENTIONS SUITE À DES ÉPIZOOTIES			-14.000	-100,0	14.000	

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
06.90.91.00	FONDS DES ÉPIZOOTIES (Suite)						
38	ATTRIBUTIONS AUX FINANCEMENTS SPÉCIAUX	429.817,25		40.787	10,5	389.030	395.683,15
380	VERSEMENT SUR FINANCEMENTS SPÉCIAUX	429.817,25		40.787	10,5	389.030	395.683,15
43	RECETTES DIVERSES		16.581,70	-8.418	-33,7	25.000	17.284,60
45	DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES			-500	-100,0	500	
450	CONFÉDÉRATION			-500	-100,0	500	
49	IMPUTATIONS INTERNES		462.600,00	-7.400	-1,6	470.000	467.324,00
06.90.92.00	FONDS DE LA FAUNE						
3	CHARGES	801.564,37		238.064	42,2	563.500	720.419,10
4	REVENUS		801.564,37	238.064	42,2	563.500	720.419,10
	COUVERTURE en F						
	COUVERTURE en %	100,00%				100,00%	100,00%
30	CHARGES DE PERSONNEL	27.254,25		7.624	38,8	19.630	46.145,85
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	382.601,94		100.680	35,7	281.922	482.515,75
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	340,00		-660	-66,0	1.000	
338	PROVISIONS ET RÉSERVES			-1.000	-100,0	1.000	
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	340,00		340	ND		
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	391.368,18		131.368	50,5	260.000	191.757,50
365	INSTITUTIONS PRIVÉES	391.368,18		131.368	50,5	260.000	191.757,50
8312	SUBVENTIONS RELATIVES À LA FAUNE	49.849,70		-10.150	-16,9	60.000	35.597,20
8412	SUBVENTIONS SUITE AUX DÉGATS CAUSÉS PAR DES SANGLIERS						135.250,85
8511	SUBVENTIONS LIÉS AUX DÉGATS DUS À LA FAUNE	341.518,48		141.518	70,8	200.000	20.909,45
38	ATTRIBUTIONS AUX FINANCEMENTS SPÉCIAUX			-948	-100,0	948	
380	VERSEMENT SUR FINANCEMENTS SPÉCIAUX			-948	-100,0	948	
42	REVENUS DES BIENS		2,55	3	ND		
43	RECETTES DIVERSES		35.201,40	6.701	23,5	28.500	23.035,70
439	DISSOLUTIONS ET PROVISIONS		340,00	-160	-32,0	500	
46	SUBVENTIONS ACQUISES		108.303,20	-41.697	-27,8	150.000	123.302,00
460	CONFÉDÉRATION		108.303,20	-41.697	-27,8	150.000	93.302,00
461	CANTONS						30.000,00

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
06.90.92.00	FONDS DE LA FAUNE (Suite)						
48	PRÉLÈVEMENTS SUR LES FINANCEMENTS SPÉCIAUX		273.057,22	273.057	ND		104.081,40
480	PRÉLÈVEMENTS SUR FINANCEMENTS SPÉCIAUX		273.057,22	273.057	ND		104.081,40
49	IMPUTATIONS INTERNES		385.000,00	0	0,0	385.000	470.000,00
06.90.93.00	FONDS PISCICOLE						
3	CHARGES	263.841,20		-15.159	-5,4	279.000	267.682,80
4	REVENUS		263.841,20	-15.159	-5,4	279.000	267.682,80
	COUVERTURE en F						
	COUVERTURE en %	100,00%				100,00%	100,00%
30	CHARGES DE PERSONNEL	6.445,00		1.035	19,1	5.410	4.992,00
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	234.936,68		-22.563	-8,8	257.500	211.812,05
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	290,00		290	ND		440,00
338	PROVISIONS ET RÉSERVES	290,00		290	ND		440,00
38	ATTRIBUTIONS AUX FINANCEMENTS SPÉCIAUX	22.169,52		6.080	37,8	16.090	50.438,75
380	VERSEMENT SUR FINANCEMENTS SPÉCIAUX	22.169,52		6.080	37,8	16.090	50.438,75
43	RECETTES DIVERSES		39.170,00	2.170	5,9	37.000	35.370,00
46	SUBVENTIONS ACQUISES			-2.000	-100,0	2.000	
460	CONFÉDÉRATION			-2.000	-100,0	2.000	
49	IMPUTATIONS INTERNES		224.671,20	-15.329	-6,4	240.000	232.312,80
06.90.94.00	FONDS FORESTIER						
3	CHARGES	1.350.591,60		-18.108	-1,3	1.368.700	1.448.573,05
4	REVENUS		1.350.591,60	-18.108	-1,3	1.368.700	1.448.573,05
	COUVERTURE en F	0,00		0			
	COUVERTURE en %	100,00%				100,00%	100,00%
30	CHARGES DE PERSONNEL			-24.120	-100,0	24.120	
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	1.275.447,80		84.397	7,1	1.191.051	1.018.150,75
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	40.880,80		20.881	104,4	20.000	208.130,85
338	PROVISIONS ET RÉSERVES	36.880,40		16.880	84,4	20.000	128.330,85
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	4.000,40		4.000	ND		79.800,00

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
06.90.94.00	FONDS FORESTIER (Suite)						
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	15.000,00		-80.000	-84,2	95.000	38.326,00
362	COMMUNES			-52.000	-100,0	52.000	23.326,00
7014	SUBVENTIONS AUX COMMUNES (LIÉES AUX SUBVENTIONS FÉDÉRALES)			-52.000	-100,0	52.000	23.326,00
365	INSTITUTIONS PRIVÉES	15.000,00		-28.000	-65,1	43.000	15.000,00
7018	SUBVENTIONS DIVERSES	15.000,00		5.000	50,0	10.000	
7117	SUBVENTIONS DIVERSES (LIÉES AUX SUBVENTIONS FÉDÉRALES)			-33.000	-100,0	33.000	15.000,00
37	SUBVENTIONS REDISTRIBUÉES	19.263,00		-16.737	-46,5	36.000	38.811,00
372	COMMUNES			-21.000	-100,0	21.000	34.278,00
375	INSTITUTIONS PRIVÉES	19.263,00		4.263	28,4	15.000	4.533,00
38	ATTRIBUTIONS AUX FINANCEMENTS SPÉCIAUX			-2.529	-100,0	2.529	145.154,45
380	VERSEMENT SUR FINANCEMENTS SPÉCIAUX			-2.529	-100,0	2.529	145.154,45
42	REVENUS DES BIENS		680.402,53	14.203	2,1	666.200	660.221,05
43	RECETTES DIVERSES		-1.798,10	-18.298	-110,9	16.500	105.739,00
439	DISSOLUTIONS ET PROVISIONS		4.000,40	4.000	ND		79.800,00
46	SUBVENTIONS ACQUISES		62.767,00	-17.233	-21,5	80.000	73.802,00
460	CONFÉDÉRATION		62.767,00	-17.233	-21,5	80.000	73.802,00
47	SUBVENTIONS À REDISTRIBUER		19.263,00	-16.737	-46,5	36.000	38.811,00
470	CONFÉDÉRATION		19.263,00	-16.737	-46,5	36.000	38.811,00
48	PRÉLÈVEMENTS SUR LES FINANCEMENTS SPÉCIAUX		19.957,17	19.957	ND		
480	PRÉLÈVEMENTS SUR FINANCEMENTS SPÉCIAUX		19.957,17	19.957	ND		
49	IMPUTATIONS INTERNES		570.000,00	0	0,0	570.000	570.000,00
06.90.95.00	FONDS POUR LA RÉALISATION DE MESURES COMPENSATOIRES						
3	CHARGES	557.153,20		77.153	16,1	480.000	320.397,90
4	REVENUS		557.153,20	77.153	16,1	480.000	320.397,90
	COUVERTURE en F						
	COUVERTURE en %	100,00%				100,00%	100,00%
30	CHARGES DE PERSONNEL			-12.050	-100,0	12.050	
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	389.864,70		39.865	11,4	350.000	320.397,90

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
06.90.95.00	FONDS POUR LA RÉALISATION DE MESURES COMPENSATOIRES (Suite)						
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES			-100.000	-100,0	100.000	
338	PROVISIONS ET RÉSERVES			-100.000	-100,0	100.000	
38	ATTRIBUTIONS AUX FINANCEMENTS SPÉCIAUX	167.288,50		149.339	832,0	17.950	
380	VERSEMENT SUR FINANCEMENTS SPÉCIAUX	167.288,50		149.339	832,0	17.950	
43	RECETTES DIVERSES		557.153,20	107.153	23,8	450.000	196.200,00
439	DISSOLUTIONS ET PROVISIONS		115.620,00	115.620	ND		134.357,60
46	SUBVENTIONS ACQUISES			-30.000	-100,0	30.000	16.586,00
460	CONFÉDÉRATION			-30.000	-100,0	30.000	16.586,00
48	PRÉLÈVEMENTS SUR LES FINANCEMENTS SPÉCIAUX						107.611,90
480	PRÉLÈVEMENTS SUR FINANCEMENTS SPÉCIAUX						107.611,90

Récapitulation du département SOLIDARITÉ ET EMPLOI

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
07.00.00.00	SOLIDARITÉ ET EMPLOI						
3	CHARGES	1.608.273.186,77		61.237.838	4,0	1.547.035.349	1.604.203.957,90
4	REVENUS		376.286.040,53	104.894.571	38,7	271.391.470	320.787.021,17
	COUVERTURE en F	-1.231.987.146,24		43.656.733		-1.275.643.879	-1.283.416.936,73
	COUVERTURE en %	23,40%			5,9	17,54%	20,00%
30	CHARGES DE PERSONNEL	84.049.170,30		-1.148.500	-1,3	85.197.670	83.143.772,91
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	3.772.362,13		-2.293.258	-37,8	6.065.620	3.954.245,38
32	INTÉRÊTS PASSIFS ET FRAIS D'EMPRUNTS	563,20		563	ND		418,00
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	115.830.153,79		98.184.804	556,4	17.645.350	95.676.021,34
35	DÉDOMMAGEMENTS À DES TIERS	115.336.214,25		-4.808.986	-4,0	120.145.200	138.436.086,32
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	1.273.860.969,36		-31.789.040	-2,4	1.305.650.009	1.263.482.610,07
37	SUBVENTIONS REDISTRIBUÉES	361.504,00		-838.496	-69,9	1.200.000	189.006,00
38	ATTRIBUTIONS AUX FINANCEMENTS SPÉCIAUX						859.804,62
39	IMPUTATIONS INTERNES	15.062.249,74		3.930.750	35,3	11.131.500	18.461.993,26
40	IMPÔTS		14.795.671,50	14.795.672	ND		18.599.983,39
41	PATENTES ET CONCESSIONS		75.300,00	5.300	7,6	70.000	48.950,00
42	REVENUS DES BIENS		45.846.345,51	21.436.646	87,8	24.409.700	46.891.871,87
43	RECETTES DIVERSES		131.708.823,88	88.246.499	203,0	43.462.325	78.047.087,81
45	DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES		42.056.871,28	-1.939.699	-4,4	43.996.570	42.131.545,00
46	SUBVENTIONS ACQUISES		140.479.023,00	-977.083	-0,7	141.456.106	134.035.577,35
47	SUBVENTIONS À REDISTRIBUER		361.504,00	-838.496	-69,9	1.200.000	189.006,00
48	PRÉLÈVEMENTS SUR LES FINANCEMENTS SPÉCIAUX		166.902,22	-1.200.111	-87,8	1.367.013	316.206,95
49	IMPUTATIONS INTERNES		795.599,14	-14.634.157	-94,8	15.429.756	526.792,80

07. DÉPARTEMENT DE LA SOLIDARITÉ ET DE L'EMPLOI

FONCTIONNEMENT

Le DSE présente au total des charges un dépassement de 61'237'838 F, et au total des revenus un dépassement de 104'894'571 F, soit un excédent de revenus net de 43'656'733 F.

	Budget 2007	Compte 2007	C2007-B2007
Charges	1'547'035'349	1'608'273'187	61'237'838
Revenus	271'391'470	376'286'041	104'894'571
Net	1'275'643'879	1'231'987'146	-43'656'733

30 Charges de personnel - 1'148'500

Le différentiel entre les comptes et le budget s'explique par:

- ⇒ un non dépensé de 1,9mios à l'OCE part fédérale (salaires y.c. charges sociales et formation) sur un total de 2.7mios d'économies sur cette rubrique.
- ⇒ Un versement unique du montant des rappels de cotisations CIA en cours, pour +1.6mios.

31 Dépenses générales - 2'293'285

L'essentiel du non dépensé s'inscrit en nature 318 honoraires, prestations de services de tiers : 1,6mios.

33 Amortissements, Provisions, Irrécouvrables + 98'184'804

Le dépassement budgétaire s'explique par :

- ⇒ +6mios d'amortissements, en lien avec le transfert de l'AIG,
- ⇒ +91mios sur les provisions constitués de, 54mios au SAM, 25mios DGAS (RPT part du canton AI), 16mios OCPA, -6mios SCARPA, +1mios OCE CANT, 0.5mios au PSG
- ⇒ +1mios sur les irrécouvrables OCE CANT.

35 Dédommagement à des collectivités publiques - 4'808'986

Dépenses inférieures au budget sur la rubrique des salaires versés aux ETC : -4.9mios.

36 Subventions - 31'789'040

La part des subventions versée à la confédération est en diminution de 15.5mios. S'ajoute un non dépensé de 1.3mios sur les subventions versées aux institutions privées, notamment en raison des blocages au motif de thésaurisation. Enfin le montant des subventions versées aux personnes physiques (OCPA et SAM) est inférieur au budget de 14mios.

42 Revenus des biens +21'436'646

Dépassement dû essentiellement au bénéfice de l'AIG plus important que budgété.

43 Recettes diverses + 88'246'499

Les dédommagements de tiers sont plus importants que prévus (+7.87mios), essentiellement à l'OCPA.
Dissolution et utilisation de provisions pour 80mios: 43mios au SAM, 31mios à l'OCPA 4mios à la DGAS et 1,2mios au SCARPA.

07.01.00.00 SECRETARIAT GENERAL

	Budget 2007	Compte 2007	C2007-B2007
Charges	4'913'604	8'422'053	3'508'449
Revenus	725'950	1'962'827	1'236'877
Net	4'187'654	6'459'226	2'271'572

30 Charges de personnel + 1'397'164

La réduction technique linéaire sur les charges de personnel pour l'ensemble du département est imputée sur ce CR. Le dépassement en est la conséquence.

31 Dépenses générales - 203'437

Frais de débours et honoraires et prestations de services de tiers sont retrait par rapport au budget.

43 Recettes diverses +1'295'259

Dédommagements de tiers: Restitution d'une thésaurisation de subvention de 1.68mios (non budgétée).

07.03.00.00 OCIRT

	Budget 2007	Compte 2007	C2007-B2007
Charges	11'671'521	11'276'491	-395'030
Revenus	2'956'945	2'693'241	-263'704
Net	8'714'576	8'583'250	-131'326

31 Dépenses générales - 387'054

318 318.04.601 "Accord de prestations - Loi sur les travailleurs" : En 2007, seule une facture concernant le solde 2006 est parvenue de la part de la commission de métallurgie du bâtiment (MBG). La commission paritaire Second Œuvre (SO) n'a rien facturé pour 2007.
318.04.701 "Accord de prestations - usages professionnels (CCT étendues) : cet accord n'a pas pu être appliqué en 2007.

43	Recettes diverses	+ 366'102
431	Augmentation de 12 % du nombre de dossiers de demandes d'autorisation de travail traités par la Main d'œuvre Etrangère et plein effet de l'augmentation des émoluments par rapport à 2006 (application en cours d'année).	+ 225'764
45	Dédommagements de collectivités publiques	- 327'221
450	450.00.413 "Participation de la CFST" : le 4 ^{ème} trimestre de l'exercice n'a pas pu être pris en considération sur l'exercice 2007.	- 238'771
	450.00.601 "Participation de la Confédération à la libre circulation des personnes" : le solde (20 %) pour 2007 sera versé en 2008.	- 88'450

07.04.01.00

OCE PART CANTONALE

	Budget 2007	Compte 2007	C2007-B2007
Charges	36'050'744	36'738'419	687'675
Revenus	16'722'950	16'328'227	-394'723
Net	19'327'794	20'410'192	1'082'398

33	Amortissements, Provisions, Irrécouvrables	+ 2'282'810
338	Constitution de provisions (dont 0.87mios pour la CCGC)	+ 1'013'977
339	Perte sur débiteurs PCM et débiteurs ETC.	+ 1'268'833
35	Dédommagements à des collectivités publiques	- 833'835
350	Participation Cantonale LACI-MMT +2.2mios :	+ 2'501'599
	⇒ Mesures du marché du travail (MMT): Le SECO facture une participation au canton pour le coût des MMT. Cette facture parvient à l'année N+1 et est donc passée sous forme de transitoire estimé dans l'année courante. L'estimation pour 2006 était insuffisante de 0.7mios. Le transitoire pour 2007 est de 1.5mios.	
	⇒ Prolongation des indemnités chômage (Art 27 LACI), pour lesquelles le canton doit participer à hauteur de 20% des coûts: 3 mois sur 2007 non budgété : 0.3mios.	
	⇒ Responsabilité chômage 0.05mios non utilisée	

356	⇒ MMT en faveur des personnes non indemnisées: - Différence entre le transitoire passé fin 2005 et la facture reçue en 2006 : 0.3mios. - estimation 2006 revue à 1.2mios contre 1.4mios Impact net final de : -0.5mios. ⇒ Indemnités pertes de gains maladie pour chômeurs (PCM) inférieures de 1.5mios par rapport au budget. Impact lié à une diminution des demandeurs d'emploi.	- 3'335'434
36	Subventions	- 194'401
365.00505	Programme d'occupation non activé.	-194'401
43	Recettes diverses	- 394'550
436	Dédommagements de tiers: ⇒ Recettes PCM : -1.9mios, moins de cotisations perçues liées à une diminution des demandeurs d'emploi; baisse des dépenses en contrepartie (voir ci-avant) ⇒ Prestations à restituer : 0.9mios, Pertes sur débiteurs PCM antérieur à 2005 : 0.5mios et perte sur débiteurs ETC antérieur à 2004 : 0.4mios voir 339	-871'972
439	Utilisation des provisions ETC et PCM : 0.3mios Dissolution provision CCGC : 0.1mios Utilisation provisions diverses : 0.03mios	+477'422

07.04.02.00

**OCE PART FEDERALE
(sans incidence sur le budget cantonal)**

	Budget 2007	Compte 2007	C2007-B2007
Charges	38'358'786	35'598'852	-2'759'934
Revenus	37'000'000	35'662'066	-1'337'934
Net	1'358'786	-63'214	-1'422'000

30	Charges de personnel	- 1'938'167
	Non dépensé en personnel administratif et auxiliaire.	
31	Dépenses générales	- 971'729
318	Honoraires prestations de service de tiers Réduction des dépenses en matière de mandats à des tiers et loyers.	- 768'603
45	Subventions acquises	- 1'180'878
450	<u>Confédération</u> Budget: 36.3mios - Comptes: 35.1mios Baisse des revenus du SECO liés au financement des charges 2007 supportées par le service, en raison du niveau inférieur de celles-ci (couverture intégrale)	- 1'180'878

07.04.04.00

**CAISSE CANTONALE GENEVOISE DE
CHÔMAGE**

	Budget 2007	Compte 2007	C2007-B2007
Charges	6'337'820	6'113'445	-224'375
Revenus	6'337'820	6'075'654	-262'166
Net	0	37'791	37'791

Rien à signaler

07.04.09.00

MESURES CANTONALES CHÔMAGES

	Budget 2007	Compte 2007	C2007-B2007
Charges	92'875'200	88'900'049	-3'975'151
Revenus	120'000	-11'330	-131'330
Net	92'755'200	88'911'379	-3'843'821

35	Dédommagements à des collectivités publiques	- 3'975'151
355	Augmentation du nombre d'Allocations de Retour à l'Emploi en 2007.	+ 949'202
356	Diminution constante des Emplois Temporaires Cantonaux en 2007.	- 4'924'353

07.09.90.00

FONDATION DU PALAIS DES EXPOSITIONS

	Budget 2007	Compte 2007	C2007-B2007
Charges	2'650'000	2'039'000	-611'000
Revenus	0	0	0
Net	2'650'000	2'039'000	-611'000

33 Amortissements, provisions, irrécouvrables

Amortissements en retrait par rapport au budget et ajustement de la provision. - 611'000

07.09.92.00

AEROPORT INTERNATIONAL DE GENEVE

	Budget 2007	Compte 2007	C2007-B2007
Charges	0	8'648'500	8'648'500
Revenus	18'300'000	38'458'964	20'158'964
Net	-18'300'000	-29'810'464	-11'510'464

3 Charges + 8'648'500

Amortissements pour 6 mois ainsi que des charges d'intérêts pour la même période qui sont compensés par un versement de l'AIG.

4 Revenus + 20'158'964

Bénéfice de l'AIG supérieur aux prévisions.

07.09.93.00

PORTS FRANCS ET ENTREPÔTS DE GENEVE SA

	Budget 2007	Compte 2007	C2007-B2007
Charges	343'000	343'000	0
Revenus	6'100'000	7'236'506	1'136'506
Net	-5'757'000	-6'893'506	-1'136'506

4 Revenus

Résultats de l'exercice meilleur que prévu.

07.10.06.01

SERVICE CANTONAL D'AVANCE ET DE RECOUVREMENT DES PENSIONS ALIMENTAIRES

	Budget 2007	Compte 2007	C2007-B2007
Charges	14'520'543	9'766'732	-4'753'811
Revenus	3'548'950	5'294'495	1'745'545
Net	10'971'593	4'472'237	-6'499'356

33 Amortissements, provisions, irrécouvrables - 5'209'858

338 Provisions et réserves: - 5'679'488

La modification légale entrée en vigueur en janvier 2007 a déployé ses premiers effets le 1^{er} juillet 2007. Elle a eu pour conséquence une diminution significative, en 2007 déjà, du montant des avances versées par le service.

339 Créances irrécouvrables : + 469'630

La suppression des avances due à la modification législative susmentionnée a également eu pour incidence la fin de certains mandats. Ainsi, un plus grand nombre de dossiers a pu être passé en irrécouvrable. Par ailleurs, de nombreuses procédures contentieuses se sont terminées au cours de l'année 2007.

36	Subventions accordées	+ 700'960
366	Il a été décidé qu'une refacturation de l'Hospice Général au SCARPA s'effectuerait pour le deuxième semestre 2007. En effet, suite à la modification législative précitée, l'HG a dû verser une aide supplémentaire à certains de ses bénéficiaires, voire prendre en charge des nouvelles personnes.	+ 700'960
43	Recettes diverses	+ 1'761'612
436	Il s'agit de la facturation des intérêts et frais dus par le débiteur suite aux procédures de recouvrement diligentées par le service. Cette différence s'explique par le nombre important d'actes de défaut de biens délivrés en 2007 par les Office des poursuites.	+ 591'433
439	Dissolution/utilisation de la provision Suite à l'augmentation du montant passé en créances irrécouvrables (339) et à la refacturation de l'Hospice Général au SCARPA (366), le montant de l'utilisation de la provision a été plus important que celui initialement prévu.	+ 1'170'590

07.11.05.01

SERVICE DES TUTELLES D'ADULTES

	Budget 2007	Compte 2007	C2007-B2007
Charges	7'650'786	7'899'918	249'132
Revenus	103'000	210'105	107'105
Net	7'547'786	7'689'813	142'027

Le dépassement des charges provient de la nature 30 "Charges de personnel" +0.4mios diminué par la maîtrise et les économies des autres natures.

S'agissant des recettes, les remboursements des assurances maternité et LAA (non budgétés) représentent le dépassement.

07.14.11.00

DIRECTION GENERALE DE L'ACTION SOCIALE

	Budget 2007	Compte 2007	C2007-B2007
Charges	367'158'583	373'787'916	6'629'333
Revenus	2'529'950	5'409'819	2'879'869
Net	364'628'633	368'378'097	3'749'465

31	Dépenses générales	- 381'437
318	Non dépensé essentiellement dans la nature des mandats à des tiers.	- 376'506

33 Amortissements, provisions, irrécouvrables + 25'470'833

Suite à la décision de mai 2007 de l'Assemblée fédérale d'imputer une charge supplémentaire aux cantons pour le financement des obligations de l'assurance invalidité (AI) versées après l'entrée en vigueur de la RPT, une provision complémentaire de 21mios a dû être constituée dans les comptes 2007.

A cela s'ajoute une provision pour risques et charges pour l'ensemble des EMS de 4mios.

36 Subventions - 17'035'288

Non dépensé dû à:

- ⇒ Part du canton à l'AVS/ AI moins élevée que le montant estimé (15,5mios):
- ⇒ maîtrise des allocations sur le crédit des actions sociales ponctuelles (700 000)
- ⇒ Subventions réduites pour certaines institutions pour raison de thésaurisation (1,6mios)

43 Recettes diverses + 3'651'699

Dissolution de la provision pour risques et charges de 2006 concernant les EMS.

07.14.29.00 HOSPICE GENERAL

	Budget 2007	Compte 2007	C2007-B2007
Charges	242'630'783	243'289'194	658'411
Revenus	9'376'319	10'540'630	1'164'311
Net	233'254'464	232'748'564	-505'900

L'Hospice Général a bénéficié pour l'année 2007 d'une subvention totale de 242.6mios exactement identique au budget et sans aucun dépassement.

Le surplus de charges provient de la nature imputations internes : facturation interne de la part du DES pour la gestion du droit des pauvres.

Le revenu supplémentaire résulte d'une recette plus élevée que le montant au budget sur le produit du droit des pauvres.

07.14.33.00 OFFICE CANTONAL DES PERSONNES AGEES

	Budget 2007	Compte 2007	C2007-B2007
Charges	451'095'211	461'790'862	10'695'651
Revenus	41'570'830	79'613'620	38'042'790
Net	409'524'381	382'177'242	-27'347'139

33	Amortissements, provisions, irrécouvrables	+15'793'577
338 00 100	Constitutions de provisions pour risques et charges Prestations complémentaires (PC) : 19.5mios - Assistance : 0.4mios - Litiges licenciements : 0.1mios - OFAS : -4.6mios Poste non budgété.	+ 15'395'000
338 01 100	Constitutions de provisions pour débiteurs Débiteurs PC : 0.9mios Poste non budgété.	+943'842
339	Créances irrécouvrables Des difficultés ont été rencontrées pour la mise à jour des débiteurs. (Retard dans le traitement des dossiers)	-545'265
36	Subventions	- 4'412'446
366 001 14	Prestations complémentaires fédérales (PCF) Le solde de cet écart est à mettre en relation avec le non dépensé sur la rubrique 366 004 12 des prestations complémentaires cantonales (PCC) et s'explique par une ventilation légèrement différente entre PCF et PCC. Globalement les dépenses PC sont donc inférieures de Fr. 5.5mios (1.3% du budget).	+ 2'559'272
366 004 12	Prestations complémentaires fédérales (PCC) Voir commentaire ci-dessus.	- 8'064'279
366 005 12	Prestations d'assistance Le dépassement est notamment dû au rattrapage des dossiers de bénéficiaires en établissement pour lesquels des factures concernant les exercices 2005 et 2006 ont été réglées.	+ 1'401'509
43	Recettes diverses	+ 39'391'227
436	Dédommagements de tiers: ⇒ Prestations PCC et PCF à restituer à l'OCPA par les bénéficiaires (+ 7mios). Montant des restitutions plus important que celui budgété. ⇒ Rétrocessions des Forfaits Dépenses Personnelles (+ 1,1mios). Changement dans la procédure de comptabilisation; depuis 2007, les rétrocessions sont intégralement passées en recettes.	+ 8'086'383

439 Dissolution de provisions + 42'800'000

07.90.50.00 FONDS DE LUTTE CONTRE LA DROGUE

	Budget 2007	Compte 2007	C2007-B2007
Charges	500'000	391'722	-108'278
Revenus	500'000	391'722	-108'278
Net	0	0	0

36 Subventions - 108'278

365 La commission ad hoc a donné un préavis favorable pour un montant de subventionnement de projets supérieurs aux recettes liées aux saisies.

4 Revenus - 108'278

Prélèvement sur le fonds de 0.13mios. Les recettes propres sont en lignes avec le budget 0.25mios.

07.90.52.00 FONDS DU DROIT DES PAUVRES

	Budget 2007	Compte 2007	C2007-B2007
Charges	5'121'000	4'472'494	-648'506
Revenus	5'140'300	4'472'494	-667'806
Net	-19'300	0	19'300

36 Subventions - 817'973

365 Décisions d'allouer des subventions réduites pour certaines institutions.

4 Revenus - 667'806

Recettes supérieures au budget et faibles prélèvements sur le fonds.

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
07.00.00.00	SOLIDARITÉ ET EMPLOI						
3	CHARGES	1.608.273.186,77		61.237.838	4,0	1.547.035.349	1.604.203.957,90
4	REVENUS		376.286.040,53	104.894.571	38,7	271.391.470	320.787.021,17
	COUVERTURE en F	-1.231.987.146,24		43.656.733		-1.275.643.879	-1.283.416.936,73
	COUVERTURE en %	23,40%			5,9	17,54%	20,00%
07.01.00.00	PRÉSIDENTE, SECRÉTARIAT GÉNÉRAL						
3	CHARGES	8.422.052,88		3.508.449	71,4	4.913.604	5.675.576,83
4	REVENUS		1.962.826,56	1.236.877	170,4	725.950	237.383,63
	COUVERTURE en F	-6.459.226,32		-2.271.572		-4.187.654	-5.438.193,20
	COUVERTURE en %	23,31%			8,5	14,77%	4,18%
30	CHARGES DE PERSONNEL	5.332.384,18		1.397.164	35,5	3.935.220	4.936.248,06
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	362.146,77		-203.437	-36,0	565.584	404.915,76
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	454.909,19		331.909	269,8	123.000	33.000,00
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	33.000,00		0	0,0	33.000	33.000,00
336	PERTE DE CHANGE	1,65		2	ND		
338	PROVISIONS ET RÉSERVES	384.864,00		334.864	669,7	50.000	
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	37.043,54		-2.956	-7,4	40.000	
39	IMPUTATIONS INTERNES	2.272.612,74		1.982.813	684,2	289.800	301.413,01
42	REVENUS DES BIENS		432,39	432	ND		37,23
43	RECETTES DIVERSES		1.958.259,25	1.295.259	195,4	663.000	236.768,32
439	DISSOLUTIONS ET PROVISIONS						23.046,30
49	IMPUTATIONS INTERNES		4.134,92	-58.815	-93,4	62.950	578,08
07.03.00.00	OFFICE CANTONAL DE L'INSPECTION ET DES RELATIONS DU TRAVAIL						
3	CHARGES	11.276.490,62		-395.030	-3,4	11.671.521	8.875.057,86
4	REVENUS		2.693.241,04	-263.704	-8,9	2.956.945	1.597.646,09
	COUVERTURE en F	-8.583.249,58		131.326		-8.714.576	-7.277.411,77
	COUVERTURE en %	23,88%			-1,5	25,33%	18,00%
30	CHARGES DE PERSONNEL	8.548.410,39		-187.850	-2,2	8.736.260	6.688.484,40
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	361.656,52		-387.054	-51,7	748.711	283.277,76
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	177.840,97		158.841	836,0	19.000	57.171,00

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
07.03.00.00	OFFICE CANTONAL DE L'INSPECTION ET DES RELATIONS DU TRAVAIL (Suite)						
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	19.000,00		0	0,0	19.000	19.000,00
338	PROVISIONS ET RÉSERVES	22.500,00		22.500	ND		
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	136.340,97		136.341	ND		38.171,00
39	IMPUTATIONS INTERNES	2.188.582,74		21.033	1,0	2.167.550	1.846.124,70
42	REVENUS DES BIENS		6,40	6	ND		
43	RECETTES DIVERSES		1.428.896,55	366.102	34,4	1.062.795	402.108,09
439	DISSOLUTIONS ET PROVISIONS		117.574,00	117.574	ND		35.240,00
45	DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES		972.779,20	-327.221	-25,2	1.300.000	1.195.718,00
450	CONFÉDÉRATION		972.779,20	-327.221	-25,2	1.300.000	1.195.718,00
49	IMPUTATIONS INTERNES		291.558,89	-302.591	-50,9	594.150	-180,00
07.04.01.00	OCE - PART CANTONALE						
3	CHARGES	36.738.419,07		687.675	1,9	36.050.744	36.729.000,23
4	REVENUS		16.328.226,92	-394.723	-2,4	16.722.950	16.909.251,30
	COUVERTURE en F	-20.410.192,15		-1.082.398		-19.327.794	-19.819.748,93
	COUVERTURE en %	44,44%			-1,9	46,39%	46,04%
30	CHARGES DE PERSONNEL	6.980.072,48		-302.028	-4,1	7.282.100	7.020.936,19
309	FORMATION, RECRUTEMENT, DIV. CHARGES	56.841,85		31.842	127,4	25.000	19.901,90
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	393.592,79		-125.951	-24,2	519.544	381.711,16
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	2.294.809,64		2.282.810	NS	12.000	437.650,43
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	12.000,00		0	0,0	12.000	12.000,00
338	PROVISIONS ET RÉSERVES	1.013.976,55		1.013.977	ND		295.106,00
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	1.268.833,09		1.268.833	ND		130.544,43
35	DÉDOMMAGEMENTS À DES TIERS	26.436.165,40		-833.835	-3,1	27.270.000	28.055.395,35
350	CONFÉDÉRATION	15.051.599,10		2.501.599	19,9	12.550.000	14.812.760,50
356	DÉDOMMAGEMENT À DES PERSONNES PHYSIQUES	11.384.566,30		-3.335.434	-22,7	14.720.000	13.242.634,85
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	235.599,12		-194.401	-45,2	430.000	230.000,00
365	INSTITUTIONS PRIVÉES	235.599,12		-194.401	-45,2	430.000	230.000,00
0219	INTERMITTENTS DU SPECTACLE	150.000,00		0	0,0	150.000	150.000,00
0505	PROGRAMMES D'OCCUPATION	5.599,12		-194.401	-97,2	200.000	
5910	ASSOCIATION LE TRIALOGUE	80.000,00		0	0,0	80.000	80.000,00
39	IMPUTATIONS INTERNES	398.179,64		-138.920	-25,9	537.100	603.307,10

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
07.04.01.00	OCE - PART CANTONALE (Suite)						
41	PATENTES ET CONCESSIONS		75.300,00	5.300	7,6	70.000	48.950,00
410	PATENTES		75.300,00	5.300	7,6	70.000	48.950,00
42	REVENUS DES BIENS		9,77	10	ND		8.999,56
43	RECETTES DIVERSES		16.140.450,00	-394.550	-2,4	16.535.000	16.851.181,75
439	DISSOLUTIONS ET PROVISIONS		477.421,93	477.422	ND		133.680,00
49	IMPUTATIONS INTERNES		112.467,15	-5.483	-4,6	117.950	119,99
07.04.02.00	OCE - PART FÉDÉRALE						
3	CHARGES	35.598.851,71		-2.759.934	-7,2	38.358.786	34.460.901,97
4	REVENUS		35.662.065,65	-1.337.934	-3,6	37.000.000	34.589.035,90
	COUVERTURE en F	63.213,94		1.422.000		-1.358.786	128.133,93
	COUVERTURE en %	100,18%			3,7	96,46%	100,37%
30	CHARGES DE PERSONNEL	30.938.982,58		-1.938.167	-5,9	32.877.150	29.778.373,38
309	FORMATION, RECRUTEMENT, DIV. CHARGES	301.541,15		-198.459	-39,7	500.000	137.005,00
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	1.327.406,89		-971.729	-42,3	2.299.136	1.476.056,00
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	14.464,10		14.464	ND		137.550,25
364	SOCIÉTÉS D'ÉCONOMIE MIXTE	14.464,10		14.464	ND		137.550,25
0121	SUBVENTIONS EN FAVEUR DE LA POLITIQUE DU MARCHÉ DU TRAVAIL	14.464,10		14.464	ND		137.550,25
39	IMPUTATIONS INTERNES	3.317.998,14		135.498	4,3	3.182.500	3.068.922,34
43	RECETTES DIVERSES		314.433,35	314.433	ND		192.117,35
45	DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES		35.177.871,81	-1.180.878	-3,2	36.358.750	34.582.884,60
450	CONFÉDÉRATION		35.177.871,81	-1.180.878	-3,2	36.358.750	34.582.884,60
46	SUBVENTIONS ACQUISES						-200.551,65
460	CONFÉDÉRATION						-200.551,65
49	IMPUTATIONS INTERNES		169.760,49	-471.490	-73,5	641.250	14.585,60

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
07.04.04.00	CAISSE CANTONALE GENEVOISE DE CHÔMAGE						
3	CHARGES	6.113.445,22		-224.375	-3,5	6.337.820	6.256.006,76
4	REVENUS		6.075.654,45	-262.166	-4,1	6.337.820	6.228.838,90
	COUVERTURE en F	-37.790,77		-37.791			-27.167,86
	COUVERTURE en %	99,38%			-0,6	100,00%	99,57%
30	CHARGES DE PERSONNEL	6.113.445,22		-224.375	-3,5	6.337.820	6.256.006,76
43	RECETTES DIVERSES		158.276,65	158.277	ND		30.407,30
45	DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES		5.917.377,80	-420.442	-6,6	6.337.820	6.198.431,60
450	CONFÉDÉRATION		5.917.377,80	-420.442	-6,6	6.337.820	6.198.431,60
07.04.09.00	MESURES CANTONALES CHÔMAGE						
3	CHARGES	88.900.048,85		-3.975.151	-4,3	92.875.200	110.380.690,97
4	REVENUS		-11.330,15	-131.330	-109,4	120.000	157.010,90
	COUVERTURE en F	-88.911.379,00		3.843.821		-92.755.200	-110.223.680,07
	COUVERTURE en %	-0,01%			-0,1	0,13%	0,14%
35	DÉDOMMAGEMENTS À DES TIERS	88.900.048,85		-3.975.151	-4,3	92.875.200	110.380.690,97
355	DÉDOMMAGEMENT À DES INSTITUTIONS PRIVÉES	5.485.201,50		949.202	20,9	4.536.000	4.899.673,30
356	DÉDOMMAGEMENT À DES PERSONNES PHYSIQUES	83.414.847,35		-4.924.353	-5,6	88.339.200	105.481.017,67
43	RECETTES DIVERSES		-172,62	-120.173	-100,1	120.000	2.500,10
45	DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES		-11.157,53	-11.158	ND		154.510,80
452	COMMUNES		-11.157,53	-11.158	ND		154.510,80
07.05.00.00	OFFICE DE LA MAIN D'OEUVRE ÉTRANGÈRE						
3	CHARGES						2.807.941,20
4	REVENUS						1.014.923,39
	COUVERTURE en F						-1.793.017,81
	COUVERTURE en %						36,14%
30	CHARGES DE PERSONNEL						2.313.553,07
31	DÉPENSES GÉNÉRALES						132.734,30
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES						7.926,36

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
07.05.00.00	OFFICE DE LA MAIN D'OEUVRE ÉTRANGÈRE (Suite)						
338	PROVISIONS ET RÉSERVES						3.000,00
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES						4.926,36
39	IMPUTATIONS INTERNES						353.727,47
42	REVENUS DES BIENS						12,59
43	RECETTES DIVERSES						622.569,75
439	DISSOLUTIONS ET PROVISIONS						3.750,00
49	IMPUTATIONS INTERNES						392.341,05
07.09.51.00	FONDS DE PRÉVENTION DE LA VIOLENCE						
3	CHARGES						400.000,00
	COUVERTURE en F						-400.000,00
	COUVERTURE en %						
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES			0			400.000,00
365	INSTITUTIONS PRIVÉES			0			400.000,00
9910	ACTIONS PONCTUELLES						400.000,00
07.09.90.00	FONDATION DU PALAIS DES EXPOSITIONS						
3	CHARGES	2.039.000,00		-611.000	-23,1	2.650.000	40.161.000,00
	COUVERTURE en F	-2.039.000,00		611.000		-2.650.000	-40.161.000,00
	COUVERTURE en %						
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	836.000,00		-611.000	-42,2	1.447.000	38.935.000,00
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	636.000,00		-811.000	-56,0	1.447.000	1.435.000,00
338	PROVISIONS ET RÉSERVES	200.000,00		200.000	ND		37.500.000,00
39	IMPUTATIONS INTERNES	1.203.000,00		0	0,0	1.203.000	1.226.000,00

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
07.09.92.00	AÉROPORT INTERNATIONAL DE GENÈVE						
3	CHARGES	8.648.500,00		8.648.500	ND	0	17.675.000,00
4	REVENUS		38.458.964,20	20.158.964	110,2	18.300.000	39.972.354,00
	COUVERTURE en F	29.810.464,20		11.510.464		18.300.000	22.297.354,00
	COUVERTURE en %	444,69%			444,7		226,15%
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	6.427.500,00		6.427.500	ND		12.855.000,00
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	6.427.500,00		6.427.500	ND		12.855.000,00
39	IMPUTATIONS INTERNES	2.221.000,00		2.221.000	ND		4.820.000,00
42	REVENUS DES BIENS		38.458.964,20	20.158.964	110,2	18.300.000	39.972.354,00
07.09.93.00	PORTS FRANCS ET ENTREPÔTS DE GENÈVE SA						
3	CHARGES	343.000,00		0	0,0	343.000	347.000,00
4	REVENUS		7.236.505,90	1.136.506	18,6	6.100.000	6.763.861,15
	COUVERTURE en F	6.893.505,90		1.136.506		5.757.000	6.416.861,15
	COUVERTURE en %	2.109,77%			331,3	1.778,43%	1.949,24%
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	155.000,00		0	0,0	155.000	155.000,00
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	155.000,00		0	0,0	155.000	155.000,00
39	IMPUTATIONS INTERNES	188.000,00		0	0,0	188.000	192.000,00
42	REVENUS DES BIENS		7.236.505,90	1.136.506	18,6	6.100.000	6.763.861,15
07.09.95.00	FONDS VITICOLE						
4	REVENUS						-71,40
	COUVERTURE en F						-71,40
	COUVERTURE en %						
43	RECETTES DIVERSES						-71,40

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
07.10.06.00	SERVICE CANTONAL D'AVANCE ET DE RECouvreMENT DES PENSIONS ALIMENTAIRES						
3	CHARGES	9.766.731,60		-4.753.811	-32,7	14.520.543	14.270.920,30
4	REVENUS		5.294.494,68	1.745.545	49,2	3.548.950	4.772.620,92
	COUVERTURE en F	-4.472.236,92		6.499.356		-10.971.593	-9.498.299,38
	COUVERTURE en %	54,21%			29,8	24,44%	33,44%
30	CHARGES DE PERSONNEL	2.831.853,59		-28.816	-1,0	2.860.670	2.717.939,84
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	146.479,21		-52.394	-26,3	198.873	143.378,25
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	5.690.141,27		-5.209.859	-47,8	10.900.000	11.099.922,05
338	PROVISIONS ET RÉSERVES	2.720.511,66		-5.679.488	-67,6	8.400.000	8.600.000,00
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	2.969.629,61		469.630	18,8	2.500.000	2.499.922,05
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	700.960,00		700.960	ND		
366	PERSONNES PHYSIQUES	700.960,00		700.960	ND		
0102	HOSPICE GÉNÉRAL - PRESTATIONS	700.960,00		700.960	ND		
39	IMPUTATIONS INTERNES	397.297,53		-163.702	-29,2	561.000	309.680,16
42	REVENUS DES BIENS		682,55	-17	-2,5	700	685,15
43	RECETTES DIVERSES		5.293.812,13	1.761.612	49,9	3.532.200	4.771.877,22
439	DISSOLUTIONS ET PROVISIONS		3.670.589,61	1.170.590	46,8	2.500.000	2.499.922,05
49	IMPUTATIONS INTERNES			-16.050	-100,0	16.050	58,55
07.11.05.00	SERVICE DES TUTELLES D'ADULTES						
3	CHARGES	7.899.918,31		249.132	3,3	7.650.786	8.292.704,09
4	REVENUS		210.104,96	107.105	104,0	103.000	88.755,72
	COUVERTURE en F	-7.689.813,35		-142.027		-7.547.786	-8.203.948,37
	COUVERTURE en %	2,66%			1,3	1,35%	1,07%
30	CHARGES DE PERSONNEL	7.561.284,12		397.294	5,5	7.163.990	7.392.801,42
309	FORMATION, RECRUTEMENT, DIV. CHARGES	3.025,00		3.025	ND		
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	141.226,38		-32.270	-18,6	173.496	144.782,32
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	112.679,15		-72.321	-39,1	185.000	25.171,80
338	PROVISIONS ET RÉSERVES	100.000,00		-10.000	-9,1	110.000	
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	12.679,15		-62.321	-83,1	75.000	25.171,80
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	24.810,85		-25.189	-50,4	50.000	36.252,30
366	PERSONNES PHYSIQUES	24.810,85		-25.189	-50,4	50.000	36.252,30

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
07.11.05.00	SERVICE DES TUTELLES D'ADULTES (Suite)						
0501	APPUI SOCIAL	6.139,65		-43.860	-87,7	50.000	19.001,00
0502	SUBSIDES PARTIELS AUX ASSURÉS À RESSOURCES MODESTES	18.671,20		18.671	ND		17.251,30
39	IMPUTATIONS INTERNES	59.917,81		-18.382	-23,5	78.300	693.696,25
43	RECETTES DIVERSES		210.104,96	107.105	104,0	103.000	88.755,72
439	DISSOLUTIONS ET PROVISIONS		67.895,25	67.895	ND		25.171,80
07.14.11.00	DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ACTION SOCIALE						
3	CHARGES	373.787.916,14		6.629.333	1,8	367.158.583	233.523.883,05
4	REVENUS		5.409.818,54	2.879.869	113,8	2.529.950	223.220,50
	COUVERTURE en F	-368.378.097,60		-3.749.465		-364.628.633	-233.300.662,55
	COUVERTURE en %	1,45%			0,8	0,69%	0,10%
30	CHARGES DE PERSONNEL	2.276.350,19		-337.700	-12,9	2.614.050	2.586.396,02
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	100.270,40		-381.437	-79,2	481.707	102.456,30
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	27.993.183,00		25.470.833	NS	2.522.350	22.825.000,00
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	2.522.350,00		0	0,0	2.522.350	1.625.000,00
338	PROVISIONS ET RÉSERVES	25.420.833,00		25.420.833	ND		21.200.000,00
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	50.000,00		50.000	ND		
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	342.414.488,33		-17.035.288	-4,7	359.449.776	207.170.459,65
360	CONFÉDÉRATION	189.329.532,00		-15.516.468	-7,6	204.846.000	194.834.922,00
0111	PART DU CANTON À L'AVS	79.798.867,00		-2.754.133	-3,3	82.553.000	79.434.100,00
0211	PART DU CANTON À L'AI	109.530.665,00		-12.762.335	-10,4	122.293.000	115.400.822,00
361	CANTONS	73.579,00		-523	-0,7	74.102	69.514,00
0211	CSIAP, CONFÉRENCE SUISSE DES INSTITUTIONS D'ASSISTANCE PUBLIQUE	18.396,00		4.396	31,4	14.000	13.740,00
0312	CONFÉRENCE DES DIRECTEURS DES AFFAIRES SOCIALES	54.058,00		-1.544	-2,8	55.602	53.524,00
0410	FÉDÉRATION ROMANDE ET TESSINOISE DES SERVICES DE CONSULTATION CONJUGALE	1.125,00		-3.375	-75,0	4.500	2.250,00
363	PROPRES ÉTABLISSEMENTS	19.384.346,10		-37.980	-0,2	19.422.326	51.364,55
0101	EPH-ÉTABLISSEMENTS SOCIO-ÉDUCATIFS POUR PERSONNES HANDICAPÉES MENTALES - EPSE - FONCTIONNEMENT	12.679.045,00		49.570	0,4	12.629.475	
0112	COMMISSION MIXTE DE TOXICOMANIE	1.135,10		-3.365	-74,8	4.500	1.399,55
0201	EPH-ÉTABLISSEMENTS SOCIO-ÉDUCATIFS POUR PERSONNES HANDICAPÉES MENTALES - EPSE - UTILISATION IMMEUBLE	3.020.710,00		0	0,0	3.020.710	

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
07.14.11.00	DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ACTION SOCIALE (Suite)						
0210	COMMISSION CANTONALE DE LA FAMILLE	50.000,00		0	0,0	50.000	49.965,00
0301	EPH-CENTRE D'INTÉGRATION PROFESSIONNELLE - FONCTIONNEMENT	3.572.836,00		-84.185	-2,3	3.657.021	
0401	EPH-CENTRE D'INTÉGRATION PROFESSIONNELLE - IMMEUBLE	60.620,00		0	0,0	60.620	
365	INSTITUTIONS PRIVÉES	132.008.141,88		-1.348.206	-1,0	133.356.348	10.524.124,60
0134	EMS - SUBVENTION D'EXPLOITATION	85.930.167,50		435.168	0,5	85.495.000	
0232	EPH-CENTRE ESPOIR (ARMÉE DU SALUT)	1.305.511,00		13.511	1,0	1.292.000	
0304	EPH-FHP FONDATION POUR L'HÉBERGEMENT PERSONNES HANDICAPÉES PSYCHIQUES	3.497.512,63		-307.487	-8,1	3.805.000	
0405	EPH-FONDATION AIGUES VERTES	5.685.533,00		21.260	0,4	5.664.273	
0504	EPH-CLAIR-BOIS FONDATION EN FAVEUR DES PERSONNES POLYHANDICAPÉES	6.611.284,00		-474.285	-6,7	7.085.569	
0512	LE RACARD - CENTRE D'HÉBERGEMENT ET LIEU DE VIE AVEC SOUTIEN PSYCHOSOCIAL	375.000,00		0	0,0	375.000	375.000,00
0603	EPH-FONDATION ENSEMBLE	3.098.002,00		12.520	0,4	3.085.482	
0610	LAVI - ASSOCIATION DU CENTRE GENEVOIS DE CONSULTATION POUR LES VICTIMES D'INFRACTIONS	800.000,00		0	0,0	800.000	800.000,00
0702	EPH-FOYER HANDICAP	4.502.870,00		26.924	0,6	4.475.946	
0802	EPH-ASSOCIATION LA COROLLE - COMMUNAUTÉ DE L'ARCHE	491.183,00		5.183	1,1	486.000	
0812	CROIX ROUGE GENEVOISE	850.000,00		0	0,0	850.000	850.000,00
0902	EPH-FONDATION TRAJETS POUR L'INTÉGRATION SOCIALE	1.788.244,00		11.440	0,6	1.776.804	
1002	EPH-LA MAISON DES CHAMPS	1.104.947,00		3.004	0,3	1.101.943	
1102	FONDATION POUR L'EXPLOITATION DE PENSIONS POUR PERSONNES ÂGÉES LA VESPÉRALE (TERRAINS)	416.000,00		0	0,0	416.000	
1811	FONDATION TRANSPORT HANDICAP - MOBILITÉ POUR TOUS	150.000,00		0	0,0	150.000	150.000,00
2002	EPH - SOCIÉTÉ GENEVOISE POUR L'INTÉGRATION PROFESSIONNELLE D'ADOLESCENTS ET D'ADULTES - SGIPA	6.953.915,00		19.626	0,3	6.934.289	
2010	PRO JUVENTUTE - CARTE FAMILLE GIGOGNE	180.000,00		0	0,0	180.000	180.000,00
2110	ASSOCIATION DES FAMILLES MONOPARENTALES	58.500,00		0	0,0	58.500	58.500,00
2211	COMPAGNA	25.000,00		0	0,0	25.000	25.000,00
2312	PRO FILIA GENÈVE	20.250,00		0	0,0	20.250	20.250,00
2410	FÉDÉRATION GENEVOISE DE SERVICES PRIVÉS DE CONSULTATIONS CONJUGALES ET FAMILIALES	230.000,00		0	0,0	230.000	230.000,00
3210	FONDATION PHENIX	370.000,00		0	0,0	370.000	370.000,00
3410	FORUM SANTÉ	40.000,00		0	0,0	40.000	20.000,00
3810	ASSUAS - ASSOCIATION SUISSE DES ASSURÉS	40.000,00		0	0,0	40.000	40.000,00
4010	CGV - CENTRE GENEVOIS DU VOLONTARIAT	80.000,00		0	0,0	80.000	40.000,00
4310	TÉL 143 LA MAIN TENDUE	103.500,00		0	0,0	103.500	103.500,00

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
07.14.11.00	DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ACTION SOCIALE (Suite)						
4410	LE CARE (CARITAS ACCUEIL RENCONTRE ECHANGE)	55.000,00		-55.000	-50,0	110.000	55.000,00
4510	LA COULOU - ABRI POUR SANS ABRI	100.000,00		0	0,0	100.000	200.000,00
4610	CENTRE SOCIAL PROTESTANT GENÈVE - ATELIER GALIFFE	300.000,00		0	0,0	300.000	300.000,00
4710	CARITAS GENÈVE	240.000,00		-60.000	-20,0	300.000	300.000,00
4910	ARMÉE DU SALUT - ACCUEIL DE NUIT	145.000,00		0	0,0	145.000	145.000,00
5110	PLURIELS - CENTRE DE CONSULTATION ET D'ÉTUDES ETHNOPSICHOLOGIQUES POUR MIGRANTS	220.000,00		0	0,0	220.000	220.000,00
6010	ARGOS - ASSOCIATION SPÉCIALISÉE DANS L'AIDE À L'ABSTINENCE ET À L'INSERTION DES PERSONNES TOXICO-DÉPENDANTES	2.800.000,00		0	0,0	2.800.000	2.800.000,00
6110	ASSOCIATION POUR LE BATEAU GENÈVE	200.000,00		0	0,0	200.000	200.000,00
6210	ASSOCIATION POUR LE PATRIMOINE INDUSTRIEL - API	151.000,00		0	0,0	151.000	151.000,00
6302	ASSOCIATION ANYATAS POUR PERSONNES MENTALEMENT HANDICAPÉES	40.000,00		0	0,0	40.000	20.000,00
6500	FONDS HÉLIOS - ACTIONS SOUTIEN INTÉGRATION PERSONNES HANDICAPÉES	304.907,75		-195.092	-39,0	500.000	90.319,60
6610	INSIEME GENÈVE - ASSOCIATION GENEVOISE DE PARENTS ET D'AMIS DE PERSONNES MENTALEMENT HANDICAPÉES	24.000,00		-36.000	-60,0	60.000	60.000,00
7215	FONDATION TRANSPORT HANDICAP	626.500,00		0	0,0	626.500	626.500,00
7411	FÉDÉRATION SUISSE DE CONSULTATION EN MOYENS AUXILIAIRES POUR PERSONNES HANDICAPÉES - FSCMA			-2.500	-100,0	2.500	
7512	DIVERSES ACTIONS SOCIALES PONCTUELLES	37.200,00		-712.800	-95,0	750.000	18.900,00
7612	PRO - INFIRMIS	140.000,00		0	0,0	140.000	140.000,00
7810	FONDATION CAP LOISIRS	975.000,00		0	0,0	975.000	975.000,00
7910	ASSOCIATION ARCADE 84	94.006,00		544	0,6	93.462	90.000,00
8310	ANTENNE DROGUE FAMILLE - ASSOCIATION GENEVOISE DES PERSONNES CONCERNÉES PAR LES PROBLÈMES LIÉS À LA DROGUE	32.400,00		-3.600	-10,0	36.000	18.000,00
8812	PROJECT ASSOCIATION	30.400,00		-7.600	-20,0	38.000	38.000,00
8910	CEFCA - CENTRE DE FORMATION CONTINUE POUR ADULTES	33.750,00		-33.750	-50,0	67.500	67.500,00
9110	AGIS - ASSOCIATION GENEVOISE D'INSERTION SOCIALE	14.175,00		-14.175	-50,0	28.350	14.175,00
9310	CLUB EN FAUTEUIL ROULANT GENÈVE	50.000,00		0	0,0	50.000	50.000,00
9610	ASSOCIATION RÉALISE	354.904,00		4.904	1,4	350.000	350.000,00
9710	CARREFOUR-RUE / ORGANISME DE PRÉVENTION ET D'ACTION SOCIALE	182.480,00		0	0,0	182.480	182.480,00
9810	CARREFOUR PRISON	150.000,00		0	0,0	150.000	150.000,00
366	PERSONNES PHYSIQUES	1.618.889,35		-132.111	-7,5	1.751.000	1.690.534,50

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
07.14.11.00	DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ACTION SOCIALE (Suite)						
0112	LAVI - ASSOCIATION DU CENTRE GENEVOIS DE CONSULTATION POUR LES VICTIMES D'INFRACTIONS (PRESTATIONS DESTINÉES AUX VICTIMES)	523.754,55		-57.245	-9,9	581.000	581.000,00
0200	INSTANCE D'INDEMNISATION LAVI	1.095.134,80		105.135	10,6	990.000	1.109.534,50
1002	CONTRIBUTION AU PLACEMENT HORS CANTON DANS LE CADRE DE LA CIIS			-180.000	-100,0	180.000	
37	SUBVENTIONS REDISTRIBUÉES	361.504,00		-838.496	-69,9	1.200.000	189.006,00
373	PROPRES ÉTABLISSEMENTS	180.752,00		-419.248	-69,9	600.000	
375	INSTITUTIONS PRIVÉES	180.752,00		-419.248	-69,9	600.000	189.006,00
39	IMPUTATIONS INTERNES	642.120,22		-248.580	-27,9	890.700	650.565,08
42	REVENUS DES BIENS		146.616,00	146.616	ND		
43	RECETTES DIVERSES		4.901.698,54	3.651.699	292,1	1.250.000	34.214,50
439	DISSOLUTIONS ET PROVISIONS		4.158.250,00	4.158.250	ND		
47	SUBVENTIONS À REDISTRIBUER		361.504,00	-838.496	-69,9	1.200.000	189.006,00
470	CONFÉDÉRATION		361.504,00	-838.496	-69,9	1.200.000	189.006,00
49	IMPUTATIONS INTERNES			-79.950	-100,0	79.950	
07.14.29.00	HOSPICE GÉNÉRAL						
3	CHARGES	243.289.194,03		658.411	0,3	242.630.783	254.074.473,00
4	REVENUS		10.540.630,05	1.164.311	12,4	9.376.319	21.412.204,77
	COUVERTURE en F	-232.748.563,98		505.900		-233.254.464	-232.662.268,23
	COUVERTURE en %	4,33%			0,5	3,86%	8,43%
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	77.000,00		0	0,0	77.000	513.000,00
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	77.000,00		0	0,0	77.000	513.000,00
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	242.656.635,00		153.702	0,1	242.502.933	253.044.388,00
363	PROPRES ÉTABLISSEMENTS	81.324.247,00		153.702	0,2	81.170.545	74.112.000,00
0119	HOSPICE GÉNÉRAL - FONCTIONNEMENT	81.324.247,00		153.702	0,2	81.170.545	74.112.000,00
366	PERSONNES PHYSIQUES	161.332.388,00		0	0,0	161.332.388	178.932.388,00
0102	HOSPICE GÉNÉRAL - PRESTATIONS	161.332.388,00		0	0,0	161.332.388	170.632.388,00
0415	SUBVENTION COMPLÉMENTAIRE OCAI						8.300.000,00
39	IMPUTATIONS INTERNES	555.559,03		504.709	992,5	50.850	517.085,00
40	IMPÔTS		10.356.970,05	10.356.970	ND		13.019.988,37
406	AUTRES IMPÔTS CANTONAUX		10.356.970,05	10.356.970	ND		13.019.988,37

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
07.14.29.00	HOSPICE GÉNÉRAL (Suite)						
01	RECETTES DROIT DES PAUVRES		10.356.970,05	10.356.970	ND		10.400.895,82
02	PRODUIT IMPÔT SUR LES CASINOS						2.619.092,55
43	RECETTES DIVERSES						8.300.000,00
439	DISSOLUTIONS ET PROVISIONS						8.300.000,00
49	IMPUTATIONS INTERNES		183.660,00	-9.192.659	-98,0	9.376.319	92.216,40
07.14.31.00	CENTRE INFORMATION COORDINATION POUR PERSONNES ÂGÉES						
3	CHARGES			-450	-100,0	450	
4	REVENUS			-100	-100,0	100	
	COUVERTURE en F			350		-350	
	COUVERTURE en %				-22,2	22,22%	
39	IMPUTATIONS INTERNES			-450	-100,0	450	
49	IMPUTATIONS INTERNES			-100	-100,0	100	
07.14.33.00	OFFICE CANTONAL DES PERSONNES ÂGÉES						
3	CHARGES	461.790.861,54		10.695.651	2,4	451.095.211	591.461.814,28
4	REVENUS		79.613.619,76	38.042.790	91,5	41.570.830	68.120.871,83
	COUVERTURE en F	-382.177.241,78		27.347.139		-409.524.381	-523.340.942,45
	COUVERTURE en %	17,24%			8,0	9,22%	11,52%
30	CHARGES DE PERSONNEL	10.447.871,14		-172.439	-1,6	10.620.310	10.772.999,36
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	756.028,12		-85.573	-10,2	841.601	695.497,66
32	INTÉRÊTS PASSIFS ET FRAIS D'EMPRUNTS	563,20		563	ND		418,00
329	AUTRES INTÉRÊTS PASSIFS	563,20		563	ND		418,00
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	17.998.577,37		15.793.577	716,3	2.205.000	6.428.384,70
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	5.000,00		0	0,0	5.000	646.000,00
338	PROVISIONS ET RÉSERVES	16.338.842,00		16.338.842	ND		2.970.250,00
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	1.654.735,37		-545.265	-24,8	2.200.000	2.812.134,70
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	431.483.854,26		-4.412.446	-1,0	435.896.300	570.172.003,32
363	PROPRES ÉTABLISSEMENTS						19.121.330,00
0101	EPH-ÉTABLISSEMENTS SOCIO-ÉDUCATIFS POUR PERSONNES HANDICAPÉES MENTALES - EPSE - FONCTIONNEMENT						12.550.000,00

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
07.14.33.00	OFFICE CANTONAL DES PERSONNES ÂGÉES (Suite)						
0201	EPH-ÉTABLISSEMENTS SOCIO-ÉDUCATIFS POUR PERSONNES HANDICAPÉES MENTALES - EPSE - UTILISATION IMMEUBLE						3.020.710,00
0301	EPH-CENTRE D'INTÉGRATION PROFESSIONNELLE - FONCTIONNEMENT						3.490.000,00
0401	EPH-CENTRE D'INTÉGRATION PROFESSIONNELLE - IMMEUBLE						60.620,00
365	INSTITUTIONS PRIVÉES						122.229.769,00
0134	EMS - SUBVENTION D'EXPLOITATION						81.661.746,00
0232	EPH-CENTRE ESPOIR (ARMÉE DU SALUT)						1.292.000,00
0304	EPH-FHP FONDATION POUR L'HÉBERGEMENT PERSONNES HANDICAPÉES PSYCHIQUES						3.805.000,00
0405	EPH-FONDATION AIGUES VERTES						5.537.000,00
0504	EPH-CLAIR-BOIS FONDATION EN FAVEUR DES PERSONNES POLYHANDICAPÉES						15.459.000,00
0603	EPH-FONDATION ENSEMBLE						6.342.080,00
0702	EPH-FOYER HANDICAP						4.405.000,00
0802	EPH-ASSOCIATION LA COROLLE - COMMUNAUTÉ DE L'ARCHE						486.000,00
0902	EPH-FONDATION TRAJETS POUR L'INTÉGRATION SOCIALE						1.724.000,00
1002	EPH-LA MAISON DES CHAMPS						1.101.943,00
1102	FONDATION POUR L'EXPLOITATION DE PENSIONS POUR PERSONNES ÂGÉES LA VESPÉRALE (TERRAINS)						416.000,00
366	PERSONNES PHYSIQUES	431.483.854,26		-4.412.446	-1,0	435.896.300	428.820.904,32
0114	PREST. COMPLÉM. FÉDÉR. (PCF) - OCPA	251.454.338,10		2.559.272	1,0	248.895.066	249.903.345,28
0214	ABONNEMENTS TPG - OCPA	6.262.187,00		-301.813	-4,6	6.564.000	6.185.261,00
0314	SERVICE SOCIAL	2.864,90		-7.135	-71,4	10.000	1.490,00
0412	PREST. COMPLÉM. CANTON. (PCC)-OCPA	167.912.955,00		-8.064.279	-4,6	175.977.234	167.568.882,33
0512	PRESTATIONS D'ASSISTANCE	5.851.509,26		1.401.509	31,5	4.450.000	5.024.425,71
0601	JOURNAL GÉNÉRATIONS						137.500,00
39	IMPUTATIONS INTERNES	1.103.967,45		-428.033	-27,9	1.532.000	3.392.511,24
42	REVENUS DES BIENS		3.128,30	-5.872	-65,2	9.000	145.922,19
43	RECETTES DIVERSES		55.437.556,77	39.391.227	245,5	16.046.330	43.853.406,51
439	DISSOLUTIONS ET PROVISIONS		31.304.842,00	31.304.842	ND		11.810.000,00
46	SUBVENTIONS ACQUISES		24.138.917,00	-977.083	-3,9	25.116.000	24.094.470,00
460	CONFÉDÉRATION		24.138.917,00	-977.083	-3,9	25.116.000	24.094.470,00
49	IMPUTATIONS INTERNES		34.017,69	-365.482	-91,5	399.500	27.073,13

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
07.14.51.00	SERVICE DE L'ASSURANCE MALADIE						
3	CHARGES	308.794.540,63		43.637.223	16,5	265.157.318	232.606.967,29
4	REVENUS		161.947.001,80	41.588.646	34,6	120.358.356	112.494.093,50
	COUVERTURE en F	-146.847.538,83		-2.048.577		-144.798.962	-120.112.873,79
	COUVERTURE en %	52,44%			7,1	45,39%	48,36%
30	CHARGES DE PERSONNEL	3.018.516,41		248.416	9,0	2.770.100	2.680.034,41
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	183.555,05		-53.413	-22,5	236.968	189.435,87
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	53.612.513,20		53.612.513	ND		2.303.795,00
338	PROVISIONS ET RÉSERVES	53.612.005,00		53.612.005	ND		2.303.795,00
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	508,20		508	ND		
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	251.635.408,50		-10.064.592	-3,8	261.700.000	227.084.031,50
366	PERSONNES PHYSIQUES	251.635.408,50		-10.064.592	-3,8	261.700.000	227.084.031,50
0118	SUBSIDES AUX ASSURÉS À RESSOURCES MODESTE OU DÉBITEURS	163.463.869,28		-12.636.131	-7,2	176.100.000	143.551.079,10
0313	CRÉANCE IRRÉCOUVRABLES DES ASSURÉS À RESSOURCES MODESTES	37.910.391,22		3.410.391	9,9	34.500.000	27.244.868,25
0502	SUBSIDES PARTIELS AUX ASSURÉS À RESSOURCES MODESTES	50.261.148,00		-838.852	-1,6	51.100.000	56.288.084,15
39	IMPUTATIONS INTERNES	344.547,47		-105.703	-23,5	450.250	349.670,51
43	RECETTES DIVERSES		45.606.895,80	41.706.896	NS	3.900.000	2.352.434,50
439	DISSOLUTIONS ET PROVISIONS		42.800.000,00	42.800.000	ND		1.085.850,00
46	SUBVENTIONS ACQUISES		116.340.106,00	0	0,0	116.340.106	110.141.659,00
460	CONFÉDÉRATION		116.340.106,00	0	0,0	116.340.106	110.141.659,00
49	IMPUTATIONS INTERNES			-118.250	-100,0	118.250	
07.90.50.00	FONDS DE LUTTE CONTRE LA DROGUE						
3	CHARGES	391.722,20		-108.278	-21,7	500.000	590.025,05
4	REVENUS		391.722,20	-108.278	-21,7	500.000	590.025,05
	COUVERTURE en F						
	COUVERTURE en %	100,00%				100,00%	100,00%
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	391.722,20		-108.278	-21,7	500.000	590.025,05
363	PROPRES ÉTABLISSEMENTS	130.000,00		30.000	30,0	100.000	70.000,00
9910	FONDS DE LUTTE CONTRE LA DROGUE - ACTIONS SOCIALES ET PONCTUELLES	130.000,00		30.000	30,0	100.000	70.000,00
365	INSTITUTIONS PRIVÉES	261.722,20		-138.278	-34,6	400.000	520.025,05
9911	FONDS DE LUTTE CONTRE LA DROGUE - ACTIONS SOCIALES ET PONCTUELLES	261.722,20		-138.278	-34,6	400.000	520.025,05
43	RECETTES DIVERSES		258.612,50	8.613	3,4	250.000	273.818,10

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
07.90.50.00	FONDS DE LUTTE CONTRE LA DROGUE (Suite)						
48	PRÉLÈVEMENTS SUR LES FINANCEMENTS SPÉCIAUX		133.109,70	-116.890	-46,8	250.000	316.206,95
480	PRÉLÈVEMENTS SUR FINANCEMENTS SPÉCIAUX		133.109,70	-116.890	-46,8	250.000	316.206,95
07.90.52.00	FONDS DU DROIT DES PAUVRES						
3	CHARGES	4.472.493,97		-648.506	-12,7	5.121.000	5.614.995,02
4	REVENUS		4.472.493,97	-667.806	-13,0	5.140.300	5.614.995,02
	COUVERTURE en F			-19.300		19.300	
	COUVERTURE en %	100,00%			-0,4	100,38%	100,00%
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	4.303.027,00		-817.973	-16,0	5.121.000	4.617.900,00
365	INSTITUTIONS PRIVÉES	4.303.027,00		-817.973	-16,0	5.121.000	4.617.900,00
2210	AU COEUR DES GROTTES - FOYER POUR FEMMES SEULES OU AVEC LEURS ENFANTS	250.000,00		0	0,0	250.000	250.000,00
2310	PRO MENTE SANA ASSOCIATION ROMANDE	160.000,00		-40.000	-20,0	200.000	200.000,00
2510	ASSOCIATION PAROLE	115.000,00		0	0,0	115.000	115.000,00
2911	EMMAÛS GENÈVE						50.000,00
3100	FONDATION HEALTH ON THE NET	479.000,00		-206.000	-30,1	685.000	700.000,00
3200	SOLIDARITÉ FEMMES	600.000,00		0	0,0	600.000	600.000,00
3400	ASSOCIATION POUR LA DÉFENSE DES PERSONNES ÂGÉES EN ÉTABLISSEMENTS MÉDICO-SOCIAUX (EMS) ET DE LEURS FAMILLES (APAF)	140.000,00		-60.000	-30,0	200.000	75.500,00
3500	AVIVO - ASSOCIATION DE DÉFENSE ET DE DÉTENTE DE TOUS LES RETRAITÉS ET FUTURS RETRAITÉS	75.000,00		0	0,0	75.000	75.000,00
3600	ASSOCIATION VIOL SECOURS	255.000,00		0	0,0	255.000	240.000,00
3700	ASSOCIATION CÉRÉBRAL GENÈVE	80.000,00		0	0,0	80.000	40.000,00
3800	LESTIME	80.000,00		-20.000	-20,0	100.000	100.000,00
3900	ASSOCIATION AUTREMENT AUJOURD'HUI	70.000,00		0	0,0	70.000	70.000,00
4000	ASSOCIATION LA PÂQUERETTE DES CHAMPS	205.000,00		0	0,0	205.000	205.000,00
4501	ASSOCIATION POUR L'APPARTEMENT DE JOUR	200.827,00		827	0,4	200.000	200.000,00
4602	ASPASIE	347.000,00		0	0,0	347.000	347.000,00
4702	ENTREPRISE SOCIALE L'ORANGERIE	171.000,00		0	0,0	171.000	171.000,00
4802	SOS FEMMES	280.000,00		0	0,0	280.000	280.000,00
4902	ARABELLE FOYER D'HÉBERGEMENT AVEC CRÈCHE	500.000,00		0	0,0	500.000	500.000,00
5002	IPT FONDATION INTÉGRATION POUR TOUS	128.000,00		-32.000	-20,0	160.000	160.000,00
5101	MAISON GENEVOISE DES MÉDIATIONS	115.200,00		-12.800	-10,0	128.000	64.000,00
9913	BÉNÉFICIAIRES DU DROIT DES PAUVRES	52.000,00		-448.000	-89,6	500.000	175.400,00
38	ATTRIBUTIONS AUX FINANCEMENTS SPÉCIAUX						859.804,62
380	VERSEMENT SUR FINANCEMENTS SPÉCIAUX						859.804,62

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
07.90.52.00	FONDS DU DROIT DES PAUVRES (Suite)						
39	IMPUTATIONS INTERNES	169.466,97		169.467	ND		137.290,40
40	IMPÔTS		4.438.701,45	4.438.701	ND		5.579.995,02
406	AUTRES IMPÔTS CANTONAUX		4.438.701,45	4.438.701	ND		5.579.995,02
01	RECETTES DROIT DES PAUVRES		4.438.701,45	4.438.701	ND		4.457.526,79
02	PRODUIT IMPÔT SUR LES CASINOS						1.122.468,23
43	RECETTES DIVERSES						35.000,00
48	PRÉLÈVEMENTS SUR LES FINANCEMENTS SPÉCIAUX		33.792,52	-1.083.220	-97,0	1.117.013	
480	PRÉLÈVEMENTS SUR FINANCEMENTS SPÉCIAUX		33.792,52	-1.083.220	-97,0	1.117.013	
49	IMPUTATIONS INTERNES			-4.023.287	-100,0	4.023.287	

Récapitulation du département ECONOMIE ET SANTÉ

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
08.00.00.00	ECONOMIE ET SANTÉ						
3	CHARGES	978.371.204,00		-27.853.375	-2,8	1.006.224.579	1.007.910.027,60
4	REVENUS		50.131.659,68	-2.859.360	-5,4	52.991.020	87.456.107,43
	COUVERTURE en F	-928.239.544,32		24.994.015		-953.233.559	-920.453.920,17
	COUVERTURE en %	5,12%			-0,1	5,27%	8,68%
30	CHARGES DE PERSONNEL	28.464.291,18		-1.430.402	-4,8	29.894.693	38.069.306,90
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	4.943.891,10		-3.207.171	-39,3	8.151.062	8.270.764,16
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	43.508.061,46		-3.537.040	-7,5	47.045.101	60.358.863,14
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	881.569.983,21		-4.787.234	-0,5	886.357.217	880.867.003,97
38	ATTRIBUTIONS AUX FINANCEMENTS SPÉCIAUX	127.425,62		127.426	ND		190.000,00
39	IMPUTATIONS INTERNES	19.757.551,43		-15.018.955	-43,2	34.776.506	20.154.089,43
40	IMPÔTS		24.470.727,45	-12.329.273	-33,5	36.800.000	17.857.118,07
41	PATENTES ET CONCESSIONS		28.913,00	-427.587	-93,7	456.500	390.403,85
42	REVENUS DES BIENS		30.110,95	30.111	ND		29.651.939,84
43	RECETTES DIVERSES		22.369.247,72	9.462.478	73,3	12.906.770	37.255.963,70
46	SUBVENTIONS ACQUISES		1.428.478,95	58.979	4,3	1.369.500	1.444.244,80
48	PRÉLÈVEMENTS SUR LES FINANCEMENTS SPÉCIAUX		551.986,65	245.787	80,3	306.200	165.510,00
49	IMPUTATIONS INTERNES		1.252.194,96	100.145	8,7	1.152.050	690.927,17

08. ECONOMIE ET SANTE

FONCTIONNEMENT

Explications générales

Charges de personnel

Les charges de personnel sont inférieures au budget de 1'430'401.82 F, soit un écart de 4.78%. En raison de la gestion départementale, les écarts concernant cette rubrique ne sont pas présentés.

Dépenses générales

Seuls les écarts dépassant l'enveloppe globale dévolue au service sont commentés ci-dessous.

Subventions accordées

Les écarts au budget sont commentés, lorsqu'ils existent, ligne par ligne.

Imputations internes

Seules les natures dont la gestion ne relève pas du DCTI sont commentées.

Principaux écarts

Les écarts de plus de 20'000 F sont présentés ci-dessous.

08.01.11.00	PRESIDENCE ET SECRETARIAT GENERAL	
31	Dépenses générales	-694'006.25
36	Subventions accordées	-34'133.95
3610210	Conférence des directeurs des affaires sanitaires. Il s'agit d'une différence d'arrondi.	-0.40
3610511	Observatoire de la santé La participation cantonale au financement de l'observatoire de la santé est calculée en fonction du nombre d'habitants. Le nombre servant de base au calcul définitif est légèrement supérieur à celui utilisé lors de l'élaboration du budget.	200.00
3611010	Conférence romande des affaires sanitaires et sociales Les projets qui devaient être menés par la Conférence romande des affaires sanitaires et sociales ont été moins nombreux que prévu.	-34'333.55
40	Impôts Le montant de la taxe personnelle communiqué par l'administration fiscale cantonale est inférieur à celui prévu au budget.	-596'744.75
43	Recettes diverses Cet écart provient de remboursements d'assurances (assurance maternité, LAA, APG) plus élevés que prévus.	61'335.30

08.01.15.00	SERVICE DU DEVELOPEMENT DURABLE	
	31 Dépenses générales	-129'272.21
	43 Recettes diverses	37'207.40
	Cet écart est dû à des recettes supplémentaires lors de la fête du développement durable et à des remboursements d'assurances.	
08.02.12.00	SERVICE FINANCIER	
	31 Dépenses générales	-818'936.75
	331 Amortissements ordinaire du patrimoine administratif	-65'000.00
	L'amortissement extraordinaire et complet du solde d'anciennes subventions d'investissement à des institutions privées (musée de la Croix-Rouge,...) ayant été réalisé lors de la clôture des comptes 2006, aucun amortissement n'a été comptabilisé en 2007.	
	36 Subventions accordées	-801'071.00
	3650114 Réserve pour décisions du Conseil d'Etat et du Grand Conseil.	-801'071.00
	Les subventions accordées sur l'enveloppe à disposition du Conseil d'Etat et du Grand Conseil ont été moins élevées que prévu.	
	43 Recettes diverses	583'417.05
	Ces recettes concernent principalement des restitutions en provenance de la Fondation d'aide aux entreprises (FAE).	
08.02.13.00	SERVICE DU PERSONNEL	
	43 Recettes diverses	21'145.60
	Ces recettes supplémentaires sont constituées de remboursements de l'assurance maternité plus élevés que prévu.	
08.03.21.00	DIRECTION GENERALE DES CENTRES D'ACTION SOCIALES ET DE SANTE	
	31 Dépenses générales	-501'476.97
	36 Subventions accordées	-70'380.10
	3650117 FSASD	252'000.00
	Le montant alloué à la FSASD a été plus élevé que celui budgété en raison de la décision du Conseil d'Etat d'accorder une indexation complémentaire de 0.2% en fin d'année.	
	3650141 Subvention en nature FSASD - Mise à disposition de personnel	-5'980.10
	Les charges effectives relatives au personnel mis à disposition se sont avérées légèrement inférieures au montant prévu.	
	3650204 Autres institutions	-316'400.00

Des subventions 2006 ayant fait l'objet de transitoires lors de la clôture des comptes 2006 en attendant des informations complémentaires n'ont finalement pas été versées en 2007.

43	Recettes diverses	4'685'663.02
	Cet écart provient de l'enregistrement du résultat des comptes 2007 de la FSASD que celle-ci doit restituer à l'Etat (F 4'685'583.02) ainsi que d'une recette résiduelle relative au symposium organisé en 2006 par la DGCASS (F 80.-).	
08.05.11.00	DIRECTION GENERALE DE LA SANTE	
31	Dépenses générales	-866'601.32
331	Amortissements ordinaire du patrimoine administratif	-1'123'000.00
	L'amortissement extraordinaire et complet des travaux relatifs à la planification sanitaire qualitative ayant été réalisé lors de la clôture des comptes 2006, aucun amortissement n'a été comptabilisé en 2007.	
338	Provisions et réserves	932'138.34
	Une provision a dû être constituée en raison d'un retard dans la réception et le traitement des factures relatives aux hospitalisations hors canton. Cette dépense supplémentaire est à mettre en relation avec l'économie réalisée sur la rubrique 08.05.11.00.36600212.	
36	Subventions accordées	-1'676'947.85
3610113	Inter-association de sauvetage	-82.30
	La participation cantonale calculée en fonction du nombre d'habitants à la fin de l'année précédente a été moins élevée que prévu.	
3650138	Actions de prévention de la santé	-309'442.95
	Cet écart provient du fait que les actions de prévention de la santé entreprises ont été moins nombreuses que prévu.	
3652112	Ligue genevoise contre le rhumatisme	-10'000.00
	Le Conseil Municipal de la Ville de Genève n'ayant pas approuvé le pendant à la loi 9902, les montants supplémentaires prévus en 2007 pour la reprise des subventions accordées par la Ville de Genève n'ont pas été versés.	
3657014	Groupe-Sida Genève	-250'000.00
	Le Conseil Municipal de la Ville de Genève n'ayant pas approuvé le pendant à la loi 9902, les montants supplémentaires prévus en 2007 pour la reprise des subventions accordées par la Ville de Genève n'ont pas été versés.	
3657115	Dialogai	-25'000.00
	Le Conseil Municipal de la Ville de Genève n'ayant pas approuvé le pendant à la loi 9902, les montants supplémentaires prévus en 2007 pour la reprise des subventions accordées par la Ville de Genève n'ont pas été versés.	

	3657209 PVA	-10'000.00
	Le Conseil Municipal de la Ville de Genève n'ayant pas approuvé le pendant à la loi 9902, les montants supplémentaires prévus en 2007 pour la reprise des subventions accordées par la Ville de Genève n'ont pas été versés.	
	3657401 Première Ligne	-60'000.00
	Le Conseil Municipal de la Ville de Genève n'ayant pas approuvé le pendant à la loi 9902, les montants supplémentaires prévus en 2007 pour la reprise des subventions accordées par la Ville de Genève n'ont pas été versés..	
	3660212 Hospitalisation hors canton.	-1'012'422.60
	En raison d'un retard dans la réception et le traitement des factures relatives aux hospitalisations hors canton l'ensemble des factures n'a pu être comptabilisé sur la rubrique idoine en 2007. Afin de rattacher ces charges sur l'exercice 2007, une estimation de celles-ci a été effectuée et a servi de base à la constitution d'une provision pour charges. Cette économie est à mettre en relation avec le dépassement constaté sur la nature 338.	
	43 RECETTES DIVERSES	201'514.10
	Cette différence provient principalement d'une augmentation du nombre d'autorisations de pratique, d'une augmentation du volume des ventes des carnets à souche pour stupéfiants et d'une dissolution de provision. Les dédommagements de tiers ont été eux moins élevés que prévus.	
08.05.41.00	SERVICE DU PHARMACIEN CANTONAL	
	31 Dépenses générales	-18'499.75
	36 Subventions accordées	-891.00
	3610311 Centre suisse d'information toxicologique	-891.00
	Le montant de la participation calculé en fonction du nombre d'habitants a été moins élevé que prévu.	
	39 Imputations internes	-30'416.75
	41 Patentes et concessions	23'375.00
	Les autorisations facturées ont été plus élevées que prévu.	
	43 Recettes diverses	42'110.00
	Les émoluments facturés ont été plus élevés que prévu.	
08.05.51.00	SERVICE DE PROTECTION DE LA CONSOMMATION	
	30 Charges de personnel	57'985.74
	31 Dépenses générales	-155'497.55

08.05.61.00	COMMISSION DE SURVEILLANCE	
	31 Dépenses générales	42'538.25
	Les prestations des médecins et juristes participant aux commissions ont été plus élevées que prévu.	
08.06.11.00	DIRECTION GENERALE DES HOPITAUX	
	Les tâches de la direction générale des hôpitaux ont été assumées par la direction générale de la santé. De ce fait, le budget figurant sur ce centre de responsabilité n'a pas été consommé.	
	30 Charges de personnel	-226'610.00
	31 Dépenses générales	-37'097.00
08.06.20.00	HOPITAUX UNIVERSITAIRES DE GENEVE	
	331 Amortissements ordinaire du patrimoine administratif	-3'446'000.00
	Les amortissements ont été moins élevés que prévus.	
	36 Subventions accordées	1'935'000.00
	3630117 Indemnité de fonctionnement HUG	1'935'000.00
	Le montant alloué aux HUG a été plus élevé que celui budgété en raison de la décision du Conseil d'Etat d'accorder une indexation complémentaire de 0.2% en fin d'année.	
08.06.30.00	CLINIQUES DE JOLI-MONT ET MONTANA	
	36 Subventions accordées	46'000.00
	3630117 Indemnité de fonctionnement Joli-Mont et Montana	46'000.00
	Le montant alloué aux cliniques a été plus élevé que celui budgété en raison de la décision du Conseil d'Etat d'accorder une indexation complémentaire de 0.2% en fin d'année.	
	43 Recettes diverses	3'369'330.60
	Ce montant correspond aux sommes à restituer par les cliniques relatifs à leurs résultat comptable.	
08.07.11.00	DIRECTION GENERALE DES AFFAIRES ECONOMIQUES	
	31 Dépenses générales	-57'515.90
	43 Recettes diverses	43'408.00
	Cet écart découle d'une augmentation des émoluments perçus pour l'acquisition d'immeubles par des personnes domiciliées à l'étranger.	

08.07.21.00	OFFICE DE LA PROMOTION ECONOMIQUE	
	31 Dépenses générales	-195'520.42
	36 Subventions accordées	-4'848'449.07
	3630103 Fondation d'aide aux entreprises	-4'730'343.82
	La part de subvention attribuée à la dotation à la provision pour risque a été moins élevée que prévu.	
	3640102 MIPIM	-27'105.25
	Les frais liés à l'organisation de cette manifestation ont été moins élevés que prévus.	
	3640202 BioData	-35'000.00
	La subvention de fonctionnement a été moins élevée que prévu.	
	3640302 BioAlps	-60'000.00
	Le versement de la subvention prévue n'a pas été nécessaire.	
	3640401 Prix industrie et horlogerie	4'000.00
	Ce dépassement provient d'une augmentation du montant versé dans le cadre du prix de l'industrie.	
	43 Recettes diverses	315'611.00
	Ce montant correspond notamment à la comptabilisation d'un montant à rembourser par la Fondation d'aide aux entreprises (FAE).	
08.07.31.00	OFFICE CANTONAL DE L'INSPECTION DU COMMERCE	
	31 Dépenses générales	52'707.05
	Cet écart est dû notamment au fait que le déménagement du service a nécessité l'adaptation de son mobilier. De plus, le service a dû procéder à l'impression de billets de loterie plus importants que prévu.	
	41 Patentes et concessions	-453'600.00
	Les recettes prévues sous cette rubrique sont désormais enregistrées sous la rubrique 43.	
	43 Recettes diverses	470'955.20
	L'augmentation sur cette rubrique découle de l'enregistrement des opérations comptabilisées auparavant sur la rubrique 41.	
08.07.41.00	REGISTRES DU COMMERCE ET DES REGIMES MATRIMONIAUX	
	31 Dépenses générales	-44'893.85
	43 Recettes diverses	-417'163.85
	Les émoluments perçus par le service sont moins importants que prévu. Toutefois, par rapport aux comptes 2006, ces derniers sont en augmentation de plus de 150'000.00.	

08.07.51.00

SERVICE DES AUTORISATIONS ET PATENTES

31	Dépenses générales	241'761.17
	Ce dépassement est causé par la mise en œuvre de la recommandation de l'ICF visant à comptabiliser au brut les opérations prévues par l'article 32 alinéa 5 de la loi sur les taxis (H 1 30). Une demande de dépassement de crédit de F 149'795.- a été présentée et acceptée par la Commission des finances du Grand Conseil le 5 décembre 2007.	
339	Créances irrécouvrables	160'217.64
	Les travaux de reprise en mains de la gestion des débiteurs du SAP, débutés en 2006, commencent à se répercuter sous forme d'une augmentation des actes de défaut de biens.	
36	Subventions accordées	720'000.00
3664001	Remboursement taxes	720'000.00
	Ce dépassement est causé par la mise en œuvre de la recommandation de l'ICF visant à comptabiliser au brut les opérations prévues par l'article 21 alinéa 6 de la loi sur les taxis (H 1 30). Une demande de dépassement de crédit de F 680'000.- a été présentée et acceptée par la Commission des finances du Grand Conseil le 5 décembre 2007.	
39	Imputations internes	-13'779'786.66
	Cette différence s'explique par la mise en œuvre de la recommandation de l'ICF concernant les imputations internes. Auparavant, les recettes liées au droit des pauvres étaient comptabilisées dans le centre de responsabilité du SAP. Les parts revenant à l'Hospice général et au fonds du droit des pauvres étaient comptabilisées sous forme d'imputations internes, après déduction des frais de perception. Désormais, les recettes liées au droit des pauvres perçues par le SAP sont comptabilisées directement sur la nature 406 des centres de responsabilité de l'Hospice général (70%) et du fonds du droit des pauvres (30%) et les frais de perception sont facturés par le biais des imputations internes.	
40	Impôts	-11'932'527.80
	Cette différence s'explique par la mise en œuvre de la recommandation de l'ICF concernant les imputations internes (voir commentaire sous la nature 394).	

	43 Recettes diverses	-97'882.29
	Les émoluments administratifs perçus par le service enregistrent d'une part, une hausse (570'000.-) en raison de la comptabilisation au brut des taxes perçues en raison des articles 21 et 32 de la loi sur les taxis (H 1 30) et d'autre part, une baisse des émoluments divers du service. De plus, les amendes infligées en 2007 ont été moins élevées que prévu.	
	48 Prélèvements sur les financements spéciaux	394'847.65
	La mise en oeuvre de la recommandation de l'ICF concernant les taxes perçues en vertu de la loi sur les taxis a nécessité la création de 2 financements spéciaux. La différence entre les charges et les revenus correspond à un excédent de charges qui a été prélevé sur le capital des fonds.	
	49 Imputations internes	394'743.60
	Les frais de perception du droit des pauvres sont désormais facturés aux bénéficiaires conformément à la recommandation de l'ICF (voir commentaire sous la rubrique 39).	
08.90.98.00	PREVENTION DU JEU	
	36 Subventions accordées	28'839.18
3659702	Actions de prévention du jeu	28'839.18
	Les actions entreprises ont été plus élevées que prévu mais sont couvertes par un versement de la loterie non prévu lors de l'établissement du budget (voir rubrique 43).	
	38 Attributions sur les financements spéciaux	127'425.62
	La différence entre les charges et les revenus correspond à un excédent de revenus qui a été versé sur le capital du fonds.	
	40 Impôts	200'000.00
	Afin d'appliquer la recommandation de l'ICF concernant l'utilisation des imputations internes, la part de l'impôt sur les casinos dévolue aux actions de prévention est comptabilisée sur une rubrique 40 en lieu et place de 49.	
	43 Recettes diverses	156'264.80
	Ce montant correspond à un virement de la loterie romande non prévu lors de l'établissement du budget 2007.	
	49 Imputations internes	-200'000.00
	Conformément à la remarque concernant la rubrique 40 ci-dessus, cet écart provient de la mise en oeuvre de la recommandation de l'ICF.	

08.90.99.00		DIME DE L'ALCOOL	
	36	Subventions accordées	-85'200.00
	3650110	Actions de prévention	-29'000.00
		La part au budget destinée à des actions non prévues n'a pas été attribuée.	
	3650206	FEGPA	-16'200.00
		Le Conseil Municipal de la Ville de Genève n'ayant pas approuvé le pendant à la loi 9902, les montants supplémentaires prévus en 2007 pour la reprise des subventions accordées par la Ville de Genève n'ont pas été versés	
	3650302	Croix-Bleue genevoise	-40'000.00
		Le Conseil Municipal de la Ville de Genève n'ayant pas approuvé le pendant à la loi 9902, les montants supplémentaires prévus en 2007 pour la reprise des subventions accordées par la Ville de Genève n'ont pas été versés	
	46	Subventions acquises	63'861.00
		La subvention allouée par la Confédération a été plus élevée que prévu.	
	48	Prélèvements sur les financements spéciaux	-149'061.00
		La différence entre les charges et les revenus correspond à un excédent de charges qui a été prélevé sur le capital du fonds.	-

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
08.00.00.00	ECONOMIE ET SANTÉ						
3	CHARGES	978.371.204,00		-27.853.375	-2,8	1.006.224.579	1.007.910.027,60
4	REVENUS		50.131.659,68	-2.859.360	-5,4	52.991.020	87.456.107,43
	COUVERTURE en F	-928.239.544,32		24.994.015		-953.233.559	-920.453.920,17
	COUVERTURE en %	5,12%			-0,1	5,27%	8,68%
08.01.11.00	PRÉSIDENCE ET SECRETARIAT GÉNÉRAL						
3	CHARGES	6.553.463,27		-844.140	-11,4	7.397.603	6.476.382,01
4	REVENUS		6.504.896,70	-569.233	-8,0	7.074.130	6.444.429,21
	COUVERTURE en F	-48.566,57		274.906		-323.473	-31.952,80
	COUVERTURE en %	99,26%			3,6	95,63%	99,51%
30	CHARGES DE PERSONNEL	4.251.813,84		-36.639	-0,9	4.288.453	3.395.490,78
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	237.077,75		-694.006	-74,5	931.084	194.159,42
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	1.325.000,00		0	0,0	1.325.000	1.325.000,00
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	1.325.000,00		0	0,0	1.325.000	1.325.000,00
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	613.932,05		-34.134	-5,3	648.066	1.393.349,75
361	CANTONS	613.932,05		-34.134	-5,3	648.066	532.349,75
0210	CONFÉRENCE DES DIRECTEURS DES AFFAIRES SANITAIRES	195.971,60		0	0,0	195.972	138.181,00
0511	OBSERVATOIRE DE LA SANTÉ	86.600,00		200	0,2	86.400	3.800,00
1010	CRASS CONFÉRENCE ROMANDE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES	331.360,45		-34.334	-9,4	365.694	390.368,75
365	INSTITUTIONS PRIVÉES						861.000,00
0116	FONDATION IRIS						861.000,00
39	IMPUTATIONS INTERNES	125.639,63		-79.360	-38,7	205.000	168.382,06
40	IMPÔTS		6.203.255,25	-596.745	-8,8	6.800.000	6.432.435,70
400	IMPÔTS SUR LE REVENU ET LA FORTUNE		6.203.255,25	-596.745	-8,8	6.800.000	6.432.435,70
01	TAXE PERSONNELLE		6.203.255,25	-596.745	-8,8	6.800.000	6.432.435,70
43	RECETTES DIVERSES		301.565,30	61.335	25,5	240.230	11.968,00
49	IMPUTATIONS INTERNES		76,15	-33.824	-99,8	33.900	25,51

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
08.01.15.00	SERVICE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE						
3	CHARGES	1.179.606,10		-235.334	-16,6	1.414.940	1.174.639,66
4	REVENUS		37.207,40	8.807	31,0	28.400	30.000,00
	COUVERTURE en F	-1.142.398,70		244.141		-1.386.540	-1.144.639,66
	COUVERTURE en %	3,15%			1,1	2,01%	2,55%
30	CHARGES DE PERSONNEL	747.172,32		-80.458	-9,7	827.630	754.391,47
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	258.037,79		-129.272	-33,4	387.310	244.441,50
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	90.000,00		0	0,0	90.000	90.000,00
362	COMMUNES	50.000,00		0	0,0	50.000	50.000,00
0112	SOUTIEN AUX AGENDAS 21 COMMUNAUX	50.000,00		0	0,0	50.000	50.000,00
365	INSTITUTIONS PRIVÉES	40.000,00		0	0,0	40.000	40.000,00
0221	PRIX CANTONAL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE	40.000,00		0	0,0	40.000	40.000,00
39	IMPUTATIONS INTERNES	84.395,99		-25.604	-23,3	110.000	85.806,69
43	RECETTES DIVERSES		37.207,40	37.207	ND		10.000,00
46	SUBVENTIONS ACQUISES						20.000,00
460	CONFÉDÉRATION						20.000,00
49	IMPUTATIONS INTERNES			-28.400	-100,0	28.400	
08.02.12.00	SERVICE FINANCIER						
3	CHARGES	1.738.512,13		-1.697.378	-49,4	3.435.890	6.150.713,10
4	REVENUS		719.947,05	578.597	409,3	141.350	1.818.919,21
	COUVERTURE en F	-1.018.565,08		2.275.975		-3.294.540	-4.331.793,89
	COUVERTURE en %	41,41%			37,3	4,11%	29,57%
30	CHARGES DE PERSONNEL	622.154,04		-13.146	-2,1	635.300	653.608,88
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	669.103,25		-818.937	-55,0	1.488.040	1.061.034,79
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	2.831,26		-62.169	-95,6	65.000	3.398.170,10
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF			-65.000	-100,0	65.000	2.798.170,00
338	PROVISIONS ET RÉSERVES						600.000,00
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	2.831,26		2.831	ND		0,10
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	348.929,00		-801.071	-69,7	1.150.000	927.907,00
365	INSTITUTIONS PRIVÉES	348.929,00		-801.071	-69,7	1.150.000	927.907,00
0114	RÉSERVE POUR DÉCISIONS CONSEIL D'ÉTAT ET GRAND CONSEIL	348.929,00		-801.071	-69,7	1.150.000	927.907,00
39	IMPUTATIONS INTERNES	95.494,58		-2.055	-2,1	97.550	109.992,33

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
08.02.12.00	SERVICE FINANCIER (Suite)						
42	REVENUS DES BIENS		30,00	30	ND		-1.767,10
43	RECETTES DIVERSES		719.917,05	583.417	427,4	136.500	1.797.782,97
439	DISSOLUTIONS ET PROVISIONS		3.081,25	3.081	ND		850,00
49	IMPUTATIONS INTERNES			-4.850	-100,0	4.850	22.903,34
08.02.13.00	SERVICE DU PERSONNEL						
3	CHARGES	483.526,10		-108.243	-18,3	591.769	572.030,21
4	REVENUS		21.160,82	14.711	228,1	6.450	35.144,68
	COUVERTURE en F	-462.365,28		122.954		-585.319	-536.885,53
	COUVERTURE en %	4,38%			3,3	1,09%	6,14%
30	CHARGES DE PERSONNEL	468.535,85		-83.574	-15,1	552.110	554.573,52
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	7.040,50		-8.119	-53,6	15.159	8.701,05
39	IMPUTATIONS INTERNES	7.949,75		-16.550	-67,6	24.500	8.755,64
43	RECETTES DIVERSES		21.145,60	21.146	ND		35.139,60
49	IMPUTATIONS INTERNES		15,22	-6.435	-99,8	6.450	5,08
08.03.21.00	DIRECTION GÉNÉRALE DES CASS ET DU RÉSEAU DE SOINS						
3	CHARGES	95.963.462,88		-1.320.105	-1,4	97.283.568	91.492.130,76
4	REVENUS		6.577.121,02	4.625.863	237,1	1.951.258	14.657.087,00
	COUVERTURE en F	-89.386.341,86		5.945.968		-95.332.310	-76.835.043,76
	COUVERTURE en %	6,85%			4,8	2,01%	16,02%
30	CHARGES DE PERSONNEL	1.167.972,38		-587.458	-33,5	1.755.430	2.101.224,81
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	137.184,03		-501.477	-78,5	638.661	427.718,60
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	1.713.958,00		500	0,0	1.713.458	
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	1.713.458,00		0	0,0	1.713.458	
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	500,00		500	ND		
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	92.700.038,90		-70.380	-0,1	92.770.419	88.755.250,00
362	COMMUNES	1.563.950,00		0	0,0	1.563.950	1.563.950,00
0100	LOCAUX MIS À DISPOSITION DES COMMUNES	1.563.950,00		0	0,0	1.563.950	1.563.950,00
365	INSTITUTIONS PRIVÉES	91.136.088,90		-70.380	-0,1	91.206.469	87.191.300,00
0117	FSASD - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT	85.184.289,00		252.000	0,3	84.932.289	83.458.000,00

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
08.03.21.00	DIRECTION GÉNÉRALE DES CASS ET DU RÉSEAU DE SOINS (Suite)						
0141	SUBVENTION EN NATURE FSASD MISE À DISPOSITION DE PERSONNEL	233.799,90		-5.980	-2,5	239.780	
0142	SUBVENTION EN NATURE FSASD MISE À DISPOSITION DE MATÉRIEL INFORMATIQUE	1.891.458,00		0	0,0	1.891.458	
0204	AUTRES INSTITUTIONS	3.826.542,00		-316.400	-7,6	4.142.942	3.733.300,00
39	IMPUTATIONS INTERNES	244.309,57		-161.290	-39,8	405.600	207.937,35
43	RECETTES DIVERSES		6.577.121,02	4.685.663	247,7	1.891.458	14.657.087,00
49	IMPUTATIONS INTERNES			-59.800	-100,0	59.800	
08.03.22.00	SERVICE D'INFORMATIQUE SOCIALE - CF11						
3	CHARGES						9.147.615,59
4	REVENUS						1.981,95
	COUVERTURE en F						-9.145.633,64
	COUVERTURE en %						0,02%
30	CHARGES DE PERSONNEL						4.893.200,50
31	DÉPENSES GÉNÉRALES						2.899.392,97
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES						911.000,00
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF						911.000,00
39	IMPUTATIONS INTERNES						444.022,12
43	RECETTES DIVERSES						1.981,95
08.03.23.00	CENTRES D'ACTION SOCIALE ET DE SANTÉ - CF11						
3	CHARGES						5.628.779,44
4	REVENUS						21.277,20
	COUVERTURE en F						-5.607.502,24
	COUVERTURE en %						0,38%
30	CHARGES DE PERSONNEL						5.281.228,10
31	DÉPENSES GÉNÉRALES						347.551,34
43	RECETTES DIVERSES						21.277,20

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
08.05.11.00	DIRECTION GÉNÉRALE DE LA SANTÉ						
3	CHARGES	21.557.026,31		-2.931.719	-12,0	24.488.745	25.707.065,47
4	REVENUS		870.329,31	157.184	22,0	713.145	323.609,70
	COUVERTURE en F	-20.686.697,00		3.088.903		-23.775.600	-25.383.455,77
	COUVERTURE en %	4,04%			1,1	2,91%	1,26%
30	CHARGES DE PERSONNEL	5.337.341,08		-191.719	-3,5	5.529.060	5.286.221,78
309	FORMATION, RECRUTEMENT, DIV. CHARGES	18.483,55		18.484	ND		
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	729.391,68		-866.601	-54,3	1.595.993	672.944,54
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	1.153.922,79		-189.077	-14,1	1.343.000	3.667.587,13
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	220.000,00		-1.123.000	-83,6	1.343.000	3.396.956,39
338	PROVISIONS ET RÉSERVES	932.138,34		932.138	ND		268.487,64
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	1.784,45		1.784	ND		2.143,10
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	14.051.594,15		-1.676.948	-10,7	15.728.542	15.723.859,10
361	CANTONS	59.917,70		-82	-0,1	60.000	50.000,00
0113	INTERASSOCIATION DE SAUVETAGE	29.917,70		-82	-0,3	30.000	30.000,00
0201	CENTRE DE DOCUMENTATION LAUSANNE	20.000,00		0	0,0	20.000	20.000,00
0301	PIPADES	10.000,00		0	0,0	10.000	
363	PROPRES ÉTABLISSEMENTS	1.757.000,00		0	0,0	1.757.000	1.757.000,00
0216	HUG, CENTRALE 144	1.757.000,00		0	0,0	1.757.000	1.757.000,00
364	SOCIÉTÉS D'ÉCONOMIE MIXTE	50.000,00		0	0,0	50.000	
0101	ONEX SANTÉ	50.000,00		0	0,0	50.000	
365	INSTITUTIONS PRIVÉES	9.597.099,05		-664.443	-6,5	10.261.542	9.555.604,50
0138	ACTIONS DE PRÉVENTION DE LA SANTÉ	353.949,05		-309.443	-46,6	663.392	612.454,50
2112	LIGUE PULMONAIRE GENEVOISE	12.150,00		0	0,0	12.150	12.150,00
2212	LIGUE GENEVOISE CONTRE LE RHUMATISME	81.000,00		-10.000	-11,0	91.000	81.000,00
7014	GROUPE SIDA GENÈVE	1.520.000,00		-250.000	-14,1	1.770.000	1.520.000,00
7115	DIALOGAI	680.000,00		-25.000	-3,5	705.000	680.000,00
7209	PVA	200.000,00		-10.000	-4,8	210.000	200.000,00
7401	PREMIÈRE LIGNE	2.500.000,00		-60.000	-2,3	2.560.000	2.500.000,00
7610	ASI-GENÈVE ASSOCIATION SUISSE DES INFIRMIÈRES-INFIRMIERS SECTION DE GENÈVE	150.000,00		0	0,0	150.000	150.000,00
7911	ASSOCIATION POUR LA PRÉVENTION DU TABAGISME	500.000,00		0	0,0	500.000	500.000,00
8210	FONDATION GENEVOISE POUR LE DÉPISTAGE DU CANCER DU SEIN	1.000.000,00		0	0,0	1.000.000	1.000.000,00
8513	FEGEMS	2.500.000,00		0	0,0	2.500.000	2.300.000,00
8601	ASFAG	100.000,00		0	0,0	100.000	
366	PERSONNES PHYSIQUES	2.587.577,40		-1.012.423	-28,1	3.600.000	4.361.254,60
0212	HOSPITALISATION HORS CANTON	2.587.577,40		-1.012.423	-28,1	3.600.000	4.361.254,60
39	IMPUTATIONS INTERNES	284.776,61		-7.373	-2,5	292.150	356.452,92

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
08.05.11.00	DIRECTION GÉNÉRALE DE LA SANTÉ (Suite)						
41	PATENTES ET CONCESSIONS		7.138,00	2.638	58,6	4.500	7.370,00
410	PATENTES		7.138,00	2.638	58,6	4.500	7.370,00
42	REVENUS DES BIENS		1.532,21	1.532	ND		230,00
43	RECETTES DIVERSES		861.659,10	201.514	30,5	660.145	316.009,70
439	DISSOLUTIONS ET PROVISIONS		158.724,25	158.724	ND		2.121,10
49	IMPUTATIONS INTERNES			-48.500	-100,0	48.500	
08.05.41.00	SERVICE DU PHARMACIEN CANTONAL						
3	CHARGES	1.244.794,63		-35.652	-2,8	1.280.447	1.239.697,14
4	REVENUS		102.650,00	46.610	83,2	56.040	65.675,00
	COUVERTURE en F	-1.142.144,63		82.262		-1.224.407	-1.174.022,14
	COUVERTURE en %	8,25%			3,9	4,38%	5,30%
30	CHARGES DE PERSONNEL	1.110.332,63		15.843	1,4	1.094.490	1.069.372,32
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	30.757,25		-18.500	-37,6	49.257	37.693,96
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	312,50		-1.688	-84,4	2.000	600,00
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	312,50		-1.688	-84,4	2.000	600,00
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	64.109,00		-891	-1,4	65.000	77.598,00
361	CANTONS	64.109,00		-891	-1,4	65.000	63.598,00
0311	CENTRE SUISSE D'INFORMATION TOXICOLOGIQUE	64.109,00		-891	-1,4	65.000	63.598,00
365	INSTITUTIONS PRIVÉES						14.000,00
7211	ASSOCIATION DES PHARMACIENS						14.000,00
39	IMPUTATIONS INTERNES	39.283,25		-30.417	-43,6	69.700	54.432,86
41	PATENTES ET CONCESSIONS		23.375,00	23.375	ND		1.200,00
410	PATENTES		23.375,00	23.375	ND		1.200,00
42	REVENUS DES BIENS		75,00	75	ND		
43	RECETTES DIVERSES		79.200,00	42.110	113,5	37.090	64.475,00
439	DISSOLUTIONS ET PROVISIONS		4.312,50	4.313	ND		2.187,50
46	SUBVENTIONS ACQUISES			-500	-100,0	500	
460	CONFÉDÉRATION			-500	-100,0	500	
49	IMPUTATIONS INTERNES			-18.450	-100,0	18.450	

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
08.05.51.00	SERVICE DE LA CONSOMMATION ET DES AFFAIRES VÉTÉRINAIRES						
3	CHARGES	6.671.389,60		-451.285	-6,3	7.122.675	6.141.841,63
4	REVENUS		786.573,98	-179.148	-18,6	965.722	701.808,57
	COUVERTURE en F	-5.884.815,62		272.137		-6.156.953	-5.440.033,06
	COUVERTURE en %	11,79%			-1,8	13,56%	11,43%
30	CHARGES DE PERSONNEL	5.402.175,74		57.986	1,1	5.344.190	4.966.994,54
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	592.094,45		-155.498	-20,8	747.592	574.702,98
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	390.820,05		21.177	5,7	369.643	330.349,57
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	369.643,00		0	0,0	369.643	323.380,00
338	PROVISIONS ET RÉSERVES	3.764,17		3.764	ND		5.252,60
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	17.412,88		17.413	ND		1.716,97
39	IMPUTATIONS INTERNES	286.299,36		-374.951	-56,7	661.250	269.794,54
42	REVENUS DES BIENS		1.561,79	1.562	ND		235,00
43	RECETTES DIVERSES		769.883,79	-17.288	-2,2	787.172	682.818,77
46	SUBVENTIONS ACQUISES		14.617,95	-4.382	-23,1	19.000	18.754,80
460	CONFÉDÉRATION		14.617,95	-4.382	-23,1	19.000	18.754,80
49	IMPUTATIONS INTERNES		510,45	-159.040	-99,7	159.550	
08.05.61.00	COMMISSION DE SURVEILLANCE						
3	CHARGES	1.179.911,49		-345.501	-22,6	1.525.412	1.435.827,83
4	REVENUS		83.323,78	69.824	517,2	13.500	2.040,00
	COUVERTURE en F	-1.096.587,71		415.324		-1.511.912	-1.433.787,83
	COUVERTURE en %	7,06%			6,2	0,89%	0,14%
30	CHARGES DE PERSONNEL	668.363,95		-368.656	-35,5	1.037.020	1.001.489,65
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	479.280,25		42.538	9,7	436.742	387.154,65
39	IMPUTATIONS INTERNES	32.267,29		-19.383	-37,5	51.650	47.183,53
43	RECETTES DIVERSES		6.850,00	6.850	ND		2.040,00
49	IMPUTATIONS INTERNES		76.473,78	62.974	466,5	13.500	

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
08.06.11.00	DIRECTION GÉNÉRALE DES HÔPITAUX						
3	CHARGES			-276.157	-100,0	276.157	189.437,94
4	REVENUS			-3.250	-100,0	3.250	2,55
	COUVERTURE en F			272.907		-272.907	-189.435,39
	COUVERTURE en %				-1,2	1,18%	0,00%
30	CHARGES DE PERSONNEL			-226.610	-100,0	226.610	184.020,10
31	DÉPENSES GÉNÉRALES			-37.097	-100,0	37.097	1.663,60
39	IMPUTATIONS INTERNES			-12.450	-100,0	12.450	3.754,24
49	IMPUTATIONS INTERNES			-3.250	-100,0	3.250	2,55
08.06.20.00	HÔPITAUX UNIVERSITAIRES DE GENÈVE						
3	CHARGES	804.053.271,47		-1.721.129	-0,2	805.774.400	796.192.843,67
4	REVENUS		542.585,06	503.435	NS	39.150	9.309.225,68
	COUVERTURE en F	-803.510.686,41		2.224.564		-805.735.250	-786.883.617,99
	COUVERTURE en %	0,07%			0,1	0,00%	1,17%
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	37.913.000,00		-3.446.000	-8,3	41.359.000	35.422.792,30
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	37.913.000,00		-3.446.000	-8,3	41.359.000	35.422.792,30
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	748.780.000,00		1.935.000	0,3	746.845.000	743.795.000,00
363	PROPRES ÉTABLISSEMENTS	748.780.000,00		1.935.000	0,3	746.845.000	743.795.000,00
0117	PROPRE ÉTABLISSEMENT	673.780.000,00		1.935.000	0,3	671.845.000	
0119	HOSPICE GÉNÉRAL - FONCTIONNEMENT						668.795.000,00
0209	INDEMNITÉ RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT HUG	75.000.000,00		0	0,0	75.000.000	75.000.000,00
39	IMPUTATIONS INTERNES	17.360.271,47		-210.129	-1,2	17.570.400	16.975.051,37
43	RECETTES DIVERSES						9.113.000,00
49	IMPUTATIONS INTERNES		542.585,06	503.435	NS	39.150	196.225,68

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
08.06.30.00	CLINIQUES DE JOLI-MONT ET MONTANA						
3	CHARGES	18.297.390,00		32.000	0,2	18.265.390	19.314.990,00
4	REVENUS		3.369.330,60	3.369.331	ND		445.971,69
	COUVERTURE en F	-14.928.059,40		3.337.331		-18.265.390	-18.869.018,31
	COUVERTURE en %	18,41%			18,4		2,31%
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	726.000,00		-14.000	-1,9	740.000	1.556.600,00
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	726.000,00		-14.000	-1,9	740.000	1.556.600,00
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	17.366.390,00		46.000	0,3	17.320.390	17.550.390,00
363	PROPRES ÉTABLISSEMENTS	17.366.390,00		46.000	0,3	17.320.390	17.550.390,00
0117	PROPRE ÉTABLISSEMENT	15.791.000,00		46.000	0,3	15.745.000	
0119	HOSPICE GÉNÉRAL - FONCTIONNEMENT						15.975.000,00
0202	SUBVENTION UTILISATION TERRAINS ET BÂTIMENTS	1.575.390,00		0	0,0	1.575.390	1.575.390,00
39	IMPUTATIONS INTERNES	205.000,00		0	0,0	205.000	208.000,00
43	RECETTES DIVERSES		3.369.330,60	3.369.331	ND		445.971,69
08.07.11.00	DIRECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES						
3	CHARGES	2.090.201,37		13.317	0,6	2.076.884	1.557.817,57
4	REVENUS		289.648,00	-22.592	-7,2	312.240	103.458,43
	COUVERTURE en F	-1.800.553,37		-35.909		-1.764.644	-1.454.359,14
	COUVERTURE en %	13,86%			-1,2	15,03%	6,64%
30	CHARGES DE PERSONNEL	1.279.889,76		51.220	4,2	1.228.670	1.016.945,20
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	167.698,10		-57.516	-25,5	225.214	36.359,55
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	623.000,00		0	0,0	623.000	498.000,00
360	CONFÉDÉRATION	13.000,00		0	0,0	13.000	13.000,00
0114	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT ACCORDÉES À L'OFFICE NATIONAL DU TOURISME	13.000,00		0	0,0	13.000	13.000,00
365	INSTITUTIONS PRIVÉES	610.000,00		0	0,0	610.000	485.000,00
0207	PRIX MICHEL BAETTIG	5.000,00		0	0,0	5.000	
0314	LEONARDO	25.000,00		0	0,0	25.000	
0315	FONDATION POUR LE TOURISME	485.000,00		0	0,0	485.000	485.000,00
0506	BIO ALPS	60.000,00		0	0,0	60.000	
0604	FFSRT (FONDATION FRANCO-SUISSE POUR RECHERCHES ET TECHNOLOGIES)	35.000,00		0	0,0	35.000	
39	IMPUTATIONS INTERNES	19.613,51		19.614	ND		6.512,82

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
08.07.11.00	DIRECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES (Suite)						
43	RECETTES DIVERSES		230.648,00	43.408	23,2	187.240	103.165,00
49	IMPUTATIONS INTERNES		59.000,00	-66.000	-52,8	125.000	293,43
08.07.21.00	SERVICE DE LA PROMOTION ÉCONOMIQUE						
3	CHARGES	7.324.159,13		-5.169.586	-41,4	12.493.745	25.983.063,57
4	REVENUS		318.716,26	242.416	317,7	76.300	32.150.514,61
	COUVERTURE en F	-7.005.442,87		5.412.002		-12.417.445	6.167.451,04
	COUVERTURE en %	4,35%			3,7	0,61%	123,74%
30	CHARGES DE PERSONNEL	1.737.622,49		-89.168	-4,9	1.826.790	1.760.592,39
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	947.434,58		-195.520	-17,1	1.142.955	1.037.601,98
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES						12.170.358,15
330	AMORTISSEMENTS DU PATRIMOINE FINANCIER						12.000.000,00
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES						170.358,15
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	4.396.550,93		-4.848.449	-52,4	9.245.000	10.459.050,12
363	PROPRES ÉTABLISSEMENTS	969.656,18		-4.730.344	-83,0	5.700.000	5.745.115,16
0103	SUBVENTION FAE- FONDATION AIDE AUX ENTREPRISES	969.656,18		-4.730.344	-83,0	5.700.000	5.745.115,16
364	SOCIÉTÉS D'ÉCONOMIE MIXTE	132.894,75		-118.105	-47,1	251.000	145.627,46
0102	MIPIM	82.894,75		-27.105	-24,6	110.000	
0115	PROMOTION ÉCONOMIQUE, FRAIS DE FONCTIONNEMENT						145.627,46
0202	BIODATA	15.000,00		-35.000	-70,0	50.000	
0302	BIO ALPS - ADM.			-60.000	-100,0	60.000	
0401	PRIX INDUSTRIE ET HORLOGERIE	35.000,00		4.000	12,9	31.000	
365	INSTITUTIONS PRIVÉES	3.294.000,00		0	0,0	3.294.000	4.568.307,50
0314	LEONARDO						25.000,00
0514	OFFICE GENEVOIS DE CAUTIONNEMENT MUTUEL POUR COMMERCANTS ET ARTISANTS						19.400,00
0615	OFFICE SUISSE D'EXPANSION COMMERCIALE	4.000,00		0	0,0	4.000	4.000,00
0903	SUBVENTION LAPMI						1.310.697,25
0914	SERVICE DE L'INTÉRÊT AUX PMI						8.210,25
1212	INCUBATEURS ÉCLOSION	2.300.000,00		0	0,0	2.300.000	2.176.000,00
1302	SUBVENTION OPI	990.000,00		0	0,0	990.000	990.000,00
9701	FONDATION FRANCO-SUISSE - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT						35.000,00
39	IMPUTATIONS INTERNES	242.551,13		-36.449	-13,1	279.000	555.460,93
42	REVENUS DES BIENS						29.652.198,81
43	RECETTES DIVERSES		318.611,00	315.611	NS	3.000	2.488.962,50

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
08.07.21.00	SERVICE DE LA PROMOTION ÉCONOMIQUE (Suite)						
439	DISSOLUTIONS ET PROVISIONS						2.482.320,50
49	IMPUTATIONS INTERNES		105,26	-73.195	-99,9	73.300	9.353,30
08.07.31.00	OFFICE CANTONAL DE L'INSPECTION DU COMMERCE						
3	CHARGES	2.520.674,09		62.039	2,5	2.458.635	1.968.201,79
4	REVENUS		1.164.716,25	-126.989	-9,8	1.291.705	274.448,55
	COUVERTURE en F	-1.355.957,84		-189.028		-1.166.930	-1.693.753,24
	COUVERTURE en %	46,21%			-6,3	52,54%	13,94%
30	CHARGES DE PERSONNEL	1.884.483,35		239.493	14,6	1.644.990	1.510.248,19
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	262.802,05		52.707	25,1	210.095	92.370,30
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	58.180,85		181	0,3	58.000	45.865,50
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	58.000,00		0	0,0	58.000	41.000,00
338	PROVISIONS ET RÉSERVES						4.482,65
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	180,85		181	ND		382,85
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	15.600,00		0	0,0	15.600	15.600,00
365	INSTITUTIONS PRIVÉES	15.600,00		0	0,0	15.600	15.600,00
0115	FÉDÉRATION ROMANDE DES CONSOMMATRICES, SECTION GENEVOISE	15.600,00		0	0,0	15.600	15.600,00
39	IMPUTATIONS INTERNES	299.607,84		-230.342	-43,5	529.950	304.117,80
41	PATENTES ET CONCESSIONS		-1.600,00	-453.600	-100,4	452.000	
410	PATENTES		-1.600,00	-453.600	-100,4	452.000	
42	REVENUS DES BIENS		2.656,05	2.656	ND		
43	RECETTES DIVERSES		1.163.660,20	470.955	68,0	692.705	274.448,55
439	DISSOLUTIONS ET PROVISIONS		2.375,09	2.375	ND		
49	IMPUTATIONS INTERNES			-147.000	-100,0	147.000	

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
08.07.41.00	REGISTRE DU COMMERCE ET RÉGIMES MATRIMONIAUX						
3	CHARGES	1.573.578,42		-233.442	-12,9	1.807.020	1.680.299,01
4	REVENUS		4.200.556,75	-416.083	-9,0	4.616.640	4.028.524,50
	COUVERTURE en F	2.626.978,33		-182.642		2.809.620	2.348.225,49
	COUVERTURE en %	266,94%			11,5	255,48%	239,75%
30	CHARGES DE PERSONNEL	1.473.461,96		-126.838	-7,9	1.600.300	1.562.069,20
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	61.176,15		-44.894	-42,3	106.070	59.348,15
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	14.328,00		-10.672	-42,7	25.000	33.974,05
338	PROVISIONS ET RÉSERVES	1.700,00		1.700	ND		22.500,00
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	12.628,00		-12.372	-49,5	25.000	11.474,05
39	IMPUTATIONS INTERNES	24.612,31		-51.038	-67,5	75.650	24.907,61
42	REVENUS DES BIENS		12.754,00	12.754	ND		596,38
43	RECETTES DIVERSES		4.179.576,15	-417.164	-9,1	4.596.740	4.023.444,64
439	DISSOLUTIONS ET PROVISIONS		9.833,00	9.833	ND		11.373,70
49	IMPUTATIONS INTERNES		8.226,60	-11.673	-58,7	19.900	4.483,48
08.07.51.00	SERVICE DES AUTORISATIONS ET PATENTES						
3	CHARGES	3.992.708,31		-12.643.996	-76,0	16.636.704	4.059.907,82
4	REVENUS		22.615.623,06	-11.229.317	-33,2	33.844.940	15.270.988,90
	COUVERTURE en F	18.622.914,75		1.414.679		17.208.236	11.211.081,08
	COUVERTURE en %	566,42%			363,0	203,44%	376,14%
30	CHARGES DE PERSONNEL	2.312.971,79		9.322	0,4	2.303.650	2.078.295,27
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	345.559,17		241.761	232,9	103.798	163.923,98
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	209.708,01		164.708	366,0	45.000	1.496.566,34
338	PROVISIONS ET RÉSERVES	4.490,37		4.490	ND		1.454.894,93
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	205.217,64		160.218	356,0	45.000	41.671,41
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	720.000,00		720.000	ND		
366	PERSONNES PHYSIQUES	720.000,00		720.000	ND		
4001	REMBOURSEMENT TAXES	720.000,00		720.000	ND		
39	IMPUTATIONS INTERNES	404.469,34		-13.779.787	-97,1	14.184.256	321.122,23
40	IMPÔTS		18.067.472,20	-11.932.528	-39,8	30.000.000	11.224.682,37
406	AUTRES IMPÔTS CANTONAUX		18.067.472,20	-11.932.528	-39,8	30.000.000	11.224.682,37
01	RECETTES DROIT DES PAUVRES			-14.000.000	-100,0	14.000.000	

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
08.07.51.00	SERVICE DES AUTORISATIONS ET PATENTES (Suite)						
02	PRODUIT IMPÔT SUR LES CASINOS		18.067.472,20	2.067.472	12,9	16.000.000	11.224.682,37
41	PATENTES ET CONCESSIONS						381.833,85
410	PATENTES						381.833,85
42	REVENUS DES BIENS		11.501,90	11.502	ND		446,75
43	RECETTES DIVERSES		3.576.607,71	-97.882	-2,7	3.674.490	3.206.391,13
48	PRÉLÈVEMENTS SUR LES FINANCEMENTS SPÉCIAUX		394.847,65	394.848	ND		
480	PRÉLÈVEMENTS SUR FINANCEMENTS SPÉCIAUX		394.847,65	394.848	ND		
49	IMPUTATIONS INTERNES		565.193,60	394.744	231,6	170.450	457.634,80
08.07.99.00	OFFICE CANTONAL POUR L'APPROVISIONNEMENT ÉCONOMIQUE DU PAYS						
3	CHARGES	20.263,90		-18.131	-47,2	38.395	26.403,19
4	REVENUS		8,84	-591	-98,5	600	
	COUVERTURE en F	-20.255,06		17.540		-37.795	-26.403,19
	COUVERTURE en %	0,04%			-1,5	1,56%	
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	19.254,10		-16.741	-46,5	35.995	24.000,80
39	IMPUTATIONS INTERNES	1.009,80		-1.390	-57,9	2.400	2.402,39
49	IMPUTATIONS INTERNES		8,84	-591	-98,5	600	
08.09.20.00	CONTRÔLE DE LA VENDANGE						
3	CHARGES						-659,80
	COUVERTURE en F						659,80
	COUVERTURE en %						
30	CHARGES DE PERSONNEL						-659,80

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
08.90.98.00	PRÉVENTION DU JEU						
3	CHARGES	356.264,80		156.265	78,1	200.000	200.000,00
4	REVENUS		356.264,80	156.265	78,1	200.000	200.000,00
	COUVERTURE en F						
	COUVERTURE en %	100,00%				100,00%	100,00%
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	228.839,18		28.839	14,4	200.000	10.000,00
365	INSTITUTIONS PRIVÉES	228.839,18		28.839	14,4	200.000	10.000,00
4311	RIEN NE VA PLUS - CENTRE DE PRÉVENTION DES PROBLÈMES DU JEU EXCESSIF	154.800,00		0	0,0	154.800	10.000,00
9702	ACTION PRÉVENTION DU JEU	74.039,18		28.839	63,8	45.200	
38	ATTRIBUTIONS AUX FINANCEMENTS SPÉCIAUX	127.425,62		127.426	ND		190.000,00
380	VERSEMENT SUR FINANCEMENTS SPÉCIAUX	127.425,62		127.426	ND		190.000,00
40	IMPÔTS		200.000,00	200.000	ND		200.000,00
406	AUTRES IMPÔTS CANTONAUX		200.000,00	200.000	ND		200.000,00
02	PRODUIT IMPÔT SUR LES CASINOS		200.000,00	200.000	ND		200.000,00
43	RECETTES DIVERSES		156.264,80	156.265	ND		
49	IMPUTATIONS INTERNES			-200.000	-100,0	200.000	
08.90.99.00	DIME DE L'ALCOOL						
3	CHARGES	1.571.000,00		-85.200	-5,1	1.656.200	1.571.000,00
4	REVENUS		1.571.000,00	-85.200	-5,1	1.656.200	1.571.000,00
	COUVERTURE en F						
	COUVERTURE en %	100,00%				100,00%	100,00%
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	1.571.000,00		-85.200	-5,1	1.656.200	1.571.000,00
365	INSTITUTIONS PRIVÉES	1.571.000,00		-85.200	-5,1	1.656.200	1.571.000,00
0110	ACTIONS DE PRÉVENTIONS	1.071.000,00		-29.000	-2,6	1.100.000	1.071.000,00
0206	FEGPA - FÉDÉRATION GENEVOISE POUR LA PRÉVENTION DE L'ALCOOLISME	430.000,00		-16.200	-3,6	446.200	430.000,00
0302	CROIX-BLEUE GENEVOISE	70.000,00		-40.000	-36,4	110.000	70.000,00
46	SUBVENTIONS ACQUISES		1.413.861,00	63.861	4,7	1.350.000	1.405.490,00
460	CONFÉDÉRATION		1.413.861,00	63.861	4,7	1.350.000	1.405.490,00
48	PRÉLÈVEMENTS SUR LES FINANCEMENTS SPÉCIAUX		157.139,00	-149.061	-48,7	306.200	165.510,00
480	PRÉLÈVEMENTS SUR FINANCEMENTS SPÉCIAUX		157.139,00	-149.061	-48,7	306.200	165.510,00

Récapitulatif du département GRAND CONSEIL

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
11.00.00.00	GRAND CONSEIL						
3	CHARGES	8.965.166,08		-1.408.145	-13,6	10.373.311	9.787.050,17
4	REVENUS		55.632,57	-19.117	-25,6	74.750	47.422,87
	COUVERTURE en F	-8.909.533,51		1.389.027		-10.298.561	-9.739.627,30
	COUVERTURE en %	0,62%			-0,1	0,72%	0,48%
30	CHARGES DE PERSONNEL	6.609.031,63		-739.572	-10,1	7.348.604	7.052.061,67
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	2.025.861,32		-589.966	-22,6	2.615.827	2.208.335,66
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	199.979,50		-1	0,0	199.980	404.028,00
39	IMPUTATIONS INTERNES	130.293,63		-78.606	-37,6	208.900	122.624,84
43	RECETTES DIVERSES		22.180,10	-4.820	-17,9	27.000	27.859,50
49	IMPUTATIONS INTERNES		33.452,47	-14.298	-29,9	47.750	19.563,37

11. GRAND CONSEIL

FONCTIONNEMENT

Charges

En 2007, le Bureau et le Secrétariat général du Grand Conseil ont poursuivi leur gestion attentive et rigoureuse du budget du Grand Conseil et de son Secrétariat général, permettant de gérer au mieux les dépenses du parlement avec un budget qui lui assure son indépendance dans l'exercice de ses prérogatives.

Revenus

11.01.01.00	GRAND CONSEIL	
	30 Charges de personnel	- 670'340
	300 Cet écart s'explique par un nombre réduit d'heures de séances plénières et de séances de commission par rapport à une année moyenne. Alors qu'en 2006 il y avait eu un dépassement de CHF 310'760 du fait de la comptabilisation des mois de novembre et décembre 2005, l'année 2007 a vu l'application du principe d'échéance pour la comptabilisation des indemnités des députés, à savoir du 1 ^{er} janvier au 31 décembre.	- 442'663
	301 Ce non dépensé s'explique également par la baisse sensible du nombre d'heures de séances de commissions. De plus, comme en 2006, une gestion rigoureuse des frais liés à la tenue des procès-verbaux a permis cette économie, grâce également à la prise de plusieurs procès-verbaux par les secrétaires scientifiques de commissions.	- 80'757
	31 Dépenses générales	- 284'572
	La gestion attentive par le Bureau du Grand Conseil a permis de réaliser une économie substantielle sur le budget des dépenses générales.	
11.02.01.00	SECRETARIAT GENERAL DU GRAND CONSEIL	
	30 Charges de personnel	- 69'232
	Comme en 2006, le suivi de la gestion des ressources humaines et le temps nécessaire au recrutement du personnel ont permis la réalisation de ce non dépensé.	
	31 Dépenses générales	- 305'394
	Les différents postes de cette rubrique ne font pas apparaître de dépassements significatifs. A noter toutefois qu'un retard dans l'impression de la version papier du Mémorial devra être rattrapé au cours des prochains exercices budgétaires. Au total, la gestion attentive de ses frais généraux par le Secrétariat général du Grand Conseil a permis de réaliser ce non dépensé en 2007.	

43 Recettes diverses

- 4'158

La mise en place de la facturation des imprimés du Grand Conseil, de même qu'un ajustement des tarifs a permis de réduire le nombre d'abonnés payants. Cette baisse de recettes a été partiellement compensée par la réduction des coûts d'impression dont l'effet se retrouve au niveau de la nature 31.

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
11.00.00.00	GRAND CONSEIL						
3	CHARGES	8.965.166,08		-1.408.145	-13,6	10.373.311	9.787.050,17
4	REVENUS		55.632,57	-19.117	-25,6	74.750	47.422,87
	COUVERTURE en F	-8.909.533,51		1.389.027		-10.298.561	-9.739.627,30
	COUVERTURE en %	0,62%			-0,1	0,72%	0,48%
11.01.01.00	GRAND CONSEIL						
3	CHARGES	5.702.713,00		-999.669	-14,9	6.702.382	6.565.636,29
4	REVENUS		21.409,07	-9.241	-30,1	30.650	17.286,12
	COUVERTURE en F	-5.681.303,93		990.428		-6.671.732	-6.548.350,17
	COUVERTURE en %	0,38%			-0,1	0,46%	0,26%
30	CHARGES DE PERSONNEL	4.116.769,82		-670.340	-14,0	4.787.110	4.752.654,23
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	1.334.592,27		-284.572	-17,6	1.619.164	1.453.540,63
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	166.008,00		0	0,0	166.008	286.700,00
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	166.008,00		0	0,0	166.008	286.700,00
39	IMPUTATIONS INTERNES	85.342,91		-44.757	-34,4	130.100	72.741,43
43	RECETTES DIVERSES		1.337,60	-662	-33,1	2.000	5.548,10
49	IMPUTATIONS INTERNES		20.071,47	-8.579	-29,9	28.650	11.738,02
11.02.01.00	SECRETARIAT GÉNÉRAL DU GRAND CONSEIL						
3	CHARGES	3.262.453,08		-408.476	-11,1	3.670.929	3.221.413,88
4	REVENUS		34.223,50	-9.877	-22,4	44.100	30.136,75
	COUVERTURE en F	-3.228.229,58		398.599		-3.626.829	-3.191.277,13
	COUVERTURE en %	1,05%			-0,2	1,20%	0,94%
30	CHARGES DE PERSONNEL	2.492.261,81		-69.232	-2,7	2.561.494	2.299.407,44
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	691.269,05		-305.394	-30,6	996.663	754.795,03
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	33.971,50		-1	0,0	33.972	117.328,00
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	33.971,50		-1	0,0	33.972	117.328,00
39	IMPUTATIONS INTERNES	44.950,72		-33.849	-43,0	78.800	49.883,41
43	RECETTES DIVERSES		20.842,50	-4.158	-16,6	25.000	22.311,40
49	IMPUTATIONS INTERNES		13.381,00	-5.719	-29,9	19.100	7.825,35

Récapitulation du département COUR DES COMPTES

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
12.00.00.00	COUR DES COMPTES						
3	CHARGES	2.274.330,58		-222.071	-8,9	2.496.402	6.003,50
4	REVENUS		703,00	703	ND		
	COUVERTURE en F	-2.273.627,58		222.774		-2.496.402	-6.003,50
	COUVERTURE en %	0,03%					
30	CHARGES DE PERSONNEL	2.167.194,78		-140.115	-6,1	2.307.310	
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	105.397,23		-83.695	-44,3	189.092	6.003,50
39	IMPUTATIONS INTERNES	1.738,57		1.739	ND		
43	RECETTES DIVERSES		703,00	703	ND		

12. COUR DES COMPTES (CR 12.01.00.00)

FONCTIONNEMENT

La Cour des comptes étant entrée en fonction au 1^{er} janvier 2007, son budget 2007 n'a pas été établi par ses soins. Il a été porté à la connaissance de la Cour que le budget 2007 correspondait à une activité équivalente à 8 mois d'activité réelle, en raison de l'échelonnement des entrées en service des collaborateurs au cours de l'année 2007.

Globalement, ce premier exercice se traduit par un volume de charges de fonctionnement équivalent à 91% de la dotation budgétaire. Ces charges inférieures à ce qui était prévu sont principalement dues à l'échelonnement des différentes dates d'entrée en fonction des collaborateurs au cours de l'année 2007, qui ne pouvait être prévu précisément lors de l'établissement du budget 2007.

Charges

30 Charges de personnel

	Comptes 2007	Budget 2007	Variation F	Variation %
Total 30	2'167'195	2'307'310	-140'115	-6.07%

Les charges de personnel comprennent les 3 magistrats titulaires de la Cour, les 3 magistrats suppléants (indemnisés par jetons de présence) et les 13.4 collaborateurs de la Cour. La variation par rapport au budget est due à l'échelonnement des différentes dates d'entrée en fonction des collaborateurs au cours de l'année 2007, qui ne pouvait être prévu précisément lors de l'établissement du budget 2007.

309 Formation, recrutement, div. charges

	Comptes 2007	Budget 2007	Variation F	Variation %
Total 309	17'111	-	17'111	ND

Cette rubrique n'avait pas fait l'objet d'une dotation budgétaire spécifique en 2007. Or, d'une part la mise en place de la Cour a nécessité des charges de recrutement (annonces d'emplois), et d'autre part l'activité de la Cour des comptes requiert des charges de formation continue (expertise comptable, certifications informatiques, etc.).

31 Dépenses Générales

	Comptes 2007	Budget 2007	Variation F	Variation %
Total 31	105'397	189'092	-83'695	-44.26%

La variation par rapport au budget est principalement due au faible recours à des prestations de tiers (expertises : nature 318) dans le cadre des missions d'audit réalisées en 2007.

Revenus

43 Recettes diverses

Indemnités journalières de l'assurance accidents LAA et militaire.

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
12.00.00.00	COUR DES COMPTES						
3	CHARGES	2.274.330,58		-222.071	-8,9	2.496.402	6.003,50
4	REVENUS		703,00	703	ND		
	COUVERTURE en F	-2.273.627,58		222.774		-2.496.402	-6.003,50
	COUVERTURE en %	0,03%					
12.01.00.00	COUR DES COMPTES						
3	CHARGES	2.274.330,58		-222.071	-8,9	2.496.402	6.003,50
4	REVENUS		703,00	703	ND		
	COUVERTURE en F	-2.273.627,58		222.774		-2.496.402	-6.003,50
	COUVERTURE en %	0,03%					
30	CHARGES DE PERSONNEL	2.167.194,78		-140.115	-6,1	2.307.310	
309	FORMATION, RECRUTEMENT, DIV. CHARGES	17.110,93		17.111	ND		
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	105.397,23		-83.695	-44,3	189.092	6.003,50
39	IMPUTATIONS INTERNES	1.738,57		1.739	ND		
43	RECETTES DIVERSES		703,00	703	ND		

Récapitulation du département POUVOIR JUDICIAIRE

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
14.00.00.00	POUVOIR JUDICIAIRE						
3	CHARGES	89.504.620,51		-4.866.564	-5,2	94.371.185	89.406.349,71
4	REVENUS		36.167.438,97	9.295.239	34,6	26.872.200	26.106.159,70
	COUVERTURE en F	-53.337.181,54		14.161.803		-67.498.985	-63.300.190,01
	COUVERTURE en %	40,41%			11,9	28,48%	29,20%
30	CHARGES DE PERSONNEL	61.430.539,03		-1.004.973	-1,6	62.435.512	58.929.443,02
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	9.007.504,63		8.482	0,1	8.999.023	9.002.020,02
32	INTÉRÊTS PASSIFS ET FRAIS D'EMPRUNTS			-7.000	-100,0	7.000	
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	909.773,58		107.639	13,4	802.135	1.193.732,64
35	DÉDOMMAGEMENTS À DES TIERS	5.134.920,60		-1.277.944	-19,9	6.412.865	5.758.350,95
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	9.975.073,02		-1.279.927	-11,4	11.255.000	10.181.753,18
39	IMPUTATIONS INTERNES	3.046.809,65		-1.412.840	-31,7	4.459.650	4.341.049,90
42	REVENUS DES BIENS		103,47	-397	-79,3	500	1.881,44
43	RECETTES DIVERSES		34.939.560,53	11.185.911	47,1	23.753.650	23.084.924,65
49	IMPUTATIONS INTERNES		1.227.774,97	-1.890.275	-60,6	3.118.050	3.019.353,61

14. POUVOIR JUDICIAIRE

FONCTIONNEMENT

Charges

14.00.00.00

POUVOIR JUDICIAIRE

30 Charges du personnel

L'effectif des magistrats tel qu'il avait été prévu au budget n'a pas été complet pendant toute l'année en raison, a) de la mise en place progressive du nouveau Tribunal d'application des peines et mesures (TAPEM), b) de l'échelonnement des élections des juges et c) du départ en milieu de l'année d'un juge. Tous ces mouvements ont occasionné un écart non dépensé du budget de l'ordre de CHF 650'000.-, compensé partiellement à raison d'environ CHF 130'000.- par le dépassement du budget relatif aux indemnités allouées aux juges suppléants et aux jetons de présence des membres des commissions judiciaires.

Pour le reste, l'écart s'explique par le montant d'environ CHF 485'000.- non dépensé sur le budget alloué au traitement du personnel administratif et ce, pour les raisons suivantes, essentiellement de deux ordres :

- a) le recrutement différé dans le temps d'un certain nombre de collaborateurs
 - respect de l'accord négocié entre le Pouvoir judiciaire et le Conseil d'Etat lors de l'octroi de nouveaux postes au budget 2007,
 - postes bloqués pour des raisons légales ou réglementaires (par exemple suite à un plend),
 - contraintes d'organisation structurelle et logistique, la capacité d'accueil du Palais de justice ayant atteint ses limites,
 - contraintes liées aux personnes recrutées qui nous ont conduit à retarder plusieurs engagements,
 - saturation du marché du travail et difficulté à trouver les personnes disposant du profil attendu;
- b) la fixation de traitements inférieurs aux attentes :
 - engagement des collaborateurs avec un plan de carrière (ex. poste de greffier cl. 13 pourvu en commis-greffier cl. 9),
 - rajeunissement des ressources en capital humain (départ au plend et à la retraite remplacé par des juniors)

Écart C-B

(1'004'973.-)
(1.6%)

14.00.00.00

POUVOIR JUDICIAIRE

31 Dépenses générales

Malgré le nombre toujours croissant d'affaires complexes, les frais liés au métier de la justice ont été maîtrisés de manière satisfaisante. Dans cette catégorie de frais de fonctionnement, les expertises et les écoutes téléphoniques, auxquelles il a dû être recouru dans des affaires complexes tout au long de l'année, occupent le 1^{er} rang en 2007. Le dépassement du budget de cette catégorie des frais est compensé par d'autres lignes budgétaires relatives aux fournitures de bureau, imprimés et matériels, grâce à un projet lié aux flux d'achats mené par le Pouvoir judiciaire en concertation avec la direction de la Centrale Commune d'achats. Cela dit, le dépassement de CHF 8'482.- enregistré pour la nature 31, s'explique par l'achat de livres et des brochure nécessaires à la formation des magistrats et des collaborateurs dans le cadre du projet "Justice 2010" (entrée en vigueur de la LTF, unification des procédures civile et pénale au niveau fédéral, révision du droit de la tutelle). Il est à noter que l'effort consenti par l'ensemble des juridictions et services pour maîtriser les autres natures (frais de déplacement, impression des formules, frais d'insertion des communiqués, frais de traduction, frais d'études et mandats) a fortement contribué à la réduction globale de l'écart de dépassement des dépenses générales.

Écart C-B

**8'482.-
0.1%**

Par anticipation de l'application des directives IPSAS qui entrent en vigueur dès le 1^{er} janvier 2008, le Pouvoir judiciaire avait budgétisé les nouvelles acquisitions du mobilier sous forme d'investissement sous la nature 506. Si cette pratique n'avait pas été appliquée, aucun dépassement du budget n'aurait été constaté sous la nature 31, dans la mesure où le poste lié aux investissements, soit un montant de CHF 76'357.-, n'a pas été utilisé pour des raisons techniques.

14.00.00.00

POUVOIR JUDICIAIRE

35 Placements des mineurs

Le nombre des placements étant resté stable en 2007, quatre raisons peuvent expliquer cet écart du budget non dépensé :

- le placement de la majorité des mineurs à Genève plutôt que dans les autres cantons (différence importante des prix journaliers),*
- une durée moyenne des placements plus courte,*
- le recours aux nouvelles mesures de protection prévues par le nouveau droit pénal des mineurs, (par exemple les mesures thérapeutiques ambulatoires),*
- les déficits restants du budget de fonctionnement des institutions de placement des mineurs hors canton non facturés à ce jour pour les exercices 2005, 2006 et 2007 selon les dispositions de la Convention intercantonale relative aux institutions de placements (CIIS).*

Si la couverture du budget s'est révélée suffisante en 2007, rien n'indique qu'il en sera de même dans les années à venir. En effet, l'incidence du nouveau droit pénal des mineurs (DPMIn), entré en vigueur le 01.01.07, sur le budget ne produira ses effets que dans les mois à venir. En outre, sa mise en œuvre demande une meilleure coordination entre différents services de l'Etat et la mise à disposition des moyens nécessaires aux différentes instances et autorités compétentes, notamment le service de protection des mineurs, le service médico-pédagogique et le Tribunal de la jeunesse.

Écart C-B
(1'277'944.-)
(19%)

14.00.00.00

POUVOIR JUDICIAIRE

36 Assistance juridique

Plusieurs facteurs combinés expliquent cet écart du budget non consommé, à savoir :

- un retard de 2 mois dans la taxation des procédures civiles et pénales soit, un montant d'environ CHF 700'000.- **(1'279'927.-) (19.9%)**
- une légère baisse du nombre des dossiers civils enregistrés en 2007, soit 200 dossiers en moins par rapport à l'année 2006. Le coût moyen d'un dossier civil est de CHF 2'660.- (soit un coût de CHF 532'000.- non facturé).
- un premier effet que l'on peut qualifier de dissuasif, chiffré globalement à CHF 50'000.-, de l'entrée en vigueur au 1^{er} février 2007 du nouveau Règlement sur l'assistance juridique.

Cette tendance est à considérer avec prudence quant à l'évolution de la situation pour les années à venir car le nombre de demandes d'assistance juridique est en corrélation directe avec la conjoncture économique du canton de Genève. Il faudrait également attendre les effets de la deuxième année de fonctionnement du nouveau TAPEM et de l'entrée en vigueur du nouveau code pénal des mineurs, lequel prévoit la possibilité, pour un prévenu, de recourir à un avocat dès le 1^{er} jour de son arrestation.

Revenus

14.00.00.00

POUVOIR JUDICIAIRE

43 Recettes diverses

Entre 2005 (recettes :CHF 14'131'944.-) et 2007 (recettes : CHF 34'939'560.-), le Pouvoir judiciaire a plus que doublé ses recettes. Cette augmentation est consécutive à celle du volume des affaires civiles (notamment des affaires ordinaires, soit CHF 20'200'000.-), au résultat durable d'une amélioration significative du suivi financier des procédures civiles, au remboursement de frais de justice et à une hausse des confiscations ordonnées par le Ministère public en 2007 (CHF 8'001'730.-). **Écart C-B +11'185'911.- 47.1%**

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
14.00.00.00	POUVOIR JUDICIAIRE						
3	CHARGES	89.504.620,51		-4.866.564	-5,2	94.371.185	89.406.349,71
4	REVENUS		36.167.438,97	9.295.239	34,6	26.872.200	26.106.159,70
	COUVERTURE en F	-53.337.181,54		14.161.803		-67.498.985	-63.300.190,01
	COUVERTURE en %	40,41%			11,9	28,48%	29,20%
14.00.00.00	POUVOIR JUDICIAIRE						
4	REVENUS						125,05
	COUVERTURE en F						125,05
	COUVERTURE en %						
42	REVENUS DES BIENS						0,20
43	RECETTES DIVERSES						124,85
14.01.00.00	ADMINISTRATION DU POUVOIR JUDICIAIRE						
3	CHARGES	89.504.620,51		-4.866.564	-5,2	94.371.185	89.406.349,71
4	REVENUS		36.167.438,97	9.295.239	34,6	26.872.200	26.106.034,65
	COUVERTURE en F	-53.337.181,54		14.161.803		-67.498.985	-63.300.315,06
	COUVERTURE en %	40,41%			11,9	28,48%	29,20%
30	CHARGES DE PERSONNEL	61.430.539,03		-1.004.973	-1,6	62.435.512	58.929.443,02
309	FORMATION, RECRUTEMENT, DIV. CHARGES	99.493,20		-115.507	-53,7	215.000	139.457,81
31	DÉPENSES GÉNÉRALES	9.007.504,63		8.482	0,1	8.999.023	9.002.020,02
32	INTÉRÊTS PASSIFS ET FRAIS D'EMPRUNTS			-7.000	-100,0	7.000	
320	ENGAGEMENTS COURANTS			-7.000	-100,0	7.000	
33	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, IRRÉCOUVRABLES	909.773,58		107.639	13,4	802.135	1.193.732,64
331	AMORTISSEMENTS ORDINAIRES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	67.135,00		0	0,0	67.135	144.324,00
338	PROVISIONS ET RÉSERVES	496.076,74		52.077	11,7	444.000	701.965,82
339	CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	346.561,84		55.562	19,1	291.000	347.442,82
35	DÉDOMMAGEMENTS À DES COLLECTIVITÉS PUBLIQUES	5.134.920,60		-1.277.944	-19,9	6.412.865	5.758.350,95
351	CANTONS	5.134.920,60		-1.277.944	-19,9	6.412.865	5.758.350,95
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	9.975.073,02		-1.279.927	-11,4	11.255.000	10.181.753,18
366	PERSONNES PHYSIQUES	9.975.073,02		-1.279.927	-11,4	11.255.000	10.181.753,18

NO RUBRIQUE	LIBELLE	COMPTES 2007		VARIATION C07 -B07		BUDGET 2007	COMPTE 2006
		CHARGES	REVENUS	en F	en %		
14.01.00.00	ADMINISTRATION DU POUVOIR JUDICIAIRE (Suite)						
0110	EMOLUMENTS AJ	1.106.644,00		-563.356	-33,7	1.670.000	1.286.253,90
0215	TRADUCTEURS, TÉMOINS EXPERTISES AJ	474.911,62		350.100	280,5	124.812	509.896,50
0311	FRAIS D'ASSISTANCE JURIDIQUE	8.393.517,40		-1.066.671	-11,3	9.460.188	8.385.566,78
0312	FRAIS D'ASSISTANCE JURIDIQUE (FRAIS D'ENQUÊTES)						36,00
39	IMPUTATIONS INTERNES	3.046.809,65		-1.412.840	-31,7	4.459.650	4.341.049,90
42	REVENUS DES BIENS		103,47	-397	-79,3	500	1.881,24
43	RECETTES DIVERSES		34.939.560,53	11.185.911	47,1	23.753.650	23.084.799,80
439	DISSOLUTIONS ET PROVISIONS		344.184,74	48.685	16,5	295.500	347.442,82
49	IMPUTATIONS INTERNES		1.227.774,97	-1.890.275	-60,6	3.118.050	3.019.353,61